

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

La pétition électronique, nouvel instrument de démocratie directe



M. Camille Gira et M. Laurent Mosar présentent la pétition électronique.

La pétition publique, c'est pour bientôt! L'outil informatique permettant aux citoyens d'introduire et de signer une pétition en ligne est en place. Son activation deviendra effective dès que la nouvelle Chambre des Députés, issue des élections du 20 octobre prochain, sera constituée.

C'est lors d'une conférence de presse réunissant conjointement M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, et M. Camille Gira, Président de la Commission des Pétitions, que ce nouveau type de pétition fut présenté.

Dès qu'une demande de pétition publique introduite via le site de la Chambre aura été reconnue d'intérêt général et national, elle sera publiée sur www.chd.lu et ouverte à la signature pendant six semaines. A la même occasion, un forum de discussion sur l'objet de la pétition sera ouvert sur le même site.

Si la pétition recueille 4.500 signatures ou plus, un débat public sera organisé à la Chambre en présence des membres de la Commission des Pétitions et, le cas échéant, de la commission sectorielle concernée, d'une délégation des pétitionnaires et du ministre compétent. Ce débat sera retransmis en direct sur Chamber TV.

Si le seuil des 4.500 signatures n'est pas atteint, la pétition sera traitée comme une pétition ordinaire au sein de la Commission des Pétitions.

43 ^e séance	Mardi	9 juillet 2013
44 ^e séance	Mercredi	10 juillet 2013
45 ^e séance	Mercredi	10 juillet 2013

L'électronique de la salle plénière remise à jour



Nouveau système électronique pour la salle des séances publiques

Les systèmes électroniques de la salle des séances publiques font peau neuve. Profitant de la période entre juillet et octobre pendant laquelle les députés ne siègent pas, les systèmes de vote électronique et de sonorisation sont entièrement modernisés.

Les techniciens sont actuellement en train d'installer et de brancher de nouveaux micros. Les députés pourront dorénavant les mettre en marche et les éteindre en appuyant sur un bouton. Dans l'ancien système

il fallait toucher un champ de l'écran tactile.

La nouvelle installation alimentera la sonorisation de la salle plénière, la régie de la télévision parlementaire, la diffusion des séances publiques via Internet et les enregistrements pour le compte rendu écrit des discussions.

Les travaux d'installation et de réglage prendront plusieurs semaines et seront terminés pour le 20 octobre.

Le Président à la cité jardinière de Merl-Belair



Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Romain Schneider et M. Laurent Mosar (1^{er} et 2^e de droite) à la cité jardinière de Merl-Belair

Promesse faite, promesse tenue! En 2010, lors de la remise d'une pétition, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, avait promis de visiter des jardins de la Ligue Luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer. En début de cette saison automnale, il s'est rendu à la cité jardinière située à Luxembourg-Merl.

En présence du Ministre de tutelle, M. Romain Schneider, de Mme Sylvie

Andrich-Duval et des représentants de la Ligue, M. Mosar a remercié les jardiniers pour leur bénévolat en faveur de la sauvegarde de la nature.

Il a regretté que leur engagement ne soit pas toujours reconnu à sa juste valeur.

La cité jardinière de Merl-Belair se compose de 57 jardins sur un hectare de surface. L'intérêt pour le co-jardinage est croissant. Le président

de la cité jardinière, M. Jacques Jourdan, n'arrive actuellement pas à satisfaire toutes les demandes faute de pouvoir disposer de suffisamment de terrain.

Le président du CTF, M. Jean Kieffer, a rappelé les revendications de «Gaart an Heem» en faveur de plus de jardins, d'aires de jeux et de surfaces vertes et donc de qualité de vie dans les cités modernes.

Le Président du Cap-Vert rencontre Laurent Mosar

Indépendant depuis 1975, le Cap-Vert fait partie des pays partenaires de la coopération luxembourgeoise. Au cours de son entrevue avec M. Laurent Mosar, le Président de la République du Cap-Vert, M. Jorge Carlos de Almeida Fonseca, a vivement remercié le Grand-Duché pour son engagement.

Le Président a rappelé que le Luxembourg a soutenu le Cap-Vert afin qu'il obtienne un statut spécial à l'Union européenne. Un tel statut est important pour le rapprochement entre les deux unités, a souligné M. Jorge Carlos de Almeida Fonseca.

Les deux présidents se sont exprimés en faveur d'un échange d'étudiants capverdiens et luxembourgeois et soutiennent les accords de coopération entre les universités des deux pays.

Plusieurs milliers de citoyens d'origine capverdienne vivent actuellement au Luxembourg. Ils sont géné-



M. Laurent Mosar et M. Jorge Carlos de Almeida Fonseca

ralement bien intégrés, ayant souvent opté pour la nationalité du Grand-Duché.

La Maison Wiltheim comme vitrine artistique



Artistes luxembourgeois accueillis à la maison Wiltheim

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a invité les artistes luxembourgeois dont les œuvres ont été choisies pour donner un supplément d'âme à la maison Wiltheim, ancien siège de la Dresdner Bank acquis par la Chambre des

Députés. Grâce à la perspicacité et au soutien des partenaires de l'agence de promotion culturelle mediArt et du Musée national d'histoire et d'art, la Chambre peut s'honorer d'avoir transformé en vitrine de l'art ce bâtiment destiné entre autres à

l'accueil de délégations internationales.

La Chambre va continuer ce soutien à l'art contemporain en étoffant sa collection dans les années à venir.

DANS CE NUMÉRO

Aide financière de l'État pour études supérieures	p. 542
Violence domestique	p. 555
Rapport de la Commission d'enquête SREL	p. 562
Sommaire des séances publiques n ^{os} 43-45	p. 586
Table analytique 2012-2013	p. 587
Sommaire des questions parlementaires	p. Q162

Rencontre avec le bourgmestre d'Arlon

La mobilité et l'habitat figuraient parmi les principales problématiques abordées par des membres de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI (Conseil Parlementaire Interrégional) et le bourgmestre d'Arlon, M. Vincent Magnus, lors d'une rencontre à la Mairie d'Arlon, le 2 octobre 2013. La ville belge bénéficie de l'attractivité économique de son voisin luxembourgeois. Ainsi, 10.000 Arlonais se rendent tous les jours à Luxembourg pour y travailler. Un certain nombre de défis découlent également de cette proximité qui a en effet un impact non seulement sur les transports et la mobilité, mais également sur le prix de l'immobilier et des terrains dans l'agglomération d'Arlon.

«La mobilité transfrontalière est peut-être aujourd'hui notre plus grand défi.» C'est ainsi que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a qualifié une situation qui affecte considérablement la qualité de vie des frontaliers. Pour mieux construire l'Europe, il faut avant tout s'atteler à cette tâche et avancer des solutions concrètes en misant sur la coopération transfrontalière et la Grande Région.

Dans ce contexte, les élus luxembourgeois et belges présents se sont

échangés sur les possibilités d'agrandir l'offre de «park and ride» et «park and rail» près de la frontière. Dans le domaine ferroviaire, l'harmonisation des systèmes de sécurité est une priorité pour éviter que les passagers en direction ou en provenance du Luxembourg ne doivent changer de train à Arlon. De même, le prix du passage de la frontière en train reste trop élevé.

Avec l'essor d'Esch-Belval, l'intérêt croissant pour une liaison ferroviaire efficace entre Arlon et ce nouveau pôle économique et universitaire du Grand-Duché a en outre été souligné. La coopération universitaire croissante entre le campus arlonais de l'Université de Liège et l'Université du Luxembourg en bénéficierait. Pour les étudiants, une meilleure connexion ferroviaire entre Arlon et les principales gares luxembourgeoises serait d'autant plus bénéfique.

Force est de constater que la relation entre Arlon et le Luxembourg est loin d'être une voie à sens unique, mais correspond à un véritable rapport d'interdépendance. De plus en plus de ressortissants luxembourgeois viennent habiter dans l'agglomération d'Arlon, alors que les élèves originaires du Grand-Duché s'y



Les députés luxembourgeois en compagnie de représentants arlonais

comptent par centaines tous les ans dans les établissements d'éducation secondaire de la ville. De même, un renforcement de la coopération en matière d'épuration des eaux serait bénéfique pour les villages de part et d'autre de la frontière.

En présence de représentants de l'«Association des néo-Luxembourgeois originaires de la province de

Luxembourg», le Président et les députés présents ont en outre discuté avec le bourgmestre et d'autres élus locaux des principaux défis qui se présentent aux Belges ayant acquis le droit de vote au Grand-Duché.

Pourrait-on à l'avenir s'inspirer des autorités françaises qui, à l'occasion des élections législatives françaises, demandent aux communes belges

l'autorisation d'ouvrir des bureaux de vote pour les ressortissants français qui y résident? Il pourrait s'agir d'une alternative intéressante au vote par correspondance qui reste pour l'instant l'unique moyen de participer aux législatives luxembourgeoises pour les Belges ayant acquis un passeport luxembourgeois depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la nationalité de 2008.

Le Parlement Benelux en visite au SIDOR



Visite du SIDOR par des délégués du Parlement Benelux

La nouvelle usine d'incinération du SIDOR située à Leudelage a fait l'objet d'une visite de travail d'une délégation du Parlement Benelux.

En fonction depuis 2010, la nouvelle usine d'incinération est également un centre de valorisation énergétique des déchets traitant 125.000 tonnes de déchets par an et produisant de l'électricité pour

28.000 ménages à partir de la chaleur de combustion.

Face à la problématique des déchets, le SIDOR s'engage aussi dans l'information et la sensibilisation de la population pour consacrer davantage d'efforts à la réduction des déchets. Grâce aussi à l'effort des communes, notamment à la mise en place de centres de recyclage, une

diminution de 3% de la quantité des déchets a pu être constatée au fil des dernières années.

Le SIDOR est composé de 35 communes du sud et du centre du Luxembourg couvrant un territoire peuplé de 345.000 habitants. Il traite près de 70% des déchets du Grand-Duché.

Visite de la Maison du Luxembourg à Thionville

«Alors même que nous sommes les témoins privilégiés de l'effacement progressif des frontières, nous faisons face, aujourd'hui, à un nouvel obstacle: celui de la mobilité entre nos deux pays». C'est en ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a résumé l'un des principaux défis auxquels sont aujourd'hui confrontés les frontaliers travaillant au Luxembourg, lors de sa visite de la Maison du Luxembourg à Thionville, le 19 septembre 2013.

Accompagné de deux membres de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI (Conseil Parlementaire Interrégional), MM. Roger Negri et Marcel Oberweis, M. Mosar a en effet répondu à l'invitation du Président de la Communauté d'Agglomération Portes de France Thionville, M. Patrick Weiten, et du Maire de Thionville, M. Bertrand Mertz, pour découvrir cette institution créée, jour pour jour il y a sept ans, le 19 septembre 2006.

Preuve de son attrait, en même temps que de celui du Grand-Duché, la Maison du Luxembourg a vu doubler en quelques années le nombre de visiteurs à plus de 12.000 personnes en 2012. Sa mission consiste à porter conseil aux frontaliers et demandeurs d'emploi et à les orienter vers les administrations luxembourgeoises compétentes. Relais de l'offre culturelle au Luxembourg, les quatre conseillers de la Maison du Luxem-

bourg font avant tout face à des demandes de renseignement toujours plus nombreuses et très diverses, allant des allocations familiales aux questions de sécurité sociale en passant par les retraites et les recherches d'emploi.

Lors de la visite, M. Mosar s'est félicité du service rendu non seulement aux citoyens français, mais également au Grand-Duché de Luxembourg dont le développement économique dépend fondamentalement de la Grande Région.

C'est en présence de la députée française Anne Grommerch et d'autres élus locaux de la région que les députés luxembourgeois ont débattu, avec M. Weiten, non seulement des possibilités d'amélioration de la mobilité transfrontalière, de la coopération et harmonisation administratives, mais aussi de la coopération logistique et commerciale dans le cadre de la création du pôle d'affaires et d'activités technologiques sino-européen d'Illange.

Sur le plan de la mobilité, tous étaient d'accord pour dire que la qualité de vie des frontaliers souffre de manière croissante de la congestion des autoroutes et les élus se sont engagés à renforcer encore davantage leur action commune pour trouver des solutions efficaces et rapides à ce défi majeur.

Les délégués du Parlement Benelux au Centre de rétention

Une délégation du Parlement Benelux s'est rendue en visite de travail au Centre de rétention à Findel. Cette visite a eu lieu suite au débat sur l'immigration qui s'était tenu lors de la séance plénière du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux au mois de juin dernier à la Chambre des Députés.

Le directeur du centre, M. Vincent Sybertz, ainsi que son adjointe, Mme Sophie Rodesch, ont expliqué le concept de la structure qui se veut humaniste, notamment à travers un encadrement psychosocial qui accompagne les personnes tout au

long de leur séjour. Le centre, qui a ouvert ses portes il y a deux ans, héberge des demandeurs d'asile pour lesquels un retour forcé a été décidé par le ministère compétent et qui attendent d'être rapatriés.

Les parlementaires du Benelux ont pu se rendre compte que, malgré le fait qu'il s'agit d'un centre fermé, tout a été mis en œuvre pour que les personnes en situation irrégulière qui y sont placées puissent se sentir considérées, se préparer à leur retour et avoir une perspective de vie nouvelle dans leur pays d'origine.



Une délégation du Parlement Benelux a visité le Centre de rétention.

Lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Les maladies épidémiques sortent de l'ombre. De plus en plus de pays en développement reconnaissent la relation entre une main-d'œuvre en bonne santé et l'évolution de leur économie. Le Dr Mark Dybul, Directeur du Fonds mondial de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, vient d'informer les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale sur les évolutions en matière de lutte contre ces

trois maladies. Au cours des dix dernières années, le Luxembourg, par l'intermédiaire du Ministère de la Coopération, a contribué au Fonds à raison de 34 millions de dollars (26 millions d'euros).

Le Fonds mondial est une institution financière internationale soutenant les pays dans leurs initiatives de prévention, de traitement et de soin des personnes atteintes du VIH, de la tuberculose ou du paludisme (malaria). Créé en 2002 pour accroître les ressources réservées à la lutte contre les trois pandémies, le Fonds encourage

le partenariat entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les communautés vivant avec les maladies.

La reconstitution des ressources a constitué un autre sujet abordé au cours de l'entrevue. Le Fonds mise sur plus de transparence et souhaite encore davantage lutter en faveur d'une bonne utilisation de l'argent en fonction des résultats obtenus dans les différents programmes. La générosité des gouvernements donateurs constitue la principale source de financement du Fonds mondial.



Le Dr Mark Dybul reçu par les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Visite de Noreen Evans, sénatrice démocrate en Californie



Mme Noreen Evans entourée des députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission juridique de la Chambre des Députés

Les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission juridique de la Chambre des Députés ont reçu, le 25 septembre, la sénatrice de Californie, Mme Noreen Evans. La représentante démocrate est entre autres la présidente de la Commission juridique du Sénat californien.

Avec les députés luxembourgeois, elle s'est entretenue sur le rôle des parlements nationaux dans la procédure législative européenne.

L'échange de vues avec les députés a également porté sur une coopération

économique transatlantique. Les États-Unis et l'Union européenne négocient actuellement un partenariat pour le commerce et les investissements (TTIP).

Les députés ont également abordé des questions d'ordre juridique comme la législation californienne sur les armes, l'abolition de la peine de mort en Californie ou la légalisation du mariage homosexuel.

Au cours de l'entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, les interlocuteurs ont noté qu'une trentaine de sociétés américaines sont établies au Luxembourg. La majorité de leurs

maisons mères se situent en Californie.

M. Mosar et Mme Noreen Evans ont aussi évoqué la situation financière en Californie et une éventuelle législation permettant d'éviter une nouvelle crise sur le marché immobilier.

Dans le cadre de sa visite de travail au Luxembourg, Mme Evans a également eu des entretiens à la Cour de Justice de l'Union européenne et au Ministère des Finances. Il s'agit de la première visite d'un membre du Sénat californien au Grand-Duché de Luxembourg.



Représentants de Handicap International à la Chambre

Le Président reçoit une délégation de Handicap International

À l'occasion du lancement de la campagne annuelle de Handicap International, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a reçu une délégation de cette organisation qui s'attaque aux mines antipersonnel, bombes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre. Les représentants ont informé le Président de la Chambre sur l'évolution de ces problématiques.

Handicap International s'engage en faveur de l'interdiction totale de ces armes et rend aussi attentif au fait que l'utilisation de celles-ci se fait de plus en plus souvent sans aucune distinction entre zones civiles et zones militaires, bafouant ainsi des conventions internationales et des principes du droit humanitaire.

Semestre européen 2013 - Débat avec les parlements nationaux

Le 17 septembre 2013, la Commission des Affaires économiques et monétaires (ECON) du Parlement européen (PE) a invité les parlements nationaux à Bruxelles pour débattre ensemble de l'évaluation du Semestre européen 2013, instrument instauré depuis 2010 pour assurer une meilleure coordination des politiques économiques et budgétaires au sein de l'Union européenne (UE). La Chambre des Députés fut représentée par M. Roger Negri, vice-président de la Commission des Finances et du Budget.

Les parlements ont un rôle complémentaire à jouer pour garantir la dimension démocratique du Semestre européen, comme l'a souligné la présidente de la Commission ECON, Mme Sharon Bowles, dans une lettre adressée aux parlements nationaux: le Parlement européen, au niveau des institutions européennes, et les parlements nationaux vis-à-vis de leurs gouvernements.

Mme Elisa Ferreira, rapportrice du PE pour l'évaluation du Semestre européen 2013, a salué les recommandations par pays préparées par la Commission européenne, qui soulignent que des efforts doivent être fournis tant au niveau de la correction des déséquilibres macroéconomiques que de la mise en œuvre de réformes structurelles au sein de l'UE. Les réformes devraient néanmoins être ajustées aux situations de chaque pays avec la flexibilité nécessaire pour éviter des impacts négatifs en termes sociaux et économiques, a déclaré la députée. Le Parlement européen désire également renforcer la lutte contre les fraudes et évasion fiscales et le blanchiment d'argent. Il

fera toute une série de propositions dans le cadre de la réforme du secteur financier. La députée hongroise Anna Magyar, se sont interrogés jusqu'à quel point la Commission européenne était en droit de prononcer des recommandations aussi détaillées aux États membres. Le rythme des ajustements structurels pourrait d'ailleurs, dans plusieurs cas, s'avérer trop rapide et avoir un impact négatif sur la croissance.

Plusieurs députés nationaux, dont le député français Christophe Carresche et la députée hongroise Anna Magyar, se sont interrogés jusqu'à quel point la Commission européenne était en droit de prononcer des recommandations aussi détaillées aux États membres. Le rythme des ajustements structurels pourrait d'ailleurs, dans plusieurs cas, s'avérer trop rapide et avoir un impact négatif sur la croissance.

Les députés européens ne semblent néanmoins pas tous partager cet avis. Pour M. Jean-Paul Gauzès, les recommandations doivent être suffisamment détaillées pour pouvoir évaluer la réalisation des objectifs qui ont été fixés. Les recommandations ne peuvent d'ailleurs plus être qualifiées de recommandations de la Commission, imposées par «Bruxelles», une fois que celles-ci auront été adoptées par le Conseil européen, donc par les États membres. De nombreux députés européens semblent d'ailleurs partager l'avis que le Parlement européen devrait être davantage impliqué dans le processus et avoir une certaine influence sur la formulation des recommandations par pays.

Ces questions et d'autres encore auront certainement l'occasion d'être débattues lors de la première Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, qui aura lieu les 16 et 17 octobre à Vilnius.

La situation en Syrie au centre des débats

Les députés des parlements nationaux et du Parlement européen, réunis du 4 au 6 septembre à Vilnius dans le cadre de la Conférence interparlementaire pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ont débattu de la situation en Syrie et de la réaction à apporter à l'attaque aux armes chimiques perpétrée le 21 août contre la population civile syrienne.

La Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Catherine Ashton, a d'abord rappelé la tragédie qui est en train de se dérouler en Syrie; 70% des bâtiments en Syrie sont touchés, deux millions d'enfants sont déplacés à l'intérieur du pays et les hôpitaux connaissent de sérieux problèmes de réapprovisionnement. Concernant les attaques aux armes chimiques contre la population civile, la Haute Représentante a déclaré qu'il était indubitable que ces attaques ont eu lieu. Mme Ashton s'est exprimée de façon très prudente sur une éventuelle intervention militaire et a souligné qu'il n'existe pas de solution miracle. Il faut que l'Union européenne (UE) œuvre pour une solution politique et ceci à plusieurs niveaux, comme par exemple pour lever le blocus qui existe au Conseil de sécurité de l'ONU ou dans le cadre de la conférence de paix «Genève 2».

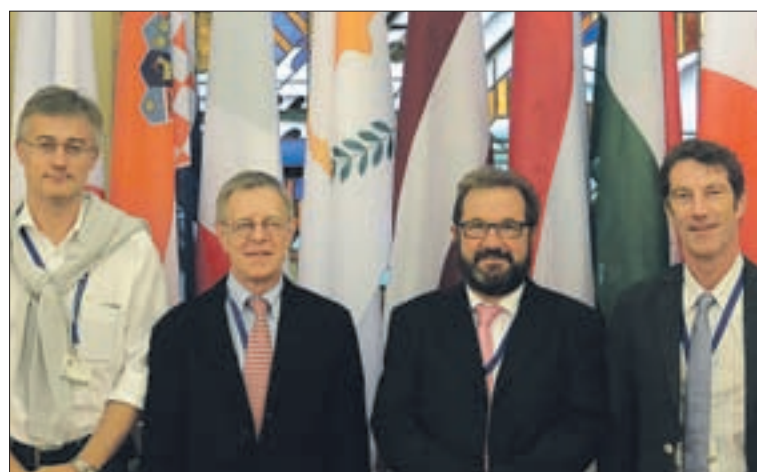
Il n'y a pas d'alternative à une solution politique en Égypte. L'Égypte fait partie d'un «arc d'insécurité» qui s'étend à une partie des États voisins de l'UE et où la situation risque de s'enflammer davantage. L'UE doit faire preuve d'un engagement plus actif et proposer des solutions politiques; voilà pourquoi Mme Ashton multiplie les déplacements en Égypte. L'UE reste un partenaire important pour l'Égypte. En dernier lieu, la Haute Représentante a salué les propositions visant à mettre en place un plan Marshall (avec l'appui du FMI et de l'UE) pour l'Égypte qui profiterait surtout à la population.

Dans son intervention devant la Conférence interparlementaire, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen a souligné que le recours aux armes chimiques contre la population civile syrienne ne pourra pas rester sans réponse. Il a indiqué qu'il n'existe plus de doutes sur le fait que les attaques ont été lancées à partir du territoire occupé par les troupes fidèles au régime. Le Secrétaire général souligne que l'OTAN a condamné les événements en Syrie en utilisant un langage fort et sans équivoque.

En même temps, il reconnaît qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit en Syrie à long terme. Pour sortir de la crise, il faut trouver une solution politique. Rappelant la Convention contre l'utilisation des armes chimiques, M. Rasmussen a déclaré que l'UE doit faire respecter cette Convention. L'utilisation des armes chimiques doit entraîner une réplique internationale ferme pour éviter de lancer un mauvais signal aux dictateurs.

M. Rasmussen se montre préoccupé pour le futur de la politique de sécurité et de défense. Selon lui, il faut augmenter les investissements dans la défense, sinon l'UE risque de ne plus jouer qu'un rôle secondaire en tant qu'acteur au niveau mondial. Les dépenses pour la défense en Asie dépassent déjà largement celles de l'Europe. M. Rasmussen espère un signal fort du Conseil européen de décembre qui doit se pencher sur la question. Pour renforcer la PESD, il faut que l'UE comble ses lacunes au niveau de l'équipement, comme par exemple les drones et le ravitaillement en vol, qu'elle crée un marché intégré de la défense et conforte la coopération au niveau européen et international. Une attention particulière doit être portée aux cyberattaques, qui deviennent de plus en plus fréquentes. Dans ce contexte, le Secrétaire général salue le Manuel de Tallinn, qui vise à protéger les infrastructures informatiques civiles contre les cyberattaques, et il déplore qu'il ne s'agisse que de mesures volontaires.

M. Rasmussen se montre préoccupé pour le futur de la politique de sécurité et de défense. Selon lui, il faut augmenter les investissements dans la défense, sinon l'UE risque de ne plus jouer qu'un rôle secondaire en tant qu'acteur au niveau mondial. Les dépenses pour la défense en Asie dépassent déjà largement celles de l'Europe. M. Rasmussen espère un signal fort du Conseil européen de décembre qui doit se pencher sur la question. Pour renforcer la PESD, il faut que l'UE comble ses lacunes au niveau de l'équipement, comme par exemple les drones et le ravitaillement en vol, qu'elle crée un marché intégré de la défense et conforte la coopération au niveau européen et international. Une attention particulière doit être portée aux cyberattaques, qui deviennent de plus en plus fréquentes. Dans ce contexte, le Secrétaire général salue le Manuel de Tallinn, qui vise à protéger les infrastructures informatiques civiles contre les cyberattaques, et il déplore qu'il ne s'agisse que de mesures volontaires.



La Chambre des Députés était représentée par MM. Félix Braz, Fernand Boden, Gast Gibéryen et Eugène Berger (de gauche à droite).

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Aperçu des travaux pendant la période législative 2009-2013



M. Roger Negri et M. Marcel Oberweis, Président du Parlement Benelux

Pendant la législature s'étendant de 2009 à 2013, le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (couramment appelé Parlement Benelux), a été dirigé successivement pendant deux ans et à tour de rôle par un pays du Benelux.

À l'heure qu'il est, c'est le Grand-Duché qui préside aux destinées de cette institution parlementaire créée en 1955, et ce en la personne de M. Marcel Oberweis.

Une série de thèmes prédominants, parfois récurrents et bien souvent d'actualité ont été traités dans le cadre de nombreuses réunions de commissions, visites de travail, conférences et séances plénières.

Transports

Le sujet des transports a fait l'objet de nombreuses discussions. Ainsi, bien que l'idée d'une vignette autoroutière n'ait pas abouti, les trois pays ont décidé que chacun, de son côté, mettrait en œuvre sa propre politique en veillant à garder une architecture ouverte dans un souci de cohérence transfrontalière au sein de l'Union européenne.

Dans une recommandation sur le transport aérien, le Parlement Benelux a prié les gouvernements, n'ayant pas encore ratifié le traité FABEC (Functional Airspace Block Europe Central), d'y procéder à brève échéance, d'optimiser le transport aérien en favorisant le processus d'intégration de l'espace aérien du Benelux et d'en accroître l'efficacité en vue d'une réduction des coûts.

Les parlementaires du Benelux se sont aussi penchés sur les réseaux de transport transeuropéens et en particulier sur les lignes ferroviaires du réseau Benelux. Les lignes Bruxelles-Luxembourg (Eurocap-Rail) et Bruxelles-Amsterdam (Fyra) ont notamment fait l'objet de recommandations. Le dossier Fyra a même donné lieu à une audition publique organisée par le Parlement Benelux, en collaboration avec les commissions compétentes des Parlements belge et néerlandais, avec des représentants de la SNCB, Infrabel, NS, ProRail et des organisations de voyageurs.

Justice, défense et immigration

La coopération judiciaire reste un des sujets phares du Parlement Benelux. De par le territoire géographique restreint que couvrent les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, le Parlement Benelux entend jouer un rôle majeur dans la mise en œuvre d'une coopération européenne plus poussée en la matière. Ainsi, les parlementaires ont évoqué la possibilité d'un échange d'informations concernant les délits de mœurs et ont analysé de quelle façon les pays du Benelux pourraient agir comme précurseurs en la ma-

nière en anticipant la mise en place d'un système européen d'échange de données des casiers judiciaires.

À l'ère des technologies de l'information, le sujet de la cybercriminalité a pris beaucoup d'importance. Le Parlement Benelux a organisé une conférence sur la sensibilisation du public aux risques de la cybercriminalité. Les conclusions des débats ont mis en évidence divers aspects, dont le constat que la police à elle seule n'est pas en mesure de résoudre les problèmes liés à la cybercriminalité, qu'il est nécessaire de sensibiliser les utilisateurs aux dangers et de disposer de hardware et software adéquates au moment de l'acquisition de matériels informatiques. Une optimisation du réseau d'échange d'information précoce et rapide entre les CERT (Computer Emergency Response Team) et des unités similaires au sein du Benelux, et au-delà au niveau de l'UE, serait d'un grand avantage.

Le Parlement Benelux s'est aussi régulièrement concerté afin de suivre les travaux en vue d'un approfondissement de la coopération en matière de défense.

L'immigration a fait l'objet d'un débat en séance plénière à l'occasion duquel la préservation des acquis de Schengen ainsi qu'une politique d'intégration efficace ont été mises en évidence. Une visite de travail au Centre de rétention à Luxembourg, hébergeant des demandeurs d'asile en attente d'expulsion, a fait suite à ce débat.

Finances

La TVA ainsi que la fraude fiscale sont des sujets d'importance pour les pays du Benelux et leur rôle pourrait être déterminant en la matière s'ils se plaçaient en tant que précurseurs de la lutte contre la fraude à un niveau transnational et européen.

C'est ainsi que le Parlement Benelux a demandé aux Cours des Comptes des trois pays de rédiger un rapport de suivi sur leur coopération. Lors d'une séance plénière, M. Frans Weekers, Secrétaire d'État aux Finances des Pays-Bas avait insisté sur la nécessité de trouver un équilibre entre une économie de marché ouverte et la mise en place de restrictions envers les fraudeurs.

Dans cette optique, une conférence a eu lieu sur la fraude fiscale et sociale où une coopération dans la lutte contre la fraude fut de nouveau mise en exergue. Bien que EURO-FISC, mécanisme servant à faciliter la coopération administrative dans la lutte contre la fraude, soit utile, il serait nécessaire de le développer encore davantage afin d'augmenter son efficacité. Dans une recommandation, le Parlement Benelux défend la nécessité de renforcer la coopération entre les trois pays par le biais

d'une concertation ministérielle plus régulière et un échange plus intense entre les administrations fiscales.

Développement durable et sécurité nucléaire

Ces dernières années, le développement durable et l'environnement ont figuré à de nombreuses reprises sur l'agenda du Parlement Benelux. Dans ce cadre, une série de conférences ont été dédiées aux forêts, plus particulièrement à leur impact sur le climat et leur rôle dans la création d'emplois. Dans une recommandation aux gouvernements, le Parlement Benelux demande de mettre en place une gouvernance forestière transnationale et de sensibiliser l'opinion publique aux problèmes liés à la gestion des forêts.

L'urbanisation durable a également fait l'objet d'une conférence qui a mis en évidence l'importance de la protection de la biodiversité par l'instauration d'une société «low carbone», ainsi que de la gestion efficace des déchets et leur réutilisation.

Les sources d'énergies alternatives, en particulier l'énergie éolienne, ont fait partie des discussions du Parlement Benelux qui a recommandé de lever les obstacles légaux au développement des interconnexions entre les marchés de l'électricité respectifs et d'augmenter l'approvisionnement en énergie verte. Il a également été question de lever les obstacles juridiques et techniques afin de développer un raccordement rentable des parcs éoliens offshore en mer du Nord.

Suite au désastre nucléaire de Fukushima au Japon, le Parlement Benelux s'est enquis de la sécurité nucléaire. Il a appelé les gouvernements des trois pays à harmoniser le zonage des mesures et des zones d'intervention. Les conséquences psychologiques et économiques d'un incident nucléaire furent également évoquées.

Santé et sécurité

Le domaine de la santé n'a pas manqué d'alimenter le débat au sein du Parlement Benelux. Ainsi, une recommandation concernant la politique relative au SIDA demande aux gouvernements d'améliorer la politique d'information envers les personnes ayant une maladie sexuellement transmissible et de résorber le retard en matière de test HIV, spécialement pour les groupes plus difficiles à atteindre tels que les immigrés ou les toxicomanes.

La sécurité alimentaire a figuré à l'ordre du jour de deux débats d'actualité. Le premier, sur la contamination d'aliments à la bactérie EHEC, a conclu qu'il était nécessaire de mettre en place un système d'information efficace envers les médias et le public. Le deuxième, qui faisait suite à l'affaire de la viande de cheval, a abouti à des recommandations quant à l'identification des bêtes et à un meilleur traçage de la viande.

Dans un registre différent, il a été décidé de définir des règles communes permettant aux personnes en fin de vie de se faire euthanasier dans l'un des trois pays conformément au souhait exprimé dans son pays d'origine.

Finalement, le Parlement Benelux a recommandé de garantir le droit d'accès aux chiens d'assistance en tous lieux ainsi que l'apposition d'une marque distinctive pour ces animaux.

Traité Benelux

En janvier 2012, le nouveau traité Benelux est entré en vigueur fixant la coopération autour de trois thèmes: le marché intérieur, l'union économique et le développement durable.



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook
et Twitter



Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe



(de gauche à droite) M. Félix Braz, Mme Anne Brasseur, M. Jean-Claude Mignon, Président de l'APCE, MM. Fernand Boden, Norbert Hauptert et Mme Toiny Thommes-Gerbec, secrétaire de la délégation

Du 30 septembre au 4 octobre s'est tenue à Strasbourg la 4^e partie de la session ordinaire de 2013 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y était représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Hauptert et M. Félix Braz, membres effectifs respectivement suppléants.

MM. Boden et Hauptert, ne se présentant plus aux élections législatives anticipées du 20 octobre, ont participé pour la dernière fois à une session de l'APCE. Tour à tour, ils ont encore une fois saisi l'occasion pour intervenir aux côtés de leurs collègues parlementaires, ceci pour pré-

senter un important rapport sur la sécurité alimentaire respectivement intervenir sur les activités menées par l'OCDE en 2012-2013.

Quant à Mme Brasseur, elle est intervenue à plusieurs reprises au cours des débats. Elle a notamment interrogé M. Sergueï Narychkine, Président de la Douma d'État de Russie au sujet d'une modification éventuelle de la loi concernant les ONG et les agents étrangers. Par ailleurs, elle a voulu en savoir davantage sur les «agendas de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'Homme: des synergies, pas de doubles emplois», point qui figurait à l'ordre du jour.

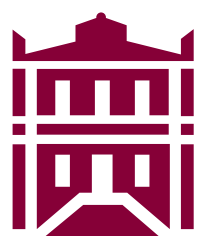
Visite du nouveau siège fédéral de la FNEL

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, accompagné de membres du groupe interparlementaire du scoutisme sous la présidence de Mme Anne Brasseur, a visité le nouveau siège fédéral de la FNEL au Fetschenhaff.

Le transport public pour groupes et l'a.s.b.l. «scouting in Luxembourg» furent des sujets discutés lors de cette rencontre entre députés et scouts.



© Christoph Dederichs (FNEL)



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°14 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Aide financière pour études supérieures

6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, suite à l'arrêt du 20 juin 2013 de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-20/12. La Cour conclut en effet que la législation luxembourgeoise en matière d'aide financière de l'État pour études supérieures est contraire au principe de la libre circulation des travailleurs.

Conformément à l'arrêt précité, le champ des bénéficiaires de l'aide financière de l'État pour études supérieures est élargi aux enfants des travailleurs frontaliers. En effet, selon la Cour, la condition de résidence figurant dans la législation actuelle constitue un critère trop exclusif, dans la mesure où «elle fait obstacle à la prise en compte d'autres éléments potentiellement représentatifs du degré réel de rattachement du demandeur de ladite aide financière à la société ou au marché du travail de l'État membre concerné, tels que le fait que l'un des parents, qui continue de pourvoir à l'entretien de l'étudiant, est un travailleur frontalier, qui occupe un emploi durable dans cet État membre et a déjà travaillé dans ce dernier depuis une durée significative».

Le projet de loi précise qu'est visé par l'élargissement du champ des bénéficiaires l'étudiant

ne résidant pas au Grand-Duché de Luxembourg, à condition qu'il soit enfant d'un travailleur, salarié ou non salarié, ressortissant luxembourgeois ou ressortissant de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'Accord sur l'espace économique européen ou de la Confédération suisse, travaillant au Luxembourg.

Le dispositif proposé explicite en outre les critères d'«emploi durable» et de «durée significative», évoqués par la Cour. Ainsi, la durée significative est définie comme une durée ininterrompue d'au moins cinq ans au moment où l'étudiant postule pour l'aide financière. Selon la Cour, un délai de cinq ans semble en effet approprié (point 80). Certes, la Cour ne dispose pas du pouvoir réglementaire et ne peut dès lors pas fixer directement la période minimale de travail au Luxembourg, mais l'indication d'une période de cinq ans comme étant conforme au principe de proportionnalité semble clairement contenue dans l'arrêt.

Pour ce qui est du critère de l'emploi durable, seule une relation de travail réelle et effective peut conférer des droits. Dans l'arrêt du 26 février 1992, *Raulin*, C-357/89, point 14, la Cour considère que le juge national peut «tenir compte du caractère irrégulier et de la durée limitée des prestations effectivement accomplies dans le cadre d'un contrat de travail occasionnel. Le fait que l'intéressé n'ait effectué qu'un nombre très réduit d'heures dans le cadre d'une relation de travail peut être un élément indiquant que les activités exercées ne sont que marginales et accessoires. Le juge national peut également tenir compte, le cas échéant, du fait

que la personne doit rester disponible pour travailler si l'employeur le demande».

Dans cette optique, il est retenu que pendant la période visée, l'emploi au Luxembourg doit être au moins égal à la moitié de la durée normale de travail applicable dans l'entreprise en vertu de la loi ou de la convention collective de travail, le cas échéant, en vigueur.

Le projet de loi comporte par ailleurs une disposition «anti-cumul». En effet, dans son arrêt du 20 juin 2013, la Cour de justice de l'Union

européenne fait expressément référence au «risque d'un cumul avec l'allocation d'une aide financière équivalente qui serait versée dans l'État membre dans lequel l'étudiant réside» (point 79). Par conséquent, il est prévu que les demandeurs d'allocations sont tenus de fournir, lors de leur demande, une preuve émise par les instances officielles compétentes respectives indiquant le montant des aides financières auxquelles ils peuvent avoir droit de la part des autorités de leur État de résidence.

Dépôt par Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 05.07.2013

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Marcel Oberweis):

27.06.2013 Présentation d'un avant-projet de loi par Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

04.07.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État

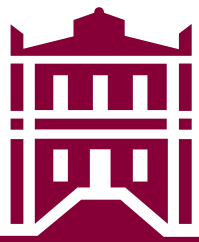
05.07.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2013

Loi du 19 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°132, p. 2724



Sommaire (suite)

10. 6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

- (1) le titre II du livre Ier du Code de commerce
- (2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises
- (3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden
- Discussion générale: M. Jean-Pierre Klein
- Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: M. Marcel Oberweis
- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Eugène Berger (M. Serge Wilmes pose une question), M. Ben Fayot (M. Eugène Berger intervient), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombero, M. Serge Urbany
- Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (M. Serge Urbany intervient)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Octavie Modert, MM. Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Suite du compte rendu n°13)

10. 6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre I^{er} du Code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Rapport de la Commission juridique

► **M. Léon Gloden** (CSV), rapporteur.- Merci, Hür President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6376, deen enner anerem d'Commission des normes comptables reformiert an eng méi poussiert Standardisatioun vun der Kontabilität vu verschidene Gesellschaftsformen aféiert, ass doudsécher net de Projet, iwwert dee muer am meeschten an der Press geschriwwe gëtt.

Dësen technesche Projet ass awer e weidere wichtige Mosaikstee fir de Secteur vun den Déngschtleeschungen, notamment am Finanzberäich an deenen domat verbonnenen Déngschtleeschungen.

Den éischte wichtige Punkt vun dësem Projet de loi ass d'Reform vun der Commission des normes comptables - CNC.

Dës Kommissioun gouf duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert de Registre de commerce agefouert. D'CNC ass beim Ministère de la Justice souzesoen domiciliéiert. D'Missioune vun dëser Kommissioun sinn d'Berodung vun der Regierung am Domän vun de Regele vun der Kontabilität vun de Gesellschaften, sief et um nationalen oder internationale Plang. Et gi verschidde Groupes de travail innerhalb vun där Kommissioun, déi sech mat bestëmmte Sujete beschäftegen.

D'CNC ass e ganz aktiivt Organ. Et huet sech awer erausgestallt, datt d'Struktur an hir be-

grenzt finanziell Mëttelen et hir net méi erlaben, hiren Aufgabe vollends gerecht ze ginn. Dofir stoung am Projet de loi, datt d'CNC soll d'Personalité civile kréien. De Statsrot, a sengem Avis vum 13. Juli 2012, huet awer eng Opposition formelle gemaach, well de Statsrot der Meenung ass, datt d'Personalité morale de droit public sui generis net an der Verfassung virgesinn ass. Den Artikel 108bis gesäit just Etablissements public vir.

Doropshin huet d'Regierung d'Form vun enger Fondatioun virgeschloen. A sengem zweeten Avis vum 16. Abrëll 2013 huet de Statsrot erëm eng Opposition formelle gemaach, mat der Begrënnung, datt eng Fondatioun eng privat Entitéit ass mat enger Finalité philanthropique. D'CNC wier awer en Zesummeschluss vu Vertrieber aus dem privaten an öffentleche Secteur, déi als Missioun huet, d'Regierung ze beroden.

Finalemment hu mer dunn d'Form vun engem Groupement d'intérêt économique virgeschloen. Hei hat de Statsrot keng Bedenke méi. Déi zukünfteg Statute vun der CNC mussen d'Kompositioun an d'Fonctionnementsregele festleeën. Et schéngt mer awer kloer ze sinn, datt hei de Stat, d'CSSF, de Commissariat aux Assurances, d'Chambre de Commerce, den Institut vun de Réviseurs d'entreprises an och den Ordre des Experts-Comptables musse vertruete sinn.

D'Missioune vun der zukünfteger CNC sinn enner anerem: d'Berodung vun der Regierung a Saache Kontabilität vun de Gesellschaften an eng Doctrine comptable ze élaboréieren.

Finanziéiert gëtt déi nei CNC enner anerem duerch eng Tax, déi op dem Dépôt vun de Konte beim Registre de commerce opgehuewe gëtt. Dës Tax läit tëschent fënnf an zéng Euro. E Règlement grand-ducal setzt de geneeé Montant fest.

Den zweete wichtige Punkt ass eng poussiert Standardisatioun vun de Bilanen an de Profits-et-Pertes-Konten. Bis elo hat een nach e puer limitéiert Optiounen, fir verschidene Operatiounen an engem Bilan ze presentéieren. Dat ass elo net méi de Fall.

Dëse Schrëtt gëtt vun dem Ordre des Experts-Comptables an dem Institut des Réviseurs d'entreprises e bësse kritiséiert. Wa se mam Prinzip d'accord sinn, fanne se d'Standardisatioun ze rigid. Den Institut des Réviseurs d'entreprises huet och gemengt, datt dës net am Aklang mat den europäeschen Direktive wier. Hei ass awer ervirzesträichen, datt viru Kuerzem d'Direktiv 2013/34 vum Europäesche Parlament an dem Conseil relative aux états financiers annuels et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises gestëmmt ginn ass.

Dës Direktiv gesäit am Considérant 39 vir, datt: «Les États membres sont fortement encouragés à mettre au point des systèmes de publication

électronique permettant aux entreprises de déposer leurs données comptables, et notamment les états financiers réglementaires, une seule fois et sous une forme permettant à des utilisateurs multiples d'y avoir accès et de les utiliser facilement.»

Den Avantage vun enger Uniformisatioun ass, datt jiddwereen, also och Netspezialisten, d'Konte kënnen besser liesen a verstoen. Dës Standardisatioun huet awer net als Konsequenz, datt d'Entreprises an hire Rapports annuels net méi kënnen Explikatiounen an Detailler iwwer bestëmmten Operatiounen ginn, fir dann d'Spezifisitéite vun där enger oder anerer Operatioun ze erklären. Dëst wor a bleift nach ëmmer méiglech.

Mat dësem Projet de loi gëtt dann och officialiséiert, datt d'Libelléen an de Konten op Däitsch oder Englesch formuléiert kënnen ginn. Dëst war schonns bis elo Praxis.

Da féiere mer d'Method vun der «évaluation optionnelle à la juste valeur» an. Dëst ass eng Nouveautéit am lëtzebuergeschen Droit comptable. Am Résumé heescht dëse Prinzip, datt nëmme Reserven distribuéiert kënnen ginn, déi realiséiert oder quasi realiséiert ginn - och wann de Statsrot gemengt huet, entweder et ass eppes realiséiert oder et ass net realiséiert.

Vun dëser Method sinn déi klassesch Gesellschaften betraff, net awer zum Beispill d'SICARen, d'SICAVen oder d'SICAFen. Aktionären, déi Distributiounen kréien, déi net op realiséierte Reserve berouen, an déi dat wëssen, mussen dës Distributiounen un d'Gesellschaft zrëckbezuelen.

De Projet de loi féiert dann och de Caractère optionnel vun dem Prinzip „substance over form“ an. Ech ennersträichen, datt awer all Gesellschaft de Prinzip vun der Image fidèle, e Prinzip, deen elo schonns am Gesetz verankert ass, weider respektéiere muss.

Betreffend déi aner, méi kleng Ännerunge verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Erlaabt mer zum Schluss, besonnesch dem Hür Ruppert an och der Madame Massard vum Ministère de la Justice Merci ze soe fir hir intensiv Hëllef bei dësem technesche Projet de loi. Ech ginn dann och den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Hür Rapporteur. Den Hür Klein géif awer nach eppes gär derbäifügen.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

Discussion générale

► **M. Jean-Pierre Klein** (LSAP).- Hür President, de Rapport zu dësem Projet de loi ass eestëmmeg vun der Kommissioun ugeholl ginn. Ech géif dem Rapporteur félicitéieren a Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport an dat, wat hie gesot huet. En huet sech vill Méi ginn, fir dësen Text opzestellen, fir d'Modifikatioun vun den Normes comptables ze maachen. An an deem Sënn och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Merci dem Hür Klein. Ech mengen, dat war ganz komplett. D'Madame Justizministerin wëllt nach eppes derbäifügen.

► **Mme Octavie Modert**, Ministre de la Justice.- Neen, bestëmmt net! Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Et ass effektiv keng einfach Matière, ganz technesch. Si ass awer ëmsou méi wichteg fir eis Finanzplaz. Déi Standardiséierung bedeit eng grouss administrativ Vereinfachung, bedeit awer och, datt et positiv fir d'Finanzplaz ass. Si kënn dem Finanzsektor entgéint an et ass e ganz wichtigen Aspekt, fir d'Finanzplaz nach méi attraktiv ze maachen. Dofir soen ech der Chamber en häerzleche Merci fir déi wichtige, expeditiv a gutt Mataarbecht.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der zoustänneger Ministesch.

Da kënnen mer och schonn zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6376 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme an enger Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haaggen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, nämlich dem Projet de loi 6585 iwwert d'Studiëbäihëllefen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Berger, Fayot, Adam, Kartheiser an Urbany, an den Hür Colombero kënn nach derbäi.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Hür Marcel Oberweis. Hür Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

11. 6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), rapporteur.- Hür President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, mir stëmme haut iwwert de Projet de loi N°6585 of, deen in extemis an de leschten zwou Wochen äusserst intensiv behandelt gouf.

Mir hate véier Kommissiounssitzunge bannent dëse 14 Deeg. Et ass sécherlech net déi allerbeschten Aart a Weis, fir e Projet de loi ze presentéieren, ze analyséieren, méiglechst vill Avisen anzehuelen an e Rapport ze presentéieren. De Ministère huet sech jo méi wéi eng Kéier entschëllegt, an dat mat dem Hiweis, dass d'Studentinnen an d'Studienten fir d'Entrée académique vum Wintersemester 2013 iwwer eng seriö Planungsécherheet sollten disposéieren. Mä opgrond vun der aussergewöhnlecher Situatioun ass eng Léisung fir de Problem fonnt ginn. An ech wëll op dëser Plaz all deene Personnen, déi hei matgeschafft hunn, mäi Merci ausschwätzen.

Fir d'Éischt wëll ech e kuerze Réckbléck maachen a resüméieren, wéi et zu dëser Situatioun an dem virleiede Projet de loi komm ass. Den 20. Juni 2013, dat heescht viru ronn dräi Wochen, ass d'Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff iwwert déi finanziell Studienhëllefaffär fir d'Kanner vu Frontaliere gefall. Dat Uerteel ass géint de Lëtzeburger Stat gesprach ginn.

Doropshin huet d'Héichschoulministesch, d'Madame Martine Hansen, ganz schnell misse reagéieren, fir eng Ännerung vun deem am Joer 2010 modifizéierte Gesetz vum 22. Juni 2000 iwwert déi staatlech finanziell Héichschoulbäihëllef nach virum der Summervakanz virzeschloen. Mat vill Fangerspéizegefill huet si als nei Ministesch an nach ouni vill Erfahrung...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), *rapporteur.* ...op dësem Gebitt eng éischt Versioun virzeschloen.

An der Chamberskommissioun ass matgedelt ginn, dass, wa mir näischt un dem Gesetz géifen änneren, da géife ronn 60 bis 100 Milliounen Euro am Beräich vun de Préten a ronn nach eemol esou vill am Beräich vu Bourse fir d'Frontaliersstudenten a Rechnung falen.

No enger éischer Consultatioun an der Kommissioun ass awer bemierkt ginn, dass mir keng Majoritéit fir de virleienden Text géife fannen. Et wor virgesinn, nëmme d'Wantersemester mat a Rechnung ze zéien. Op déi Manéier wollt de Ministère sech d'Méiglechkeet aushalen, de Surplus vun de Käschten an de Grëff ze kréien.

Et huet sech awer erausgeschiet, dass mir de jonke Leit, déi sech op de Wee maachen, fir ze studéieren, déi néideg Planungssécherheet fir e ganz Joer misste ginn. Et wier hinnen net zoumudden, zum Beispill eng Wunneng fir nëmme sechs Méint ze lounen, notamment deene jonke Leit, déi an d'Ausland studéiere wëlle gonn.

Den Avis vum Statsrot louch schon den 2. Juli vir. An do ass och eng gutt Aarbecht geleescht ginn.

De Projet de loi ass de 4. Juli - an den Avis vum Statsrot, ech kommen nach drop zrëck - an der Chamberskommissioun an engem faire Geescht diskutéiert ginn. De Statsrot huet awer no där Kommissiounssitzung nach eng eege wichteg Verbesserung erabruucht, andeem den Travailleur non salarié och mat muss berücksichtegt ginn. De Rapport konnt dunn de Freiden de 5. Juli mat de Stëmme vun de Majoritéitsparteien ugeholl ginn.

Ech muss lech soen, dass ech erlichtert sinn, dass mir dat alles an enger esou kuerzer Zäit iwwert d'Bühn kruten, an hoffen, dass de Projet de loi hei an der Plénière wäert ugeholl ginn. Duerch déi extrem knapp Échéance krute mir och keen aneren Avis vun enger Chambre professionnelle bis elo iwwerreecht, wat natierlech bedauerlech ass. Mä hei geet et em e sougenannten Noutfall. Ech muss awer da soen, dass geschter Owend spët den Avis vun der Chambre des Salariés kommt ass.

Här President, ech stellen lech de Projet de loi an den Avis vum Statsrot kuerz vir, well et ass jo ëmmerhin e wichtegt Gesetz. Am Projet de loi war en Exposé des motifs, e Commentaire des articles an och eng Fiche financière bäigeleucht.

De Gesetzesprojet huet zum Objet, dat am Joer 2010 ofgeännert Gesetz vun dem Joer 2000, wat d'finanziell Hëllef vum Stat fir Studien ueget, nach eng Keier ofzënnen. D'Origine läit, wéi gesot, beim Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff vum 20. Juni 2013 an där Affär, déi eng ganz Rei Studenten, ronn 760, an de Stat Lëtzebuerg opposéiert huet.

D'Kanner vu Frontalieren, also wou d'Eltere bei ons hei am Land hir Sue verdéngen, hate sech opgereggt, dass si keng finanziell Hëllef fir hir Studië vum Lëtzebuerg Stat accordéiert géife kréie mat dem Argument, well si net hei fest zu Lëtzebuerg wunnen. D'Residenzklauseel ass also hei a Fro gestallt ginn, déi am Lëtzebuerg Gesetz festgeluecht war. Den Europäesche Geriichtshaff huet effektiv festgestallt, dass dës Bedingung net dem europäesche Recht entsprécht, well se géint d'Prinzipie vun der Libre circulation des travailleurs géif verstoussen.

Duerch dat aktuell Gesetz ginn also déi Kanner benodelegt, deenen hir Elteren - oder op d'mannst een Deel vun hinnen - net zu Lëtzebuerg wunnen, do aver en Aarbechtskontrakt hunn, déi also hir Revenuen zu Lëtzebuerg verdéngen. Dem Europäesche Geriichtshaff no steef och dese Studenten a Studentinnen eng Aide financière vum Stat zou, deenen hir Elteren zwar net hei am Land wunnen, mä bei ons schaffen, also Steiere bezuelen an zur Sozialhëllef bäidroen, esou wéi dat och de Fall bei de Lëtzebuerg Residenten ass.

An dat betrëfft net nëmme d'Frontalieren, mä och d'Ausländer oder d'Lëtzebuerg, wéi de Statsrot zu Recht remarquéiert, déi net direkt nieft onser Grenz wunnen an awer hei hiert Akommes kréien. De Kritär vum Wunnsätz, deen also hei am Fokus steet, ass eng indirekt Diskriminatioun vis-à-vis vun deene Studenten, deenen hir Elteren net zu Lëtzebuerg wunnen, déi awer och e Lien mat Lëtzebuerg duerch hir Aarbecht hunn.

Dee Kritär muss, laut dem Europäesche Geriichtshaff, suppriméiert ginn. An de Geriichtshaff schléit vir, en duerch aner Bedingungen ze ersetzen, dass ee fir eng Période minimale déterminée hei am Land muss geschafft hunn an doduerch säi Lien mat Lëtzebuerg beweise kann. Fir den Europäesche Geriichtshaff ass et nämlech och relevant, dass d'Eltere vum Kand, dat e finanzielle Bäitrag vum Lëtzebuerg Stat ufreet, e gewëssene Lien mat Lëtzebuerg musse opweisen, well et soss awer trotzdeem ze einfach wier, fir beim Lëtzebuerg Stat finanziell Montanten ze froen, virun allem an enger Zäit, wéi mir alleguerete wëssen, wou déi finanziell Mëttele net méi esou fléissen.

Et därf een also och net einfach behaupten, dass déi Lëtzebuerg Gesetzgebung hei komplett am Onrecht läit, och wann op deem enge Punkt e Problem besteet. De Lien soll an dësem ofgeännerte Gesetz kloer nei definéiert ginn. Déi Konditiounen si jo och net vu Muttwëll esou op den Dësch geluecht ginn, well duerch dës Gesetzesännerung wäert de Lëtzebuerg Stat eng gutt Partie méi Demandé fir Subsiden erakréien. An dat wäert, wéi ech virdu gesot hunn, e sëlliche Milliounen kaschten.

Éischt Konditioun: All Frontalier, deen eng finanziell Hëllef fir seng Studië vum Lëtzebuerg Stat ufroe wëllt, muss nowise kënnen, dass seng Elteren op d'mannst fënnef Joer zu Lëtzebuerg geschafft hunn. Dësen Aarbechtskontrakt muss fortlaufend, also ouni Paus, sinn a mindestens hallefzäitlech sinn, also 50% bedroen. Dës Grundbedingung ass fir ons eng Preuve suffisante, fir e Lien mat onsem Land kënnen nozeweisen. An et entsprécht och dem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff.

Zweet Konditioun: E Frontalierstudent, deen net hei am Land wunnt an dee schon eng Aide financière vu sengem eegene Land kritt, dee muss dat bei senger Demandé hei zu Lëtzebuerg deklaréieren. Dat ass déi sougenannten Anticumulbestëmmung aus dem Gesetzesprojet.

Wier dat net de Fall, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, Här President, da géifen eis Lëtzebuerg Studentinnen a Studente jo benodelegt ginn. Ma et dierf een och net vergiessen, dass an eisen dräi Nopeschlänner - direkt gesot: Däitschland, Frankräich an d'Belsch - déi jonk Leit iwwer 18 Joer nach Kannergeld kréien, wa se studéieren. Eis jonk Leit hei am Land kréien awer kee Kannergeld leit.

Nodeems d'Héichschoulministesch hiren Text an de Statsrot eragereecht hat, huet deen e puer Remarquen zum Projet de loi gemaach, déi an der Kommissioun ugeholl konnt ginn. Déi héich Kierperschaft bedauert awer an hirem Avis, dass dese Gesetzesprojet esou séier huet missen examinéiert ginn, also net genuch Zäit do war, wéi dat an normalen Zoustänn de Fall ass. Si bedauert och, dass de Projet nëmme dem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung dréit an dat neit ofgeännert Gesetz vum 22. Juni 2000 net insgesamt en cause setzt.

Duerch deen extremen Zäitdruck, deen hei virläit, war dës Aufgab net méiglech. Mä d'Ministesch wäert dat selbstverständlech an hirer Interventiuon kloerstellen. Hei läit also Urgence vir, wéi mer gesinn hunn. Dofir muss mir op d'mannst dee Volet esou schnell wéi méiglech traitéieren an och verbesseren.

De Statsrot mécht d'Remarque, dass beim virgeschloenen Text vun der Ministesch net all Cas de figure berücksichtegt gouf. Dat konnt et jo och net sinn. Esou steet zum Beispill näischt dra vun deene Lëtzebuerg Studentinnen a Studenten, Membere vun enger Lëtzebuerg Famill, déi net zu Lëtzebuerg wunnen a wou awer op d'mannst ee vun den Elteren hei am Land schafft.

De Statsrot recommandéiert also, dës Nuance fir déi Lëtzebuerg Studentinnen a Studenten am Ausland nach dranzesetzen an net nëmme déi auslännesch Studenten ze considéieren, wou op d'mannst een Elterendeel zu Lëtzebuerg een Aarbechtskontrakt huet. Nun, dat alles konnt net gemaach ginn, vu dass d'Zäit esou enk war.

Am Gesetzesprojet gëtt nach eng aner Kategorie vu Leit vergiess. Et handelt sech em d'Kanner aus enger EU-Statsbürgerfamill, déi zwar hei zu Lëtzebuerg hiert Akommes kritt, awer net Salarié ass an déi och net zu Lëtzebuerg wunnt. Bei där Kategorie besteet och e Vide juridique an dem Gesetzesprojet. An de Statsrot besteet drop, dass béid - Salarié an Netsalarié - am Text däitlech drastinn.

Eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg als Non-salarié schafft, huet trotzdeem e Lien mam Land, andeems se jo an d'Sozialversécherunge cotiséiert. Wann de virleiende Gesetzesprojet déi Leit also vergëss, besteet nees eng nei Diskriminatioun fir déi Kategorie vu Leit. Dat wësse mer. Dofir muss iwwert déi nächst Winterméint een neie Gesetzestext geschaf ginn. De

Statsrot kann dat net akzeptéieren, wéi e schreift, a géif och d'Dispens vum second Vote constitutionnel net accordéieren. Dozou wäert d'Madame Ministesch och nach dann eng Äntwert ginn.

Ech kommen dann zum Schluss, Här President. Am Examen des articles huet de Statsrot dann nach e puer Remarqué gemaach. Hei proposéiert e puer Ännerungen an der Formulatioun. An der Kommissioun ware mir ons also eens, dem Statsrot säin Avis komplett unzuehuelen an de Projet de loi deementspreechend dann ze adaptéieren.

Et ass wichteg, hei ze soen, dass mir déi Ännerungen unuhuelen, fir dass d'Lëtzebuerg Gesetzgebung am Accord mam europäesche Recht ass an dass mir net méi opgrond vun engem weidere Feeler op d'Gericht musse ziéiert ginn. Ech wëll awer nach eemol drop hiweisen, dass d'Urteil vum Europäesche Geriichtshaff net esou ze interpretéieren ass, wéi wa Lëtzebuerg géint d'europäescht Recht an d'Chancégläichheet verstouss hätt. Neen, well dat ass eent vun den Uleissen, fir déi Lëtzebuerg sech ëmmer an der Vergaangenheet staark agesat huet.

Mat dësem Projet de loi, dee mir haut stëmmen, wëlle mir eis Législatioun op de richtege Wee bréngen. Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, gëllt nëmme fir dat kommend akademesch Joer 2013/2014. Wéi schonn ugedeit, wëllt d'Madame Ministesch eng gréisser Reform vun de finanzielle Studienhëllef an de kommende Méint ausschaffen - si huet et schonn e puermol gesot gehat - an en neie Projet de loi an d'Parlament erabréngen.

D'CSV wëllt der Madame Ministesch déi Chance ginn. An ech bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun era fir de virleiende Projet de loi a soe Merci fir déi geschätzten Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes** (CSV). - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Marcel Oberweis, villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet. Mir hu missen a séiere Konditiounen hei e Rapport fäerdeg maachen, dat war net esou evident. Och all de Kommissionsmembere Merci fir déi Aarbecht, déi se hei geleescht hunn, well mer hu misse kucken, nach virun der Summervakanz e Projet de loi op de Wee ze bréngen, fir dat mer kënnen de Studenten eng gewësse Planungssécherheet ginn, a virun allem och, fir dat mer elo scho kënnen an enger éischer Phas engem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung droen.

Well dowéinst sti mer jo haut hei, well den Europäesche Geriichtshaff den 20. Juni 2013 en Uerteel gemaach huet par rapport zu enger Législatioun iwwert d'Studentebourssen an d'Studentepreßen, déi mer hei zu Lëtzebuerg zënter 2000 respektiv 2010 hunn.

An iwwert dat Uerteel ass jo an deene leschten Deeg ganz vill geschwat an diskutéiert ginn, mä et muss ee soen, dass dat Uerteel allerdéngs net ganz einfach ass, fir ze verstoen, och fir et ze liesen. Et ass nämlech relativ komplex. An dofir kann een och ganz séier viles vun deem, wat do drasteet, falsch verstoen. Dofir ass et wichteg, dass een dat Uerteel genau eng Keier kuckt, fir dat och jiddweree kloer weess, wat u sech hei den Europäesche Geriichtshaff gesot huet a wat net.

An een, deen dat och scho gemaach huet, an dat op seng gewinnten differenziert a fondéiert Aart a Weis, ass den Här Fayot, deen de leschte Freiden an enger Zeitung en Artikel also veröffentlecht huet. An ech muss soen, wierklech en exzellenten Artikel, wou ech em fir seng Aarbecht nëmme ka félicitéieren, well en do wierklech differenziert dat Uerteel eng Keier ausereegell huet. An dat ass wichteg, dass jiddweree kloer gesäit, em wat et hei geet.

Ech wëll da fir mäin Deel och déi Analys eng Keier e bësse méi am Detail hei maachen an do als Allereischt emol soen, dass et ganz wichteg ass ze wëssen, dass den Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff net en Arrêt en manquement ass, mä en Arrêt sur renvoi préjudiciel. Wat heescht dat an anere Wieder? Dat heescht, dass Lëtzebuerg net vum Europäesche Geriichtshaff condamnéiert ginn ass, well net hei iwwer e Verstouss tranchéiert ginn ass.

Neen, den Europäesche Geriichtshaff huet eng Interpretatioun vum europäesche Recht gemaach, fir dat eng national Jurisdiction kann eng Äntwert op eng Fro fannen, wéi eng Dispositioun aus enger nationaler Législatioun par rapport zum Droit vun der Europäescher Union ze interpretéieren ass. Dat kléngt elo komplizéiert, mä wann een dat e bëssen ausereegell, da versteet dat och jiddweree.

An dësem Fall ass déi national Jurisdiction den Tribunal administratif vu Lëtzebuerg, deen, wéi mer alleguerete wëssen, jo vu véier Studentinnen a Studenten aus Däitschland an der Belsch, vun deenen alleguereten ee vun den Elteren hei zu Lëtzebuerg schafft, mat engem Recours géint eng Décisioun vum lëtzebuergeschen Héichschoulministère konfrontéiert ginn ass.

Dee Recours ass gemaach ginn, well déi jonk Leit beim CEDIEË eng Demande gemaach hunn, fir kënnen eng finanziell Hëllef vum Lëtzebuerg Stat ze kréien. Mä déi Demande ass awer vum Héichschoulministère refuséiert ginn. Firwat? Ma well déi véier Studenten net hei zu Lëtzebuerg wunnen. D'Gesetz ass nämlech relativ kloer op deem Punkt. De Punkt b) vum Artikel 2 vun deem Gesetz seet nämlech, dass een och als Netlëtzebuerg hei zu Lëtzebuerg wunne muss, fir kënnen eng finanziell Hëllef ze kréien. Dat ass awer guer näischt Neies, well dat ass et virdu och scho ginn, also zënter dem Gesetz vun 2000. An dat ass och an deenen anere Länner esou de Fall.

An hirem Recours virum Tribunal administratif argumentéieren d'Studenten awer, dass, éischstens, an hiren Aen e Studentepreß respektiv eng Bourse e soziale Virdeel ass, an zwar am Sënn vum Artikel 7 Paragraph 2 vum Règlement N°1612/68 vum Europäesche Conseil. An dat geet u sech iwwert d'Libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté européenne.

Dëst Règlement, dat enthält eent vun de fundamentale Rechter vu jiddwer Bierger aus der Europäescher Union, dat seet, dass een Aarbechter, deen aus engem anere Land kënn, net weinst senger Nationalitéit aneschters daer behandelt gi wéi déi Bierger an deem Land, wou e schafft. A genee wéi déi national Aarbechter hätt hien also och all sozial a steuerlech Virdeeler vun deem Land zéngt.

Zweetens soen d'Studentinnen, virum dem Tribunal administratif hu se geklot, dass d'Konditioun, fir hei zu Lëtzebuerg wunnen ze musse, fir eng finanziell Hëllef kënnen ze kréien, eng direkt Diskriminatioun wär, well d'Lëtzebuerg just hire Wunnsätz zu Lëtzebuerg brauchen ze hunn an d'Netlëtzebuerg awer zu Lëtzebuerg wunne musse. An et wär awer och eng indirekt Diskriminatioun, wann a béide Fäll géif gellen, dass se hei zu Lëtzebuerg musse wunnen, well dat fir d'Lëtzebuerg nämlech méi einfach ze erfëlle wär wéi fir d'Netlëtzebuerg.

Dem Gesetz iwwert d'Studentepreßen an d'Bourssen aus dem Joer 2000, respektiv modifiéiert 2010, ginn also ënnert dem Stréch gekuckt dräi Repeché gemaach: deen een, dass déi finanziell Hëllef fir Studien e soziale Virdeel wär, deen enger Kategorie vu Leit, déi hei zu Lëtzebuerg géif schaffen, net accordéiert gi wär an domat net kompatibel mat engem fundamentale Recht vun der Europäescher Union wär.

Zweete Punkt: nämlech de Virwurf, dass eng Residenzbedingung d'Netlëtzebuerg par rapport zu de Lëtzebuerg direkt géif diskriminéieren. An drëtten a leschte Punkt: dass déiselwecht Residenzbedingung d'Netlëtzebuerg par rapport zu de Lëtzebuerg indirekt diskriminéiere géif. Dat sinn déi dräi Reprochen.

Wat sot den Tribunal administratif zu deene Reprochen?

Zum Punkt eent, dass déi lëtzebuergesch Studentebourssen a -preßen effektiv am Sënn vum Artikel 7 Paragraph 2 vum Règlement N°1612/68 vum Europäesche Conseil e soziale Virdeel sinn.

Zum Punkt zee, dass et weinst der Residenzbedingung keng direkt Diskriminatioun vun Netlëtzebuerg par rapport zu Lëtzebuerg gëtt, well d'Wieder „domicilier“ an „séjourner“ déiselwecht Bedeutung hätten.

Zum Punkt dräi, dass et effektiv eng direkt Diskriminatioun (veuillez lire: eng indirekt Diskriminatioun) vun den Netlëtzebuerg par rapport zu de Lëtzebuerg gëtt, well d'Residenzbedingung effektiv méi liicht vun de Lëtzebuerg ze erfëllen ass wéi vun den Netlëtzebuerg.

Den Tribunal administratif weist dann awer och op d'europäescht Recht hin, dass et esou eng indirekt Diskriminatioun akzeptéiert, wann et dofir eng Justificatioun gëtt, déi op objektiven a vun der Nationalitéit onofhängege Grënn baséiert, a wann dës indirekt Diskriminatioun am Verhältnis steet zu engem legitimen Zil, dat duerch d'nationaal Recht erreecht soll ginn.

An hei war sech den Tribunal administratif awer net sécher, ob dat de Fall wär, ob also eng indirekt Diskriminatioun, déi an engem nationale Recht steet, par rapport zu engem europäesche

Recht ka justifiéiert ginn. A fir dee Punkt ze klären, huet den Tribunal administrativ dunn dës Fro un den Europäesche Gerichtshaff weiderginn, fir datt dës seng Interpretatioun vum europäesche Recht mécht.

An dat huet dunn den Europäesche Gerichtshaff dann och gemaach, an zwar den 20. Juni 2013, wéi e säin Arrêt veröffentlecht huet. A wat seet en do? Majo, genee wéi de lëtzebuergeschen Tribunal administratif seet d'Cour, datt d'Lëtzeburger Studentepretären a Boursen effektiv e sozialen Advantage am Sënn vum Règlement 1612/68 sinn. Genee wéi de lëtzebuergeschen Tribunal administratif seet d'Cour, datt d'Wunnkonditioun keng direkt Diskriminatioun ass - dat ass de Punkt 42 vun deem Arrêt -, mä datt se eng indirekt Diskriminatioun wär, déi u sech verbueden ass, et sief dann, si wär justifiéiert - Punkt 46 vun deem Arrêt.

Fir justifiéiert ze sinn, seet d'Cour, datt déi indirekt Diskriminatioun, an deem Fall also d'Wunnkonditioun, dozou bäidroen muss, e legitimt Zil ze erfëllen, deem Zil gerecht muss ginn an datt se net dierf iwwert dat erausgoen, wat onbedéngt néideg ass, fir dat Zil ze erreechen - Punkt 46 vum deem Arrêt.

Stellt sech also d'Fro, wat dat legitimt Zil ass, dat mat der Wunnkonditioun soll erfëllt ginn. An hei huet d'Lëtzeburger Regierung een Haaptzil uginn, an zwar, datt et drëms geet, fir d'Zuel vun de Résidentë mat engem Diplom an d'Luucht ze setzen, well eist Land ze mann Leit huet, déi en Héichschouldiplom hunn, an dat obwuel mer eng Wirtschaft hunn, wou 50% vun den Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, esou en Diplom verlaangen. Derbäi kënn, datt grad Europa géif vun all Land verlaangen, fir kënnen d'Mutatioun zu enger Wëssensgesellschaft ze packen an déi ze preparéieren, andeems op d'mannst 60% vun deene Jonken téscht 30 a 34 Joer en Héichschouldiplom hunn. A fir Lëtzebuerg gëtt en nationaal Zil ausgi vu 40%.

Fir dat ze erreechen, mussen also d'Résidentë motivéiert ginn, fir studéieren ze goen. An dofir gëtt et ebe bei eis eng Wunnkonditioun an déi finanziell Hëllef, déi doru gekoppelt sinn. Domat wärem mer an Zukunft dann och eventuell manner ofhängeg vun Netrésidenten. An déi géife jo dann och an hire Länner eng finanziell Ennerstëtzung kënnen kréien, fir studéieren ze goen.

Den Europäesche Gerichtshaff huet dës Haaptzil vun der Regierung genee ënnert d'Lupp geholl an en huet et och akzeptéiert; am Punkt 53 vum Arrêt, do seet en: «La poursuite d'études supérieures est un objectif général, reconnu au niveau de l'Union européenne.» Dës Zil gëtt also kloer vun der Cour unerkant, genee wéi datt eng Wunnkonditioun en appropriéiert Mëttel ass, fir dës Zil ze erreechen.

Well wéi schreift d'Cour an hirem Arrêt ënnert de Punkte 65 a 67: «Le travailleur frontalier n'est pas toujours intégré dans l'État d'emploi de même manière que l'est un travailleur résident dans cet État», Punkt 65.

«La probabilité d'une installation au Luxembourg et d'une intégration au marché du travail luxembourgeois au terme des études supérieures, même lorsque ces études ont été effectuées à l'étranger, est plus importante s'agissant des étudiants résidant au Luxembourg au moment où ils vont entreprendre leurs études supérieures qu'en ce qui concerne les étudiants non-résidents», Punkt 67.

An dowéinst wär d'Clause de résidence «propre à réaliser l'objectif visé». Allerdéngs géif déi Wunnkonditioun iwwert dat erausgoen, wat néideg ass, fir d'Zil vu méi Diploméierte fir Lëtzebuerg ze erreechen, well se ze vill absolut ass. Zu Lëtzebuerg ze wunnen ass der Cour no nämlech «un élément qui n'est pas nécessairement le seul élément représentatif du degré réel de rattachement de l'intéressé à cet État membre», Punkt 76. Et kann also nach aner Elementer ginn, fir sech mat engem Land verbonden ze spieren an no senger Studien dohinner schaffen ze goen, wéi eleng de Fait, datt een do wunnt.

An dofir hält d'Cour zu gudder Lescht fest, datt:

éischtens, d'Zil, fir d'Zuel vun de Résidentë mat engem Héichschouldiplom an d'Luucht ze setzen, e legitimt Zil ass;

an zweetens, datt doduerjer d'Résidenten an Netrésidenten aneschtens behandelt dierfe ginn, justifiéiert kéint ginn duerch eng Clause de résidence, déi en eegent Mëttel ass - e géeeent Mëttel ass, pardon -, fir dat Zil ze erreechen, mä déi iwwert dat erausgeet, wat néideg ass, fir datselwecht Zil ze erreechen, well et

fir een, deen eng Demande fir e Prêt oder eng Bourse mécht, nach aner Elementer gëtt, fir mat Lëtzebuerg verbonden ze sinn, wéi just de Fait, fir hei ze wunnen. Wéi zum Beispill, wann een net hei wunnt, mä ee vun den Eltere schonn eng Zäitche hei geregelt schafft.

D'Wunnkonditioun, déi et am Gesetz iwwert d'Studenteboursen a -prête gëtt, ass also net illegal, mä si muss ergänzt ginn, an zwar net duerch jiddwereen, well soss een Tourisme de bourse géif entstoen, mä duerch Frontalieren an deenen hir Kanner. D'Cour seet dat ganz däitlech ënnert dem Punkt 78: «Le fait que cet étudiant réside seul ou avec ses parents dans un État membre frontalier du Grand-Duché de Luxembourg et que, depuis une durée significative, ses parents travaillent au Luxembourg et vivent à proximité de ce dernier État membre», an dat gëtt deem Student dann d'Recht, fir eng finanziell Hëllef, fir studéieren ze goen, ze kréien.

Et ass also net esou, wéi déi ursprüngelech Klo war, datt all Kand vun engem, deen zu Lëtzebuerg schafft, awer net hei wunnt, déiselwecht Studiebäihëllef soll kréie wéi déi, déi hei wunnen. Mä si mussen e Lien hunn, deen esou ass, datt et probabel ass, datt se no hire Studien de Lëtzeburger Aarbechtsmaart integréieren.

Der Cour hiren Arrêt ass also net schwaarz a wäiss. En ass voller Nuancen, differenziéiert, ganz kloer, an e gëtt dem Législateur och e puer Pisten, fir d'Lëtzeburger Gesetz un d'europäesch Recht unzepassen.

D'Zil vun der Héichschoulpolitik ass mam Arrêt bestäetgt ginn, mä de Wee fir dohinner war vläicht ze vill exklusiv a muss komplettéiert ginn, an zwar duerch aner Elementer, déi ee mat engem Land verbanne wéi eleng de Wunssetz. An dat betrëfft d'Grenzgänger, mä net all d'Grenzgänger. Et ass also en Uerteel am Sënn vun de Grenzgänger, net en Uerteel fir all europäesche Bierger, deen hei schafft, mä net hei wunnt. Et ass also, wéi de Ben Fayot och richtig sot, fir d'éischte Kéier, wou d'Groussregioun als Entitéit iwwert dem Lëtzeburger Stat hei existéiert.

Dësen Arrêt ass awer och als en Deel vun enger Jurisprudenz ze gesinn, déi a Bewegung ass an déi versicht, fir dee richtegen Équilibrium ze fannen téscht op där enger Säit nationaler Héichschoulpolitik, där hiert Zil kloer als Intérêt général fir eist Land unerkant gëtt, mä déi awer déi fundamental Rechter vun der Europäescher Union net a Fro stellen dierf.

An datt et sech an deem Fall net just nëmmen em eng reng Lëtzeburger Fro handelt, mä em eng fundamental Fro fir déi ganz Europäesch Union, weisen och déi véier Länner, nämlech Dänemark, Griichenland, Éisträich a Schweden, déi niewent Lëtzebuerg matgemaach hunn, well et och an deene Länner eng Residenzklause gëtt, déi fir si wichteg ass, fir kënnen eng kohärent Héichschoulpolitik ze assuréieren. An dofir ware si bei dëser Affär op eiser Säit.

D'Konsequenzen, déi dës Uerteel fir déi aktuell Léglisatioun huet, kenne mer alleguerten. Si wäert esou net méi kënnen weider existéieren. Eng Reform ass also néideg. A mir maachen déi elo an zwou Etappen: eng haut, an dono eng bei der Rentrée. Déi vun haut ass wichteg, fir datt en allze vill grouse finanziellen Abroch fir d'Studenten an eng ze vill héich Belaaschtung fir de Statsbudget soll verhënnert ginn.

A fir hir Aarbecht, déi se hei geleescht huet, wéilt ech och gären der Héichschulministesch, der Madame Martine Hansen, Merci soen. Dat war nämlech net evident.

Déi grouse Erausforderung läit awer elo nach an där zweeter Etapp, déi op eis waart, wou et dann drëms geet, fir kënnen wierklech eng Reform vun där Gesetzgebung ze maachen an dobäi eben d'Uerteel vun der Cour mat all hiren Iwwerleungen och ëmzesetzen.

An hei wäerte sech nach e ganz sëlliche Fro stellen, wéi zum Beispill: Wat ass dann elo genee e Grenzgänger? Wat heescht «vivre à la proximité»? Wat maache mer mat dem Kannergeld, dat an deene verschiddenen Nopeschlänner nach bezuelt gëtt? Mat bestëmmte Studien am Ausland, wéi zum Beispill Kinésstudien an der Belsch, déi e Student aus Lëtzebuerg net maache kann, well hien Netrésident ass? Ass dat net eng Discrimination à rebours vis-à-vis vun de Lëtzeburger Studenten?

A wëllen a kënnen mer d'Philosophie vum autonome Student, dee mat Hëllef vun enger Bourse oder engem Prêt onofhängeg vu sengem Elterrenhaus kann an dat Land dat studéiere goen, wat e wëllt, nach verteidegen oder net? Eng Philosophie, déi op der Mobilitéit baséiert an déi och haut nach vun de Studentenorganisationen, zemools vun der ACEL, verteidegt gëtt. Oder muss mer elo hei zu Lëtzebuerg eng Uni schafen, déi generalistescht gëtt, amplaz eng, déi méi spezialiséiert ass?

Dat sinn alles Froen, op déi mer mussen eng Äntwert fannen. Op jidde Fall, fir dës Uerteel ëmzesetzen, brauche mer also nach Zäit. Zäit, déi soll genotzt ginn, fir iwwert déi vill Méiglechkeete vun der Cour nozedenken, an och Zäit, fir mat de Studentenorganisationen hei ze diskutéieren.

Meng Fraktioun, wéi de Marcel Oberweis et scho gesot huet, wäert dës Projet hei stëmmen. Mä mir wëssen awer och, datt dat hei eréischt eng flaach Etapp war, déi awer huet muss gefuer gi ginn, eier mer da wäerten an d'Bierger goen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wilmes. An als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Och Merci dem Rapporteur. Här President, ech beneiden net d'Madame Hansen. Esou kuerz ernannt, a schonns muss si eng verdammte versalzten Zopp vun hirem Virgänger, dem Här Biltgen, do ausläffelen. An et wënscht ee jo eigentlech kengem eppes Schlechtes, mä dat, wat d'CSV mat lech gemaach huet, Madame Hansen, ass awer wierklech: en uerdentleche Cadeau empoisonné iwwerreechen. Ech mengen, wann Der dat do vläicht gewosst hätt, ier se lech gefrot hu fir an d'Regierung, hätt Der lech et vläicht och zweemol iwwerleucht.

Dir sidd duer komm, Dir hutt do kee Plang B an engem Tirang virfonnt, obwuel gewosst war, datt mer hei géife wahrscheinlech op déi dote Situatioun duersteieren. Wann ech elo wäert ganz kritesch sinn, ganz kritesch muss sinn, dann ass dat net direkt fir lech gemengt, Madame Ministesch, mä dann ass dat virun allem och nach eng Kritik un Ärem Virgänger, mä awer och op déi desastréis Politik vun der CSV gemënt. Bon, Dir hutt lech elo bei der CSV engagéiert, da musst Der awer och elo dann dat mat assuméieren.

(Interruptions diverses)

Här President, vill Leit hu vergiess, datt d'Afëiere vun deene Studentesubsiden als Spuermeasure geholl gi war an och esou presentéiert ginn ass. Bon, wann d'CSV wëllt spueren, da gesi mer elo, wat do dann derbäi erauskënn. Dat, wat als Spuermeasure geplangt war, huet sech als de séchere Wee an e finanziellen Debakel erweisen.

Et wor Rieds deemoos 2008/2009 (veuillez lire: 2010), datt ee kéint all Joers 20-30 Milliounen spueren, andeems een dann dat Kannergeld net méi géif exportéieren. Mä schnell huet dat Gesetz, dat jo eigentlech mat der Strenz d'Suen nëmmen esou ënnert de Studente verdeelt huet, all Joers de Budget net entlaascht, mä belaauscht. Dat ass da gaangen am Rhythmus 30, 40, 50 Milliounen an esou weider, méi all Joers belaauscht.

An ech muss soen, et ass eigentlech och nach net esou laang hier, wéi den Här Biltgen nach am Amt war, hate mer eng Kéier eng Diskussioun an der Chamber, dat war elo am Februar/Mäerz, wou ech em dat dann och nach eng Kéier virgehalen hunn, well en nach ëmmer kee Plang B dunn hat a well et sech awer schonns ugedeit huet, datt do géife Problemer kommen. Do huet hie sech wierklech gewiert an en huet deemoos behaupt an der Kommissioun, dat wier ni, ni als Spuermeasure geduecht.

Ech hunn dat relativ grotesk fonnt, well wann een d'Deklaratioun vun der Regierung deemoos 2008/2009 (veuillez lire: 2010) noliest, d'Deklaratioun hei an der Chamber, da war dat ganz kloer als Spuermeasure ugeduecht oder emol esou presentéiert.

Mä dat ware keng Spuermeasure, déi presentéiert gi sinn. Dat war en CSV-Wahlcadeau virun de Wahlen 2009 (veuillez lire: de Gemeengewahlen 2010), dee se mat öffentleche Gelder finanzéiert hunn. Dat reit sech an aner Wahlcadeauen an, wéi zum Beispill d'Mammerent 2004, de Kannerboni oder d'Chèques-services 2009. Cadeauen, déi d'Allgemengheet elo deier wäerten ze stoe kommen. An och bei de Chèques-services riskéiert d'Rechnung nach eng Kéier ganz gesalzt ze ginn, well mer do och wäerten ähnelch Diskussiounen kréien an och do nach riskéieren, eng Kéier Décisiounen vun den EU-Gerichter ze kréien.

A mir wësse jo elo, ech hunn et virdu gesot, datt eigentlech amplaz ze spueren all Joers d'Rechnung méi deier ginn ass. An och elo nom Uerteel wësse mer, datt d'Rechnung nach eng Kéier méi deier gëtt. An et wier jo gutt, wa mer do herno och nach e puer Detailer kéinte kréien, well jo och elo eng 700-800 Studente mussen fir déi lescht dräi Joer nobezuelt kréien. An och déi Iwwergangsregelung, déi mer elo hunn, déi elo um Dësch läit, fir ee Joer, wäert och nach eng Kéier e Batz Geld kaschten.

Dat do hätt ee sech kënnen spueren, wann den deemolegen Héichschulminister op d'Awänn

agaange wier vun enger Rei Bedenke vun där enger an där anerer Säit. An et war och d'DP deemoos, déi eng ganz kritesch Stëmm zu deem Projet hat. A mir hate jo och deemoos géint dee Projet gestëmmt.

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - ...enthalten...gestëmmt.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mir hunn dee Projet net gestëmmt. Mir hunn dergéint gestëmmt, Här Wilmes!

Den Här Biltgen huet fir säi Cadeau ëmmer esou argumentéiert, datt de Student eng Pai sollt kréien.

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - En huet sech enthalten!

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - E ka sech dat net méi erënneren.

► **Une voix.** - Den Här Berger weess et net méi. Et ass schonn esou laang hier.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Den Här Wilmes war dee Moment nach net hei an der Chamber, dann...

► **Deux voix.** - En huet et awer nogelies!

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Dat kann een noliesen...

► **Une voix.** - Dir hutt et net nogelies.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, mir hunn deemoos dee Projet...

► **M. le Président.** - Här Berger, fuert wann ech gelift virun.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mir hunn deemoos dee Projet net gestëmmt, Här President. An den Här Biltgen, deen huet jo fir säi Cadeau ëmmer esou argumentéiert, datt de Student eng Pai géif kréien, dat wier eigentlech eng nei Approche. Ech ka mech och erënneren: Den Här Fayot huet dat gelueft, datt een do eng komplett aner philosophesch Approche géif kréien.

Mä dat war eng Argumentatioun, Här Fayot, déi konnt d'Strooss net halen, well iwwerall an Europa, iwwerall bal, mengen ech, op der Welt..., an den Här Wilmes huet jo a sengem Exkurs virdrun dat och e bëssen esou erkläert, datt d'Studentenhelefen net als eng Pai normalerweis considéiert ginn. Do hu se jo och net, datt dann d'Studenten nach Urecht op Congé kréien, datt se - wat weess ech? - nach an eng Krankekeess abezuelen, datt se an d'Pensiounskeess abezuelen.

Dat ass keng Pai. Neen, Studentesubsidie ginn - ech soen emol einfach - als eng Zort Prestation sociale ugesinn, besonnesch och wann een dann am Géigenzuch d'Kannergeld kappt. An duerfir kann et jo dann och oder duerfir konnt et och net d'Kanner vun de Grenzgänger, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, ausschleissen, well déi eben och Urecht op eng Rei esou Prestations sociales hunn, wéi all déi aner, déi hei am Land schaffen a wunnen. An dat huet jo och d'Cour de justice kloergestalt. Duerfir dat Uerteel.

Den Här Biltgen, dee wollt dat eigentlech ni agesinn an huet ëmmer stur gemengt, datt seng Argumentatioun bommesécher wier, bis zum Schluss. En huet ni e Plang B virgesinn. An et ass gutt, datt en déi do Fro net a sengem Examen, fir Richter ze ginn, grad bei där selwechter Cour de justice iwwregens, datt en do déi Fro net kritt huet, well soss wier dat schifgaangen an da kéint en dann haut hei setzen an dann och op der Regierungsbänk deen Dossier selwer verteidegen, amplaz datt do dann d'Madame Hansen dat muss maachen.

Här President, e puer Wieder zu der Propos, déi mer haut virleien hunn. Et ass eng Iwwergangsléiung, ech géif soen, beschtefalls en Ersatzpneu, fir bis bei déi nächst Garage ze kommen. Mä dat sinn - Dir wësst dat, mat deenen Ersatzpneuen - där klenger wackeleger, wou een och nach schnell dermadder kann awer an de Gruef goen, ier ee bei där nächster Garage ass, oder wou een dann nach e Platte kritt.

Och mat dëser Virlag, mat deem Ersatzpneu, riskéiert een, erëm Problemer ze kréien, well mer hei nämlech verschidde potenziell nei Diskriminatiounen aschreiwien. Enner anerem d'Ligue des droits de l'Homme, mä och anerer, hu rezent, ganz rezent an engem Schreiwes drop higewisen, datt hei riskéieren nei Diskriminatiounen ze komme fir déi Kanner vun Grenzgänger, zum Beispill, wou d'Eltere pensionéiert sinn oder verstuerwe sinn. An da monéiere se jo och, datt zum Beispill eng kuerz Zäit vun ongewollter Inaktivitéit, Chômage oder Krankheet, och misst kënnen considéiert ginn.

Här President, dës Gesetz gëtt elo schnell iwwert de Knéi gebrach. Do besteet de Risiko, datt erëm méi Problemer geschafe ginn, déi herno och erëm deier wäerten ze stoe kommen. A bon, ech verstinn net hei, wann elo Krokodilstréinen do gekrasch ginn: Et misst ee

schnell, an hei an do, an et wier ee forcéiert. Et hätt een dès le départ sollen en uerdentleche Projet maachen, da wiere mer net haut an där Situatioun!

Dësen Text, Här President, ass eng schlecht Noutléisung zu engem Gesetz, mat deem mer deemools net d'accord waren. Mir ginn duerfir och net eisen Accord zu deem bäléierten Amendement vun deem Gesetz. An d'Majoritéit muss kucken, dass si dann dee Schlamassel selwer dréit. Mir maachen do op alle Fall net mat!

Et ass eng Noutléisung, déi och wäert am Hierscht zu ville praktesche Problemer féieren. Ech mengen, schonn elo wësse mer, dass et an der Vergaangenheet, déi lescht dräi Joer, oft Retarde ginn ass beim Ausbezuale vun de Subside fir Studenten. Do war dat alt, dass déi éischt Suen nach oft am Januar oder méi wéi eng Kéier am Januar/Februar komm sinn. An elo wäerten dann nach eng Hällewull méi Dossierer erakommen. Et wäerten och eng ganz Rei Paperassé méi gefrot gi sinn. Et gëtt méi komplex, d'Prozedur.

An ech hat an der Kommissioun gefrot, ob dann elo virgesi wier am CEDIES, fir eventuell do temporär déi eng oder aner zousätzlech Hëllef anzustellen. D'Ministesch hat an der Kommissioun gesot, dass dat net de Fall wier. Bon, da muss ee sech op alle Fall drop astellen, dass d'Studenten dëst Joer hir éischt Sue wäerten nach méi spéit kréien.

Ben, Här President, ech hunn et gesot, dëst Gesetz ass eng forcéiert, eng schlecht Iwwergangsléisung. A mir kommen och net derlaanscht, dat ass kloer, fir en neit Gesetz a Rou auszeschaffe fir d'Studienhëllef. A fir dat ze maachen, ass ee gutt beroden, fir dass een all déi concernéiert Acteuren, ob dat Studente sinn oder aner, dass ee sech mat deenen un den Dësch setzt an och deenen uerdentlech nolauschert, fir do eng Solutioun ze fannen.

Mir hate schonn - 2009 (veuillez lire: 2010) hat ech hei am Numm vu menger Fraktioun - eng Rei Pisten opgezeecht, wéi een dat ka maachen, dass een do muss aner Weeër goen. Ech mengen, déi nei Virlag, déi muss virun allem d'Geleehheet ginn, fir och endlech déi sozial Selektivitéit - dat kéint jo heiansdo hei bei de Budgetdebatten d'Wuert vum Joer ginn - ze verwierklechen, vun där dann esou gäre bei de Sonndesriede geschwat gëtt.

Bei engem Neufank, net nëmme bei deem Gesetz, mä och vläicht insgesamt, muss et Schluss si mat eidele Wieder. An da muss och endlech déi sozial Selektivitéit ëmgesat ginn, och an engem zukünfte Gesetz fir d'Studentenbähëllef.

Aner Pisten, déi muss gekuckt ginn, sinn déi zum Beispill, wat déi reell Käschte si vun de Studenten. Bei deem Gesetz, dat mer elo haten, dat jo och esou vill kascht huet, do krut all Student mat der Strenz eben datselwecht. De Student - an dat ass keen imaginäert Beispill -, et gëtt der, déi um Lampertsbiere wunnen, déi och op d'Uni.lu ginn. Dobäi wëll ech elo hei net soen, dass dat keng gutt Uni ass, au contraire. An ech mengen, déi verbessert sech ëmmer. Mä et huet een esou Situatiounen: Et wunnt een um Lampertsbiere, et geet een do op d'Uni. Ma dee kritt genau dëselwecht Suen - dee kritt genau dëselwecht Suen - wéi een, deen op London zum Beispill studéiere geet, dass mat deene Suen awer net eens gëtt. Et muss een also zum Beispill iwwerleeën, dass een do Kritären aféiert en Fonctioun vun de reelle Fraisen, dass een dat muss berücksichtigen.

Et misst een och iwwerleeën, ob een net de Facteur Leeschtung mat erabrängt: ob een zum Beispill bei senger Studië Mentiounen huet, ob ee se direkt packt, ob een e puermol muss vläicht e Joer maachen an esou weider.

Firwat och net déi Iddi opgräife fir cibléiert Hëllef fir Studenten, déi Studien eraussichen, déi zu Beruffer féieren, wou mer hei zu Lëtzebuerg e Manktum hunn, dass een do méi eng volontaristesche Politik maachen? Anscheinend, oder net nëmme anscheinend, wa mer Entrevuen hu mat dem Privatsecteur, gëtt eis gesot, dass Ingenieure feelen, dass am ganzen ICT-Beräich 500.000 (veuillez lire: 5.000) qualifizéiert Plaze feelen. Et gëtt gesot, dass an de Schoule Mathésproffe feelen an esou weider. Sou dass ee sech eigentlech och kéint virstellen, ob een net dann d'Studenten, déi cibléiert do wou hei e Besoin zu Lëtzebuerg ass iwwert déi nächst Joren, dee Studiengang maachen, dass déi eventuell eng zousätzlech Hëllef kréien.

Dat si Modeller, déi et och zum Beispill am Ausland gëtt. Ech weess, ënner anerem an Australien, do gëtt et eng Rei Beruffer, wou och net genuch Leit do sinn, wann ee sech do engagéiert, wann een d'Studien ufänkt, fir herno zum Beispill fënnf Joer Schoul halen ze goen a verschiddene Fächer, kritt ee Stipendië vum Stat, deen eigentlech praktesch de Groussdeel da vun de Studien iwwerhëlt.

Dat si Pisten, déi ee kéint oudenken. An ech mengen, et ass op alle Fall wichteg, dass an deenen nächste Méint a Rou an esou engem Projet geschafft gëtt an dass een da wierklech eng uerdentlech an zolidd Solutioun wäert fannen.

Op alle Fall, ech mengen, Här President, Dir wäert scho verstanen hunn aus mengen Aussoen, dass d'Demokratesch Partei net wäert dëse Projet hei stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

(**Interruption**)

Ah, entschëllegt, Här Berger. Den Här Wilmes wollt lech nach eng Fro stellen. Déi kéint Der awer vun Ärer Plaz beäntweren en attendant...

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Jo, ech wëll eng ganz einfach Fro stellen, well Der dat elo virdrun hei esou einfach dohinnergetässelt do hutt, wéi wann ech net hei gewiescht wär an dat net géif wëssen. Wéi hutt Dir deemools gestëmmt bei deem Gesetz 2010?

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, mir hunn deemools dat Gesetz net gestëmmt.

► **Une voix.** - Hahah!

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Falsch! Well am Compte rendu steet nämlech, Dir hutt: Abstention.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, dann hu mer... Dat heescht, mir hunn d'Gesetz net gestëmmt! Här Wilmes, Dir misst jo awer och wëssen, wann een e Gesetz...

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Ech mengen, et ass jo net, fir mech hei duerstellen, wéi wann ech net géif wëssen...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President...

► **M. le Président.** - Okay. Déi Diskussioun ass elo ofgeschloss!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, ech hunn dat Gesetz net gestëmmt!

► **M. le Président.** - Elo kritt den Här Fayot d'Wuert. Här Fayot, wann ech gelift.

► **Une voix.** - Wie sech enthält, dee stëmmt net.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Majo natierlech. Mir hunn et net gestëmmt. Mir hunn et net gestëmmt, dat ass jo kloer an däitlech.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Et gouf scho bei deem Gesetz, wéi mer et gestëmmt hunn, an et gëtt och elo nach vill Polemik iwwert déi Studentenhëllef zu Lëtzebuerg. An ech wëll dofir esou onpolemesch wéi méiglech fënnf Bemierkungen dozou maachen, déi d'Positioun vun der LSAP an der Lëtzebuerger Héichschoulpolitik bestëmmen.

Éischt Remarque: Et ass richtig, d'Gesetz vun 2010 huet e generéise System vu Boursen a Prête fir Résidenten, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, agefouert. D'Zil dovunner war et, d'Zuel vun onsen Héichschoulabsoventen an onser Bevölkerung ze erhéien.

Fir d'LSAP muss dat Zil bestoe bleiwen. Mir hunn ons eng Héichschoulpolitik säit e puer Joer ginn. An am Kader dovunner gi mer vill Suen aus, engersäits fir ons eegen Uni, anerersäits fir d'Promotioun vun der Héichschoulqualifikatioun vun onse jonke Leit. An ech erënnere drun, wéi mer hei d'Gesetz iwwert d'Carte bleue an Europa gestëmmt hunn, krute mer zum Beispill vun der Chambre des Salariés gesot, mir sollen emol ons an der Haaptsaach drëm këmmere ze kucken, esou héich qualifizéiert wéi méiglech jonk Leit zu Lëtzebuerg auszubilden. Also, dat geet an déi Richtung, déi mer ageschloen hunn.

Déi Zilsetzung gëtt vun deem faméisen Uerteel vun der Cour de justice européenne net contestéiert - et ass schonn hei gesot ginn -, kéint et och net ginn, well engersäits d'Europäesch Unioun ons dozou am Programm „Europa 2020“ opfuert an anerersäits d'Europäesch Unioun keng Kompetenzen an der Héichschoulpolitik huet. Et ass net iwwert de Wee vun der Héichschoulpolitik, wou onse System contestéiert gëtt, mä iwwert de Wee vun der fräier Zirkulatioun vun den Arbeitnehmer.

Zweet Remarque: Et ass richtig, dass soll ee ganz kloer soen, dass de System vu Boursen a Prête de System vu Kannerzoulage bis 27 Joer ersat huet. D'Kannerzulage gi säithier bis 18 Joer bezuelt a ginn dono duerch Boursen a Prête ersat fir déi Kanner, déi studéiere ginn.

Een Objektiv dobäi war an ass et - an dozou sinn ech, Här President -, de Student als onofhängegen intellektuelle Schaffenden ze betruechten, hien also als Erwuessenen ze betruechten, dee selwer decidéiert, wat e stu-

déiert, a mat der Studentenhëllef onofhängeg lieue kann. Och dass fannen ech nach ëmmer sozial a politesch richtig fir eng modern Jugend, déi op hir Eegestännegkeet pocht.

Natierlech, do sinn ech och d'accord, all System huet eng Partie Dériver. An ech mengen, et ass op déi, wou mer mussen hiweisen. Ech hunn ëmmer drop higewisen, och an der Kommissioun, dass mer dee System vu Boursen a Prête misste seriö evaluéieren.

Ech sinn also dermat d'accord zum Beispill, dass de Facteur Mobilitéit an Zukunft matbetruecht muss ginn, mat anere Wieder, dass fir een, deen zu Shanghai studéiert, oder en aneren, deen um Lampertsbiere, zu Walfer oder um Belval studéiert, dass et do en Ennerscheed gëtt an de Fraisen, déi en huet, an dass déi Mobilitéit muss a Betracht gezu ginn, wann een déi Prête a Bourse gëtt.

Eng echt Fro bleift fir mech - an do huet den Här Berger mer nach net weidergeholl: Soll ee verstärkt sozial Kritäre fir d'Studentenhëllef aféieren?

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo! Jo. Kloer Äntwert: Jo!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, dat ass an der Rei.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dat hu mer schonn 2010 gesot.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Et geet awer net duer, dass ee Jo seet.

Dat bedeit nämlech e Paradigme...

► **M. Eugène Berger (DP).** - A Proportioun zu der Pai vun den Elteren zum Beispill.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dat bedeit nämlech...

Ech hunn elo net verstanen, wat gesot ginn ass. Mä bon, et ass och vläicht net esou wichteg.

Dat bedeit natierlech e Paradigmewissel an deem Sënn, dass dann de Student erëm u seng Famillje réckgekoppelt gëtt. Sécher solle mer alles maachen - an do sinn ech wierklech ganz sozial agestallt -, fir Kanner aus sozioprofessionnell manner guttgestallte Milieuen beim Héichschoulstudium am vollen Empfang ze hëllef, éischer wéi eventuell Kanner aus guttgestallte Milieuen.

Mä déi Konzepter - dat weess jiddwereen heibannen, och den Här Berger weess dat - si schwéier ze definéieren, grad wéi et schwéier ze tranchéieren ass, wou d'Akommesgrenze gezu ginn, wann een déi Hëllef gëtt oder net. An ech muss och soen, dass et vill Mëttschichtefamillje gëtt, fir déi den Héichschoulstudium vun hire Kanner och eng Belaaschtung ass. Dofir sinn ech vu soziale Kritären, op jidde Fall esou, wéi se allgemeng gefrot ginn, net begehert.

An ech muss nach eng Kéier soen: Den Här Berger huet zwar vu sozialer Selektivitéit geschwat, mä en huet se net ausgedäitscht. An domat kann ech näischt ufänken, mat deenen allgemengen Affirmatiounen.

Här President, am augenblickleche Gesetz steet zwar, dass bei den...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Den Här Lux schwätzt och ëmmer vu sozialer Selektivitéit.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - ...dass bei de Frais d'inscription e Student méi ka kréien, wann en an enger, esou steet et am Gesetz, «situation grave et exceptionnelle» ass. Wéi dat genee gehandhabt gëtt, weess ech net. An dofir wär et gutt, dat gewuer ze ginn, well et trotzdem schéngt exzeptionell ze sinn.

Drëtt Remarque: Eng Sträitfro bei deem Projet war, ob een d'Boursen a Prête soll „semestrialiséieren“. Dat ass esou en Unwort, wat op eemol opflaamt an dann natierlech relativ schnell erëm verschwënnt. Mir hunn dat mam Semestriellen net gemaach, well mer der Meinung waren an och sinn, et soll een de Studente Planungssécherheet op ee Joer ginn, an net op ee Semester.

Elo gi jo d'Boursen a Prête an zwou Tranché liquidéiert. Et ass mer an der Kommissioun op meng Fro erkläert ginn, dass e Student, fir déi zweet Tranche ze kréien, muss bewisen, dass en am éischte Semester ageschriwwen war, an der Schoul war a seng Exame gemaach respektiv gepackt huet. Mir hu jo allgemeng de System, dass een déi Hëllef kritt vun der Zuel vun de Studiëjore plus eent. Et kann een also och emol en Échec derzwëschen hunn. Mä dat ass also de Prinzip, dass een nom éischte Semester muss eng Partie Beweiser kréien.

Ech hunn allerdéngs dobausse bei de Leit, bei Studente verschidden Échoe kritt. Ech weess net, ob dat esou strikt gehandhabt gëtt, wéi dat mer gesot gëtt. An dofir wollt ech d'Madame Minister froen, dass se ons hei seet, wat genee d'Konditiounen sinn, fir no der éischer Tranche och déi zweet ze kréien. Dat an der

Optik, fir de System natierlech - do si mer allequerten d'accord - finanziell net aus dem Rudder lafen ze loosse.

Véiert Remarque: Mir ginn elo de Studenten aus Grenzgängerfamilljen d'Boursen a Prête ënner zwou Konditiounen. Niewebäi gesot, sinn déi zwou Konditiounen och erëm eng Diskriminatioun, déi d'Cour de justice européenne awer selwer proposéiert huet, wuel well se verstanen huet an deem ganz delikaten Arrêt, dee se geholl huet, dass eng komplett Ouverture finanziell einfach net ze realiséiere wär.

Déi éischt Konditioun ass, dass de Frontalier fënnf Joer andauernd zu Lëtzebuerg geschafft huet. Déi zweet ass, dass d'Kand vun engem Frontalier bei senger Demande fir Boursen a Prête zu Lëtzebuerg en offizielle Beweis muss bréngen, wat et a sengem Land als Finanzhëllef kéint kréien, „peut obtenir“, wuelverstanen also: kéint kréien an net, wat e kritt.

An ob dann herno antrëfft, wat d'Cour de justice européenne hofft/see, nämlech dass all déi Frontalierskanner bei ons schaffe kommen, do loosse mer ons dann iwwerraschen a kucken dat an e puer Joer.

Fënnf a lescht Remarque, Här President: Et ass kloer, dass dëst en Iwwergangsgesetz ass an dass an den nächste Méint de ganze System muss iwwerschaft ginn. Et ass fir d'Éischt nouwendeg, d'Auswirkung vum Dispositif vun 2010 unzefänken auszewäerten.

Zweetens muss mer oppassen op déi Härtefäll, déi ons signaléiert ginn. An et ass gesot ginn, et ass schonn e Bréif vun enger Associatioun komm, déi op esou Härtefäll higewisen huet. Mir mussen also déi ennersichen a kucken am Hëbléck op dat definitiivt Gesetz, wat et domat op sech huet.

An drëtens muss och d'Lëtzebuerger Héichschoulpolitik sech kloer Ziler ginn. An eent dovunner kann nëmme sinn, esou gutt wéi méiglech ze hëllef, nach ëmmer vill Kanner, déi zu Lëtzebuerg liewen, esou héich ze qualifizéiere wéi méiglech.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem...

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ah, entschëllegt, Här President. Ech hat vergiess, dem Här Rapporteur natierlech Merci ze soen an och natierlech ze soen, dass d'LSAP dëse Projet matdréit.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kollegen a Kollegeinnen, ech wëll fir d'Éischt och dem honorabelen Här Oberweis Merci soe fir säi Rapport. Ech sinn allerdéngs der Meinung, dass ech eng aner Interpretatioun hunn, wat de Cumul ueget. Ech kommen herno nach dorobber zréck. Ech wier och frou, wann d'Ministesch dat vläicht kéint klären. Ech hunn dat anescht verstanen wéi Dir, Här Oberweis. Ech war schonn erstaunt, wéi ech lech e Freideg den Owend um Radio héieren hunn, an Dir hutt et elo nach eng Kéier gesot, déi Saach vum Kannergeld. Ech kommen nach eng Kéier dorop zréck. Ech wier frou, wa mer dat kéinte klären.

Ech sinn och frou iwwert dee klenge Cours, dee mer vum Vertrieeder vun der CSV kritt hunn. Dat war och ganz interessant. Et hätt mer allerdéngs nach méi Satisfaktioun bruecht, wann e sech gradesou driwwer ausgelooht hätt, wéi eng méiglech Verstréckungen dass mer mat deem klenge Gesetz, wat mer haut votéieren, kréien. Déi sinn nämlech och opgefouert ginn, opgefouert am Rapport vun der Chambre des Salariés. Do huet en elo leider näischt derzou gesot. Dat wier fir mech mindestens esou interessant gewiescht wéi d'Ausleeung vum Uerteel vum Gericht.

Ech wëll op dräi Punkten agoen. Et si jo aner Riedner, déi och wäit ausgeholl hunn. Ech huelen net ganz wäit aus, mä ech mengen, et muss een awer do ufänken, wou déi ganz Saach hei hire Laf geholl huet. An dat sinn:

Den éischte Punkt, dat ware Spuermoosnamen, déi 2010 sollte geholl ginn. D'Gesetz iwwert d'Reform vun de Studentebourse vun 2010 ass „...als Spuermoosnam geduecht - dat gëtt offensichtlech ëmmer erëm vergiess -, an et gehéiert zu deem Krisepak, deen - nom Platte vun der leschter Tripartite - d'Regierung am Sologank ficeléiert an (...) op de Wee geschéckt huet.“ Esou hat den deemolege Rapporteur Lucien Thiel iwwert de Projet de loi 6148 iwwert d'Bourse vun de Studenten den 13. Juli

2010 seng Ried hei an der Chamber ugefaangen.

D'Rechnung vun der Regierung war, fir duerch d'Ofschafe vun Kannergeld a vum Kannerboni bei Héichschoulstudente 74 Milliounen Euro anzuspieren. Fir ze verhënneren, datt mer eventuell manner Studente géife kréien, well déi jonk Leit sech d'Studéieren net méi kéinte leeschten, ass e System vu Boursen a Préten agefouert ginn. All Student, deen zu Lëtzebuerg wunnt, ka 6.500 Euro Bourse a 6.500 Euro Prêt kréien. Un deem Finanzement hänke keng weider Konditionen drun. All Student ka bis maximal 3.700 Euro Aschreibungsgebühre rembourséiert kréien. An enger aussergewöhnlech schwieriger Situatioun kann de Student nach eng Kéier 1.000 Euro vum Stat kréien.

Et war dermat gerechent ginn, datt d'Fraise vun de Boursen géife vu 17 Milliounen op 55 Milliounen eropgoen. Dat heescht, op de Boursen ass mat enger Méiausgab vun 38 Milliounen gerechent ginn. De Stat wollt also ënner dem Stréch 36 Milliounen Euro spieren. Déi Aspuernis, déi sech mat där neier Regelung sollt erginn, war um Bockel vun de Frontaliere geplangt, fir déi d'Kannergeld elo bei 18 am-plaz bei 27 Joer opgehale hat.

Déi Rechnung ass awer net opgaangen. Wa mer d'Zuele vun 2009 a vun 2011 vergläichen, da stelle mer fest, datt mer op den Allocations familiales ronn 65 Milliounen Euro gespuert hunn. Am selwechten Zäitraum, 2009 mat 2011 verglach, hu sech d'Boursen awer vu 14 Milliounen op 90, op praktesch 91 Milliounen eropgesat. Dat heescht, do hu mer Méiausgabe vu 76 Milliounen Euro. Déi nei Regelung huet also net 36 Milliounen Euro gespuert, mä si ass 11 Milliounen méi deier ginn. D'Regierung hat sech also ëm 47 Milliounen Euro verplangt. Esou wäit zu der Spuermoosnam an zum „sécherere Wee“ an eng sécher finanziell Zukunft!

An ech stellen do einfach d'Fro, déi den Här Fayot opgeworf huet. Mir kënnen eis dat och ganz gutt virstellen, datt mer op e Grondakommes vun de Studente ginn. Déi Iddi ass eis sympathesch. Ech hunn dat och 2010 op deser Plaz gesot. Mä d'Fro ass ganz einfach déi: Kënne mer eis esou ee bedéngungslost Grondakommes leeschten als Land?

► **M. Jean Colomera** (Onofhängeg).- Jo, jo!

(Interruption)

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- A wann den Här Colomera esou séier Jo seet, da ginn ech ze bedenken: All Suen, déi mer ouni Konditionen ausginn, déi feelen op enger Plaz, wou mer wëlle Sozialpolitik maachen, Här Colomera.

(Interruption)

Ech kommen dann zu mengem zweete Punkt haut, an dat ass dann deen och vum Här Fayot zu Recht ugeschwatene Paradigmewissel. De Boursesystem huet missen 2010 reforméiert ginn. E war net transparent genuch. E war ongerecht, well en en däitlechen Ennerscheid gemaach huet, ob e Student op enger Uni studéiert huet, déi schonn d'Bologna-Kritären applizéiert huet oder nach net applizéiert huet.

Déi gréng Fraktioun, mir hate géint d'Gesetz 2010 gestëmmt... Dergéint, Här Wilmes!

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Jo, dat stëmmt.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Dat stëmmt. Mir hate géint dat Gesetz gestëmmt, mä mir waren awer och mat deenen Iwwerleeungen d'accord: Et huet misse reforméiert ginn. De Paradigmewissel vum Grondakommes fir Studenten hu mer sympathesch fonnt. Jiddweree gétt d'selwecht gekuckt. Mir hu keng Studente méi, déi aus räichen oder manner räichen Elterenhäuser kommen, mir hunn nach just jonk Leit, déi wëlle studéieren goen. Mir hunn also e Grondrecht op Studium, an da geet et och net méi drëm, wat d'Eltere wëllen, mä et geet drëm, wat wierklech de jonke Mënsch, wat de Student wëllt.

Wann een esou e Paradigmewissel wëllt, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wie verléiert eventuell, oder wie verléiert sécher? Mir woussten et 2010, fir d'Éischt haten emol d'Frontaliere verluer. Mir hunn awer och, mengen ech, nach ëmmer zu Recht festgestallt, datt déi Leit, déi wéineg Sue verdéngen a vill Kanner hunn, och éischerter manner erauskréien. An et wier och nach kloer ginn, datt Leit mat enger Behënnerung och géife Suen hänke loos-sen.

Et stellt ee sech dann och d'Fro: Gëtt et dann och Gewënner bei deem System? Jo, do ass

d'Antwort och ganz kloer: Leit mat engem guden Akkommes, dat heescht Familljen, deenen hir finanziell Situatioun bis elo et ni zougelooss huet, datt hir Kanner eng substanzuell Bourse konnte kréien, déi sinn dann an de Genoss vun enger Bourse komm. Ech hat deemools hei gesot, datt dat an eisen Aen heescht, staark Schëllere packen a Krisenzäite manner wéi schwaach Schëlleren. An eigentlech wollte mer jo awer et genau ëmgedreit maachen: Staark Schëllere missten a Krisenzäite méi packen.

Et ass absurd ze mengen, datt déi Jonk mat engem Grondakommes, dat fir jiddweree d'selwecht ass, och genau déiselwecht Chancë kréien. All Eltere sinn och verflucht, fir hir Kanner ze suergen, och iwwer 18 Joer eraus. An déi meescht maachen dat och gären. Ech wonnere mech och e bësselchen iwwer dat Elterebild, wat mer hei vermëttelen. Mä et huet eben net all Elterendeel an et hunn net all Elteren déiselwecht Méiglechkeeten!

Wa mir also d'Iddi vun engem Grondakommes wëllen ëmsetzen an dat zu Aspierungen an den Ausgabe bei de Famillje féiert, da muss ee genau wëssen, wéi eng Dimensionen déi Aspierungen hunn. An dat wësse mer net. Da kéint een nämlech kompenséieren, mä ouni genau Donnéeën ass et ganz schwéier, esou eng Planung ze maachen.

Gutt. De Minister huet ëmmer betount, de Minister Biltgen zu där Zäit huet ëmmer betount, entweder mer kréien do dat Grondakommes hei, esou wéi hien et geplangt hat, oder mir kréien et eben net. Wann een net wëllt diskutéieren, ass dat eng korrekt Astellung. Dat war eis Astellung net. D'Iddi vun engem Grondakommes léisst och Raum fir eng gewëss sozial Gerechtegkeet. Déi deemoleg Regierung, an dat ass nach déiselwecht Regierung wéi haut, wollt dee Raum net nutzen.

Mir waren deemools der Meenung, datt et keng Urgence géif ginn, an dat däréi een net vergiessen: Och d'Gesetz vun 2010 ass en enger absoluter Urgence hei duerchgedréckt ginn. Ee Saz, dee mer ganz gutt gefall huet, scho vun der Chambre des Salariés: «Rien ne sert de courir, il faut partir à point.»

Et huet kee Wäert - an da kommen ech zu mengem drëtten Punkt a mengem leschte Punkt vu menger Ursprooch hei, an zwar zu deem Gesetz, wat mer dann elo haut decidéieren -, wann een an déi falsch Richtung fiert, dann huet et kee Wäert, fir Gas ze ginn. Dann huet ee besser, et mécht een eng Paus, et kuckt ee sech eng Kéier d'Landkaart un oder et stellt een de GPS nei an. Genau dat huet d'Regierung awer net gemaach. Dach, eng Paus vun dräi Joer huet d'Regierung gemaach, awer weder de Stil nach d'Richtung si geännert ginn.

Genee wéi 2010 gétt erëm eng Kéier d'Urgence an d'Spill bruecht. De Projet ass esou séier duerchgedréckt ginn, mir hate keng Avisen, den Dépôt légal war moies, wou mer mëttes de Rapport gestëmmt hunn. De Statsrot hat 2010 gesot, hien hätt net Zäit genuch gehat; 2013 seet de Statsrot genau datselwecht. E seet, dat wier keng Aart a Weis fir ze schaffen. Mir hate keen Avis vun der Chambre des Salariés gefrot, zweemol net! An zweemol huet d'Chambre des Salariés sech selwer mam Projet befaasst. Mir hate keng Diskussioun mat Studentevertriedungen, ëmmer well gesot ginn ass, et ass eng Urgence do.

Grad wéi 2010 wëlle mer erëm eng Kéier ganz schnell e Gesetz stëmmen, fir Suen ze spieren. Dobäi hu mer erëm eng Kéier keng genee Donnéeën. Déi Fiche financière, déi un dem Projet drunhänkt, déi ass ondifferentéiert, déi ass vag. An dat soen net nëmme déi gréng, dat seet och d'Chambre des Salariés: Mir wëssen net genee, wéi vill Studente vu Frontaliere mer hunn. A mir wëssen nach vill manner, ob déi Eltere vun deene Studente déi Konditiounen, déi mer jo mat deem Gesetz hei stëmmen, erfëllen oder net.

D'Gesetz huet jo nach just zwee Punkten. Den drëtten Punkt ass Gott sei Dank gestrach ginn. Am drëtten Punkt, do stoung dran, datt mer net méi géife Boursen a Préten op e Studiësemester ausbezuelen, mä just op e Studiësemester. Dank dem Asaz virun allem vum Lucien Lux ass dee Punkt fale gelooss ginn, well mer gesot hunn, d'Planungssécherheet, d'finanziell Planungssécherheet vum Stat ass schonn déi eng Saach, an déi aner Saach ass awer och d'Planungssécherheet vun engem Student, dee muss seng Wunneng lounen, an duerfir ass deen drëtten Punkt Gott sei Dank fale gelooss ginn.

Den éischte Punkt am Gesetz, do steet dann dran, datt ee vun den Eltere muss fënnf Joer ouni Ennerbriechung zu Lëtzebuerg geschafft hunn. Do kéint ee sech natierlech domat befaassen, ob dat dat ass, wat d'Gericht verlaangt huet. Mir mengen net. D'Gerichtsurteil war, wéi den Här Wilmes zu Recht gesot huet, mat Nuancen. Et war net schwaarz an net wäiss, mä et hat Grotéin derbäi.

Dat Gesetz, wat haut votéiert gétt, dat huet keng Grotéin, dat ass ganz haart. Fënnf Joer ouni Ennerbriechung, dat heescht, wann do ee vun den Elteren, deen Elterendeel, wou mer eis drop baséieren, wann deen an de Chômage gesat gétt, wann deen an d'Pensioin geet, wann deen e Lach huet tëschent engem éischten Aarbechtskontrakt an engem zweeten Aarbechtskontrakt, dann ass eist Gesetz, da schléisst dat dee Student aus. Dat fanne mer relativ haart!

Et kéint ee sech och, menge mer, zu Recht froen - d'Gericht huet dat net verlaangt, mä d'Fro soll awer gestallt sinn: Firwat maache mer dat dann net och op fir aner Ausländer, déi Frontaliere sinn, déi zu Lëtzebuerg schaffen? Mussen dat onbedéngt EU-Bierger sinn? Et ass fir eis als Gréng och kloer, datt ee muss eng Zäit an deem Aarbechtskontrakt hunn. Eis hätt et besser gefall, wann een zum Beispill gesot hätt - an ech mengen, där Beispill gëtt et op anere Plazen eng Rei -, wann ee gesot hätt, während sechs oder siwe Joer misst en Aarbechtsverhältnis vu fënnf Joer gewiescht sinn, dann hätt ee schonn eng Rei Härtefall ausgeschloss, déi mer awer elo net ausgeschloss hunn.

An den zweete Punkt, dat ass deen iwwert den Anticumul. Do stellt sech eng éischt Fro: Wéi soll dat goen? Mir mengen och, datt d'Regierung, wa se e Plang B gehat hätt, do vill méi Viraarbecht hätt kënnen leeschten. Mir schwätze jo hei just vun dräi Nopeschlänner. Et hätt een effektiv kënnen eng Analys maachen, wéi d'Studienhëllef dann an deenen dräi Nopeschlänner sinn. An et hätt een och kënnen... Elo bleift et dann eben e bëssen eng Lotterie, wat muss de Student, dat ass am Moment ganz onkloer. De Règlement grand-ducal, deen dat soll preziséieren, kenne mer nach net.

Da steet dann do, de Student misst nowiesen, wat e kéint kréien, net onbedéngt, wat e kritt huet. An do ginn Démarché verlaangt, wou nach haut kee ka soen, wéi déi Konditiounen ze erfëlle sinn.

Da kommen ech zu deem Punkt, wou ech eng aner Interpretatioun hu wéi de Rapporteur an de President vun eiser Kommissioun, an dat ass d'Kannergeld. Wann ech den Avis vum Statsrot richtig gelies hunn, da seet de Statsrot, datt mer hei riskéieren, eng positiv Diskriminatioun vun de Frontaliere kanner ze kréien. Et steet nämlech do, datt mer géife vergläichbar Hëllef géinteneen oprechnen an der Anticumul-Bestëmmung an datt do d'Kannergeld net géif dozougehéieren.

D'Chambre des Salariés mécht déiselwecht Interpretatioun. Déi mécht déiselwecht Interpretatioun! Déi seet och, et wier net dermat ze rechnen, datt een d'Kannergeld kéint do mat oprechnen. Duerfir ass da meng Fro: Ass dat effektiv kloer oder ass dann effektiv an Zukunft dermat ze rechnen, datt d'Kanner vun deene Leit, déi bei eis wunnen, eigentlech ënnert dem Stréch manner erauskréie wéi d'Kanner, déi...? A Frankräich, wësse mer, gétt et Kannergeld bis 20 Joer, an der Belsch an an Däitschland bis 25 Joer. Schafe mer do net och eng Ongerechtegkeet? Fir mech steet déi Fro am Raum.

Wéi gesot, ech hunn all déi Avisen anescht verstane wéi mäi President. Madame Minister, vläicht kënnt Dir eis dann nach och dorobber äntwerten.

Duerfir bedauere mer, datt mer am Fong geholl elo déi dräi Joer laang eis net méi intensiv mat där Fro beschäftegt hunn. Selbstverständlech, e Paradigmewissel, e Grondakommes fir Studenten ass eng flott Saach. Et kann een awer och nach froen: Wéi sti mer dann zu engem allgemenge Grondakommes? Firwat solle just Studenten, dat heescht jonk Leit, déi bis 18, 19 Joer ee Studium erfollegräich ofgeluecht hunn, an de Genoss vun esou enger Hëllef kommen? Dat kann een och vill méi wäit faassen.

Nach eng Kéier: Suen, déi mer ouni Kritär verdeelen, si fort. Déi hu mer ni méi fir sozial Mësuren do, wou mer se wierklech brauchen.

Et steet och nach en nächsten Dossier am Raum, an dat ass dee vun de Chèques-services. Do kréie mer eng ähnlech Diskussioun, do kënnen mer eis och schonn drop preparéieren. A mir mengen, datt hei ganz vill Diskussionsbedarf ass.

Mat deem heite Gesetz brénge mer keng Besserung. Mir bréngen e gewëssene Grad vu Sécherheet, mä an eisen Aen ass dat awer och nach nëmme eng kleng Sécherheet. An duerfir ginn ech och net den Accord vun der grénger Fraktioun. Mir wäerte géint dese Projet de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. D'Wuert kritt den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, och ech fänke ganz gäre mat engem Merci un den Här Oberweis un. An ech schléissen och den Här Wilmes gäre mat an, deen eis nach eng Kéier d'Geschicht vun där préjudicieller Décisioun do rappeliert huet.

Mä ech mengen, eng éischt Fro, déi ee sech heit muss stellen, dat ass: Wéi wäit kënnen mer hei nach an Europa vun enger Souveraineté parta-gée schwätzen? A wéi wäit si mer schonn an enger Souveraineté abandonnée? Well dat heite geet natierlech ganz wäit.

Den Här Fayot hat opportunément rappeliert, datt eigentlech d'Europäesch Unioun keng Kompetenz an der Héichschoulpolitik huet. Trotzdem ass hei iwwert den Émwee vun der Libre circulation des travailleurs en Uerteel geholl ginn. A mir constatéieren hei, wéi mer et och an den Dispositiounen hunn, wou den Europäesche Gerichtshaff iwwert de Marché intérieur, oder d'Kommissioun d'Proposition mécht iwwert de Marché intérieur, datt eng extrem extensiv Interpretatioun vun den europäesche Rechtsgrondlage geschitt, an eigentlech ëmmer zu Laaschte vun de Memberstaaten.

Ech mengen, hei ass eng éischt Saach, wou mir constatéieren, datt eventuell d'Applikatioun vun europäesche Recht hei ze wäit gaangen ass an datt dat heiten eng Saach vun der nationaler Souveränitéit hätt solle sinn an hätt solle bliewen.

Zweete Kommentar, an do schléissen ech mech deenen un, déi scho viru mer geschwat hunn: Deen Text ass ganz kloer net ausgeräift, a villere Hisiicht. Déi Kumulbestëmmungen zum Beispill, déi mer hei genannt hunn, déi sinn extrem komplex, net ze kontrolléieren, och wa mer eis nëmme drop beschränken, fir ze soen: Wat hätt Der da kënnen kréien an Ärem Land? Och dat ass schonn extrem komplizéiert noze-verfollegen.

A mir konfrontéieren eis Administratiounen hei mat enger Herkulesaarbecht, fir dat do kënnen ze verfolge an ze kontrolléieren, fir déi Législatiounen an den Nopeschlänner esou genau am A ze behalen. Dat ass och eppes, wat mer eis hätte kënnen spieren. An ech kommen herno op eng Proposition, wéi een dat da vläicht ka maachen.

Selbstverständlech muss mer och lauschteren, ier mer dat Gesetz do nach eng Kéier op de Leescht huelen, wat de Statsrot an d'Chambres professionnelles ze soen hunn. Een Aspekt, dee jo hei ugeschnidde ginn ass, deen och ganz wichteg ass, dat ass, datt mer d'Lëtzebuurger net kënnen diskriminéieren, déi am Ausland wunnen, wa mer dann op där Schinn bliewen, wéi se da vum Europäesche Gerichtshaff proposéiert gouf.

Ech muss awer och soen, wa mer schonn nach eng Kéier - an erlaabt mer, déi Klammer ze maachen - vun der Libre circulation des travailleurs schwätzen, do ass jo eigentlech de Kritär dee vun der Nationalitéit. An dat huet, mengen ech, den Här Berger oder den Här Fayot rappeliert. Mä et ass jo net opgrond vun der Nationalitéit, wou mer hei eng Differenzierung gemaach hunn. Och dat stellt nach eng Kéier d'Opportunitéit vun deem Uerteel a Fro.

An ech fannen et och zynesch, wann ech mer eigentlech iwwerleeen, wat do gesot ginn ass: Datt gesot gétt, de Critère de résidence war haut fir Lëtzebuurger méi einfach ze erfëlle wéi fir en aneren, wou mer gesinn, datt ganz vill Lëtzebuurger müssen an d'Ausland wunne goen, well se eigentlech Problemer hunn, fir hei nach kënnen sech iwwerhaupt eng Wunneng ze leeschten. Alles dat si Saachen, déi a mengen Aen nach zousätzlech Fragezeichen han-nert dat Uerteel vun deem Europäesche Gerichtshaff hei molen an déi ganz, ganz vill stéieren.

Dann natierlech si mer mat deenen d'accord, déi soen, mir brauchen eng laangfristeg Léisung, e Semester war sécher ze kuerz - och Merci un den Här Lux fir säin Asaz an deem dote Beräich -, mir brauchen eng laangfristeg Léisung. Dat hei ass just e Gesetz, wat eis soll iwwert d'Wahle bréngen, dat muss ee wëssen. A mir hoffe wierklech, datt elo no de Wahlen net eng einfach Léisung geholl gétt, fir ze soen: Bon, mir setzen dat Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff an deem Sënn ëm, datt mer awer eis Spuerziler errechen an einfach déi Prestatioun global erfesetzen. Dat kann et net sinn.

Et muss natierlech derfir gesuergt ginn, datt d'Studii fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, fir d'Lëtzebuurger oder anerer eben, déi a Fro kommen, méiglech bliewen an net einfach eng Reduktioun vun de Leeschtungen elo kënnen, fir datt dat hei nach finanziell ze droen ass.

Mir kënnen och net op dee Wee goen, wéi et ugedeit ginn ass, fir dann ze soen: Ma déi, déi herno hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi brauchen de Prêt net ze rembourséieren. Dat géif en



enormen Drock op eisen Aarbechtsmaart hei ginn. Mir kënnen net all déi Leit oder Akademiker hei beschäftegen, och wa mer der vill brauchen! A mir mussen och gesinn, datt eng Rei vu Lëtzebuerger Branchë studéieren, mat deene se hei am Land net vill kënnen ustellen, bis guer nâischt. Wie Mieresbiologie studéiert, dee verdrängt jo och ennerstëtzt ze ginn, mä et ass net wahrscheinlech, datt en hei eng Plaz kritt herno. Also och do musse mer ganz gutt oppassen op dat, wat mer maachen.

Wat kënnen mer proposéieren? Majo ganz einfach, den allgemenge Kontext nach eng Kéier ze kucken. Ech schlësse mech do och gâr dem Här Berger un, dee seet, mir mussen all Diskriminatioun an deem dote Beräich kucken, och d'Zougangsbeschränkunge fir Lëtzebuerger, déi am Ausland wëlle studéieren.

Dat ass eng Saach, Dir hutt d'Beispill vun der Kinésithérapie genannt, et gëtt x anerer an der Medezin an esou weider, wou eng lokal Präferenz am Ausland existéiert. A wann dann hei de Lëtzebuerger Stat reprochéiert kritt, e géif diskriminéieren, fannen ech, da kann dat nëmme sinn, wa mer dann awer d'Réciprocitéit an allen Domäne ganz kloer examinéieren an och spille loossen.

Zweetens - och do sinn ech mam Här Berger d'accord: Mir mussen d'Bourssen un déi reell Besoinen upassen. Beispill: Wann een an England studéiert, sinn dat Studienhëllef um kommunalen Niveau ugesiedelt gëtt, datt mer aus enger nationaler Hëllef eng kommunal maachen, wou awer landeswäit déiselwecht Regele géife gëllen, an dann déi Gemengen och iwwert de Stat déi néideg Ennerstëtzung kéinte kréien, fir dat duerchzesetzen.

Ech mengen, deen Abléck, wou dat e kommunalt Instrument ass an net méi en nationaal Instrument, gëllen aner Rechtsregelen, wat eis dann erlaabt, och a Konformitéit mat europäischem Recht ze sinn.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e Merci un de Marcel Oberweis fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht. Dat war exzellent.

Mir sinn hei erëm eng Kéier an der Logik vum Geld. Ech mengen, et gëtt alles no der Siicht vum Geld gekuckt, Finanzéierung. Wat maache mir ouni Finanzéierung? Ech mengen, mir mussen eng Kéier domadder ophalen. Mir mussen an d'Qualitéit investéieren an net an d'Quantitéit.

Wa mir héich qualifizéiert Leit wëllen hei am Land, da musse mer och investéieren, egal wat et kascht, an ech betounen: egal wat et kascht! Well herno, wann déi Héichqualifizéiert erauskommen, da gëtt dat erëm eng Plus-value fir eis Economie. Dat muss een einfach esou gesinn an et kann een net einfach soen: „Mir ginn hei d'Suen, mir geheien déi op d'Strooss.“ Dat ass net wouer.

Mir hunn hei am Land, wéi gesot, generéis Bourssen, mam Zil, fir héich qualifizéiert Leit ze kréien. An dat ass gutt. Dat ass e Grondakomm fir de Student. An, Här Adam, dat ass sozial, well wann do Aarbechter sinn, déi Kanner hunn, déi extrem intelligent sinn, déi mussen och gefördert ginn. Ech mengen, do därf een net kucken...

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Do sinn ech awer ganz mat lech averstanen.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Jo, Merci!

Si musse gefördert ginn an dofir mussen déi Geld kréien, well déi Familljen, déi kënnen sech et net erlaben. Déi kënnen net einfach do e Prêt maache bei der Bank, wou se emol kee kréien. An esou hunn hir Kanner guer keng Chance méi. Also, déi mussen ennerstëtzt gi vum Stat, egal wat et kascht.

Déi Bourssen, wéi gesot, déi si generéis. Mä wann een zum Beispill an d'Schwäiz geet, dann hëlfe den Bourssen do net. Do kascht den Zuch scho 1.600 Schwäizer Frang pro Joer, musst Der lech virstellen. D'Aschreibungsgebühre si 1.500 Schwäizer Frang fir d'Ausländer, vum Loyer guer net ze schwätzen, da si mer bei 15.000 Schwäizer Frang am Joer. Also, ech mengen, déi Bourse si schnell opgeschafft.

Dësen Text ass an der Urgence ausgeschafft ginn, okay, well de Minister Biltgen kee Plang B zur Verfügung hat. Firwat hien esou sécher wor, dat weess ech net. Dat ass schwéier nozevollzéien. Mä et ass evident, datt d'Regierung, menger Usicht no, d'Frontalieren net wollt abannen an och elo net wëllt - an dat betounen ech -, oder besser gesot ouni Iwwerzeugung handelt.

Well wéi wär soss ze erklären, datt déi Klausel zur fënnef Joer agebaut ginn ass? A firwat muss deen Elterendeel fënnef Joer ouni Interruption hei am Land schaffen? Et ka jo awer net sinn, wann iergendeen Aarbechter duerch iergendeng Circonstance am Chômage wor, datt keng Bourse ausbezuelet gëtt. Hei hätt d'Regierung missen eng aner Klausel aféieren, wéi zum Beispill an de leschte fënnef Joer dräi Joer geschafft hunn. Dat wär vläicht méi ideal gewiescht.

Wéi ass et da mat deene Studenten, wou de Papp eng Rent kritt? Kréien déi déi Bourse, jo oder neen? Ech mengen net.

Wéi ass et mat de Kanner vun de Pays tiers, wann de Papp oder d'Mamm hei schafft? Déi kréie jo och keng Bourse.

Wann e Schüler eng Bourse kritt a säi Papp, deen hei schafft, dee stierft, dann ass d'Kondition vun enger Bourse hifälleg. An do muss och nach eppes änneren. Ech mengen, wann d'Konditionen eng Kéier erfëllt ginn, da musse se och ëmmer erfëllt sinn.

Wéi ass et da mat deenen administrative Chargen? Schon haut ginn d'Bourssen eréischt am Januar ausbezuelet. Wéi ass et dann elo? Kréie mer se dann elo am März? Dat ass eng ganz gutt Fro.

Wéi gesot, et gëtt verschidden Irrégularitéiten, an déi musse bei engem nächste Projet verbesert ginn.

Mir si frou, datt d'Studenten hiert Grondakomm kréien. An och wann d'Frontalieren nach Kannergeld derbäikréien, dat ass jo guer net schlëmm. Ech mengen, dat si besser Konditione fir si, an dogéint hu mer jo awer nâischt. Mir wäerte jo awer net neidesch sinn, datt si nach Kannergeld kréien. Wa mir hei der Regierung gesot hunn: „Eis kréie keent!“, dann ass et eis Schold, net hir. Et ass jo evident!

Op jidde Fall wäerte beim nächste Gesetz d'Bourse manner héich sinn. An dat ass sécherlech kontraproduktiv. Ech ginn d'Zoustëmmung mam Här Henckes fir dese Projet an hoffen, datt bei deem nächste Projet awer och vläicht weider gekuckt gëtt, méi an d'Qualitéit ze investéieren a bei deenen héije Bourssen ze bleiwen, ouni d'Finanzéierung ze kucken. Dat wär ganz wichtig.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. An dann als leschte Riedner den Här Urbany wann ech gelift.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech mengen, mir stinn hei virun de Schierbele vun enger vun deene gréisste legislative Faillitéit vun deene leschte Joren.

► **Une voix.**- Dat ass richtig.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat Gesetz vun 2010, dat huet déi wirtschaftlech, déi sozial an déi juristesche Realitéiten ignoréiert. A virun allem huet et d'Realitéit ignoréiert, dass all Wäerter an enger Gesellschaft vun de Salariéen oder vun aneren Aktive geschafte ginn. An dat sinn nun eben zu Lëtzebuerg zu 44% Frontalieren. An dorun, un déi Aarbecht, si sozial Rechter gebonnen. An déi Rechter ginn an Europa geséichert.

Oh, net aus groussem sozialen Denken eraus, mä aus Grënn vun der fräier Zirkulatioun ouni Diskriminéierung. Eng fräi Zirkulatioun, vun där Lëtzebuerg jo awer ëmmer nach voll profitéiert huet.

Et muss ee wëssen, dass d'Lëtzebuerg Regierung jorelaang ouni Erfolleg versicht huet, d'Kannergeld am neien europäesche Reglement 883 iwwert d'Sécurité sociale net méi un d'Aarbecht, mä un de Wunnsätz ze bannen. A wéi dat net gelongen ass, ass d'Kannergeld schlussendlech am Kader och nach vun der Austeritéitspolitik fir all Studenten ofgeschafft ginn an duerch déi nei Studiéiregel ersat ginn, déi dann ausschliesslech fir Résidentéit gegollt huet.

Dat heescht, déi nei Regelung baséiert emol fir d'Éischt op der Ofschaffung vun enger sozialer Prestatioun, déi europäesch geregelt ass an déi virdu bestanen huet. An de Kader ware ganz kloer Budetsaspuerungen. Et war net eng nei Héichschoulpolitik, déi un der Wéi vun deem Gesetz do, wat haut a Schierbele virun eis läit, stoung.

Och Résidenten, och Lëtzebuerg hunn dofir d'Kannergeld gestrach kritt. Dat war eng Prestatioun sociale, déi hinne bekanntlech vun 18

Joer u perséinlech gehéiert, wa se dat froen, net méi den Elteren. An déi Regelung gesäit och Anticumulbestëmmunge vir, vun deenen hei vill Rieds ass. Déi, déi d'Kannergeld deemools kritt hunn a gläichzäiteg d'Kannergeld a Frankreich oder an der Belsch kritt hunn, do ass just d'Differenz ausbezuelet ginn, dee sougenannten „Différentiel“. Dat war also schon eng gerecht Regelung, déi versicht huet, där Situatioun an Europa vun de Kanner vun de Frontalieren och Rechnung ze droen an net duebel ausbezuelet.

Déi Bourse war virun u sozial Kritäre gebonnen. Elo sinn d'Studienhëllef komm. An do duerch hu Klengverdrängerfamilljen a gewësse Fäll souguer manner kritt wéi virdu mat Kannergeld a Bourse zesammen. Dat ass schon hei gesot ginn. Bei Besserverdränger war et ganz dacks deen ëmgekehrten Effet. Dat heescht, zur Diskriminéierung nom Wunnuert ass och nach eng sozial Diskriminéierung derbäikomm.

An ech fannen déi Erklärungsversich vum Här Biltgen, fir d'Studienhëllef an eppes ze verwandelen, wat nâischt méi mat Sozialpolitik soll ze di gehat hunn, mä just nach mat Héichschoulpolitik, grotesk, an den Échec dovunner war previsibel. Den Här Biltgen huet d'Studenten irgeleet. En huet se géint d'Frontalieren heiansdo souguer opbruecht. Woubäi een awer muss wëssen, dass grad an deenen hire Staten d'Lëtzebuerg Studente säit Mënschegedenken...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- ...d'Lëtzebuerg Studente säit Mënschegedenken ausgebillt gi sinn - op deene Staten hir Käschten iwwregens. Dofir ass esou eng Antifrontalierpolitik hei ganz schlecht ubruecht.

Den Här Biltgen hat kee Plang B - ausser vläicht fir sech selwer. Haut gëtt en catastrophe eng nei Regelung gestëmmt, déi nëmme scheinbar konform ass zum europäeschen Uerteel. A Wierklechkeit féiert se, wéi d'Salariatskummer bewisen huet, zu neien Onkloerheiten, zu neien Diskriminéierungen, déi zu neie Contestatioune wäerte féieren!

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir musst awer elo wierklech zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech maache mech elo fäerdeg, jo!

(Brouhaha)

Ech wäert jo eng vun deene leschte Kéieren, wou ech hei nach schwätzen, och nach zu engem Thema, wat mech interesséiert, wäert ech och nach hei d'Wuert geholl kréien. Elo geet et awer duer, Här President!

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Neen, Här Urbany, ech si ganz fei mat lech gewiescht. Dir hutt schon annerhalfe Minutt iwwerzunn. Ech bieden lech awer elo!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat gëtt hei net no... D'Argumenter an d'Räsonnementer ginn net hei a Minutte gerechent.

(Interruption)

Déi ginn nom Wahrheitsgehalt gerechent, no deem, wat hei gesot gëtt!

► **M. le Président.**- Da maacht lech elo fäerdeg, wéi Der gesot hutt, Här Urbany!

(Interruptions)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- An ech stelle fest, Här President, dass esou wéi 2010 - an ech muss dat hei soen, e bësse politesch-polemisch - d'LSAP erëm eng Kéier en Deel vum Problem ass.

(Brouhaha général)

Amplaz en Neufank, amplaz en Neufank ze maachen haut, haut, een Dag, ier soll alles opgeléist ginn, en Neufank ze maachen op esou engem wichtige Punkt wéi deem heiten, erméiglecht se der CSV alt erëm eng Kéier, d'Studentevereenegungen an d'Gewerkschaften, déi wëllen heizou matschwätzen an déi net heizou matschwätze gelooss ginn, erëm eng Kéier am Ree stoen ze loossen. An dat ass eng inakzeptabel Situatioun.

D'Chambre des Salariés huet selwer musse sech befaasse mat engem Avis!

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir musst elo wierklech zum Schluss kommen. Ech bieden lech.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Voilà.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Jo, et war elo peinlech genuch!

► **M. le Président.**- Merci.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här President,...

(Hilarité)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Gitt lech elo sëtzen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Déi eenzeg Situatioun, déi hei peinlech ass, Här Lux, dat ass Är Situatioun!

Ech wäert op jidde Fall géint dat Gesetz hei stëmmen.

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Merci, Här Urbany. An d'Wuert kritt elo d'Héichschoulministesch, d'Madame Martine Hansen.

(Interruptions)

► **Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Här Berger...

Ass en nach hei?

► **Plusieurs voix.**- Jo!

► **Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Ah do!

...soen, datt ech elo net direkt fäerten, fir en neit Gesetz ze maachen. Also, ech kucke meeschtens no vir. Ech kucke just an de Réckspigel, esou wéi beim Autofueren, wann et muss sinn, wann ech kann dovunner léieren. Mä ech denken, datt ee soll no vir kucken, fir net direkt anzeknippen a fir virunzkommen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Sou, den 20. Juni hu mer den Arrêt vun der Cour de justice européenne kritt an der Affär C-20/12 iwwer eise Boursesystem. Dat sinn elo zirka dräi Wochen, an Dir kennt mer gleewen: Mir hätten och léiwer méi laang Zäit gehat.

Den Arrêt - nach eng Kéier just ganz kuerz, also, ech maachen et kuerz - gesäit zwou Saache vir: dat Éischt, datt eist Zil, wat mer mat de Bourse verfolge, nämlich den Undeel vun Héichschoulsolvente bei de Résidenten ze erhéien, datt dat e legitim Zil ass, mä zweetens, datt eben dee Critère de résidence, fir dëst Zil ze errechen, ze vill restriktiv ass an dat do duerch eng Discrimination indirecte ass fir eis Frontalierkanner.

Den Arrêt seet awer och, datt de Lien zur Lëtzebuerg Economie muss gi sinn, vun de Bénéficiaire fir des Aide. An da seet en, datt dese Lien ginn ass, wann d'Eltere vun de Frontalierkanner während enger Durée significative hei am Land schaffen - déi fënnef Joer, déi gi genannt -, an datt des Aarbecht een Emploi durable muss sinn.

Sou, doropshin hate mir u sech elo e puer Méiglechkeeten, fir ze reagieren: Entweder mer reagiere guer net, dann hu mer e Problem, well mir kréien nach zousätzlech Kloen, mir kënnen emol keen Anticumul maachen a mir hunn eng Procédure d'infraction bei der Kommissioun lafen. Dat ass also keng Léisung gewiescht.

Mir haten dann d'Léisung, fir eppes ze maachen. Do wieren erëm eng Kéier zwou Méiglechkeete gewiescht: Mir kéinte probéieren, ganz kuerzfristeg e komplett neit Gesetz auszuschaffen. Leider ass d'Zäit do net duergaangen. An ech mengen, mir hätten an där Zäit dann och net kënnen mat de Partner schwätzen, wou mer hätte solle schwätzen. Also hu mer eben déi zweet Léisung heivunner geholl. Mir maachen eis emol EU-konform a mir kucken, fir den Anticumul, esou wéi mer en am Moment virgesinn, kënnen am Gesetz anzubauen.

Sou, mir verfolge also mat deem Gesetz elo kuerzfristeg folgend Ziler: Éischtens, mir setzen den Arrêt ëm. Mir maachen eis EU-konform, andeems mer d'Kanner vun de Frontaliere mat als Bénéficiaire definéieren, esou wéi dat am Arrêt gesot gëtt. An et ass absolut dréngend, datt mer dëst maachen, well wéi gesot eng Procédure d'infraction bei der Europäescher Kommissioun leeft. Et ass awer och kloer, datt mer musse Restriktioune setzen an datt mer d'Aiden net fir jiddweree kënnen opmaachen. Mir setzen dofir am Moment genau dat ëm, wat den Arrêt eis seet.

Zweetens, mir gesinn den Anticumul vun de Bourse fir d'Études supérieures vir, datt gesäit den Arrêt am Punkt 79 och genausou vir. Sou, fir d'Rentree ännert sech mat deem Gesetz nâischt fir eis Résidentstudenten. A mir hunn elo Zäit, fir am Dialog eng komplett Reform, esou wéi se och am Statsrot sengem Avis gefuerdert gëtt, auszuschaffen.

Ech wëll dem Här Adam dann awer och soen, datt mer schonn Diskussiounen haten. Mir hate



schonn d'Studentevereenegungen do a mir hunn och schonn déi nächst Woch erëm eng Kéier een Termin mat de Studentevereenegungen.

Mir haten och schonn e Rendez-vous mat dem LCGB. Ech mengen, dat war den Här Urbany, deen dat gefrot hat mat de Gewerkschaften. A mir hunn och déi nächst Woch...

(Interruptions)

...oder déi iwwernächst Woch mam OGB-L e Rendez-vous.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Hunn ech dee gefrot, dee mam LCGB?

(Interruption et hilarité)

► **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Ah, ech hu gemengt, allgemeng Gewerkschaften hätt hie gefrot.

(Interruptions)

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Mä anscheinend hutt Der den OGB-L awer net empfaangen.

► **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Dach, mam OGB-L hu mer scho méttlerweil zwee Rendez-vousen. Mir konnten net direkt äntweren, well d'Demande vum OGB-L krut ech just iwwer RTL an ech hat keng vun hinne kritt gehat.

► **Plusieurs voix**.- Ah!

► **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Soubal wéi se schréfflech bei eis ukomm ass, hu mer och reagiert a mir hunn hinnen e Rendez-vous ginn.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Dat gleeft jo kee Mënsch, dat do! Ech weess et zwar net.

(Interruptions)

► **M. le Président**.- Ech bidden lech, der Madame Minister nozelauschten.

► **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Ech hoffen also, datt mer elo wierklech Zäit hunn, fir am Dialog dës nei Reform auszeschaffen. An och heimaddeer fänke mer net, esou wéi et schonn heiansdo gesot ginn ass, eréischt no der Rentrée un, mä mir fänken direkt un a mir si schonn amgaange mat Schaffen drun.

Mir wäerten hei verschidde Kritären, wéi zum Beispill d'Mobilitéit, d'Aschreiwungsgebühren an awer och d'sozial Kritären analyséieren.

Ech ginn dem Här Fayot awer och recht, datt dat relativ komplizéiert ass. Mä mir wëllen eis awer elo net scho komplett verschléissen. Also, mir wëllen dat analyséieren a mir wäerten awer och am A behalen, wat iwwerhaupt administrativ alles ze maachen ass. Et muss herno och nach ze géiere sinn.

Et waren nach e puer Remarquë komm zu der Allocation familiale. Also, bei der Allocation familiale ass et jo esou, datt eis Frontalierskanner dës kënne kréien, datt se awer mam Gesetz vun 2010 fir eis Résidentskanner ofgeschaaft ginn ass.

Mir kënne mat dësem kuerzfristige Gesetz, soen ech elo emol, keen Anticumul maachen tëschent enger Aide financière pour études supérieures an enger Allocation familiale. Mir wäerten awer do fir déi nächst Kéier eng Léisung hunn. Mir hunn och schonn eng am A. Mä mir hoffen, datt mer vläicht nach eng aner fannen, déi vläicht méi einfach ze praktikéieren wier.

Also, mir sinn eis deem Problem komplett bewusst.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Ech hat lech also - leider! - richtig verstanen, Madame Minister.

► **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Dir hat mech leider richtig verstanen.

(Hilarité)

Mir haten och schonn eng Propos ausgeschafft fir en neit Gesetz. Mä just, dann hätte mer misen zwee Gesetzer änneren. An Dir wësst: Vum 20. Juni bis elo ass net grad vill Zäit!

Sou, da war d'Fro komm vun de Ressources humaines. Ech mengen, do hat den Här Berger mech awer falsch verstanen an der Chamberskommissioun. Ech hat gesot, datt, ob mer dat hei Gesetz elo géife stëmmen oder ob mer näischt géife maachen - well da kréiche mer jo awer esou vill Demanden - mer egal wéi e Problem mat den Aarbechtskräften hätten, déi mer hunn, an datt mer géifen dee Problem probéieren ze léisen. An ech kann lech soen, mir sinn dobäi, eist Personal opzestocken, datt d'Demanden och an den normale Friste kënne duerchgeschafft ginn.

Den Här Fayot hat nach gefrot, wat déi dausend Euro „situation exceptionnelle“ am aktuelle Gesetz géifen heeschen. Déi ginn u sech vun enger Commissioun accordéiert am Kader, wann ee krank ass, wann een en Handicap huet oder soss e Besoin spécifique.

Et war och gefrot ginn, am éischte Semester, ob een do deen zweeten Deel ausbezuelt kritt, no wéi enge Kritären. Et gëtt just ëmmer nëmme gekuckt nom zweete Semester, wann definitiv eng Aschreiwung pro Semester ass. Et kéint jo emol Aschreiwunge pro Joer ginn, da loosse mer natierlech dat éischt Joer duerchgoen. Wann et eng semestriell Aschreiwung ass, da gëtt gekuckt, da muss een nom éischte Semester mindestens sechs ECTS-Punkten hunn an eng Preuve d'inscription fir dat zweet Semester. Dat muss een dann ofliwweren.

Et war och gesot ginn: „Wat kascht dat doten?“ An am selwechte Rumm war gesot ginn: „Gott sei Dank hu mer deen drëtten Punkt gestrach!“ Ech wëll just soen, datt mer deen drëtten Punkt - dat ass ëmmer esou allgemeng gesot ginn, Semestrialiséierung -, dat war net gesot ginn, datt mer de Studente just wollten eng Sécherheet gi fir sechs Méint, mä mir wollten eis domadder oder ech wollt mer domadder d'Méiglechkeet ginn, fir kënne no sechs Méint ze reagieren, fir doduerch ebe kënne Suen ze spueren.

Ech hat gemengt, et wier kee grouse Risiko do, well wann ech elo e Gesetz proposéiert hätt, wat kengem gefall hätt, dann hätt et jo net misse gestëmmt ginn.

(Hilarité)

Dann d'Formularen oder respektiv dat, wat mer rechne beim Anticumul. Beim Anticumul hunn eis Leit schonn d'Leit kontaktéiert aus eisen Nopeschlänner, dat heescht déi offiziell staatlech Stellen, an dat sinn de BAFÖG, de CROUS an d'Aides pour études supérieures an der Belsch, déi do considéiert ginn. D'Studente ginn och deementspriedend informéiert, sou datt et kloer ass, wéi eng Aiden datt mer berücksichtegen, fir den Anticumul ze maachen.

Résuméierend wëll ech awer nach eng Kéier déi dräi wichtegste Punkte fir mech hei ervirstrichen: Fir eis Résidenten ännert sech fir dës Rentrée näischt. Mir maachen eis EU-konform. Eis Frontalierskanner, sous condition, datt de Lien mat der Lëtzebuurger Wirtschaft nogewise gëtt, gi mat Bénéficiaires. An - wichtig - mir hunn elo Zäit, fir an der Rou an am Dialog eng komplett Reform auszeschaffen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci der Madame Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6585 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6585 ass uegheoll mat 41 Jo-Stëmme, géint 18 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Roger Negri), Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Fernand Diederich), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par M. Marc Angel);

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner (par M. Alexandre Krieps);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

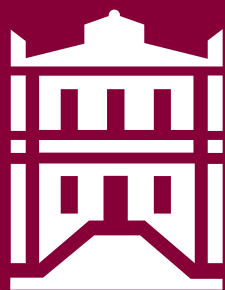
(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.37 heures)



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

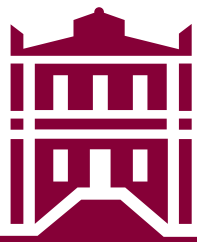
och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany

- M. Serge Urbany

2. 6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification:

- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (asep);

- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code de Commerce;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth

- Discussion générale: M. Claude Meisch, M. François Bausch

- M. Luc Frieden, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 6398 - Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupten

- Discussion générale: M. Fernand Etgen

- M. Luc Frieden, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Serge Wilmes

- Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- M. Luc Frieden, Ministre des Communications et des Médias

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. Question élargie n°34 de M. Jacques-Yves Henckes sur l'échange d'informations fiscales entre le Luxembourg et les États-Unis

- M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre des Finances

6. 6181 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

3. du Code pénal;

4. du Nouveau Code de procédure civile

- Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: Mme Sylvie Andrich-Duval (M. Fernand Kartheiser pose une question)

- Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Marc Angel (dépose une documentation), Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombara, M. Serge Urbany

- Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis

- Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Camille Gira

- M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf, Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Etienne Schneider et Marc Spautz, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Mir fänken haut de Moien u mam Projet de loi 6471 iwwert d'Gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: just déi Häre Meisch a Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech hu se nach net déposiert. Här President, ech wollt nach eng Motioun déposieren.

► **M. le Président.**- Jo, entschëllegt. Da waart, da ginn ech nach dem Här Urbany d'Wuert, fir eng Motioun ze déposieren, an da fuere mer lass mam Här Gilles Roth.

1. Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, Här President, ech wollt nach eng Motioun déposieren hei, déi eigentlech och mat der Debätt vun de Mëtten zesammenhängt, an där ech froen, dass d'Regierung soll e Projet de loi proposéieren, fir de Service de Renseignement ofzeschaffen. Well mer fannen, dass eis Aarbechten eng Rei vu Konkusiounen erginn hunn an dass dat do eigentlech déi wichtegst ass, déi een doraus muss zéien.

Déi Motioun huet meng Ënnerschrëft. Si huet och véier Ënnerschrëfte pour appui vun deene grénge Kolleegen, woufir ech hinne Merci soen. Pour appui heescht natierlech net, dass se se herno stëmme wäerten.

(Interruptions)

Motion

La Chambre des Députés,

- vu le rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État;

- revu les débats et propositions antérieures sur l'utilité d'un service de renseignement;

- constatant l'espionnage politique exercé systématiquement par le Service de Renseignement au moins jusqu'en 1996;

- considérant les graves dysfonctionnements réels et d'ordre structurel du Service de Renseignement constatés par la Commission d'enquête parlementaire;

- considérant toutes les difficultés éprouvées en pratique d'un véritable contrôle parlementaire;

- considérant que le monde du renseignement est par définition celui du secret et de la dérogation au droit commun;

- considérant que les activités de renseignement se déroulent non pas dans le domaine de la prévention pénale mais dans celui des opinions et des tendances («Gesinnungsschnüffelei»);

- considérant que les infractions pénales appartiennent au domaine de la police et des tribunaux;

- considérant que la police dispose également déjà de toutes les bases légales pour accomplir ses tâches de protection de la population contre des menaces éventuelles;

- considérant que l'étude et la recherche des évolutions de la société sont à faire par des organismes publics de niveau universitaire travaillant avec transparence;

- concluant qu'un service de renseignement est par essence un corps étatique étranger au concept de la démocratie dont les caractéristiques essen-

tielles et principales sont la transparence, les mécanismes de contrôle et la protection des droits individuels;

invite le Gouvernement

- à légiférer dans le sens de l'abolition du Service de Renseignement de l'État.

(s.) Serge Urbany, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Josée Lorsché.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Roth.

2. 6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification:

- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005

relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (asep);

- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code de Commerce;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetzesprojet setze mir déi europäesch Direktiv iwwer alternativ Investmentfongen ëm. Dat ass net een techneschen Exercice. Dëse Projet de loi ass nämlech weeweisend fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz.

Déi alternativ Investmentfonge gi méi strikt geregelt a méi streng iwwerwaacht. Dat ass eng vu ville Léieren, déi aus der internationaler Finanzkris gezu goufen. 2008 huet de G20-Sommet vu Washington festgehale: All Finanzmäert, Produkter an Acteuren an deem Beräich sollen iwwerwaacht ginn, an dat entsprechend hiren Aktivitéiten.

Här President, wat heescht dann elo „alternativ Investmentfongen“?

Alternativ, an dësem Beräich, ass alles, wat net deene klassischen Investmentfongen entsprécht. Déi grouss Kategorië vun Investmentfonge sinn: de Private Equity, d'Immobilien- an d'Hedgefongen. Mat dëser Direktiv gëtt dat europäesch Fongegeschäft getrennt: op där enger Säit déi klassesch Publikumsfongen, déi sougenannt OPCVMen, fir eng institutionell Clientèle, mä och fir Privatheit, an op där anerer Säit déi alternativ Fongen, déi méierendeels sech un institutionell an avertéiert Privatinvestisseure richten.

Mat dem Gesetzesprojet ginn d'Gestionnaire vun alternativen Investmentfonge bei eis enger strikter Regelung an Iwwerwaachung ënnerstellt. Konkret gëtt et fir d'Gestionnairen, éischens, méi héich administrativ Ufuerderungen; zweetens, eng gréisser Transparenz an Informationspflicht, souwuel géigeniwwer der Bankensicht, der CSSF, wéi och géigeniwwer dem Investisseur; an drëtzens muss et och eng agréiert Dépôtbank ginn, déi d'Verméige vun dem alternative Fong versuergt. D'Vertrauen an déi Produkter gëtt gefestegt an den Investisseur kritt méi Schutz.

Am Géigenzuch zu méi Reglementatioun kréien dës alternativ Fongegestionnairen ee Pass, fir hir Servicer grad wéi hir Produkter an der Europäescher Union méi einfach unzebidden. Ab 2015 kënnen dann och alternativ Fongemanager aus Drëttstaaten, déi net europäesch Fonge wëllen an Europa verdriewen, dat maachen. D'Viraussetzung ass awer déi, dass si déi gesetzlech Konditiounen, déi da vun der Europäescher Kommissioun festgeluecht ginn, erfëllen.

Fir dës Direktiv am Sënn vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz ëmzesetzen, mussen mir eng ganz Rei Annerungen u bestehende Gesetze iwwer eist Finanz- an Handelsrecht maachen. Duerfir huet de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut stëmmen, iwwer 200 Artikelen. Dat ass net nëmmen eng Fläissaarbecht gewiescht, mä et bedeit virun allem ee gewaltigen intellektuellen Effort vu Ministère, Verwaltung, Servicer aus dem Secteur.

Et gëtt besonnesch proposéiert, eng nei Gesellschaftsstruktur ze schafen, an zwar déi sougenannt „Société en commandite spéciale“. Dës nei Gesellschaftsform inspiréiert sech vun deem englesche Modell vum „limited partnership“. Dëse Vehikel gëtt nawell vill am angelsächsische Beräich benotzt vun alternativen Fongegestionnairen. Fir kompetitiv ze bleiwen an de Gestionnairen déiselwecht Palett vun Instrumenter zur Verfügung ze stelle wéi eise Konkurrenten, féiere mir dës Gesellschaftsform bei eis och an.

Dës Initiativ stéisst och op groussen Interessi bei de Fongenacturen. Mir hunn och en attraktive Steierregime an d'Gesetz agefouert, dee sech während enger Iwwergangszäit un de System vun de sougenannt „carried interests“ ulehnt. Dësen Iwwergangsregime spillt nëmme fir nei Gestionnairen, déi bannent de-

nen nächste fënnf Joer op Lëtzebuerg kommen.

Normal besteiert ginn d'Salaire vun de Gestionnairen vun den alternativen Investmentfongen. Mat engem reduzierten Taux vu ronn 11% ginn déi Plus-valuë besteiert, déi de Gestionnaire erwirtschaft opgrond vu sengem perséinlechen Investissement an d'Produkt, wat hie bedreift.

Här President, mir hunn d'Chance, dass d'Regelwierker fir Gestionnairen vun alternativen Investmentfonge sech staark ulehnt u gesetzlech Bestëmmung vun de klassische Fongen, den OPCVMen. An do huet eis Finanzplaz elo schonns eng grouss Experienz. Mir kënnen op déi Kompetenz sécher opbauen. Doriwwer eraus waren déi alternativ Fongen och schonns elo reglementéiert a vun der CSSF iwwerwaacht. Esou ass deen neie Gesetzesprojet sécher eng Evolutioun, mä et ass keng Revolutioun.

Dëse Gesetzesprojet ass sécher eng nei Erausforderung fir eis Finanzplaz. Et ass virun allem eng nei Opportunitéit. Am Beräich vun de klassischen Investmentfongen huet eis Finanzplaz ee Maartundeel vun 32% an Europa an dominiéiert dëse Marché mat Irland. Am alternative Beräich hu mir e Maartundeel vu 15% an Europa. Dëse Marché ass de Moment nach vill méi national ausgeluecht, well d'Direktiv AIFMD an deene meeschte Länner net ëmgesat ass.

Et gëtt och eng staark zousätzlech Konkurrenz vun Offshore-Finanzplazen, wéi de Cayman Islands, Bermuda, de British Virgin Islands an och dem US-Stat Delaware. Dës Zentren hunn dee gréisste Maartundeel, wat d'Domiciliatioun vun alternativen Produkter ugeet. D'Verméigen an alternative Fongen, déi hei zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, beleeft sech op ronn 250 Milliarden Euro oder zéng Prozent vum gesamte Fongeverméigen.

Mir hunn haut och schonns ee gudd Positionnement an de Beräicher vun Immobilien- an de Private-Equity-Fongen. D'Ambitioun ass et, dat Verméigen an den nächste Joren ze verduebelen. Mir setzen dës Direktiv als Éischt an Europa ëm. Mat den eenzelne Begleedmoosname verspriche mir eis, weider Aktivitéiten an och Acteuren op Lëtzebuerg ze zéien, well déi Gestionnaire vum europäesche Pass wëlle Gebrauch maachen an och d'Clienten no engem reglementéierte Produkt froen.

Déi Lëtzebuurger Fongepiaz ass europawäit Nummer eent a weltwäit Nummer zwee, hannernt den USA. Si ass e feste Bestanddeel vun eiser Economie. Dëse Secteur beschäftegt haut ronn 13.000 Leit a generéiert all Joer iwwer eng Milliard Euro u Steierrecetten. Mir hunn d'Kompetenz, den Know-how a virun allem en exzellente Ruff weltwäit.

Mir müssen dës Chance notzen. Dëse Gesetzesprojet, dat ass e Schlëssel derfir. Ech ginn och duerfir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Mä et wier alles esou schéin, wann net zum Schluss nach eng Erreuer matérielle misst redresséiert ginn. Dat ass e penibelen Exercice, mä et ass an der Hetz ënnergaangen. An duerfir ginn ech dann der Chamber Lecture vum Artikel 217. Deen heescht: «La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au mémorial.» Dat hu mer an der leschter Finanzkommissioun esou decidéiert. «Les modifications de l'article 202-1...» - an dat ass ze remplacéieren duerch den Artikel 208-1 - «...et de l'article 203...» - an dat ass ze remplacéieren duerch den Artikel 209 - «...ne s'appliquent pas aux sociétés en commandite simple constituées avant la mise en vigueur de la présente loi.»

Här President, mat dësem klengen Zousaz ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech alleguerte Merci fir dat interesséiert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Claude Meisch (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir seng detailléiert Explikatiounen. Dat erspuert mir, nach eemol op esou munchen Detail hei kënnen anzegoen.

Ech deelen och seng Aschätzung, dass dës e wichtege weidere Schrëtt ass an der Entwécklung vun der Finanzplaz, ganz besonnesch wat de Secteur vun der Fongenindustrie ubelaangt, ee vun deene Secteuren op eiser Finanzplaz, dee jo weider am Wuessen ass an deem och heiduerjer nach eng Kéier en neien Impuls ka kréien. A mir ginn dovunner aus, dass en deen och wäert kréien.

Déi Transpositioun vun der europäescher Direktiv iwwert d'Gestionnairen alternatifs, déi mer hei virhuelen, ass vun net klenger Importenz fir eis Finanzplaz. Et geet dobäi, an den Här Roth huet et gesot, ëm dat, wat mer allgemeng als Hedgefonge bezeichnen, als Private-Equity-Fongen oder Immobilienfongen, déi Fongen, déi ebe ganz oft den UCITS-Label net hunn.

Et kënnen awer do och aner, méi aussergewéinlech Produkter drënnerfale, wéi zum Beispill Fongen, déi aus - jo - Gidder zesummegegat ginn, wéi Wäin, wéi Coursepäerd, wéi Aueren, wéi Autoen, wéi Konschtwierker an esou weider.

D'Finanzplaz huet sech an deem doten Domän och vun de Fonds alternatifs scho gutt entwéckelt déi lescht Joren, woubäi allerdéngs de Montant vun deem Geld, wat hei an deenen dote Fongen investéiert ass, sech dach relativ bescheiden nach unhéiert par rapport zu de Gesamtmontanten, déi an der Fongenindustrie hei déposéiert sinn. Well awer och déi dote Fonge ganz oft op - jo - méi exotesche Finanzzentren nach doheem sinn, wéi zum Beispill de Cayman Islands.

An doranner besteet eigentlech och d'Opportunitéit vun deem Text, well ee sech jo awer ka virstellen, mat all deem, wat geschitt ass an deem Trend, deem internationalen Trend an der Finanzökonomie, fir awer méi a Richtung vu Sécherheet ze goen, fir méi a Richtung vu Reglementatioun, fir méi a Richtung vun enger performanter Opsicht ze goen, en Trend kann a Bewegung setzen, dass eben och deen heiten Deel vun der Fongenindustrie éischer eng Plaz wéi Lëtzebuerg an Zukunft wëllt als hiren Doheem betruechten. An doduerjer mussen mer ebe kucken, dass mer eis attraktiv halen.

Den Advantage, deen dorauer kann entstoen, ass awer vläicht da gläichzäiteg och en Désavantage oder, ech géif vläicht éischer soen, eng Rei vun Inconvénienten oder Constraints. Natierlech geet och heimadder de Reporting..., ginn d'Oplage fir de Reporting nach eng Kéier an d'Luucht, oder aner Oplagen, wat d'Rémunéeratioun ubelaangt, wat d'Transparenz ass, wat d'Strukturatioun ubelaangt. Mä dat ass eppes, wat jo net ass a wat finalement gutt ass, well et ebe grad dozou bäidreit, dass een och deenen dote Fongen déi Konfiéenz ka ginn, déi d'Clientèle weltwäit nun eben emol hautdesdaags froen.

Mir waren, wann et ëm d'Transpositioun vun Direktive gaangen ass, ëmmer déi, déi probéiert hunn, am éischte Wagon ze setzen, wann net souguer an der Lokomotiv ze setzen. An de Finanzminister hat eigentlech och déi doten Ambitioun, wou dës Direktiv dann ustoung fir ze transposéieren, fir et schnell ze maachen, fir et och pragmatesch ze maachen.

Wann een et allerdéngs un deem Usproch moosst, dann hu mer et net ganz gepackt. Mir sinn nämlech net an der Lokomotiv. Mir setzen hei och net am éischte Wagon, mä mir müssen elo ganz schnell haut nach stëmmen, fir dass mer dat doten transposéiert kréien. An duerfir mussen mer kucken an Zukunft awer, wéi mer et fäerdegbréngen, souwuel erëm schnell wéi awer och pragmatesch kënnen Direktiven ze transposéieren, fir e klaren Advantage och op eis Konkurrenzplazen ze behalen.

An dësem Fall mengen ech, dass et wuel méiglech gewiescht wier, well den Text jo awer, och wa mer 200 Artikelen zielen, jo awer zum ganz, ganz groussen Deel e Copy-paste ass vun der Direktiv, och wann en cours de route, am Laf vun der legislativer Aarbecht awer nach eng ganz Rei vun techneschen Detailler hu misse gekläert ginn.

Déi Diskussioun, déi mer dann och nach zum Schluss an der Kommissioun gefouert hunn, déi dann awer och de Secteur selwer nach féiert, ass déi iwwert déi sougenannt „carried interests“. Dat heescht: Wéi gi Gestionnairen, déi esou Fonge géréieren, rémunéiert? A wat ass d'Besteuerung dovunner? Et ass een net onwichtige Punkt, wann ee sech attraktiv wëllt maachen, net nëmme fir déi Fongen heihinnerzekréien, mä och den Know-how heihinnerzekréien, déi Käpp, déi déi Fongen do géréieren. Et ass sécherlech net deen eenzege Kritär, mä awer een - an dat versteet een -, op deen hei gekuckt gëtt.

Déi Variant, déi elo zréckbehale gouf, fir eigentlech do während deenen éischte Joren eng Ausnahmeregelung an der Besteuerung ze maachen, ass net déi Variant, déi d'Majoritéit mécht am Secteur selwer. Déi éischer kritesch gesi gëtt, wou éischer gemengt gëtt, mir hu vläicht eppes um Pabeier, wat an der Realitéit awer deementspreechend herno net wäert ukommen. Trotzdeem ass et wichteg, dass mer dat Gesetz haut stëmmen an eis mat där doter Fro net nach laang ophalen.

Duerfir wäert och meng Fraktioun deem heite Gesetzestext zoustëmmen. Och där Variant, wéi elo hei proposéiert ass. Allerdéngs mengen

ech, dass een iwwer wierklech dat, wat d'Attraktivitéit ausmécht a wéi d'Décideuren, déi international Décideuren, d'Finanzplaz Lëtzebuerg herno par rapport zu anere Finanzzentren weltwäit gesinn, fir hir Aktivitéit och heihinnerzeverleëen, doriwwer mussen mer an deenen nächste Jore sécherlech och nach déi eng oder déi aner Kéier dann nokucken. An eventuell dann och eng Kéier nobesseren, falls et sollt noutwendeg sinn, falls mer sollte gesinn, dass déi Hoffnungen, déi mer an dëse Projet de loi setzen, net komplett erfëllt wäerte ginn.

Wa mer wëllen d'Fongenindustrie hei zu Lëtzebuerg weider dévoppéieren, an ech mengen, ganz besonnesch mat deem, wat nach virun eis läit am Private Banking, hu mer dee Choix net, ob mer dat dote wëllen oder ob mer et net wëllen. Et ass e ganz zolidd Standbeen vun eiser Finanzplaz, wat mer weider müssen ausbauen, well mer ganz vill Steierrecetten doriwwer eranhuelen, well mer ganz vill Beschäftigung doriwwer eranhuelen, well et ee vun deene Piliere vun eiser Finanzplaz ass, déi international absolut guer net contestéiert sinn a wou éischer eisen Know-how bewonnert gëtt op ganz villen anere Plazen.

Wa mer dat wëlle maachen, da mussen mer et fäerdegbréngen, um europäesche Plang, awer och doriwwer eraus eng Referenz ze bleiwen, wat d'Schnelligkeet an och de Pragmatismus vun der Transpositioun vun esou internationale Regeln, Regelwierker ubelaangt. Dat soll och an Zukunft eist Zil sinn.

Dir hutt et eraushéieren: D'demokratesch Fraktioun wäert dësem Projet de loi zoustëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Meisch. D'Wuert kritt elo den Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, am Numm vu menger Fraktioun wollt ech dem Gilles Roth Merci soe fir säi gudd Rapport, deen en hei gemaach huet, deen net einfach war. Mir wëssen et aus der Kommissioun, zemoos och, well et e ganz technesche Projet ass.

Mir hunn och eigentlech mat deem gesamte Projet kee Problem. Et ass jo souwisou d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, déi natierlech fir Lëtzebuerg an d'Finanzplaz eng besonnesch Bedeitung huet.

Mir sinn och frou driwwer, dass mer, wat de steierleche Volet ugaangen ass, hei e Wee gewielt hunn, dee mer méi propper fannen, wéi vläicht bei anere Saachen, déi mer gemaach hunn, an zwar, andeems mer e spezielle steierleche Regime an d'Gesetz geschriwwen hunn, an net herno iwwer eng Circulaire am Finanzministère vun der Steierverwaltung vursicht hunn, steierlech Spezialregimer ze schafen.

Ech muss awer allerdéngs soen, dass mer natierlech e bësse Bauchwee hu bei deem spezielle Regime, deen hei geschaf gëtt. Mir stellen eng Tendenz fest, dass mer ëmmer méi och professionnelle Revenue speziell Steierregimer ginn. Bon, dat ass bei den „stock options“ gewiescht, dat ass bei den Expats gewiescht. A fir eis stellt sech awer d'Fro natierlech do hannerdrun ëmmer och vun der Steiergerechtheet.

Bon, déi Leit, ëm déi et sech hei dréit, dat si jo Leit, déi zwar gewësse Risiken aginn, an duerfir kann een och driwwer diskutéieren, ob se net e spezielle Steierregime verdéngt hunn oder kënnen kréien. Allerdéngs mussen een awer och wëssen, et si Leit, déi vläicht e grouse Risiko droen, mä déi awer och relativ vill Geld kënnen verdéngen. An dat ass deementspreechend awer, wann een iwwer Steiergerechtheet diskutéiert, ëmmer eng pertinent Fro.

Mir si bei deem heite Gesetz d'accord, well een Deel an deem Ganzen eis besonnesch sënnavoll erschéngt oder eis och gefält, dass ass deen Deel, wou et drëms geet, fir Fongen ze fördern, wou et ëm Risikokapital geet, wou hannerdrun och reell Retombéeë sech kënnen dranner verstoppe fir d'Lëtzebuurger Realeconomie. Dat heescht, fir nei Standuerter opzebauen, fir nei Secteuren ze dévoppéieren, fir deementspreechend eis Economie méi ze diversifiéieren an och do nei Aarbechtsplazen ze schafen. Dat ass am Fong dee Grond, deen eis hei iwwerzeegt huet, fir trotz deem spezielle Steierregime, wou mer eng Rei, wéi gesot, Gerechtheetsbedenken hunn, deem zoustëmmen.

Ech mengen awer, dass et wichteg ass, an dat wëll ech hei am Numm vu menger Fraktioun soen, dass mer, wa mer jo iwwer - et schéngt jo esou ze sinn, dass mer eis all eens sinn, dass mer eng generell grouss Steierreform zu Lëtzebuerg mussen maachen -, dass mer iwwer all déi speziell Regimer eng Kéier müssen diskutéieren, se all op de Leescht huelen, se kucken an ze vergläichen, wat mécht Sënn, wat mécht kee Sënn, respektiv wéi ass dat am globale Bild vun

dem Steiersystem am Kontext Steiergerechtigkeit zu gesinn.

Ech mengen, dass dat extrem wichtig ass. Et ass och duerfir, wou mir ëmmer gesot hunn: „Mir brauchen dréngend eng Etüd iwwer eise Steiersystem, wou déi do Saachen all gekuckt ginn.“

Mä mir sinn och op där anerer Säit awer der Meinung, dass mer hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi e komplexe Steiersystem schafen duerch esou Saache wéi dat doten. An dass mer e bësse fäerten, dass souguer an der Steierverwaltung selwer den Iwwerbléck verluer geet iwwert déi Komplexitéit, déi mer do selwer aféieren. An dass dat eis riskéiere kann, an deenen nächste Joren eng Kéier op de Kapp ze falen, jee nodeem, zu wat dat féiert.

Mir sinn duerfir och der Iwwerzeugung, dass niwient dem Fait, dass mer eng Studie brauchen iwwer eise Steiersystem, an der Steierverwaltung selwer misst um ieweschten Niveau eng Aart..., e Staff entstoën, loosse mer emol soen, deen e ganz grouse wëssenschaftlechen Know-how kritt am Beräich vu Steierfroen, deen den Iwwerbléck kéint behalen iwwert dat Ganz.

Ech wëll domadder net déi Leit selbstverständlech a Mësskredit bréngen, déi elo do sinn, déi maachen hir Aarbecht esou gutt wéi se kënnen a si maache se och eigentlech gutt. Mä ech mengen awer, dass et wierklech noutwendeg ass, dass mer och eng Kéier doriwuer diskutéieren, iwwert d'Steierverwaltung, wéi se opgestallt ass a wéi se à mëme ass, mä där Komplexitéit vun de Steiersystemer vun haut eens ze ginn.

Dat, wéi gesot. Nach eng Kéier Merci fir dee gudden an detailléierte Rapport. A mir géifen duerfir och dese Projet stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Vu dass keen anere Riedner agedroen ass, kritt elo d'Wuert de Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, mir schreiwem am Fong mat deem Projet de loi e Stéck Zukunft vun der Finanzplaz. An dofir sinn ech frou, dass mer heiansdo op d'Zukunftsfroen och an deem Parlament och a méi tumultuösen Zäite schéngen eng Unanimitéit fäerdegbréngen. An dat ass wichtig fir d'wirtschaftlech Entwécklung vun eise Land.

An dat ass wichtig fir déi Finanzplaz, well d'Finanzplaz generell an der Welt, an Europa an dofir och heiheem, sinn an enger grousser struktureller Émwendung. Dat huet ze doe mat ganz villen neie Reglementatiounen, déi eng Konsequenz si vun der Kris vun 2008. Dat ass eng Konsequenz vun der Kris an der Eurozon, déi mat sech zitt, dass mer wäerten eng Bankenioun schafen, fir d'Risiken nei ze organiséieren, fir d'Surveillance nei ze organiséieren, fir d'Ofwécklung vun de Banken, déi a Schwieeregkeete kommen, anescht ze organiséieren. All dat huet een Impakt op Lëtzebuerg. An duerfir, mengen ech, ass et extrem wichtig, dass mer eng Strategie hu fir eng zolidd Finanzplaz. Dat ass dat, wat mer déi lescht fënnef Joer gemaach hunn. Dat ass dat, wat mer och an der Zukunft musse maachen.

Ech hätt gär, dass mer fir déi Finanzplaz, déi Strategie weider ausbauen, déi ech 2009 ugefaangen hunn, fir eng diversifizéiert international Finanzplaz ze hunn, déi e gudder Ruff an der Welt huet. Well nëmmen esou kann ee Clienten unzéien. An déi Finanzplaz, déi brauch véier, fënnef Piliere. Dat eent, dass d'Vermögensverwaltung, eng international Vermögensverwaltung. Déi meescht Länner hunn eng national Vermögensverwaltung. Mir si Spezialist an der internationaler Vermögensverwaltung.

Mir musse eng zolidd Roll bei internationale Kreditgeschäfte hunn, wéi mer se zënter 30, 40 Joer zu Lëtzebuerg hunn. Mir musse eng wichtig Plaz sinn am Assurancësektor. Mir musse ëmmer erëm nei Produkter entwéckele fir d'Strukturiierung vun internationalen Investissementer an - an dat ass dee Punkt, dee mer jo hei diskutéieren - am Fongebereich hätt ech gär, dass eist Land weider seng Leaderroll kann ausfüllen. Mir sinn d'Nummer 1 an Europa. Mir sinn d'Nummer 2 an der Welt hanner Amerika, wann ee kuckt d'Avoiren, déi géiert ginn. A wann ee seet Fongenindustrie, da muss een an alle Beräicher vun der Fongenindustrie eng Leaderroll hunn! An duerfir ass et ebe gutt, dass mer niwient deene klassesche Fongen, déi sech un déi normal Investisseuren, un all Bierger adresséieren, déi sougenannten UCITS, dass mer och hei elo e Rahmen hunn, fir méi alternativ Fongen a Gestionnaire vun alternative Fongen. Dat heescht fir spezialiséiert, sophistiquéiert Investisseuren, institutionell Investisseuren, déi en anert, e manner detailléiert Regelwierk brauche wéi den individuellen Investisseur.

An duerfir sinn ech och frou, dass de Rapporteur, den Här Gilles Roth, de Moien hei am Detail nach eng Kéier erkläert huet, wat et mat der AIFM-Direktiv op sech huet. Fir mech awer ass dat hei net einfach eng Transposition vun enger Direktiv. Et ass vill méi, well mer an där Direktiv och dat gemaach hunn, wat mer och déi lescht fënnef Joer ëmmer gemaach hunn a wat ech gären hätt, dass, wa mer wëllen, dass déi Finanzplaz weiderkennt, mer och an Zukunft maachen, well mer ëmmer kënnen kucken, wéi kënnen mer besser wéi déi aner sinn. An duerfir hu mer effektiv e Steierregime dobäi gesat, deen attraktiv ass, a mir hunn d'Gesellschaftsrecht gekannt, fir och do nei Strukturen ze erméiglechen.

Ech sinn och frou, an dat muss ech och dem Här Meisch hei soen, contrairement zu deem, wat ech gemengt hu bei him ze héieren, si mir bei deenen Éischten, déi dat ëmgesat hunn. Well, wann ech dat richtig suivéiert hunn, ass just Däitschland, wat virun eis war. Ech wär léiwer deen Éischte gewiescht, mä deen Zweeten ass awer net schlecht! Well déi Länner, déi Fongepilze sinn, Irland, Holland, England, hunn en nach net ëmgesat. Also ech deelen d'Meinung, dass mer ëmmer musse kucke bei deenen Éischten ze sinn. Hei si mer den Zweeten vu 27. Dat ass gutt, an duerfir ass et och gutt, dass d'Chamber dem Wonsch vun der Regierung och nokomm ass, fir dass dat Gesetz kann direkt a Kraaft treden, wann et publizéiert gëtt am Mémorial. A mir hoffen, dass dat Enn der Woch ka geschéien, wann de Statsrot d'Dispens vum zweeten Vote ginn huet.

Wat de steierleche Volet ubelaangt, mengen ech, dass een ëmmer muss, an enger oppener Economie wéi Lëtzebuerg, attraktiv sinn. Natierlech, an och do sinn ech mam Här Bausch d'accord, dass muss een ëmmer an engem Gesamtrahme kucken. Mä, ech mengen, dass een net einfach kann de Gläichheitsprinzip iwwerall uwenden. E Land wéi Lëtzebuerg muss Rahmbedingungen hunn, déi attraktiv sinn, an dozu gehéiert d'Fiskaliteit. A wann esou Manager vun esou Fongen - mä dat gëllt a ville Beräicher - sech eng Plaz eraussuchen, da kucken déi no allen Elementer, an d'Fiskaliteit ass e wesentlech Element, ob se op London ginn, ob se op Dublin ginn oder ob se op Zürich ginn. An ech hätt gären, dass se op Lëtzebuerg kéimen. An duerfir musse mir an all de Rahmbedingungen ëmmer e bëssche besser sinn an e bëssche méi attraktiv si wéi déi aner.

An duerfir och déi Dispositionen iwwer „carried interests“, woubäi ech mer bewusst sinn, dass een och do Ofweijunge musse maachen, wéi wäit ee geet, an dass een och regelméisseg dat nach eng Kéier muss iwwerpräiwen. An ech hu jo och an der Finanzkommission gesot, dass ech bereet sinn, och déi Dispositionen à la lumière vun der Expérience an der Zukunft ze kucken, wann déi missten nach eng Kéier adaptéiert ginn. Mä ech mengen, dass hei ass schon emol e ganz attraktive Kader.

Mir sinn eng international Plaz a mir musse eng international Plaz bleiwen. An duerfir musse mer ëmmer erëm bedenken, grad och am Fongebereich, mä net nëmmen do, och am Private Banking, dass mer an enger globaler Economie sinn. An duerfir hätt ech gär, dass déi Finanzplaz sech net nëmme konzentriert, wéi dat historesch de Fall war, op Europa, mä mir musse wierklech an d'ganz Welt kucken. Duerfir musse mer nei Clienten an nei Marchéer fir Lëtzebuerg erobere, opmaachen.

An et ass an deem Kontext, wou mer an all Richtunge musse schaffen. Duerfir hunn ech an d'Wee geleet, dass Lëtzebuerg soll alles maachen, fir an Europa den internationalen Zentrum fir den Handel vun der chinesescher Währung, dem Renminbi ze ginn, a mir sinn amgang ganz intensiv dorunner ze schaffen. Duerfir hunn ech an d'Wee geleet, dass mer och an dem Kontext vun islamesche Finanzprodukter Rahmbedingungen schafen, déi och déi Produkter zu Lëtzebuerg verkaafbar maachen. Dat ass wichtig fir de Mëtteren Orient, mä et ass och wichtig fir ganz grouse Deeler vun Asien, wou mer wëllen eng Roll an der Zukunft spillen.

Mä wien international Finanzplaz seet, dee muss sech selbstverständlech an internationalen Standarden halen. A mir wäerten och weider derfir suergen, dass Lëtzebuerg international Regeln am Kampf géint d'Finanzierung vun Terrorismus, am Kampf géint Steuerbedruch wäert international Regele respektéieren, awer zugleich se och mat ausschaffen. An duerfir wëll ech, dass Lëtzebuerg eng aktiv Roll an der OECD, am FMI an op anere Plaze spillt.

An duerfir wäert ech och am Oktober als President vum Conseil vun de Gouverneuren vun dem FMI an der Weltbank och déi do Thematik ganz offensiv ugoen. Well dat bréngt mat sech, dass mer herno mat gläiche Regeln op internationale Finanzplaz schaffen. Wa just mir Regeln änneren an déi aner net, da riskéiert dat eng Delokalisatioun vum Kapital mat sech ze

bréngen. Wa mer iwwerall gläich Regeln effinn, nëmmen da sinn déi Moosnamen do effikass.

Ech hätt gären, dass déi Finanzplaz sech vun e puer Prinzipie leede léisst an deenen eenzelne Beräicher. An déi Prinzipie sinn Exzellenz, Innovatioun a Wettbewerbsfähigkeit. Zur Exzellenz gehéiert, dass mer musse besser si wéi déi aner, an dozu gehéiert och d'Formatioun vun de Leit. Et war anescht sécherlech a verschiddene Beräicher virun 30 Joer am Bankesektor, och vläicht nach virun zéng Joer, wéi et an deenen nächsten zéng Joer gëtt. An duerfir sinn och Efforten, wéi déi vun der Luxembourg School of Finance a vun aneren Instituter, enorm wichtig, dass mer déi Leit, déi haut an de Banke schaffen, déi duerch eng schwéier Zäit ginn, well Émännerunge sinn ëmmer schwierig. De Wandel am Private Banking ass e schwierig; déi nei Fongeprodukter, déi mer haut hei diskutéieren, verlaangen héich qualifizéiert Leit. Mir hu vill Know-how zu Lëtzebuerg, mir hunn exzellente Leit, mä si mussen nei forméiert ginn zum Leit, fir deenen Erausforderunge kënnen nozekommen.

Zur Innovatioun. En zweete Prinzip, deen ech gären hätt, dee mer an der Finanzplaz ëmmer erëm eis an de Vierdergrond setzen. Mer musse nei Produkter entwéckelen a Rahmbedingungen maachen. Dat hu mer gemaach viru Kuerzem hei am Parlament mam „Family Office“. Dat maache mer duerch de ganze Beräich vun dem etheschen Investéieren, dem verantwortabelen Investéieren. Dat maache mer duerch eng nei Kategorie vu Professionelle vum Secteur des assurances, wou mer amgang sinn, dat hei am Parlament och ze diskutéieren. Duerfir hunn ech d'lescht Woch am Regierungsrot och e Projet déposiert iwwert d'Fondation patrimoniale, fir d'Vermögensstiftung zu Lëtzebuerg als en zousätzlech Instrument vun der internationaler Vermögensverwaltung ze erlaben.

All déi Strukturen also hëllefen eis, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze bréngen. Eng Finanzplaz muss sech ëmmer erëm adaptéieren, an duerfir brauche mer Innovatioun. An d'AIFM-Direktiv vun haut de Moien ass en Element vun Innovatioun. An duerfir, nach eng Kéier, sinn ech frou, dass mer hei esou eng breet Zoustëmmung zu deem Projet hunn.

Mä dat geet nëmmen, wa mer och eng staark Promotioun maachen. Net jiddweree kennt Lëtzebuerg. Net jiddweree weess d'Realitéit vun eise Produkter. An duerfir musse mer aktiv, esou wéi ech dat déi lescht fënnef Joer gemaach hunn, ronderëm d'Welt reesen, fir ze erklären, wat mer kënnen ubidden, an dass mir eng Plaz sinn niwient New York, niwient Singapur, niwient Hongkong, niwient London an Dublin, wou international Geschäfte gemaach ginn.

A Lëtzebuerg ass en fait déi eenzeg grouss international Finanzplaz an der Eurozon, an duerfir och ganz oft d'Entrée vun den internationalen Investisseuren an Europa eran. Dat hätt ech gär fir déi Direktiv vun den alternative Fongen. Ech hätt dat gär fir all d'Fongen, an ech hätt et gären an deenen anere Beräicher, wéi d'Vermögensverwaltung an d'Assurancen an d'Kreditier.

Jo, ech mengen, dass déi Finanzplaz eng enorm wichtig Roll spillt an der wirtschaftlecher Entwécklung vun eise Land. Mir brauchen Diversifikatioun, mä mir kënnen net op 30% vum PIB verzichten, a mir kréien déi net duerch aner Saachen an deenen nächsten zéng Joer ersat. An duerfir wëll ech, dass mer weider am enken Dialog mat dem Finanzsektor nolauschten, wat de Finanzsektor brauch, héieren, wat op der Welt geschitt, an dann eis adaptéieren a mat Konsequenz, mat Kompetenz a mat Engagement déi Finanzplaz weider an hirem Wandel dirigéieren, leeden a begleeden.

Wa mer dat fäerdegbréngen, déi Zukunftsstrategie, déi mer ugefaangen hunn, weiderzeféieren, ech mengen, da kréie mer och an Zukunft zu Lëtzebuerg weider vill Recetten aus dem Finanzsektor, mat deene mer kënnen Infrastrukturen, Wirtschafts- a Sozialpolitik a villen anere Beräicher zu Lëtzebuerg maachen. An duerfir sinn ech, wéi gesot, frou, dass um Enn vun dieser Chambersessioun mer dese Projet schéngen mat grousser Zoustëmmung kënnen hei ze stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Finanzminister. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Ech wollt lech drop opmierksam maachen, wéi de Rapporteur dat och scho gesot huet, dass am Artikel 217 zwou Erreure matérielle sinn. Et ass also ze liesen: „Les modifications de l'article 208 alinéa 1^{er}“ an net „de l'article 202 alinéa 1^{er}“, „et de l'article 209“ amplaz vun „et de

l'article 203 ne s'appliquent pas aux sociétés en commandite simple constituées avant la mise en vigueur de la présente loi“.

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État des Ännerung schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6471 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen géint 2 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6471 est adopté par 58 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox (par M. Camille Gira), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

S'est abstenu: M. Jean Colombara.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweeten Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6398 iwwert den Assurancësektor. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet sech bis elo ageschriwwen: just den Här Etgen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Norbert Hauptert. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

3. 6398 - Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, deen hei virläit, gesäit eng Rei vun Ännerungen un zwee bestehende Gesetze vir, an zwar um emgeännerte Gesetz vum 6. Dezember 1991 iwwert den Assurancësektor engersäits an um emgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 iwwert de Blanchiment an d'Finanzierung vun Terrorismus anersäits.

En huet als Zil, besonnesch d'Gesetz iwwert de Versécherungssektor besser ze strukturéieren an him esou eng besser Lisibilitéit ze verschafen a seng juristesche Kohärenz ze verstärken. De Projet anticipéiert och op d'Akraaftriede vun der Direktiv „Solvency II“, andeems hien eng Rei vun neie Beruffer am Assurancësektor, déi an där Direktiv virgesi sinn an déi eng Beräicherung fir de Sektor duerstellen, elo schonns reglementéiert, fir dass mer bei der Mise en vi-

gueur vun der Direktiv prett sinn, fir datt déi nei Beruffer bei eis am Land sech etabléieren kënnen.

Esou gesäit de Projet vir, éischtens, fir an enger eenzeger Partie vum Gesetz all bestehend Dispositionen, déi déi verschidde Professionne vum Assurancésektor regelen, ze regroupéieren. Zweetens: Nei Professionne ze schafen, déi der Surveillance prudentielle vum Commissariat aux Assurances an der Vertrauenspflicht ënnerworfen sinn. Drëtzens: Eng Vereinfachung, fir datt d'Assurance- an d'Reassurancengesellschaft verschidde vun hiren Aktivitéit kënnen sous-traitéieren, fir dat ze erméiglechen. A véiertens: D'Dispositionen iwwert d'Intermédiaires am Beräich vun den Assurancen a vun de Reassurancen ze adaptéieren an ze compléieren.

D'Gesetz wëllt des Weideren eng kloer Differenz zéien tëschent engersäits de Persounen, déi d'Direktion vum enger Versécherungsgesellschaft assuréieren, also de physische Persounen, déi perséinlech responsabel vis-à-vis vun der Gesellschaft sinn, an anerersäits de Professionnels du secteur des assurances, PSA genannt, déi eng Prestation de gestion ubidden, an der Haaptsaach Gesellschaften mat der néideger finanzieller Assise, fir d'Weiderbestoe vum dem Service och ze assuréieren.

De Projet lehnt sech ganz staark un d'Gesetz iwwert d'Professionnels du secteur financier un. A well an deem Secteur ganz weening physisch Persounen bis elo en Agrément ugefrot hunn, war am ursprüngeleche Projet virgesinn, fir de Beruff vum PSA, vum Professionnel du secteur des assurances, de Gesellschaften ze reservéieren, déi eng Assise financière vun 125.000 Euro nowiese kënnen. Opgrond vun enger formeller Opposition vum Statsrot, deen d'Violatioun vum Prinzip vum der Gläichstellung vum Gesetz invoquéiert huet, huet d'Kommissioun decidéiert, fir eng Rei vu Beruffer vun de Professionnels du secteur des assurances och fir physisch Persounen opzemaachen.

De Projet gesäit och vir, datt esou wéi d'Gestionnaire vu Pensiounsfongen an de Professionnels du secteur financier och déi Professionnels vum Assurancésektor an d'Courtieren an Zukunft eng zollid Assise financière mussen hunn, déi bei Gesellschaften op minimum 125.000 Euro a bei physische Persounen op minimum 50.000 Euro fixéiert gouf. Och ass virgesinn, datt se sech engem seriösen externe Contrôle vun engem Réviseur d'entreprises agréé a gegebenenfalls vun engem Expert comptable agréé ënnerwerfe mussen.

Fir den neie Start-up keng grouss finanziell Bealaaschtung bei hirer Grënnung opzëerleeren, gesäit d'Gesetz vir, datt d'Kapital um Ufank mat respektiv 50.000 Euro fir d'Gesellschaft a 25.000 Euro fir physisch Persounen libéréiert muss sinn, fir no fënnef Joer dann op den Niveau vun der verlangter Assise, datt heescht 125.000 Euro a 50.000 Euro ze kommen. Och fir bestehend Gesellschaften sinn an deem Sënn lwwergangsbestëmmunge virgesinn.

D'Kopplung vum Agrément u streng finanziell a reporting Konditione, besonnesch fir d'Courtieren, goufe staark kritiséiert, an dat virun allem vun der Associatioun vun de Courtieren. D'Kommissioun war awer der Meenung, datt dës Moosnamen dozou déngen sollen, ze évitéieren, datt fragil Strukturen ouni genügend Eegekapital sech bei eis géifen etabléieren, déi bei enger Défaillance en negativen Impakt op d'Réputatioun vun der gesamter Finanzplaz kéinten hunn.

Wéi schonns gesot, gesäit de Projet d'Schafe vun neie Beruffer am Beräich vun de Prestations de service, wat besonnesch d'Governance vun Assurancen- a Reassurancengesellschaften ugeet. Et bestinn am Moment eng Rei vu klengen a mëttleren Assurancebetreiber, déi aus eegene Mëtteln den neie Fuerderungen, wat déi aktuell a statistesch Buerchnungen oder d'Governance betreffen, net méi nokomme kënnen. D'Kreatioun vu spezialiséierten Professionnels du secteur des assurances, déi der Surveillance prudentielle vun dem Commissariat aux Assurances an dem Secret professionnel ënnerleien, erlaabt deene klengen a mëttlere Versécherungsbetreiber, an Zukunft dës Funktiounen un déi nei geschafte Professionnels du secteur des assurances ze externaliséieren.

Dat wat déi wichteg Ännerungen ubelaangt, déi de Projet virgesäit. Fir méi Detailler verweisen ech och op mäi schrëftleche Rapport.

D'Chambre de Commerce, de Konsumentenschutz an den Institut des réviseurs d'entreprises hunn en Avis zum Projet ofginn. De Statsrot huet eng Rei vu formellen Oppositionen zum Projet gemaach, besonnesch wat d'Reglementatioun vu verschidde Dispositionen iwwer e Règlement vum Commissariat aux Assurances ubelaangt.

D'Kommissioun huet dem Statsrot senge Remarque wäitstehend Rechnung gedroen an eng Rei vun zousätzlechen Amendementen virgeschloen, déi vun der héijer Korporatioun an hirem Avis complémentaire guttgeheescht goufen. D'Kommissioun huet mäi Rapport unanime ugehall a schléit dem Plenum vir, den Text esou ze stëmmen, wéi en hei virläit. An ech bréngen domadder den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert kritt den Här Etgen.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, dem Rapporteur, dem Kolleeg Norbert Hauptert ausdrécklech fir säi prezisen a kloer formuléierte schrëftleche wéi och mündleche Rapport zu diesem dach ganz technesche Gesetz ze félicitéieren an him häerzlech Merci ze soen.

Den Assurancésektor ass en äusserst dynamische Secteur zu Lëtzebuerg, mat enger grousser Panoplie vu Produkter, mat enger kompletter Offer vun deene verschidde Versécherungen, déi an dësem Beräich falen. Et ass duerfir och e wichtege Piliere vun eiser Economie an och e wichtege Piliere um Aarbechtsmaart.

Den Assurancésektor ass relativ gutt duerch d'Kris komm, ënner anerem, well mer ee virsiichteg Regelwierk hunn. Elo gëllt et, de Regime Solvabilité II zu Lëtzebuerg ëmzesetzen, wat gréisser Défi mat sech bréngt. Dat heitegt Gesetz ass e wichtege Schrëtt, fir den Assurancésektor an engem kohärenten, besser liesbare Gesetz ze regelen.

De Métier vum Assureur ass e spezialiséierte Métier, dee vum Spezialist soll gemaach ginn. Et soll keng Konkurrenz mat de Professionnels vum Secteur financier ginn. Kee Métier, deen a finanziell Déngschtleeschungen eragräift, darf laanscht d'Regele vu Regulatioun kommen. Hei gëllt d'Tendenz vu Sécherheet suivéiert, ee Grondgedanken aus dem Versécherungswesen. Et ass besser, eng Versécherung ze hunn a se net ze gebrauchen, wéi eng Versécherung ze brauchen a se net ze hunn. D'Versécherung vun der Onsécherheet ass Sécherheet.

De Rapporteur ass méi genee op d'Objektiver agaangen.

Här President, vill Kritik gouf et awer vun de Courtiere fir dëst Gesetz, déi sech extra fir d'Défense vun hiren Doléances an der Association professionnelle des courtiers en assurances du Luxembourg, der APCAL, zesummegedoen hunn. Haaptkritikpunkt: engersäits ze vill héich Fraisë fir d'Courtieren duerch d'Verlaange vun engem héijer Montant vun Eegekapital, an anerersäits Chargen duerch eng Rei administrativ Obligatiounen, wéi e järelechen Audit. Awer och, déi lëtzebuergesch Courtiere wieren enger méi strenger Regulatioun ënnerworfen ginn, wéi déi auslännesch.

Als Demokratesch Partei hu mir dës Kritik gedeelt, well onnëtz Fraisën a Chargen den Unternehmergescht futti maachen. Ze vill héich Fraisën hunn eng Répercussiou op de Präis vum Produit, ouni datt d'Qualitéit vum Service an d'Luucht geet, ouni zousätzlech Garantie fir de Konsument. D'Courtieren riskéieren, net méi konkurrenzfähig par rapport zu hiren auslännesche Kolleegen ze sinn. Et gëtt gefaart, eng Rei Courtiere missten de Schlëssel ënnert den Teppech leeën.

D'Chambreskommissioun huet dës Kritiken zum Deel Rechnung gedroen. Esou gouf de Montant vum gefuerderten Eegekapital substanzuell erofgesat. De Rapporteur huet déi respektiv Montanten am Detail erkläert. Och gouf am Rapport preziséiert, datt den Audit annuel sech nëmmen op d'Finanzkonte bezitt an net op d'Strukturen. Weider gouf preziséiert, datt den Amortissement vun den Investitiounsgidder keng nei finanziell Sprëtze erfuerdert.

Trotz dëser Verbesserung bleiwen eng Rei Inconnuë bestoen. Et ass ee Projet, dee schlecht preparéiert war, wat och aus deene verschidde Avisen, den Avisen vun der Chambre de Commerce, der ULC an dem Statsrot ervirgaangen ass. Negativ Konsequenze wäerten net ausbleiwen.

Als Demokratesch Partei si mir eis awer bewosst, datt mer responsabel reguléieren mussen, an duerfir wëlle mer net géint dëst Gesetz stëmmen, mä mir wäerten eis beim Vote enthalen.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. Et ass soss keen anere Riedner méi agedroen. Da kritt d'Wuert elo den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, ech géif gär och dem Rapporteur, dem Här Hauptert, Merci soe fir seng Erklärungen, och fir déi zousätzlech Remarquen, déi hei gemaach gi sinn.

Dee Projet hei ass eng gutt Illustratioun vun deem, wat ech virdrun a menger Ried gesot hunn. Et geet also drëm, déi eenzel Piliere vun der Finanzplaz ze stäerken, auszubauen, an ech mengen, datt dësse Projet engem vun deene fënnef Piliere, nämlech dem Assurancépiliere, ganz genee gerecht gëtt.

Ech begreissen, datt de Secteur vun de Courtieren sech zesummegedoen huet, datt d'APCAL gegrennt ginn ass. Ech hunn déi och empfangen. Déi si mat deem Projet wäitass manner kritesch, wéi dat vläicht elo den Här Etgen hei reflétéiert huet, well se genau gesinn déi Ofweigung a well se och an hirem Secteur ganz ënnerschiddlech Intérëten hunn, mä datt generell de Souci besteet, fir datt mer Secteuren hu generell op der Finanzplaz, also och am Assurancésektor, déi enger Rei vu Konditiounen gerecht ginn, fir datt och deen, dee mat hinnen ze doen huet, ka vertrauensvoll mat hinnen zesummeschaffen.

Do gëllt et dann ëmmer, eng Ofweigung ze maaachen, wéi wäit ee geet, mä generell geet dee Projet hei an déi richteg Richtung. Deen ass d'Resultat vu ville Konsultatiounen an ass also ganz seriö wéi och aner Projekte preparéiert ginn, well en Deel ass vun enger Zukunftsstrategie fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg.

An da gëllt dat, wat ech an all deene Jore gemaach hunn, och virdrun a menger Ried gesot hunn: Eng vun de Stärkte vu Lëtzebuerg ass, datt mer, wa mer légiféieren, mat dem Privatsektor schwätzen, mat deenen, déi d'Gesetz mussen uwenden. Duerfir hunn ech den Haut Comité pour la place financière op d'Bee gesat, an deem och den Assurancésektor vertrueden ass. Duerfir bleiwe mer am Kontakt mat deenen Organisatiounen.

Ech mengen, et ass also e Projet, deen an déi richteg Richtung geet, an duerfir sinn ech frou, datt hei schéngt kee géint dee Projet ze stëmmen, an ech soen dofir Merci fir d'Zoustëmmung zu diesem Projet.

Merci!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Finanzminister Merci.

D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6398 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6398 ass ugehall mat 48 Joestëmmen, géint 10 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert et Serge Wilmes;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Josée Lorsché), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

M. Jean Colombara.

Ech ginn net dovun aus, datt nach ee wëllt seng Enthaltung begrënnen.

Gëtt d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6487 iwwert d'Schafung vun der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Fayot, Gira a Kartheiser. D'Wuert huet elo

de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

4. 6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **M. Serge Wilmes (CSV), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun engem gudden Joer, de 15. Mee 2012, do hate mer heibannen eng Aktualitéitsstoun iwwert de Conseil national des Programmes a gläichzäitig och iwwert d'Zukunft vun der lwwerwaachung vun de Medien hei zu Lëtzebuerg. An um Enn vun där Debatt, do huet de Minister vun de Medien, deemools nach de François Biltgen, annoncéiert, datt hien esou séier wéi méiglech e Gesetzesprojekt géif op den Instanzwee bréngen, fir eng eenzeg grouss a politesch onofhängeg lwwerwaachungsautoritéit ze schafen, déi an engem och déi néideg mënschlech, finanziell a strukturell Mëttele géif kréien.

Gesot, gemaach, well de Minister Biltgen huet de 15. Oktober 2012 dee Projet effektiv hei an der Chamber eraginn. Vum Dezember d'lescht Joer u bis dann de Juli dëst Joer huet d'Medienkommissioun dunn an enge sëlliche Réunione vum deemem Gesetzesprojekt geschaff. An ech wëll op dëser Plaz och jiddwerengem vu menge Kolleegen aus der Kommissioun, der Sekretärin vun der Kommissioun, de Beamte vum Medienministère an och dem fréiere Medienminister villmools Merci soe fir déi interessant Diskussioun an déi Aarbecht, déi se gemaach hunn. Merci!

Wat ass dann elo bei deenen Aarbechten hei erauskomm? Majo e Gesetzesprojekt, dee virun allem zwee Haaptziler huet.

Éischtens, d'lwwerwaachung vum Mediesektor nei organiséieren, andeems déi dräi Instanzen, déi bis elo dofir responsabel waren, an enger neier grousser an onofhängeger Autoritéit zentraliséiert ginn: der Autoritéit luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, kuerz ALIA.

An zweetens, dës nei Autoritéit och d'Mëttele ginn, fir kënnen hir Missiounen effikass ze erfëllen, andeems virun allem e System vu graduelle Strofen agefouert gëtt, oder, wéi de Conseil national des Programmes gesot huet, datt deen Tiger endlech Zänn kritt.

Dat geschitt also elo. An domat gëtt och dës Gesetzesprojekt zu engem weidere Kapitel an enger schonn zolitter Geschicht vun dem Mediesite Lëtzebuerg a speziell vun der lwwerwaachung vun dem Mediesektor heiheim.

Déi éischt lwwerwaachungsautoritéiten, déi ginn et schonn zënter 1991, wéi d'Chamber déi europäesch Direktiv «Télévision sans frontières» ëmgesat huet. An doduerch ass de Mediesektor och liberaliséiert ginn. A fir ze kontrolléieren, datt dat, wat d'Medie soen a weisen, net géint d'Gesetz verstéisst, sinn deemools dräi lwwerwaachungsinstanzen geschaf ginn. An zwar:

- d'Commission indépendante de la Radiodiffusion, kuerz CIR, déi d'Aufgab huet, fir de Contenu vun de Radioen a émetteur de faible puissance ze iwwerwaachen, also virun allem d'lokal Radiostatiounen;

- dann déi zweete Instanz: de Conseil national des Programmes, deen d'Aufgab hat, fir de Contenu vun deene Medien ze iwwerwaachen, déi e linéaire Service oder ee Service à la demande ubidden, a fir déi Lëtzebuerg kompetent ass. Also d'Televisiounschäin, Video on demand um Internet, oder esou wéi d'Radioen a émetteur de haute puissance, also déi national Radiostatiounen;

- an dann deen drëtten Service, dee geschaf gi war deemools, ass de Service des médias, vum Medienministère, dee bei de Medien, déi e Service à la demande oder e Service linéaire ubidden, also nees den Televisiounschäin a Video on demand um Internet, kuckt, datt d'Reklammen, déi do gewise ginn, och d'Gesetz respektéieren.

Dës lwwerwaachungsstruktur vum Mediesektor ass an der Vergaangenheet scho méi wéi eng Kéier vun der Regierung versicht ginn ze reforméieren, virun allem well Lëtzebuerg als Land, vu wou aus eng Hällewull vu Program-

mer aus Europa an d'Welt ausgestrahlt ginn, d'Obligatioun huet, fir eng effikass Iwwerwaachung vun all deene Programmer ze garantéieren, andeems enner anerem bei Verstéiss géint d'Gesetzter och Strofe kënne geholl ginn.

De Conseil national des Programmes huet d'ëssemmer nees op Basis vu sengen Erfarunge gefuerdert. An 2008 huet d'Regierung dunn e Gesetzesprojet déposéiert, fir eng Reform vun der Iwwerwaachung ze maachen. De Statsrot huet deemools awer eng ganz Rei Opposition-formellé gemaach. An d'Regierung huet dee Projet dunn zrëckgezunn, fir nach eemol mat alle concernéierten Acteuren ze diskutéieren. Dat ass an de Joren dono och geschitt. An dofir läit elo en neie Gesetzesprojet um Dësch.

Wat sinn déi wichtegst Reforme vun deemem Projet, deen d'ëssemmer Projéit hei wäert maachen? Fir d'Éischt emol - an ech hunn et jo scho gesot - gëtt et an Zukunft just nach eng eenzeg Autoritéit, déi d'Iwwerwaachung mécht, an net méi der dräi, an zwar ass dat dann d'ALIA. Dës nei Autoritéit kann dann och elo Strofe ginn, wa géint d'Gesetz verstouss gëtt. An déi Strofen, déi gi vum Blâme iwwer eng Amende bis bei de Retrait vun enger Permissioun/Concessioun.

D'ALIA kritt dann de Statut vun engem Établissement public administratif a wäert aus dräi Organer bestoen: de Conseil d'administration, deen d'Décisionen hält an och d'Strofe wäert ginn; den Direkter, deen d'Dossiere fir de Conseil virbereet, deen d'Administratioun an d'Personal géréiert; an d'Assemblée consultative, déi hir Meenung wäert soe bei eventuelle Verstéiss géint d'Gesetz.

Eng weider Missioun vun der ALIA gëtt de Retrait vun enger Concessioun respektiv d'Permissioun fir eng Televisiounschäine. An dat gëtt och an Zukunft... neen, dat gëtt an Zukunft - entschëllegt - vun der Regierung weider gemaach. D'ALIA wäert awer kënne doriwir eraus d'Permissiounen an d'Lizenz vum all deenen anere Servicer zrëckzéien, falls déi géife géint d'Gesetz verstoussen.

Da kritt d'ALIA nach weider dräi nei Missiounen derbäi, déi aus der europäescher Direktiv vum 10. März 2010 kommen: éischtens, d'Permissioun, fir d'Medien ze ënnerstëtzen, datt Persounen, déi net gutt héieren oder gesinn, och kënne Télee a Radio benotzen; zweetens, d'Permissioun, fir d'Medien ze ënnerstëtzen, datt wa se an hire Kannerprogrammer Reklamme maachen, datt se do derfir suergen, datt och de Message vun enger gesonder an équilibréierter Ernährung vermittelt gëtt; an d'Permissioun, derfir ze suergen, datt europäesch Filmer a Musek ënnerstëtzt ginn.

D'ALIA kritt dann och d'Permissioun, fir de Klassement vun de Filmer ze kontrolléieren, an derfir ze suergen, datt deen dann och veröffentlecht gëtt, dee Klassement.

An zu gudder Lescht wäert d'ALIA da vun enger Dotation annuelle aus dem Statsbudget aus finanziert ginn. Mä d'Autoritéit kritt awer och d'Méiglechkeet, fir deen Deel vu senger Käschten, deen net mat der staatlecher Dotation gedeckt gëtt, duerch Taxen ze decken, déi da vun de Medien musse bezuelt ginn, déi ënner déi gesetzlech Iwwerwaachung falen.

D'ëssemmer sinn also déi wichtegst Punkte vun deemem Gesetzesprojet. An eng Rei Instanzen hunn och en Avis zu der Schafung vun der nei Iwwerwaachungsautoritéit geschriwwen. Ganz detailléiert a kritesch Avise krute mer vun dem Conseil national des Programmes a vun der Commission indépendante de la Radiodiffusion, déi jo direkt och vum Projet concernéiert sinn. An dës Avise sinn och praktesch komplett an deem schréffleche Rapport iwwerholl gi respektiv och zum Deel an de Gesetzesprojet mat agebaut ginn.

Dann huet natierlech och de Statsrot nach säin Avis dozou geschriwwen. An hien hat och hei bei verschiddenen Dispositiounen seriö Bedenken an huet souguer och déi eng an déi aner Opposition-formellé gemaach. An der Commission hu mer och laang doriwir diskutéiert, a vläicht wäert och nach herno deen een oder deen anere Kolleg dorobber goen.

Ech wollt just ganz kuerz e puer Beispiller ginn. Mir hu laang diskutéiert iwwert d'Indépendance vun der ALIA. Mir hu laang diskutéiert iwwert d'Incompatibilitéit vum Poste vum Direkter mat engem Gemengemandat. Mir hu laang diskutéiert iwwert d'Strofen, déi d'ALIA soll kënne ginn. An de Statsrot huet sech och formell am Ufank opposéiert, well am initiale Projet war nämlech net kloer, op wéi enge Faiteen déi Strofe baséieren, fir datt kenne Strofen da geholl ginn. Déi hu misse méi präziséiert ginn.

A fir alles nach genee nozekucken, wat de Statsrot soss nach gesot a geschriwwen huet a wat an der Commission nach diskutéiert ginn ass, géif ech lech bieden, dann och mäi schréffleche Rapport ze liesen.

Ech wëll dann zum Schluss nach eemol Merci soe fir déi Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass. A besonnesch Merci alle Membere vun dem CNP, vun der CIR an dem Service des médias, déi iwwer 20 Joer laang eng gutt Aarbecht gemaach hunn. An och wann dës dräi Instanzen elo hei wäerte fusionéieren, esou bleift awer dat, wat se gemaach hunn, net vergiess.

A wann d'ëssemmer Projéit hei gestëmmt ginn, da kéint d'ALIA spéitstens a sechs Méint mat d'ëssemmer Aarbecht dann och weiderfuere. Mä egal wéi ass d'ëssemmer Projéit hei fir mech awer e gudder Beweis derfir, datt no engem gemeinsame Constat d'Regierung an d'Chamber kënne effikass zesummeschaffen an eng strukturell Reform och ëmsetzen. Et huet zwar e wéineg elo hei gedauert, mä et ass awer ëmmer ee gutt Gefill, fir kënne e konkret Resultat vun enger politescher Aarbecht ze hunn, well dat ass jo och genau dat, wat d'Leit dobauss vum eis erwaarden.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Éischtens Riedner, deen agedroen ass, ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wëllt och direkt virewech dem Rapporteur Merci soe fir säi gudden an ausféierleche Bericht. Här President, mir schwätze gäre vum Mediastandard Lëtzebuerg. Oft gëtt an deem Kontext jo och d'Wichtigkeet vun d'ëssemmer Branche fir d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie ervirgestrach. An ech mengen, och grad an turbulente Zäite fir d'Haaptpillere vun eiser Ekonomie, dat heescht d'Banken an d'Finanzplatz, ass et wichtig, datt mer derfir suergen, datt och aner wichteg Standbeen, ebe wéi de Mediastandard, datt déi en attraktive Kader kréien an datt och déi infrastrukturell a legislativ Konditiounen ronderëm garantéiert sinn.

Wa mer dovunner schwätzen, wéi wichtig de Mediastandard fir Lëtzebuerg ass, da musse mer eis och e Kontrollorgan ginn, datt senger Aufgab esou nokomme kann, wéi ee sech dat erwaart, wéi dat och an anere Secteure jo eng Selbstverständlechkeet ass. Och grad doduerjer garantéiert een d'Intérêt vum eise Land. Déi wirtschaftlech Profitter, deen d'audiovisuell Mediendéngschter bidden, sinn an eise Aej jidde-falls keng Ursach, fir do e rechtsfräie Raum oder eng ongenügend Kontroll ze loossen.

D'lescht Joer am Mee hate mer hei am Haus eng Debatt, eng Aktualitéitsstoun iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Reform vum Conseil national des Programmes. A queesch duerch d'Bänke ware mer eis eens, datt esou eng Reform dréngend noutwendeg war.

An d'Demokratesch Partei huet sech jo deemools och wéi vill anerer hei am Haus fir eng Reform ausgeschwat. Mir hu betount, wéi wichtig et wier, datt gutt funktionéierend Sanktiounen agefouert géife ginn, gradesou wéi mer awer och besonnesch op déi politesch Neutralitéit an Onofhängegkeet vun enger nei Struktur higewisen hunn oder dorobber gehalen hunn. An anere Wieder: Si mussen an hirer administrativer a rechtlecher Struktur onofhängeg éischtens, vum Stat, mä awer och zweetens, vu wirtschaftleche Lobbye sinn.

Déi Leit, déi fir déi nei Regulatiounsstruktur rekrutéiert ginn, musse Spezialiste si vum Fach, well dee ganze Mediesecteur - wesse mer jo - ass och an enger konstanter permanenter Entwécklung, besonnesch wat déi technesch Entwécklung ugeet. An d'Regulateure musse jo net nëmme d'Inhalter einfach ofkucken, ofschätzen, mä si mussen och kënne de Respekt vu ganz elementäre Wäerter, wéi zum Beispill d'Wärd vum Mënsch kontrolléieren, d'Rechter vum Kand schützen, oder och nach d'Anhale vu Publizitéitsregelen iwwerwaachen.

Dat sinn eng Hällewull deelweis ganz verschidden a komplex Aufgaben. Duerfir ass et gutt, datt een dann och déi néideg personell Moyene kritt, an datt och déi Struktur muss onbedéngt opgestockt ginn. Ech mengen, déi aktuell Situatioun ass esou, fir lech dat emol virun Aen ze halen, de Moment kann d'CNP op zwou Sekretärinnen zrëckgräifen. Ganz laang war dat an der Vergaangenheet och nëmme eng. Ech mengen, d'Zuelen, déi weisen dach awer, dass mer just a puncto Medieregulatioun an deene leschte Joren net wierkelech op der Héicht vun der Zäit waren.

Dat wëllt net heeschen, datt do eng schlecht Aarbecht gemaach ginn ass, ganz am Géigen-deel. Mä ech mengen, ouni eng personell an eng professionell Verbesserung an der Struktur, oder wann een net dat am Réck huet, ass et och net méiglech, déi Sanktionsméiglechkeeten oder déi ganz Aufgaben do duerchzuféieren.

Dat Eenzegt, wat vläicht ze bedauern ass, dat ass, datt d'Regierung awer eng gewissen Zäit gebraucht huet, fir dann aus dem CNP e richtig effikass Kontrollorgan mat reelle Sanktionsméiglechkeeten ze maachen. Ëmmerhin hate mer schonns 2010 d'Direktiv «Services de médias audiovisuels» hei zu Lëtzebuerg transposéiert.

Och gi mat deem aktuellen Text vläicht net all Problemer aus der Welt geschaaft. Ech mengen, de CNP huet jo a sengem Avis och nach op eng Rei ongeklaert Froen oder Punkten higewisen, bon, déi net zur absoluter Zefriddenheet vläicht fir jiddweree konnte geléist ginn. D'Praxis einfach an deenen nächste Méint a Jore muss weisen, ob eventuell muss nogebessert ginn.

Mä ech mengen, trotz d'esen Onkloerheete begréisst d'DP awer ausdrécklech d'ëssemmer Projéit de loi. Et ass e wichtige Schrëtt a Richtung vun enger seriöer Regulatioun vun eise Mediastandard. An et mécht de Lëtzebuerg Mediastandard méi kompetent an och méi performant. Dat gesot, verstitt Der, datt ech och den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projéit abrëngen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. A mir géife virufuere mat de Riedner. Den Här Fayot ass den nächsten agedroene Riedner. Den Här Fayot kritt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President... Ech muss emol kucken, ob et een Här oder eng Madame ass. Här President,...

► **M. le Président.** - Et ass nach ëmmer en Här bis elo, Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - ...ech wollt fir d'Éischt dem Rapporteur Serge Wilmes Merci soen. Hien huet ganz vill Aarbecht an der Kommissioun gemaach an en huet och e guttgeschriwwene schréffleche Rapport virgeluecht, an och natierlech mëndlech. Dat ass ganz kloer. Déi Leit, déi dat wëlle kucken, verstinn dat direkt.

Ech wollt awer vläicht am Ufank op d'Origine vun der Commission nationale des Programmes (veuillez lire: Conseil national des Programmes) hiweisen. Dee Conseil ass duerch d'Gesetz vun 1991 geschaaft ginn. An dat Gesetz huet jo deemools de Monopol am Radio vun RTL ofgeschaaft an et ass eng nei Radiolandschaft entstanden.

An der Gesellschaft deemools, Enn 80er, ufanks den 90er Joren, ass vun ennen erop de Wonsch entstanden, den Drang, fir en anere Radio ze maache wéi dee reng kommerziellen. An dofir hu mer dann am Gesetz vun 1991 déi Radiolandschaft esou gezechent, wéi mer se gréisstendeels haut och nach kennen, mat RTL engersäits, an 100,7 anersäits. Zween national Radioen, dräi Réseauradioen, also mat nationaler Portée, awer zesummegeknappte Frequenzen. An och lokal Radioen. Bei der Televisioun ass dat natierlech vill méi schwéier, well och d'technesch Viraussetzungen do anescht sinn. Do hu mer am Fong geholl nach eng Aart Monopol, während mer deen 1991 fir de Radio jo ofgeschaaft hunn.

Mir hunn dorobberhin och an deem Kader Institutiounen geschaaft. Dräi Institutiounen: d'Commission indépendante de la Radiodiffusion, de Conseil national des Programmes an och de Service des médias am Ministère vun der Kommunikatioun, déi dann dee Secteur vum Radio sollten iwwerwaachen an och kucken, dass dat, wat mer do wollte maachen, nämlech Medienvielfalt, Pluralismus, Respekt vun deene wesentleche Wäerter, och agehale gëtt.

Iwwregens dozou e Wuert: Am Artikel 6 vum Gesetz vun 1991, do waren eng ganz Partie Wäerter dran, déi een eigentlech an de Medien soll verfolge, der Politik zu Lëtzebuerg no. Deen ass am Gesetz vun 2010 verschwonnen. Dat ass e Gesetz, wat eng europäesch Direktiv iwwert d'Services des médias audiovisuels ëmgesat huet.

Et ass vun der CNP, vun hirem President bedauert ginn een Ablack, dass mer deen Artikel 6 net méi erëmgeholl hunn. Ech mengen, et ass awer ze verstoen, well an deenen europäeschen Texter, déi mer ëmgesat hunn, do stinn eng ganz Partie vun deene Wäerter dran, déi mer wëlle verdeedegen an de Medien. An ech weess och, dass d'Europaparlament, wann et iwwert déi Direktive schwätzt, ganz staark op déi Prinzipien a Wäerter hält, déi mer ebe wëllen: Fräiheet, Pluralismus, Respekt vun deem aneren, géint d'Incitation à la haine an esou weider. All déi Saachen, déi mer wëllen an de Medien respektéieren.

Natierlech kann een an de Medien net bei 1991 stoebleiwen. Sait 1991 gouf et eng rasant technesch Entwécklung. Et gëtt natierlech nach ëmmer déi klassesch Radiostatiounen an Televisiounsstatiounen, mä et gëtt haut de Begrëff

vun Techniques de l'information et de la communication, wou eben d'Medien an elektro-nesch Medien zesummelafen. Haut gëtt et zwar nach ëmmer d'Printmedien, mä déi Printmedien ginn ëmmer méi elektronesch. An et gëtt och iwwer Internet vill Televisioun a Radio gekuckt respektiv gelauscht. Esou dass dat also ëmmer méi zesummekënnert.

Dann ass nach natierlech en Aspekt, dee wichtig ass, d'Technique de l'information et de la communication. D'Medien ginn ëmmer méi vu grouse Gruppe besat. An déi Gruppen, déi halen op gréisstméiglech Fräiheet. Ech erënnere mech ganz gutt aus där Zäit, wéi ech am Europaparlament war, wéi déi grouss Mediengruppe beim Europaparlament Lobbyismus gemaach hunn, fir ebe gréisstméiglech Fräiheet ze kréien.

Mir hunn dofir jo och dann e Réseau vu Régulateuren opgestallt. A bei deene Régulateure war Lëtzebuerg ëmmer dee klengen Armséilegen, deen net effikass genuch war. An dofir hu mer dat Gesetz hei gemaach, fir eben dee Lëtzebuerg Régulateur esou staark ze maache wéi déi auslännesch Régulateuren an och den europäeschen, fir dass dat Netz och europawäit seriö funktionéiert.

Just nach ee Punkt, Här President. Den Här Tom Krieps, de President vum Conseil national des Programmes, huet och a senger Bemierkungen zu dem Projéit säi Bedauern ausgedréckt, dass mer keng richtig Medienerzéiung hunn, dass d'Medienerzéiung méi staark soll ervirkommen, dass mer net keng Medienanstalt zu Lëtzebuerg hunn, déi dat kéint maachen.

Ech wollt soen, dass mer ons an der Commission de l'Éducation nationale mat der Commission de l'Enseignement supérieur intensiv besonnesch mat der Erzéiung op dem Gebitt vun dem Internet a vun den elektronesch Méiglechkeeten bekëmmert hunn. An ech mengen, mir missten et fäerdegbréngen, eng Kéier déi zwou Saachen, d'Medienerzéiung an och déi Erzéiung vun allem, wat mat Cyber zesammenhängt, zesummenezekréien, fir dat also och transversal, besonnesch bei der Protektioun vun de Mineuren, d'Erzéiung vun de Kanner an der Primärschoul wéi och an dem Secondaire besser ze maachen.

Dat gesot, Här President, begrëissen ech d'ëssemmer Gesetz. Et ass interessant a wichtig, fir dass mer ons Kontroll iwwert d'Medien an d'Förderung vun de Medien hei zu Lëtzebuerg entwéckelen. An dat ass och gutt fir de Mediesecteur zu Lëtzebuerg. Dofir si mir natierlech mat deem Gesetz d'accord.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen.

(Interruption)

Ah, ech hunn den Här Gira hei stoen. Ass et den Här Adam, dee schwätzt?

(Interruption)

Dann ass et den Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll vir ufänken an och dem Rapporteur, dem honorabelen Här Wilmes, Merci soen, éischtens fir seng vill a gutt Aarbecht an der Kommissioun a fir säi Rapport, an och fir säi mëndleche Rapport hei an der Chamber. Et ass och vun him erwähnt ginn, datt mer effektiv virun engem gudder Joer hei eng Diskussioun haten, eng Heure d'actualité. En hat net gesot, datt se vun deene Gréngen ugefrot war, mä duerfir sinn ech jo dann elo nach do, fir dorun ze erënnere.

Mir haten effektiv heiriwwer diskutéiert. Et ass dervun ausgegangen, datt de Conseil national des Programmes, deen et zënter 1991 zu Lëtzebuerg gëtt, misst reforméiert ginn. Mer waren eis am Fong geholl alleguerten eens. Zënter 1991 huet sech ganz vill an der Mediellandschaft geännert. Beim CNP a bei de Moyene vum CNP hat sech ganz wéineg geännert. An du ware mer eis och praktesch alleguerten eens, an de Minister war mat d'accord, datt mer e misste reforméieren.

Ech hat zum Schluss do vu menger Interventioun gefrot: Wat maache mer dann elo? Wéi séier wëlle mer virgoen? A wëlle mer dann och dem CNP déi Moyene ginn, déi e brauch, fir kënne op der internationaler Bühn seriö geholl ze ginn, datt en zum Beispill d'Méiglechkeet och kritt fir Sanktiounen ze huelen an datt e professionell a genuch Mat-aarbechter kritt?

Ben, mir hunn haut dann de Projet virleien. Et ass alles an allem e positivt Gesetz. Mir kréien eng Zentralisatioun vun den Aufgaben, déi fréier den CIR, d'Commission indépendante de la Radiodiffusion hat, de CNP, de Conseil national des Programmes, an och verschidden Aufgaben vum Minister, deen d'Medien a senger Kompetenz huet. En Deel vun deenen Aufgaben, déi de Minister hat, bleiwen an der Kompetenz vum Minister. Dat huet de Conseil national des Programmes kritiséiert. Zum Beispill déi linéaire audiovisuel Medien, déi bleiwen an der Kompetenz... D'Konzessioune bleiwen an der Kompetenz vum Ministère.

Ech hat selwer nach d'Chance elo zënter Kuerzem d'Arbecht vum Conseil national des Programmes vum Banne kennenzéieren. Ech hunn déi Gréng Partei zënter e puer Méint an deem Gremium vertrueden. Eng interessant Zäit. Déi geet dann eben elo zu Enn. Ech hu jo nach e bësse Sputt, bis datt déi nei Autoritéit dann a Fonctioun ass.

Déi nei Autoritéit ass anescht opgestallt. Méi professionell, wéi gesot. Si kritt d'Méiglechkeet vun Sanktiounen. Dat hu mer alleguerter gefrot, begréist. Dat ass dann och elo de Fall. Déi nei Struktur, déi dann en Établissement public ass, huet e Conseil d'administration, en Direkter an eng Assemblée consultative. D'Zusummespill vun deenen dräi Organer wäert matentscheeden, wéi gutt déi nei Autoritéit an Zukunft wäert schaffen.

D'politesch Vertrieeder wäerten net méi an der Assemblée consultative derbäi sinn. Dat ass eng Décisioun, déi, mengen ech, vun alle Parteie gedroe gëtt. Ech perséinlech bedauern et e bëssen, datt mer ëmmer erëm maachen, wéi wann d'Vertrieeder vun de politesche Parteien e bësselchen à part misse gehale ginn, wéi wa se därmoosse geféierlech wieren.

Ech mengen, datt den Afloss hannert de Kulisse vill méi en delikaten ass, wéi wa mer effektiv Leit mat hirer Parteikaart oder mat hirer politescher Verantwortung, déi se nun emol hunn, an e Gremium setzen. An da si se kloer identifizierbar. Och d'Politik ass en Deel vum öffentliche Liewen. Mä gutt, dat ass eng Décisioun, déi getraff ginn ass, och mam Accord vun deene Gréngen.

De Conseil national des Programmes war der Meenung, datt mindestens fénnef Leit Personal misse bei där neier Instanz, bei der ALIA schaffen. Ben, et huet een ni genuch Personal. Ech mengen, haaptsächlech ass awer, datt déi Leit mediekompetent sinn.

An ech wëll da just zum Schluss nach eng Kéier e bësselchen bedauern, och eng Klo oder eng Suerg, déi den Här Fayot ugeschwat huet, an déi och de Conseil national des Programmes zum Ausdruck bruecht huet: Mir stelle fest, datt et ganz vill Beméiunge gi sinn am Beräich vun der Éducation aux médias, souwuel am Éducatiounsministère wéi och am Familljeministère. Et sinn der och eng Rei opgezielt ginn am Rapport.

Hei hätt ee kënnen higoen an déi ALIA och zu enger Instanz vun der nationaler Koordinatioun am Beräich vun der Education aux médias ze maachen. Dat ass bis elo nach net geschitt. Dat ass net e klengen Opdrag an d'ALIA. Mä wahrscheinlech wier dat trotzdeem sennvoll an nützlich, wa mer an Zukunft esou eng national Koordinatioun vun deene ville positive Beméiunge géife kréien. Dat géif der Saach bestëmmt dengen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmerksamkeet. An ech bréngen den Accord vun der Grénger Fraktioun fir dese Projet de loi.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. An als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och e grouse Merci un den Här Wilmes fir säi ganz interessante Rapport, dee mer mat Freed gekuckt hunn.

Ech wollt awer gläich soen, de Modèle de base fir esou e wichtige Thema, wéi deen heiten, geet eigentlech net duer. Well et geet hei ëm e ganz sensible Thema. Et geet ëm de Contenu des médias. An Dir erënnert lech vläicht, datt mer eréischt viru Kuerzem hei eng ganz schlecht Experienz hate mat der Madame Hetto hirem Gesetz iwwert den Accès aux biens et services fir Fraen a Männer, wou d'Medienfreiheit ageschränkt gouf. Wat och zu Protester - berechtigte Protester - vum Conseil de Presse gefouert huet.

Dowéinst ass och dat hei eng Matière, wou mir bedauern, datt de Conseil de Presse an d'Jour-

nalistenassociatioun bis elo keen Avis ofginn hunn. Ob se gefrot goufen, weess ech net. Mä et wier op jidde Fall nützlich, dat hei Gesetz nach eng Kéier ze kucken ënnert deem dote besonnenen Aspekt. Och hu mer kee Projet de règlement grand-ducal gesi bis elo iwwert d'Kompositioun vun der Assemblée consultative.

De Prinzip vun de Sanktiounen ass wahrscheinlech dee sensibelsten. Ech erënnere just un déi Diskussiounen, déi mer an Ungarn haten elo viru Kuerzem, wéinst eben deem Prinzip vun de Sanktiounsméiglechkeete géint d'Medien. Wat och nach eng Kéier beweist, wéi sensibel déi Matière ass. Mir mussen awer soen, mir brauchen Sanktiounen. Dofir hu mer näischt géint de Prinzip dovunner. Awer mir contestéiere souwuel d'Héicht vun de Sanktiounen wéi och déi prozedural Manéier, wéi dat soll gemaach ginn.

D'Héicht vun de Sanktiounen, 25.000 Euro, ka fir eng kleng Radiostatioun, kleng Medien, absolut déidlech sinn, wann esou eppes dekretéiert gëtt, zemoos well déi Recoursméiglechkeet, déi virgesinn ass, géint eng Décisioun vun der ALIA kee suspensive Charakter huet. Wann een allerdéngs néng Méint, wéi esou eng Prozedur gewéinlech dauert, muss Personal bezuelen, da kann een dat do net iwwerliewen. Praktesch ass eng finanziell Sanktioun vu 25.000 Euro eng Verurteilung vun enger klenger Radiostatioun.

Dann d'Prozedur: Mir hätte léiwer e Geriicht wéi eng Regierungsdécisioun. Eben och aus der Erfahrung aus dem Ausland eraus denke mir, datt esou e Verbuet oder en Entzuch vun enger Lizenz nëmme ka vun engem Geriicht décidéiert ginn, an net vun der Regierung. Et hätt iwwerregens och deem Gesetz guttgedoen, wann déi Recoursméiglechkeete géint eng Regierungsdécisioun nach eemol prezisiéiert gi wäeren. Och wa se am Droit commun virgesi sinn. Mä dat hätt och nach kënnen eng Kéier gesot ginn.

Kuerz gesot: Mir denken, datt dëst Gesetz net onschëlleg ass, datt et Gefore fir d'Meenungsfreiheet hei am Land mat sech bréngt, datt et rechtsstaatlech bedenklech ass an datt eben - theoretisch op d'mannst; a wat theoretisch méiglech ass, ka sech heiansdo och konkretiséieren - d'Méiglechkeete vun enger staatlecher Zensur heiduerch bestinn. An dofir wäert d'ADR dëst Gesetz net matdroen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Soss hunn ech kee Riedner méi, deen agedroen ass. Da kritt elo den zoustännegen Kommunikatiounsminister Luc Frieden d'Wuert.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Communications et des Médias.** - Jo, Här President. Ech géif och gären am Numm vun der Regierung dem Här Wilmes als Rapporteur Merci soen, an och deenen anere Kolleegen.

Dat hei ass jo e Projet de loi, deen ech, wann ech dat esou dierf soen, en cours de route matkritt hunn, well mä Virgänger als Medieminister, den Här Minister Biltgen, dee Projet hei déposéiert huet. Ech mengen, et ass e Projet, deen hei in extenso exposéiert ginn ass, an deen dee ganze System vun der Surveillance vun dem Mediesecteur moderniséiert, an deen och versicht déi Kredibilitéit dem Régulateur ze stäerken.

An an deem Sënn, mengen ech, ginn hei déi Observatiounen, déi gemaach gi sinn, vu mir gedeelt. An duerfir ass dat e Projet, mengen ech, deen an déi richteg Richtung geet an dee säi Wee muss elo weisen, dat mat Liewen erfüllen, wat an deem Projet de loi do steet. Déi Fusioun vun deenen Organer muss elo mat uerdentleche Leit besat ginn, déi dat dote kënnen gutt regelen.

An an deem Sënn kann ech nëmme zefridde sinn, datt hei, vun där leschter Interventioun ofgesinn, och eng breet Zoustëmmung zu deem Projet kënn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem zoustännegen Minister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6487 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo- géint 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes,

Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Question élargie N°34 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert den Austausch vu fiskalen Informatiounen tëscht Lëtzebuerg an de Vereenegte Staaten. Dem Auteur vun der Fro sti fénnef Minutten Zäit zou fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

5. Question élargie n°34 de M. Jacques-Yves Henckes sur l'échange d'informations fiscales entre le Luxembourg et les États-Unis

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Merci, Här President. Ech mengen, de FATCA, wéi en an techneschen Termen oft genannt gëtt, den „Foreign Account Tax Compliance Act“ mat Amerika, deen huet ganz vill Konsequenzen uechter d'Welt an och fir Lëtzebuerg. Do, no deem Accord, wäerten d'Banken an och aner Finanzinstituter missen d'Identitéit vun de Leit, déi e Kont hunn an déi eng amerikanesch Nationalitéit hunn, direkt mat ophuelen, an da mussen d'Lëtzebuergesch Banke beispillsweis dem amerikanesche Fiskus déi Nimm matdeelen.

Desgläiche mussen op sämtlechen Dépöten an Transferte vu Sue vun deene Konten, wou en Amerikaner betraff ass, 30% zréckbehalte ginn, deen Ablack wou et iwwer 50.000 Euro sinn.

Bref, et ass also eng ganz wichteg Décisioun, déi hei gemaach gëtt. An duerfir wollt ech froen, datt och an deem ganze Kontext e puer Saachen awer mussen diskutéiert ginn. D'autant plus, datt et jo net nure Répercussioune kann hunn um Niveau vun den Amerikaner, mat de Relatiounen mam amerikanesche Stat, mä datt et och Répercussioune kann hunn um Niveau vun Europa, well mer op Basis vun der Clause de la nation la plus favorisée och missten deen Ablack ähnlech Dispositiounen virhuelen an Europa vis-à-vis vun den aneren europäesche Länner.

Här Minister, Dir hutt viru Kuerzem Bescheid gesot gehat, datt anscheinend an deem drëtten Trimester vun deem Joer sollt en Accord mat Amerika ënnerschriwwen ginn op Basis vum Modell 2, dat heescht vun deem Modell, wou Lëtzebuerg an Amerika zesumme kéinte schaffen, well se en Duebelbesteuerungssoffkommes hunn.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Dat ass wouer.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Duerfir wollt ech e puer Froen stellen an deem ganze Kontext.

Éischstens: Wou si mer mat de Prozeduren drun, wat de FATCA selwer ugeet?

Zweetens: Sidd Dir der Meenung, datt deen Accord mat Amerika misst den Objet gi vun engem Gesetzesprojet?

Drëtzens: D'Europäesch Kommissioun huet eng Plattform bekannt gemaach, déi heescht „La bonne gouvernance dans le domaine fiscal“ a wou et drëms geet, fir dann ähnlech Dispositiounen an Europa duerchzusetzen, wéi dat mat dem amerikanesche FATCA soll goen - anscheinend, nodeems, wat ee kuerz an der Press konnt héieren. An duerfir wollt ech froen, ob Dir der Meenung sidd, ob déi Plattform, déi d'Europäesch Kommissioun do virhuet, konform ass zum Artikel 19 vun der Clause de la nation la plus favorisée an der Direktiv iwwert d'Kooperatioun a Steierfroen.

Wann deen Artikel 19 sollt applizéiert ginn, wéini mengt Dir, datt esou eppes kéint erfollegen? Ass dat fir 2014? Ass dat fir 2015? Do schéngt mer also och nach eng kleng Onkloerheet ze sinn.

Desgläichen huet een awer och gemierkt, wat de FATCA ugeet, datt e puer Diskussiounen nach sinn, wat net nuren d'Banken - do schéngt et kloer ze sinn -, mä wat d'Investmentfongen, wat d'Finanzinstituter, wéi dat am Amerikanesche genannt gëtt „foreign financial institutions“, wat déi betrëfft. Mussen déi nämlech... D'Fro, déi sech stellt, ass, ob déi och mussen hir Aktionäre bekannt maachen, e ganzen administrativen Opwand hunn, oder ob dat net iwwert d'Banke selwer ka gemaach ginn. Do wollt ech also och froen, ob mer do an den Négociatiounen méi wäit komm sinn.

A wat fir eng Répercussioune kann dat soss insgesamt fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg hunn? Well ganz vill administrativ a steierlech Saachen hei net nuren op d'Banken zoukommen, mä och op d'Investmentfongen. An et muss ee kucken, wann ee wëllt international gutt schaffen, datt net alleguerter ons lëtzebuergesch SICAVen, ons Investmentfongen, datt déi mussen zeg Personal engagéieren an domadder ganz vill Fraisen hunn a manner kompetitiv sinn, einfach well mer hei e puer technesch Kontrolle mussen duerchféieren, déi en fait och ganz gutt kéinten duerch d'Lëtzebuergesch Banke gemaach ginn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo de Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, déi Froe vum honorabelen Här Henckes si wichteg an deem Sënn, datt effektiv déi Négociatiounen mat Amerika iwwert d'Zesummenaarbecht tëschent Steierverwaltungen eng grouss Répercussioune hunn, net nëmme an Lëtzebuerg, mä op Europa en général. An ech géif soen, souguer iwwerhaapt op d'Kooperatioun tëschent Steierverwaltungen a ganz ville Beräicher, déi iwwert dat Amerikanesch erausginn.

Ech erënnere un d'Erklärung vum Statsminister zur Lag vun der Natioun am Abrëll hei an der Chamber, wou mer gesot hunn, datt nottamment wéinst den Diskussiounen mat Amerika a wéinst deem Gesetz, wat d'FATCA ass - dat ass een amerikanescht Gesetz -, datt doduerch och Ännerungen an Europa an och zu Lëtzebuerg an dem Uwendungsbereich vum Berufsgeheimnis vun de Banke kommen.

Ech kann d'Chamber haut hei informéieren, datt mir gewollt a bewosst mat Amerika négociéiert hunn. Mir hätte kënnen zu den Amerikaner soen: Mir maache keen Accord mat iew. Dann hätt déi amerikanesch Gesetzgebung sech eesäitig op Lëtzebuerg awer ugewannt. Dat wär schlecht gewiescht fir d'Lëtzebuergesch Finanzplaz.

Duerfir si mer, wéi déi aner Länner och, a Verhandlungen mat Amerika getrueden. Déi Verhandlungen, déi si gutt virukomm. Mir haten eng dräi, véier Réunione mat den Amerikaner. An ech kann hei d'Chamber informéieren, datt mer quasi um Schluss vun deene Verhandlungen ukomm sinn an datt den Text wäert um Niveau vun der Verhandlungsequipe, dat heescht, um Niveau vun den héije Fonctionnaire kënnen paraphéiert ginn nach am Laf vum Mount Juli, soudatt dann, wann d'Prozeduren, nottamment och d'Iwwersetzung, fäerdeg sinn, wäert kënnen am September, Oktober ënnerschriwwen ginn.

Dese Text verlaangt, datt mer och hei an der Chamber e Gesetzesprojet déposéieren. Ech mengen net, datt dat ee Gesetzesprojet wär an der klassescher Form vun der Approbatioun vun engem Traité, well fir d'Amerikaner ass et keen Traité. D'Amerikaner soen: „Mir hunn e Gesetz. An dat do sinn Ausféierungsbestëmmungen vun eisem Gesetz.“

Fir mech ass et awer kloer, datt mir op Lëtzebuerg Säit e Gesetz mussen maachen. A meng Iddi fir de Moment ass dat anzubauen an dat Gesetz, wat mer souwisou wollt maachen iwwert d'Kooperatioun tëschent de Steierverwaltungen an Kontext vun der Reform vun dem Bankgeheimnis oder dem Berufsgeheimnis vum Banquier. Mä op jidde Fall, déi Dispositioun, déi mir mat den Amerikaner verhandelen, hätt ech gären, och aus demokratesche Grënn, datt déi vum Lëtzebuergesch Parlament vum Prinzip hier, vläicht net mat allen techneschen Annexen, mä vum Prinzip hier vun der Chamber ofgeseent gëtt.

Dann huet den Här Henckes gefrot: „Wéi ass dat mat der Klausel iwwert d'Clause de la nation la plus favorisée, déi an enger europäescher Direktiv steet?“ Déi also seet, datt, wann een engem Drëtten eppes gëtt, da kann och en Europäer froen, datt déi och an Europa spillt.

Ech mengen, dass déi Klausel hei net direkt an automatesch kann Uwendung fannen, well deem Artikel - Dir hutt e genannt, den Artikel 19 vun där Direktiv - am Fong seet, dass e Memberstat vun der EU dat muss ufroen. An dee kann dat nëmmen ufroen, wann en déi nämlecht Dispositione quasi huet, wéi d'Amerikaner déi och hunn.

Ech gesi fir de Moment net direkt, dass ee Memberstat dat kéint esou froen. Ech mengen och, dass dat net géif anrieden. Et ass theoretesch héchstwahrscheinlech méiglech.

Wat méi méiglech ass, dat ass, dass d'Europäesch Kommissioun eng nei Direktiv virun e puer Woche proposéiert huet, déi eng total Extenssioun mécht vun där Direktiv iwwert d'Coopération administrative en matière fiscale.

An ech hu gëschter zu Bréissel am Conseil vun de Finanzministeren eng Interventioun gemaach, nodeems déi nei litauesch Présidence hiren Aktiounsprogramm virgestallt huet a Steierfroen, an do hunn ech gesot, dass ee mengen, dass mer e bëssen op eng onkohärent Aart a Weis an Europa fir de Moment virginn.

Mir hu fir de Moment op d'mannst dräi Projete am Steierberäich an dëser Matière. Dat eent, dat ass d'Extenssioun vun der Direktiv fiscalité de l'épargne, déi jo hei zu Lëtzebuerg vill diskutéiert ginn ass. Dat Zweet, dat ass déi nei Proposition iwwer eng méi breet Direktiv coopération en matière fiscale. An dat Drëtt, dat ass dee Projet, deen déi fënnf, sechs Grouss wëlle maachen iwwer eng Zort wat si nennen „europäesch FATCA“, wou zwielef aner Länner du gesot hunn, si wäeren och d'accord, déi fënnf Grouss ze ënnerstëtzen.

Ech bedauern dat extrem, well esou kann een an Europa net viruieren. Ech weess net, wat d'Base légale vun esou enger Kooperatioun ass. Ech fannen et net gutt, dass mer dräi verschidden Texter hunn. An duerfir hunn ech gëschter d'Kommissioun an d'Présidence invitéiert, emol nach eng Kéier ze kucken, ob een net ee gemeinsamen Text ka maachen.

Et ass, mengen ech, kloer, a wéi eng Richtung et geet. Et wäert an Zukunft méi Transparenz ginn a méi Kooperatioun tëschent de Steierverwaltungen. An ech mengen net, dass sech Lëtzebuerg deem sollt a wëllt opposéieren, wa mer wëllen eng international Finanzplaz sinn.

Par contre hätt ech gär, dass et kohärent wär. Duerfir een Text. An et muss effikass sinn. An zur Effikassitéit gehéiert, dass mer global Standards hunn an net nëmme Standards, déi an der Europäescher Unioun spillen, mä och zu Singapur, och zu Hongkong, och zu New York. Dat heescht, nëmmen dann ass et effikass, och am Kampf géint de Steierbedruch, un deem mir eis wëlle bedeelegen. Mä net op eng Aart a Weis, wou mer hei eppes an Europa bastelen, wat an deenen anere Länner net gemaach gétt.

Dat géllt iwwerens net nëmme fir d'Steiermatière, dat géllt och generell fir d'Bankeregulatioun. Och Basel III an aner Saache sinn nëmme effikass, wann och aner grouss Finanzzentren op der Welt dat maachen.

Duerfir mengen ech, dass dat hei eng wichteg Matière ass. Wéi gesot, nach eng Kéier op d'Fro vum Här Henckes, mir wäerten dat geschwënn ofschléissen. An da wëlle mer dat och an engem Projet de loi festschreiwen, deen dann d'Approbatioun vun dëser Chamber brauch.

Vläicht eng lescht Remarque, Här President, déi ech elo bal vergiess hat, dat ass d'Matière vun de Fongen, vun den Investmentfongen, wat jo awer - ech hunn dat virduen a menger Ried gesot - ee vun den Haaptpillere vun der Lëtzeburger Finanzplaz ass. Mir sinn do no laange Verhandlung mat den Amerikaner eis eens ginn, dass d'Fongenindustrie net brauch sech ënnert der Législatioun FATCA enregistréieren ze looschen an net brauch Rapport ze maachen. Wat en fait eng ganz gutt Nouvelle ass, well dat keng zousätzlech administrativ Belaaschtung fir d'Fongenindustrie ginn.

A schliesslech wëllt ech och nach preziséieren, dass mer eis entscheet hu fir de Modell 1 an den Négociatioun mat Amerika. A Modell 1, dat heescht direkten Accord tëschent deenen zwou Steierverwaltungen. Mir hunn dat gemaach, well mer dat och an Europa hunn a well dat eng Simplificatioun fir d'Banken hei zu Lëtzebuerg duerstellt, dass se net an Europa en anere Modell hu wéi mat den Amerikaner.

Dat ass iwwerens och dee Modell, deen an der Zwëschenzäit och Singapur decidéiert huet an déi meeschten aner Länner vun der Welt och. Mä ech mentionnéiere Singapur, well déi vläicht als asiateschen Hub, als international Finanzplaz an Asien eis an Europa am nächste kommen an och an enger gewëssener positiver Konkurrenz mat eis stinn.

Voilà, Här President, dat sinn eng Rei Prezisiounen. Et ass eng technesch Matière, mä si huet eng gréisser Influenz op d'Zukunft vun eise Re-

latioun mat Amerika engersäits an op de Fonctionnement vun der Finanzplaz anersäits.

Ech mengen, dat Resultat, wat mer kréien, ass e gutt Resultat fir Lëtzebuerg, och wann ech generell kee grouse Fan si vun der FATCA-Législatioun, well et eng eesäiteg Législatioun ass. Ech hunn ëmmer léiwéier, et kann een eppes négociéieren. Hei war eppes do, wat den amerikanesche Kongress decidéiert huet, wou mir hu missen dat Besch d'oraus maachen. An zweetens ass et awer eppes, wat generell administrativ relativ komplex ass. Mä aus deem Fakt, dee mir net konnten änneren, mengen ech, hu mer aus Lëtzeburger Siicht dat Besch gemaach.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem zoustännegen Minister.

Den Här Henckes kann nach eng Zousatzfrage stellen, wann en dat wënscht.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Ech wollt just dem Här Minister villmools Merci soe fir déi Explikatiounen, well et ass awer eng wichteg Matière.

Wat ech just wollt an deem Kontext awer froen, dat ass: Et si fënnf Länner plus nach zwielef, déi wëllen awer eng extra Législatioun en matière fiscale do hunn. Riskéiert do Lëtzebuerg net op eng Kéier awer relativ isoléiert ze sinn? Dat heescht, musse mer do net... Kann dat net eventuell och fir ons Finanzplaz a fir ons Betriber verschidde Répercussiounen hunn?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Ech sinn net sécher, ob dee Projet wäert realiséiert ginn, well ech e puermol scho gefrot hunn, wéi dee Projet da sollt ausgesinn a wat d'Base légale vun deem Projet wär. Et kann een net einfach zu fënnf decidéieren, esou eppes ze maachen. Vläicht zu 17, wann dat da stëmmt, dass zwielef anerer wëlle matmaachen. An et ka kee mir soen, wéi ass dat kompatibel mam Droit européen. Et ka kee mir soen, ob dat en internationalen Traité gétt. An et ka kee mir en Detail soe vun deem, wat gemaach gétt.

Duerfir mengen ech, dass dat zum Deel mat der Innenpolitik vun enger Rei Nopeschlänner ze doen huet a manner, dass do e konkrete Projet fir de Moment besteet. An dat ass eng vun den Ursachen, firwat ech gëschter nach eng Kéier gesot hunn an d'Kommissioun opgeruff hunn, ze kucken: Hei ass eng europäesch Matière an eng global Matière. Dat kann net aus engem Memberstat esou do aus der Héft geschoss ginn, ouni dass dat an e kohärent Konzept passt.

A bis haut hunn ech op déi Fro keng Äntwert kritt. Duerfir meng provisoresch Konklusioun, dass ech net onbedéngt iwwerzeegt sinn, dass dee Projet eng Kéier wäert gebuer ginn.

Merci.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Très bien. Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister.

Domadder wär dës Punkt ofgeschloss a mir kéimen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech dem Projet de loi 6181 iwwert d'Violence domestique. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Angel, d'Madame Loschetter an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

6. 6181 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

3. du Code pénal;

4. du Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.** - D'Gewalt, Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass e Phänomeen vun eiser Gesellschaft. Eng Gewalt, déi mer all Dag begéien a vis-à-vis vun där mer erschreckenderweis gesinn, dass d'Sensibilitéit noléisst. Eng Gewalt, déi awer och virun allem zerstéiert, wa se doheem tëschent de véier Mauere stattfënn, an der eegener Famill, do, wou Léift a Gebuerenheet un éischer Stell

sollte stoen. Nach ëmmer sinn et zum gréissten Deel Fraen, déi Affer si vun der häuslecher Gewalt, a mat hinnen direkt oder indirekt och d'Kanner.

Déi rezent weltwäit Etüd vun der Weltgesundheitsorganisatioun beleet, esou hir Generaldirektesch Margaret Chan, dass d'Gewalt géint d'Fraen insgesamt e globale Gesundheitsproblem vun epidemeschem Ausmooss duerstellt. D'Gewalt innerhalb vun enger Beziéung ass déi meescht verbreete Gewalt géint d'Fraen. Beträff sinn 30% vun alle Frae weltwäit, an doriwuer eraus sinn et 38% vun alle Fraen, déi Affer gi vun engem Mord, dee vun deem aktuellen oder fréiere Partner ausgeübt gétt. - Rezent wëssenschaftlech Etüde weisen awer och, dass 6% Männer vun hire Partnerinnen ermuert ginn.

Wéi grouss dee Misär, d'Verzweiflung an déi hannerloose Wonnen op Kierper a Séil si bei deene Betraffenen, hunn ech op mengem beruffleche Wee gesinn. Dofir läit dee virleien Gesetzesprojet zu deem sensibelen Thema, zu deem ech den 20. März 2012 als Rapportrice bestëmmt gouf vun der Familljen-, Jugend- a Chancéglichtheitskommissioun, mer och besonnesch um Häerz.

Déi häuslech Gewalt zerstéiert elementar Mënscherechter an hëlt deene Betraffenen hiert Recht, fir an Dignitéit a Sécherheet ze liewen. Si gräift hir kierperlech a psychesch Integritéit un. Si ass e sozialen Iwwel, dee mer an alle Gesellschaftsschichten erëmfannen, onofhängeg vun Alter, der Hierkonft oder der Ausbildung von der Leit. An hir Folgekäscht sinn immens héich, sief dat d'Finanzéierung vu Sécherheits- a Justizapparat, Gesondheitswiesen oder och an der Wirtschaft.

Déi häuslech Gewalt ass zënter 2003, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, keng Privatsaach méi an och kee Kavaliersdelikt méi hei zu Lëtzebuerg. D'Chamber huet deemools dat bunnbréchend Gesetz géint d'häuslech Gewalt, dat d'Regierung ënnert der Fiederféierung vun der deemoleger Chancéglichtheitsministesch Marie-Josée Jacobs 2001 op den Instanzewege bruecht huet, mat 59 Jo-Stëmme an enger Enthaltung verabschit.

Domat huet d'Chamber en Tabu gebrach an e staarkt Signal gesat, nom Motto „Wie schléit, dee geet“. D'Gewalt kann net den normale Wee sinn, fir Konflikter ze léisen. Deen, deen d'Gewalt ausübt, dréit d'Verantwortung zu 100% fir säi Verhalen. Et ass net den Alkohol schold, net déi onglécklech Kandheet oder d'Provokatioun vum Partner oder vum Kand. Neen, et ass en Zeeche vu senger eegener Schwächt.

Dëst Gesetz, dat sech um fortschrëttlechen éisträichesche Gesetz inspiréiert huet, ass elo néng Joer a Kraaft an huet seng Wierkung net verféelt. Déi jährelch Rapporten un d'Regierung vun deem Kooperatiounscomité, dee vum Gesetz jo agesat gouf an deen aus Professionelle besteet aus deene jeeweilege responsablen Organer vum betraffene Secteur, déi hunn erweisen, dass d'Gesetz méi wéi néideg war an och insgesamt gutt fonctionnéiert.

Mä schon zënter 2007 hu si driwwer nogeduecht, ob d'Gesetz net misst op verschidde Punkte verbessert ginn, an hunn och Recommendationen an deem Sënn gemaach.

Zousätzlech huet déi onofhängeg Experte Beate Stoff d'Gesetz 2006 an 2009 wëssenschaftlech evaluéiert am Optrag vun der Regierung. Och déi Konklusiounen bestätegen, dass et eng positiv Auswirkung op d'Hëllef fir d'Affer gétt an d'Wegweisung vun der Persoun, déi d'Gewalt ausübt, eng zousätzlech Méiglechkeet ass, fir d'Gewalt an der Famill ze stoppen.

Allerdéngs ass et net esou, dass dofir d'Fraenhaiser elo eidel stinn. Laut dem Tätigkeetsrapport vum Ministère vun der Chancéglichheit hunn am Joer 2012 196 Fraen, mat 257 Kanner, déi 150 konventionéiert Plazen an Usproch geholl, an dovunner 87% wéint Gewaltproblemer. Duerch d'Gesetz sinn all déi Hëllefsmoosnamen och bei engem anere Public méi bekannt ginn, mä et léisst awer och trotzdem op nach e grousst Onsécherheetsgefill bei den Affer schléissen.

D'Madame Stoff huet zousätzlech nach eng Rei Recommendationen mat op de Wee ginn, wéi een d'Gesetz ka verbessern. Fir weider Donnéeen zu de genannte Rapporten an Evaluatiounen verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Et ass op dësen Elementer, wou déi virleien Reform vum Gesetz vun der häuslecher Gewalt baséiert.

An och d'Zuelen hei zu Lëtzebuerg schwätze fir sech a si mussen eis méi wéi alarméieren. Wa mer 2004 mat 253 Interventiounen vun der Police ugefaangen hunn, esou leie mer 2012 bei 801, eng Steigerung vu méi wéi 300%. 522 Kanner, dovunner 443 mannejäreg, waren duerch déi Gewaltsituatioun betraff.

Gradesou bei den Ewechweisungen - Fall also, wou déi Persoun, déi gewalttätig ass, aus dem Haus gewise gouf: 2004 waren dat der 145; 2012 357, eng Steigerung vun 246%. Weider Detailler dozou fannt Dir a mengem schrëftleche Rapport an och an deenen zitierete Rapport-annuellen. Eng Ursaach also méi, fir d'Gesetz ze verschäerfen, wann och een Deel vun deenen Zuele sech natierlech doduerjer erkläert, dass d'Gesetz elo dobausse méi bekannt ass.

D'Chamber huet sech zënter deem Gesetz vun 2003 och regelméisseg mat dem Sujet vun der häuslecher Gewalt befaasst an och aktiv un den europäeschen Initiativen an deem Beräich do bedeelegt; esou un der europäescher Campagne vum Conseil de l'Europe géint d'Gewalt géint Fraen an d'häuslech Gewalt am November 2006. An deem Kontext gouf och eng Resolution un hei an der Chamber gestëmmt. Donieft ass Lëtzebuerg och zënter 2006 un deem parlamentaresche Réseau vun „Le Droit des femmes de vivre sans violence“ bedeelegt.

Grad Europa huet an dësem Sujet eng Virreideroll iwwerholl, op déi ech a mengem schrëftleche Rapport agaange sinn. Et sief just erwähnt, dass aus der Campagne eraus, déi ech elo grad zitieret hunn, et sech néideg erweisen huet, dass déi juristeschen Normen an Europa op deem Gebitt missten harmoniséiert ginn, fir d'Frae generell a besonnesch als Affer vu Gewalt, gradesou wéi d'Kanner, déi implizéiert sinn, besser ze schützen.

Duerfir huet de Conseil de l'Europe d'Konvention un zur Preventioun an dem Kampf géint d'Gewalt géint d'Fraen an der häuslecher Gewalt ausgeschafft, déi zur Ennerschrëft fräi gouf den 11. Mee 2011 an déi deeselwechten Dag vun Lëtzebuerg ënnerschriwwen gouf. Bis elo hunn nach net genuch Länner des Konventioun ratifizéiert, fir dass se kéint a Kraaft treden. Och Lëtzebuerg nach net. Fir dat kënnen ze maachen, ass fir d'Éischt eng detailléiert Analys vun eisem juristesche Kader néideg.

Well och an der Europäescher Unioun ass den Opferschutz zur éischer Prioritéit erkläert ginn. Et si legislativ Initiative geholl ginn, fir d'Recht vun den Opfer ze stäerken, déi an eis Législatiounen mussen iwwerholl ginn. Ech kommen nach zu engem spéideren Zäitpunkt vu mengem Ausféierung dorop zrëck. Parallell hunn eng ganz Rei europäesch Länner zënterhier och op deem Gebitt vun der häuslecher Gewalt léigiféiert. Och do fannt Dir Detailler a mengem schrëftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn dann elo d'Schwéierpunkte vun der Reform vun eisem Gesetz vun 2003?

De Gesetzesprojet bréngt eng ganz Rei effikass Verbesserungen, déi sech op véier festgestallte Schwachpunkte vum heitege Gesetz axéieren: éischters, d'Ausweidung vum Afferkrees vun häuslecher Gewalt; zweetens, eng besser Sécherheet an e verstärkte Schutz fir d'Affer; drëttens, d'Ervirhiewe vun der besonnescher Verletzbarkeit vun de Kanner, a véiertens d'Responsabilitéit vun de Persounen, déi d'Gewalt ausüben.

Zum éische Punkt: Zum Afferkrees gehéiere vun elo un all Persounen, déi normalerweis an engem familiäre Kader mat der gewalttätiger Persoun liewen. Domat gétt deene verschidde Formen vun Zesummeliewen a Liewensmodeller an eiser Gesellschaft Rechnung gedroen. D'Familien recomposées an och gepacste Koppelen an hir Familljememberen, déi zesumme mat hinne liewen, sinn elo mat abegraff.

Kloer net applizéiert sech dat neit Gesetz op Wunnengemeinschaften, Sous-locatioun oder op den Accueil vu jonken Au-pair. All déi Fäll ënnerleien den allgemenge Rechtsregelen.

Zum zweete Punkt, deem dem Affer also eng besser Sécherheet a verstärkte Schutz garantéiert. D'Ewechweisung, also de Verweis aus dem Haus vun der gewalttätiger Persoun, gétt vun zéng op 14 Deeg erropesat. Zweetens begräift d'Ewechweisung dann och elo nieft dem jëtzege Hausverbot engersäits de Verbot fir den Auteur vun der Gewalt, fir Kontakt mam Affer opzehuelen, sief dat mëndlech, schrëftlech oder iwwer eng drëtt Persoun, an anersäits eng net quantifizéiert Bannmeil, dat heescht d'Verbuet, fir der geschützter Persoun ze no ze kommen, ouni dass awer eng prezis Distanz definiéiert ass. An d'Police kritt d'Recht, fir d'Anhale vun dësem Verbueter ze kontrolléieren. Drëttens, d'Verlängerung vum Verbueter fir den Täter, fir zréckzekommen no der Ewechweisung, ka vum Affer no enger vereinfachter Prozedur ugefrot ginn. A véiertens gi sämtlech Sanktiounen, déi d'häuslech Gewalt betreffen,

net nëmmen am Code pénal regroupéiert, mä se ginn ergänzt a verschäerft.

En neit Verbuet kënn derbäi, bei d'Verbueten an Injonctionen, déi d'Gericht ka sprächen, beim Artikel 1017-8 vum neie Code de procédure civile. Dat heescht, wann een also eng Persoun, mat där een am enke Familljekader leeft oder gelieft huet, aggresséiert oder bedroht respektiv hiert Liewen onerdreiglech mécht, an zwar gëtt dann d'Verbuet, fir bei d'Kannerbetreuungstruktur a bei d'Kannerheim oder bei d'Schoul vun de betraffene Kanner ze kommen, domat agefuert. Net agefuert gëtt d'Méiglechkeet vun enger Médiation pénale aus Grënn vum Afferschutz. Dozou awer méi spéider.

Am drëtten Volet vun de Kanner, déi jo besonnesch déi Leidtragend sinn a Fall vun häuslecher Gewalt, gëtt éischstens am Gesetz verankert, dass dee Berodungsservice, dee sech ëm déi geschützte Persoun këmmert, sech och elo ëm d'Kanner muss këmmern.

An der Praxis ass de Konzept vun deem Berodungsservice fir d'Affer vu Gewalt awer schonn zënter 2006 op eng innovativ Aart a Weis ugepasst ginn, woufir ech d'Madame Minister félicitéieren. E psychologesche Service, dee speziell mat de Kanner, déi Zeien oder Affer si vu Gewalt, schafft, gouf mat deenen néidege Fongen dotéiert. Zweetens ënnersträicht de Législateur, dass de Kanner hir Interesse viru Gericht kënnen vertrat ginn. A weider Schutzmoossname sinn a Preparatioun, mä dorop kommen ech och spéider ze sprächen.

De véierten a leschte Schwéierpunkt dréit dozou bäi, dass déi Persoun, déi d'Gewalt ausübt, verstärkt d'Verantwortung muss iwwerhuele fir hir Handlungen. Éischstens gëtt de psychologesche Berodungsservice, dee sech ëm d'Auteurs vu Gewalt këmmert - dat ass de Moment de Service Riicht Eras -, och elo am Gesetz verankert. D'Police muss dee Service iwwert d'Ewechweisung a Kenntnis setzen an de Parquet gëtt d'Kopie vun den Ewechweisungsprobeieren un de Berodungsdéngscht virun.

D'Police informéiert dann och déi gewalttätig Persoun, dass si innerhalb vun den éischte siwen Deeg vun der Ewechweisung beim Service muss virstelleg ginn. Mécht déi Persoun dat net, hëlt de Berodungsdéngscht Kontakt mat hir op a convoquéiert se fir e Gespréich. De Service mécht dann dovun Rapport un de Parquet, wat och kann als eng Aart Sanktioun wirken.

Zweetens, wann den Auteur vu Gewalt seng Schlüsselen oder aner Apparaten, fir d'Dieren opzemaachen, net fräiwëlleg ofgëtt, kann d'Police wann néideg, wéi dat elo scho beim Refus vun der Ewechweisung ass, mat Gewalt aschreiden.

Wéi scho viru gesot, kommen och dräi nei Infractiounen derbäi. Déi éischt: en Hausfriedensbruch ouni Gewalt. An och d'Strofe ginn dann deemno gestaffelt, fir dem Prinzip vun der Proportionalitéit Rechnung ze droen. Fir Hausfriedensbruch ouni Gewalt kann een elo vu sechs Méint bis zwee Joer Prisong kréien oder/an eng Geldstrof vun 251 bis 3.000 Euro. Am Fall, wou dat mat Gewalt oder ënner Drohung geschitt, kann d'Prisongsstrof bis op fënnf Joer eropgesat ginn an d'Geldstrof bis op 5.000 Euro.

Déi zweet Infractioun: Wann een d'Bannmeil net anhält, riskéiert ee 15 Deeg bis zwee Joer Prisong an/oder eng Geldstrof vun 251 bis 3.000 Euro. A schlussendlech gëtt den Netrespekt vun de Verbueten, déi d'Gericht ka sprächen, laut Artikel 1017-8 vum neie Code civil, deen ech virun zitéiert hunn, och elo strofbar opgrond vun enger Plainte. Eng méiglech Prisongsstrof vu 15 Deeg bis zwee Joer an/oder eng Geldstrof vun 251 bis 3.000 Euro stinn do drop.

Fir par rapport zu diesen Oploen an Neierungen e gewëssen Équilibrium de Rechter vun den Auteurs vu Gewalt hierstellen, ass e ganz wichtige Punkt, dass deejéinegen, deen déi Gewalt ausübt, op där anerer Säit elo d'Recht kritt, fir e Recours ze formuléieren géint déi Ewechweisung innerhalb vun deene 14 Deeg. E Recours non suspensif, dat heescht, dass duerch déi Demande d'Ewechweisung mat all hire Mesuren net opgehuewen ass. Dann och d'Recht, fir sech viru Gericht vun Berodungsservice, deen d'Täterarbecht mécht, assistéieren ze loossen, awer net vertrieben ze loossen, fir den Auteur net vu senger Verantwortung ze entbannen.

Dat ass, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat elo finalement am virleiede Gesetzsprojet vun der Familljen-, Jugend- a Chancéglichkeetskommissioun an engem breede politesche Konsensus zréckgehal gouf.

D'Kommissioun huet dann och deemno intensiv iwwert de Projet diskutéiert, an dat an net manner wéi zéng Sitzungen. D'Madame Minister vun der Chancéglichkeet Françoise Hettogaasch huet de Gesetzesprojet de 27. August 2010 déposéiert, nodeem si den Avant-projet vum Gesetz an der Sitzung vum 22. Juni 2010 virgestallt hat. Déi eigentlech parlamentaresch Aarbechte sinn awer eréischt den 20. März 2012 ugelaft mat der Presentatioun vum Projet zesumme mat der Analys vun den zwee Aweise vum Statsrot vum 8. Mee 2011 a vum 31. Januar 2012 souwéi de Regierungsamendementen vun November 2011.

An déi Aarbechten agefloss sinn d'Aweise vun der Salaritätskummer, der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Fonctionnaires- a Beamtekummer, dem Parquet Lëtzebuerg, dem Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, dem Conseil National des Femmes, der Lëtzebuurger Associatioun vun der Médiatioun an den agrééierte Médiateurs a vun der A.s.b.l. Femmes en Détresse. Dozou d'Detailer a mengem schrëftleche Rapport.

An der Sitzung vum 22. Mee 2012 huet d'Kommissioun dunn och d'Vertreider vun der Justiz, dat heescht de Parquet an d'Jugendrichter Lëtzebuerg, souwéi d'Police ugehéiert. Dann hat d'Kommissioun nach den Avis vun der Justizkommissioun vun der Chamber gefrot an der sensibler Fro vun der Aféierung vun der Médiation pénale, an och wat d'Recht op e Recours fir déi Persoun, déi d'Gewalt ausübt, ubelaangt.

Déi Kommissioun, wou ech dem President Gilles Roth stellvertredend fir hir Membere wëll Merci soen, dass se mech op hir Réunioun vum 20. Juni invitéiert haten, huet decidéiert, d'Positioun vun den eenzelne Fraktiounen a politesche Sensibilitäten op deenen zwee Punkten unzefroen, déi se eis och dunn zougestallt hunn.

Erlaabt mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo op e puer Aspekter vun deene méi ëmstriddene Punkte vun deem Gesetzesprojet anzegoen. D'Kommissioun huet sech et wierklech net einfach gemaach a sech am Detail mat deene Sujeten ausanangesat, och au vu vun de Remarquë vun de Fraenorganisatiounen. Et war eng permanent Gratwanderung, fir e gewëssen Équilibrium tëscht de Mënscherechter vun Affer an Auteur vu Gewalt ze fannen.

Den éischte Volet betrëfft d'Interventiounen vun der Police. Géint déi initial Propos vun der Regierung, fir eng Fouille corporelle vun der gewalttätiger Persoun ze erméiglechen, wa se d'Schlüsselen oder soss Apparaten, fir d'Dieren opzemaachen, net fräiwëlleg wëllt ofginn, gradeso wéi fir déi gewalttätig Persoun mat Force kënnen op de Policebüro matzehuelen, huet de Statsrot eng Opposition formelle ausgesprach.

D'Regierungsamendementen goufen dunn zréckbehalen, déi et der Police wann néideg erméiglechen, mat Gewalt virzegoen, wéi dat elo schonn de Fall ass beim Refus vun der Ewechweisung, wann een där net Folleg wëllt leeschten. Dat dréit de Praktike vun der Police Rechnung, déi domat d'Sécherheet vun alle concernéierte Persounen ka garantéieren. Weider kënn déi net quantifizéiert Bannmeil, déi jo initial op honnert Meter festgesat war, deelweis do de Remarquen och vum Statsrot entgéint.

E leschten Aspekt, deen d'Police betrëfft, ass deen initial virgeschloene Rappel à la loi. De Statsrot huet fonnt, dat wier net effikass an net néideg. Souwuel d'Police wéi de Parquet hunn och fonnt, datt dat keng Plus-value wier. De Rappel à la loi fënn de facto statt, wann d'Police der expulsiierter Persoun d'Schlüsselen ofhëlt an op den Artikel 439 vum Code pénal hiweist. Nieft der Kopie vun der Ewechweisungsdecisioun kritt se zugläch en Informationsblatt, wou och elo en plus dropstoe kënn, dass si innerhalb vu siwen Deeg bei engem Berodungsservice muss virstelleg ginn. An dat Informationsblatt, dat gesäit esou aus: Dat kritt also all Persoun, déi Gewalt ausübt, bei der Expulsioun iwwerrecht vun der Police. Doriwwer eraus muss ee soen, dass mer generell bei kenger Infractioun e Rappel à la loi hei zu Lëtzebuerg hunn.

Zweete sensibele Punkt, dee laang kontrovers an der Kommissioun diskutéiert gouf: de Recours fir déi expulsiierter Persoun. Opgrond vun de Remarquë vum Statsrot huet d'Regierung an hiren Amendementen proposéiert, eng Recoursméiglechkeet fir déi expulsiierter Persoun anzeféieren. Beim Gesetz vun 2003 war dat och schonn en ëmstriddene Punkt, an déi deemoleg Kommissioun hat finalement kee Recours zréckbehalen.

Elo gëtt d'Ewechweisung vun zéng Deeg op 14 Deeg eropgesat a gëtt erweidert duerch zousätzlech Verbueten. Duerfir war de Justizminister och net domat d'accord, an deem Fall nach ëmmer kee Recours anzeféieren, soss misst d'Gesetz op deem Punkt bleiwen, wéi et haut ass. D'Kommissioun huet dunn dee Mo-

ment decidéiert, fir déi bestehend Regelung bäizebehalen, ier d'Commission juridique domat befaasst gouf.

Entre-temps ass awer en neit Element kumm, op dat ech agangs higewisen hunn, an zwar, dass en europäescht Reglement, dat direkt hei zu Lëtzebuerg applicabel gëtt, um Punkt ass, fir vum europäesche Parlament ugeholl ze ginn. Et geet ëm déi grenziberschrëkend Unerkennung vun ziville Schutzmoossnamen, déi an engem europäesche Land geholl goufen, mëttels engem Zertifikat, dat d'Affer bei sech dréit. Am Beräich vun de penale Moossnamen gëtt et iwwregens och schonn eng europäesch Direktiv, déi ass schonn duerch.

An anere Wieder: Wann eng expulsiierter Persoun der beschützter Persoun bis iwwert d'Grenz nostellt, wa se zum Beispill d'Kanner an de Schengen-Lycée géif siche goen, ka se sech och désäit elo vun der Grenz da schützen losse vun der Police. Dat kann awer nëmmen esou applizéiert ginn, wann déi expulsiierter Persoun d'Méiglechkeet kritt vun engem Recours.

Derbäi kënn, dass déi nei Verfassung wäert virgesinn, dass, wann en Uerteel vum Europäesche Mënschegerichtshaff an engem Matière geholl géif gi géint Lëtzebuerg, dat concernéiert Gesetz doduerch ausser Kraaft wier.

All dës Elementer zesumme mat den Aweise vun den eenzelne Fraktiounen a politesche Sensibilitäten hunn erginn, dass d'Kommissioun festgehalen huet, fir d'Ewechweisung op 14 Deeg eropzesetzen an d'Recoursméiglechkeet anzeféieren.

Drëten ëmstriddene Punkt: d'Aféierung vun der Médiation pénale am Fall vun häuslecher Gewalt. Déi hat d'Regierung an hiren Amendementen proposéiert. D'Kommissioun hätt begréisst, wann eng Médiation pénale méiglech gewiescht wär bei häuslecher Gewalt, mä ausser bei enger Ewechweisung - dëst, fir dem Parquet sengen Doléancé Rechnung ze droen.

D'Commission juridique huet dach awer an hiren Diskussiounen ervirgehuewen, dass d'Gesetz vun der Médiation pénale e generell Gesetz ass, wou eng prezis Ausnahm am Fall vun enger Ewechweisung kaum méiglech wier. D'Avisen, déi vun hir gefrot goufen, hu sech doduerjer also drop limitéiert, fir iwwert d'Bäibehaltung oder d'Sträichung vum Artikel 24 vum Code d'instruction criminelle ze befannen, déi also keng Médiatioun virgesäit bei Infractiounen géigeniwwer Persounen, mat deenen ee leeft.

Eis Kommissioun huet dunn decidéiert, fir d'Médiation pénale net anzeféieren, engersäits opgrond vun diesen Avisen an anerersäits mam Argument, dass eng Médiatioun jo nëmme mat der Awëlleung vun deenen zwou Parteie ka stattfannen. Wann de Parquet dës Mesure decidéiert, riskéiert d'Affer dem Drock vum Auteur vun der Gewalt ausgesat ze sinn, well besonnesch am Fall vun häuslecher Gewalt handelt et sech ëm eng strukturell Gewalt, déi op engem ongläiche Kräfteverhältnis zwëschen zwou Parteie baséiert.

D'Kommissioun verweist drop, dass déi Betraffe jo zu engem spéideren Zeitpunkt op eng Familljemédiatioun kéinten zréckgräifen, wann d'Urgence bis eriwier ass, an entre-temps hu mer jo och e Gesetz vun der Médiation commerciale a civile, wou déi Médiation familiale verankert ass. De Statsrot hätt d'Médiation pénale begréisst, mä en iwwerléisst awer dem Législateur, d'Politique criminelle ze definéieren.

Véierten a leschte sensibele Punkt: de Schutz vun de Kanner. E Punkt, dee leider huet missen de Moment deelweis ausgeklammert ginn, ass nämlech d'Regelung vum Kontakt vun der gewalttätiger Persoun mat de Kanner, déi Affer respektiv Zeie si vun deene Gewaltzeenen an oft scho länger Zäit déi Gewalt materliewen.

De Statsrot huet säin Avis iwwert dee virleiede Gesetzesprojet extra zesumme mat deem iwwert d'Reform vum Jugendschutzgesetz verfaasst. An an där Reform ass en neien Artikel 25bis virgesinn, deen dem Jugendrichter eng generell Méiglechkeet gëtt, fir e Kontaktverbuet en urgence ze spräche par rapport zu Persounen, déi eng Gefor fir d'Kanner duerstellen an hir Erzéiung an Entwécklung gefärdren, also net nëmmen op déi häuslech Gewalt limitéiert. An eiser Gesetzesvirlag wier dann och den Netrespekt vun deser Décisioun strofbar gewiescht.

D'Initiativ vun der Regierung, fir e provisoersch Beruffsrecht an en Droit d'hébergement iwwert de President vum Bezierrichter fixéieren ze loossen an och den Oflaf vun deem Besuchsrecht ze bestëmmen, ass mat enger Opposition formelle vum Statsrot beluecht ginn, dee fir eng Kohärenz vun de richterleche Kompetenze plädéiert a festhält, dass an alle Fall de Jugendrichter zoustänneg ass fir d'Kannerrechter.

Vu dass d'Commission juridique an hiren Aarbechten zu der Reform vum Jugendgesetz awer nach net weiderkomm ass a se och nach net ofgeschloss huet, kënnen awer déi zwou Geset-

zesvirlagen elo net matene gestëmmt ginn. Duerfir hu mer missen och all Referenzen op dat Gesetz aus eistem Gesetz hei erausloossen.

Zu den Amendementen vun der Kommissioun, fir awer - en attendant - dem Bezierrichter déi Décisiounen nees unzevertrauen, ass déiselwecht Opposition formelle vun der héijer Kierperschaft kumm. Erviresträchen ass, dass de Jugendrichter awer generell och ëmmer ka saiséiert sinn, wann eng akut Gefor fir d'Kand besteet.

Fir dem Besoin vun de Kanner no Schutz nach méi Rechnung ze droen, hat d'Kommissioun och nach e Virstouss gemaach, andeems se en Amendement verfaasst huet, fir déi Kanner, déi am familiäre Kader mam Auteur liewen, och als Affer unzegesinn, an de Kontaktverbuet an de Verbuet, fir sech ze rapprochiere fir déi expulsiierter Persoun, direkt op si auszeweiden.

Hei huet de Statsrot och eng Opposition formelle gemaach, déi am Detail a mengem schrëftleche Rapport beschriwwen ass. D'Kommissioun huet dunn och déi doten Textännerung zréckgezunn.

Dofir muss mir dann och, soubal wéi dat reforméiert Jugendschutzgesetz prett ass, - also en Appell hei un d'Commission juridique vun der Chamber, fir do e bësselche Gas ze ginn -, muss mer dann déi néideg Adaptatioun an deem Gesetz géint d'häuslech Gewalt virhuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de schrëftleche Rapport vum virleiede Gesetzesprojet ass an engem breede politesche Konsensus vun de Membere vun der Familljen-, Jugend- a Chancéglichkeetskommissioun ugeholl ginn. Ech soen dofir och deene Membere vun der Kommissioun, déi parteiwwergräifend konstruktiv matgeschafft hunn an dozou bäigedroen hunn, dass mer hei, mengen ech, e gutt Gesetz hunn, en ausdréckleche Merci. E grouse Merci och un d'Mataarbechter vum Sekretariat vun der Chamber a vun der Fraktioun.

Heimat bieden ech lech also och, dësem Gesetzestext zoustëmme an domat e weidert staarkt Zeechen ze setze géint d'Gewalt an eiser Gesellschaft.

Erlaabt mer awer nach kuerz, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert ze soen och am Numm vun der CSV-Fraktioun. D'CSV ënnerstëtzt selbverständlech dee Gesetzesprojet, deen hei virläit, a veruerteelt all gewalttätig Verhalen an eiser Gesellschaft.

Wichtig ass et awer och, e klengen Ausbléck ze maachen op zukünfteg eventuell Adaptatiounen vun deem Gesetz, well ech mengen, dat hei ass e Gesetz mat deem mer eis net fir d'Éischt befaasst hunn an der Chamber an och net fir d'Lescht, an ech mengen, mir müssen dat ëmmer nees op de Métier huelen.

Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, dass déi aner europäesch Länner, déi légiféiert hunn, zum Beispill nieft Éisträich, an deem mer eis inspiréiert hunn, och elo nach besonnesch Frankräich a Spuenien ganz fortschrëttlech Gesetze hei gestëmmt hunn. Do ass zum Beispill a Frankräich och déi psychologesche a moralesch Gewalt an der Koppel als Delikt ugesinn, oder a Spuenien ass déi strukturell Natur vun der Gewalt, déi also op der Ongläichkeet vun de Geschlechter baséiert, och um penale Volet differenziert.

Weider Suerge muss ee sech maachen, dass et jo och hei zu Lëtzebuerg ëmmer nees zu grave Kierperverletzungen souguer mat Doudesfolleg och kënn, an och festgestallt gëtt, dass d'Brutalität vun deene gewalttätige Persounen zouhëlt.

Mir haten d'lescht Joer eleng dräi där heiter Fäll. Si waren och an der Press dokumentéiert: „Dramatischer Ehestreit: Frau trägt lebensgefährliche Verletzungen davon“, „Frau in X schwer mit Messer verletzt“, an dann en drëten „Mann bedroht Ehefrau mit Hackbeil“.

Also, dat sinn alles Situatiounen, déi sinn net an engem Krimi, mä déi si leider batter Realitéit. An duerfir ass et besonnesch schwierig, och déi Täter, dat hu mer aus dem Rapport erausgesinn, deen de Comité de coopération geschriwwen huet, déi ëmmer nees Widderhuelungstäter, déi also récidivieren, déi mussen besser kënnen kontrolléiert ginn, an duerfir muss een och de Problem opwerfen, dee muss geléist ginn, vum Port vun engem elektronische Bracelet zum Beispill. Oder och zum Beispill d'Aféierung vun engem Urgencetelefon fir d'Affer, déi direkt bei engem spezialiséierte Service un enger Urgencelinn kéinten do drunhänken.

Och de Problem vum Certificat médical, dass deen zum Beispill net vun der Krankeess rembourséiert gëtt, dat ass och ee Punkt, op deem muss weider geschafft ginn. An do weess vläicht d'Regierung scho méi Saachen, ob do eppes virugaangen ass.

Mä och wëll ech ervirhiewen, dass och bei Hospitalisatioun vu Persounen, bei deenen eppes als eng normal Verletzung kéint ausgesinn, zum Beispill bei Knachebréch, do och rezent Etüde weisen, dass et och wichteg wär, dass d'Spitalspersonal oder d'Dokteren och do sensibiliséiert sinn an och all Kéiers da Leit mat Knachebréch zum Beispill drop uschwätzen, wat do wierklech geschitt ass, an dat och hannerfroen.

Och wär et néideg, de Käschtepunkt nach méi prezis ze formuléieren. Lëtzebuerg hat ugefaangen, mengen ech, dee Käschtepunkt ze berechnen, awer nach net komplett mat all sengen Auswierkungen. Dat wär, mengen ech, och ganz wichteg, fir ze wëssen, fir och weider Mesuren da kënnen do drunzehänken.

Begrëssenswäert jiddefalls ass déi Etüd, déi d'Madame Minister gëschter an der Press ugekënnegt huet, déi zesumme soll mam CRP-Santé gemaach ginn, fir d'Ursacheforschung vun der Gewalt nach méi ze verdeiwen, an ech wëll och drop hiweisen, dass och schonn eng Rei Initiative geholl ginn, och fir zum Beispill deene Persounen, déi gewalttätig sinn, wat elo meeschtendeels Männer sinn, zum Beispill e Service zur Verfügung ze stellen...

► **M. le Président.**- Madame Andrich, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.**- Jo, selbstverständlech.

(**Brouhaha**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Ech hat...

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.**- Elo hat Der lech awer laang gepackt, hein?!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech hat der Madame Andrich keng Fro gestallt, wéi se de Rapport an der Kommissioun gemaach hat, mä well se elo am Numm vun der CSV schwätzt, ass dat eng aner Saach. Duerfir wollt ech d'Madame Andrich froen, ob se duerch déi Wiel vun den Zeitungsartikelen an och déi Wieder, déi se elo benotzt huet, wëllt esou maachen, wéi wann déi Gewalt och hei am Land nëmme vu Männer... Well ech wëll hei...

► **Une voix.**- Neen...

(**Brouhaha général**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wëll hei en Artikel der Madame Andrich zur Informatioun zitieren aus dem „Spiegel“ vum 28. Mee 2013: „Frauen werden ihrem Partner gegenüber häufiger gewalttätig als Männer. Zu diesem Ergebnis kommt die neue grosse Studie zur Gesundheit Erwachsener in Deutschland.“

Justement, kennt Dir déi Studie, Madame Andrich? A wat sinn Är Konklusiounen doraus?

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.**- Merci, Här Kartheiser, fir Är Interventioun, déi sécherlech interessant ass. Ech hat a mengem Rapport drop verwisen, dass och 6% Männer vun hire Partnerinnen ëmbruecht ginn.

(**Brouhaha général**)

Dach, et sinn der awer nach ëmmer manner wéi...

(**Brouhaha général**)

► **Une voix.**- Loosst lech net provozieren.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.**- Sou, duerfir... Neen, mir loosse eis hei net provozieren.

Eng Suerg muss eis och sinn, dat, wat de Parquet eis gesot huet, dass an deene Fäll, wou et net zu enger Expulsioun kënt, jo déi Leit nees zesummen an hir Famill zrëckkommen an och zesumme musse liewen, wou awer virdrun e Gewaltklima war, a wann dat Gewaltklima net genuch opgefaange gëtt, dat muss eis eng Suerg sinn. Duerfir musse mer dee Volet vun der Médiation familiale oder respektiv dee Volet vun der Médiation pénale, wann d'Gesetz vun der Médiation pénale géif eng Kéier iwwerschafft ginn, eng Kéier, géif ech mengen, nei op de Leescht huelen.

An, ech mengen, virun allem sollt et eis eng Suerg sinn, fir d'Preventioun wierklech breet ze fördern, dass dat ugeet scho bei der Erzieung vun de Kanner op eng gewaltfrei Kommunikatioun. Op allen Niveaue muss och do ministèresiwwergräifend zesumme gemaach ginn. An ech mengen da kënnen mer, Dir Damen an Dir Hären, dee Gewaltproblem zesummen an eiser Gesellschaft ugoen.

Ech soen lech Merci, an ech ginn och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir de virleiede Gesetzesprojekt ze stëmmen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Rapportrice vum Projet de loi, an elo kritt d'Wuert Madame Lydie Polfer.

► **Une voix.**- Très bien!

(**Discussion générale**)

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Här President, Dir Damen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Alleréisch, der Madame Andrich fir souwuel hire schrëftlechen, wéi hire mündleche Rapport hei Merci ze soen, a besonnesch och fir déi vill gutt, flott a wichteg Diskussiounen, déi mer hatten.

Erlaabt mer, lech nëmme eng Zuel ze nennen, eng erschreckend Zuel, fir op d'Wichtigkeet vun där Problematik, déi mer hei an deem Gesetz beschwätzen, hinweisen: Häuslech Gewalt ass op der Welt déi éischt Doudesursach vun de Fraen zwëschen 19 a 44 Joer virum Kriibs, virum Krich a virum Accidenter am Stroosseverkéier. Gewalt géint Fraen, well an der grousser Majoritéit, net nëmme, mä an der grousser Majoritéit vu Fäll vun häuslecher Gewalt si Fraen Opfer, gëtt et, an dat muss mer eis och bewusst sinn, an all Gesellschaft an och an alle Gesellschaftsschichten. Rächtm, Kultur oder ethnesch Ofstammung maachen hei keen Ënnerschied. An Amnesty International no stierft zum Beispill all dräi Deeg a Frankräich eng Fra un de Folge vun häuslecher Gewalt.

Zu Lëtzebuerg hat d'Police 2012 801 Asätz am Kader vun häuslecher Gewalt. Dat ass eng Hausse, an d'Madame Andrich huet et scho gesot, vun 18,6% am Vergläich mam Joer virdrun. Wat dann d'Ewechweisung betrëfft, si bal 8% méi wéi 2011. 357-mol nämlech gouf eng Ewechweisung veruerdnet. Vun deene waren, an dat muss ee soen, och zum Här Kartheiser senger Informatioun, effektiv 29-mol Fraen Auteur vun der Gewalt. Dat ass also manner wéi 8%.

Häuslech Gewalt ass nach ëmmer, och an onser Gesellschaft, en Tabuthema, wat vu ville Virurteeler ëmginn ass. Mir associéieren häuslech Gewalt mat geschloene Fraen, oft mat Scholdgefiller, mat Scham, op béide Säiten. Mä d'Realitéit vum Problem ass nun emol awer vill méi komplex a werft a villen Hisiichte Froen op.

A fir dës Situation gerecht ze ginn an déi beschméiglech Viraussetzung fir eng effektiv Approche am Kampf géint häuslech Gewalt ze fannen, huet e Reglement vun 2003, mir wëssen et, de Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence an d'Liewe geruff. D'Verrieder vum Stat, déi fir d'Ëmsetze vum Gesetz zoustänneg sinn, hunn zesumme mat Verrieder vun de Services d'assistance aux victimes de violence domestique d'Missiouen kritt, fir engersäits d'Ëmsetzung vum Gesetz ze iwwerprüfen an op méiglech Problemer opmierksam ze maachen, an anerersäits awer och Statistiken ze féieren an ze studéieren. An eemol am Joer publizéiert also de Comité de coopération e schrëftleche Rapport.

Säit 2007 diskutéiert och de Comité iwwer eng méiglech Upassung vum Gesetz, wou den Experience vun der Police, vum Parquet an de Gerichter wéi natierlech och deene vun den Hëlleforganisatiounen muss Rechnung gedroe ginn. Wëll nëmme, wann een d'Ursache kennt, kann ee geziilt, effektiv a preventiv dergéint ugoen. An dofir sinn ech och fro, datt de Chancéglichtheitsministère an d'Madame Minister de CRP-Santé mat enger wëssenschaftlecher Analys fir 2013 an 2014 beoptragt hunn.

Här President, bei enger Thematik wéi där vun der häuslecher Gewalt, wou et och fir de Législateur schwéier bleift, net vu vireran ageholl ze sinn, ass eng onofhängeg Evaluatioun ëmmer immens wichteg. Dem Beate Stoff, enger däitscher Expertin, déi hei scho genannt ginn ass, hir zwee Rapporten iwwert d'Situatioun vun häuslecher Gewalt zu Lëtzebuerg an d'Ëmsetze vum Gesetz hunn Asichten erlaabt, déi op kee Fall bei dëser Revisioun dierfen iwwersi ginn an déi och net iwwersi wäerte ginn.

Deen éischte Rapport, loosse mer drun erënnere, vun 2006 hat keng direkt Noutwendegkeet opgeworf, d'Gesetz ze änneren. An deene meeschte Fäll, ass festgestallt ginn, fonctionnéiert d'Prozedur gutt, d'Affer vu Gewalt emfannen d'Ënnerstëtzung an d'Hëllef vun den Assistenzdëngschter als positiv. Mä d'Punkten, déi awer missten diskutéiert ginn, waren - an déi waren opgeworf ginn -: éischters d'Dauer vun der Ewechweisung, zweetens de Schutz vun de Kanner an eben d'Preventioun.

An där zweeter Evaluatioun vun 2009, dat heescht also sechs Joer nom Akraafttriede vum Gesetz, huet d'Beate Stoff eng Hausse vun der häuslecher Gewalt zu Lëtzebuerg kënnen feststellen, an d'Zuele si scho genannt ginn. Och ass d'Zuel vun den Affer, déi op d'Assistenzdëngschter zrëckgräifen, geklommen. Mä d'Madame Stoff gesäit an dësen Zuelen net onbedéngt e Wuessstum vun der Gewalt, mä éischter de Fait, datt méi Leit op d'Mesuren zrëckgräifen. An dat ass och gutt esou.

Informatiouns- a Sensibilisierungscampagnen hunn den Accès op d'Hëllef erkennbar ge-

maach an hunn och d'Kanner an déi Jugendleche erreicht. Formatiounen am Domän entwéckele sech weider, an d'Prise de conscience beim Personal aus dem Gesondheetswiesen ass och festgestallt ginn. Den Aussoe vun den Affer gëtt méi Glafwierdegkeet zougeschriwwen a se gi besser eens an der Sich no Hëllef.

Den Tabu schéngt also gebrach. Mä am Allgemengen awer, an dat ass och festgestallt ginn, an d'Madame Andrich huet et och scho gesot, ass d'Brutalitéit awer, wéi virgaange gëtt, geklommen, an d'Gefill vun Onsicherheit vum Affer, trotz dem Gesetz, nach ëmmer präsent. Wéinst wirtschaftlecher Prekaritéit mussen ëmmer méi Affer bei Accueilstrukturen ënnerkommen. An de Rapport hieft och den Zusammenhang tëschent der Wunnengsnout an der häuslecher Gewalt ervir.

En identifizéiert also zwee grouss Schwachpunkten: Dat ass op där enger Säit d'Problematik vun de Kanner a Situatiounen vun häuslecher Gewalt an op där anerer Säit d'Responsabilitéit vum Auteur vun häuslecher Gewalt.

D'Gesetz ass also elo dräi Joer no sengem Dépôt hei an der Chamber, an d'Familljekommissioun war net ëmmer mat den Amendementen vun der Regierung averstanen, an de Statsrot huet op verschidden Amendementen säi Veto ageluecht. Dat huet ebe mat sech bruecht, datt et esou laang elo gedauert huet.

D'Realitéit um Terrain krut d'Kommissioun mat den Aweise vun deene concernéierten Instanzen an Organisatiounen matgedeeilt. An et war extrem wichteg, hir Experienze a Recommendationen, esou wäit wéi méiglech, ze berücksichtigen. Jiddwereen ass averstanen ze soen, datt dat éischt Zil de Schutz vum Affer muss sinn, datt et en néidegen a legitimen Agrëff ass. Dat bedeit awer net, datt där ewechgewiesener Persoun hir Rechter dierfe vergiess ginn. Et geet drëms, eng Ponderatioun tëschent den Interessen an de Rechter vu béide Säiten ze fannen. Wat, weess Gott, keng einfach Aufgab ass!

Dëst Gesetz soll elo eng juristesche Léisung fannen, wat op där enger Säit dem Affer an enger akuter Noutsituatioun Schutz ubitt, ouni awer op där anerer Säit, wéi gesot, d'Rechter vum Auteur ze vergiessen, deen net nëmme Hëllef vläicht brauch, mä ganz sécher och muss kréien.

Här President, aus deem Grond huet d'Kommissioun sech du laang mat der Fro vum Droit de recours fir den Auteur ausenanergesat, mä awer och mat der Regelung vun der Opsicht vun de Kanner. Well d'Dauer vun der Ewechweisung elo 14 Deeg amplaz vu virdrun nëmme zeng Deeg war, a fir d'Droits fondamentaux a procéduraux ze respektéieren, huet de Statsrot drop bestanen, en Droit de recours, awer non suspensif, fir déi ewechgewiesene Persoun virzegesinn. D'Meenungen, dat wësse mer all, an der Kommissioun sinn do, waren, loosse mer et emol diplomatesch soen, gedeelt.

Fir Verschiddener ass en Droit de recours inakzeptabel. De Schutz vum Affer steet am Mëttelpunkt bei dësem Gesetz. Eisträich ass do mat senger virbildhafter Legislatioun a puncto häuslecher Gewalt zitéiert ginn an dat gesäit keen Droit de recours vir. D'Fraktiounen goufen dunn em hiren Avis zu dësem Punkt gefrot.

D'Demokratesch Partei huet sech, no laangen Diskussiounen, muss ech och soen - an ech war am Ufank och net wierklech iwwerzeugt -, mä mir sinn no laangen an eingehenden Diskussiounen dann awer zu där Konklusioun komm, datt d'Aféierung vun engem Droit de recours, awer nach eng Kéier ënnerstrach: non suspensif, hu mer eis dierfir ausgeschwat.

En Argument war...

► **M. le Président.**- Madame Polfer, den Här Kartheiser wëllt lech eng Fro stellen, wann Der dat dann erlaabt.

(**Brouhaha**)

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Herno, herno! Ech mengen, et kommen nach e puer Saachen. Dir kënnt herno nach, jiddweree ka schwätzen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- En Argument war, datt eng Persoun jo net nëmme ewechgewise gëtt oder ka ginn, wann en effektiv schonn eng Infraktioun begaangen huet, mä och op Basis vun Indizien, datt eng Infraktioun kéint stattfannen. An dat ass och richteg esou. Mä datt déi Décisioun jo geholl gëtt vun der Police, natierlech no Aschalte vum Procureur d'État, mä awer ouni direkt Interventioun vun engem Richter. A well de Recours jo eben net suspensif ass, verréngert dat a kenger Hisiicht de Schutz, deen dem Affer ugebuede gëtt.

Et ass keng unilateral Prozedur och, déi hei virgesinn ass herno beim Richter, mä eng konträktöresch, wou de Richter dann tranchéiert. Dofir si mir och fro, datt dës Dispositioun och esou am Gesetz zrëckbehale ginn ass. An et ass och mëttlerweil esou, datt en europäesch Re-

glement, wat ganz geschwé wäert geholl ginn iwwert d'Reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile, dee Recours souwisou wäert virgesinn. Soudatt mer, mengen ech, hei dann awer eng richteg Décisioun geholl hunn oder wäerten huelen an deene kommende Minutten.

Bei deenen 357 Ewechweisung ware 522 Kanner, dovu 433 mannerjäreger beträff. Ech mengen, d'Madame Andrich hat déi Zuele jo och gesot. Si waren direkt Affer oder Zeie vun häuslecher Gewalt an domat, egal wéi, Affer. Well dat si schrecklech Situatiounen, déi e Kand oder e Jugendlechen, deen déi materlieft, ni wäert vergiessen.

D'Situatioun steet säit enger Rei Joren, an dës Situatioun an dës Problematik steet am Mëttelpunkt vun eise Beméiungen. Bei der Prise en charge vum Assistenzdëngschter si Persoune spezifesch fir d'Kanner zoustänneg. An dat ass och gutt a richteg esou a muss nach ausgebaut ginn. De psychologesche Suivi huet sech och op den Trauma vu Kanner spezialiséiert an eng ganz Rei Mesur sinn ëmgesat ginn, fir de Kanner bei hirem Erlefnis ze hëlfen a se mat Wäerter vun enger „Kultur ouni Gewalt“ ze erzeien.

An deem Kontext ebe just, well fir Kanner, déi dat do materliewen, ass et en Trauma, well et jo meeschtens Eltere sinn, déi hei am Spill sinn. Elteren, eng Mamm, e Papp oder e Partner vun deem engen oder deem aneren. An an deem Kontext stellt sech d'Fro eben, ob d'Ewechweisung soll automatesch mat sech bréngen, datt den Auteur seng Kanner net méi dierf gesinn. De Risiko, datt d'Kanner instrumentaliséiert ginn, ass a Familljeverhältnissen vun häuslecher Gewalt natierlech ëmmer méiglech.

Am Comité de coopération war dese Punkt och ganz ëmstridden. Géif en Auteur an deem Fall, wann et also automatesch wier, seng Rechter a puncto Famill, kréich en déi entzunn? Ass en Elterendeel, dee Gewalt uwennt, noutwendegweis an ëmmer och e schlechten Elterendeel? Dat sinn alles ganz sensibel Froen, aus deenen ee keng allgemeng Wourecht fir ëmmer a fir jiddweree kann zéien. An och, wann d'Victime eng Interdiction de retour no der Ewechweisung ufreet, déi vun Dauer vun dräi Méint, huet de Projet virgesinn, datt déi provisoersch Mesuren, wat den Droit de visite et d'hébergement vun de mannerjärege Kanner ubelaangt, vum President vum Tribunal d'arrondissement geholl ginn.

Mä de Statsrot ass strikt dergéint, mam Argument, datt dës Kompetenz déi vum Jugendrichter ass an och soll bleiwen. D'Madame Andrich huet op déi Problematik an déi Diskussiounen schonn higewisen. Schlussendlech ass dofir all Referenz op den Droit de visite aus dësem Gesetz geholl ginn, well jo eben de Projet de loi 5351 iwwert d'Protection de jeunesse dat sollt regelen.

Här President, souwuel de Rapport vum Comité de coopération wéi de Rapport vun der Madame Stoff hunn drop higewisen, datt de Krees vun de Persounen, déi bei häuslecher Gewalt sollen a Schutz geholl ginn, misst ausgedehnt ginn. Am Moment ass et esou, datt d'Membere vun enger Famill recomposée net ënnert d'Gesetz falen. Nu wësse mer awer, datt dat awer oft de Fall ass.

Den urspréngleche Projet huet virgesinn, all Affer vun häuslecher Gewalt, dat mam Täter ënner engem Daach wunnt, dat heescht an enger Cohabitatioun mam Auteur ass, ze schützen. De Statsrot huet sech fir eng méi restriktiv Definitioun vun de Personnes à protéger ausgeschwat. D'Cohabitatioun wier eng ze breet Definitioun, déi iwwert d'Famill erausgeet an eng ganz Rei Problemer géif mat sech bréngen, wann d'Police dat misst interpretéieren.

D'Regierung huet dofir nom Avis vum Statsrot proposéiert, de Kritär vun der Cohabitatioun mat deem vum Cadre familial ze ergänzen. Dat ass och esou, wéi mer et elo festgehale hunn, an esou steet et dran. An ech hoffen, datt dat eis, datt dat deene Leit, déi domat konfrontéiert sinn, genuch Kloverheet gëtt.

D'Effikasitéit vun Schutz vun den Affer gëtt och an deem Sënn gestärkt, datt den Auteur elo 14 Deeg amplaz vun zeng Deeg ewechgewise gëtt an et him verbueden ass, Kontakt mam Affer opzehuelen, sief dat mündlech, schrëftlech oder via eng drëtt Persoun. Och ginn d'administrativ Démarchen, fir no der Ewechweisung eng Interdiction de retour unzefroen, vereinfacht. Sanktiounen, déi virgesi ginn, falls den Auteur sech net un d'Konditiounen vun enger Ewechweisung hält, ginn am Code pénal regroupéiert, komplettéiert a réaffirméiert.

Här President, een Aspekt, op deen an dësem Projet besonnesch Wäert geluecht gëtt, ass dee vun der Responsabiliséierung vum Auteur vun häuslecher Gewalt. D'lescht Joer hu sech ronn d'Halschent vun den Auteurs bei engem Service gemellt, dee fir d'Auteurs vun häuslecher Gewalt zoustänneg ass. Esou ee Service gëtt et am Moment hei zu Lëtzebuerg nëmmen op enger Plaz. Ech mengen, mir kenne se, se ass och genannt ginn: „Riicht eraus“ vun der Croix-Rouge, deen d'Auteurs ophëlt, hinnen Hëllef ubitt, se informéiert an hinnen hëllef, hiert gewalttätigt Verhalen an de Griff ze kréien.

Déi Hausse erkläert sech doduerch, datt d'Auteurs no engem Jugement gemellt ginn oder et eng Konditioun vum Sursis ass. E Schwachpunkt vun där aktueller Léiglatioun ass de Mangel u Responsabiliséierung vum Auteur, ganz sécher. An hirem Rapport réit d'Madame Stoff, d'Kooperatioun vum Auteur mam responsabele Service obligatoresch festzuleeën an dese Service och am Gesetz ze verankeren. Dës Mesure géif den Auteur kloer sensibiliséieren an d'Zäit vun der Ewechweising kéint fir eng echt Prise de conscience genotzt ginn.

De Projet de loi gesäit elo vir, datt den Auteur siwen Deeg huet, fir sech beim Service ze melden. Duerno gëtt en da kontaktéiert an op e Gespräch bestallt. Hëlt den Auteur seng Obligatiounen awer net wouer, gëtt dat am Rapport un de Parquet festgehalen. D'Gesetz gesäit awer och vir, datt de Service den Auteur bei Gericht kann ënnerstëtzen, mä, wéi scho gesot, net vertrieben. Hie selwer muss schonn do untrieden.

Fir ofzeschlüsse wëll ech nach ganz kuerz op een Amendement agoen, deen zu menger grousser Erlichterung net am Gesetz wäert sinn, an zwar dee vun der Médiatioun am Kader vun häuslecher Gewalt. Wann och de Gedanken, deen dohinner gefouert huet, vläicht louabel war, dann, mengen ech awer, huet d'Médiatioun am Kader vun häuslecher Gewalt net hir Plaz. D'Affer befénnt sech nämlech an enger prekärer Situatioun, ass oft ofhängeg vun dem Auteur an et kann ee sech nëmmen ze gutt an ze licht virstelle wéi ee Chantage, wéi eng Manipulatioun hei vis-à-vis vun dem Affer kéint gemaach ginn.

Wou d'Médiatioun allerdéngs kéint vun Hëllef sinn, an dat kann een och nëmmen hoffen, dat ass zu engem spéideren Zäitpunkt, wa sech d'Rapports de force nees méi ausgeglach hunn a wann et drëms geet, d'Familljeverhältnissen nei ze organisieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, d'Ewechweising ass nëmmen eng éischt Etapp vun engem laange Prozess. D'Ewechweising u sech léist op laang Dauer d'Problemer net. D'häuslech Gewalt ass eng Spiral, déi nëmme schwéier ze stoppen ass, dat wësse mer, an et dierf een net op deen Dag hoffen, wou sech alles vum selwe wäert regléieren, well wann een dat hofft, dann ass et oft scho vill ze spéit. Ganz oft ass Hëllef vu baussen néideg. Dat muss mer wëssen an dat muss mer och soen.

Dëst Gesetz soll den Affer deen néidege Schutz an dee richtegen Encadrement erméiglechen. An oft sinn et d'Noperen, déi op de Kaméidi opmierksam gemaach ginn an d'Police ruffen. An och do muss Ennerstëtzung kommen. An d'Leit muss weider vu Sensibiliséierungscampagnen op dee Problem opmierksam gemaach ginn, well prinzipiell, nach eng Kéier, ass kee virun häuslecher Gewalt sécher. Et geet eis all eppes un, well et kann een duerch dat richtegt Agräifen am richtige Moment Liewe retten. Däers muss ee sech bewusst sinn.

D'Spiral ka gestoppt ginn an d'Rezidivgefahr verringert sech, andeems den Täter elo méi strikt Regele kritt an och selwer muss weisen, datt hie Verbesserung a sengem Verhale sicht a gewëllt ass, Hëllef unzuhuelen. Mä och an hire Beméiung solle se net eleng gelooss ginn. Well ech fäerten, soss kenne mer hei an der Preventioun net vill änneren.

Dëst Gesetz markéiert op alle Fall ganz kloer de Wëlle vum Léiglateur, dem Tabu vun häuslecher Gewalt definitiv en Enn ze setzen. Et ass awer eréischt mat enger inklusiver Approche am Kader vun der Erziéung vun eise Kanner, andeems mer hinnen eng gewaltfräi Gesellschaft a gewaltfräi Familljeverhältnissen versichen ze garantieren, datt mer Zeeche setzen. Dat wëlle mer maachen. An an deem Sënn wäert d'Demokratesch Partei natierlech hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Polfer.

Jo, Här Kartheiser, ech géif proposéieren, Dir hutt herno Är Ried, do kënnt Der allegueren Är Froe stellen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech géif elo emol proposéieren, datt mer hei an der Riednerlescht virufieren. An zwar ass als nächste Riedner den Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - En Élément perturbateur!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Sidd Der géint d'Reglement vun der Chamber, Här Bettel?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dir sidd en Élément perturbateur...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech rapelierenlech dat déi nächste Kéier, wann Der eng Fro stellt.

(Interruptions diverses)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - A wéi enger Qualitéit schwätzt Der? Fir wien?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Fir d'Lëtzebuurger Vollek!

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

(Brouhaha général)

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, ech mengen, ech fänken...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Ech géif elo proposéieren, datt den Här Angel ganz eleng d'Wuert kritt...

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Très bien!

► **M. le Président.** -...an datt Der him opmierksam nolauschert. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, an Dir hutt et matkritt, et geet em e ganz sensibel Thema, nämlech em dat vun der Violence domestique.

D'Gewalt am Stot, dat wësse mer alleguer, huet vill Facetten an et ass en Drama, dat keng Grenze kennt, en Drama, dat jiddwereen touchéiere kann ouni Ennerscheeder vum soziale Status, vum Alter, vun der Relioun, vun der sexueller Orientéierung, vun der Hautfaarf oder vun der Kultur.

D'Violence domestique gëtt et iwwerall op der Welt a se trëfft haut nach ëmmer bäi Wäitem am meeschten d'Fraen. Si ass déi éischt Doudesursaach bei Fraen tëschent 16 a 44 Joer - a mir ginn net midd, dat ze erënnere -, déi éischt Doudesursaach viru Kriibskrankheeten an Auto-accidenter.

An, Här Kartheiser, Dir wäert jo net mengen, dass mir op lech hu misse waarden, fir ze wëssen, dass et och Männer sinn, déi Opfer kenne sinn. Mä d'Zuele beweisen et, et sinn haaptsächlech hei Fraen, déi Victime sinn. Mir hunn dat anert och ëmmer thematiséiert, mä et geet hei haaptsächlech em de Schutz vu Fraen.

D'häuslech Gewalt, dat wësse mer, huet e ganz héije Käschtepunkt, an net nëmmen e Käschtepunkt a Suen, mä och e Käschtepunkt, deen immateriell ass. Si zerstéiert Liewen, si zerstéiert Familljen, si beaflost d'Liewensqualität op der Aarbecht an am Sozialliewen, si huet ganz schwéier Konsequenzen op déi psychesch a physisch Gesondheet vun de Betroffene. Et ass also e Phänomeen, deen een net op déi liicht Schëller huele kann an deen och bestëmmt keng Privatsaach ass.

Neen, déi häuslech Gewalt geet eis alleguer eppes un. An dofir solle mer an dofir muss mer och, dee Phänomeen muss vun der Gesellschaft dénoncéiert an och condamnéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Rapportrice, der Madame Sylvie Andrich villmools Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun a fir besonnesch deen exzellente a ganz detailléierte schréffleche Rapport an och méindleche Rapport. Ech mengen, et war eng ganz flott an objektiv Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissioun haten.

D'Madame Andrich huet eis an deene sëllege Sitzungen, déi mer haten, ëmmer erëm richteg an de Projet erabruucht, d'Artikele gutt erkläert, soudass si eis déi Aarbecht, an ech mengen, mir hunn hei eng gutt parlamentaresch Aarbecht geleescht, dass si de Motor vun där parlamentarescher Aarbecht war an eis ëmmer gutt un d'Schaffe kritt huet.

Ech wollt e puer Remarquë maachen. Wat ech wichteg fannen, dass ze soen ass, dass säit dem Gesetz vun 2003 sech munches ganz positiv verbessert huet. Wat sinn déi Verbesserunge vum Gesetz vun 2003? Dat ass, dass mer elo endlech Zuelematerial hunn, dat de Comité de coordination sammelt an dat ons e realistesch Bild gëtt, wéi d'Situatioun hei am Land ausgesäit. Dat war virdrun net de Fall.

An et ass och an deem Sënn ze begrëissen, dass et eng Evaluatioun ginn ass. Et si souguer zwou Evaluatiounen gemaach ginn - si sinn erwähnt gi vun de Virriedner - vun der Expertin, der Madame Beate Stoff. An ech mengen, et ass wichtig a wünschenswäert, dass mer op där Schinn bleiwen, ëmmer erëm weider evaluéieren a kucken, wat d'Entwécklungen um Terrain sinn. An et wär och vläicht interessant, wa mer déi do Method emol bei anere Gesetzter och kéinten uwenden.

En zweete Punkt, dee wichteg ass ze erënnere, ass, dass déi institutionell Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère, dem Service d'aide aux victimes, dem Parquet an der Police wierklech gutt fonctionnéiert huet. An dat beweist, dass, wa verschidden Acteure sech ronderëm den Dësch sëtzen an hir Point-de-vue an Erfahrungen deelen, dobäi e Konsens ka fonnt ginn. An och interessant ass et, dass déi Recommendationen vun deem Comité de coordination an deen initiale Gesetzesprojet agefloss sinn.

Eng drëtt gutt Konsequenz vum Gesetz vun 2003 ass, dass och munches sech gedoen huet am Beräich vun der Täterbehandlung. Dat war e Wonsch, deen hei an dësem Haus unanime ausgeschwat ginn ass an deem och entretemps Rechnung gedroe ginn ass. An dofir begrëisse mer och elo, dass an dësem neie Gesetz d'Täterbehandlung hir berechtigt Plaz fënnt, zesumme mat den Hëllefstellen, déi sech mat de Victimen auserneeetzen an deenen hëllef.

Ech wëll hei elo net ze vill an d'Detailer goen. Vun deem neie Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, wëll ech awer e puer Eckpunkten ervirsträchen: éischens d'Responsabiliséierung vum Auteur. Am Beräich vun der Responsabilitéit vun den Auteurs gëtt mat dësem Text d'Konditioun geschafen, fir dass den Täter obligéiert ass, e Service fir Täterbehandlung proaktiv ze kontaktéieren.

Et ass wichteg, dass mer gewalttätege Leit ënner d'Äerm gräifen, hinnen och eng Ulafstell bidden, fir mat hirem Gewaltproblem eens ze ginn. Et geet net nëmmen drëms, hinnen de Fanger ze weisen a ganz paternalistesch ze bestrofen, mä et geet drëms, hinnen ze hëlfelefen ze verstoen, wéi si mat hirem Problem kënnen ëmgoen, an esou och preventiv Aarbecht ze leeschten.

En zweete Punkt ass d'Médiatioun. Beim Stéchwuert Médiatioun ass et fir d'LSAP-Fraktioun kloer, dass weder eng Médiation pénale nach eng Médiation familiale bei enger Ewechweising a Fro komme kann. Dat war schonn 2003 als grouse Progrès ugesi ginn, an et soll och esou bleiwen.

Bei enger Médiatioun mussen zwou Viraussetzunge respektéiert ginn: nämlech d'Égalitéit tëschent de Parteien an de fräiwëllege Charakter vun der Médiatioun. An enger Situatioun, wou een deen aneren dominéiert, ass et ganz schwéier anzuschätzen, ob keen Drock vum Auteur gemaach gëtt, fir d'Victime ze forcéieren, eng Médiatioun ze maachen, fir sech esou enger normaler Prozedur ze entzéien.

Dat widdersprecht natierlech net der Tatsaach, dass zu all Moment an zu all Zäitpunkt, wa Koppelen a Familljen a Schwieregkeete geden a mengen, se bräichten eng extern Hëllef, dass do eng Médiation familiale nach ëmmer méiglech ass. Mä an dësem Gesetz fënnt se net déi richteg Plaz. An dofir si mer och frou als LSAP, dass mer d'Médiatioun net hei an dësem Gesetz erëmfannen.

En drëtte Punkt, dat ass de Recours. Et ass och scho vun de Virriednerinne vill driwwer geschwat ginn. Et war e groussen Diskussiounspunkt. Ech wëll och hei net ze vill an d'Detailer goen. Mä ech wëll awer just betounen, dass mir als LSAP ons mat der Démarche vum europäesche Stockholm-Programm identifizéiere kenne an dass et wichteg ass, dass juristesche Décisiounen um penalen oder och um zivile Plang innerhalb vum europäesche Raum gëllen an awer och géigesäitg unerkannt ginn.

An dofir ware mir schlussendlech dunn och favorabel, fir de Recours nees an d'Gesetz eranzuhuelen, fir esou mat der EU-Gesetzgebung konform ze ginn. Lëtzebuerg ass keng Insel, an et wär natierlech net ze akzeptéiere gewiescht, wann zum Beispill eng Mamm misst fir hiert Liewe fäerten, wa se iwwert d'Grenzen eraus vun onsem Land muss oder wëllt goen.

E véierte Punkt, deen och wichteg ass, dat ass de Schutz vun de Kanner, an och do hu meng

Virriednerinne vill dozou gesot. De Rapport vun der Expertin Beate Stoff vun 2006 seet kloer, dass d'Kanner beträff sinn, wa Gewalt am Stot ass. Bei engem Drëttel vun de Fäll sinn d'Kanner och geschloe ginn. Le cas échéant war Rieds vu psycheschem Drock, also och eng Zort vu Gewalt, déi op d'Entwécklung an op d'Selbstbewusstsein vu Kanner a vu Jugendlichechen e ganz negativen Afloss huet.

D'Madame Stoff schreift dat och ganz konkret. An ech zitëiere just ee Saz: „Das Gesetz hat die Rolle der Kinder nicht erkannt.“ An déiselwecht Remarque huet se och an hirem Rapport vun 2009 gemaach.

Ech mengen, d'Madame Andrich huet scho verschidd Verbesserunge virdrun hei genau erkläert. Dofir brauch ech dat net am Detail ze maachen.

Et geet an deem Rapport vun der Madame Stoff och nach Rieds vun der Instrumentalisatioun vun den Elteren, déi d'Kanner als Spillball vun hirem Konflikt ausnotzen. D'Kanner sinn hei ganz kloer déi Schwaach. En et ass d'Roll vun engem Léiglateur, fir déi Schwaach ze schützen. Natierlech ass d'Recht, fir bei den Elteren ze sinn, och e wichteg Recht fir Kanner, mä wéi den ORK dat exposéiert huet, ass an deem Fall d'Recht op Survie an Développement an der Hierarchie vun de Kannerrechter méi wichteg.

Als LSAP-Fraktioun kenne mer novollzéien, dass duerch d'Organisatioun vun eiser Justiz eng Erweiderung vum Schutz vun de Kanner net esou einfach ëmzesetzen ass, well mer eben e Jugendrichter hunn, dee sech exklusiv em de Schutz vun de Kanner këmmert. Trotzdem wëll ech hei drop opmierksam maachen, dass mer endlech dréngend am Kader vun der Reform vum Justizwieser e Juge aux affaires familiales brauchen.

Doriwwer eraus bedauere mer awer, dass de Projet de loi vum Jugendschutz net konnt zesumme mat dësem Projet gestëmmt ginn. Dat hätt ons kënnen op dësem Punkt wierklech weiderhëlfelefen an e méi effiziente Schutz fir Kanner bidden. Dofir maachen ech, genau wéi d'Madame Andrich, en Appell un d'Commission juridique, fir dass dese Gesetzesprojet iwwert de Jugendschutz esou schnell wéi méiglech finaliséiert ka ginn.

D'Preventioun kënnt vläicht e bësse kuerz an dësem Projet de loi, mä déi ass awer wichteg a kann och ausserhalb vun deem Projet de loi gemaach ginn. An ech mengen, et ass wichteg, dass geschwat gëtt iwwer Education à l'égalité an der Schoul an och dass mer kucke fir Gewaltmanagementcoursen. An och d'Formation continue vun de Polizisten an de Magistraten an och den Dokterinnen, fir d'Gewalt an d'Manipulatiounen besser erkennen ze kënnen, muss weidergefouert ginn.

Da wollt ech e Wuert zu der Konventioun vum Europarat soen, déi och d'Madame Andrich schonn ugeschwat huet. Dat ass d'Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, déi zu Istanbul den 11. Mee 2011 och vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen ginn ass. Si gëtt Convention d'Istanbul genannt. Ech mengen, et ass eng wichteg Konventioun.

Am Rapport vun der Madame Andrich steet dran, dass, wa mer déi Konventioun wëlle ratifizéieren, mer dann eng grëndlech Analys mussen maache vun eise bestehende Gesetzestexten an och anerer nei geschriwwen misste ginn, fir dass mer där Konventioun Rechnung kënnen droen. Et ass wichteg, et ass déi éischt bindend Konventioun, déi sech mam Thema Gewalt géigeniwwer Frae befaasst. Als LSAP géife mer et begrëissen, wa mer also déi grëndlech Analys géife maachen, fir dass mer kënnen esou séier wéi méiglech déi Konventioun hei ratifizéieren.

An, Här President, den Europarat, de Conseil de l'Europe huet e formidabel Handbuch erausgi fir Parlamentarier. Et ass e Manuel à l'usage des parlementaires iwwert déi Konventioun, fir géint d'Gewalt géint Fraen an och d'häuslech Gewalt ze kämpfen, wat d'Parlamentarier kéinte maachen. Ech wollt lech deen ofginn.

(M. Marc Angel dépose une documentation.)

Ah, Madame Presidentin, entschëllegt, ech wollt lech dat ofginn, fir dass mer dat kënnen an eiser Bibliothék ofginn an dass mer och vläicht de Membere vun der Commission à l'égalité eng Kopie kéinte schécken. Et ass e wichteg Instrument, un deem mer eis an Zukunft kënnen inspiréieren.

► **Mme le Président.** - Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech wollt als Konklusioun soen, dass mer vläicht mat dësem Text net all eis Ziler erreecht hunn, mä mir kommen

hinnen awer ëmmer méi no. Eng wesentlech Aufgab ass hei gemaach ginn. Elo heescht et, déi gutt Zesummenaarbecht tëschent de Professionellen a beim Comité de coordination weiderzeféieren. A wann eng Fenêtre d'opportunité do ass, eis Justizmëttelen ze reforméieren, besonnesch am Fall elo vum Kannerschutz, ech mengen, muss mer déi ergreifen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg vill an och ganz gutt Ulafstellen, déi hir Aarbecht Dag fir Dag exzellente maachen an déi leider ëmmer méi sollicitéiert ginn, besonnesch wat d'Foyeren ugeet. Ech mengen, wann ee Kontakt huet mat Femmes en détresse, weess een, wat do fir eng Aarbecht geleescht gëtt. Ech mengen, där hir Wichtigkeet muss mer hei och all ënnersträichen.

Mir als LSAP begréissen och, dass am Kader vun der Täterbehandlung au même titre wéi d'Af-ferbehandlung weidergefuert gëtt. Déi zwou Saachen hänken uneneen. En Täter, dee sech senger Schold bewosst ass an deen och prett ass, fir seng Gewaltmechanismen an de Grëff ze kréien, ass schonn um gudden Wee, fir keng Gefor méi duerstellen. Gutt Aarbecht gëtt also och am Service „Riicht eraus“ gemaach.

Am Allgemengen ass déi ganz Réseausaarbecht, déi um Terrain gemaach gëtt, mengen ech, immens wichteg. Ech wöllt dofir all deenen Associatioune Merci soen.

Och am Laf vun der Ausschaffung vun deem Gesetz hate mer als Fraktioun an och als Kommissioun vill Kontakt mat deenen Associatiounen. Ech wöllt hinne Merci soen, an ech sinn och frou, dass esou vill Vertrieederinnen haut do sinn.

Ech wöllt awer och de Femmes socialistes Merci soen, déi bei eis an der Fraktioun an ëmmer gekuckt hunn, wéi ech als Spriecher an deem Dossier hei géif virgoen. Si hu mech och begleet, an hir Texter hu mech och ëmmer inspiréiert, fir an der Kommissioun an dee richtege Wee ze schaffen.

Et ass wichteg, dass mer häuslech Gewalt net toleréieren, mä et gehéiert, wéi gesot, och zu eisen Aufgaben, preventiv ze schaffen. Mir mussen ons d'Moyene ginn, fir deem Phenomeen entgéintzesteieren. Mir mussen ons weiderhin asetzen, fir eise Jonke bäizebréngen, dass d'Meedercher a Jongen, dass Mann a Fra gläich sinn, dass d'Gewalt keen Zeeche vu Stärkt ass an dass et e Wee gëtt, fir aus där Gewaltspirale erauszekommen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun zu deem Gesetzesprojekt.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem honorabelen Här Angel Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner der honorabelen Madame Loschetter d'Wuert ginn.

► **Une voix.** - Riednerin! Riednerin!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo schonn immens...

► **Une voix.** - Madame Presidentin...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn immens vill gesot ginn, an ech wëll mech a menger Ried am Fong geholl stäipen op de Rapport vun der Madame Andrich a virun allem op déi Explikatiounen, déi si hei ginn huet. Hire Kommentären, déi si dozou gemaach huet, kann ech eigentlech mech uschléissen. Domadder wär dann och schonn e ganzen Deel vun deem, wat ech ze soen hätt, gesot.

E puer Remarquen dann nach just am Numm vun der grénger Fraktioun. 2003 ware mer wierklech avantgardistes an der Produktioun vun deem Gesetz iwwert d'Violence domestique. Dat stoung eis ganz gutt zu Gesiicht. Entretemps, zéng Joer duerno, si mer am Fong geholl an enger Standardmooss ukomm, well effektiv, dat kann ee soen, d'Violence domestique, dat heescht, déi Violence, déi un de Frae gemaach gëtt, einfach esou generell u sech keen Tabu méi ass. Et ass en Tabu gebrach ginn. Et ass éischer den Émgang - Wéi ginn ech domadder ëm? A wat geschitt mat där Violence, déi gemaach ginn ass? -, deen nach tabu ass a wou nach vill muss sensibiliséiert ginn a wou nach vill muss och legislativ an um prakteschen Terrain drop geschafft ginn.

Mä d'Thema, dass d'Violence domestique eigentlech eng Privatsaach ass an dass een am beschten huet, an der Öffentlechkeet net méi driwwer ze schwätzen, dee Broch, deen ass gemaach. Domadder, denken ech, hu mer eppes Grousses bewierkt an der Gerechtheekheet eigentlech vun enger Gesellschaft.

Beispiller am Ausland si genannt ginn. Dofir soen ech och, mir sinn am Fong geholl am

Standard hei ukomm. Mir si weder avantgardistes nach vläicht retardataire. Mä trotzdem - an d'Evaluatioun vun der Madame Stoff huet och gewisen, dass dat Gesetz vun 2003 batter noutwendeg war an dass et och effektiv konnt um Terrain émgat ginn -, wann ee weess, dass praktesch all Dag eng Expulsioun geschitt, wann zum Beispill 2012 357 Expulsiounen, dat heescht Ewechweisungen, geschitt sinn! Et gi jo vill méi Saache gemellt, déi vläicht nach latent sinn, wou net direkt eng Expulsioun erfollegt. Mä wa mer wëssen, dass dann u sech 357 Leit, vläicht sinn och Récidivisten derbäi, expulséiert ginn, dat ass enorm vill. An dat weist och, wéi aarmséileg ons Gesellschaft eigentlech ass an deem Punkt.

Wann een dann och nach weess, dass eng ganz Retsch vu Mannerjähregen och Affer sinn, och Affer si vu physescher Gewalt, dann ass dat nach vill méi schlëmmer.

Et gëtt awer zwou Saachen, an dat wëll ech hei och ënnersträichen, déi nach en Tabu sinn: Dat Éischt, dat ass d'Aarbecht mat den Täter, virun allem mat de männlechen Täter. Ech denken, do muss nach vill méi thematiséiert ginn, dass een dat net einfach esou am Raum ka stoe loosse, dass et wichteg an noutwendeg ass, dass déi Leit och zur Verantwortung gezu ginn an och mussen riichtstoe fir dat, wat se gemaach hunn. Mä do hannendrun ass och eng Täteraarbecht noutwendeg. An dat ass nach, obwuel elo villes gemaach ginn ass, notament mat där Associatioun „Riicht eraus“, mä dat ass nach en Tabu hei am Land, an och do muss mer dru schaffen.

An dat Zweet, wat en Tabu ass, dat ass, dass 8% vun den Taten och vu Frae gemaach ginn. Dat gëtt net oft genuch thematiséiert. Et pour cause, well wann 8% Affer Männer sinn, da bleiwen 92% vun den Affer Fraen, Fraen a Kanner. An dat ass am Ausland net anescht. An dofir ass et och extrem wichteg, dass dat wierklech un de Pranger gestallt gëtt. Mä, mir mussen och iwwert dat anert schwätzen, well och dat muss thematiséiert ginn an och dat muss e Broch, en Tabubroch ginn. An och do mussen d'Männer dann och sachlech a fachlech kënnen driwwer schwätzen.

Elo zu deem Projet de loi: Et ass richteg, dass dee Projet de loi e Kompromiss ass. E Kompromiss, wou mir als Gréng am Virfeld ëmmer loyal a fair gesot haten, wat mer kënnen matdroen a wat mer net kënnen matdroen. A mir haten eng ganz Retsch vun No-Goen, déi mir oder déi ech och konnt am Numm vun der grénger Fraktioun an der Kommissioun erklären. Ech hunn awer gradesou dätlech erklärt, dass et ons Gréng och wichteg wier, dee Projet kënnen matzestëmmen. Ech denken, do war och e Konsens, well och fir d'Madame Ministesch war et wichteg, eng breet Majoritéit fir dee Projet ze kréien. An ech denken, dat huet dozou bruecht (veuillez lire: gefouert), dass mer konnten ëmmer erëm kucken, e Kompromiss ze fannen.

Wat fir ons en No-Go war, dat war, dass mer op eemol kee Recours méi hätten (veuillez lire: keng Protektioun méi hätten), an deem Fall, e Recours hätten, dee suspensiv wär. Dat wär fir ons en No-Go gewiescht. Dat heescht, wann dee Moment effektiv herno dee Recours op eemol hätt kënnen annulléiert ginn, also déi Protektioun hätt kënnen annulléiert ginn, do wärem mir dann net méi matgaangen, fir des Reform ze maachen.

Gradesou een No-Go fir ons war déi ganz Problematik ronderëm d'Médiatioun, wou mer vun Ufank u kloer gesot hunn, et kann net sinn, dass een eng Médiatioun suggéiert, wann e Rapport de force besteet.

Mir hunn e Kompromiss gemaach, deen ons awer sénnvoll an och eigentlech vläicht souguer gutt schéngt. Dat ass dee vun där quantitativer Bannmeil vun 100 Meter eriwuer op eng qualitativ Bannmeil. Natierlech muss een elo kucken, wéi dat sech an der Praxis weist, mä dat kënnen mer matdroen. Dat hu mer och gesot.

An dann, wourobber mir och ëmmer als Gréng gepocht hunn, dat ass, dass et wichteg ass, den Täter op seng Verantwortung hinzeweisen.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

An dee Wee, dass et sech muss presentéieren goen an déi Institutioun, déi dann och dofir do ass, fir déi Gewalt, déi se net beherrschen, ze thematiséieren, ouni eng Entschëllung dofir ze sichen, ass fir ons ee Wee, dee mir eigentlech ënnerstëtzen, well mir mengen, dass do villes méiglech ass.

Wat mer och begréissen a wou mir och drop gedrängt hunn, dat ass d'Definitioun: Wat ass e Stot? Wat mer och zréckbehalen hunn am groussen Konsens, an ech denken, wou jidderen dat konnt praktesch matdroen, dat ass, dass de Stot net nëmme besteet aus engem Mann an enger Frau, déi bestuet sinn, mä ebe wien alles do dra wunnt, Personnes au pair ausgeschloss.

Wat mer awer extrem bedauern, an ech denken, do geet et net duer ze soen, dass d'Commission juridique net fäerdeg ginn ass oder nach net fäerdeg ginn ass, dass ass dee Volet vum Jugendschutz, wou mer leider - do si mer eis och all eens -, hu missen do eng ganz Partie vu Saachen erëm eraushuelen, wat d'Membere vun der Familljekommissioun ganz gären an deem Projet de loi dra gesinn hätten, wat de Schutz vun de Kanner ubelaangt, wat aktiv, proaktiv Moosname fir Kanner, déi an engem Stot Gewalt erlieft hunn oder Affer si vu Gewalt, dass mer dee Volet hu missen eraushuelen.

Well ech muss ganz éierlech awer hei zouginn, dass eng Reform vum Jugendschutz awer elo näischt ass, wat dräi, véier, fënnf Joer al ass. D'Reform vum Jugendschutz, ech ka mech erënneren an enger Commission spéciale, wou souguer eng fréier gréng Députéiert - Renée Wagener - nach do aktiv war an där Kommissioun, do ass esou een décke Rapport gemaach ginn, deen haut nach aktuell ass op ganz ville Punkten, a wou och déi do Punkten, wat de Jugendschutz ubelaangt, schonn dran thematiséiert waren, notament an deem Hearing, dee gemaach gi war a wou déi extern Partner dat och schonn thematiséiert hunn. An eigentlech ass et extrem ze bedauern, dass d'Reform vum Jugendschutz nach ëmmer net stattfont huet.

An dofir komme mer eigentlech net derlaanscht, där heiter Regierung, an iwwregens och där leschter Regierung, awer do eng Datz auszuschreiben, well manifestement, och wann hei Sonnesriede gehale ginn, de Jugendschutz keng Prioritéit war.

An dann hoffe mer, dass vläicht an Zukunft Verhandlungen oder Austausch, déi da wäerte stattfannen, notament och an där enger oder an där anerer Kommissioun, notament tëschent deem engen an deem anere Regierungsmember, voire an der Regierung selwer, de Jugendschutz zur Prioritéit wäert genannt ginn, well mir hu wierklech en immens groussen Nachholbedarf doranner. An dat, wat mer haut thematiséiert hunn, ass eigentlech just e klengt Stéck dovunner, mä awer e wichteg Stéck dovunner.

Voilà, dass d'Bemierkung vum der grénger Fraktioun. Elo zum Schluss wöllt ech just nach soen, dass dee Projet de loi an dat, wat mer hei haut presentéieren, eigentlech e Musterbeispill ass, wéi eng Chamber eigentlech vill méi oft misst fonctionnéieren. Dat war eng Kommissioun mat Deputéierten, déi selbstsécher waren, déi autonom waren, déi hir eegen Diskussiounen hatten, déi hir eege Konklusiounen festgehalen hunn, déi sech heiansdo iwwert d'Regierungsamendementen ewechgesat hunn, déi sech heiansdo iwwer Recommendationen vun engem Statsrot ewechgesat hunn, déi sech och heiansdo iwwert d'Konklusiounen vun enger anerer Kommissioun ewechgesat hunn, an dat am gréisstméigleche Konsens. Ech ka soen, déi véier Parteien, déi véier Fraktiounen ware sech do eens. An dofir denken ech, dass dat en immens flott Beispill war, wou ech och a mengem perséinlechen Numm soen, dass ech immens gären un deem Projet de loi geschafft hunn, och wa mer Divergenzen hatten.

Mä schlussendlech kommen ech och zu der Schlussfolgerung, dass deen heite Projet eng Verbesserung gëtt vun deem Projet, deen elo do ass, obwuel en net perfekt ass. Mä virun allem, wat mir gefall huet, dat war eben déi Aart a Weis, wéi an där Kommissioun geschafft ginn ass, a wou ee sech wierklech als Deputéiert, och als Oppositionsdeputéiert mündeg gefillt huet.

Dofir och e grouse Merci un all meng Kollegen a Kolleginnen, un de President vun där Kommissioun an och un d'Rapportrice.

Nach zwou, dräi vläicht dann och Recommendationen vun der grénger Fraktioun un déi jëtzege Minister vun deem Projet de loi. Mir denken och, dass et vläicht wichteg wär, déi Konvention vum Conseil de l'Europe ze ratifizéieren an déi Konditiounen derfir ze erfüllen.

Mir denken awer och, dass et wichteg wär, bei der Opstellung vun Ärem nächste Budget derfir ze suergen, dass all déi schéi Saachen, déi elo hei op dëser Tribün gesot gi sinn, wat nach misst gemaach ginn, dass et dat net zum Nulltarif gëtt, a wann een dat da wierklech zur Prioritéit dann och setzt, wou ech jo menge gehéiert ze hunn, dass dat och esou war, dass do och dee Budget dofir stëmmt, fir dat och a Musek ëmzesetzen an deene Leit, déi um Terrain schaffen, dass déi och déi Méiglechkeete kréien, fir genau dat ze maachen, wat mir hei gesot hunn.

An domadder ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. An elo kritt d'Wuert den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e Merci un d'Madame Andrich fir hire ganz komplette Rapport. An ech wëll vun Ufank un hei ganz kloerstellen, dass mer een Zil heibannen deelen, an dat ass de Kampf géint déi häuslech Gewalt. Mir hunn zwar en aneren Usaz, wéi een dat soll maachen. An eisen Usaz ass een, dee ganz kloer déi rechtsstaatlech Kritären a voll a ganzem Émfang wëllt respektéieren.

D'ADR hat ëmmer Zweifel iwwer en exklusiv polizeilechen a penalen Usaz am Kampf géint déi häuslech Gewalt. Mir haten ëmmer déi Tendenz, en aneren Usaz ze favoriséieren, dass ass dee vum Samu social. Dat ass dat, wann an esou Krisensituatiounen an enger Famill oder an engem Cadre familial et zu Gewalt oder zu der Méiglechkeet vu Gewalt ka kommen, dass eben dann aner Leit geruff ginn an eréischt an zweeter Instanz d'Polizei oder juridictionnel Instanzen zur Hëllef geruff ginn. An déi aner Leit, dat wäeren ebe Soziologen, Familljetherapeuten, Psychologen, déi kucken, fir déi Situatioun ze evaluéieren an dann hir Recommendationen ze huelen, probéieren déi Situatioun ze berouegen an eng Evaluatioun ze maachen.

Et gouf en Experiment an der Vergaangenheet hei am Land, et ass leider agestallt ginn. An eisen Usaz ass ganz kloer eng Präferenz vun Samu social, fir sozial Problemer unzepaken, eng Präferenz vun deem Wee géigeniwwer deem polizeilechen, deen een eréischt da muss asetzen, wann déi aner Méiglechkeeten net Bestand hunn. Awer, dass muss gehollef ginn, ass kloer, soss wärem mer an enger Situatioun vun Non-assistance à personne en danger.

Dat Gesetz iwwert d'Gewalt doheem huet awer keng positiv Evoluitioun an deem Sënn fonnt, well den Usaz, deen och an Eisträich am Ufank gewielt gouf, dat war e Berouegungsinstrument vun enger Krisensituatioun. A vun deem Berouegungsinstrument... Déi Ewechweisung an Eisträich huet am Ufank dräi Deeg gedauert, ewell si mer bei 14 Deeg plus dräi Méint elo hei am Land - et gëtt jo dacks nach verlängert -, an aus engem Situationsberouegungsgesetz si mer eigentlech op en Trennungsgesetz ënner staatlecher Regie komm. An dat ass eng Evoluitioun, déi wor net beabsichtigt. An et widderprecht och engem Grondsazprinzip, nämlech dass de Stat d'Privatlieden ze respektéieren huet an d'Familljen ze schützen huet. Et ass also net esou einfach, an eng Trennungslogik eranzegoen, och aus der Perspektiv vum Stat eraus.

Et misst een dofir emol analyséieren, wéi eng laangfristeg Konsequenzen dat Gesetz dann op d'Koppelen huet, ob iwwerhaapt Koppelen erëm zesummefannen, déi ënnerst da Gesetz hei gefall sinn, also, wou een erausgeholl ginn ass aus der Wunneng, an ebe laangfristeg d'Konsequenzen emol analyséieren. An et muss och gekuckt ginn, wéi d'Méissbrauchsméiglechkeete vun deem Gesetz sinn. Dat heescht, ob a Situatiounen, déi op eng Scheedung erauslafen, net awer d'Argument vun der Gewalt doheem gebraucht gëtt, fir sech objektiv Virdeeler an enger Prozesssituatioun ze verschafen.

Déi Nodeeler, déi schonn 2003 kritiséiert goufen, déi gëllen och elo nach. Mir bedauern, dass eng Entmündegung stattfënt vun där Person, déi jo u sech soll geschützt ginn, well jo automatesch Donnée vum hir oder vun der Familljesituatioun un ONGe weidergi ginn. Dat gëtt an deem Gesetz nach verstärkt. Zum Deel gëtt och den Täter entmündegt, mä beim Affer ass dat nach méi staark, wou eigentlech en Deel vun der Gestiou vun hirer privater Situatioun hir aus der Hand geholl gëtt. An zumols an enger Zäit, wou mer ëmmer iwwer Dateschutz a Schutz vun der Privatsphär ganz vill nodenken, sollte mer och iwwerleeën, ob mer net sollten déi Autonomie och vum Affer erëm méi hierstellen, wéi dat am Abléck de Fall ass.

D'Gewalt doheem ass keng Geschlechterfro, wéi dat hei vu ganz ville Leit do gesot ginn ass. Et verkennt einfach d'Statistiken. Ech hat virun e Beispill aus Däitschland genannt. A Kanada an den USA gëtt et scho ganz laang Studien, déi soen, dass Gewalt doheem keng Geschlechterfro ass. Et ass ongeféier zu fifty-fifty bei den Täter verdeelt. An och hei am Land gesi mer jo iwwert déi lescht Joren, dass an de Polizeistatistiken den Undeel vun de weiblechen Täter klëmmt. Mir si bei engem Véirel. A mir kennen déi psychologesch Barrieren och, déi vill Männer hunn, fir iwwerhaapt zouzeginn, dass se an esou enger Situatioun sinn.

Wou awer en objektive Ennerscheid besteet, an dat kritiséiere mir och, dass ass, dass et Infrastruktur gëtt, fir de Fraen ze hëlfe, déi an der Noutsituatioun sinn, an et gëtt awer kee

Männerheim hei am Land. An dat ass einfach e strukturellen Defizit, fir d'Männer, déi an enger Gewaltsituatioun sinn an do leiden, och kënnen am selwechte Mooss ze ënnerstëtzen, wéi et bei de Fraen - richtegerweis - de Fall ass.

Mir kënnen och net einfach elo, wéi vill Leit et ugekënnegt hunn, och d'Regele géigeniwwer de Kanner nach verschäerfen, well mir mussen d'Autorité parentale respektéieren. Mir mussen d'Recht vun de Kanner op Ëmgang mat deenen zwee Elterendeeler respektéieren. A mir kënnen och als Stat net higoen a Moosnamen huelen, wou mer de Phänomeen vun der Aliénation parentale nach géife verschäerfen. Och dat wär schlecht fir d'Kanner an natierlech och fir d'Elteren.

Dat heescht, mir bedauern, dass hei déi rechtsstaatlech Prozeduren net genuch respektéiert gi sinn. Mir hunn eis ausgeschwat fir e Recours.

Ech muss der Madame Verriederin vun der DP soen, dass an Éisträich an an der Schwäiz, am État de Genève hate mer dat Beispill genannt, duerch e Recours besteet, nämlech eng Verifikatioun vun der Ewechweisungsmaassnam no zwee Deeg respektiv no véier Deeg. Dat ass also anescht, wéi dat hei behaupt ginn ass.

An och hei zu Lëtzebuerg hu mer elo e Recours agefouert, mä deen ineffizient ass. En ass ineffizient. Well et ass sech nach extra versécher ginn, dass, och wann e Recours herno engem Recht gëtt, da kann ee jo awer net zréck an d'Wunneng an där Period vu 14 Deeg, wou déi éischt Ewechweisungsmaassnam besteet, well einfach kee festen Délai fir déi Iwwerprüfung virgesinn ass.

Dat heescht, dat ass e rengt Lëpsebekenntnis, wat mer hei maachen. E Recours totalement inefficace. Mir wëllen och kee suspensif! Mir wëllen och kee suspensif, well ech mengen, wann eng Gewaltsituatioun do ass, da muss natierlech eng éischt Moosnam geholl ginn. Awer effektiv e Recoursrecht, dat wär eng rechtsstaatlech Moosnam, an dat bedauere mer, dass dat net hei de Fall ass.

Mir hunn eis och unisoni mat der Regierung, wéi déi et am Ufank wollt, mam Statsrot, mat dem Parquet an anere Juridictionsinstanzen fir eng Médiation pénale ausgeschwat. Mir bedauern, dass dat hei net de Fall ginn ass. Déi Argumenter dergéint kënnen mir net deelen.

Mir wëllen also... Och d'ONGen, esou nützlich hir Aufgabe sinn - ech muss mech kuerzfaassen, Här President, ech weess, wat Der mer wëllt gläich soen, dofir faassen ech mech schonn direkt kuerz.

► **M. le Président.** - Dir hutt dat gutt anticipéiert, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Gesitt Der? Mir kennen eis schonn esou laang, do gëtt et kee Mëssverständnis méi!

(Brouhaha)

Mä och d'ONGen, esou nützlich hire Rôle ka sinn, och do muss ee soen, et gëtt ewell ëmmer méi Entrepreneuren, ONGen, déi sech an där do Situatioun beruff fillen ze hëllefen. Si gi staatlech finanzéiert. An ech wëll hei, ouni weidere Kommentar, op eng Diskussioun verweisen, déi am Abléck am Vereenegte Kinnekräich leeft, ënnert dem Sujet „domestic violence business“. Ganz einfach, well eben do kritiséiert gëtt, dass déi Saach ëmmer méi dramatiséiert gëtt, well kommerziell Interesse vu verschidde Auteuren doru bedeelegt sinn.

Ee lescht Wuert, well ech zweemol perséinlech ugeschwat gouf, Här President, iwwert déi Fro vun der heefegster Doudesursaach bei de Fraen a Meedercher tëschent 16 a 44 Joer. Dat ass eng Behauptung, dat ass keng Tatsaach. Dat ass e Considérant am Conditionnel vun enger Recommandatioun vum Conseil de l'Europe N°1582 vum September 2002, wann ech mech richteg erënneren.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Et ass eng Etüd vun der Weltgesundheitsorganisatioun.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen, neen, hei ass den Text, Här Angel. Ech ginn lech e gär herno.

An ech hu mer déi Méi gemaach, déi Sourcen nozupréieren. Ech hu se och fir Lëtzebuerg nozupréieren. Dat ass net haltbar. Mä well ech esou generéis mat eise sozialistesche Kolleegen am Parlament hei sinn,...

► **Une voix.** - Dat ass schéin!

► **Plusieurs voix.** - Oh!

(Interruption)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...wollt ech dem Här Angel...

Et ass léif, ech weess, Merci.

(Interruption)

Ech wollt dem Här Angel awer soen, ech wollt dem...

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, Dir kënnt gär elo Äre sozialistesche Frënn dat iwwermëtelen, mä Är Zäit ass ofgelaf. Ech géif lech also bieden, elo zum Schluss ze kommen.

(Interruption)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech kommen zum Schluss, Här President, an ech maache mäi Saz fäerdeg. Ech wollt de sozialisteschen an anere Kolleegen hei soen, wat déi heefegst Doudesursaach bei der weiblicher Bevölkerungshalschent hei am Land ass. Et ass déiselwech wéi bei der männlecher Bevölkerungshalschent: Mir hunn 2.000 Ofdreiwungen am Joer am Land, dovunner dausend Meedercher, dat sinn déi meesch.

(Brouhaha général)

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Nächsten Intervenant ass den Här Colombero. Den Här Colombero huet d'Wuert.

(Brouhaha général)

► **Une voix.** - Dat ass eng fesch Sortie!

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt e Merci un d'Madame Andrich fir hire schrëfflechen a mündleche Rapport. E war ganz gutt an exzellent.

Ech hunn hei e puer praktesch Iwwerleeungen: D'Gesetz géint d'häuslech Gewalt ass wichteg a wäert och a Zukunft ganz wichteg sinn, well d'Gewalt queesch duerch d'Gesellschaft een Thema ass mat steigender Tendenz, bedéngt duerch ee Mangel u Kommunikatioun. D'Gewalt am Stot geet, an deene meeschte Fäll, vum Mann aus. Dat wësse mer jo allegueren. An dat ass net ze rechtfertegen an enger Gesellschaft, déi sech mam Fändel vun der Toleranz an d'Vitrine stellt.

D'Informatioun schéngt awer net iwwerall duerchgedrongen, duerchgesichert ze sinn. Et sinn nach Fraen, déi einfach fortlafen, wa se Affer vu Gewalt ginn, mat hire Kanner. An déi versichen dann een Ennerdaach an engem Fraenhaus ze kréien. Bekanntlech hu mir awer net vill Fraenhaiser. Déi sinn owes an nuets och net accessibel. An dat ass dann ee ganz grouse Reproche, deen ee muss maachen. Déi missten accessibel sinn. A wa keng Plaz an engem Fraenhaus ass, kann et och do virkommen, dass d'Fra vun hire Kanner getrennt gëtt. Dat heescht, dass d'Fra op enger Plaz ass an d'Kanner an enger anerer Struktur. Ech mengen, dat ass och net wünschenswäert.

Dann ass et och schued, dass a verschidde Kulturkreiser de Mann nach ëmmer déi éischt Gei spillt an de Mann nach walten a schalte kann, wéi hie wëllt, am Numm vun enger arkaescher Sichtweis oder vun enger Relioun. Bekanntlech, anscheinend, wësse mer jo allegueren, dass d'Fra jo vun der zwoelfter Répp vum Mann hierstaamt.

(Hilarité et brouhaha)

Gott sei Dank ass d'Wëssenschaft e bësse méi wäit.

(Interruptions)

Gott sei Dank, dass d'Wëssenschaft e bësse méi wäit ass.

► **Une voix.** - Dat ass e Witz!

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).** - Neen, a wéi et schéngt, staamt de Mann vun der Fra! Aus dem einfache Grond, well déi zwee X-Chromosom vum der Fra, do ass een X-Chromosom, deen ass ganz schwaach an dee verléiert ee Been, an da gëtt dat en Y. Also, an anere Wieder staamt de Mann vun der Fra!

(Hilarité et brouhaha)

Dat soll emol duergestallt ginn, fir ze wëssen, dass de Mann net deen Éischten ass, mä d'Fra ass déi Éischt. - Gutt.

Ech ginn dovunner aus, et gëtt vill Fraen a Kanner, déi Affer vun der Gewalt sinn, an déi net bekannt sinn. Dat heescht, d'Donkelziffer ass extrem grouss. An dat, wat mer u Statistiken hei hunn, dat ass net richtig, Madame Minister. D'Donkelziffer ass vill, vill méi grouss. An als Dokter, dee jo bekanntlech de Paschtouer an eiser Gesellschaft ersetzt, weess ech vill méi wéi een aneren, wat doheem am Foyer passéiert. Et ass net esou roseg, wéi d'Fassad et duerstelle wëllt. An do si ganz notabel Persounen, déi op all Wäisefest sinn, op all Foto laachen, mä déi hätte gutt sech ze schummen, dat wär dat Besch.

Ech muss hei drop hiweisen, dass, egal welch Schutzmaassname mir huelen oder an d'Gesetz

schreiwen, d'Affer vun der Gewalt ass fir säi ganz Liewe markéiert. Dat ass ee Fait. Antidepressiva, Berouegungsmittel a Schlofpille ginn en masse consomméiert. A wann een d'Niewewierkunge vun dese Medikamenter kennt, da versteet een, firwat dass d'Affer vun der Gewalt permanent krank ass. Déi Persoun, déi Affer vun der Gewalt ass, ass fir ëmmer geschiedegt. Déi Persoun huet eng psychesch Narb.

Dofir mäin Appell, fir preventiv ze handelen. An dat geet an der Schoul un, wou d'Zesummeliewen effikass muss organiséiert ginn. Dat ass dat Eenzeg, wat zielt. Spéiderhi kënnen nëmme méi d'Symptomer behandelt ginn. An dat ass manner effikass, wéi d'Ursaachen ze traitéieren.

Mir wëlle mat Gesetzer eist Gewësse berouegen. Dat muss och sinn, als Noutsituatioun (veuillez lire: als Noutléisung). Mä all déi administrativ Hürden, déi déi implizéiert Persounen duerchlafte mussen, sinn u sech schonn eng Zoumuddung.

Ech mengen, wann ee muss d'Kanner kréien, d'Kanner siche goen, wat de Riichter décidéiert, wat d'Psychologin seet, wat d'Assistante sociale seet; déi Leit do maachen allegueren eng gutt Aarbecht, mä se si machtlos. Dat muss een hei behaupten. Déi si machtlos!

Wann déi Persounen am Virfeld wësst, wat eleng administrativ op si zoukënn, da géife si zéngmol iwwerleeën, ier si gewalttätig géife ginn.

An als Fazit - ech wëll elo gläich schléissen an den Accord vu mir a vum Här Henckes ginn: Entweder mir evoluéieren ons Gesellschaft oder mir gi kollektiv ënner an dann hätte mer och néischt aneschtens verdéngt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombero. Leschte Riedner ass den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, Här President, wann ech esou den Här Kartheiser hei héiere schwätzen, ech muss soen, en ass spezialiséiert op d'Provokatioun vun de Fraen, hein.

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat schéngt seng Fonctioun hei ze sinn an deser Chamber.

(Interruption)

Mir hunn dat erlieft do bause bei där fuerchterbarer Demonstratioun, déi eng Frechheet war, wéi mer d'Abtreibungsdebatte hei haten. An elo héiere mer erëm eng Kéier datselwech.

A wann ech héieren, wann den Här Kartheiser seet, mer mussen d'Autonomie vun den Affer vis-à-vis vun den Täter garantéieren, da soen ech awer, mir sinn net méi an engem Rechtssat. Do si Leit, déi Affer si vu Gewalttaten, déi ginn dann net méi geschützt anscheinend, wa se hir Autonomie muss behale vis-à-vis vum Täter. Et ass jo kloer, dass se sech selwer net kënnen wieren an esou enger Situatioun a se duerfir zréckgräifen op de Schutz vun der öffentlecher Hand a vun den Autoritéiten, déi duerfir zoustänneg sinn.

Also, ech muss soen, Här President, ech wollt souwiso fir dat Gesetz hei stëmmen, mä wann ech den Här Kartheiser hei héieren, da stëmmen ech awer wierklech mat zwou Hänn fir dat Gesetz.

(Hilarité)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert déi zoustänneg Ministerin, d'Madame Hetto-Gaasch.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt emol, fir unzefänken, allegueren de Riedner ganz häerzlech Merci soe fir hiren Apport elo haut de Moien, mä awer och fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer haten an der Chamberskommissioun.

An ech wëllt ganz speziell der Rapportrice e ganz grouse Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi se sech gemaach huet fir de Rapport, awer och an der Aarbecht an der Kommissioun.

De Projet de loi, deen haut hei gestëmmt gëtt, ass net nëmme e ganz wichtege Projet. Et ass virun allem e Projet, dee mech perséinlech immens markéiert huet. An dat aus e puer Ursaachen. Éischtens emol, d'häuslech Gewalt, a virun allem d'Gewalt géint d'Fraen, gëtt haut als déi gréisste Barrière vun enger moderner Gläichstellungspolitik tëschent Männer a Fraen ugesinn. Et ass net ze verrieden, dass, wa Fraen a Männer an eiser Gesellschaft déiselwech Rechter hunn, dass mer hinne wëllen déiselwech Chancë ginn um Aarbechtsmaart, an der Politik, an der Gesellschaft, dass dann awer

grad doheem an der Famill, do, wou d'Leit sech solle sécher a gebuerge fillen, dass do d'Leit, a virun allem d'Fraen - dat weisen d'Zuelen - ënner Ennerdrückung an Angscht leiden an de Risiko vun Uwendung vu physischer Gewalt hiren Alldag bestëmmt. Dat kënnen mer net akzeptéieren.

Zweet Ursaach: Dee Projet, dee mech jo bal während menger Amtszäit begleet huet, war vun Ufank un eng Gratwanderung tëschent engersäits dem Schutz vun den Affer an op där anerer Säit dem Respekt vun de Rechter vun den Täter.

Dir wësst, dass ech eng ganz Partie Joren am soziale Secteur geschaff hunn an dass ech och eng ganz grouse Affinitéit a Verständnis hu fir d'Revendicatiounen vun de Leit vum Terrain, also vun deenen, déi all Dag mat de physischen a virun allem psycheschen Konsequenzen vun häuslecher Gewalt ze dinn hunn. Dat ass keng einfach Aarbecht, a si verdéngen dofir eise Respekt.

Ech wëll betounen, dass ech vun Ufank un en oppent Ouer hat fir hir Positionen. Allerdéngs gehéiert et och zu den Aufgabe vun der Regierung, derfir ze suergen, dass elementar staatsrechtlech Prinzipie respektéiert ginn, an dat hu mer versicht, hei ze maachen.

Drëtt Ursaach: Dee Projet, esou wéi en elo hei virläit, ass e gudden Projet. Et ass e Projet, deen den Afferschutz ganz wesentlech verbessert, dat Ganzt awer am Respekt vun de Rechter vun den Täter.

Madame Andrich, wéi gesot, nach eng Kéier e ganz grouse Merci fir Är Aarbecht.

Ech wëllt net méi op alles agoen, just nach eng Kéier op déi allerwichtigst Punkten: D'Dauer vun der Ewechweisung, déi elo vun zéng op 14 Deeg eropgesat gëtt. Dann d'Gesetz, wat an Zukunft fir allegueren déi Leit spillt, déi an engem familiäre Kader zesummeliewen, dat heescht och Bridder a Schwëstere. De Statsrot war wéi gesot net frou, well e gesot huet, et ass vill ze vill eng large Definitioun, mä ech mengen, an eisen heitegen Zäiten muss se lange sinn, fir och alle méigleche Familjekonstellatiounen Rechnung ze droen.

Da gëtt eng automatesch Bannmeil agefouert. Dat heescht, den Täter muss sech während der Dauer vun der Ewechweisung, also während deene 14 Deeg, muss e sech ewechhale vum Affer, dass dat zur Rou ka kommen.

Et ass vill iwwert déi 100 Meter diskutéiert ginn, wou d'Police eis gesot huet: „Dat ass fir eis extrem schwéier ze kontrolléieren, quantifizéiert Bannmeilen.“ Et schwätzt een allgemeng vun enger Bannmeil. Doduerch, dass se elo net méi quantifizéiert ass, sinn d'Affer net manner, mä eigentlech besser geschützt. Well si kënnen zu all Moment d'Police ruffen, wa se sech bedroht fillen, och wann den Täter 200 oder 300 Meter vun hinnen ewech ass.

Dann, wat mir och vun Ufank un extrem wichtig war, dat ass, dass den Auteur vun der Gewalt muss responsabiliséiert gi fir säi Verhalten. Dofir muss e sech an Zukunft beim Service Riicht eraus mellen, wou e gehollef kritt, fir säi gewaltsam Verhalten an de Grëff ze kréien.

D'Aarbecht mat den Affer ass ganz wichteg op där enger Säit, mä et muss een awer de Phänomeen Gewalt bei der Wuerzel upaken, an dat bedeit, dass een einfach den Auteur och muss behandelen. D'Strofen eleng ginn do net duer. Si mussen begleet gi vun enger psychologescher Betreuung.

Da gëtt e Recours fir den Täter agefouert, iwwert deen, wéi scho gesot ginn ass, vill diskutéiert ginn ass, mä domadder eliminéiere mer awer de Risiko, dass d'Gesetz vun 2003 virun d'Cour constitutionnelle oder den Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter bruecht gëtt, well dem Auteur säi Recht op Recours respektiv op Verdeidigung bis elo net respektéiert ginn ass. Mir festegen also doduerch och eis Gesetzgebung.

A mir stelle sécher - ech mengen, dat ass och gesot ginn -, dass dat europäescht Reglement iwwert d'Reconnaissance mutuelle de mesures de protection en matière civile, wat den 1. Januar 2015 a Kraaft trëtt, och zu Lëtzebuerg applicabel ass am Beräich vun der Violence domestique. Dësen Text gesäit nämlech als Konditioun fir, dass den Täter muss d'Méiglechkeet vun engem Recours hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer op deser Plaz och soen, dass ech mat Momenter traureg war an och deelweis schockéiert iwwert de Verlaf vun der öffentlecher Debatte a virun allem iwwert d'Berichterstattung vun de Medien an deem Dossier.

Hei ass sech och net Deel op Problemer fokuséiert ginn, déi net esou waren, wéi se duergestallt gi sinn. Et ass villes falsch diskutéiert ginn, an duerfir wëll ech soen, dass ech bedauern,

dass mer esou vill Zäit verluer hunn an deem Dossier hei.

Dir wësst, dass ech keng Konfrontatioun scheien. Ech hunn et och ni gemaach, an duerfir wëilt ech och op e puer Kritiken um Projet zrëckkommen. Zum Beispill de Rappel à la loi, deem ëmmer erëm gefrot ginn ass. En ass aus dem Text erausgeholl ginn, well d'Police souwiso bei all Infractioun, déi se feststellt, esou e Rappel à la loi mécht, a well an deem spezielle Fall hei dem Auteur souguer nach am Procès-verbal en Text virgeluecht gëtt, wou e muss ënnerschreiwen, dass en och dorivwer informéiert ginn ass.

Dann d'Fouille corporelle, wou laang driwwer diskutéiert ginn ass, wou gesot ginn ass, dat kënne mer net maachen, dat ass démesuréiert. Eng Fouille corporelle, déi gétt normalerweis vun der Police just ugewannt, wann et drëms geet, fir Drogen ze sichen, oder wann et drëms geet, Waffen ze fannen. Dir kënnt net d'Fouille corporelle unewenen, wann et drëms geet, engem e Schlüssel oder eng Fernsteuerung vun enger Paart ofzuehelen.

Leschte Problem, op deem ech wëll agoen a wou ech och wierklech en Deel vun de Kritiken akzeptéieren, ass de Problem vun dem Schutz vun de Kanner, déi am Stot liewen, an engem Stot, wou Gewalt ausgeübt gëtt. Et ass wahrscheinlech de wichtigste Punkt an deem Ganzen. Et muss een awer ënnerscheiden op där enger Säit tëscht den Intérète vun de Kanner an op där anerer Säit der Sécherheet vun de Kanner.

Am Intérêt vun de Kanner hat d'Chamber an hirem Amendement vum 27. Mäerz vun dësem Joer virgesinn, dass den Auteur während der Dauer vun der Ewechweisung kee Kontakt méi dierft mat de Kanner hunn. De Statsrot huet sech deem formell opposéiert. Ënner anerem, well en Zweifel driwwer hat, dass esou eng Mesure an alle Fäll am Intérêt vun de Kanner war. D'Sécherheet vun de Kanner ass a bleift awer garantéiert doduerch, dass d'Jugendenschutzgesetz vum '92 sech an alle Fäll applizéiert an dass de Jugendrichter jo och wierklech kann d'Mesure de garde provisoire huelen.

Et ass kloer, dass d'Kanner no der Revisioun vum Jugendschutzgesetz, déi am Projet de loi 5351 virgesinn ass, nach besser geschützt wäerte ginn. An duerfir wëilt ech mech och de Virriedner uschlëssen a soen, dass ech frou wier, wann d'Chamber, also wann d'Commission juridique dee Projet géif prioritär behandelen.

De Statsrot huet déi zwee Projeten, also deem heite vun der Ewechweisung an dee vun der Reform vun Jugendschutz, och ëmmer als komplementär ugesinn an duerfir plädéiert, fir se zesummen ze evakuéieren. Vu dass déi Diskussiounen iwwert de Jugendschutz awer elo schonn zënter enger Zäit broochelen, bleiwen ech der Meenung, dass deem heite Projet, also eist Gesetz hei, awer esou séier wéi méiglech soll gestëmmt ginn, well mer awer net nach do wëllen zousätzlech Zäit verléieren, wou mer awer trotzdem e verbessert Gesetz kënne virleeën an doduerch d'Rechter vun den Affer vun häuslecher Gewalt wierklech kënne stärken.

De Volet vun de Kanner, dee soll da méi intensiv gekuckt ginn am Kontext vun der Reform vun Jugendschutz. An dann, nach eng Kéier, wa Kanner direkt Affer sinn, spillt jo souwiso d'Ewechweisung, a wa Kanner Zeien, also indirekt Affer sinn, da kann de Jugendrichter intervenéieren opgrond vun der aktueller Gesetzgebung. Mir sinn also net, wéi heiansdo gesot ginn ass, an engem Vide juridique.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Gesetzgebung iwwert d'häuslech Gewalt ass - Madame Loschetter, erlaabt mer ze soen -, net Standard. Se gehéiert zu deene beschte Gesetzgebungen, déi mer hei an Europa hunn. An Dir hutt alleguer haut d'Geleechenheet duerch Äre Vote, fir se nach besser ze maachen, mä et bleiwen awer eng Partie Froen opstoen.

Éischtens: Wie këmmert sech em d'Famill no der Ewechweisung? Wie këmmert sech em d'Familljen, wann d'Police am Asaz war an et ass awer net zu enger Ewechweisung komm? A wa mer da gesinn, dass en Täter dräi-, véier-, souguer fënnefmol ewechgewise ginn ass, muss een dann net awer effektiv iwwer aner Mëttele nodenken, notament zum Beispill eng obligatoresch Therapie?

Da gëtt et och Männer, déi Affer si vun häuslecher Gewalt, déi awer oft zécken, fir sech ze manifestéieren, well se sech schummen. Ech hoffen, dass si notament duerch de Service infoMann déi néideg Ënnerstützung kréien an och Akzeptanz an der Gesellschaft fannen.

An den nächste Méint a Jore muss mer op déi dote Froe ganz sécher Äntwerte fannen an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Acteuren. Eng absolut Noutwendegkeet kann een awer haut schonn uschwätzen: Dat ass d'Preventioun. Wa mer häuslech Gewalt oder Gewalt

am Allgemenge wëlle bekämpfen, da muss mer méi aktiv ginn an der Preventioun. Da muss mer d'Leit, also d'Kanner an déi Erwuesenen, erëm zrëckféiere bei eng Kultur vun engem respektvollen Ëmgang mateneen, ënnerteneen, am Zesummeliewen doheem, an der Gesellschaft, do, wou Problemer iwwer aner Weeër wéi Gewalt sollen a muss geléist ginn.

Ech wëilt an deem Kontext just kuerz, wann Der erlaabt, e puer Initiative vun eisem Ministère uschwätzen, déi an déi Richtung ginn. Mir hu gëschter eng Etüd virgestallt - d'Madame Polfer war dorobber agaanen -, eng wëssenschaftlech Etüd beim CRP-Santé, déi mer do an Opdrag ginn hunn, fir de Phänomeen vun der häuslecher Gewalt ze analyséieren, virun allem fir ze kucken: Wat sinn d'Ursachen? Duerch wat gëtt déi häuslech Gewalt ausgeléist? Wou kënnt se vir? - Fir dass mer och besser kënnen an Zukunft eis Politik dorobber ausrichten.

Da probéiere mer awer, och nei Weeër ze goen. Der musst wëssen, wa mer elo kucken, vun all den Ewechweisungen, déi passéieren, sinn een Drëttel Lëtzebuurger, een Drëttel si verschidde Communautéiten an een Drëttel sinn an der lusophoner Populatioun. An do hu mer eis gesot, dass mer muss vill méi eng gezielt Opklärung maachen, grad do. An dat maache mer elo ab dem September, wou mer op verschidde Plazen am Land wäerten en interaktiv Theaterstéck, dat extra fir deem Zweck geschriwwen ginn ass, opféieren, wou dat Gesetz iwwert dee Wee der lusophoner Populatioun méi no bruecht gëtt, a fir op déi Aart a Weis den Débat och bei hinnen am Fong geholl unzekerbelen. An et wäerte sécher duerno och nach aner Projekte komme mat anere Communautéiten.

Dann eng ganz wesentlech Roll an der Preventioun kann och deem neie Plan d'action d'éducation sexuelle et affective spillen, deem de 17. Juli virgestallt gëtt, a wou gläich véier Ministère mat implizéiert sinn: d'Santé, d'Famille, de Ministère de l'Education an och mir. Ech wëll och elo net méi am Detail op all eis Opklärungsarbeiten, Broschüren, Konferenzen, Informatiounen agoen. Dat kënnt Der alles bei eis um Internetsite „violence.lu“ fannen.

Ech wëilt just zum Schluss nach kuerz op Är Froen agoen. Et war vun der Madame Andrich déi Saach ugeschwat gi vum Certificat médical. Ech hat mam Gesondheitsminister dodriwwer geschwat, et ass anscheinend e Problem vun Nomenklatur. Dofir kann dat de Moment net iwwerholl ginn, mä hie schafft awer dodrun an e sicht och do no enger Léisung.

Da war vun engem Numéro d'appel d'urgence geschwat ginn. Ech mengen, dat sollt wierklech den 113 bleiwen, dat ass déi Nummer, déi d'Leit am Kapp hunn, do sollt een net elo d'Leit duerjernee maachen nach mat villen aneren Nummern.

Da war vun der Madame Loschetter iwwert de Budget Rieds gaangen. Ech mengen, Dir wësst, Madame Loschetter, dass mer vun eisem Ministère aus vill Suen och an déi Servicer do stichen, fir dass déi kënne gutt fonctionnéieren. Ech géif emol woen ze behaupten, méi wéi an anere Länner.

De Samu social, also souwäit wéi ech weess, war e Pilotprojet vun engem Samu social. Dee Pilotprojet ass evaluéiert ginn. Do ass erauskomm derbäi, dass dee relativ vill kascht huet, dass et relativ schwéier war ze organiséieren, och virun allem iwwer Land, virun allem och, fir eng Permanence ze assuréieren, och nuets. Mä ech mengen, et kann een awer gären driwwer nodenken, ob een e Samu social speziell fir eng Ewechweisung kann aféieren. Dat muss een da kucken.

An da wëll ech soen, dass mer zwar elo kee spezifesch Männerheem hunn, Här Kartheiser, mä mir hunn de Service infoMann elo an enger éischer Phas emol geschafene als Ulafstell fir Männer, déi an enger Situation de détresse sinn, a mir wäerte ganz sécher, wann de Besoin besteet, och kucken, fir Foyeren ze schafen, wou esou Männer kënnen ënnerdaach kommen. Verschidde Strukture bidden dat schonn un, also elo net de Foyer Ulysse, wou och Männer, déi Affer sinn, kënne gehollef kréien.

(Interruption)

Sou, léif Deputéierten, eigentlech misste mer eis alleguer schummen, hein, well mer en Deel si vun enger Gesellschaft, déi sech jo wëllt esou modern an esou fortschrëttlech ginn, an där awer häuslech Gewalt quasi zum Alldag vu ville Leit, virun allem vun ëmmer méi Leit gehéiert. Dat ass eng Schan an dat dierfe mer och op kee Fall akzeptéieren.

Et ass awer och ganz kloer, dass dat Gesetz, wat mer elo hoffentlech hei an engem ganz breede Konsens gestëmmt kréien, just een Element ass an der Bekämpfung vun der Violence domestique. Et ass een Instrument ënner villen, déi mussen zesummespillen. Mä et ass awer dat Instrument, dat Dir elo direkt an Ären Hänn hutt an dat Dir haut kënnt duerch Äre Vote op-

timiséieren. An duerfir wär ech frou, wann dat Gesetz hei mat enger ganz grousser Majoritéit géif ugeholl ginn.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Une voix.** - Et ass gär geschitt.

► **M. le Président.** - Merci der zoustänneger Ministesch. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6181 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6181 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme, géint 2 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par Mme Josée Lorsché), Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zu eisem leschte Punkt fir de Moien, dem Projet de loi 6547, eng Ofännernung vum Gesetz iwwert den Austausch vu Quote bei Gasen, déi zum Dreifhauseffekt bäidroen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech just ageschriwwen: déi Häre Berger a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

7. 6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech weess, dass d'Zäit elo fortleeft. Ech maachen et och ganz kuerz. An deem virleiende Projet de loi soll eng zäitlech begrenzten Derogatioun vun der europäescher Direktiv N°87 aus dem Joer 2003 ëmgesat ginn. Si berout op dem europäesche Beschluss N°377 aus dem Joer 2013 a si traitéiert den Handelssystem vun den Dreifhausgasemissionen am Beräich vun der Aviatioun.

Den internationale Loftverkéier huet an de leschte Jore staark zougeholl. A well duerch dese Verkéier ëmmer méi CO₂-Emissionen emettéiert ginn, soll e weltwäit gëltege System fir d'Reduktioun vun dem CO₂ opgebaut ginn, an dat aus der Iwwerleung eraus, dass all Wirtschaftssektor, och de Loftverkéier, sech un dësem Reduktionsprozess bedeelege muss.

Am Joer 2012, also d'lescht Joer, huet de Loftverkéier wuel zu 2% vun de weltwäiten Emissionen zougedroen. Dat waren awer scho 650 Milliounen Tonnen, an et gëtt geschätzt, dass dese Wäert klëmmt op 1,5 Milliarden am Joer 2025. Mëttlerweil muss sech all Fluchgesellschaften, déi e Vol bannent der Europäescher Unioun duerchféieren, un dem Handelssystem finanziell bedeelegen.

D'Europäesche Kommission ass och gewëllt, d'Fluchgesellschaften, déi aus Drëttstäten an der Europäescher Unioun landen oder erëm fort starte wëllen, och an de System mat anzebauen. Mä déi wiere sech. Op der 38. Versam-

mlung dëst Joer zum internationale Fluchverkéier, déi vu September bis Oktober ofgehalde gëtt, steet dofir d'Reduktioun vun den CO₂-Emissionen am Mëttelpunkt.

Mat dem virleiende Projet de loi, dee vun dem delegéierte Minister fir déi nohaltege Entwécklung an Infrastrukturen de 4. Mäerz 2013 hei an der Chamber déposéiert ginn ass, soll d'Uwendung vun den Artikelen 20 an 21 aus dem Gesetz vum 23. Dezember 2004, dat en Handelssystem mat den Dreifhausgasemissionen aféiert, ausgesat ginn - zäitlech ausgesat ginn.

Kuerz nach de Gesetzestext selwer. Den éischten Artikel weist drop hin, dass keng Sanktiounen géint bestëmmte Fluchgesellschaften geholl ginn, déi Fluchbewegungen an de Joren 2010, '11 an '12 aus der Europäescher Unioun eraus oder a si eran duerchgeféiert hunn. Dës zäitlech begrenzten Décisioun gëllt fir déi Gesellschaften, déi keng gratis CO₂-Quote fir hir Fluchbewegungen am Joer 2012 kritt hunn. Wa se der kritt hunn, muss se awer déi erëm zrëckgi bis zum 27. Mee 2013.

Den Artikel 2 prezisiéiert do e bësselche méi genau. All EU-Memberstate läschen déi CO₂-Quote fir all Fluchbewegungen am Joer 2012, wéi se am Artikel 1 viséiert sinn, wa se entweder net délivréiert goufen a wa se livréiert goufen, awer och duerno erëm zrëckgelivréiert ginn. Eng relativ technesch rechneresch Operatioun.

Duerch dës Annulatioun versteeën d'EU-Staten eng reduzéiert Zuel vun CO₂-Quote fir 2012 an droen dobäi och zur CO₂-Emission (veuillez lire: an droen dobäi och zur CO₂-Emissionsreduzierung bäi). Dës Reduktioun ass proportional der Zuel vun den CO₂-Quoten aus dem Fluchverkéier an eiser Europäescher Unioun. Dat bréngt natierlech mat sech, dass d'Unzuel vun den CO₂-Quoten, déi fir d'Stee an dësem Joer virgesi sinn, un dës Entwécklung ugepasst ginn. Deemo eng rechneresch Operatioun, fir ze reduzéieren.

Den Artikel 3 seet da ganz genau nach, déi anuléiert CO₂-Quoten aus dem Loftverkéier ginn dann net an der Rechnung vun den CO₂-Zertifikater an dem Rumm vun dem genannte Gesetz aus dem Joer 2004 berücksichtig.

Den Artikel 4 weist nach drop hin, dass dësen Text, dee mer haut stëmme wäerten, seng Wirkungen ab dem 24. Abrëll dëst Joer entfale kann.

Kuerz nach de Statsrot. A sengem éischten Avis vum 30. Abrëll hat hien e puer berechtigt Froen opgeworf. Mat den Textformuléierungen, déi mir an der Kommissioun ugeholl hunn, an duerch den Avis complémentaire vum Statsrot vum 18. Juni konnt dunn de Rapport geschriwwen ginn, Dir konnt dee virlesen. Op all Punkt ginn ech net an, et géif ze wäit goen.

Just d'Chambre des Salariés huet hiren Avis eraginn den 8. Mäerz, an d'Chambre de Commerce de 6. Mee. Si ware mat dem Projet de loi averstanen.

Lescht Wuert: Déi Europäesche Kommissioun betount, an ëmmer erëm betount se dat, dass de gewünschten Handelssystem mat den CO₂-Zertifikater an Loftverkéier derfir suergt, dass all Tonn CO₂ elo e Präis muss kréien, well domadder och dann déi néideg finanziell Moyene bereetgestallt ginn, fir à la longue de Klimawandel ze bekämpfen. A mat dësem dach méi techneschen Detailler um Schluss vun haut de Moie bréngen ech den Accord vun der CSV eran a soe Merci wéi ëmmer fir d'Noluschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wëilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen, pertinente Bericht. Ech wäert och relativ kuerz bleiwen. Am Dezember d'lescht Joer hate mer jo hei eigentlech dat Gesetz vum 2004 modifizéiert. Bei deem Gesetz hu mir als demokratesch Fraktioun dergéint gestëmmt. Ech hunn dat och deemools en long et en large motivéiert, well ech ënner anerem och monéiert hunn, datt dat modifizéiert Gesetz vum 2004 kee Plus wier fir de Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg an och déi Chancen, déi eventuell de Klimaschutz géif fir d'Ekonomie bréngen, net géife genotzt ginn.

Bon, ech mengen, eleng schonn eng Ursach, e Gesetz, dat mer net gestëmmt hunn, en Zousatz zu esou engem Gesetz, do gesi mer och elo



net direkt eng Ursach, fir do dann den Accord ze ginn, mä et geet awer doriwuer eraus. Ech mengen, hei ass elo e bësse méi den internationale Kontext vum - géif ech soen - Kyoto-Accord. A mir wësse jo, datt awer d'Emissiounen am Loftfahrtberäich enorm och zu den CO₂-Emissiounen bäidroen. An dat war eigentlech sënnavoll, fir dat an deem Accord anzuschreiwen, mä elo kréien do ebe verschidde Länner... Et ass jo e globale Problem, dat heescht, et ass eigentlech och d'Absicht, fir dann eng global Solutioun ze fannen.

Mir hunn hei eng europäesch Solutioun fonnt, mä se hunn awer a Länner ausserhalb vun Europa, déi net domadder d'accord sinn, déi eng Extrawurscht wëllen, déi also eben elo, och wann zäitlech, mä awer elo eben erausgeholl ginn aus deem Accord. An ech mengen, dat ass also net am Sënn vum Klimaschutz, net am Sënn vun de Reduktiounen vum CO₂. Duerfir wäerte mir och hei also net deem Projet haut eis Zoustëmmung ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt den Här Gira.

► **M. Camille Gira** (déi gréng). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei kéint een effektiv eng radikal Positioun anhuelen a soen, d'EU huet den ETS-System erweidert op d'Aviatioun, op där enger Säit d'Aviatioun innerhalb vun Europa, op där anerer Säit fir all Volen, déi an Europa erakommen an erausginn, an elo solle se dat wann ech gelift duerchzéie géint all Oppositioun vun amerikaneschen a chineeseschen Airlinen, mat alle Konsequenzen, déi dat huet; dass d'Chineese vläicht keng Airbusse méi kafen an esou weider an esou fort.

Wann een awer op där anerer Säit gesäit, dass d'EU zumindest eppes bewierkt huet, do-duerch, wéi de Rapporteur dat schonn a sengem Rapport gesot huet, deemächst awer soll op där nächster IATA-Konferenz dat do zu engem wichtege Sujet ginn, wollte mir an deem hei Fall awer éischter méi eng pragmatesch Approche unhuelen a soen, dann, kommt, mir ginn deene Verhandlungen do an der IATA emol eng Chance. Well sécherlech, wann een elo zu engem internationale globalen Ofkommens géif kommen, wier dat op jidde Fall besser, wéi wann d'EU weiderhi géif eleng mat hirem ETS-System fir d'Aviatioun bleiwen. Da kann ee

jo duerno nach ëmmer kucken, wéi een an Europa weiderfiert. An duerfir géife mir als gréng Fraktioun dësem Projet de loi eisen Accord bréngen.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, dass een awer als Regierung soll oppassen, dass een deen anere Volet vun deem Gesetz, dee jo weiderhi bestoe bleift, konsequent ëmsetzt an déi Vole besteiert, wann ech dat emol esou däerf soen, respektiv no de Quote kuckt, déi dann innerhalb vun Europa ginn. An ech muss soen, ech war net ganz zefridde mat der Äntwert vum delegéierten Ëmweltminister (veuillez lire: mat der Äntwert vum delegéierten Ëmweltminister op d'Fro), déi ech viru Kuerzem gestallt hat, well mer gewuer gi waren, dass vu Lëtzebuerg aus och eng chineesesch Fluchgesellschaft start a lant, an déi chineesesch Fluchgesellschaft sech net nëmme wieren, fir déi Quoten ze bezuelen, wa se aus China an Europa kommen, mä och innerhalb vun Europa.

Ech mengen, dat ka wierklech net sinn, well dann hu mer eng ëmgedréite Concurrence déloyale. Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir dann den delegéierten Ëmweltminister nach eng Kéier kloer an däitlech ze froen. Do ass Lëtzebuerg concernéiert, do ass eng chineesesch Firma concernéiert. An der Äntwert konnt ee verstoen, dass d'Regierung déi néideg Schrëtt géif maachen. Et war awer relativ vag gehalen an et war och e puer mol op d'Europäesch Kommissioun verwisen.

Duerfir nach eng Kéier hei mëndlech gefrot: Setze mer do konsequent dat Gesetz ëm a froe mer déi Quote respektiv bestrofe mer déi chineesesch Fluchlinn mat deene Strofen, déi am Gesetz an op internationalem Plang virgesi sinn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gira. An d'Wuert kritt den delegéierten Nohaltegkeetsminister.

► **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.* - Merci, Här President. Och e Merci un de Rapporteur, dee wéi gewinnt détailléiert an ausféierlech säi Rapport gemaach huet.

Ech géif mer da just erlaben, op déi Fro ze äntwerten. Vläch koom déi Question parlementaire vum Camille Gira eng Iddi ze fréi. Op jidde

Fall kann een awer däitlech draus erauslesen, datt Lëtzebuerg do seng Verantwortung iwwerhëlt.

Als Rappel: Et ass jo esou, datt international eng Partie Staten am Numm vun hire Fluchgesellschaften sech massiv gewiert hu géint déi EU-Ofgaben do, an zwar virun allem Russland, USA, China an Indien, an des Operateure refuséiere jo prinzipiell, um System deelzehuelen, an et ass effektiv esou, datt Lëtzebuerg Administrateur am Regëster vun enger chineesescher Fluchgesellschaft ass. An där hu mir elo rezent an, fir et prezis ze soen, de 27. Juni eng Mise en demeure zoukomme gelooss, fir se opzefuerderen, hir Zärgasen ze deklaréieren. Et sinn der net enorm vill, mä et geet ëm de Prinzip. Well wann déi eng..., wann d'Luxair muss kafe goen, da kann et net sinn, datt mir bei aneren duerch d'Fanger kucken.

Et si 4.455 Tonne fir 2012. Bei der Zuel vun de Flich: Wann ech mech richteg erënneren, ware se ënnert dem Seuil vum Tonnage, mä si waren iwwert der Zuel vun de Flich. Duerfir hu mer dann och reagéiert a mir hunn déi Tonnage gefrot, fir déi Tonnagen ze deklaréieren. Et sinn nach zwou aner Fluchgesellschaften, déi bei eis enregistriert sinn. Elo ass et allerdéngs esou, eng ass an der Faillite an der Tëschenzäit, a vun där anerer weess ech just, déi maachen d'Vente vu Fligieren, déi bewege just Fligieren hin an hier, soudatt déi net ënnert déi Kritäre falen.

Mä, wéi gesot, als Äntwert: Mir hunn do dat gemaach, wat néideg war, an ech wollt awer zum Schluss och Merci soe fir eng breet Zoustëmmung zu deem Projet de loi, well dat eis d'Méiglechkeet gëtt, e globalen Accord ze kréien. A wa mer dee géife kréien, hätte mer méi geschafft, wéi dat, wat mer virdrun haten.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wäre mer um Schluss vun dëser Debatt a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6547 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6547 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmme, géint 9 Nee-Stëmme an eng Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Fernand Boden), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par Mme Martine Mergen), Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Christine Doerner), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Josée Lorsché), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox (par M. Camille Gira), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

S'est abstenu: M. Jean Colombara.

Wëllt deejeinege seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

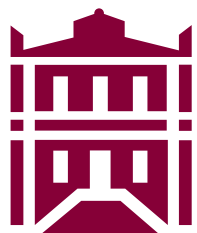
(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 12.43 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

- 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État
 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État: M. François Bausch
 - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. François Bausch, M. Alex Bodry et M. Lucien Lux)
 - Débat: M. Gilles Roth, M. Claude Meisch (M. Jean-Claude Juncker intervient), M. Alex Bodry
- Dépôt d'une proposition de loi
 - M. Alex Bodry
- 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (suite)
 - Débat (suite): M. Alex Bodry (dépôt d'une motion), M. Félix Braz (interventions de M. Lucien Weiler, M. François Bausch, M. Jean-Claude Juncker, M. Fernand Boden, M. Gilles Roth, M. Lucien Clement et M. Xavier Bettel) (dépôt d'une motion), M. François Bausch (fait personnel), M. Lucien Weiler, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen (M. Jean-Claude Juncker intervient), M. Jacques-Yves Henckes (M. François Bausch intervient), M. Serge Urbany
 - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (fait une déclaration)
- Discours de M. le Président
 - M. le Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Romain Schneider, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Um Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Rapport 6565 vun der Enquêtékommissioun iwwert de Geheimdéngscht. D'Riedezäit ass vun der Presidentekonferenz festgehale ginn a gesäit Folgendes vir: eng Stonn fir de Rapporteur, zwou Stonne fir de Statsminister Jean-Claude Juncker, eng Stonn fir déi jeeweileg Fraktiounen, 20 Minutte fir d'Sensibilités politiques an dann nach 30 Minutte fir d'Regierung. Bis elo hu sech ageschriwwen: déi Häre Roth, Meisch, Bodry, Braz, Gibéryen, Henckes an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Enquêtékommissioun, den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

1. 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État

Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État

► **M. François Bausch** (déi gréng), *rapporteur.* - Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo schonn zënter Laangem an dësem Parlament an ech hunn och scho méi wéi eng Ried oder ee Rapport misse virdoen. Ech géif awer soen,

dass dëst meng schwierigst Ried ass, déi ech bis elo hu misse maachen. Si dréint ëm de Fonctionnement oder besser gesot den Netfonctionnement vu wichtege Deeler vun eisen Institutiounen. Et geet deemno ëm de Kär vun der Politik. Et geet ëm d'rechtsstaatlech Empfindlechkeeten an eisem Stat. Et geet ëm d'Vetrauen.

No ronn 47 intensiven, kontroversen an ustrenge Sëtzungen huet d'Enquêtékommissioun en 140 Säite staarke Rapport majoritär ugeholl; méi prezis mat de Stëmme vun LSAP, DP, déi gréng an ADR, bei de Géigestëmme vun der CSV an der Enthaltung vun déi Lénk.

Och wann et schwierig a kontrovers war, well ech vun hei aus allen Deputéierte Merci soe fir hir Mataarbecht an der Kommissioun an deene leschte sechs Méint. Ee spezielle Merci geet vu mir aus awer och un den Här Besch an d'Madame Kohn, déi d'Sekretariat vun der Kommissioun assuréiert hunn. Ouni hiren enormen Asaz hätte mer dëse Rapport nimools hikritt, virun allem och net ouni hir Gedold, well et war net ëmmer einfach, eens ze ginn am Kräizfeier vun der Ausenanersetzung ronderëm dee Rapport, wou virun allem um Schluss bal ëm all Wuert gefeilscht ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. November 2012 ass an d'Öffentlechkeet komm, dass de fréieren Direkter, den Här Marco Mille, am Joer 2008 e Gespréich tëscht him an dem Premierminister mat enger Auer heemlech opgeholl huet. Dëst war den Ausléiser, deen zur parlamentarescher Enquêtékommissioun gefouert huet. Mä deemools hätt kee

Mënsch sech kënnen virstellen, dass dësen Akt nëmmen d'Spëtzt vum Äisbiërg vun enger ganzer Serie vun Dysfunktionelementer am Geheimdëngscht war. Iwwert d'Press sinn dunn an engem impressionnante Rhythmus iwwer Wochen, jo iwwer Méint ëmmer nei Dysfunktionelementer an d'Öffentlechkeet komm.

Ech wëll och duerfir soen, dass ouni d'Press déi parlamentaresch Enquêtékommissioun nëmme ganz weening hätt kënnen vum deem opschaffen, wat mer haut hei virleien hunn. Ech wäert och zum Schluss nach eng Kéier drop zrëckkommen, well dësen Émstand ass och e Bestandteil vun der Kommissioun hire Konklusiounen.

De 4. Dezember 2012 huet d'Chamber eng Resolution ugeholl fir d'Asetze vun enger parlamentarescher Kontrollkommissioun (veuillez lire: parlamentarescher Enquêtékommissioun). Dräi Saachen huet d'Chamber där Enquêtékommissioun als Opdrag ginn: éischstens, si soll d'Méthodes opératoires vum Geheimdëngscht zënter senger Grënnung analyséieren; zweetens, si soll nokucken, ob all dës Methoden ëmmer der Legalitéit entsprach hunn; an drëtzens, si soll der Chamber doriwuer e Rapport maachen, an deem déi néideg Konklusiounen dran enthalte sinn.

Den 31. Januar 2013 krut d'Kommissioun eng Erweiderung vun hire Missiounen. An där Chambersëtzung ass dunn decidéiert ginn, fir der Enquêtékommissioun hir Aarbecht ëm folgend Elementer ze erweideren: éischstens, d'Analys vun de Missiounen, der Organisatioun an dem Fonctionnement vum Service; zweetens, d'Fro vun der Kontroll vum Service matanzubauen; an drëtzens, dës Aspekter och am finale Rapport ze berücksichtegen.

A 17 Auditoune hunn 13 Zeien ënner Eed ausgesot. Derniewent huet d'Kommissioun och nach dräi Experten a Saache Geheimdëngscht héieren. Déi Enquêtékommissioun hat och eng ganz Serie vu Sëtzungen am Sëtz vum Geheimdëngscht, wou mat de Responsabelen iwwer hir Missiounen, hir Modes opératoires an den interne Fonctionnement vum Dëngscht geschwat ginn ass. An deem Kontext ass och iwwert de Cadre juridique vum Geheimdëngscht, déi national an international terroristesch Menace, d'Proliféierung an de Contre-espionnage geschwat ginn.

D'Kommissioun huet sech och laang mat der fréierer Gesetzgebung vum SREL, der heiteger Gesetzgebung an hire Lacunë beschäftegt. Den Detail dovunner fannt Der am schrëftleche Rapport erëm. Ech wëll mech an deem mëndlechen Deel och aus Zäitgrënn nëmme mat de Reformvirschlëi beschäftegt respektiv mat deenen Deeler vun der Gesetzgebung, déi onvollständig ëmgesat gi sinn.

D'Kommissioun huet och vun hire gesetzlechen Instruktiounsméiglechkeete Gebrauch gemaach. Si huet eng Visite sur les lieux gemaach am Geheimdëngscht, fir den ominéisen Archiv ze ënnersichen, wou zënter 1960 individuell Fichen archivéiert sinn. An den 23. Januar 2013 huet d'Kommissioun eng Mise sous scellés ordonnéiert. Während hiren Aarbechten huet d'Enquêtékommissioun och eng ganz Rei vun Dokumenter kritt. Déi Dokumenter, wou d'Kommissioun eng stroferechtlech Relevanz vermutt huet, déi huet se dem Parquet weitergeleet.

Dës ganz Aarbecht huet d'Enquêtékommissioun derzou bruecht, fir eng ganz Rei reell oder strukturell Dysfunktionelementer festzustellen:

- éischstens, ëmstridden operationell Methoden am Geescht vum Kale Krich an der Period 1960 bis 1990, an awer och an der Period 1991 bis 2001;

- zweetens, d'Opnahm vun engem Gespréich tëscht dem Statsminister an dem fréieren Direkter vum SREL an d'Opnahm vun engem zweete Gespréich tëscht dem Stats- an dem Justizminister vun engem fréiere SREL-Agent;

- drëtzens, e Fall vu Pantouflage;

- véiertens, illegal Téléfonsécoutes;

- fënneftens, d'Ausféierung vun enger Aktioun, déi de legale Kader dépasséiert huet;

- sechstens, d'Roll vum fréiere Chauffeur vum Premierminister, deen an de SREL integréiert ginn ass;

- siwentens, eng verdächtig Proposition vu logistescher Hëllef fir SREL-Membere vun enger Privatfirma;

- aachtens, d'Affär vun der Wunneng vum Gérard Reuter;

- néngtens, d'Theorie vum Parallelréseau zum Stay behind;

- zéngtens, d'Affär ronderëm eng Cargo-Loftfahrtgesellschaft;

- eeleftens, Agissementer, déi de Charakter hate vun enger Police secrète;

- an zwoleffens, d'Affär ronderëm den Autosverkat an -akaf.

Ech kommen dann zum éischte Punkt: déi Period tëscht 1960 an 1991 an d'Iwwergangsperiod vun 1991 bis 2001.

Déi Zäit vum sougenannte Kale Krich war eng ganz besonnesch Zäit. Si war gekennzeechent duerch eng staark politesch Mësstrauenskultur tëscht deenen zwee politesche Bléck. An dëst huet sech och deementspreechend op d'Gesellschaft an de politesche Fonctionnement vum Stat ausgewierkt.

Mä dës Tatsaach dierf awer net driwwer ewechtäuschen, dass während där Period net nëmmen alles suspekt war, wat an den Ae vun dëser Säit vun der Mauer als Alliierte vun där anerer Säit vun der Mauer ugesi ginn ass, mä alles, wat iergendwéi kritesch zum Stat stoung. „Do war alles, wat net stramm konservativ war, war statsgefährdend“, esou den Här Mille zum Premierminister an deem opgehollene Gespréich.

Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdëngscht hat 2008 Kenntnis dervun kritt, dass et en Archiv gëtt. Si hat deemools allerdéngs nëmme mat Hëllef vun den Agente vum Geheimdëngscht am Archiv no Fichen am Zesammenhang mam Stay behind gekuckt.

De Statsminister war bei senger Auditoune der Meenung, dass d'Kontrollkommissioun deemools jo och schon hätt kënnen erausfannen, wat an deem Archiv war. Dës hat allerdéngs deemools am Contraire zu him keng Indizien, wat alles an deem Archiv dra war.

Alarméiert duerch d'Ausso vum Här Mille a vum Statsminister an hirem Gespréich, huet d'Enquêtékommissioun eng Descente sur les lieux gemaach an eng Rei gezielte Stéchprouwe gemaach, fir ze kucken, wat alles an deenen alen Archiven dran ass. Et war net esou einfach, sech an deem enormen Archiv zurechtzufannen. Ouni d'Mathëllef vun deenen heitege Responsable vum SREL hätt ee sech kaum dran zrëckfonnt.

Si huet dunn och vum Geheimdëngscht en Inventaire gemaach kritt, wat alles an deem Archiv nach haut dran ass: 4.168 Fichë vun Eenzelpersonen, op deene wierklech noriichtendeschtlech geschaff ginn ass, 2.270 Fichë vu Personnes morales, also dat heescht vun Associatiounen oder ONGen, 6.645 Fichen, wou et nëmmen ëm eng Habilitation de sécurité gaangen ass, dat heescht ëm d'Clearance gaangen ass, dat heescht ugeluecht duerch d'Autorité nationale de sécurité.

D'Commission d'enquête huet misse feststellen, dass déi gesetzlech Basis vun 1960 extrem large interpretéiert ginn ass, jo dass souguer iwwert d'Zil erausgeschoss ginn ass. D'Kommissioun huet dunn och direkt derfir gesuergt, dass all Privatpersoun an Associatioun, déi gemengt huet, si wär an deem Archiv, dat konnt nofroen an och Accès zu hirem Dossier kritt huet.

Iwwert den Artikel 17 Paragraph 2 vum modifizéierte Gesetz vum 2. August 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel huet déi dora virgesinnen Autorité de contrôle derfir gesuergt, dass déi Leit hir Dossiere kréien. Nach net all konnte se ausgehändegt ginn, dat well den Archiv scelléiert ginn ass. Mä dat wäert awer geschéien.

30 betrafte Leit, déi hir Dossiere scho kritt hunn, hunn der Kommissioun e Bréif geschriwwen mat enger Beschriewung vun hiren Dossieren an hire Fuerderungen. Déi meescht Saachen, déi do gefuerdert ginn, sinn och an de Recommandatiounen vun der Kommissioun zrëckbehalte ginn.

D'Kommissioun huet och eng Lëscht mat Nimm vun enger ganzer Rei vun Associatiounen eraginn an huet de SREL beoptraagt ze kucken, ob iwwert dës Associatiounen Fichen ugeluecht gi sinn. D'Resultat ass, dass iwwer enorm vill Associatiounen an ONGe Fichen ugeluecht waren. De Spektrum geet vun der Kommunistescher Partei, LCR, iwwert de Friddenscomité, Ligue des droits de l'Homme, Jeunesse socialiste, Jeunesse ouvrière catholique bis zu Greenpeace a Mouvement écologique.

Et ass ze soen, dass sécherlech net iwwer all Associatioun oder ONG detailléiert Fichen do dra sinn. Bei enger ganzer Rei, fir net ze soe bei ville reduzéiert de Fichier sech kloer op Zeitungsartikelen, mä bei anere geet et awer vill méi wäit. D'Kommissioun huet keng Detailanalys vun deene Fichë gemaach. Hir Aarbecht huet sech op e ganz limitéierten Échantillon vu Fichë reduzéiert.

D'Commission d'enquête ass dann och der Meenung, dass dësen Archiv op kee Fall dierf zerstéiert ginn, mä dass e soll un de staatlechen Archiv weitergeleet ginn. D'Commission d'enquête ass och der Meenung, dass en onofhängegen Expert oder onofhängegen Experten dat

Ganzt sollen historesch opschaffen an dass d'Resultater dovun solle veröffentlecht ginn.

Guer net konnt d'Enquêtékommissioun déi Phas tëscht '91 an 2001 analyséieren. Et war eng Phas, wou de Geheimdëngscht ganz sécher an enger Identitéitskris war, well de fréiere Feind net méi existéiert huet. D'Kommissioun konnt och duerfir net méi kucken, ob no 1991 eng Ännerung an der Virgehensweis komm ass oder ob net nach weidergefuert ginn ass an där nämlecher Logik. Duerch d'Pressekonferenz vun deenen 30 betraffene Leit ass bekannt ginn, dass zumindest op enger Persoun nach bis 1996 geschafft ginn ass.

D'Commission d'enquête bedauert och, dass de fréieren Direkter, den Här Mille, 2004 eng Säuberung vum Archiv ugeuerdnet huet, wou vill Dossieren einfach zerstéiert gi sinn, dorënner och Fichiere vu gewielten Deputéierten. Déi deemools grad agefuert parlamentaresch Kontrollkommissioun ass och net vum Direkter iwwert déi Aktioun informéiert ginn. D'Enquêtékommissioun konnt och net identifzéieren, wéi vill stéierend Dossieren op dës Aart a Weis verschwonnen sinn.

Zweetens: den Auerenregistremet vun engem Gespréich tëscht dem Här Mille an dem Statsminister.

Den 31. Januar 2007 huet den Här Mille de Statsminister mat der Auer opgeholl. Laut Aussoe vum Här Mille, dem Här Schneider an awer och dem Agent André Kemmer an den Auditoune war awer nach eng wichteg Sëtzung virdru beim Statsminister, déi och zur Décisioun - laut hinnen - vun der Aueropnahm gefuert huet a wou et och ëm déi cryptéiert CD gaangen ass, wou laut enger Source e Gespréich tëscht dem Statsminister an dem Grand-Duc drop sollt sinn.

An der éischter Sëtzung hätt de Premier ganz negativ a violent op d'Informatiounen vun de SREL-Leit reagéiert, an dëst hätt d'Vetrauensbasis mam fréieren Direkter staark erschüttert. Dës Sëtzung wär, wéi se eis erkläert hunn, ausgesot hunn, total schifgaangen. Aus zwee Grënn hätt den Här Mille dunn decidéiert, nach eng Sëtzung ze beantragen, an dunn och decidéiert, de Premier mat der Auer opzehuelen: éischstens, fir senger Mataarbechter ze beweisen, dass hien dem Premier déi nämlecht Faiten effektiv nach eng Kéier géif rapportéieren; an zweetens, fir de Beweis ze erbréngen, dass de Premier d'Écoute op den Techniker M., wou jo d'Riichter keng Erlabnis ginn haten, fir déi ze maachen, dass hien déi ginn hätt. Och den Här Kemmer ass dervun ausgaangen, dass de Premier déi Écoute op den M. erlaabt hätt.

Den Här Mille huet och erkläert, dass déi Source M. scho laang eng Source fiable vum Service gewiescht wär. Den Här Mandé huet ausgesot, de Premier hätt d'Impressioun gehat, déi dräi Beamte wéilten hien erpressen.

Et gëtt och aner Elementer, déi drop hiweisen, dass dat kéint sinn. De 4. Dezember 2012 sot de fréieren Operatiounschef Frank Schneider an enger Sëtzung mat engem héije Fonctionnaire vum Statsministère, hien hätt eng Kopie vun där CD - wat iwwerregens e seltsame Virgang ass, dass e fréiere Mataarbechter vum Geheimdëngscht klassifizéiert Material konnt eraus-schleefen -, an en huet duerchblécke gelooss, hie wéilt dës CD mat sengen eegene Moyenen entschleesse loossen. An engem Bréif, deen e virdrun un de Statsministère geschriwwen huet, huet hien och gedroht an déi national an international Press ze goen.

An enger Note vum 8. Juli 2008 hat schon e Fonctionnaire vum Wirtschaftsministère virun de Geforen, déi vun dësem Beamten ausging, gewarnt. An ech zitieren: «Il faut tenir compte du fait que M. Schneider était directeur des opérations du SREL pendant huit ans et va très probablement, en tant que défense désespérée, essayer d'utiliser des informations dont il a eu connaissance durant cette période contre des décideurs.»

D'Enquêtékommissioun muss leider feststellen, dass net versicht ginn ass, Luucht an déi Affär do ze bréngen. Et ass sech sukzessiv de verschiddene Mataarbechter, den Acteuren entleedegt ginn, ouni dass versicht ginn ass, hiren dubiose Rôle an där Affär opzeklären. Am Moment leeft eng Enquête judiciaire ronderëm déi Affär, an duerfir konnt d'Enquêtékommissioun net weiter recherchieren.

Déi parlamentaresch Enquêtékommissioun huet sech awer och am Detail mam Flux vun den Informatiounen tëscht dem Premierminister an der parlamentarescher Kontrollkommissioun a puncto Auerenopnahm interesséiert, a si huet dozou Folgendes festgestallt:

Am Dezember 2008 ass de Premier gewuer ginn, dass hie vum Här Mille mat der Auer opgeholl ginn ass.

Während dem Mount März 2009 huet de Premier den deemolege President vun der parla-

mentarescher Kontrollkommissioun, de Charles Goerens, a sai Büro geruff, fir hien iwwert de Virgang ze informéieren, an en huet em och Extraité vum Band am Hannergrond virgespillt.

Während dem Mount Mee 2009 huet de Charles Goerens déi aner Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun mëndlech informéiert, dass de Premier mat enger Auer opgeholl gi wär.

Ufank Juni 2009, e puer Deeg virun de Chamberswahlen, huet de Premier selwer d'Membere iwwert de Virgang informéiert, ouni hinnen awer ze soen, ëm wat et am opgehollene Gespréich gaangen ass. D'Kommissiounsmembere waren entsat an hu vum enger graver Violatioun am Vertrauensverhältnis mam Premier geschwat.

Am Oktober 2009, no de Chamberswahlen, bei der Constitioun vun der neier Kommissioun huet den neie President vun der Kontrollkommissioun déi nei Kommissiounsmembere iwwert de Virgang informéiert.

Den 3. Dezember 2009 huet de Premier der neier Kommissioun erkläert, wien de Successeur vum Här Mille géif ginn. An där Sëtzung ass vun de Kommissiounsmembere d'Fro vun den Disziplinarmossname géint den Här Mille opgeworf ginn. An där Sëtzung huet de Premier de Kommissiounsmembere erkläert, dass den Här Mille him vum enger anonymer Source geschwat hätt, déi eng CD bruecht hätt, wou e Gespréich tëscht him an dem Grand-Duc drop wär a wou et ëm de Bommeleer géif goen. Hie sot dunn, dass dëst net seriö wär, well esou e Gespréich hätt an deem Sënn ni stattfonnt.

An enger weiderer Sëtzung, déi lescht mam Här Mille, ass hie selwer vun engem Kommissiounsmember op d'Auerenaffär ugeschwat ginn. Als Reaktioun dorop kruten d'Membere nëmme ganz iwwerflächlech Äntwerten. D'Kontrollkommissioun ass och zu kengem Moment vum Premier informéiert ginn, dass hien dem Här Mille och nach e Congé sans solde pour des raisons professionnelles accordéiert huet.

An der Sëtzung vum 30. November 2012 vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, nodeems en éischten Deel vum Gespréich tëscht dem Premierminister an dem Här Mille an der Press ofgedréckt gi war, huet dës Kommissioun de Statsminister gefrot, fir déi CD ze kréien. D'Kommissioun krut du geäntwert, de Premier hätt dës CD net méi, e géif se net méi erëmfinden. Et war dunn de Chefredakter vum „Lëtzeburger Land“, deen der Kommissioun eng Kopie vun der CD iwwerrecht huet mat deem Gespréich drop.

D'Enquêtékommissioun kann nëmme bedauern, dass de Statsminister déi parlamentaresch Kontrollkommissioun net exhaustiv informéiert huet, dass de Statsminister d'Affär net bei de Justizautoritéiten dénoncéiert huet an dass de Statsminister keng disziplinaresch Suité géint den Här Mille ageleet huet. De Premierminister huet erkläert, dass hie keng disziplinaresch Suité géint den Här Mille ënnerholl huet, well e gefaart huet, dëst kéint dem Service schueden, virun allem och am Zesammenhang mat auslännesche Servicer.

De Procureur général Robert Biever huet an der Auditoune vum 5. Februar gemengt, d'Obligatioun, fir déi illegal Opnahm mat der Auer bei de Justizinstanzen ze mellen, hätt och fir d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun bestane vun deem Moment un, wou se dervu woussten.

Drëtzens: e konkrete Fall vu Pantouflage, d'Schafung vun enger privater Sécherheetsfirma vum fréiere Chef d'opérations vum Geheimdëngscht.

De fréiere Chef d'opérations vum Geheimdëngscht, den Här Schneider, huet am Joer 2008 aus dem Geheimdëngscht eraus eng privat Sécherheetsfirma opgebaut. Hien huet duerfir gezielt intern Informatiounen benotzt. An deem Joer ass och am Ministère de l'Économie eng Diskussioun gefuert ginn, inwieweit de Geheimdëngscht eng speziell Branche sollt aféieren, fir dem Ministère de l'Économie zur Säit ze stoen, wann et ëm d'Protektioun vum Patrimoine économique géif goen.

Den Här Schneider huet dem Minister offen ugebueden, dass dëst kéint spéider iwwer seng Privatfirma lafen. Besonnesch krass ass, dass den Här Schneider och eng vu senger Sourcen am Geheimdëngscht benotzt huet, fir spéider de gréissten Aktionär oder en deken Aktionär vu senger Firma Sandstone ze ginn.

Ganz besonnesch krass ass och, dass de fréiere Chef d'opérations net nëmmen op sai Geheimdëngschtswëssen zrëckgegraff huet, fir seng Pri-

vatfirma opzebauen, mä carrément als geheim klassifizéiert Dokumenter benotzt huet fir seng privat Interessen. Dëst ass an enger Note circonstanciée vum 4. Juli 2008 un de Wirtschaftsminister kloer festgehale ginn. De wichtigsten Extrait aus där Note ass am schréfftleche Rapport nozulesen.

De fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht behaupt och nach haut, dass seng Firma Sandstone net nëmme kloer eng quasi parastaatlech Legitimation hätt, mä dass de Stat seng Firma souguer finanziell ënnerstëtzt hätt. Aus enger eidesstattlecher Erklärung, déi den Här Schneider am Kader vum engem Prozess an Israel am Oktober 2012 ofginn huet, geet ervir, dass en do seng Firma als verlängerter Arm vun der staatlecher Politik am Beräich Sauvegarde du patrimoine économique uginnt huet.

An engem Interview op enger Lëtzebuurger Radiostation den 28. Juni dëst Joer, huet hie weider behaupt, seng Privatfirma hätt Ennersetzung kritt vun dem Stats-, dem Finanz- an dem Wirtschaftsministère.

Sougutt de Premierminister wéi och all aner Stellen am Finanzministère soen, dass dat alles net géif stëmmen, dat heescht, dass Sandstone zu kengem Moment eng staatlech Ennersetzung kritt hätt an dass de Stat och näischt mat där Firma ze dinn hätt.

Besonesch problematesch ass, dass d'Grënner vu Sandstone geheimdéngschtlech klassifizéiert Dokumenter benotzt hunn, fir de Businessplang vun hirer Firma opzestellen. Dese Fait ass och schonn de 4. Juli 2008 vum engem héije Beamte vum Wirtschaftsministère an enger Note u säi Minister festgehale ginn.

Et war also schonn der Administration gouvernementale am Joer 2008 kloer, wat de fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht amgaange war ze dréinen. Et gëtt awer och Aussoen, dass d'Grënnung vum Här Schneider senger Firma eng elegant Léisung gewiescht wär, fir e lasszeginn.

Iwwregens schéngt eng ähnlech Strategie och gefouert ginn ze sinn, fir den Här Kemmer zu där Zäit lasszeginn. Den Här Mandé op alle Fall huet dat a senger Auditioun esou duergestallt. En huet gemengt, dem Här Kemmer säin Transfert an de Wirtschaftsministère wär och do eng elegant Manéier gewiescht, fir en am Geheimdéngscht lasszeginn.

D'Enquêtékommissioun bedauert ganz staark, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun fir de Geheimdéngscht zu kengem Moment iwwert déi dote Virgäng an Dérapagen informéiert ginn ass.

Véierte Punkt: déi illegal Interceptiounen vun Telefongespräicher.

Do ass fir d'Éischt déi op den Techniker M. Déi war vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun Geheimdéngscht am November 2012 entdeckt ginn an och mat den néidege Schréffstécker un d'Justizinstanze gemellt ginn. Hei huet den Här Mille jo de Premier an deem opgezeechente Gespréich doriwuer informéiert. An e behaupt, de Statsminister hätt hinnen do d'Erlaabnis ginn. Et gëtt awer kee Schréffstéck, wat beleet, esou wéi et an der virgeschriwwener Drénglechtsprozedur virgesinn ass, dass de Statsminister ënnerschriwwen huet. De Statsminister seet och, hie géif dervun ausgehen, dass den Här Mille hie bewosst an deem Gespréich irgefouert hätt.

D'Enquêtékommissioun konnt dës Affär net weiderverfollegen, well d'Justizinstanzen an der Tëschenzäit eng Enquête opgemaach hunn. Déi parlamentaresch Enquêtékommissioun (veuillez lire: parlamentaresch Kontrollkommissioun) vum Geheimdéngscht ass net iwwert dee Virgäng informéiert ginn.

Am November 2012 huet de Premierminister dunn de Geheimdéngscht och nach beoptragt, all Écoute vum 2000 u bis haut, also bis d'lescht Joer, pardon, Dezember 2012 ze iwwerpräiwen. Dobäi hunn déi Responsabel vum Geheimdéngscht weider fënnel Telefonsécoute fonnt, wou net déi noutwendeg riichterlech Autorisation virlouch. Den Här Heck huet och déi mat den néidegen Ennerlagen un d'Justizinstanze viruginn.

Fënneftens: eng Aktioun, déi de legale Kader dépasséiert huet.

Am Joer 2007 huet de fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht eng Aktioun lancéiert, déi, esou schéngt et, am Ufank zumindest, der Definition vum de Missioun vum Geheimdéngscht entsprach huet, mä en cours de route ganz kloer an de strofrectleche Kader gepasst huet, also näischt méi mat de Missioun vum

Geheimdéngscht ze dinn hat. Et ass herno ëm Escroquerie gaangen, ëm d'Verschwanne vun zéng Milliounen Euro a fir ze versichen dës Suen nees bei de Propriétaire dovunner ze rapatriéieren.

Doriwwer eraus gëtt et och hei de Verdacht, dass versicht ginn ass, un eng Prime ze kommen, déi ausgesat gi war am Fall, wou déi Suen erfollegräich kéinte rapatriéiert ginn. Dës Missioun hat kloer de legale Kader vum Geheimdéngscht iwwerschritt a war och souguer ganz kloer geféierlech. Iwwert den Här Mandé ass de Statsminister vun der Missioun gewuer ginn an en huet se och dunn direkt stoppe gelooss.

D'Enquêtékommissioun stellt hei d'Fro, firwat dass de Statsminister deem Ganze keng juristesche Suité ginn huet a firwat keng disziplinaresch Moossname getraff gi sinn. Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun Geheimdéngscht ass och net iwwert deen Dysfonctionnement informéiert ginn.

Sechstens: d'Roll vum fréiere Chauffeur vum Premier am Geheimdéngscht.

Am Joer 2006 ass dem Premier säi laangjährige Chauffeur, den Här Roger Mandé, an de Geheimdéngscht gewieselt. De Statsminister sot an enger Auditioun, hien hätt den Här Mandé net wellen an de Geheimdéngscht erschleisen, mä deen hätt bei him de Wonsch geäussert, dass en dohinner wéilt schaffe goen, an dunn hätt hien en dohinner recommandéiert.

De fréieren Direkter, den Här Mille, huet an enger Auditioun awer kloer gesot, de Statsminister hätt him den Här Mandé imposéiert. An den Här Mandé selwer sot a senger Auditioun, hien hätt säi Rôle am SREL kloer als Vertraute vum Premierminister gesinn an en hätt em och Saache rapportéiert.

Am Geheimdéngscht war dat och gewosst. A verschidde Leit - déi hunn dat och hei an der Auditioun zouginn - hunn de fréiere Chauffeur vum Statsminister och du gezielt fir hir Zwecke benotzt.

Duerno krut den Här Mandé e Changement d'affectation op Bréssel. Wéi eng vun deenen Auditiounen mam heitegen Direkter Patrick Heck beleet, weess haut nach keen esou richteg, wat hien do mécht. Hien huet net emol e Büro zu Bréssel.

D'Enquêtékommissioun stellt sech hei natierlech eng Rei Froen: Wat fir eng Roll sollt den Här Mandé am Geheimdéngscht spillen? Wéi en op Bréssel mutéiert ginn ass, anscheinend als Agent de liaison zur NATO, wat war do seng spezifesch Missioun? Ass en iwwert dee Wee einfach écartéiert ginn? Bis haut krut d'Enquêtékommissioun hei nach keng seriö an zefriddestellend Äntwert.

D'Commission d'enquête stellt fest, dass keen de Contrôle iwwert den Här Mandé huet. D'Enquêtékommissioun fënnit déi ganz Situatioun och duerfir net tolerabel.

Siwentens: eng logistesche Ennerstëtzungsoption.

Während hiren Aarbechten huet den Här Heck der Enquêtékommissioun eng Note iwwerginn, déi se bei hire Recherchen am Service fonnt hunn. Aus dëser geet ervir, dass eng Privatfirma dem Geheimdéngscht gratis seng Fliger, seng Hoteller an och nach aner logistesche Ennerstëtzung ugebueden huet. Als Contrepartie hätt se gären en diskreten an direkten Zougang zu de ministeriellen Autoritéite gehat. Dat Dokument beinhalt och, dass en Agent mat sengem privaten Interlocuteur inquietant Gespréicher iwwert de Fonctionnement vun der politescher an administrativer Welt zu Lëtzebuerg gefouert huet.

D'Enquêtékommissioun huet hei seriö Doutten, mengt dass dës Agissemter kéinte penal Faiten duerstellen an huet dës beim Parquet dénoncéiert an och dat betreffend Dokument weidergereecht.

Aachtens: d'Wunneng, déi de Geheimdéngscht dem fréiere President vun der Chambre des Comptes zur Verfügung gestallt huet.

Am Joer 2008 ass den Här Reuter vum Chef d'opérations, dem Här Schneider, an dem Agent André Kemmer an enger Wunneng vum Geheimdéngscht ënnerbruecht ginn. Dës Wunneng ass vum Geheimdéngscht gelount gewiescht, fir Gespréicher mat Sourcé vum SREL kënnen ze féieren. Den Här Reuter war am Joer 2000 vun der Chamber vum sengem Posten als President vun der Chambre des Comptes suspendéiert ginn. Hien huet an der Zäit, wou e President vun der Chambre des Comptes war, och d'Konten vum Geheimdéngscht iwwerpréift. An hie war och mat zoustänneg déizäit, fir d'Écoute am Geheimdéngscht ze autoriséieren.

Den Här Reuter huet déi Zäit, wou den Här Schneider an den Här Kemmer e rekrutéiert haten, ni am offizielle Registre des sources vum Geheimdéngscht figuréiert. De fréieren Direk-

ter, den Här Mille, huet a senger Auditioun hei vun engem Alleingang vun den Agente Schneider a Kemmer geschwat. Hien huet gemengt, dass déi zwee den Här Reuter als zukünftege Mataarbechter fir hir privat Gesellschaft Sandstone wollte rekrutéieren. Et muss ee wëssen, dass den Här Kemmer zu deem Zäitpunkt nach hätt solle mat an déi Gesellschaft goen.

Wéi de Statsminister vun där Affär gewuer ginn ass, huet e se och direkt stoppe gelooss. D'Kautioun vum Loyer ass vum Här Schneider, vun deem senger Firma Sandstone déi Wunneng iwwerhol ginn ass, ni un de Stat zrëckbezuelt ginn, dat obschon den Här Heck se méifach reklaméiert huet.

D'Enquêtékommissioun konnt déi Affär net ganz oplären, dat ënner anerem och, well an Tëschenzäit eng Instruction judiciaire zu deem Ganzen opgemaach ginn ass. Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun ass ni iwwert déi ganz Affär informéiert ginn. Et stellt sech awer och hei nees d'Fro, firwat de Statsminister weder disziplinaresch Mesurë geholl huet nach selwer de Justizinstanzen déi Affär gemellt huet.

Néngtens: d'Theorie vun dem Parallelréseau zum Stay behind.

A verschidde Auditiounen ass d'Enquêtékommissioun gewuer ginn, dass den Här Kemmer, den Här Schneider an den Här Mille am Joer 2006 de Premier- an de Justizminister an enger Sëtzung iwwer hir Theorien zu enger Parallelstruktur zum Stay behind informéiert hunn, an dass dës Struktur kéint mam Bommeleeër ze dinn hunn. Ausgangspunkt fir dës Sëtzung war awer déi sougenannte Affär Lisouba, an där et ënner anerem ëm d'Wäisswätsche vu Gelder gaangen ass. Hei handelt et sech also nees ëm en Dossier, deen iwwerhaapt net an d'Missioun vum Geheimdéngscht fält, mä bei d'Justiz gehéiert. An et ass och duerfir net verständlech, firwat de Premier net ugeuerdnet huet, dësen Dossier direkt dohinner weiderzeginn.

No villem Nofroen huet d'Enquêtékommissioun erausfonnt, dass och dëst Gespréich mam Statsminister a mam Justizminister vun deenen dräi SREL-Leit geheim opgeholl ginn ass. Den Här Mille huet eis an der leschter Auditioun zouginn, en hätt seng CD zerstéiert an en hätt och ugeuerdnet, dass all déi aner Kopien, déi gemaach gi sinn, missten zerstéiert ginn. Den Här Kemmer huet an enger Auditioun gesot, hien hätt och de Statsminister vun dëser zweeter geheimer Opnahm informéiert. Dat widersprécht sech allerdings, muss ee soen, mat enger ganzer Rei Aussoen, déi den Här Kemmer gemaach huet an aneren Auditiounen, wou en eis net wollt soen, dass déi Sëtzung opgeholl ginn ass.

D'Fro stellt sech, firwat dass dës Sëtzung och geheim opgeholl ginn ass. D'Enquêtékommissioun geet dervun aus, dass d'Agenten och hei wollten e Beleg hunn, dass si de Statsminister iwwer hir Theorie ronderëm de Bommeleeër informéiert hunn. Si waren deemools iwwerzeugt, dass et eng Parallelstruktur, wéi och ëmmer, zum offizielle Stay behind géif ginn. A si hunn déi verdächtigt, responsabel fir d'Bommenattentat an den 80er Joren ze sinn.

Hei muss een natierlech erëm bedenken, dass de Geheimdéngscht alt nees parallel zur Justiz am Kader vun der Enquête an der Affär Bommeleeër recherchéiert huet. Firwat hunn d'Minister net direkt dat Ganzt un d'Justiz weidergi respektiv do intervenéiert?

Am Joer 2008 huet de Premierminister déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht beoptragt, e Spezialrapport ze maachen, fir ze ënnersichen, ob et en Zesummenhang gëtt tëscht dem Stay behind an de Bommeleeër. Zu kengem Moment kruten d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun gesot, dass déi Leit, déi mat hinne sollten zesummeschaffen, fir déi Analys ze maachen, fir alles opzeschaffen, selwer vun enger Parallelstruktur zum Stay behind iwwerzeugt waren an dass se de Ministère Juncker a Frieden dës Theorie 2006 och virgedroen haten.

D'Enquêtékommissioun freet sech hei op en Neits, mat wéi engem État d'esprit déi politesch Responsabel d'Gesetz vun 2004 iwwert de Geheimdéngscht a säi Contrôle parlementaire interpretéiert hunn.

Néngte Punkt: de Fall vun enger Lëtzebuurger Fluchgesellschaft am Frachtberäich.

Am Abrëll 2008 huet de Chef des opérations en Dossier am Beräich Menaces contre le patrimoine économique am Kontext mat der Cargolux opgemaach. Hei ass d'Theorie opgestallt ginn, e friemt Land hätt d'Cargolux ënnerwandert, fir d'Gesellschaft füttizemaachen, fir dass se duerno kéint lücht vun engem auslännesche Konkurrent iwwerhol ginn. Dës Theorie huet den Här Mille deemools och der parlamentarescher Kontrollkommissioun ënnerbreet.

De Statsminister huet dës Aktioun gestoppt, well e fonnt huet, et wär näischt hannendrun. A bis haut konnt awer nach net kloer ermëttelt ginn, wat genau d'Hannegrënn vun deem Ganze waren.

Wat awer kloer ass oder war, dat waren d'Intentiounen vum fréiere Chef des opérations, dem Här Schneider. An engem interne Bericht, Rapport, deen d'Enquêtékommissioun haut virleien huet, do ginn déi Operatiounen am Detail beschriwwen. An en huet och eng Suggestioun gemaach, wéi een d'Cargolux kéint besser opstellen. Hie preziséiert an deem Rapport, wéi den Aktionariat vun der Cargolux kéint evoluéieren, an e schléit do als Éischt och e Lëtzebuurger Investisseur vir: d'General Mediterranean Holding. Et ass déi Firma, déi knapps ee Joer méi spéit den Hauptgeldgeber ginn ass vu senger Privatfirma Sandstone.

D'Commission d'enquête stellt hei ganz kloer d'Fro, ob den Här Schneider net am Optrag vu sengem zukünftege Geldgeber gehandelt huet. Hei leeft och nach eng Enquête judiciaire duerch eng Auto-dénonciation vun der Cargolux-Gesellschaft. D'Enquêtékommissioun veruerteelt schäerfstens dës Aart a Weis fir virzegoen. Si huet och dësen Dossier un d'Justizinstanze viruginn. Si stellt sech och hei nees d'Fro, firwat déi politesch Responsabel dësen Dossier net un d'Justizinstanze viruginn hunn a firwat keng disziplinaresch Mesurë getraff gi sinn.

Dozou krut d'Kommissioun gesot, dass zu deem Zäitpunkt, wéi dat Ganz do festgestallt ginn ass, just als Falschmeldung dee ganzen Dossier geschätzt ginn ass, vum Geheimdéngscht betruucht gi wär an dass duerfir nach kee Grond bestanen hätt, fir déi dote Mesuren ze ergräifen.

Zéngtens: de Geheimdéngscht als parallel Police.

2006 huet de Geheimdéngscht eng Operatioun lancéiert, déi ganz däitlech Zich vun enger paralleler Polizei huet. D'Operatioun huet prominent Lëtzebuurger viséiert wéinst hirer sexueller Orientéierung. Et sinn Enquêtë géint déi Leit lancéiert ginn, ouni dass iergendeng Infraction pénale virlouch an ouni dass iergenden öffentliche Sëcherheitsrisiko bestanen huet. An enger Owessëtzung am Geheimdéngscht hu sechs Leit sech getraff, dorënner de fréieren Direkter Marco Mille, den Operatiounschef Frank Schneider an den Agent André Kemmer, fir iwwert déi Affär ze schwätzen.

Et war den Ufank vun enger Enquête, bei där souguer versicht ginn ass, den deemolege Procureur d'État, den Här Roby Bieber, materanzéieren an ze destabiliséieren. D'Methoden, déi ugewannt gi sinn, waren déi vun enger paralleler Police, déi wéi an engem État de non-droit agéiert huet.

D'Enquêtékommissioun veruerteelt dës Aktioun ganz schaarf. Den heitegen Direkter vum Geheimdéngscht, den Här Patrick Heck, huet de ganzen Dossier un de Parquet weiderginn. Verschidde Zeie sinn och elo bereet, auszesoen. D'Enquête judiciaire muss ënner anerem och erginn, dass dat heiten nëmme en Eenzelfall war vun esou engem Virgoe wéi dat doten.

Här President, d'Enquêtékommissioun huet dann awer och nach eng ganz Rei strukturell Dysfonctionnementer festgestallt. Ech wëll verschidde hee nëmme am Résumé oplëschen an aus Zäitgrënn fir den Detail op de schréfftleche Rapport verweisen.

Déi strukturell Problemer, déi mer fonnt hunn, waren: éischters en onperfekte Contrôle financier. Beispill: wann ee gesäit, wéi vill Reesen dass gemaach gi sinn a wéi vill dass Agenten hir Réuniounen nëmme an Restaurants ofgehale hunn. Impressionnant Lëschten, déi mer kritt hunn!

Zweetens, d'Akafsprozedur vun den Autoe fir de Service, wou mer jo haut wëssen, dass fënnel Autoen am Numm vum Service kaaft gi sinn, dovunner véier fir perséinlech Privatgrënn an ee fir eng Firma, wou nach net gewosst ass, wat fir eng dass et ass. Hei ass och en Disziplinerverfahren ageleet an an der Zwëschenzäit huet de staatleche Commissaire de discipline den Dossier och un d'Justiz weiderginn.

Drëttens, d'Rekrutementsmethoden; véiertens, eng diffus hierarchesch Struktur; fënneftens, d'Feele vun engem reglementaresche Kader am Zesummenhang mat den informatischen Donnéeën; sechstens, d'Feele vun enger Coordination interministérielle; siwentens, d'Interpretation vum Espionnage économique.

Aachtens, en oneffikasse Contrôle parlementaire: Op dee Punkt wëll a muss ech natierlech am Detail agoen.

An der Praxis huet dës 2004 nei geschafte Kommissioun fir d'Éischt emol eng Zäit gebraucht, fir hire Rôle, hir Objektiv, hir Prozeduren an hiren Aarbechtsrhythmus ze fannen. Am Gesetz vun 2004 steet doriwuer ganz wéineg. Dëst war iwwregens och schonn 2004 beim Vote

vum Gesetz vu Vertrieeder vun der deemoleger Opposition bemängelt ginn.

Duerno ass et dréms gaangen, fir sech mat der spezieller Welt vun de Geheimdénchscher ze familiariséieren. Dëst huet alles eng gewëssen Zäit gebraucht an et ass eréischt am Joresrapport 2008, wou d'Kontrollkommissioun eng éischte Kéier Reserven ugemellt huet a fonnt huet, den Direkter, den Här Marco Mille, misst méi eng proaktiv Haltung a senger Informatioun géigeniwwer vun der Kommissioun hunn.

Och wa mer haut eréischt wëssen, dass de Service nëmme ganz lückenhaft Informatiounen un d'Kommissioun ginn huet an iwwer manifest Dysfunktionementer carrément guer näischt weiderginn huet, sou huet d'Kommissioun awer schon am Joer 2011 e Spezialbericht un de Premierminister agereecht, wou eng ganz Rei Kritiken an och Ureegung fir ze handele respektiv legislativ nozebesseren dra-stoungen.

D'Enquêtékommissioun kuckt mat engem ganz kritesche Geescht d'Effikasitéit vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun. Et stellt sech kloer eraus, dass déi eng Alibifonction hat. D'Enquêtékommissioun ass och der Meenung, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun de Geheimdénchscht net proaktiv genuch analyséiert huet.

Wann een awer all déi Fäll kuckt an opzielt a feststellt, wéi weineg dass sougutt den Här Mille wéi och de Premierminister d'Kommissioun informéiert hunn, da versteet een d'Interpretatioun vum Här Mille, dee sot an enger Auditioun, d'Gesetz vun 2004 géif just virschreien, dass d'Kommissioun iwwert d'«politique générale du service» misst informéiert ginn, net awer iwwert den Detail vun den Operatiounen.

Iwwert de Fichege politique, d'Opération «Sam», d'Affär Elf, de Logement vun Här Reuter, d'Theorie vum SREL an der Affär Bommeleer, d'Affär Cargolux, d'Mission de promotion économique am Kurdistan, d'Affär vun der kryptéierter CD ass d'Kommissioun ganz oft guer näischt gewuer oder nëmme ganz lückenhaft informéiert ginn. Mat deenen Informatiounen, déi mer haut hunn, erschéngt de Contrôle parlementaire vum Geheimdénchscht als lagement ineffikass. Haut, mat deem, wat mer elo wëssen, gesäit de gudden Wëllen, mat deem d'Parlamentarier un hir Aarbecht erugaange sinn, esou aus, dass dës äusserst naiv waren.

Et ass duerfir wichteg festzehalen, dass d'Kommissioun bis Mëtt 2009 kee Fall vun Dysfunktionementer gemellt krut, an dat obscho sougutt de Premier wéi och den Direkter scho vun 2009 u vun Dysfunktionementer a Schwierigkeiten am Service woussten. Virun allem wéi de Premier 2008 de Spezialrapport iwwert de Fonctionnement vum Service bestallt huet, hätt hien d'Membere vun der Kommissioun missen drop opmierksam maachen, dass et eng ganz Rei Dysfunktionementer scho virdu ginn ass.

D'Enquêtékommissioun ass der Meenung, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdénchscht an hirer Kontrollaarbecht gebremst ginn ass, well se keng Informatioun iwwert déi evident Dysfunktionementer téschent 2006 an 2009 matgedeelt kritt huet.

Et gétt awer niewent de villen Dysfunktionementer och Verbesserungen am Geheimdénchscht an deene leschte Joren. Och ënnert den Här Mille sinn eng Rei Reformen ageleet ginn. Et muss een natierlech awer soen, dass déi meescht Reformen téschent 2009 an 2013 komm sinn, an dat besonnesch ënnert dem Impuls vun neien Direkter, vum Här Patrick Heck, mat deem d'Enquêtékommissioun och eng exzellente Zesummenaarbecht hat.

Ech zitieren:

- méi regelméisseg Entrevuen téschent dem Direkter a sengem Ministere de tutelle;

- Aféierung a Mise à jour vun enger Rei Instructions de service;

- zënter 2006 Erstellung vun enger Evaluation de la menace an engem Compte rendu opérationnel, déi jo elo och zënter Dezember 2011 der parlamentarescher Kontrollkommissioun endlech matgedeelt ginn;

- e verbesserten Dialog mat deenen aneren Administratiounen;

- Verbesserung vun de Relatiounen mat anere Services, virun allem och an der EU am Beräich vum Contre-terrorisme;

- de verstärkte Rekrutement vu Personal aus dem zivile Beräich a mat spezifische Profiller a Fäegkeeten;

- Aféierung vu méi spezifischer an adaptierter Formatioun;

- e verbesserte Contrôle financier interne;

- eng besser Prise de conscience um Niveau

vun de verschiddene Branches d'opérations vun der Noutwendegkeet, fir sech kloer Objektiv a Visionen ze ginn;

- Noutwendegkeet, fir Rapporte mat méi kloere methodologesche Regeln ze redigéieren;

- eng Kodifikatioun vun den Instructions de service;

- Aféierung vun enger Procédure d'autorisation, déi eng besser Traçabilité garantéiert;

- Mise en place vun enger Cellule juridique;

- Aféierung vun enger neier Prozedur um Niveau vum Rekrutement - haaptsächlech ass emol e Jury agesat ginn, an och mat psychologischen Tester -;

- Ophiewe vum sougenannten „cloisonnement“ duerch Aféierung vu regelméisseg Réunionen téschent de verschiddene Branches - ee vun de groussen Problemer téschent 2004 an 2009 -;

- Aféierung vun enger méi systematescher Analyse vun allen Donnéeën an Informatiounen, déi gesammelt ginn;

- Redefinitioun um Niveau vun den internationale Relatiounen mat aneren Dénchscher, mat méi grousem Schwéierpunkt op de sougenannten „internen Dénchscher“;

- e bessere System a méi eng grouss a besser Informatisierung bei den Enquêtes, déi gesammelt ginn.

Wichtig ass awer och, dass d'Enquêtékommissioun bei deene villen Entrevuë mat de Vertrieeder vum Service eng ganz Rei wichteg Reforme fir d'Zukunft ënnerbreet kritt huet:

- eng Erstellung vun engem Plan de priorité fir d'Orientéierung vum Renseignement;

- eng Informatisierung vun der Procédure fir d'Écouter unzefroen;

- Aféierung vun engem Syllabus fir Leit, déi nei agestallt ginn;

- Verbesserung vun de Kriterien am Kader vun der Saisie fir d'Banque de données;

- Aféierung vun enger Procédure informatisée fir all Dokumenter am Kontext Entrée et sortie vun deenen - dat ass extrem wichteg, zemoos fir dat ze verhënnere, wat an der Vergaangenheit geschitt ass, dass fréier Mataarbechter vill kënnen mat erausuelen -;

- Aféierung vun enger integréierter Prozedur bei dem „Clearing“ vun de Produiten an den Analyse vum SREL;

- eng Mise au point vun den automatiséierte Prozeduren am Kontext vun der Zerstéierung vun de privaten, perséinlechen Daten duerch - endlech! - d'Schafung vun dem zukünftege Règlement grand-ducal;

- d'Schafung vu Sécherheitsprozedure fir de Fall, wou e Member vum Geheimdénchscht de Service verléisst.

De Service huet och dann nach weider Pisten detektéiert, wou Reforme misste kommen. Verschiddener dovunner sinn och vum Statsministère an dem neie Gesetzesprojet fir d'Reform vum Geheimdénchscht zréckbehale ginn a ginn och vun der Enquêtékommissioun gréisstendeels ënnerstëtzt:

Noutwendegkeet vun engem juristesche Kader, dee méi Sécherheit bréngt am Beräich vun der Methodologie opérationnelle - fir mech ee vun deene ganz wichtige Reformprojeten am neien Text -; Noutwendegkeet fir d'Missionen vum Service besser ze definéieren an deementsprechend och nei Aufgabefelder mat eranzubréngen, zum Beispill am Cyberberäich, wou et enorm Lacunen de Moment am Gesetz gétt; Noutwendegkeet fir riguréis Prozeduren a Mechanismen am Beräich vum Contrôle interne anzeféieren, dëst fir eventuell Dysfunktionementer schon am ganz fröhe Stadium ze detektéieren; eng Verbesserung vun der Gestion vun de Ressources humaines an d'Verbetterung vun de Fonctiounsmodalitéite vum Contrôle parlementaire.

Vill vun deene geplangte Reforme sinn och schon als konkrete Gesetzesprojet a Planung. An der leschter Auditioun mam Statsminister sinn dës vun him virgedroe ginn. Déi meescht hunn, wéi gesot, och den Accord kritt vun de Membere vun der Enquêtékommissioun.

Weider wichteg Reforme betreffen déi operationell Methode vum Geheimdénchscht, wou vill méi e verbindlechen a strikte Kader wäert kommen. Den innenpolitesche Spionage soll ganz verbuede ginn. Eng Rei Definitiounen solle méi kloer verfaasst ginn. Et kennt eng méi kloer Definitioun iwwert den Terrorismus an d'Gesetz. D'Beamte sollen e Code de déontologie kréien an et soll eng Regel agefouert ginn, dass, wann ee fortgeet, en eng Zäit laang net a Sécherheetsfirmen an de Privatsektor dierf schaffe goen.

Et gétt och nach méi kloer geregelt, dass beim Fortgang aus dem Service kee Wëssen ausserhalb dierf verwaert ginn a guer keng Dokumenter dierfen erausgoen. An dann, ganz wichteg: D'parlamentaresch Enquêtékommissioun huet och fonnt, dass ee misst am Gesetz verankeren, dass de Service an Zukunft en onofhängege Contrôle interne am Service kritt, e bësselche wéi et bei der Police e Contrôle interne gétt.

D'parlamentaresch Kontrollkommissioun hat am November dat lescht Joer och eng ganz Rei Décisiounen geholl, déi sollen hëllefen, de Contrôle parlementaire ze verbessern: An der Zukunft soll an der Chamber en ofgesécherter Büro fir d'Kontrollkommissioun geschafe ginn, wou d'Kommissiounsmembere zu all Moment Zougang zu hiren Dokumenter wäerte kréien. D'Kommissioun kritt och en haaptamtleche Mataarbechter. An d'Kontrollkommissioun hat och en Avis juridique zu verschiddene Punkten am Zesummenhang mat der gesetzlecher Basis vum Contrôle parlementaire an Opdrag ginn.

Folgend Reforme gi virgeschloen am Gesetz 2004: eng Obligatioun op Basis vun enger regelméisseg Lëscht, déi soll erstallt ginn, déi der Commission de contrôle muss virgeluecht ginn all sechs Méint, wou d'office all Operatiounen mat all hiren Detailer mussen drastoen; eng Obligatioun fir den Direkter an awer och fir de Statsminister als Supérieur hiérarchie politique, fir der Kontrollkommissioun d'office all Dysfunktionement ze mellen, vun deem si Kenntnis hunn; e Recht fir d'Membere vun der Kontrollkommissioun, fir no baussen ze communiquéieren am Fall vun engem Dysfunktionement - hei geet et haaptsächlech dréms, fir dann der Chamber déi och kënnen ze mellen -, an d'Méiglechkeeten, fir op permanent Experte kënnen zréckzegräifen, fir der Kommissioun zur Säit ze stoen.

De President vun der Enquêtékommissioun, den Alex Bodry, wäert herno eng Proposition de loi déposieren, wou déi dote Punkten, déi véier Punkten do dra sinn, déi d'parlamentaresch Kontroll betreffen, d'Kontrollkommissioun betreffen. A mir hoffen, dass déi soll séier ëmgasat ginn.

D'Enquêtékommissioun war och der Meenung, dass am Gesetz herno soll eng Ännerung virgeholl ginn, wat d'Compositioun vun der Kontrollkommissioun ubelaangt. Si ass der Meenung, dass net méi mordicus sollen d'Fraktiounspresidenten onbedéngt dra sinn, a si ass der Meenung, dass ee misst aus deene Membere vun der Kommissioun op d'Groupes techniques vum Beispill, wann et dann am Parlement esou ee gétt (veuillez lire: a si ass der Meenung, dass ee misst d'Membere vun der Kommissioun ausweiden op d'Groupes techniques vum Beispill, wann et dann am Parlament esou ee gétt).

D'Enquêtékommissioun huet sech awer och mat de Missionen vum Service beschäftegt, an dat virun allem opgrond vun engem Questionnaire, dee vun engem Member erabruucht gi war. Mir haten eng Sëtzung, an där mam Service iwwert d'Definitioun geschwat ginn ass. Et ass hei besonnesch ëm den Term „Extremismus“ gaangen an ab wéi engem Stadium zum Beispill eng Associatioun dorënnerfält a wéini de Service dorop ufängt ze schaffen.

Och wann d'Kommissioun eng ganz Rei wichtige Erklärungen vum Här Heck kritt huet, déi eis och zefriddestallt hunn, sou konnt deenen Aspekt sécherlech net an alle Punkten ausdiskutiert a gekläert ginn. D'Enquêtékommissioun ass duerfir der Meenung, dass dese Punkt an de kommende Méint weider vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun soll bearbecht ginn.

Dann hu mer awer och nach widderspréchelech Aussoe vun Zeie misse feststellen. D'Enquêtékommissioun huet eng Rei widderspréchelech Zeienaussoen aus verschiddenen Auditiounen erausgefiltert an dës mat den entsprechenden Extraiten aus de Verbatimen un de Parquet weidergemellt.

Ech kommen dann zu der Responsabilité péonale, administrative a politique.

Zu der penaler Responsabilité: D'Enquêtékommissioun huet eng Rei Faite relevéiert, déi eng Infraktioun, laut Code pénal, kënnen duerstellen, a si huet déi och mat den entsprechehenden Dokumenter un d'Justizbehörde weidergeleet.

Laut Informatioun vum Parquet sinn à l'état actuel, also zu deem Zäitpunkt, wou d'Kommissioun hire Rapport ofgeschloss huet, scho folgend Instruktiounen opgemaach ginn: d'Affär ronderëm de Loyer vum Här Reuter, de Volet vum Enregistremment téschent dem Här Mille an dem Premierminister - hei geet et awer virun allem dréms, wéi vill Kopie gemaach gi sinn a wien déi Persone sinn, déi déi Kopie kritt hunn -; den heemlechen Enregistremment vun engem Fonctionnaire vun dem Briefing téschent dem

Stats- an dem Justizminister am Joer 2006; de Volet vum Akaf vu fënnef Autoen am Numm vum Service fir Privatzecker; zu den illegalen Téléfonsécouter.

Zu zwee weideren Dossierien ass de Parquet no drun, weider Instruktiounen opzemaachen: d'Affär „Katana“, also déi Pädophiliegeschicht, déi vun der Police parallèle; eng Operatioun och nach am Kader vum Antiterrorisme, déi festgestallt ginn ass.

Eng Rei vun deenen Aktiounen, déi ech elo opgezielt hunn, riskéieren ënnert d'Prescriptioun ze falen. D'Enquêtékommissioun ass der Meenung, dass, wann déi matzäiten dénoncéiert gi wäeren, dëst hätt kënnen verhënnert ginn. Si bedauert dëst a fënn, dass dëst fir e Rechtsstat ganz onzefriddestellend ass.

Zweetens, déi administrativ Responsabilité: D'Gesetz vun 16. August 1979 fixant le statut général des fonctionnaires gesäit Folgendes vir: «Tout manquement à ses devoirs statutaires expose le fonctionnaire à une sanction disciplinaire sans préjudice de l'application éventuelle d'une sanction pénale.» Mä och hei gétt et Prescriptiounsdelaien. Hei sinn et dräi Joer no dem Manquement, dee geschitt ass, ausser wann eng Infractioun péonale virläit. D'Enquêtékommissioun bedauert dëst, well et ass d'Resultat, well net matzäite reagiert ginn ass.

D'Enquêtékommissioun huet vill Faite festgestallt, déi Disziplinarmaßnahmen hätte missen déclenchieren. Aktuell sinn awer der schon zwou déclenchiert ginn. Anerer missten, laut der Kommissioun, schnell déclenchiert ginn, zum Beispill, der Kommissioun hirer Meenung no, géint de fréieren Direkter, den Här Mille, an och géint de fréieren Agent, den Här Mandé.

Drëttsens: déi politesch Responsabilité. „De Geheimdénchscht war net meng éischt Prioritéit.“ Dëst war d'Ausso vum Statsminister, sougutt a senger Auditioun wéi an der Kommissioun wéi och an enger Pressekonferenz. Dës Wieder drécken e gewëssene Manque d'intérêt aus. Op där anerer Säit hunn eng Rei Zeien dëser Ausso awer och widdersprach, muss ee soen. Ee Geheimdénchscht, deem seng Aktivitéit an der Essenz ebe geheim ass, ebe geheim si muss, muss awer vun de politesche Responsabel onbedéngt eescht geholl ginn a suivéiert ginn.

Wat déi politesch Responsabilité ubelaangt, esou ass et schwierig, eng Gesamtbewertung ze gi fir déi Period virum dem Vote vum Reformgesetz vun 2004. D'Enquêtékommissioun konnt awer duerch den alen Archiv feststellen, dass et och déizäit schon Elementer gi sinn, déi de legale Kader dépasséiert hunn. Och wann déi Zäit kloer am Kader vum Kale Krich a vun den Obligatiounen par rapport zur NATO stoung, esou hunn déi norichtendéngschtlech Recherché sech net all an der Rumm vun dem Gesetz ronderëm d'Sécherheet vum Stat respektiv vum Dateschutz beweegt, mä si carrément och an de Beräich gaange vun der innenpolitescher Spionage. Et sinn hei eng Rei Verletzungen vu konstitutionelle Rechter respektiv vun internationale Konventiounen feststellen. D'Fro vun der Verantwortung vun de fréiere Statsministere Werner, Thorn a Santer ass donc och do gestallt.

D'Enquêtékommissioun huet sech dunn awer méi mat der politescher Responsabilité vum aktueller Statsminister beschäftegt. Dat och, well de Gros vun de festgestallten Dysfunktionementer eben an der Period téschent 2004 an 2009 stattfonnt huet, mä awer och, well den aktueller Statsminister schon zënter Enn 1995 déi iewescht Autoritéit vum Geheimdénchscht ass.

Hei ass et awer och wichteg, de Wonsch vum Législateur vun 2004 ze berücksichtigen, deen d'Veantwortlechkeet vum Statsminister kloer festgehalten huet. An ech zitieren: «Le Premier Ministre exerce l'autorité politique sur le service. Il est le supérieur hiérarchique de ses agents. Le service lui-même est une administration comme les autres et le Premier Ministre est politiquement responsable de son action devant la Chambre et le pays, comme l'est tout ministre pour les administrations sur lesquelles s'exerce son autorité.»

Den deemoleger Rapporteur vum Gesetz huet a sengem Rapport zur nei agefouerten parlamentarescher Kontrollkommissioun och nach Folgendes prezisiert: «qu'il s'agissait de concevoir un contrôle démocratique du SRE au-delà de la surveillance quotidienne exercée sur lui...», also op de Geheimdénchscht, «...par le Premier Ministre et que le contrôle parlementaire s'exerce notamment à travers des réunions avec le directeur du SRE.»

De Législateur hat deemno 2004 ganz kloer ni d'Absicht, fir gedeelte Responsabilitéte fir de

Geheimdénsgscht tëschent der Regierung an dem Parlament anzeféieren. Et muss een och soen, dëst wär am Sënn vun der Gewaltentrennung völeg absurd.

Den Artikel 78 vun eiser Constitutioun seet, dass d'Ministere responsabel sinn. Et gëtt an der Politik donc eng objektive ministerlech Responsabilitéit, souguer dann, wann et keen noweisbare Feeler vum Minister am Fall vun engem Dysfonctionnement an enger staatlecher Verwaltung gëtt. Dës Responsabilitéit ass engagéiert, wann eng Administratioun schlecht fonctionnéiert respektiv wann d'Organisatioun feelerhaft ass oder de Contrôle net fonctionnéiert. Wann eppes schiefleef, dann huet de Minister d'Verpflichtung, déi néideg Korrektive virzehuelen.

Et ass richtig, dass de Statsminister am Allgemenge punktuell déi néideg Instruktiounen ginn huet un den Direkter vum Geheimdénsgscht, fir Saachen ze änneren oder ze stoppen. Generell huet hien no dem Gesetz am Interesse vum Stat gehandelt. Hie wollt de SREL moderniséieren a säi Fonctionnement verbesseren.

Op där anerer Säit ass et awer festgestallt, dass hien net konnt déi néideg Zäit opréngen, fir de Service ze dirigéieren an ze iwwerwaachen, deen awer duerch seng speziell Aufgaben a seng speziell Pouvoire muss regelméisseg am Alldag iwwerwaacht ginn. D'Ëmsetzung vun de Reforme war och lues an eng ganz Rei Exekutiivmesuren, déi souguer am Gesetz virgesi waren an déi wichteg ware fir de gudden Fonctionnement vum Service, sinn net ëmgesat ginn.

Och de Fait, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun an den éischte Joren, wou se existéiert huet, ze vill passiv war an dass hir Aarbecht net iwwert de formale Contrôle erausgaangen ass, ännert nâischt un där direkter Responsabilitéit vum Minister, déi sech op engem ganz aneren Niveau befënnt.

Dëst ass ëmsou méi wouer, well et haut etabliert ass, dass de Marco Mille d'Kontrollaarbecht vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun nëmmen op déi generell Aktivitéiten a geschränkt huet an den Deputéierten doduercher och keng Informatiounen iwwer Detailler vun den Operatiounen ginn huet.

Niewent der objektiver Responsabilitéit vum Minister gëtt et awer och nach eng subjektiv Verantwortung vum Statsminister. Et geet hei drëm, dass de Statsminister vun enger Rei penale Faite Bescheid wusst oder Kenntnis hat vun Akten, déi eng disziplinaresch Konsequenz verlaangt hätten, an dass hien déi penale Faite net de Justizautoritéite gemellt huet respektiv virun allem keng disziplinaresch Moosname getraff huet. An d'Informatiounspolitik vum Statsminister par rapport zur parlamentarescher Kontrollkommissioun war ganz lückenhaft.

Et ass sécher luewenswäert, dass de Statsminister esou virgaangen ass, fir der Reputatioun vum Service no baussen net wellen ze schueden. Mä dës Virgehensweis ass awer total kontraproduktiv gewiescht. Haut huet d'Image de marque net nëmme vun dem Service, mä vum ganze Stat vill méi e grouse Schued doduercher erliden. Doriwwer eraus risikéieren déi Schëlleg duerch d'Prescriptionsdélaien och nach a ville Fäll weder penal nach disziplinaresch Sanktiounen, wat e staarke rechtsstaatleche Problem opwërf.

Sechs Beräicher huet d'Enquêtékommisssioun festgehalen, wou fonnt gëtt, dass de Statsminister eng subjektiv Responsabilitéit huet: éischens, déi innenpolitesch Spionage; zweetens, de schlechten interne Fonctionnement vum Service; drëttens, déi mangelhaft Informatiounspolitik par rapport zur Kontrollkommissioun; véiertens, déi ganz Operatiounen, déi sech ausserhalb vun dem legale Kader beweegt hunn; fënneftens, d'Netweidgeri vu Faiten, déi eventuell kéintén Délitén duerstellen; sechstens, déi grav operationell Dysfonctionnement, déi ouni disziplinaresch Suité bliwwen sinn.

D'Commission d'enquête hält duerfir fest, dass de Statsminister net nëmmen eng ganz limitéiert Emprise op säi Service hat an dass en eng ganz Rei Irregularitéiten, vun deenen hie wusst, net esou behandelt huet, wéi se hätte misse behandelt ginn. D'Enquêtékommisssioun bedauert, dass en zu deem Moment, wou hien déi parlamentaresch Kontrollkommissioun am Joer 2008 beoptragt huet, e Spezialrapport iwwert de Fonctionnement vum SREL ze maachen, d'Deputéiert net iwwert déi Dysfonctionnement informéiert huet, vun deenen hien awer scho laang virdu wusst.

D'Enquêtékommisssioun muss haut och mat Bedauern feststellen, dass souguer während hiren

Aarbechten fir de Gros vun den Affären, déi se opgeschaff huet, d'Press den Élément déclencheur dovunner war. Ouni d'Press hätt och d'Enquêtékommisssioun net vill an deem Dossier hei erausfonnt. All déi Spure, déi mer kritt hunn, hu mer fir d'Éischt iwwert d'Press kritt, an dat huet eis erlaabt, du méi verdéifte Recherchen ze maachen.

D'Enquêtékommisssioun bedauert, dass de Statsminister net spéitstens beim Asetze vun der Enquêtékommisssioun säi Mangel u proaktiver Informatiounspolitik opginn huet. Et geet donc aus deem ganze Rapport kloer ervir, dass déi politesch Responsabilitéit vum Statsminister engagéiert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Enquêtékommisssioun ass an hirer grousser Majoritéit der Meenung gewiescht, dass mer och an Zukunft e Geheimdénsgscht brauchen. Dës muss awer staark reforméiert ginn. D'Enquêtékommisssioun huet awer och nach festgehalen, dass den Dossier Geheimdénsgscht net zou ass. Niewent de wichtege Reformen, déi elo schnell musse kommen, soll am Fall, wou dat noutwendeg ass, entweder déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdénsgscht, eng Spezialkommissioun oder eng normal Chamberskommissioun sech deem unhuelen.

D'Enquêtékommisssioun huet déi Analyse gemaach an hir Konklusiounen gezunn. Si huet hir Recommendationen gemaach a si huet déi penale, déi disziplinaresch an déi politesch Responsabilitéite festgestallt. Et ass haut un der Chamber, ze beurteilen, wat fir politesch Konsequenzen déi politesch Responsabilitéit mat sech zéie soll.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Bausch. An elo kritt d'Wuert den Här Statsminister Jean-Claude Juncker. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech ufänken ze schweessen, dann ass dat net, well ech Angscht hätt, mä well et periodesch schrecklech waarm heibanne gëtt.

Ech géif gäre Stellung huelen, Här President, zu dem Rapport vun der parlamentarescher Enquêtékommisssioun iwwert de Geheimdénsgscht. Ech hu mir dofir keng véier Stonne gefrot, wéi ech dat heiansdo konnt liesen. Dofir ass et richtig, dass Der richtegstellt, dass d'Chamber mech och net op zwou Stonnen huet brauchen zréckzestutzen - méi wéi zwou Stonnen hat ech net vir.

D'Geheimdénsgschter si weltwäit am Gespréich, wann ech d'Zeitungen den Ament richteg liesen. Dat ass de Fall an den USA, dat ass de Fall an England, dat ass de Fall a Frankräich, dat ass de Fall an Däitschland; Däitschland, wou de Geheimdénsgschter éischter virgeworf gëtt, net alles verhënnert ze hunn, wat mat doudege Mënsche geëndegt huet - d'Inaktioun vun de Geheimdénsgschter do.

Ech sinn 1995 Statsminister ginn, net wéi den Här Bausch sot, um Enn vum Joer, mä am Ufank vum Joer. Ech sinn et also scho méi laang wéi Der gemengt hutt, Här Bausch! A wéi ech Statsminister gi sinn, hunn ech d'Geheimdénsgschtwelt entdeckt. Ech hu se virdrun net kann. Dat ass eng geheimnisvoll Welt, dat ass eng Welt, déi sech duerch hir Opacitéit auszeechent. Ech hu mech mat neie Begrëffer misse familiariséieren: Sources, Informanten, Agenten, Operatiounen. Ech si Realitéite begéint, vun deenen ech mer a mengem Liewe virdrun net virstelle konnt, dass een e géif begéinen.

Ech hunn dichteg Agente kennegeléiert, ech hu Paranoiker kennegeléiert, ech hu Mythomane kennegeléiert. An et ass net ëmmer ganz liicht, dat alles auserneezen, well een, deen dichteg ass, ass net ëmmer dichteg, an een, dee Mythoman ass, ass net ëmmer Mythoman, an een dee Paranoiker ass, deen ass net permanent vu Paranoia besess. Do brauch een eng gewëssen Zäit, ier ee sech doranner ermëfent.

Deen Abléck, deen ech hat, deen huet mech virsiichteg gi gelooss am Émgang mat Informatiounen, déi engem vun deem beschriwwene Persounkrees do zoubreucht ginn. Och sinn ech virsiichteg ginn, wat Informatiounen ubelaangt, déi engem aus dem Ausland via Geheimdénsgscht zougänglech gemaach ginn.

Ech hat natierlech, ier ech Statsminister gi sinn, scho vum Spëtzeléngscht - esou hu mir dee jo fréier genannt - héieren. Déi eng wollten en ofschafen, déi aner wollten e bäibehalen, ech wollt e reforméieren. Dat hunn ech 1995 direkt hei am Parlament ugekënnegt, an dunn hu mer en éischte Projet de loi gemaach, dee mer 1998, 1999 an där deemoleger CSV/LSAP-Koalitioun op den Orde du jour vum Conseil geholl hunn. Deen ass um Widerstand vu sozialiste-

sche Ministere gescheitert. Wéi ech soe muss, zu Recht gescheitert, well déi Argumenter, déi notamentum vum Här Bodry - dee war deemools Minister vun der Arméi - virbruecht gi waren, Hand a Fouss haten, sou dass ech dat net als Kritik soen, mä als e prozeduralen, zäitlechen Oflaf.

Du si mer an där Regierung duerno - CSV/DP -, déi eng Reform vum Geheimdénsgscht an hire Koalitiounsprogramm opgeholl huet, viruegfuer, un där Reform ze schaffen, bis zum 11. September 2001 - Dag, deen ech net vergiesse! Do hate mer Sitzungen den Dag selwer mat der Madame Polfer, mat dem Här Frieden, mat aneren, an och an deene Wochen duerno. An deemools huet d'Welt vun de Geheimdénsgschter sech radikal geännert, radikal geännert!

An dunn hu mer decidéiert - dat ass vun der deemoleger Opposition und kritiséiert ginn -, déi Aarbechten op Äis ze leeën, well et net gutt war, hu mer fonnt, fir am Äifer vum Gefecht ënnert dem Androck vun där Émartikulierung vun de geheimdénsgschtlechen Aktivitéiten europa- a weltwäit ze séier ze schéissen.

Wéi d'Situatioun sech erëm e bësse berouegt hat - net d'Situatioun um Terrain, mä déi politesch Diskussiounen weltwäit -, hu mer dann déi Reform am Joer 2004 gemaach, där hire wiesentlechen Aspekt an der Aféierung vun engem parlamentaresche Kontrollgremium fir de Geheimdénsgscht besteet.

Ech hu gesot, an dat ass richtig - firwat soll ech dat haut net nach eng Kéier widerhuelen? -, dass de Geheimdénsgscht net meng éischt politesch Prioritéit war. Ech wënschen dem Land iwwregens net ee Statsminister, deem seng éischt Prioritéit de Geheimdénsgscht ass! Ech wënschen dat wierklech net. Well ech hat an där Zäit, an och elo nach, och vill aner Saachen ze dinn, wéi mech mat der Surveillance quotidienne vum Geheimdénsgscht selwer ze beschäftegen. Mir hunn aner Problemer hei am Land, déi mussen och traitéiert ginn, déi hunn déizäit missen traitéiert ginn, déi mussen och elo traitéiert ginn.

Déi Tatsaach, dass ech gesot hunn, wat och aner Statsministeren an hiren Auditiounen gesot hunn an all meng Virgänger, déi ech periodesch an deenen Affäre consultéiert hunn, mir och ëmmer erëm bestätegt hunn, déi Tatsaach, dass dat net déi éischt politesch Prioritéit war, huet mech awer net dovun ofgehalen, vun 2004 u Stéck fir Stéck a lues a lues Reformen am Geheimdénsgscht erbäizeféieren, mat deenen zoustännegen Direkteren, och mam Här Mille, a virun allem mam Här Heck.

De Rapport vun Ärer Enquêtékommisssioun lësch - ech maachen dat graff - 25 Émännerungen op, déi an deene Jore virgeholl gi sinn. Den Här Bausch war esou gentil, och korrekterweis der e ganze Koup - ouni an den Detail ze goen, well soss schwätze mer iwwer soss nâischt wéi doriwwer hei - opzezielen. An 13 där Émstellungen sinn nach amgaangen.

Obschonn dat net meng éischt politesch Prioritéit war, hunn ech mech awer ëm de Geheimdénsgscht bekëmmert.

Den Här Fayot, deen huet bei där leschter Auditioun vum aktuellen Direkter vum Geheimdénsgscht emol nogefrot, ob dann déi Émännerungen eenzeg an eleng am Gaart vum Geheimdénsgscht gewuess wieren oder ob et do och e politeschen Input vum zoustännegen Minister gi wier. A korrekterweis huet den Här Heck gesot, natierlech wier et do e politeschen Input ginn. An déi Inputen do, déi koumen an deene ville Sitzungen, déi de politesche Chef - de Statsminister - vum Geheimdénsgscht mat den Direkteren vum Geheimdénsgscht hat. Et war net meng éischt politesch Prioritéit, mä an der Moyenne hat ech zéng bis zwielef Sitzungen mam Direkter vum Geheimdénsgscht pro Joer.

Ech war scho Chef vu ville Verwaltungen, mä Dir fannt keen aneren Direkter vun iergendenger anerer Verwaltung, mat där ech eppes ze dinn hat, sauf wa mer eng Steierreform préparéiert hunn, wou ech mech esou oft mat den Direkteren vun deene Verwaltungen getraff hätt, fir dann iwwer alleguer déi Punkten, déi de Kolléeg Bausch hei virgedroen huet, ze diskutéieren an déi lues a lues an engem pluriannuelle Programm ëmzesetzen.

Den deemolegen Direkter vum Geheimdénsgscht, de Marco Mille, huet 2004, soubal wéi d'Gesetz gestëmmt war, mech mat engem pluriannuelle Programm beschäftegt, deen an dräi Etappen iwwer e puer Joer sollt ëmgesat ginn, notamentum wat den interne Fonctionnement vum Geheimdénsgscht ubelaangt. An déi Aarbechte sinn och gemaach ginn, an déi Aarbechten, déi gi virun.

D'Kommissioun stellt jo och fest, ech hätt mer Méi ginn, de Fonctionnement vum Geheimdénsgscht ze verbesseren. Dat ass eng kleng Beschreiwung fir vill Sitzungen, déi stattfonnt hunn, mä ëmmerhin d'Unerkennung dovun,

dass sech beméit ginn ass, fir den interne Fonctionnement vum Geheimdénsgscht ze verbesseren.

Ech hunn déi Commission de contrôle parlementaire, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, ëmmer eescht geholl - ech muss nach eng Kéier dorop zréckkommen -, ënner anerem och doduerch, dass ech se am Joer 2008 opgrond vun den einschlägege Gesetzesbestëmmungen gefrot hunn, fir dräi prezis Rapporten ze maachen, dovun een iwwert den interne Fonctionnement vum Geheimdénsgscht. An dat setzt sech an e Procédé, dee sech iwwer eng laang Zäit erstreckt huet.

2004 ass en Audit duerch eng schwedesch Firma vum Geheimdénsgscht gemaach ginn. Doropshin hu mer mam Direkter vum Geheimdénsgscht e pluriannuelle Programm, deen an dräi Etappe sech sollt ofwëckelen, opgestallt. An dee Rapport iwwert de Fonctionnement, den internen, vum Geheimdénsgscht, deen ech gefrot hu bei deenen, déi och eppes vun Geheimdénsgschtaffäre kennen, nämlech bei der parlamentarescher Kontrollkommissioun, war u sech duerch d'Absicht begrënt, sech iwwert deen interne Reformprozess erausweider iwwert den interne Fonctionnement vum Geheimdénsgscht Gedanken ze maachen. Also, eng Associatioun vum Parlament an dem interne Fonctionnement vum Geheimdénsgscht, wat soss net geschitt! Mä de Statsminister ass och deen Eenzegen, deen eng permanent Kontrollkommissioun op enger vu senger Kompetenz schaffen deet. An dofir war et och normal, fir dat esou ze maachen.

Elo huet den Här Bausch, wéi d'Kommissioun och, sech mat engem ganze Problempak vu punktuellen Virgänger an Netvirgänger auserneegeesat, zu deenen ech, an dat dauert leider e bësse laang, muss Stellung bezéien.

Dat Éischt, wat d'Enquêtékommisssioun bemängelt, ass, dass deen interministerielle Comité, deen am Artikel 3 vum Gesetz vum 2004 virgesinn ass, fir d'Aarbechte vum Geheimdénsgscht a vun de Polizeiservicer ze koordinéieren, dass deen ni zesummegeruff gi wier.

Ech hunn eng Rei Saache geännert, wéi ech an de Ministère d'État komm sinn, geännert op wiesentleche Punkten. Nämlech hunn ech, anescht wéi dat virdu geschitt ass, all zoustännegen Ministeren, all Ministeren zoustänneg fir sécherheitsrelevant Froen hei am Land, enkstens un den Aarbechte vum Geheimdénsgscht associéiert: den Ausseminister, de Justizminister, de Finanzminister, den Innenminister, de Wirtschaftsminister an den Transportminister ënner aneren. Vun deem Dag un, wou ech an deem Geheimdénsgscht sinn, kréien déi Ministeren all relevant Noten, déi hir Departementer direkt oder indirekt betreffen, zougestallt.

An deem leschte Joer si 500 Rapporten vum Geheimdénsgscht gemaach ginn, déi eng large Diffusioun ënnert de Membere vun der Regierung fonnt hunn. An deene Jore virdu sinn der vläicht dräi, véier d'Joer gemaach ginn.

Ech hunn, wann eng nei Regierung komm ass, zum Beispill '99, wéi d'Kolléeg vun der DP an d'Regierung komm sinn, dem Direkter vum Geheimdénsgscht geschriwwen, e soll sech direkt Rendez-vous froe bei alle Ministeren, fir se ze informéieren iwwer dat, wat de Geheimdénsgscht wier a wat de Geheimdénsgscht géif maachen, mat besonneschem Insistieren op Ausseminister, Arméiminister a Wirtschaftsminister.

Et war also ni meng Absicht, de Geheimdénsgscht ze gebrauchen zu eegenen Zwecker, wéi dat a villen Zeitungen geschriwwen gëtt, mä de Geheimdénsgscht als eppes erschéngen ze loosse, wat der ganzer Regierung, soufern vun deene Froe betraff, zur Verfügung géif stoen.

Ech hu festgestallt mat der Zäit, dass d'Zusammenaarbecht tëscht dem Geheimdénsgscht an de Justiz- an de Polizeiautoritéiten net gutt wier. Dat hu mer och zesammen an där Regierung, déi 1995 bis 1999 amtéiert huet, festgestallt. Notamentum den Här Bodry - nach eng Kéier hien - huet sech doriwwer dauernd beklot, a méi spéit den Här Wolter och. Vum Joer 2000 un hunn ech de Generalsekretär vun der Regierung domat chargéiert gehat, d'fir se zu sueren, dass déi Koordinatioun besser géif funktionéieren. Et gëtt haut och iwwregens keng Kloe méi vun der Police oder vun der Justiz, dat heescht, an hirem Deal Parquet, dass déi Zesammenaarbecht net gutt wier.

An Ären Auditiounen huet de Procureur général haut, Procureur d'État à l'époque, ausgesot, d'Kooperatioun tëscht dem Parquet an dem Service de Renseignement hätt sech fundamental doropshi geännert an hien hätt an der Moyenne eng Réunioun pro Mount mam Direkter vum Geheimdénsgscht gehat. Réuniounen, op déi ech gehalen hunn, well den Direkter vum Geheimdénsgscht notamentum zoustänneg war, fir allen aneren Autoritéiten, judiciaires ou de police, relevant Informatiounen zoukom-

men ze loossen, déi de Geheimdénsgsch am Kader vu sengen Aarbechte kritt huet an déi awer interessant wiere fir déi aner, Police a Justiz, fir deenen dat zoukommen ze loossen. D'Regel war an d'Regel ass, dass den Direkter vum Geheimdénsgsch d'Justiz an d'Polizei iwwer Erkenntnisser an iwwer Informatiounen an d'Bild setzt, déi de Geheimdénsgsch beim Ofschaffe vu sengen Dossiere sech konnt zouueggen.

Mir hu regelméisseg, dofir hunn ech jo genuch Zeien hei am Land - hei am Sall, pardon! -, iwwer Geheimdénsgschaspekter am Conseil de Gouvernement geschwat, soudass et mir geschéngt huet, dass dat, wat dee Comité interministériel hätt kënnen maachen, de toute façon an nach wiesentlech besser gemaach géif ginn duerch déi Method, déi ech do gewielt hat, wéi duerch dat einfach Verweise vun deenen Aspekter vun der Zesummenaarbecht an ee Comité interministériel. De Comité interministériel huet net getagt, well dee Comité interministériel huet et de facto permanent ginn.

D'Enquêtékommissioun beschäftegt sech zu Recht laang mat der Wirtschaftsspionage. Ech wëll soen, och wann ech gesot hunn, de Geheimdénsgsch wier net meng éischt politesch Prioritéit gewiescht, dass ech awer a Saache Geheimdénsgsch e puer Prioritéiten hat. Ech hu mech bekümmert ëm de Kampf géint den Terrorismus a géint d'Menacen, déi et am terroristeschen Ëmfeld zu Lëtzebuerg gëtt. Dorëms hunn ech mech intensiv bekümmert. Ech hu mech bekümmert ëm d'Proliferatioun, dat heescht d'Weiderverbreedung vu Massevernichtungswaffen, soufern wéi déi Weiderverbreedung iwwer Lëtzebuerg géif lafen. An ech hu mech ganz staark interesséiert fir d'Ofwier vun der Wirtschaftsspionage, déi zu Lëtzebuerg grasséiert.

D'Kommissioun - d'Commission d'enquête - seet, de Service de Renseignement, deen hätt e bëssen eng extensiv Konzeptioun gehat vun der Definitioun vum Espionnage économique, ënner anerem, well e sech och quasi ageméisch hätt an d'Prospection économique.

Dann zitiiert d'Kommissioun wirtschaftlech Prospektioun, déi am Irak gemaach ginn ass, a Libyen an a Kuba gemaach ginn ass. An och an deem Zesummenhank referéiert Är Commission d'enquête sech op ee Rapport vun engem héije Beamten aus dem Wirtschaftsministère, Herr Knebler mat Numm, un d'Regierung am Zesummenhank mat dem Espionnage économique.

Dee Rapport hunn ech ni gesinn, ech hunn deen ni kritt. Ech hunn erklärt an dem Här Bodry senger Enquêtékommissioun, dass de Geheimdénsgsch periodesch associéiert ginn ass un der Preparatioun vu Wirtschaftsmissiounen - vun dem Wirtschaftsministère associéiert ginn ass un der Preparatioun vu Wirtschaftsmissiounen.

An ech hunn och de Wirtschaftsminister gebieden, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun doriwwer ze informéieren, wat och geschitt ass. Esou sinn zum Beispill circonstanciéiert - ech denke circonstanciéiert - Rapporte gemaach ginn iwwer Wirtschaftsmissiounen am Irak, a Libyen an a Kuba, wourunner Der gesitt, dass de Geheimdénsgsch haaptsächlech do u Wirtschaftsmissiounen associéiert ass, wou d'demokratesch Qualitéit vun de Länner engem net direkt an d'A spréngt a wou et wichteg war, dass de Wirtschaftsminister, wann en Interlocuteur begéint huet - aner Ministeren, Betriber, wirtschaftlech Acteuren -, ganz genee wouss, mat wem en do géif schwätzen.

Et ass ganz vill geschriwwen ginn a geschwat ginn iwwer eng Wirtschaftsmissioun, déi am Nordirak stattfonnt huet. Ganz vill ass doriwwer geschwat ginn, an et si jo och Fotoen op där Rees gemaach ginn - déi ech extrem bedauern, niewebäi bemierkt!

Wéi ass et zu där Operatioun komm, zu där Visite? Ganz einfach: well de Geheimdénsgsch op senger Antiterrormissioun am Irak war. Dat muss sinn. Well et komme jo och Iraker periodesch op Lëtzebuerg. An dunn huet den Direkter vum Geheimdénsgsch dem Wirtschaftsminister matgedeelt, op der Plaz wier festgestallt ginn, och an de Gespréicher mat deenen Nordiraker, dass do awer vill wirtschaftlech Potenzial kéint leie fir Lëtzebuerg. An den Direkter vum Geheimdénsgsch war u sech och gehalen, dem Wirtschaftsminister déi Informatiounen opgrond vum Artikel 3 vum Gesetz vun 2004 iwwert d'Coordination interministérielle matzedelen.

Doropshin huet den Här Krecké decidéiert - ech war domat d'accord, well mir hunn doriwwer geschwat -, eng Prospektioun an dem Nordirak ze maachen, an en huet de Concours bei der Virbereedung vun där Visite vun dem Service de Renseignement gefrot. Dat ass alles aktekundeg. Et steet awer net am Rapport vun der Commission d'enquête - aus Grënn, déi ech net kennen. Et ass och vläicht net noutwendeg gewiescht, mä et ass ee Beispill, wat weist, wéi déi Saache gaange sinn. Et hätt ee jo de fréiere

Wirtschaftsminister, den Här Krecké, kënnen an d'Commission d'enquête ruffen, fir sech méi am Detail iwwer esou Operatiounen informéieren ze loossen.

Dann hu mer e ganz Gespréich iwwert d'Zesummenaarbecht tëscht der parlamentarescher Kontrollkommissioun an de Regierungsinstanzen, an haaptsächlech dem Staatsminister. Et gëtt gesot - den Här Bausch huet dat och hei virgedroen -, de Statsminister, deen hätt d'Kommissioun net iwwer Dysfonctionnement, déi am Geheimdénsgsch waren, informéiert, an zwar net zu deem Moment, wou se sech ofgespillt hätten.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass ech eppes agefuert hunn - mä dat hunn ech an den Auditoune beim Här Bodry gesot -, wat et virdrun net ginn ass, nämlech e semestrielle Bericht iwwert d'Gesamtmenace, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, dee kréien d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun zougeleed, an och e semestrielle Bericht iwwert déi Operatiounen, déi um Terrain lafen.

Ech hunn och viru Méint decidéiert, dass ech misst - ech hunn am Joer 2009 decidéiert, dass ech gären e monatleche Bericht hätt, fir mech, iwwert d'Aarbechte vum Geheimdénsgsch um Terrain -, an ech hu viru Méint decidéiert, dass dat och der parlamentarescher Kontrollkommissioun misst zougänglech gemaach ginn. Den Direkter vum Geheimdénsgsch huet lech hei gesot, bei senger leschter Auditoune, dat géif och elo geschéien. Et ass net, dass et net scho längst hätt solle geschéien!

Ech wëll hei feststellen, ouni dass ech doraus iergendee Virwurf konstruieren - well ech hu keng Loscht, mech hei hanner aneren ze verstopen an deser Affär -, ech wëll hei drop opmierksam maachen, dass d'parlamentaresch Kontrollkommissioun d'Fakultéit, d'Méiglechkeet vum Artikel 15 vum Gesetz iwwert de Geheimdénsgsch net genotzt huet, fir spezifesch Kontrollen zu spezifesch Dossieren ze maachen, obschonn d'Gesetz virgesäit, dass all Agent vum Geheimdénsgsch vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun ka geruff ginn an dass mat deem kann iwwert d'Operatiounen diskutéiert ginn.

D'Aféierung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, wat eigentlech e breede Konsens hei am Haus ëmmer fonnt huet an och nach féint - an d'parlamentaresch Kontrollkommissioun soll jo méi Moyene kréien, woumat ech ausdrécklech averstane sinn -, déi Aféierung, dat war keen neutralen Akt. Dat war net eng Kommissioun, wéi et och aner Kommissiounen gëtt. Dat war schon ee qualitative Quantesprung, wéi och aus dem Exposé des motifs vum Gesetz vun 2004 ervirgeet, wou gesot ginn ass am Regierungsexposé des motifs, dass d'Regierung der Chamber géif e System proposéieren, deen hir et géif erlaben, ouni Intermediären deen neie Service kënnen ze kontrolléieren, dee mer duerch d'Gesetz vun 2004 jo e bësse lichter anescht ausgericht hunn.

An dass déi Kontroll, déi d'parlamentaresch Kontrollkommissioun maache kann - och mécht -, net en ordinäre Contrôle wier, geet och aus de Rieden ervir, déi gehale gi si bei der Aféierung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun. Notamment huet Äre Rapporteur deemools gesot: „Déi Kontrollkommissioun“, ech zitiiere en, „huet ganz vill, wann ech mech därer esou ausdrécken, Pouvoiren. Esou datt mer gesinn, datt et hei net esou eng Kontroll fir de Schän ass, mä datt et eng effektiv an eng reell Kontroll ass, wann dann d'Kommissioun déi Kontroll, esou wéi se hei virgesinn ass, och definitiv wëllt exercéieren“. Dat steet am Rapport, an den Ausféierung vum Rapporteur zum Gesetz vun 2004.

Et gëtt mer virgeworf, dass ech den Direkter vum Geheimdénsgsch mat der Obligatioun chargéiert hätt, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun ze informéieren. Dat gëtt mer bal esou ausgeluecht, wéi wann ech selwer keng Loscht gehat hätt, fir dat ze maachen, well ech dat jo net ënner menge politesche Prioritéite gesinn hunn. Ech hunn deem Direkter vum Geheimdénsgsch, dem Här Mille, gesot, e misst alles - alles! -, wat e mir géif soen, och an der parlamentarescher Kontrollkommissioun virdroen. Alles! Ech hunn Zeien dofir. Den Här Mille streit dat iwwerengs net of an Ären Auditoune. Dat kann ee widderhuelen, dass en dat net ofgestrichen huet.

Den Henri Grethen, fréiere liberale Wirtschaftsminister a liberale Fraktiounschef - ee gudden Mann fir de Rescht, ansonsten d'Regierung en net nach verlängert hätt, an typescher CSV-Stat-Manéier, fir Member vun der Cour des Comptes ze ginn, wat eng Aarbecht ass, déi en exzellent, exzellent mécht -, deen huet mech autoriséiert, a sengem Numm lech haut ze soen, dass ech hien, wéi en deen éischte President ginn ass vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, an den Direkter Mille a mä

Büro bestallt hunn an en présence vum Här Mille a vum Här Grethen gesot hunn: „Alles, wat mir gesot gëtt, dat muss och an der parlamentarescher Kontrollkommissioun ausgesot ginn!“. Den Här Grethen hätt dat och ganz gären an der Commission d'enquête parlementaire gesot. Alles!

Et gëtt gesot, ech hätt jo deemools schon un der Integritéit vum Direkter vum Service de Renseignement Zweifelen kënnen hunn. Ech hat awer keng Zweifelen un deem senger Integritéit. Am Géigendeel, ech hunn him vertraut, wéi d'ailleurs mir jo alleguer mussen zouginn, och d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, deenen doraus nu wierklech kee Stréck ze dréinen ass, dass se dat gemaach hunn.

De Procureur d'État Bieber huet gesot hei an der Commission d'enquête, en hätt ëmmer integralt Vertrauen an den Här Mille gehat. Et ass eréischt, wéi ech gewuer gi sinn - mä dat sinn ech awer eréischt méi spéit gewuer ginn -, dass en e Gespréich mat mir enregistriert huet, wou ech net nëmme ugefaangen hunn ze zweifelen, ob eist Vertrauensverhältnis nach géif bestoen, mä wou et wierklech ganz staarke Schued geholl huet. Mä virum Dezember 2008 hat ech kee Grond un der Loyautéit, déi iwwerengs a villen aneren Affäre ganz grouss war, vum Här Marco Mille ze zweifelen.

Bei mir ass et souwiesou esou, dass ech am Émgang mat héije Statsbeamten net vu Mësstrauen ëmgedriwwen ginn. Ech kann iwwerhaupt net schaffen an engem Klima vu Mësstrauen. Ech muss deene Leit opgrond vum Prinzip „bona fidei“ - mat deenen ech ze dinn hunn - traue kënnen. A wann ech mech all Kéier muss froen, wann en héije Statsbeamte bei mech kennt: „Kanns de deem traue?“, a kucke loosse, ob een deem traue kann, jo, dann hale mer op, de Stat nach normal ze féieren! An ech ännere mech och diesbezüglich net, egal wat ech och a mengem spéidere Liewe maachen. Ech trieden anere Mënschen net mat Mësstrauen entgéint! Dat maachen ech net. Ech wëll mech net ëmbaue mussen, just well ech eng Kéier bäigelaf sinn. Dat wäert ech net maachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Den Här Bausch beklot sech - do muss ech och soen, dass ech e schlecht Gewëssen hunn - driwwer, dass ech op seng Offerte net agaange sinn, fir iwwert dee Rapport vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun iwwert den interne Fonctionnement vum Dénsgsch ze schwätzen. Ech hunn zwar ni schrëftlech Aluedunge kritt zu de Sitzungen, mä dat war och net néideg, den Här Bausch hat mer dat gesot.

Mä mir hunn awer opgrond vun de Propositione vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun zur Verbesserung vum interne Fonctionnement vum Geheimdénsgsch geschafft, am Ministère an am Dénsgsch, esou dass ech awer fannen - well dat eng exzellent gutt Aarbecht war, déi do gemaach ginn ass, dräi Joer huet se gedauert -, fonnt hunn, dass mer awer do net dat négligéiert hätten, wat d'parlamentaresch Kontrollkommissioun an hirem Rapport opgeschriwwen huet - d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, an där ech keen Dauergaascht war!

Zënter 2005 hunn ech exakt fënnemol un enger Sitzung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun deelgeholl, fënnemol! An déi Sitzung vum der parlamentarescher Kontrollkommissioun, déi ginn terminlech festgesat a Gespréicher tëscht dem President vun der Kontrollkommissioun an dem Direkter vum Geheimdénsgsch an da gi se mir matgedeelt. Esou war d'Regel. Déi Regel kann een änneren. Ech wëll just soen, et ass net esou, dass ech permanent an där parlamentarescher Kontrollkommissioun assistéiert hätt.

Da gëtt gesot am Rapport vun Ärer Enquêtékommissioun, ech wier driwwer informéiert ginn, dass den Direkter vum Geheimdénsgsch d'parlamentaresch Kontrollkommissioun op eng onkomplett Aart a Weis informéiert hätt. Ech widderhuelen hei nach eng Kéier, opgrond vun der Doktrin Grethen/Juncker, dass ofgemaach war, dass alles géif gesot ginn. Ech konnt dat awer net iwwerpräiwen, ob alles géif gesot ginn, well ech war jo nëmme fënnemol do!

Da gëtt op zwou Plaze vum Rapport vun der Enquêtékommissioun geschriwwen, esou wier dat jo net, ech géif jo awer d'Procès-verbaux vun de Sitzungen vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun kréien. Zweemol steet dat dran! Et ass zweemol falsch! Well ech kréie se nämlech net. Ech kréien nëmme déi Procès-verbaux vun deene Sitzungen, un deenen ech selwer deelhuele. An an de Ministère d'État kommen nëmme d'Procès-verbaux vu Sitzungen, un deenen héich Beamte vum Ministère d'État deelhuele. Mä ech kréien net all Procès-

verbal vun där Kommissioun! Et steet awer zweemol am Rapport, dass ech se alleguer géif kréien.

E fréiere Member vum Geheimdénsgsch, den Här Kemmer - hei gi jo dauernd Zeien zitiiert -, den Här Kemmer, dee seet an engem Rapport, den Här Mille Marco, Direkter, hätt d'parlamentaresch Kontrollkommissioun net komplett informéiert. Et ass e Rapport, deen datéiert vum Oktober 2009, wou den Här Kemmer den Dénsgsch verlooss hat a wou den Här Mille um Punkt war, den Dénsgsch ze verlossen. De Problem ass, ech hunn dee Rapport ni kritt. Mä ganz Stécker vun der Beweisführung fundéiere sech op dee Rapport aus dem Joer 2009, Enn 2009, Oktober 2009! E Rapport, dee sech bezitt op Evenementer aus de Joren 2006 an 2007, vun deenen ech näischt wouss. An dee Rapport selwer, deen zitiiert gëtt, deen hunn ech ni kritt!

Da verstinn ech net, firwat dass een deem Rapport eng Bedeutung zoumiesst, deen e fréieren Agent, deen de Geheimdénsgsch verlooss huet, geschriwwen huet zwee Joer nodeems en - oder ee Joer, ech weess et net genau -, jiddefalls eng laang Zäit nodeems e fort war. An deem Rapport steet effektiv dran - ech hunn en awer ni kritt, mä d'Commission d'enquête parlementaire schreift driwwer -, dass den Här Mille net richtig informéiert hätt. Ech hunn lech gesot, dass dat spéit war, dee Rapport, dass ech en net kritt hunn an dass ech och kee Moyens hat, well ech d'Procès-verbaux net kréien, fir dat ze iwwerpräiwen.

Da gëtt sech zu Recht am Här Bausch sengem Exposé an och am Rapport vun Ärer Enquêtékommissioun driwwer beklot, esou dierft dat jo net sinn, dass den Direkter vum Geheimdénsgsch géif - den Här Mille - erklären, laut Gesetz bräicht en nëmme iwwert d'Activités générales, iwwert déi generell Tätigkeet vum Geheimdénsgsch ze berichten. Ech hunn lech virdrun erklärt, mat wem a wéini ech verfügt hunn, dass, iwwert dat Mandat vum Gesetz eraus, den Direkter vum Geheimdénsgsch alles an der Kommissioun ze rapportéieren hätt.

Dat schéngt ongenügend geschitt ze sinn. Mä fir esou ze maachen, wéi wann dat iwwerhaupt net geschitt wier, wéi wann do net iwwer ganz konkret Operatiounen geschwat gi wier, dat ass awer, bei allem Respekt, eng Duerstellung, déi net stëmmt!

Wéi d'Commission d'enquête sech konstituéiert huet, dunn huet dann och de Statsminister all d'Procès-verbaux kritt vun der Commission d'enquête, vun der Commission parlementaire, pardon. An do stellen ech fest, dass regelméisseg iwwer ganz prezis Operatiounen, déi de Geheimdénsgsch um Terrain gefouert huet, an der parlamentarescher Kontrollkommissioun rapportéiert, diskutéiert a geschwat ginn ass.

Iwwerschléig - ech hat keng Zäit, dat minutiös ze maachen -, kommen ech op iwwer 50, 60 ganz prezis geheimdénsgschleche Operatiounen, déi um Terrain gemaach gi sinn a wou iwwer dann an der parlamentarescher Kontrollkommissioun bericht ginn ass, haaptsächlech - an do fannt Der meng Prioritéiten erëm -, wann et ëm Terrorismus geet, wann et ëm d'Proliferatioun geet a wann et ëm extrem Mouvementer, déi kënnen Memberen hunn, déi gewalttätig kënnen ginn, geet, wann et ëm de Financement vum Terrorismus geet, wann et ëm d'Manipulatioun vum Service de Renseignement duerch auslännesch Geheimdénsgschter geet.

Well dat hunn ech bei menge Prioritéite vergiess, lech ze soen: Wourop ech ëmmer en Augenmerk hat, war: Wat maachen déi auslännesch Geheimdénsgschter zu Lëtzebuerg, souwuel déi befrent wéi déi net befrent? A well déi befrent eis jo besser kenne wéi déi net befrent, begéint ee se oft. Doriwwer hunn ech mech intensiv informéiere gelooss, well do geet et ëm relevant Sécherheetsfroen, notamment am Beräich vun der Wirtschaftsspionage hei zu Lëtzebuerg.

Ech stellen och fest, dass de Geheimdénsgsch och driwwer bericht huet, den Direkter, wat fir Schwieeregkeete se mat einzelne Sourcen hatten. Där hu se haut net méi vill, där Schwieeregkeeten, well et gëtt net méi vill Sourcen, well déi hu sech nämlech lues a lues ofgeklemmt. Well nämlech d'Sourcen - dat ass eng geféierlech Aarbecht a bestëmmte Beräicher - fäerten, dass hien Numm deen aneren Dag an der Zeitung steet. Dofir sätze mer zimlech um Dréchenen de Moment. Sollt ech net soen, mä déi wëssen et, déi concernéiert Leit, déi iwwerwaacht ginn, déi wësse jo entre-temps alleguer, wéi se iwwerwaacht ginn. An dofir ass dat och keng Informatioun méi.

Iwwert d'Cargolux ass bericht ginn, iwwer taiwaneesesch Fregatten ass bericht ginn. Ech kann net wëssen, wéi am Detail dass doriwwer virgedroe ginn ass. Mä et ass awer iwwert déi Operatiounen an der Geheimdengschtkommission gefrot ginn. An do kann een och nofroen, wa bestëmmten Operatioune behandelt ginn. Ech géif lech eigentlech gären d'Nimm vun deenen Operatioune virlesen, fir dass Der emol gesitt, déi, déi dat net wëssen, wat fir eng Welt dass dat ass: „Pina Coloda“, „Lillipop“ an esou virun an esou fort heeschen déi Operatiounen. Ech hunn eng komplett Lëscht hei vun deenen Operatiounen, iwwert déi an der Geheimdengschtkommission geschwat ginn ass.

Et gëtt mer reprochéiert, d'parlamentaresch Kontrollkommission net iwwert d'Dysfunktionsmement an d'Bild gesat ze hunn. Iwwert déi Operatioun SAM, vun där den Här Bausch bei der Presentatioun vum Rapport geschwat huet, ass den 18. Mee 2007 an der Kommission geschwat ginn. Iwwert d'Affär Cargolux, déi och hei erwähnt ginn ass, ëmschreiwend vum Här Bausch, ass geschwat ginn den 19. März, den 8. Abrëll an de 7. Oktober 2008. Iwwert déi Tatsaach, dass den Här Marco Mille e Gespréich mat mir opgeholl huet, ass dräimol an der parlamentarescher Kontrollkommission am Laf vum Joer 2009 geschwat ginn.

All Dokumenter, déi et am Geheimdengscht gëtt am Zesummenhank mat Stay behind, sinn der parlamentarescher Kontrollkommission (veuillez lire: sinn der parlamentarescher Kontrollkommission iwwermittelt ginn), well ech mer erlaabt hat, och d'Kommission ze froen, sech iwwer méiglech Interconnexiounen tëscht Stay behind an dem Geheimdengscht an aneren Dossieren ze bëcken. Doriwwer ass a 14 Sitzung vum der parlamentarescher Kontrollkommission geschwat ginn, mat all deenen Dossieren, déi de Geheimdengscht hat an déi de Stay behind betreffen.

Virun e puer Méint oder virun e puer Wochen - wie ka sech nach erëmfannen an all deem - ass dann op eemol gesot ginn: „Hei sinn nei Dokumenter an der Affär Stay behind“. Zum Beispill eng Aart Manöver, dat an England stattfonnt huet a wou zwee Beamte vum SREL, déi zoustänneg ware fir de Stay behind, deelgeholl hunn. Dat ass en Dokument, dat huet d'parlamentaresch Kontrollkommission schonn am Joer 2008 kritt, wéi dee Rapport iwwer Stay behind gemaach ginn ass.

Et ass op eemol de Verdacht opkomm - ech mengen och, dass dee sech als richteg erausstellt, mä dat ass eng Instruction judiciaire, déi amgaang ass -, dass illegal Écoute gemaach gi sinn am Zesummenhank mat enzelnen Affären. Ech hunn, wéi dee Verdacht opkomm ass, den Direkter vum Geheimdengscht ugewisen, alles ze duerchkammen, wat et an Écoute ginn ass an deene leschte Joren, fir erauszefannen, ob do illegal Écoute derbäi wieren. Et sinn der fënnf fonnt ginn a fënnf dénoncéiert ginn, déi zënter dem Joer 2000 stattfonnt hunn.

D'Déplacement vum Direkter vum Geheimdengscht an den Irak a Libyen an a Kuba, déi sinn an de Réunioun vum 14. Dezember 2009 a vum 23. Februar 2010 an der Geheimdengschtkommission diskutéiert ginn. Alleguer déi Problemer, an déi si seriö, déi mer hatten, wat d'Règlemets grand-ducaux ubelaangt, fir dem Dateschutz op d'Spréng ze hëllef an Zesummenhank mat de Banques de données vum Geheimdengscht, iwwert déi Schwierigkeeten, déi mer elo amgaang sinn, péniblement ze léisen, ass den 18. Abrëll 2005 fir d'Éischt an der parlamentarescher Kontrollkommission geschwat ginn. An duerno nach eng Kéier de 14. Februar 2011 an de 24. Juni 2011, wou mer ganz am Detail, wéi ech och an den Auditioune vun dem Här Bodry senger Enquêtekommission ausgesot hunn, iwwert d'Schwierigkeeten eis ennerhalen hunn, déi mer op deem Wee fonnt hunn.

Et gëtt vun enger Operatioun geschwat, „Katanà“ heescht se, wou gesot gëtt, de Procureur d'État Robert Bieber wier observéiert gi wéinst Verdacht op Pädophilie. Dat seet den Här Kemmer. Deen hätt déi Operatioun..., et gëtt gesot, den Här Kemmer hätt déi Operatioun geleet. Ech wëll hei nach eng Kéier soen - ech hunn et awer scho gesot -, vun där Operatioun „Katanà“ wusst ech absolut näischt. Näischt!

Wéi ech an engem Gespréich mam Direkter vum Geheimdengscht gesot kritt hunn, eng Source vum Geheimdengscht hätt gesot, et géif de Verdacht bestoen, dass de Procureur d'État an engem pädophile Milieu géif verkeieren, hunn ech de Procureur d'État doriwwer informéiert, an där Aart a Weis...

(Hilarité)

...déi Der wësst, well de Procureur d'État, dee ka sech ganz genau un de Wording erënneren, déi ee viru siwen, aacht, néng oder zéng Joer gebraucht huet. Mä ech schlëssen net aus, well dat passt, esou domm ze schwätze passt eigentlech zou mir. Mä ech hu keng Observatioun um Procureur d'État ordonnéiert, ech wusst näischt vun enger Operatioun um Procureur d'État, an dofir loossen ech mech net virféiere wéi een, deen do Hosenschlitzschnüflei bei anere maache geet! Ce n'est pas mon genre!

An ech fannen et schlëmm, wann et dann esou war - obschonn den Här Kemmer jo ofstreit, dass et esou eng Observatioun um Här Bieber ginn ass, an obschonn d'Équipe vun de Filaturen am Geheimdengscht näischt vun esou enger Observatioun wusst -, wann dat awer stëmmt, ass dat natierlech grav, well d'sexuell Orientatioun vu Mënsche kann net gebraucht ginn, fir e generelle Verdacht a Richtung vu strofrechtlechem Vergehen ze entreteneieren.

Da musse mer iwwert deen Enregistrement schwätze Juncker/Mille - oder soll ech soe Mille/Juncker? Ech wëll lech fir d'Éischt drop opmierksam maachen, dass, wann een an engem Gespréich ass, een net noutwenderweis all Nuancen, falls et der gëtt, direkt captéiert. Dat, wat een an 13, 14 Sekonne gesot kritt, dorop muss een net esou reagieren, wéi wann een et zéngmol gelauschtert a 50-mol gelies huet.

An et muss ee wëssen, mä dat weess jo d'ganz Land, den Här Mille wusst, dass e mech géif ophuelen. Ech wusst net, dass ech géif opgeholl ginn. Do géif ech lech also emol bieden, den Duktus an d'Gespréichsführung am Licht vun där Erkenntnis ze iwwerkucken, dass do een e Gespréich ophëlt, vun deem e weess, dass et opgeholl gëtt, wahrscheinlech net, fir deem, deen opgeholl gëtt, domat eng Freed spéiderhin ze maachen.

An deem Gespréich gëtt och gesot - an d'Kommission beschäftegt sech domat, ech verstinn dat -, do wier eng illegal Écoute op dem Här M. gemaach ginn. Woubäi ech mech wonnere, dass mir et alleguer ëmmer nach fäerdegbréngen, deen Numm net auszeschwätzen.

Den Här Mille huet mir net gesot, obschonn en, wéi ech nogelies hunn, dat Wuert Écoute gebraucht huet, dass dat eng klasesch Écoute war. En huet mech am Glaf gelooss - an dofir huet en dat jo och gesot, an esou war et och wahrscheinlech -, dass de Geheimdengscht op sengem eegenen Handy e Gespréich mat dem Här M. opgeholl huet, wat ech net spontan - Dir kënnt soen, ech wier nëmmen hallef gebak - begraff hunn als eng Écoute am Sënn vun den Artikelen 88 an esou weider vum Code pénal.

E kënnt zweemol op déi Affär zréck, ouni se am Gesamtzesummenhank duerstellen, a seet dann: „Ech hunn och de Riichter näischt dovu gesot, well ech wëll net, dass déi wëssen, wat hei esou lass ass.“

„Wat hei esou lass ass“, dorënner hunn ech verstanen, dass en domat géif ofstellen op déi Tatsaach, dass behaupt ginn ass, dass et eng cryptéiert CD vun engem Gespréich tëscht dem Grand-Duc a mir géif ginn. Ech hunn dat net anescht verstanen, wéi dass en net wollt hunn, dass d'Riichter dat sollte wëssen. Et ass se jo en fait och näischt ugaangen, well déi sinn zoustänneg fir d'Écoutes téléphoniques.

Déi Écoute ass ënnert der Procédure d'urgence gelaf - falls et dann eng war. Och ënnert der Procédure d'urgence - Dir verstitt, dass et heiands eng Procédure d'urgence muss ginn, well een net ëmmer déi dräi Riichter kann zesummeruffen -, an der Procédure d'urgence kann de Statsminister en Telefon oflauschtere loossen, ouni den Avis vun deenen dräi Magistraten ze hunn, ënnert der Bedéngung, dass dann déi dräi Magistraten esou séier wéi méiglech doriwwer informéiert ginn.

Mä och an der Procédure d'urgence brauch een eng schrëftlech Autorisatioun vum Statsminister. Déi schrëftlech Autorisatioun gëtt et net, well ech hunn déi schrëftlech Autorisatioun ni ginn, ergo loossen ech mer hei och net eng Écoute - falls et dann eng war - an d'Schung schëdden, mat där ech virdrun an duerno näischt ze dinn hat.

An deem Zesummenhank vun deem Gespréich, wat tëscht dem Grand-Duc a mir soll opgeholl gi sinn, wollt ech lech nach eng Kéier soen, wat ech lech scho gesot hunn: dass ech dat net gegleef hunn, dass et esou e Gespréich tëscht dem Grand-Duc a mir gëtt, wat opgeholl gi wier, well deen, dee behaupt huet, en hätt esou eng Kasset, gesot huet, dat wier e Gespréich, wat de Stat a senger Grondfeste géif erschütteren, wann dat géif erauskommen, e Gespréich iwwert de Bommeleer, wat de Stat géif vailéieren dinn.

Ech sinn an der parlamentarescher Kontrollkommission gefrot ginn, ob et esou e Gespréich ginn ass, dunn hunn ech gesot: „Neen, et ass ni e Gespréich ginn tëscht dem Grand-Duc a mir, wat de Stat a senger Grondfeste hätt kënnen erschütteren, well esou e Gespréich hunn ech mam Grand-Duc iwwert de Bommeleer net gefouert.“

Bei enger anerer Geleeënheet soen ech dann, ech hu mam Grand-Duc iwwert de Bommeleer geschwat, well ech bei de Grand-Duc gaange sinn, nodeem een Zeie mer gesot hat, en hätt de Prënz Jean entdeckt op enger Plaz, wou Attentater stattfonnt hunn. Dunn hunn ech iwwert deen Aspekt de Bommeleer betreffend, déi Zeienausso betreffend mam Grand-Duc geschwat, well ech et awer nach relativ normal fannen - muss ech éierlech soen -, dass, wann ech gesot kréie vun engem Zeien: „Et war de Brudder vum Grand-Duc, dee war do, wou et kuerz drop geknuppt huet.“, dass ech dem Grand-Duc dat awer soe ginn, ier ech dat um Parquet dénoncéieren, wat ech och an deenen nächste Stonne gemaach hunn, de Procureur d'État ugeruff hunn a gesot: „Hei ass een Zeien, dee behaupt dat an dat, an ech hätt gär, dass Dir dat géift kucken.“, wat jo och dann intensivst gekuckt ginn ass.

Mä fir elo am Rapport e Widersproch ze konstruieren tëscht där Ausso an der parlamentarescher Kontrollkommission: „Ech hu mam Grand-Duc kee Gespréich iwwert de Bommeleer gefouert.“, sous-entendu, well dat steet virdrun, „wat de Stat géif a senger Grondfeste erschütteren“, an der Tatsaach, dass ech méi spéit mam Grand-Duc iwwert de Virgang Zeienausso de Prënz Jean betreffend geschwat hunn, fir do e Widersproch hierzestellen, fir ze soen, de Statsminister huet fir d'Éischt gesot, en hätt net mam Grand-Duc geschwat, an da gëtt en awer zou, en hätt mam Grand-Duc geschwat, fannen ech, muss ech éierlech soen, e relativ staarken Tubak!

Onofhängeg dovun hunn ech direkt gefrot, dass - obschonn ech et net gegleef hunn, dass et déi CD géif ginn an dofir meng Iwwerleeung ass: „Verstoppt sech do net iergende Chantage hannendrun?“, deen ech net duerchkuckt hunn, mä deen ech mer esou explizéiert hunn -, hunn ech direkt gefrot, dass déi CD géif décryptéiert ginn.

Elo gëtt d'Fro gestallt - an déi ass iwwregens nach ëmmer net décryptéiert, obschonn zwee aner Geheimdengschter drop schaffen -, elo gëtt gesot: „Sou, Juncker, dat ass jo alles schéin a gutt, mä Dir hätt missen eng Affaire disciplinaire géint den Här Marco Mille maachen, well deen dat Gespréich mat lech opgeholl huet.“

Ech hunn dat am Detail erkläert an der parlamentarescher Kontrollkommission an och hei an der Enquêtekommission, am Detail erkläert, firwat ech dat net gemaach hunn.

Fir d'Éischt emol hunn ech keng Plainte gemaach opgrond vum Gesetz iwwert d'Atteinte à la vie privée. Also, dass ech do keng penal Konsequenzen zéie gelooss hunn, ass lüch ze erklären, well ech hunn, ech muss dat éierlech soen - ech sinn zwar keen esou e gudd Jurist wéi vill anerer heibannen -, iwwerhaupt net d'Gefill gehat, mä Privatlieue wier belästegt duerch déi Tatsaach, dass den Direkter e Gespréich mat mir opgeholl huet.

Ech war rosen dodriwwer, ech hunn dat onerhéiert fonnt, mä ech hu mech awer net a mengem perséinleche Liewe getraff gespuert. Déi Opnahm, déi war jo net fir Drëtter geduecht. Dass herno d'ganz Land se konnt lauschteren um Radio, wusst ech jo net an deem Moment, wou ech gewuer gi sinn, dass et déi Opnahm ginn ass. A wann ech a mengem Büro mat dem Chef vum Geheimdengscht sätzen an e Gespréich féieren an dat gëtt opgeholl, da geschitt dat am Exercice vu mengem öffentleche Mandat. Ech sätzen net an der kuerzer Box do an hien net an der Schwammbox. Mir souze wéi normal Leit, déi iwwer Affäre matenee schwätzen, iwwert déi se matenee ze schwätzen hunn.

Souwisou - mä heibanne gëtt et Juristen, déi dat besser wëssen -, ass et nach ëmmer esou, dass deen, dee sech a sengem Privatlieue be-traff spiert, nach selwer driwwer Meeschter ass, ob en doriwwer Plainte mécht oder net. Ansonsten et jo net kéint sinn, dass déi Saachen do mir öfters virkommen: Mech hält eng Fra owes um hallwer eelef, wéi ech vum Büro komm sinn, op der Kap un, eng Asylantin, eng Fra, déi schlecht dru war, déi drop an dru war, ausgewisen ze ginn. An déi schwätzt mat mir. An ech schwätze mat hir. An ech schreiw mir hir Telefonsnummer op an ech soen: „Ech kucken déi Affär, Madame.“

Hei, wéi iwwerrascht sinn ech, wéi ech eng Woch duerno an enger Zeitung Wuert fir Wuert den Transcriptum fanne vun deem Gespréich mat där Fra! Firwat? Jo, well déi Zeitung dem Handy nogelauschtert huet vun där Madame, mat där ech geschwat hunn. Wann dat stroof-

bar ass - ech fanne jiddefalls, dass et wäit geet -, dann hätt jo iergende missen eng Aktioun lasstréppelen, deen zoustänneg ass fir d'Action publique - huet awer kee gemaach!

Mir gëtt zum Virwurf gemaach, ech hätt keng Plainte géint ee gefouert, vun deem ech iwwerhaupt net den Androck hat, dass en amgaang wier, mä Privatlieuen ze belästegen, a gläichzäitig e puer Méint duerno geschitt dat-selwecht au vu et au su de tout le monde, déi déi Zeitung liesen - scheinbar gëtt se net vill gelies, mä jiddweree liest se -, an do geschitt näischt. Dofir muss Der verstoen, dass een heiands ufänkt, un der Richtigkeet vun eenzelnen Aussoen ze zweifelen.

Et gëtt gesot, ech hätt missen eng Affaire disciplinaire maachen - dat war mäi Punkt - géint den Här Mille. Den Här Bettel, an der parlamentarescher Kontrollkommission - net «des membres», un membre! -, den Här Bettel...

(Interruption)

Gelif?

(Interruption)

Wat sot Der?

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Et ass kee Verbatim an der parlamentarescher Kontrollkommission; et ass just, fir...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.** - Jo, jo, okay, ah jo.

Irgendwéi musst Der un deene Procès-verbaux emol schaffen!

(Interruption)

Mä jiddefalls kann ech mech drun erënneren, esou steet et am Procès-verbal, dass den Här Bettel gesot huet: „Dee Mann verdéngt ee Blâme.“ An dunn hunn ech dem Här Bettel erkläert, wat ech heibannen och schonn erkläert hunn, dass ech keng Affaire disciplinaire géint den Här Mille wollt maachen, well wann ech eng gemaach hätt, dann hätt ech e misse suspendéieren. Wann ech eng Affaire disciplinaire gemaach hätt, dann hätt ech e suspendéiert an dann hätt ech en net kënnen ersetzen. Da wier den Dëngscht laang Zäit ouni Direkter gewiescht.

Ech hunn am Zesummenhank mat där Autosgeschichte, déi och den Här Bausch hei opgeworf huet, wou scheinbar net ganz kooscher Saache geschitt sinn, jo eng Affaire disciplinaire veranlasst, sou dass ech et och ka maachen, wann et muss sinn. An aus där Affaire disciplinaire ass entre-temps eng Affaire pénale ginn, well den Disziplinskommissär dat esou - zu Recht! - ëmgedeit huet.

Ech hu gefaart, wann ech dat maachen, dann dréis de dee ganzen Service op d'Kopp. Et gëtt gesot, ech hätt och missen eng Affaire disciplinaire géint den Här Schneider maachen. Dann hätt ech also keen Direkter gehat an ech hätt kee Chef vun den Operatioune gehat, während laanger Zäit. De Chef vun den Operatioune, mengen ech, hätt ech kënnen ersetzen duerch een aneren, ech si mer do net ganz sécher.

A meng Angscht war, an dat war eng richteg Angscht, dass, wann dat sech géif erëmschwätzen - a wann een dem Direkter vum Geheimdengscht eng Affaire disciplinaire mécht, obschonn dann den Conseil de discipline muss a geheimer Sitzung tagen, gleeft mer es, dat dauert dräi Deeg, dann ass dat bekannt -, meng Angscht war, dass déi auslännesch Dëngschter dann net méi géife mat eis zesummeschaffen.

An esou ass et och de Moment: dass mir wesentlech manner Informatiounen, a wann Informatiounen, dann där vun enger mannerwäertiger Qualitéit vun deenen auslänneschen Dëngschter kréien, wat ganz grav Konsequenze kann hunn, well doduerch ass d'Sécherheetslag vu Lëtzebuerg net esou gutt ze iwwerblécken - well do kréie mer vill Informatiounen ebe vun auslänneschen Dëngschter -, wéi dat normalerweis de Fall war.

Ech hunn dem Kollege Bettel erkläert, ech kéint dem Här Mille kee Blâme ginn, well fir him e Blâme ze ginn, muss ech fir d'Éischt eng Enquête disciplinaire maachen, an ech hunn erkläert, firwat dass ech keng Enquête disciplinaire kéint maachen a wollt maachen.

Elo kann ee soen: „Bravo, et ass jo awer alles dat agetrueden!“ Jo. Alles dat ass agetrueden, mä et ass awer och agetrueden an et wier och agetrueden, wann ech déi Affaire disciplinaire do gemaach hätt, an déi wollt ech eben aus deene Grënn, déi mat der Sécherheetslag ze dinn haten, net maachen.

Et gëtt och gesot, ech hätt d'parlamentaresch Enquêtekommission net richteg informéiert am Zesummenhank vun deem Enregistrement Mille/Juncker. Ech hunn den Här Goerens Charrel, dee President war vun der parlamentarescher Kontrollkommission, komme gelooss an him dat matgedeelt. A mir hunn ofgemaach...



Hien huet dat och gelauschtert. Ech muss awer derbäisoen, en huet dat net ganz gelauschtert. Ech hat et och ni ganz gelauschtert, bis ech et an der Zeitung gelies hunn, niewebäi bemierkt - well ech jo och déi CD do vertässelt hunn, oder vertässelt kritt hunn.

Den Här Goerens an ech, mir hunn ofgemaach, hie géif elo all individuellem Member vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun déi Informatioun viruginn. Dat huet den Här Goerens och gemaach. A tel point, dass de Procureur d'État jo souguer gesot hat, net nëmmen de Statsminister hätt sollen eng Plainte maache weinst Atteinte à la vie privée, mä jiddwereen, deen informéiert gi war. Dat heescht, all Member vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun hätt dat misse maachen!

Ech gesinn dat net esou en droit wéi de Procureur d'État. Mä jiddefalls behandelt en d'Members vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun d'selwecht wéi d'parlamentaresch Kontrollkommissioun mengt, dass de Statsminister sech hätt misse behandle loossen a verhalen.

Dunn hunn ech d'Kommissioun doriwwer informéiert de 5. Juni an dunn nach den 3. an de 14. Dezember 2009, ouni op den Inhalt vun deem Gespréich anzegoen, wat ech éierlech gesot net gelauschtert hunn. Ech war esou entsat, dass et dat géif ginn, dass ech dat Gespréich net gelauschtert hunn. Den Här Goerens jo och net. Du gëss esou rosen, wann s de dat mierks, dass deng éischt Suerg net ass, fir emol ze lauschteren, wat dann do geschwat ginn ass. Dat war fir mech total irrelevant. Irrelevant!

Dat Gespréich ass eréischt interessant ginn, wéi et publizéiert ginn ass. An do kann een op eenzel Aspekter vun deem Gespréich jo nach gären zrëckkommen. Mä och den Här Goerens war entsat doriwwer. An d'Members vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun waren entsat doriwwer, iwwert d'Tatsaach u sech, net iwwert den Inhalt vun deem Gespréich, wéi elo heiansdo gäre gemaach gëtt. D'Tatsaach u sech. 'Gravititéit war esou, dass souguer de Kolleeg Bettel direkt gesot huet, dee Mann hätt missen e Blâme kréien, wat also weist, dass mir allegueren der Meinung sinn, dass dat e grave Virgang war - d'Tatsaach, net den Inhalt.

Et gëtt gesot - firwat gëtt dat eigentlech gesot? -, ech hätt den Här Mille..., wéi en dann de Geheimdénsgscht verlooss huet, nodeem ech him gesot hat, et wier gutt, wann e sech professionnell géif émoritéieren, wat e jo dann och gemaach huet a wat e virduer schonn eng Kéier wollt maachen, wou e wollt Terrorbeoptragte vun der Europäescher Unioun ginn - wou eng Zeitung geschriwwen huet, ech hätt dat verhënnert, well ech gären President vun Conseil européen gi wier, wou ech awer mam Här Solana geschwat hunn, dass den Här Mille soll déi Plaz kréien -, en huet se awer net kritt. Dunn hunn ech him gesot, no där Affär Enregistrement, e soll sech professionnell émoritéieren, wat en och gemaach huet.

An dunn hunn ech d'parlamentaresch Kontrollkommissioun doriwwer informéiert. A laut Procès-verbal vun darselwechter parlamentarescher Kontrollkommissioun steet do: «selon les procédés usuels» géif hien de Statsdénsgscht verlossen.

Wat sinn dann d'Procédés usuels? Dat ass, dass een e Congé sans solde ka beantragen. A wann een engem e Congé sans solde net gëtt, da muss een dat motivéieren. A fir dat kënnen ze motivéieren, an deem Fall do, hätt ee missen eng Action disciplinaire maachen, déi ech aus deene Grënn, déi ech erkläert hunn, net gemaach hunn.

Da gëtt geschriwwen, den Här Mille wier zum Premier conseiller de Gouvernement befördert ginn. Quod non! Deen hat de Grad 17 an en huet de Grad 17 behalen. Dee Congé sans solde huet hie kritt opgrond vun engem Arrêté grand-ducal, louch also de Membere vun der Regierung vir, a seng Ernennung zum Premier conseiller ass am Memorial vun Lëtzeburger Stat publizéiert ginn.

Mir haten eng Diskussioun viru Méint oder virun zwee Joer, ech weess dat net méi genau - obschonn ech mech jo soss un alles muss genau erënneren, Dir kënnt mer do op d'Spréng hëllefen -, doriwwer, dass d'Regierung sech „erdreistet“ hat virzegesinn, dass d'Chefe vun der Police, vun der Gendarmerie a vum Geheimdénsgscht sans autre forme de procédure kéinte vun hiren Aarbechten entbonne ginn. Dogéint ass protestéiert ginn, dat géif net goen.

D'Iddi, fir dat kënnen ze maachen, ass mer komm no all deem, wat ech hei erlieft hat. An ech soen lech: Suergt derfir, dass dat an dat Gesetz stoe kënnt, well dat kënnt Der à tout moment brauchen, an all geuerdnet Demokratie ronderëm eis huet genau déi Dispositioun fir d'Chefe vun der Police, vun der Armée a vum Geheimdénsgscht drastoen.

Leider Gottes ass et am Zesummenhank vun deem Enregistrement Mille/Juncker zu enger wochelaang unhalender öffentlecher Auseenersetzung iwwert d'Fro komm, ob de Grand-Duc dann net en Agent vum englesche Geheimdénsgscht wier. Wochelaang!! D'Commission d'enquête huet festgestallt, nodeem se den Här Mille dozou befrot huet, dass deem net esou ass, well den Här Mille dat zrëckgezunn huet.

Den Här Bodry hat den Anstand - hien huet e souwisou -, fir och der Press dat matzedeelen. Hu vill Lëtzeburger déi Matdeelung gelies? Dofir wëll ech hei nach eng Kéier soen: D'Aarbechte vun der Enquêtekommissioun hu ganz kloer an däitlech zu Tage gefördert, dass un deem Gerücht, un där Ennerstellung, un deem quasi Virwurf vun haute trahison géint de Statschef näischt drun ass. Et hätt een et kënnen an de Rapport schreiwel!

Et ass iwwert d'Operatioun SAM geschwat gi vum Kolleg Bausch an, am Zesummenhank mat där Operatioun SAM, vun engem Dépassement vun dem legale Kader, deen d'Aktivitéite vum Geheimdénsgscht encadréiert. Et gëtt am Zesummenhank mat där Affär gesot, hei wier et zu enger Vermëschung tëscht öffentlechem Interesse a privaten Interesse komm. Wéi ech vun där Operatioun gewuer gi sinn a wéi ech bis gesinn hunn, dass déi Operatioun sech lues a lues a Richtung Stroferecht a polizeilech Ermëttlung géif bewegen, hunn ech derfir gesuergt, dass déi Operatioun gestoppt ginn ass, wéi ech ëmmer all Operatioun stoppe gelooss hunn - wann ech eppes dervu gewuer gi sinn -, wann ech gesinn hunn, dass déi sech géif ausserhalb vum eigentleche Mandat vum Geheimdénsgscht bewegen.

Déi Operatioun SAM hat mat Terrorismus ze dinn. Ech ginn hei net an den Detail vun där Saach an. Mä do waren auslännesch Geheimdénsgchter dra verweckelt. Do si Leit zu Lëtzebuerg opgetrueden, déi am héije Mooss terrorverdächtig waren. Dofir war et richtig, dass de Geheimdénsgscht déi Operatioun ufgaangen huet. Well, wéi Are Rapporteur vum Gesetz vun 1960, den Tony Biever, heibanne gesot huet: De Geheimdénsgscht schafft am Beräich vun der Probabilitéit an e muss sech mat alle Rumeuren a mat allen Informatiounen, déi em zougedroe ginn, beschäftegen. D'Virtualitéit an d'Probabilitéit sinn déi eigentlech Geschäftsfelder vum Geheimdénsgscht. Deene Saachen huet en nozegoen. Et huet sech erausgestallt herno, dass et keng geheimdénsgschtlech Affär wier, obschonn et am Ufank esou ausgesinn hat.

Ech kann net eng Action disciplinaire géint Beamte vum Geheimdénsgscht lasstrieden - d'une façon générale soen ech dat, d'une façon particulière herno -, well de Geheimdénsgscht eppes ufängt, wat e recht hat unzefänken, wou sech herno erausstellt, dass et keng Geheimdénsgschtaffär war. Da kann ech net déi Beamten, déi dat gemaach hunn, sanktionéieren, dass se - wéi hutt Der dat an engem aneren Zesummenhank genannt? - eng „erreur d'appréciation“ gemaach hunn iwwer eng bestëmmten Affär.

Am Zesummenhank mat där Affär gëtt gesot, do géif de Verdacht bestoen, dass do Kommissiounen gefloss wieren oder hätte solle flëssen; den Här Bausch huet och de Montant, mengen ech, heibanne genannt. Ech war, wéi och heibannen ausgesot ginn ass, net an den Detail vun där Operatioun ageweit. Ech hu se gestoppt, wéi se an eng falsch Richtung gaangen ass. Vu Kommissiounen, déi hätte solle bezuelt ginn oder déi Agente vum Geheimdénsgscht probéiert hätten, am Zesummenhank mat där Affär an hir Täsche flëssen ze loossen, sinn ech eréischt gewuer ginn, wéi mer dat alleguer gewuer gi sinn.

An ech stelle fest, dass dat och contestéiert gëtt. Den Här Kemmer seet heibannen, den Här Schneider hätt wëlle Kommissiounen kréien. Den Här Schneider seet heibannen, den Här Kemmer géif d'Wourecht net soen, dat wier net esou. An déi si gefrot ginn, wann ech mech richtig erënneren, vum Här Mille, wéi dat da wier. An dem Här Mille ass gesot ginn, un där Saach wier näischt drun.

Et gëtt keng Preuve derfir. Et gëtt kee Schréiftstück doriwwer. Et gëtt widderspréichlech Aussoen. Wat fir eng Affaire pénale, wann ech gelift, soll ech als een, deen dat emol net wouss, an esou enger Affär lasstrieden, wann ech iwwerhaupt keng Fakten hunn an iwwerhaupt emol net den Ufank vun engem hallwe Beweis hu fir esou Behauptungen?

An engem Rapport vum Här Kemmer geet och doriwwer Rieds. Dee Rapport hunn ech schonn zitéiert, aus dem Oktober 2009, an ech wëll nach eng Kéier widderhuelen, dass dee verspéite Rapport mir ni zoukomme gelooss ginn ass. Dofir kann ech och an deem Zesummenhank keng Procédure disciplinaire maachen.

Ech hu keng Unhaltspunkten derfir, dass do Kommissiounen gefloss sinn.

Ech kann dach net einfach auf Zuruf vun iergendengem, deen een anere belaaucht, esou eng Affaire disciplinaire oder eng Affaire pénale lasstrieden, à moins dass ech mech wierklech ëmmer wëll op deem total sécherste Buedem, deen et gëtt, bewegen an all Kéier, wann och nëmmen de klengen Anschein kéint bestoen - obschonn ech et net bewiese kann, obschonn ech et net beleëe kann -, de Parquet ëmmer saiséiere mat deenen Affären, fir dass nëmme kee mech herno domat rose maache kënnt, ëmmer op Nummer sécher goen, ëmmer gleewen, dat Schlecht fir d'Éischt emol gleewen an dann de Parquet saiséieren. Esou funktionéieren ech net! Esou wëll ech och net funktionéieren! An dofir wollt ech lech dat hei soen.

Ob dann déi Affär SAM komplett genuch behandelt ginn ass an der parlamentarescher Kontrollkommissioun, kann ech lech net soen, well dee Procès-verbal iwwert déi Sitzung, wou déi Affär behandelt ginn ass, deen ass mer net zougestallt ginn.

Iwwert déi net autoriséiert Téléfonsécoutes - ech mengen, am Zesummenhank mat der Affär Cargolux presentéiert dat sech haaptsächlech - hunn ech lech scho geschwat. An dofir géif ech, aus Zäitgrënn, dat net méi am Detail wëllen ausféieren.

Logement vum Här Reuter. D'Kommissioun - d'Enquêtekommissioun - stellt fest, dass déi Häre Schneider a Kemmer d'Initiativ geholl hatten, fir den Här Reuter an engem Appartement vum SREL ze logéieren. An den Här Schneider schéngt ze deklaréieren, ech hätt dat gewosst. Ech wouss et awer net! Ech mengen, dass den Här Schneider mengt, den Här Mille hätt mer dat gesot. Dat stëmmt. A wéi den Här Mille mer dat gesot huet, dass se den Här Reuter géifen hébergéieren, hunn ech gesot, dat misst direkt agestallt ginn.

Är Aarbechten hunn d'Motivatioun vun deenen zwee Geheimdénsgschtagenten erausgeschafft: Nämlech hunn déi geduecht, well den Här Reuter an der Kommissioun vun den Écoutes téléphoniques war als deemolege President vun der Chambre des Comptes - dee war an deem Gremium deemools dran - a well e vum franséische Geheimdénsgscht kontaktéiert ginn ass, wier et eigentlech gutt, wann de Geheimdénsgscht sech géif ëm den Här Reuter bekëmmern, fir deen - ech mengen, deen Ausdrock ass gefall - ze „stabiliséieren“.

Wéi mir déi Affär Reuter - „Affär Reuter“, dee Virgang den Här Gérard Reuter betreffend - virgedroe ginn ass, hunn ech gesot: „Schluss domat!“, well déi Motivatiounen, déi mer virgedroe gi sinn, mer net ageliicht hunn; an déi heite war emol net derbäi! A wéi ech déi méi spët gewuer gi sinn, huet dat mech confirméiert a menger Opfaassung, dass déi „Operatioun Reuter“, wann ech se dierf esou nennen, ouni dem Här Reuter do ze no ze trieden, dass déi misst agestallt ginn.

Den Här Reuter huet d'ailleurs selwer an engem Interview bei RTL de 17. Mee 2013 gesot, dee Logement wier him vum SREL zur Verfügung gestallt ginn an dat wier keng Initiativ vum Statsminister gewiescht. An elo gëtt gesot: Affaire pénale. Do geet et ëm d'Veruntreuung vun öffentleche Gelder. Dat gëtt jo gekuckt, mengen ech, wann ech dem Här Bausch seng Opzielung vun den Instructions judiciaires en cours richtig am Kapp hunn.

Ech wëll lech awer soen: De Geheimdénsgscht huet, dat weess jo elo jiddwereen, dat hu mer jo hei befördert, ans Tageslicht befördert, dass de Geheimdénsgscht e puer Wunnengen am Land ënnerhält, wou en heiansdo Leit muss ënnerbréngen, well déi a Gefor sinn oder well e se wëllt, ouni dass dat opfällt, befroen. An esou eng Wunneng war den Här Reuter. Dat ass eng Wunneng, fir déi de SREL souwisou Loyer bezuelt huet; déi ass net gelount ginn, fir dass den Här Reuter géif do ënnerdaach kommen.

Veruntreuung vun öffentleche Gelder ass e bessen eppes aneschtens, mengen ech, mä dat ass eng Affär, déi jo d'Gerichter kucken; do halen ech mech also wäit dovun ewech. Mä déi Wunneng huet bestanen an den Här Reuter ass do hébergéiert ginn.

Affaire pénale? Affaire disciplinaire? Well zwee Beamte vum Geheimdénsgscht, a mengen Aen zu Onrecht - an ech wouss jo och näischt dervun, wéi ech iwwerhaupt net weess, wien an deene Wunnengen do wunn an iwwerhaupt net eng Source vum Geheimdénsgscht mam Numm kennen, well och de Geheimdénsgscht seet mir net, wat fir Quellen dass en huet -, Affaire disciplinaire, well zwee Beamte vum Geheimdénsgscht gesinn hunn, dass den Här Reuter géif vun engem franséische Geheimdénsgscht kontaktéiert ginn an e grousst Wëssen iwwert de Geheimdénsgscht selwer huet, well en an där Commission d'écoutes war, déi de Statsminister deemools beroden huet fir

d'Écoutes? Affaire disciplinaire, well se eppes gemaach hunn, wat vun hirem Standpunkt aus - ech deelen en net - net onplausibel war, wann e frieme Geheimdénsgscht sech op eemol fir e Mann interesséiert, deen eppes iwwert de Lëtzeburger Geheimdénsgscht weess? Affaire disciplinaire? Firwat? Ech gesinn net, wéi ech dat hätt kënnen motivéieren.

De Fait, dass Geheimdénsgschtagenten eng Situatioun falsch aschätzen, sech iren an dann nach eppes ënnerhuelen an dann herno mussen domat ophalen, well se gesot kréien, haalt domat op, oder well se selwer zur Konklusioun kommen, dat do ass keng Affär - fir all Kéier dann eng Affaire disciplinaire ze maachen, wa se enger falscher Spur nogaange sinn, mat Methoden, déi wahrscheinlech geheimdénsgschtlech Methode sinn, vun deenen ech net weess, ob mer se alleguer kennen, déi Methoden, déi et gëtt: Neen, neen!

Chauffeur vum Statsminister. Dat ass eng Saach, déi mer schwéier um Häerz läit. Ech fannen, dass se och wäit geet a wäit gedriwwen gëtt. Ech hat e Chauffeur, Roger Mandé, vun elo u landbekannt - et ass ëmmer gutt, dass nëmmen d'Nimm vun deenen Agente bekannt ginn, déi net méi Agente sinn! Well Dir hutt festgestallt, dat hutt Der jo festgestallt, dass weder den Här Mille nach den Här Schneider nach den Här Kemmer am Geheimdénsgscht viru beschäftegt gi sinn. Déi sinn net méi am Geheimdénsgscht. Zoufall!

Den Här Mandé war mäi Chauffeur vun Dezember '82 u bis no der Présidence 2005. Ech si Pätter vu sengem Jong. Ech si gutt mat em gefuer, c'est le cas de le dire, well mir si jo vill matenee gefuer. Deen huet mech gefrot, während der Présidence 2005, en hätt es elo genuch, fir mat mir ze fueren. Verstinn ech jo awer och, no iwwer 20 Joer mat engem fueren, an nach grad mat mir! An e géif gären an de Geheimdénsgscht goen; en ass jo Polizist. E wollt awer net an e Kommissariat goen, aus deene Grënn, déi seng ebe sinn, e sot: „Ech géif awer gären an de Geheimdénsgscht goen.“

Ech hunn dem Här Mille gesot: „Do ass e Kandidat fir an de Geheimdénsgscht, huel deen.“ Den Här Mille seet elo, en hätt sech dergéint gewiert an ech hätt do insistéiert. Wann e sech dergéint gewiert huet, dann hunn ech wahrscheinlich och insistéiert. Well ech hunn net vill Leit recommandéiert, fir an de Geheimdénsgscht schaffen ze goen. An dee wier gären dohinergaangen, an do hunn ech em gehollef, dass en dohinerkomm ass. Macht Dir ni eppes fir een, wou Dir Pätter iwwert d'Kand sidd, mat deem der 20 Joer zesummen ze dinn hat? Macht Dir do ni eppes, dréint Der do kee Fanger, fir dass esou een op eng aner Plaz kënnt, wann e gären op eng aner Plaz kënnt?

Den Henri Grethen huet mech autoriséiert, lech ze soen, dass hien dat ganz gutt versteet - dat ass net dat, wat e mech autoriséiert huet, lech ze soen -, mä en huet gesot, et wier awer esou, dass hien, wéi en aus der Regierung ausgescheet ass 2004, sech och derfir agesat huet, dass säi Chauffeur, deen e bis dohinne hat, an den Office des prix géif kommen, wuer en och komm ass.

Deeselwechten Henri Grethen huet mech autoriséiert, wat ech lech ugedeit hunn an den Autitiounen - et huet awer ni een nogefrot, wat ech dann do géif mengen -, hien huet mech autoriséiert, heibannen ze confirméieren, dass hien als Chef vun der liberaler Fraktioun mer e Bréif geschriwwen huet, wou e mer recommandéiert huet, de Fils vun fréiere Statssekretär Schaack beim Geheimdénsgscht ze beschäftegen.

En eklatant Beispill, niewebäi bemierkt - huet mer dat net iwwert, dass ech dat hei aflechten - vun CSV-Stat: Den Henri Grethen, Member vun der Cour des Comptes, freet mech, fir engem fréiere liberale Statssekretär, deen ech héich estiméieren, säi Jong - deen ass jo Douanesdirektor ginn no de Wahlen 2004 - beim Geheimdénsgscht ënnerzebréngen. Dat hunn ech gäre gemaach, well - ech hunn dee Jong net kennt, den Här Philippe Schaack net kennt, deen huet an der Economie geschafft, wéi ech entre-temps weess -, well ech hunn deem säi Papp kennt, ech kennen den Här Grethen, ergo hunn ech dat recommandéiert.

Elo gëtt gesot, ech hätt den Här Mandé, mäi fréiere Chauffeur, als Unterseeboot an de Geheimdénsgscht ageschleist. Franchement, dass et Leit am Geheimdénsgscht ginn ass - erënnert lech emol un d'Beschreibung, déi ech lech ginn hunn, déi ech am Ufank vu menger Ried ginn hunn, Paranoia an d'est an dat -, dass et do Leit ginn ass, déi sech dat esou geduecht hunn, dass hie selwer op eemol geduecht huet:

„Ma wa se souwisou scho soen, du wiers hei de Spioun, da wiers de dech net dergéint!“, - dat hätt en net solle maachen, falls en et gemaach huet -, mä falsch ass et, fir ze behaupten, deen hätt mir iwver innombrabel Dysfonctionnement am Geheimdénchscht bericht! E seet selwer aus hei an der Auditioun, en hätt mech iwver zwou Affären ënnerriicht, dont notamment déi Affär SAM, déi ech jo och gestoppt hunn.

Dass dee mir innombrabel Zubringerdienste gelescht hätt, dass déi aner probéiert hätten, deen unzestellen, hir Affären am Geheimdénchscht an d'Rei ze maachen, kann och sinn, ass awer seltenst geschitt. Zum Beispill ee Rapport, vun deem gesot gëtt, ech hätt dee misse grëndlech studéieren, ass vum Här Kemmer dem Här Mandé gi ginn, mä den Här Mandé huet mir deen net ginn. Also huet dee Rapport mech ni erreicht.

Ech soen dach och elo net, dass anerer, déi op Recommendation vum aneren am Geheimdénchscht ugestallt sinn, dass déi U-Boot vun anere wieren. An dofir hätt ech och net gären, dass ee mir dann een U-Boot ënnerjubelt, während aner U-Boote net als solch beschriwwen ginn, well se zu Recht net als solch kënnen beschriwwen ginn, well se keng sinn.

De Fichage politique: grouss Affär! Den Här Mille seet zu mir an deem Telefongespréich..., an deem Enregistrement, wat en opgeholl huet: 300.000 Kaarten. Dat gëtt direkt gegleeft. Wochelaang! Den Här Bausch huet eis elo gesot, wéi vill dass et der sinn, vun 1960 u bis elo. Selbstverständlech, déi Archiven, déi mat deene Fichen do leien, déi dierfen net zerstéiert ginn. Déi muse vum enger Historiker-Kommissioun opgeschafft ginn. Déi mussen, nodeem dann d'parlamentaresch Kontrollkommissioun oder wien och ëmmer se gekuckt huet, sauvegardéiert ginn an zu Fuerschungszwecker reseréiert ginn.

Ech ka mech hei net ausschwätzen iwwert d'Responsabilité politique vum Här Werner, vum Här Thorn a vum Här Santer. Écoutez! Ech ka mer dach net zum Virwurf maache loosse - dee Virwurf gëtt awer gemaach! -, dass ech gewosst hätt, dass et innenpolitesch Spionage gi wier, laang viru menger Zäit, an ech hätt näischt dergéint ënnerholl, ech wier där Saach net nogaangen. Ech hat wierklech aner Suerge, wéi ze kucken, wat fir Kaarten dass an de 60er an an de 70er Joren ugeluecht gi sinn!

Anerer waren an den Archive vum Geheimdénchscht. Ech war ni dran. D'parlamentaresch Kontrollkommissioun war jo am Joer 2008 do. Also wëssen déi méi wéi ech. Jiddefalls déi, déi kucke gaange sinn. An et hat kee verbuede kritt, kucken ze goen.

Mir waren an dem Kale Krich. Vill jonk Leit hei am Land wësse guer net méi, wat dat war, de Kale Krich. Ech weess dat nach. Ech weess och nach, wéi de Kale Krich lues a lues op en Enn gaangen ass. Dass mer eis engagéiert hunn, zu puer heibannen, an der Lëtzebuurger Friddensbewegung. Ech war an der Friddensbewegung 1982, als Statssekretär. Den Här Lux - wéi üblech och derbäi, wann eppes gebuede gëtt.

Déi Friddensbewegung ass scheinbar iwverwaacht gi vum Geheimdénchscht, obschonn e Regierungsmember am Comité dervu war. Et ass keng Ursach, fir dass déi iwverwaacht ginn ass, sou wéi ech och gesot hunn a mengem Gespréich mam Här Mille - mä dat wësst Dir -, et dierft keng innenpolitesch Spionage gemaach ginn. An et ass och keng gemaach ginn, weder op meng Demande hin nach während menger Zäit, à moins dass ech do ugeschass gi sinn! Mä ech hunn innenpolitesch Spionage strikt verbueden!

An ech hunn an deem Gespréich gesot, ech hätt och en Dossier fonnt vum Här Werner, wou däers Rieds geet. Ech sinn heiansdo gefrot ginn: Wéi ass dat dann do? Ech hu mech do géiert. Ech hu mech elo wochelaang mat där Saach nach ofginn, net intensiv, mä ech hat de Statsminister Werner mam Statsminister Thorn verwieselt. Esou eppes kënn jo vir!

An de Statsminister Thorn, fir deen ech déi gréissten Estime hunn, wéi Dir wësst, dee war d'accord, dass, op engem Punkt zumindest, innenpolitesch Spionage géif gemaach ginn. An zwar huet den Här Thorn - wat weist, dass deen héich respektabel ass - den Direkter vum Geheimdénchscht, en huet och Hoffmann geheescht, mä et ass awer net deen Hoffmann, dee mer elo haten, mä deen Hoffmann virum deem Hoffmann, gefrot - well en dergéint war, dass Écouté géife gemaach ginn, ouni dass en et wëisst -, ob där Écouté géife gemaach ginn.

An dunn huet den Här Hoffmann - deen Hoffmann also virum Charel Hoffmann - him gesot,

effektiv, do géifen nach zwou Écouté gemaach ginn. An déi eng Écoute huet d'Kommunistesch Partei betraff, nämlech d'Privatwunneng vum Dominique Urbany, Deputéierten, an déi aner d'Association Luxembourg-Chine.

Well Der mech ëmmer nom Rapport Werner gefrot hutt a well ech dee verwieselt hat a well mer net méi dorop ze schwätze komm sinn an deene leschten Auditiounen, wollt ech dat hei norechen, mat der Remarque, dass den Här Thorn alles gemaach huet, fir esou Écoutes ze ënnerbannen, an eréischt beim Versuch, fir gewuer ze ginn, wat lass wier, informéiert ginn ass, dass et déi ginn ass. An dunn huet e geschriwwen: „Féiert dat viru bis un d'Enn vum Joer an da ginn ech herno gären driwwer informéiert.“ An ech denken och, dass dat geschitt ass. De Gaston Thorn war keen, deen aneren nospionéiert huet.

Stay behind. Ech hunn d'parlamentaresch Kontrollkommissioun gefrot, fir e Rapport ze maachen iwver Stay behind an alles dat, wat domat ze dinn hat. 14 Sitzungen hat Der doriwver, meeschtens a Präsenz vum Direkter vum Geheimdénchscht. Ech hat lech geschriwwen: „Dir kënn all Dokumenter vum Geheimdénchscht selbstverständlech gesinn, Dir kënn mat all Agente vum Geheimdénchscht selbstverständlech doriwver schwätzen.“ Dir hutt all d'Dokumenter, all d'Piécé kritt.

Et si bei mir am Büro, iwvregens an deem Zesammenhank, zwou Perquisitiounen gemaach ginn, wou all Dokumenter, déi am Ministère d'État iwwert de Stay behind louchen, matgeholl gi si bei Geleehheet vum deene Perquisitiounen. An do gëtt mer virgeworf, ech hätt lech do net informéiert iwver eng Theorie vum Geheimdénchscht, déi doranner bestanen huet, dass eng Parallelstruktur zum Stay behind, déi beim SREL ënnerbruecht war, eventuell kéint eppes domat ze dinn hunn.

Dat schéngt eis dann och, dem Här Frieden a mir, an engem Gespréich am Januar 2006 virgestallt ginn ze sinn. Ech soen lech nach eng Kéier: An där Affär si keng Nimm genannt ginn, ass drop higewise ginn, dat wier eng Theorie, eng Hypothese. Ech kann net Affaires disciplinaires an Affaires pénales oder wat och ëmmer lasrieden, wann ee mir eng Theorie virdréit. D'Theorie, net vum Geheimdénchscht, mä d'Theorie vum Agent Kemmer! Ech muss där Saach net nooen, wann ech déi Theorie net gleewen. Ech hu se net gegleeft.

Den Här Kemmer seet selwer, hien hätt déi Theorie och bei der Justiz virbruecht, do wier en, net op vill Geheier gestouss. De Procureur d'État Biever seet lech während Ären Aarbechten un Ärem Rapport Bommeleer, d'Gericht wier där Pist Stay behind nogaangen a si hätten déi Pist net weider verfolgegt, well do wier näischt drun.

De Geheimdénchscht huet laut den Aussoe vum Direkter Mille och keng eegen Enquête, eng parallell Enquête um Dossier Bommeleer gemaach, mä huet iwverpréift, ob déi Theorie vun engem kéint ee Schlüssel sinn zum Zougank zu engem Ensemble vu Planifikatiounen. Et ass d'Theorie vun engem, net d'Theorie vum Geheimdénchscht. D'Justiz hat dovun héieren an den Här Kemmer huet och elo am sougenanntene Bommeleerprozess op beharrlecht Nofroe vun der Presidentin vum Tribunal misen zouginn, dass seng Theorie op kengerlee Preuves tangibles, also op haarde Fakten, berout.

Sandstone. Reproche: Den Här Schneider huet während där Zäit, wou hien nach am Geheimdénchscht geschafft huet, am Laf vum Joer 2008, ugefaangen, eng privat Sécherheitsfirma opzebauen, déi elo den Numm Sandstone dréit, deen ech bis an den Dezember oder an den November vum leschte Joer iwverhaupt net kann hunn, deen Numm Sandstone. Do gëtt gesot, d'Regierung wier jo virgewarnt gewiescht duerch eng Note, nach eng Kéier vun deem Här Knebel aus der Économie, vum 4. Juli, wou deen drop opmierksam gemaach hätt, dass den Här Schneider, Agent vum SREL, amgaang wier, esou eng Firma opzerrichten.

Do steet an Ärem Rapport, d'Administration gouvernementale hätt also Bescheid gewosst. Ech weess net, wien dat ass, d'„Administration gouvernementale“. Ech ginn emol dovunner aus, dass ech eppes domat ze dinn hunn. Just, dee Bréif vum 4. Juli vum Här Knebel, dee war net u mech adresséiert, dee war un de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké adresséiert. An de Jeannot Krecké huet mir dee Bréif, déi Note, net virginn. Ech hat also keng Kenntnis vun där Note.

Elo gëtt et en extraordinären Zoufall, deen ee bal net ka gleewen. Wéi ech gewuer gi sinn, dass een Agent vum SREL amgaang wier, andeems hien nach am SREL geschafft huet, esou eng Sécherheitsfirma opzerrichten, wou sech also bei mir de Verdacht ageschlaach huet, ma dee benotzt, soulaang wéi hien nach am SREL ass, alles dat, wat en do ka gewuer ginn, fir

seng spéider Aktivitéite fertiliséieren ze kënnen, hunn ech deeselwechte 4. Juli - mä ech hat déi Note awer net kritt - den Direkter vum Geheimdénchscht ugewise, dem Här Schneider den Zougank zu de Gebailechkeete vum SREL ab sofort, mat soforteger Wierkung ze verbidden. Sâi Badge ass agezu ginn an hien huet net méi dierfe sech am SREL ëmkucken.

Ob dat Verbot an alle Perioden, déi komm sinn, millimetergenau agehale ginn ass, weess ech net, mä ech hunn derfir gesuergt, dass den Agent Schneider keen Zougank méi géif kréien zu den Archiven, zu den Dokumenter an zum Wësse vum Geheimdénchscht.

Ech hunn also erëm eng Kéier derfir gesuergt, dass eppes net géif geschéien, wat ech gefaart hunn, dass kéint geschéien a wat schiedlech kéint sinn oder wat privat Interesse kéint op eng extraordinär Aart a Weis pousséieren a favoriséieren.

Et gëtt gesot, eigentlech hätt d'Regierung gehollef, déi Firma Sandstone ze grënnen. Eischens wëll ech emol soen, ech kann e Beamte vum Geheimdénchscht net dovun ofhalen, de Geheimdénchscht ze verloossen an eng privat Sécherheitsfirma ze grënnen. Et gëtt gesot: „De Statsminister huet net verhënnert, dass déi Firma gegrennt ginn ass.“ Wéi soll ech dat maachen? Mä ech ka verhënnere, dass een, deen amgaang ass, als Geheimdénchschtagent eng Firma ze grënnen, nach probéiert, méiglechst vill Informatiounen sech unzëeegenen, déi e kéint fir seng spéider Aktivitéit gebrauchen.

Et gëtt gesot, de Stat hätt gehollef. Déi Firma Sandstone huet vun der SNCI Kreditter kritt. Ech hunn dat gesot an den Auditiounen vun Ärer Kommissioun. Mä déi Firma huet genau déi Behandlung kritt wéi all aner Firma, déi sech nei grënnt zu Lëtzebuerg. Ech hat lech proposéiert am Här Bodry senger Enquêtékommisioun, den Här Gaston Reinesch ze convoquéieren, deen deemools President vun der SNCI war an deen elo Gouverneur vun der Zentralbank ass, fir lech Dossiers à l'appui ze weisen, dass deen Dossier genauou instruéiert ginn ass wéi alleguer déi aner.

Dir wësst jo, déi Décisions, fir e Kredit ze ginn - ech drécke mech e bësse vereinfacht aus -, déi gi jo vum Verwaltungsrat geholl vun der SNCI. Do sëtzen d'Lëtzebuurger Gewerkschaften an d'Lëtzebuurger Patronatsorganisatiounen dran. Den Här Reinesch kann lech et erklären, déi kënnen et erklären, si si jo responsabel, souguer virum Gesetz, wa se do ee favoriséiert hätten. Et ass kee favoriséiert ginn! Dofir brauch een och keng laang Mutmaassungen doriwver unzestellen.

Dass dann den Här Schneider virum engem israellesche Gericht - ech weess net, wat hie virum engem israellesche Gericht gemaach huet -, och nach erkläert, hie wier eigentlech am Optrag vun der Regierung ënnerwee an där Dépositioun an engem Prozess, wou en Zeie war, et eigentlech esou ausdréckt, wéi wann déi israellesch Riichter hätte misse mengen, hien hätt en direkt Aarbechtsverhältnis mat mir gehat, hie wier u sech mäin Agent gewiescht, fir déi Aussoe virum engem israellesche Gericht, Aussoen, déi der Kommission zougeleet gi sinn an Aussoen, déi dem Parquet zougeleet gi sinn - vu mir!, well ech déi Pièce kritt hunn -, fir déi Aussoe loosse ech mech awer net responsabel maachen.

Da gëtt mer virgeworf, net verhënnert ze hunn, dass den Här Kemmer vum Geheimdénchscht an de Ministère de l'Économie gewieselt wier. Jo, wéi stellt Der lech dat eigentlech vir? Do wëllt een eng aner Aarbecht maachen. Wat ass den Oflaf? Den Här Kemmer war Polizist. Den Här Kemmer geet zrëck an d'Polizei. Dann interesséiert den Här Kemmer sech, well den Här Knebel hien ugeschwat huet, fir - loosse mer dat emol esou nennen - déi Surveillance am ekonomesche Beräich am Ministère de l'Économie ze maachen.

Den Här Krecké, Wirtschaftsminister, hätt dee Mann gären, well sâi Beamten, den Här Knebel, him gesot huet, ech kennen do een, dee wier ganz gutt, fir déi Aarbecht ze maachen. Da gëtt den Här Halsdorf an d'Spill bruecht. Hie kënn ëmmer an d'Spill esou an de Méint Mee, Juni.

(Interruption)

An da seet den Här Halsdorf an ech och, mir géifen awer mengen, dat wier keng gutt Iddi. Mä den Här Krecké hätt de Mann awer gären. An da rifft den Här Krecké de Polizeidirekter un an da seet en: Ech hätt gären den Här Kemmer! Deen ass gutt, dee kann déi Aarbecht maachen. Deen huet am Geheimdénchscht geschafft.

Wat hätt ech do solle verhënnere? Ech war am Ufank iwverhaupt net d'accord, dass dat géif geschéien. An dunn ass et awer geschitt an ech hunn näischt domat ze dinn. Wéi kommt Der op d'Iddi, dass ech ka verhënnere, dass deen

een eng Firma grënnt an dass deen anere seng Aarbechtsplaz wiesselt? Déi zwou Saachen hätt ech solle verhënnere.

Fir wien haalt Der mech eigentlech? Fir wien haalt Der mech eigentlech, dass ech mech an esou Saachen do amësche ginn, surtout wann ech emol mat deenen zwou Saache strictement näischt ze dinn hat!

Affär Cargolux. De Geheimdénchscht fänkt un, op enger Affär Cargolux ze schaffen. Firwat mécht de Geheimdénchscht dat? De Geheimdénchscht mécht dat, well de Verdacht besteet, dass, wéi de Geheimdénchscht schreift: „une puissance étrangère“, dat heescht eng auslännesch Regierung amgaang wier, d'Cargolux quasi ze ënnerhilligen, fir se kënnen ze kippen.

Dass de Geheimdénchscht am Kader vun der Ofwier vun der Wirtschaftsspionage esou Informatiounen noheet, ass total an der Rei. Total an der Rei! Doriwver ass d'Kommissioun iwvregens och am Detail informéiert ginn, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, an den deemolegen Transportminister, den Här Lux, selbstverständlech och.

Wa sech dann awer erausstellt, dass un där Saach näischt drun ass, och nodeem ech a Präsenz vum Wirtschaftsminister eng Kéier d'Responsabel vun der Cargolux ferm an d'Gebiet geholl hunn - nodeem d'Operatioun eriwwer war -, wa sech dann erausstellt, dass dat am Ufank zwar no enger ekonomescher geféierlecher Aktivitéit ausgesinn huet, mä dass herno dat awer net esou war, nodeem ech och Beamte vum Geheimdénchscht, déi op där Affär geschafft hunn, bei de President vun der SNCI geschéckelt hunn, fir sech do emol informéieren ze loosse iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Aktionariat vun där Gesellschaft géif funktionéieren, dann, muss ech lech soen, da fält dat fir mech an deen normale Beräich vun deem, wat de Geheimdénchscht dierf maachen.

Dass dann dee Beamte vum Geheimdénchscht - de Chef vun den Operatiounen, den Här Schneider - eng Note schreift, wou e suggéiert, deen an deen, dee misst kënnen neien Aktionär vun der Cargolux ginn, an deen, deen en do bezeechent, deen ass dann herno als Aktionär a senger Gesellschaft Sandstone gelant, ass warscheinlech richtig - dat huet en och geschriwwen -, mä d'Regierung ass jo där Spur net nogaangen.

En hat dat eigentlech och net ze suggéieren, well dat ass de Geheimdénchscht guer näischt ugaangen, mä ech gesinn awer net richtig, firwat dass de Statsminister sech do eppes muss reprochéiere loosse oder Unterlassungssünden do virwerfe loosse, well ech dann erëm keng Affaire pénale a keng Affaire disciplinaire gemaach hunn. Dat, wat de Geheimdénchscht gemaach huet - net dat, wat den Agent Schneider an der Suite dovun gemaach huet -, fält ënner kengerlee Strofbestimmungen a kann och dofir engem net reprochéiert ginn.

D'Kommissioun - d'parlamentaresch Kontrollkommissioun - huet dräimol iwwert d'Affär Cargolux geschwat: den 19. Mäerz, den 8. Abrëll an de 7. Oktober 2008. Ech hat zu deem Zäitpunkt iwverhaupt keng Ahnung vun engem sougenanntem „Agenda caché“, deen den Agent Schneider an deem Zesammenhank gehat hätt. Déi dräi Réuniounen an der parlamentarescher Kontrollkommissioun hunn a Präsenz vum Här Mille a vum Här Rollinger, Sous-direkter vum Geheimdénchscht, stattfonnt. Et huet kee Minister un deene Sitzungen deelgeholl.

An d'Kommissioun huet festgestallt: Jo, do war en Anfangsverdacht, wann ech mech dierf esou ausdrécken, mä d'Interpretatioun, déi de Fäiten, déi stëmmen, zoubruucht gëtt, déi war falsch. «Les faits rapportés ont été exacts. L'interprétation n'en fut pas tout à fait adéquate.», schreift d'Kontrollkommissioun. Dës lors géif ech drëm bieden, ni méi ze soen, mir hätte probéiert, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun op deem Punkt hannert d'Liicht ze féieren. Well d'parlamentaresch Kontrollkommissioun jo och feststellt op anerer Plaz, wann net souguer op deser, dass, wann ee Beamte vum Geheimdénchscht sech géiert hätt an enger Affär, dat net zu Mesures disciplinaires kéint féieren, wann den Anfangsverdacht begrënnt genuch gewiescht wier, fir eppes an d'Weeër ze leeden.

Operatioun „Katana“, d'Parallelpolizei, Pädophilieverdacht, Rumeur verbreet, dass och de Procureur d'État domat eppes ze dinn hätt - ech soen hei nach eng Kéier: Vun där Operatioun „Katana“, wann et se da ginn ass, woust ech näischt! Ob eng Observatioun um Procureur d'État stattfonnt huet, weess ech net. Deen, dee beschëllegt gëtt vun engem Privatdetektiv, dem Här Durand, déi Observatioun um Här Biever ze maachen, nämlech den Här Knebel, streit of, dass dat vun him lassgetruede gi wier. Ech weess net, wou d'Wourecht do läit. Mä jiddefalls woust ech näischt vun enger Observatioun an ech hunn och keng Observatioun ordonnéiert.



An dofir kann ee mir net hei quasi e Skandal an d'Schong schëdden, dass do eng Parallelpolizei sech gegrennt hätt, wann ech vu vir bis hannen näischt dovun weess a wann d'Saach och nach en instruction judiciaire ass an een net weess, wat richtig do dru war. Dee Privatdetektiv Durand, dee vum Här Knebler, wéi e bis beim Här Krecké geschafft huet, och erëm ugestallt ginn ass, fir op anere potenziellen Investisseuren, déi op Lëtzebuerg wollte kommen, ze schaffen.

Da wollt ech, Här President, eng Fro stellen iwwer eppes, wat am Rapport steet, wat ech net verstinn, well ech dat och net kennen. Do geet vun engem „Lapin rose“, enger Operatioun „Lapin rose“ Rieds.

(Interruption)

Rosa Kanéngchen.

(Hilarité)

Ech weess net, wat dat ass. An deem Zesummenhank ginn ech och en cause gesat an ech weess guer net, wat dat ass, déi Operatioun „Lapin rose“.

Ech hu beim Geheimdéngscht nofroeg gelooss, beim Direkter, menge Leit: Mir fannen an den Archiven, an den Ennerlage vum Geheimdéngscht näischt iwwer eng Operatioun „Lapin rose“, mä ech gi mat deser Operatioun an Zesummenhank bruecht an ech si mat där Operatioun, wa se da bekannt war, ni konfrontéiert ginn an deenen Auditiounen, déi ech hei hat. Dofir wier ech dankbar, wann ee mer eng Kéier géif soen, wat et da mat där rosaer Kanéngchen, mat där ech eppes soll ze di gehat hunn, op sech huet.

Bref, Här President, léif Kolleegen, ech hunn elo laang geschwat, obschonn ech net konnt esou an den Detail agoen an iwwer all déi Affäre schwätzen, déi hei opgeworf ginn, wéi ech dat eigentlech gär gemaach hätt. Dofir verweisen ech gären do, wou de Rapport vun der Enquêtékommisssioun beschreift, wat mer alles ënnerrholl hunn, fir den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht ze verbesseren, op dee Rapport.

Ech verweisen op deen integralen Text vu mengem Auditiounen an der Commission d'enquête, déi waren alleguer öffentlech. Anerer waren et net. Anerer, déi och eppes hätte kënnen aussoen, wéi zum Beispill déi Membere vun der Commission de Contrôle parlementaire, déi awer och Member vun der Commission d'enquête parlementaire sinn, déi hunn net brauchen auszesoen, wat ee kann esou gesinn oder och anescht. Mä meng Aussoe sinn öffentlech gemaach ginn an ech hätt och gären, dass déi géife mat publizéiert ginn. Ech weess net, wéi dat elo hei virgesinn ass. Well ech net alles kann...

(Interruption)

Gelif?

► **Une voix.** - Firwat...?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Fir dass d'Leit dat kënnen liesen, wat ech hei...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...ausgesot hunn. An da stelle se fest, dass viles behaupt gëtt, wat net esou ass. A wat méi reng ass! A wat e bësse méi Informatioun verdéngt wéi déi, déi heiansdo erëmgerecht ginn.

Ech soen net, dass ech keng Feeler gemaach hunn. Ech kann den Här Bodry do berouegen. En huet jo haut an der Zeitung vum Bëschof, well et d'Zeitung vum Bëschof war, vu menger Unfeelbarkeet quasi geschwat; déi Redaktiouns-atmosphär muss lech ugestach gehat hunn, Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et kënt seele vir, dass ech do en Interview hunn. Jo.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, mä wann Der een hutt, dann hutt Der awer och een!

(Hilarité)

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Dat ass richtig. Et war exzellent...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mä onofhängeg dovun, Här Lux, Dir hutt vill Interviewen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Zwar net am Wort.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo. Enfin, mä ech huele mech elo net mat lech zwee hei, well dat... Mir hu jo kee Sträit mateneen.

Ech hu Feeler gemaach. Ech soen, wat ech mengen, wat meng Feeler waren. Ech hunn ee Feeler gemaach, wéi ech keng Action disciplinaire géint den Här Mille gemaach hunn. Aus der Siicht vun deemools hat ech absolut recht,

wéinst deene Befürchtungen an deenen Hautschten, déi ech hat. Wann ech mer dat haut ukucken, da soen ech mer, ech wier besser drun, wann ech meng Bedenken op d'Säit gedréckt hätt, no mir selwer gekuckt hätt, déi Action disciplinaire gemaach hätt. Ech hätt se eigentlech, aus der Siicht vun haut, net aus der Siicht vun deemools, misse maachen. Da wier ech roueg. Mä vill aneres wier geschitt, wat net gutt gewiescht wier. An Deeler dovun sinn amgang ze geschéien, an dofir kann ee kee responsabel maachen.

Ech hunn e Feeler gemaach bei der Redaktioun vum Gesetz vum 2004. De Kollege Bodry huet deemools scho virgeschloe gehat, et misst ee sech dee ganzen Dispositif - deen et en fait net gëtt - iwwer de Contrôle interne virhuelen. Dat kënt jo och elo an d'Proposition de loi, wann ech dat richtig verstinn. D'Chamber ass deem Wonsch net nokomm. Ech och net, well ech geduecht hunn: „Wat soll dat? Et kann ee jo net eng polizeiinspektiounsähnlech Trupp an de Geheimdéngscht implantéieren oder niewendrun implantéieren.“ Et si 60 Leit am Geheimdéngscht, dat ass keen esou e grouse Corps wéi d'Polizei, dofir huet dat Instrument mer deemools iwwerdréiwwe geschéngt. Mä et war awer e Feeler, fir kee Contrôle interne ze maachen.

Well den Här Bodry hat recht, wéi en erkläert huet an den Debatten zum Gesetz vum 2004: „Natierech huet den zoustännege Minister d'Recht, fir dat ze iwwerwaachen“, also d'Aarbechte vum Geheimdéngscht, „mä och hie kann net alles wëssen, wat sech bei enger Verwaltung deet!“

Rarement vous n'avez vu esou richtig!

Ech emfannen et als mäi Feeler - elo -, dass ech net gefrot hunn, ech misst all Procès-verbal vun der Commission d'enquête kréien, net nëmmen déi fënnef Sitzungen, vu deenen ech deelgeholl hunn. Ech hätt mech eigentlech misse wonneren: Firwat kriss de déi Procès-verbaux net? Ech hu mech awer net doriwuer gewonner. Well déi si jo an de SREL gaangen, mä ech hu se net kritt. Ech hätt misse insistéieren! Fir ze iwwerpräieren, ob wierklech och an der parlamentarescher Kontrollkommisssioun alles géif gesot ginn, vun deem ech gär gehat hätt, dass et géif gesot ginn, hätt ech misse verlaangen, dass ech déi Procès-verbaux kréien.

An dee gréisste Virwurf, deen ech mer maachen, an et ass gläichzäiteg e Feeler, an deen ass mer schonn dacks am Liewe virkomm, dofir hätt e mer eigentlech déi lescht Joren net méi dierfe virkommen: Ech hunn Instruktiounen ginn, ech hunn Operatiounen gestoppt, ech hunn Direktive ginn, an ech hunn de Suivi dovun net gemaach! Ech sinn net all Dag nofroeg gaangen: Hutt Der dat dann och elo gemaach, wat ech lech ugestallt hunn?

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Et ass genau dat, wat ech him wollt virwerfen, genau dat!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An ech muss soen, am Zesummenhank mat deem Déngscht, no all deem, wat mer elo wëssen, ass dat ee Feeler! Ech hätt misse nofroen an nofroen an nofroen: Macht Der dat och wierklech, wat ech lech ustellen? Dat ass awer net mäi Genre, fir esou ze schaffen! Et si jo Beamten, gutt bezuelten, héichgestallte Beamten do, déi eigentlech zoustännege sinn, fir dass d'Instruktiounen vum Minister ëmgesat ginn, ouni dass een dauernd muss nofroeg goen: Wou sidd Der dru mat där Affär, a geet dat virun a macht Der dat och esou? Dat sinn déi Feeler, déi ech gemaach hunn.

Mä wat ech net gemaach hunn, dat loosse ech mer och net an d'Schong schëdden! Ech hu keng Observatiounen ugestallt. Op keen! Ech hu keng Illegalitéite gedeckt. Keng eng! Ech hunn eng Affaire disciplinaire do gemaach, wou ech eng konnt maachen. An do, wou et richtig war, fir keng ze maachen, oder wou net Grond genuch do war, fir eng ze maachen oder fir eng Affaire pénale ze maachen an eng Dénonciatioun ze maachen, hunn ech keng gemaach.

Ech hu mer Méi ginn, eigentlech, mat deem Geheimdéngscht, deen e geheimen Déngscht ass an deen och zu Lëtzebuerg net méi schlecht funktionéiert wéi am Ausland. Dat muss ech soen. Dat seet den Här Bodry och a sengem Interview haut, wou e seet, de Lëtzeburger Norichtendéngscht, dee wier net besser an net méi schlecht wéi déi am Ausland, an et géif praktesch keng europäesch Demokratie ginn, déi net mat ähnelche Skandalen belästegt a beschäftegt wier, mat parlamentareschen Enquêtékommisssiounen lénks a rechts vun eisem Land.

„Das Dilemma, wie sich ein Dienst kontrollieren lässt, dessen eigentliche Aufgabe es ist, im Geheimen zu arbeiten, ohne dass diese Arbeit durch die Aufsicht von außen behindert wird, hat noch kein Land gelöst.“

Ech konnt et och net léisen hei zu Lëtzebuerg.

„Die politische Kontrolle durch das Parlament und den Staatsminister stößt an ihre Grenzen, weil sie auf Informationen aus dem SREL“, also Geheimdéngscht, „selbst angewiesen ist.“

Dat ass richtig! Et gëtt een näischt gewuer, wat een net gesot kritt.

An dofir wëll ech lech soen, wat d'Responsabilitéit ubelaangt: Okay, iwwer déi objektiv Responsabilitéit, do kënnen mer laang diskutéieren. An ech hu mech mat där Fro beschäftegt. Dat léisst mech jo net kal, wann hei geschriwwwe gëtt, dass ee responsabel wier.

Déi objektiv Responsabilitéit, wouranner besteet déi doran, dass, obschonn ee sech beméit huet, obschonn ee Changementer virgeholl huet, obschonn een den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht wiesentlech verbessert huet, obschonn een all d'Virsetzunge geholl hat, fir dass déi parlamentaresch Kontrollkommisssioun géif korrekt informéiert ginn, dass een da politesch responsabel ass wéinst dem vermeintlechen oder richtigegen - et gëtt déi zwee - Feelverhale vun zwee oder dräi Agente vum Geheimdéngscht, wann do 60 Agente schaffen?

Kann ee wierklech vum Staatsminister verlaangen, dass e ronderëm d'Auer weess, wat déi 60 Mataarbechter vum SREL maachen? Wierklech? Ass den Hiwäis vum Gesetz, dass de Geheimdéngscht ënnert der Autoritéit vum Staatsminister funktionéiert, Hiwäis genuch, fir automatesch ze concluéieren, wann eppes schifleeft, vun deem een näischt wouss, dass een da muss d'politesch Responsabilitéit iwwerhuelen an zrécktrieden?

Ech sinn där Meinung net! Well ech soen lech - d'Chamber kann awer eng aner Meinung hunn -, wa mer dat zum Prinzip maachen, da kënnen alleguer déi sech freeën, déi am Liewen eng Kéier wollte Minister ginn, well da komme vill Ministeren! An da mussen der och vill zrécktrieden. Wann all Minister zoustännege ass fir all Feelverhale vun engem Beamten, deen him direkt oder indirekt ënnerstallt ass, da soen ech lech, da gi mer lëschtgegen Zäiten entgéint! Et ass eng gutt Noriicht fir déi Beamten, déi eng wëlle stiichten. Et ass eng ganz gutt Noriicht fir déi, well hinne geschitt net vill, well hire Minister ass jo responsabel!

An dofir muss een eng grëndlech Diskussioun doriwuer féieren, wat dat dann heescht, déi objektiv politesch Responsabilitéit. Et muss ee se am Licht vun de Konsequenzen, vun de Weiterungen a vun den Erweiterungen vun dem Festschreiwwe vun enger deraartegeger Doctrine analyséieren.

A wat déi subjektiv Responsabilitéit ugeet, hunn ech lech gesot, wat meng Feeler waren. Mä ech hunn lech unhand vun all deenen Affären, déi ech hei behandelen hu misse a wou ech net konnt an den Detail goen - éischstens, well ech ganz oft iwwer déi Operatiounen den Detail net kennen, an zweetens, well ech och mech wëll hei un den Artikel 16 vum Gesetz iwwer de Geheimdéngscht halen, deen et stroofbar mécht, Geheimniser ze verrodde, dorunner halen ech mech -, do hunn ech lech gewisen, dass ech, wann Operatiounen schifgaange sinn, se gestoppt hunn, dass ech alles gemaach hunn, wann eppes schifgaangen ass, fir dat ofzustellen an d'Operatiounen huelen ze loosse, déi d'Widderhuelung vun deraartegeger Virgänger géifen évitéieren.

An dofir kann ech mam beschte Wëllen - mä ech sinn an der Hand vun der Chamber - och keng perséinlech Responsabilitéit subjektiver Natur, no deenen Explikatiounen, déi ech hei ginn hunn, erkennen.

Jiddefalls ass et net esou, wéi de President vun der grénger Partei viru Kuerzem geschriwwen huet: „In welchen moralisch und politisch verantwortlichen Morast uns die letzten 34 Jahre, 18 davon Juncker, geführt haben, lässt sich anhand der SREL-Affäre nur erahnen. Die bis jetzt ans Licht gekommenen Fakten sprechen dafür, dass Juncker den Geheimdienst missbräuchlich in den Dienst seiner eigenen Macht und der seiner Partei stellte.“

Esou ee sinn ech net! Wann Der dat mengt, da votéiert!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Applaudissements)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Staatsminister Jean-Claude Juncker! An als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber, mir, déi 60 Vertrieber vun dem Lëtzeburger Vollek, zéien haut déi politesch Konklusiounen aus där sougenannter Geheimdéngschtaffär. Mir sinn domat opgeruff, d'Fro vun der politescher Responsabilitéit vun eisem Staatsminister ze bewäerten. Mir maachen dat opgrond vun engem Be-

richt vun enger parlamentarescher Enquêtékommisssioun.

D'Appréciation vun der politescher Verantwortung vun dem Staatsminister kucke mir awer net eleng op Basis vun engem schrëttleche Rapport. Déi perséinlech Erklärungen, déi de Staatsminister eis an deene ville Leit, déi eis nolauschteren, ginn huet, zielen och derzou.

Wat heescht politesch responsabel? Dee Begrëff steet wuel an eiser Verfassung. Den Artikel 78 seet: «Les membres du Gouvernement sont responsables.» De Minister ass responsabel virum Parlament fir säin Handeln. Fir d'Bewäertung vun deem Handele gëtt et keng Gebrauchsanweisung. D'Verantwortung vun dem Minister muss ee vu Fall zu Fall kucken.

D'Fro, déi mir eis am Edeffekt haut ze stellen hunn, ass vill méi déi vum Vertrauen. Huet d'Chamber Vertrauen an de Staatsminister? Oder: Huet de Staatsminister an deser Affär perséinlech Feeler begaangen, fir dass opgrond vu sengem Handeln hie kee Vertraue méi hätt? Mir mussen eng Äntwert dorops ginn: Wat huet de Staatsminister gemaach? Wéi huet hie reagéiert? Wat sinn d'Émstänn, déi hien zu sengem Handele gefouert hunn? Huet de Staatsminister opgrond vun deenen Elementer richtig gehandelt? Konnt hien iwwerhaapt handeln? Hätt hie misse aneschters handeln?

Här President, d'Äntwert op des Froen ass onweigerlech komplex. Si ass villschichteg. Mir kënnen se net abstrakt bewäerten, eet lassgeléist vun der Position vum Staatsminister, net lassgeléist vun der spezieller Aufgab, jo der Mission vum engem Geheimdéngscht. Desen Déngscht ass nun eemol, wéi säin Numm et seet, geheim. A wat geheim ass, ass net ëmmer transparent.

E Service de Renseignement, dat ass keng Verwaltung wéi eng aner, net a Frankräich, net an Däitschland, net an der Belsch an och net bei eis. D'Aufgab, d'Mission vum dem Geheimdéngscht sinn noutgedrongen évolutiv. Si verännere sech am Laf vun der Zäit. D'Mission vum engem Service de Renseignement an Zäite vun dem Kale Krich, jo, déi waren aneschters wéi no dem Fall vun der Berliner Mauer. De Sënn an Zweck vun engem Geheimdéngscht no den Attentater vum 11. September 2001 ass een anere gi wéi an der Period virun.

D'Uspréich un e Geheimdéngscht vun haut sinn anerer wéi am Joer 2004, d'Joer, wou eise Geheimdéngscht reforméiert gouf. D'Zesummespill tëscht Rechtsstat a Geheimdéngscht, d'Gewichtung an d'Ausrichtung vu rechtsstaatleche Prinzipien an deem Kader kann een dofir och net lassgeléist kucke vun engem geopolitesche Kontext. Dat zielt fir eng Weltmuecht, mä dat zielt och fir e klengt Land.

D'Bewäertung vun der politescher Responsabilitéit vun dem Staatsminister, d'Fro vun engem eventuelle perséinleche Feelverhale vun him muss deemno och am Licht vun der spezieller Mission vum dem Geheimdéngscht gekuckt ginn. Et spillt hei gradesou den historiesche wéi och de geopolitesche Kontext, an deem sech e Geheimdéngscht beweegt.

Här President, fir d'CSV-Fraktioun dréit de Bericht vun der Enquêtékommisssioun deenen Elementer net zur Genüge Rechnung.

Jo, de Staatsminister ass politesch responsabel, wéi iwwerregens all Minister, fir déi Verwaltungen a Servicer, déi him ënnerstinn.

Jo, et sinn eng Rei vu Saache schifgelaf an der Zäit. A wat fir enger Verwaltung geschitt dat net? Mä läit dofir e perséinlecht Feelverhale vir, wat misst zu personelle Konsequenze féieren? Och e Minister kann net alles wëssen, wat sech a senger Verwaltungen deet.

«En pratique, aucun ministre ne saurait suivre et surveiller l'ensemble des procédures administratives dont il porte, en dernier ressort, la responsabilité. Il a besoin de pouvoir faire confiance à ses plus hauts fonctionnaires s'il veut assumer correctement la direction politique de son département.» Jo, dat waren d'Schlussfolgerungen an der Enquêtékommisssioun «Transports routiers internationaux»; déi sougenannten Affär Morby-Kralowetz (veuillez lire: déi sougenannten Affär Kralowetz).

Här President, d'CSV-Fraktioun ass mat de Kritären aus dem Bericht d'accord, no deenen d'Bewäertung vun der politescher Responsabilitéit vun dem Staatsminister an deem Fall sollt gekuckt ginn. Et sinn dat: éischstens, d'Op-siichtspflicht iwwer de Fonctionnement vun dem Service; zweetens, d'Flicht, fir strofrectleche Handlungen dem Parquet ze dénoncéieren; drëttens, de Fakt, ob Disziplinarmossnamen ageleet goufen; a véiertens, d'Informatiounspflicht vun dem Service géintwuer der parlamentarescher Kontrollkommisssioun.



Mä fir d'CSV-Fraktioun ass de Bericht op dem Punkt vum Rôle vum der parlamentarescher Kontrollkommissioun grad wéi op der Fro vum der politescher Responsabilitéit vum Statsminister net équilibréiert genuch. De Statsminister huet de Mëtten eng ganz Rëtsch entlaaschtend Elementer virbruecht, deenen de Rapport net genuch oder iwwerhaupt net Rechnung dréit.

Dat setzt d'Bewäertung vum der politescher Responsabilitéit, der Grondfro vum engem perséinleche Feelverhalen an der Persoun vum dem Statsminister an ee ganz anert Licht. Hei ass keng Enquête à charge et à décharge gefouert ginn! Hei ass fir d'Éischt eng eesäiteg Ukloschrëft gemaach ginn! Eng ganz Rei Faiten, wourops de Rapporteur, den Här Bausch, schonn virun dräi Woche seng virzäiteg eege Konklusiounen gezunn hat an déi direkt an de Medien zirkuléiert sinn, hu sech am Nachhinein als faktuell iwwerhaupt net richtig erwisen.

Hätte mir net missen dem Statsminister fairnesshallwer d'Méiglechkeet ginn, zu der Endfassung vum dem Rapport, esou wéi se de Freiden de Mëtte virlooch, Stellung ze bezéien, an zwar ier mer ofgestëmmt hunn? Dat am Gescht vum dem Principe du contradictoire, dat ass en elementaart Recht vum all Prozess!

Zu verschiddenen Elementer, déi am Rapport drastinn, ass de Statsminister während sengen Auditoune an der Enquêtékommissioun ni gehéiert ginn. De Statsminister huet haut de Mëtten eng ganz Rei vu Fakte geliiwert, deenen de Rapport iwwerhaupt net Rechnung dréit. D'Konklusiounen stinn nach ëmmer an dem Endbericht, obscho sech d'Fakelag zum Deel ganz géinnert huet.

Éischtens, dat géllt fir dat ganz Kapitel iwwert déi sougenannte Parallelpolizei. Dem Statsminister gétt zum Beispill e Feelverhale virgehäit, hien hätt net richtig gehandelt am Kontext vun enger geheimdénchschtlechter Operatioun iwwer e présuméierte Pädophiliegréise vum Esch.

Fakt ass, dass de Statsminister vum enger Rumeur Bescheid wouss. Hien huet doropshin de Procureur Biever iwwert déi Rumeur informéiert. Et ass, salopp gesot, déi Geschicht vum Puff zu Esch.

De Procureur Biever huet an enger Pressekonferenz den 13. Juni 2013 moies, ier mer mëttes an der Chamber hei geschwat hunn, selwer confirméiert, iwwert déi Affär gewosst ze hunn, well et zu engem Austausch vun Informatiounen kum téscht der Justiz, dem Geheimdénchscht an de Servicer vum der Police judiciaire.

Fakt ass, de Statsminister huet a sengen Aussoen de 25. Juni 2013 virun der Enquêtékommissioun confirméiert, dass hien dem Geheimdénchscht ni Instruktioun ginn hat, op där Affär ze schaffen. De Statsminister huet zu kengem Moment de Service ugestallt, Observatiounen op der Persoun vum dem Procureur d'État ze maachen.

Zweetens, d'Affär vum der Dénchschtwunneng vum dem Service de Renseignement, déi zäitweilig dem fréiere President vum der Chambre des Comptes zur Verfügung gestallt gouf. Hei gétt dem Statsminister virgehäit, hien hätt dese Fait net nëmmen dem Parquet net dénoncéiert, well et sech hei ëm eng présuméiert Verontreuung vun öffentleche Gelder kéint handelen, de Statsminister kritt och reprochéiert, hei keng Enquête disciplinaire gemaach ze hunn.

Fakt ass, d'Wunneng gouf zur Verfügung gestallt am Kader vum enger geheimdénchschtlicher Operatioun.

Fakt ass, de Statsminister wouss net, dass déi Wunneng vum Här Reuter während e puer Méint zur Verfügung gestallt gouf. A wéi de Statsminister et gewuer ginn ass, huet hie formell Instruktioun ginn, déi Praxis anzustellen.

De Statsminister huet der Enquêtékommissioun de 7. Mee erkläert, keng Enquête disciplinaire gemaach ze hunn. Firwat? Mä well soss öffentlech bekannt gi wier, dass de Geheimdénchscht eenzel Wunnengen ënnerhält aus Grënn vum Schutz vu senger Sourcen.

Drëtens, de présuméierten Dysfonctionnement vum der sougenannter politescher Spionage.

Fakt ass, d'Zeien Hoffmann a Mille confirméieren alle béid, dass si ni Instruktioun kruten, fir innenpolitesch Spionage hei am Land ze maachen. De Statsminister confirméiert a senger Unhéierung de 25. Januar 2013, dass hien, wéi e Statsminister ginn ass, den deemolegen Direkter komme gelooss huet an him formell Instruktioun ginn huet, dass et keng innenpolitesch Spionage, oder wat een als solch kéint verstoen, hei am Land dierft ginn.

Net ze vergiessen, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun am Joer 2008 de ganzen Archiv vum SREL kucke gaangen ass. Och si huet keng weider Schrëtt ënnerholl.

Véiertens, de présuméierten Dysfonctionnement vum Réseau Stay behind. Et gétt dem Statsminister reprochéiert, d'Justiz net doruwwer informéiert ze hunn, de Geheimdénchscht hätt eegen Enquêtë gefouert an dem Kontext vum der Bommeleeräffär, de Geheimdénchscht hätt méi prezis op der Pist vun der Lëtzebuerger Cellule vum dem sougenannte Réseau Stay behind aus dem Kale Krich als méiglech Täter enquêtéiert.

Fakt ass, dat war eng Theorie, déi vun einzelnen Agenten, fir net ze soen engem, dem Här Kemmer, an dem Geheimdénchscht entwéckelt gouf. Et gouf zu kengem Moment belauschtbart Material. Am Joer 2008 huet de Procureur Biever offiziell confirméiert, dass et keng Elementer géif ginn, déi op e Lien téscht dem Réseau Stay behind an der Bommeleeräffär géife schlësse loosse.

E fréiere Mataarbechter vum dem Geheimdénchscht huet viru Kuerzem am Prozess Bommeleer - et war dat den Här Kemmer - zouginn, et wier einfach seng eegen Theorie gewiescht. A fir déi Theorie gétt et kee Beweis. Net ze vergiessen, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun 14 Sitzungen zu deem Sujet hat. De Gros vun deene Sitzunge war a Präsenz vum dem Direkter, deen d'Theorie iwwert de Stay behind kann huet. Och d'Kontrollkommissioun huet deen Dossier net un de Parquet weidergeleet. De Statsminister soll awer dofir elo e Stréck draus gedréint kréien.

Här President, déi politesch Verantwortung vum dem Statsminister gétt nach a Fro gestallt, well déi parlamentaresch Kontrollkommissioun net richtig informéiert gi wier. D'CSV-Fraktioun ass mat där Konklusioun aus dem Rapport net d'accord.

D'parlamentaresch Kontrollkommissioun vum dem Geheimdénchscht ass 2004 agefouert ginn - et gouf deemools als e wichteg Element vum der Reform ugesinn. De Rapporteur vum der Reform vum dem Geheimdénchscht, eise Kolleg, de Lucien Weiler, huet 2004 gesot, dass d'Affäre vum desער Kontroll den demokrateschen Iddien an Exigence vun eiser Zäit Rechnung dréit. Hien hat deemools schon Zweifel drun, ob esou e Service a voller Transparenz kéint fonctionnéieren. Weider prezisiéiert den Här Weiler, dass de Geheimdénchscht als en Deel vum der Exekutiv enger ugepasster Kontroll duerch d'Parlament muss ënnerworfen sinn an där zoustänneger Kommissioun Ried an Änwert muss stoen.

De Rapporteur huet deemools festgehalten, dass et hei net esou eng Kontroll zum Schän ass, mä dass et eng effektiv an eng reell Kontroll ass, wann dann d'Kommissioun déi Kontroll, esou wéi se virgesinn ass, och definitiv wéllt exercéieren.

Här President, jo, de Statsminister dréit d'Veantwortung fir de Geheimdénchscht, deen him vu Gesetzes wegen ënnersteet. Jo, déi politesch Verantwortung vum der Kontrollkommissioun läit net op deemselwechten Niveau. Mä dat heescht net, dass et keng Verantwortung vum der Kontrollkommissioun gétt. Dat heescht virun allem net, dass déi politesch Verantwortung vum dem Statsminister doduerch um Spill géif stoen, dass d'Kontrollkommissioun net zur Genüge informéiert gi wier.

D'Geheimdénchscht-Kontrollkommissioun ass duerch d'Gesetz 2004 extra verankert ginn. D'Kontrollkommissioun huet ganz vill Pouvoiren. Si huet direkt Ablék an d'Aktivitéit vum dem Geheimdénchscht. Si brauch net iwwert de Statsminister ze fueren, fir mat dem Geheimdénchscht a Verbindung ze kommen. Dat gétt et bei kenger anerer parlamentarescher Kommissioun. Den Direkter informéiert iwwert déi generell Aktivitéit vum dem Geheimdénchscht. Hie mécht periodesch Rapport. De Statsminister mécht Rapport iwwert d'Écoutes, déi geschalt ginn. D'Kontrollkommissioun kann eenzel Agenten héieren zu eenzelne Missiounen. Si ka sech vun Experten entouéieren. Si kann Asiicht a spezifesche Dossier henn.

D'Kontrollkommissioun huet deemno eege Pouvoiren. Hir Pouvoire ginn iwwer eng normal politesch Kontroll vum der Exekutiv eraus. D'Kommissioun kann direkt de staatleche Service kontrolléieren. Mä huet si dat gemaach? Zumindest net an hiren Ufangsjoren, der Period 2004 bis 2008, do, wou déi meeschte Mësselen och geschitt sinn. Dat hunn iwwerens déi allermeeschte Membere vum der Kontrollkommissioun och esou confirméiert. D'Kontrollkommissioun huet e bësse fonctionnéiert no dem Motto: „Was ich nicht weiß, macht mich nicht heiß.“

Dat war ee Choix. D'Kontrollkommissioun war net proaktiv. Si huet hir gesetzlech Méiglechkeeten net ausgenutzt. Si huet sech net

d'Moyene ginn, fir hir Kontroll méi déif gräifend auszenutzen, weder personell, budgetär nach administrativ. Als legislativ Organ hätt si do absolut kee Problem gehat. D'Kontrollkommissioun wollt et vläicht och net. Si hat och vläicht net d'Zäit dofir, wéinst hirer Besetzung duerch d'Fraktiounspräsidenten. Si hat nëmmen zu Ufank dräi oder véier Sitzunge pro Joer.

Mä fir dem Statsminister elo wëllen e Stréck draus ze dréinen, d'Kontrollkommissioun wier nëmme lacunaire informéiert, ass einfach net korrekt. D'CSV-Fraktioun bedauert, dass hei de Rapport vum der Enquêtékommissioun op deem Punkt total eesäiteg ass.

Mir fannen, dass de Rapporteur net déi néideg Distanz zur Neutralitéit vun desער Fro hat. Als President vum der Kontrollkommissioun a Rapporteur vum der Enquêtékommissioun war hie Juge et partie. Dat ass net fair. Dat ass net gerecht. Dat verstéisst géint elementar Regele vum engem Rechtsstat. Grad an enger Affär wéi déi heiten, wou vill iwwer Demokratie an Transparenz Rieds war, wier et wichteg gewiescht, d'Prinzipien, fir déi ee steet, och virzeliewen. Dat geet net, wann ee wéllt...

(Interruption)

► **M. le Président.**- Här Roth, den Här Bausch wéllt lech... Fuert virun, an zum Schluss kann den Här Bausch seng Fro stellen.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Dat geet net, wann ee wéllt déi politesch Responsabilitéit vum dem Statsminister op deem Punkt a Fro stellen.

D'Relatioun téscht Geheimdénchscht a Kontrollkommissioun leeft iwwert den Direkter. De Statsminister huet x-mol a sengen Aussoe widerholl, dass hien dem Direkter vum dem Geheimdénchscht formell den Optrag ginn hat, fir der Kommissioun alles ze zielen, wou iwwer den Direkter de Statsminister an d'Bild gesat hat. Dass dat net a vollem Émfang geschitt ass, ass bedauerlech. Mä et war de Choix vum dem Direkter, sech op d'Gesetz ze berufen, fir nëmmen iwwert déi generell Aktivitéit vum dem Service ze zielen. Et kann een dem Statsminister awer dofir net e Stréck draus dréinen.

Fir d'Relatioun téscht Statsminister a Kontrollkommissioun ze illustréieren, d'Beispill vum der faméiser Auer: Dem Statsminister gétt reprochéiert, hien hätt d'Kontrollkommissioun net richtig informéiert iwwert de Fait, dass den Här Mille e Gespréich mat him opgeholl huet, wou den Direkter vum dem Geheimdénchscht de Statsminister informéiert, dass et eng cryptéiert CD vum engem Gespréich téscht dem Statsminister an dem Grand-Duc iwwert d'Affär Bommeleer géif ginn. Des Weidere gétt dem Statsminister seng politesch Verantwortung doraus zur Rechenschaft gezunn, well hie keng Plainte déposiert hätt a keng disziplinaresch Moossname géint den Här Mille ageleet hätt.

Fakt ass, et ass de Statsminister hei, dee selwer illegal ofgelauschert gouf. De Statsminister gouf am Dezember 2008 gewuer, dass hie mat der Auer opgeholl ginn ass. De Statsminister huet am März 2009 den deemolege President vum der Kontrollkommissioun, de Charles Goerens, dovunner an d'Bild gesat. An dee krut och am Büro vum dem Statsminister d'Kassett virgespillt. De Charles Goerens huet d'Membere vum der Kontrollkommissioun am Mee 2009 vum dem Virfall eenzel an d'Bild gesat.

De Statsminister huet selwer am Juni 2009 d'Membere vum der Kontrollkommissioun vum dem Ophuelen informéiert. Déi Affär gouf nach an zwou Sitzunge vum der parlamentarescher Kontrollkommissioun am Dezember 2009 ugeschwat. De Statsminister huet de Membere vum der Kommissioun erkläert, firwat hie keng disziplinaresch Moossname géint den Direkter vum Geheimdénchscht agefouert huet: Et hätt zu enger Suspendéierung gefouert an d'Relatioun mat deenen aneren auslännesche Geheimdénchschter wier zerstéiert gewiescht. De Statsminister huet deemools awer och prezisiéiert, dass hien den Här Mille wësse gedoen huet, sech eng aner Plaz ze sichen.

Här President, de deux choses l'une: Entweder hunn de Kommissiounsmembere vum deemools d'Explikatioun vum dem Statsminister ageliicht - an dat schéngt de Fall gewiescht ze sinn -, jo, da kann een dem Statsminister awer elo, ronn véier Joer dono, net doraus e Stréck dréinen.

Oder d'Membere waren net d'accord, mä da muss ee feststellen, dass ni ee gefrot huet, dat Enregistrement nozelauschten. Mat Ausnahm vum dem Här Bettel, dee gefrot hat, ob net misst e Blâme fir den Här Mille kommen, huet ni e Member vum der Kontrollkommissioun gefrot, dass den Här Mille misst suspendéiert ginn.

Et huet och deemools kee Member vum der Kontrollkommissioun gefrot, dass de Statsminister sollt Plainte déposiere beim Parquet. Iwwerens huet och d'Kontrollkommissioun d'Faiten deemools net selwer un de Parquet weidergeleet, wat hiert Recht, jo souguer hir

Flicht gewiescht wier. A senger Auditoune huet de Procureur général Biever d'ailleurs ausdrécklech confirméiert, dass d'Dénonciationspflicht vum dem Artikel 23 vum dem Code d'instruction criminelle sech och op d'Membere vum der Kontrollkommissioun bezitt.

Här President, Fakt ass, et gouf an dem Geheimdénchscht eenzel Verfeelungen, déi op d'Éegegebare vum enger handvoll Mataarbechter - Mille, Schneider, Kemmer, Kohlen - aus dem Service de Renseignement zréckzeféiere sinn. Vill Virwërf, déi an hirer eegener Regelméissegkeet - scheinchenweise freides moies, den Dag vum eise Sitzungen - kolportéiert goufen, hu sech um Enn als net stéckhaltege erwisen.

Fakt ass, de Statsminister huet, soubal hien iwwer e Feelverhalen informéiert war, dat direkt stoppe gelooss.

Fakt ass, de Statsminister huet net bei all Affär direkt d'Disziplinarverfahren oder eng Justizaffär ugestrengt, aus Grënn, déi direkt am Zusammenhang sti mat der spezieller Natur vum engem Geheimdénchscht.

De Geheimdénchscht schafft preventiv op Informatiounen, déi hie vum enger inlännescher oder auslännescher Source kritt. Dës magen a priori an de Kader vum de Missioun vum dem Geheimdénchscht falen. Wann déi Appréciation vum de Geheimdénchschtmataarbechter sech herno awer als falsch erweist, kann een net direkt vum Statsminister eng Enquête disciplinaire verlaangen, well et eng Operatioun wier, déi net an de legale Kader vum dem Service de Renseignement géif falen.

Fakt ass, de Statsminister huet d'Direktere vum dem Geheimdénchscht formell instruéiert, fir d'Geheimdénchscht-Kontrollkommissioun iwwer alles, wat si dem Statsminister gesot hunn, och ze informéieren. Dat gouf vum dem Här Mille ënner Eed esou bestätegt. Dass dat awer net a vollem Émfang geschitt ass, ass bedauerlech, mä et berout op den Direkteren hirer Liesaart vum dem Geheimdénchschtgesetz.

Fakt ass, déi parlamentaresch Kontrollkommissioun huet déi Mëttele, déi hir vum Gesetz aus zur Verfügung stoungen, net a vollem Émfang genotzt.

A Fakt ass, an der Enquêtékommissioun huet sech e largé Konsens ofgezechent iwwert déi Punkten, wou dat Gesetz iwwert de Geheimdénchscht aus dem Joer 2004 misst ugepasst ginn. An dat droe mir als CSV-Fraktioun unisono mat.

Här President, et gétt des Zäit nawell vill vu Rechtsstat geschwat. An engem Rechtsstat mussen d'Saachen opgekläert ginn. Land a Leit hunn e Recht drop, fir dass Kloerheet geschafe gétt. D'Vertrauen an de Stat a seng Institutiounen verlaangt dat.

D'Enquêtékommissioun hat den Avantage, dass a puncto Geheimdénchscht elo munches gekläert ass. Jiddwereen, deen dozou bäigedroen huet, verdéngt e Merci: de President, de Rapporteur an all hir Membere.

Jo, Virwërf stoungen am Raum. Si stinn haut an engem anere Licht. De Statsminister huet dat, wat schifgelaf ass, haut erkläert. Hien huet sech derzou erkläert, virun der Enquêtékommissioun an haut virun dem Land. Hien huet et net verstopt, hien huet et net zougedeckt an hien huet et och net vertuscht!

Dir Dammen an Dir Hären, léif Leit, an engem Rechtsstat muss Virwërf awer och bewise ginn. Et zielt och hei de Prinzip: à charge et à décharge. Jo, dat zielt och vis-à-vis vum engem Statsminister.

Et geet hei net ëm d'Liewenswierk Jean-Claude Juncker! D'Lat läit do héich, ganz héich. Et geet awer och ëm d'Persoun Jean-Claude Juncker. Et geet hei drëms, ob d'Parlament soll dem Statsminister Jean-Claude Juncker d'Vetrauen entzéien. Mir jugéieren haut de Mëtteg am Interessi vum Land iwwert déi politesch Responsabilitéit vum Jean-Claude Juncker. D'Bewäertung dovunner kann een net lassgeliicht kucke vum der Persoun vum dem Statsminister.

Huet de Statsminister dat, wat schifgelaf ass verschéllt? Neen!

Huet de Statsminister dat, wat schifgelaf ass, gestoppt? Jo!

Hätt de Statsminister kënnen oder sollen aneschtens handelen? Mir soen op Base vum dem Dossier: Neen! A vous d'en juger!

Huet d'Handele vum dem Statsminister dem Land geschuet? Neen!

Här Statsminister, Dir sidd politesch responsabel. Et besteet kee Feelverhalen, fir lech d'Vetrauen ze entzéien. Déi 26 Deputéiert vum der CSV sti geschlossen hanner lech.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP)**. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, wéi een dat ëmmer mécht, wann een e Rapport hei diskutéiert, dem Rapporteur Merci ze soen. Ech mengen, dës Kéier, bei engem Rapport vun 140 Säiten, wou ee siwe Méint laang dru geschafft huet, wou ee bal 50 Réunioenen hat, ass dee Merci do besonnesch verdéngt.

Ech wëll duerfir, well ganz viles sech am Rapport befénnt, och net méi op den Detail vun eenzelnen Evenementer, vun eenzelnen Aktiounen vum Service de Renseignement, vun eenzelnen Dysfonctionnementen, vun eenzelne widdersprénglechen Aussoen an all Fall agoen. Ech mengen, déi Aarbecht do hu mer an der Kommissioun gemaach. Mir hunn et am Rapport festgehalen. An dat war keng einfach Aufgab fir de Rapporteur, gradesou wéineg wéi et eng einfach Aufgab war fir all anere Member vun der Kommissioun.

Wat normalerweis net gemaach gëtt, ech mengen, wat awer hei justifiéiert ass, dat ass, datt de President vun der Kommissioun Merci gesot kritt, well hien hat och keng einfach Aufgab, an där schwieriger Matière do déi Kommissioun ze dirigéieren, ze guidéieren, heiansdo och emol ze kucken, datt d'Objektivitéit weiderhi géif groussgeschriwwen ginn, datt et en Ausgleich tëscht deenen eenzelne Vuë géif ginn.

En huet dat heiansdo och op seng speziell Aart a Weis, och emol mat enger Portioun Humor gemaach. An ech mengen, seng Aart a Weis, fir déi Sätzungen do ze presidéieren, huet och derzou bäigedroen, datt een eigentlech bis zulescht, obschonn ee jo eenzel Faiten awer ëmmer aneschtens gesinn an och ëmmer aneschtens bewäert huet, ganz roueg a sachlech dorwäert diskutéiert huet. A jiddwereen an där Kommissioun konnt seng Remarquë maachen, seng Amendementer och an den Text mat erafléisse loosse. Duerfir also och e grouse Merci un de President Alex Bodry.

Dee Rapport, deen hei virläit, déi Aarbecht vun där Enquêtékommissioun ass eigentlech en exemplarescht Beispill vun enger parlamentarescher Aarbecht. Et kann een et quasi - an eenzel Kolleegen, mengen ech, hunn et och gemaach am Laf vun de leschten Deeg - als Emanzipatioun vum Parlament verstoen.

D'Parlament, wat jo d'Aufgab huet, d'Regierung ze kontrolléieren, wat an dësem Fall, wann et ëm Geheimaktivitéite geet, jo besonnesch schwieriger a besonnesch delikate och nach ass, jo, d'Parlament huet hei déi Aufgab wouergeholl an ass eigentlech iwwert déi üblech Rolleverdeelerung hei innerhalb vum Parlament och do erausgaangen, well et wierklech d'Parlament war, wat d'Regierung kontrolléiert huet, an net onbedéngt déi eng Meenung vun der Oppositioun, déi där anerer vun der Majoritéit géigeniwwergestallt war, wéi et jo awer ganz, ganz oft an eisen Débaten an och an deene Konklusiounen, déi dagan dagauss hei am Parlament gezu ginn, war. Duerfir ass dat doten eigentlech eng Erfahrung, déi eis Demokratie stärkt an net schwächt.

Ech wëll entgéint de Kolleeg vum der CSV, déi dat virun där Sëtzung hei gesot huet, déi dat haut nach eng Kéier gesot huet an et wahrscheinlech och nach déi nächst Méint wäert soen, nach eng Kéier ënnersträichen, datt dee Rapport hei équilibréiert ass, datt ganz viles an dee Rapport hei - och vun der CSV - bäigesat ginn ass, datt viles vun deem, wat de Premierminister hei gesot huet, och schonn an den Aussoen an der Enquêtékommissioun gemaach ginn ass, wou e gehéiert ginn ass, an datt déi Zitater op Wonsch vun der CSV - an do war ni eng weider Debatt dorwäert an der Kommissioun! -, datt dat bäigesat ginn ass.

Esou datt, wann et gutt Argumenter gouf, fir eppes aneschtens ze schreiwen, fir eppes net ze schreiwen, fir eppes bäizesetzen oder ewechzelosse, dann ass dat och esou geschitt. An dat ass opgrond vun Awërf vun där enger Säit an opgrond vun Awërf och vun där anerer Säit absolut méiglech gewiescht.

À charge et à décharge, dat war dat, wat och ëmmer ageklot ginn ass. A wann een de Rapport haut liest, jo, da fënnt een, datt ee punktuell op ganz kloer Konklusiounen komm ass, jo, well iwwereneestëmme Aussoen eppes ganz kloer confirméiert hunn, an datt et op villen anere Plaze widdersprénglech Aussoe gëtt. An déi sinn dann och awer esou an dem Rapport mat iwwerholl ginn, esou datt de Lieser vun deem Rapport, an där wäerten et jo net wéineg ginn, sech och e komplett Bild dovunner ka maachen.

Wann een awer seet, „à charge et à décharge muss enquêtéiert ginn“, an och „dat muss an de Rapport fléissen“, an „dat muss eigentlech och herno an eisen Konklusiounen, déi mer um Enn vun dëser Debatt sollen huelen, afléissen“, dann ass et dach e bësse skurril, datt eng Fraktioun eigentlech, wa se iwwerhaupt Froe gestallt huet während deenen Auditioenen, haaptsächlech Froen zum Verhale vun der Kon-

trollkommissioun gestallt huet a vill aner Dossier - nach vläicht den Dossier „Katana“ -, mä vill aner Dossier hir eigentlech do zimlech egal waren. Do huet een eigentlech dës le départ och gespuert, datt et net ëmmer à charge et à décharge vun alle Säite sollt sinn.

Et kann op jidde Fall haut keng Partei soen, keng Fraktioun hei soen, datt hir Amendementer, déi se proposéiert hunn, fir an dee Rapport afléissen ze loosse, aus parteipoliteschen Erwägungen net opgeholl gi wäeren. Et ass diskutéiert ginn, et ass argumentéiert ginn. An et ass een eenzege Vote an där Kommissioun geholl ginn, dat war deen allerleschten Dag, wou mer dee Rapport zesummen uegholl hunn. A virdrun ass ni do gesot ginn, datt eng Majoritéit do d'Wourecht definéiert hätt. Et waren d'Argumenter, déi dat definéiert hunn, wat an de Rapport komm ass. Duerfir, déi Konklusiounen, déi de Rapport zitt, jo, déi baséieren och op dem Sachverhalt, dee virdu beschriwwen ginn ass.

Déi Aarbecht, déi d'Kommissioun gemaach huet, och déi Aarbecht, déi de Rapporteur hat, mat all deenen, déi sech d'Méi gemaach hunn, un deem Rapport do ze feilen an en eng gewësse Richtung ze kréien, ass an engem extrem schwierigen Ëmfeld geschitt iwwert déi leschte Méint.

Mir hu relativ schnell festgestallt, datt net jiddweree begehert war, fir do ëmmer déi ganz Wourecht ze soen. Mir hu festgestallt, datt mer widdersprénglech Aussoe kritt hunn. Duerfir si mer jo och zur Konklusioun komm, datt och op deem Punkt, datt Leit ënner Eed widdersprénglech ausgesot hunn, nach eemol vläicht misst méi no driwwer gekuckt ginn, wat eng Fro fir d'Justice schéngt ze sinn.

Mir hunn awer och festgestallt, datt muncher mat der Salamitaktik operéiert huet, datt oft dat zouginn ass, wat dann huet missen zouginn a wat eigentlech net ze leegne war, an de Premierminister eigentlech och déi doten Taktik ugewannt huet.

An dat bedauern ech. Och wann ee vläicht dat eent oder dat anert kann deelen, och vu sengen Explikatiounen hei, mengen ech, wär et méi kredibel gewiescht, wann en am Dezember d'lescht Joer, wann en am Januar dëst Joer an déi Kommissioun komm wär a gesot hätt: „Hei ass dat, wat ech ze soen hunn; hei ass dat, wat mir déi leschte Jore festgestallt hunn, wat wierklech schifgaangen ass am Service de Renseignement.“

Et ass esou, datt och hien eigentlech ëmmer nëmme dat zouginn huet, wat dee Moment scho bekannt war a wat eigentlech net méi ze leegne war. Do, mengen ech, hätt e sech selwer e Gefale gemaach.

Et sinn dann, en cours de route, ëmmer nei Skandalen bekannt ginn. An eigentlech muss een do der Press e grouse Merci soen, well mir wär wahrscheinlech net op bal 50 Sätzungen komm an herno och net op 140 Säiten am Rapport, wann net d'Press eng ganz Rei vu Faiten awer dévoiléiert hätt, déi mir herno an der Enquêtékommissioun opgegraff hunn an eigentlech do an deenen Auditioenen, déi mer haten, confirméiert kruten, a woufir se och haut am Rapport optauchen.

En anert erschwéierend Element, wat derbäikomm ass, wat d'Aarbecht vun der Kommissioun net méi einfach gemaach huet, dat war, datt parallel zu eiser Aarbecht, zu eiser Enquête parlementaire, eng Rei vun Enquêtes judiciaires lancéiert goufen, wat dann heescht, datt eenzel Aspekter eigentlech vun eiser Enquête parlementaire net richtig konnte gekuckt ginn. Déi hu mer missen ausklameren. Mir hu se missen ausklameren an den Auditioenen, an den Débaten, an eigentlech konnte mer eis dozou och herno net richtig am Rapport expriméieren, well déi Enquêtes judiciaires jo och nach ëmmer lafen.

Dann, an ech wëll dorop vläicht nach eng Kéier zréckkommen, wësse mer och haut, datt nach eng ganz Rei vun oppene Froen do am Raum stinn, déi mer och an deem Zäitdrock, dee mer eis selwer gesat haten a vläicht och einfach an der Onméiglechkeet, fir nach alles mat Jore Retard erm eng Kéier kënnen ze rekonstruieren a komplett Biller do kënnen ze zeichnen, net konnte beäntweren; dat ass sécherlech der Kommissioun och net gelungen. Eng ganz Rei vu Froen, déi stinn och nach ëmmer am Raum.

Och d'Interventiounen hei vum Statsminister werfen nach eng Kéier eng Rei vu Froen op. An et misst ee sech eigentlech ganz vill Stonnen nach eng Kéier Zäit huelen, fir am Detail deene Saachen do nozoegeen. Mä et ass eigentlech eng Aarbecht, déi jo schwéier ass, an esou enger Debatt ze maachen. Déi hu mer jo eigentlech duerfir och virdrun an deene ganz ville Sätzungen an der Enquêtékommissioun gemaach. Mä op jidde Fall, déi Konklusiounen, déi am Rapport gezu gi sinn, hunn an eisen Aen nach ëmmer Bestand.

ler een eigentlech un déi Aufgab do kann eruegen, misst ee sech d'Fro stellen: Wat ass e Geheimdéngscht haut? Wat soll e Geheimdéngscht haut sinn? An der Vergaangenheet ass déi Fro nach méi oft gestallt ginn: Brauche mer iwwerhaupt e Geheimdéngscht?

Wann ech dat richtig verstinn, hu mer nach ee Kolleeg hei am Haus, dee sech déi Fro stellt an eigentlech mat Nee beäntwert. Nun, meng Fraktioun, déi seet ganz kloer: Jo, mir brauchen e Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerg! An et ass och déi Konklusioun, déi d'Enquêtékommis-sioun nach eng Kéier confirméiert huet.

Et gëtt eng ganz Rei vu Geforen, déi vu bausen op eis erawierken, déi mer mussen ofwierren. Den Terrorismus ass eng dovunner. Dat ass eng Realitéit. Wie mengt, datt e klengt Land wéi Lëtzebuerg do kenger Gefor ausgesat wär, dee ka sech emol eng Kéier d'Fro stellen, ob mer net bei deene ville Kongresser, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, kéinten d'Cibel vun terroristeschen Attacke sinn. Dee ka sech d'Fro stellen, ob mer net als europäesch Hauptstadt och emol eng Kéier d'Cibel wär vun esou terroristeschen Attacken. Dee ka sech d'Fro stellen, ob net déi eng oder déi aner Ambassad emol eng Kéier d'Cibel wär vun terroristeschen Attacken, oder aner international Institutiounen, déi hire Sëtz hei zu Lëtzebuerg hunn an deene mer jo och wëllen e séchere Kader hei bidden.

Industriespionage ass eng Realitéit. Et ass ganz besonnesch och eng Realitéit op a ronderëm d'Finanzplaz. An ech mengen och, datt mer duerfir en Instrument brauchen, fir deem entgéintzewierken, wuelverstanen och defensiv virun allem entgéintzewierken.

Dann ass eise Service de Renseignement permanent am Kontakt mat anere Servicern, wou ee muss oppassen - an ech si frou, datt de Statsminister dat ähnlech gesäit -, mat wat fir engen Intentiounen déi och eise Service démarchéieren an ob déi ëmmer och am Interessi vun eise Land sinn, ob mir Interessi do hunn, matzemaachen oder net matzemaachen.

Mä kommt, mir stellen eis emol nëmme den Momentche vir, mir hätte kee Service de Renseignement hei zu Lëtzebuerg: Wie géifen déi aner Servicern dann aus deenen anere Länner hei - jo - froen? Si wär wahrscheinlech selwer hei aktiv, vill méi wéi se et haut souwisou nach wahrscheinlech sinn. An, jo, mir hätte se net ënner Kontroll. Et wär net de Statsminister, dee kéint soen, wat géif goen a wat net géif goen. Et wär net d'Parlament hei, wat e Gesetz géif maachen, dat géif definéieren, wéi wäit datt se dierfen aktiv ginn, an et wär och keng parlamentaresch Kontrollkommissioun, déi hir Aktioun kéint kontrolléieren.

Duerfir, ze soen, mir sollen eise Service ofschaffen, wa mer dat géife maachen, mir mussen wëssen, datt déi aner et wahrscheinlech net géife maachen. An doduerjer hätte mer wahrscheinlech fir eist Land net vill Gescheites geschafft.

Et muss ee sech och d'Fro stellen: A wem sengem Déngscht schafft esou e Geheimdéngscht? Et ass am Déngscht vum Land, mengen ech emol. Et ass am Déngscht vum senge Bierger. Et ass awer och am Déngscht vun demokratesche Wäerter. Et ass am Déngscht - an ech fannen dat eigentlech normal - och vun eiser Ekonomie. An et ass virun allem awer och am Déngscht vum Rechtsstat.

De Schutz vum Rechtsstat ass eng zentral Aufgab vun engem Geheimdéngscht. De Schutz vun der Demokratie ass eng zentral Aufgab vun engem Geheimdéngscht. Et dierf duerfir net esou sinn, datt e Service de Renseignement d'Demokratie an de Rechtsstat aushielegt, fir aner Zwecker ze verfollegen. A rezenter Vergaangenheet hunn awer Deeler vum Service de Renseignement hir Aufgab, hir eigentlech fundamental Aufgab, déi och am Gesetz beschriwwen ass, aus den Ae verluer. A si hunn, jo, éischter eng eegen Agenda gehat, an déi eegen Täsch probéiert ze schaffen. Si hunn déi demokratesch Institutiounen ëmgaangen. Si hunn d'Gesetzter mat Féiss getréppelt an domadder och eiser Ekonomie nohalte geschuet.

E Geheimdéngscht, deen aus dem Rudder leeft, deen ass eigentlech duebel schlëmm, well e Geheimdéngscht, deen ass jo do, fir d'Land an d'Leit ze protegéieren. A wann de Geheimdéngscht net fonctionnéiert, dann ass et net esou (veuillez lire: dann ass et net nëmme esou), datt d'Leit an d'Land net méi protegéiert wäeren - dat stëmmt, dat ass et net -, mä de Geheimdéngscht, dee ka sech gradesou schnell dann och nach géint d'Leit a géint d'Land wieren an setzen. An duerfir ass dat eigentlech eng duebel Katastroph!

E Geheimdéngscht ass wéi e Wuechthond, deen ee permanent awer och ferm an der Léngt muss halen, well wann een déi Léngt eng Kéier ze labber léisst, dann ass et net nëmme méi, datt ee selwer net protegéiert ass vum Wuechthond, mä de Wuechthond, deen dréint sech och géint deen, deen déi Léngt eigentlech

an der Hand sollt halen. Dat ass de Geheimdéngscht an dat muss de Geheimdéngscht sinn!

An duerfir muss deen - Här Statsminister! -, deen de Geheimdéngscht kontrolléiert, deen, dee fir de Geheimdéngscht politesch responsabel ass, duerfir muss deen déi Léngt och do ferm an der Hand halen. A wann en déi net fest genuch an der Hand hält, da mécht deen Hond sech do selbststänneg an e wennt sech géint säin eegenen Här.

D'Kontroll vun de Geheimdéngschter ass net déi am mannste wichtige Aufgab duerfir am Stat. An et ass wahrscheinlech och dee Gedanke gewiescht, deen dozou gefouert huet, datt am Gesetz ganz kloer steet, datt eben net all Kéiers bei der Regierungsoopdeelerung déi Kompetenz do nei verdeelt gëtt, datt net iergendee Minister zoustänneg ass fir de Geheimdéngscht, mä et ass de Statsminister, well dovunner ausgaange gëtt, datt deen déi Léngt do ganz besonnesch fest an der Hand kéint halen.

An do muss keen an do dierf effektiv och keen déi Léngt an der Hand halen, deen e Geheimdéngscht freak ass. Här Juncker, Dir hat et eng Kéier esou ausgedréckt: e „Geheimdéngschtfetischist“. Et ass effektiv esou, datt et besser ass, et ass een, deen eng gewësse Skepsis par rapport zu där Welt do huet, déi eis allegueren zum groussen Deel friem ass, deenen, déi e bësse méi no elo dodrunner waren, zum Deel sech opgemaach huet, awer zu engem ganz, ganz klengen Deel.

Viles ass net flott, wat een do gesäit, wann een an d'Welt vun de Geheimdéngschter erakuckt. Et geet och ëm déi däischter Säit vun der internationaler Politik, déi een do emol eng Kéier erblécke kann, wou een eigentlech hofft, datt et se net géif ginn, datt et se hei bei eis net géif ginn, mä déi awer eng Realitéit ass an déi dann awer an e Land wéi Lëtzebuerg, an eng international Finanzplaz, e Land, wat eng Rei vun internationalen Institutiounen bei sech doheem huet, dann awer emol eng Kéier erakuckt.

An eis Aufgab ass et awer och als Politiker, déi Saachen, déi mer net mat vollem Engagement an net mat voller Iwwerzeugung an net mat där beschter Laun am Bauch direkt uginn, fir déi Saachen awer och seriö ze maachen. Mir sinn eben och duerfir gewielt, fir eben de Geheimdéngscht dann emol ze kontrolléieren an en ze observéieren an en ze guidéieren, wann et dann noutwendeg ass, och wa mer keng „Geheimdéngschtfetischisten“ sinn.

Et geet hei net ëm Geheimdéngschtfreaken, et geet hei ganz einfach drëms, datt den demokratesche Rechtsstat an der Riicht gehale gëtt. An duerfir brauche mer Politiker, déi déi Aufgab do mat vollem Asaz och iwwerhuelen.

Mir hunn an de leschte siwe Méint an deene bal 50 Réunioenen, an deene ganz villen Auditioenen iwwer eng ganz Rei vun Dysfonctionnementen geschwat. Mir hate méi Schwierigkeete feststellen, wat da wierklech geschitt ass, wa mer méi wäit zréckgaange sinn. Mir hunn dat awer net ausgeklamert, well et jo och en Optrag un d'Kommissioun war. Mir hunn awer virun allem festgestallt, datt an de Joren 2005 bis 2008 et zu enger Hällewull vun Dysfonctionnementen komm ass, wou Deeler op d'mannst vun deem Service do awer komplett aus dem Rudder gelaf sinn.

Ech brauch net nach eng Kéier alles opzezielen, mä et ass zu illegalen Écoutë komm. Déi goufen duerchgefouert am Kontext vun där cryptéierter CD, am Kontext vun engem Dossier Cargolux, am Kontext vun enger Operatioun SAM. Et ass zu onkautschere Praxisse komm, egal wéi mer dat elo juristescht wëlle betiteln: ob et Détournement de biens publics ass oder net, wann en Här Reuter an engem Appartement, wat vum Stat bezuelt gëtt, ouni iergendeng plausibel Motivatioun dann draséit.

Et ass dozou komm, datt bei eenzelnen Operatiounen eenzel Leit eng eegen Agenda haten, jo, probéiert hunn, an déi eegen Täsch ze schaffen, wann et drëms gaangen ass, datt Leit iwwert de Service Autoen akaaft hunn, weiderverkaaft hunn, fir sech kaaft hunn a sech do Margë wollte maachen. Et ass dozou komm, datt probéiert ginn ass, bei der Operatioun SAM oder SAM - wéi se dann ëmmer geheescht huet - och eng Marge, eng, eng... Wéi nenne mer dat?

► **M. Robert Weber (CSV)**. - Kommissioun!

► **M. Claude Meisch (DP)**. - Eng Kommissioun, esou ass et. Merci, Här Weber!

...datt eng Kommissioun am Spill sollt sinn, déi wien och ëmmer - an do si mer jo eigentlech

net richtig virukomm - sech hätt kënnen an d'Täsch stiechen.

Et ass esou, dass Geheimdängschtinformatiounen fir privat a wirtschaftlech Zwecker genotzt goufen bei der Grënnung vun der Sociétéit Sandstone, am Dossier Cargolux. An deem Gaydamak-Prozess schéngt dat mer awer evident gewiescht ze sinn.

Missiounen an Dossiere sinn ënner falschem Virwand eigentlech lancéiert ginn. Déi Rees an de Kurdistan fällt a mengen Aen ënnert déi Kategorie, och nach eng Kéier den Dossier Cargolux an och den Dossier SAM, wou ee jo herno eréischt festgestallt huet, wat da wierklech derhannert war a wat wierklech d'Objektiv war vun deene Leit, déi dorunner geschafft hunn, an datt et eigentlech net dat war, wat am Ufank duergestallt ginn ass. Et ass dozou komm, dass héichgestallte Persounen sollten diffaméiert ginn an deem dach ganz penibelen Dossier „Katana“.

Dann hate mer en *Électron libre*, oder e puer *Électrons libres*, mä ee vun den Zeien huet sech eigentlech selwer als solche bezechent. Et war dat de fréiere Chauffeur vum Statsminister, den Här Mandé.

An ech wëll do eng Klammer opmaachen. Mir hu jo net nëmmen eis domadder befaasst: Wéi ass den Här Mandé an de Service de Renseignement komm? Datt ee Minister, och e Premierminister, oder soss iergendeen ee recommandéiert fir eng aner Plaz, do huet de Statsminister recht, dass eigentlech en zimlech normale Virgang. A jiddweree vun eis mécht dat, wann en een hallefweeß kennt a weess, dass doten, dass ass e Gudden, an deenen aneren, dee brauch och nach e Gudden, da geet e bei deenen a seet em: „Kuck der deen emol un.“ A wann ee sech en dann ugekuckt huet an en erfëllt d'Kritären an e stellt sech och als valabele Kandidat eraus, dann huet en eigentlech dann och all Chancen.

Mä et geet em dat, wat eis jo awer am meeschte verwonnert huet, dorëms geet et: Wat huet den Här Mandé am Service gemaach? Wou keen eis richtig konnt erklären: Wat war seng Aufgab am Service de Renseignement? Wou keen eis konnt richtig erklären: Als wat ass en dohinnerkomm?

An den Direkter huet awer ganz kloer gesot, hien hat d'Gefill, dass e vum Statsminister ageschleist ginn ass, fir d'Aarbechte vum Service de Renseignement ze kontrolléieren a fir direkt dem Statsminister Rapport ze maachen, an datt e sech eigentlech och esou gutt et gaangen ass gewiert huet géint déi Nominatioun do. An dat ass dat, wat eis préoccupéiert huet an der Enquêtékommisssioun, an dat hu mer och deementsprechend an de Rapport ageschriwwen.

A wat eis haut nach préoccupéiert, dass ass d'Fro: Wat mécht den Här Mandé haut? Do hu mer, trotz allem Nofroen op ganz ville Plazen, keng plausibel Äntwert kritt. An ech mengen, wa mer den Här Mandé och froen, dee weess et och net esou richtig, firwat en dann haut wierklech eng Pai vum Lëtzebuurger Stat kritt.

Dann erlaabt mer, vläicht kuerz e Wuert zur parlamentarescher Kontrollkommisssioun ze soen an zu hirer Responsabilitéit. Et ass jo net esou, wéi dat vu munnechen duergestallt gëtt, dass dat der Enquêtékommisssioun egal gewiescht wär. Et ass jo net esou, wéi dat hei duergestallt gëtt, dass am Rapport näischt doriwuer steet. Mir hunn do, wou d'parlamentaresch Kontrollkommisssioun sief et hirer Aufgab net gerecht ginn ass, sief et vläicht am Réckbléck vun haut net esou agéiert huet, wéi ee sech dat haut kéint wënschen, jo, dat hu mer an de Rapport geschriwwen.

Mir hu ganz kloer drageschriwwen, dass dat lues ugaangen ass an den Ufanksjoren, dass déi Kommisssioun hir Aufgab an hir Roll emol huet misse fannen an entdecken. A wann ech vir-drin d'Beschreibung vum Statsminister héieren hunn, wéi en déi Welt vum Geheimdängscht 1995 entdeckt huet, wou en duerfir zoustänneg ginn ass, da mengen ech, ass et deene Memberen, virun allem deene véier éischten oder deene fënnf éischten, déi an där Kommisssioun do waren, ähnlech gaangen. An et huet eng Ulfazäit gebraucht, bis se richtig hir Aufgab do konnte wouerhuelen.

Et steet am Rapport, dass réckbléckend déi Guttlewegkeet, déi d'Membere vun der Kommisssioun un den Dag geluecht hunn, jo och vläicht kéint souguer als eng Portioun Nativitéit duergestallt ginn. Dat ass awer och eng kloer Ausso. An dat ass awer e Stéck Autocritique, dass d'Parlament d'est par rapport zu senger eegener Kontrollkommisssioun mécht. An ech fannen dat richtig. Dat ass eigentlech guer

net diskutéiert ginn an der Kommisssioun. Do war eigentlech och keng kontrovers Diskussioun. Mir waren eigentlech allegeruerten domadder d'accord. Et huet hei kee probéiert, déi Responsabilitéit an dee Fonctionnement an d'Wichtigkeet vun der Kontrollkommisssioun an deenen heiten Affären iergendwéi erfzespillen.

Mir hunn och, an do ware mer eis allegeruerten och driwuer eens, am Detail den Ofaf vun der Aueregeschicht, wann ech dat emol esou däerf resuméieren, deen hu mer beschriwwen am Rapport: Wéini ass den éischte Vertrieeder - et war de President - vun der Kontrollkommisssioun et gewuer ginn; dass et - leider Gottes, muss een haut soen - dräi Méint gedauert huet, bis dass en déi éischt Réunioun beieneekritt huet mat deenen anere Memberen, dass entretemps déi eenzel Membere méndlech informéiert goufen, dass et leider net derzou komm ass... - kann ech och nëmme bedauern, ech war net an der Kommisssioun déizäit, ech weess net, firwat et esou war, mä et ass esou, et muss een et och esou feststellen, et steet och esou am Rapport -, dass dat Band, déi Opnahm do net gelauschert ginn ass.

Bon, dass awer duerno sech net oft domadder befaasst ginn ass, mä awer dann, wa sech domadder befaasst ginn ass, d'Kommisssioun awer éischter gesot huet: „Mir sinn net ganz zefridde mat där Method, wéi dat doten elo ofgewéckelt ginn ass, dass den Här Mille erauskomplimentéiert gëtt ouni disziplinaresch Moossnamen, ouni dass sech d'Fro gestallt ginn ass, ob een net och misst juristeschech där Saach eng Suite ginn.“ Dat ass awer gradesou gutt och dokumentéiert an de Procès-verbalé vum der Kommisssioun. Duerfir ass et och an de Rapport komm.

Ze bedauern ass dann awer och - well wann een dat eent komplett opschreift, da mengen ech, muss een och dat anert komplett opschreien -, dass de Statsminister zu deem Zäitpunkt do informéiert war iwwer en eventuell zweet Enregistrement, dass gemaach gi wär an enger Réunioun, wou hien derbäi soll gewiescht sinn, an dass dat Enregistrement net erwähnt ginn ass. Dat ass awer op d'mannst skurril. Wann ee seet: „D'Kommisssioun, déi wusst alles, d'Kommisssioun huet hir Aufgab do net richtig gemaach!“, dann, mengen ech, muss een och kucken: Wouss se wierklech alles? An haut huet sech erausgestallt opgrond vun Zeienaussoen, dass et héchst wahrscheinlech ass, dass en anert Gespréich nach enregistriert gouf, dass et eng Opnahm dovunner ginn ass an datt de Statsminister och zu deem Zäitpunkt do driwuer informéiert war.

(Interruption)

► **Une voix.** - ...et ass net d'Ausso, dass de Statsminister informéiert gewiescht wär vun där Opnahm vun deem...

...dat kënnt Dir net esou behaupten, well dat ass net Fakt!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Jo, do kommen dann eenzel Punkten, wou dann deen ee vläicht eng aner Lecture huet wéi déi aner. Mä wann ech dat hei soen, dann ass dat...

(Interruptions)

...dann ass dat jo och esou, well mer dozou eng Rei vun Aussoen awer hunn.

(Interruption)

D'Kommisssioun ass dann oft, an dat ass och Fakt, net informéiert ginn. A wann de Statsminister hei esou insistéiert, dass en den Direkter drop higewisen huet, e misst alles der Kommisssioun soen, wat en him géif soen - woubäi et mech e bësse wonnert, dass elo op eemol an der Lescht dann nach méi Briefinge sollte gemaach ginn, déi awer vir-drin och schon dem Statsminister sollte gemaach gi sinn, an et ass kengem opgefallt, dass d'Kommisssioun déi net kritt huet, an déi kritt se awer dann elo op eemol, dann ass dat awer och eng relativ spët Reaktioun -, mä wann ee sech esou hei festleet, dass ee jiddweregem gesot huet: „Informéiert d'Kommisssioun iwwer alles dat, wat ech och selwer weess.“, dann ass dat jo awer schon eigentlech eng Verteidigung fir am Fall, wou d'Kommisssioun net alles sollt gewosst hunn. A mir hu festgestallt, dass d'Kommisssioun eben net alles wusst.

Wat hätt d'Kommisssioun da kënne maachen, wann et an der Operatioun SAM drëms gaangen ass, eng Kommisssioun ze erwirtschaften? Wat hätt d'Kommisssioun da kënne maachen am Dossier Gérard Reuter, deen an engem staatlechen Appartement do sétt? Wat hätt d'Kommisssioun kënne maache bei deenen illegalen Écoutes, déi geschalt goufen?

Wat hätt d'Kommisssioun kënne maachen am Dossier vun deem Briefing ugangs 2006 iwwer Bommeleer/Stay-behind-Theorie, an Implikatiounen eventuell vum Lëtzebuurger Finanzplaz an Elf-Aquitaine am Dossier Lissouba? Wat hätt d'Kommisssioun kënne maachen an deem

Fall, wou dee Briefing do och opgeholl ginn ass?

Si hätt näischt kënne maachen, soen ech lech, well se näischt dovunner wusst! Da kënne mer eis awer net herno heihinnerstelle kommen a soen: „Déi Kommisssioun do, déi dréit eng Responsabilitéit do mat, déi huet net richtig fonctionnéiert.“ Si hätt kënne richtig fonctionnéieren, wa se alles och am Detail gewosst hätt.

An do geet et och net duer, Här Statsminister, just hei opzezielen, wéini dann an der Kommisssioun wat fir e Sujet eng Kéier ugeschnidde ginn ass. Well wann een am Detail nokuckt, da mierkt een awer, niewent deenen, déi guer net ugeschnidde gi sinn, an där gëtt et jo awer och - ech hunn der elo e puer opgezielt -, gëtt et déi, déi, jo, emol eng Kéier esou gestraift goufen a wou dat ganz Bild eigentlech net gezechent gouf. An et gëtt déi, wou een awer och wierklech d'Gefill huet, dass d'Kommisssioun vläicht an eng falsch Richtung sollt guidéiert ginn.

Dir hutt hei erkläert, et wär kee Widersproch doranner, tëschent Ärer Ausso, déi Der am Ufank gemaach hutt, dass et ni e Gespréich mam Grand-Duc iwwer de Bommeleer ginn hätt, an enger, déi Der spéider gemaach hutt, wou Der sot: „Ben dach, ech hunn am Kontext vun deem RTLs-Zeien...“, elo nenne mer den Här emol esou, „...do hunn ech mam Grand-Duc iwwer de Bommeleer geschwat.“, dass et do eigentlech kee Widersproch géif ginn, dass dat eent normal wär an dat anert normal wär. Dir hutt do déi Gesprecher erkläert.

Et gëtt awer en anere Widersproch. Dat ass, dass deen éischte Moment gesot ginn ass, dass déi cryptéiert CD - vun lech och gesot ginn ass an der Kommisssioun -, dass déi cryptéiert CD vun enger anonymer Source kënnt. Et huet sech awer duerno erausgestallt, dass zu deem Zäitpunkt Dir ganz gutt wusst, dass et de Mataarbechter oder Agent oder d'Source M. war, déi déi CD an de Service erabruucht huet, well dat geet nämlech aus deem Gespréich Mille/Juncker, wou mer de Contenu ji méttlerweil kennen a wat virdu stattfont huet, jo, virun där Kommisssiounssetzung, doraus geet dat ervir!

Jo, wann d'Kommisssioun net alles gesot kritt, wann een net gesot kritt, dass déi Informatioun, déi een do huet, vun deem ass an datt ee vläicht e Profil vun där Persoun och kéint maachen, esou wéi mir et haut kënne maachen, da kann een nun der Kommisssioun awer wierklech och net virwerfen, dass se do net richtig agéiert hätt.

An ech ginn dat Gefill net lass, duerch meng Erfahrung elo an der Enquêtékommisssioun, duerch meng Erfahrung awer och als Member, dee jo elo annerhalleft Joer ongeféier an der Kontrollkommisssioun probéiert, seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen, dass d'Kontrollkommisssioun awer méi wéi eng Kéier als Alibi gebraucht gëtt.

An et ass eigentlech eppes, wat mer dat ganz kloer seet: Wéi oft ass an deene leschte Méint direkt gesot ginn, wann iwwer iergendeppes hei geschwat ginn ass: „D'Kontrollkommisssioun, déi wusst Bescheid.“? Et ass direkt gesot ginn: „Déi wusstes et. Si hunn näischt gemaach.“, an „Si waren domadder d'accord!“ Et ass iergendeppes, wat dann do an de Raum gestallt ginn ass: „Déi wusstes et, also ass alles an der Rei.“

Et hat ee wierklech d'Impressioun, dass eenzel Leit d'Kommisssioun méssbraucht hunn heiansdo, fir ze soen: „Mir hunn hinnen et gesot, da steet et am Rapport. An da ka keen eis duerno e Reproche maachen.“ Et ass op jidde Fall déi Impressioun, déi ech aus deene leschte Méint hei mathuelen.

Duerfir, mir waren d'accord, fir d'Responsabilitéit vun där Kommisssioun absolut objektiv ze belichten. Mir hunn dat gemaach. An ech mengen och, dass dee Rapport dat zur Genüge erëmgëtt.

D'Kontrollkommisssioun selwer huet jo och schon 2011 an hirem Rapport, awer och nach eng Kéier am November 2012 kloer gesot, dass et Reformbedarf gëtt, wat d'Aarbecht vun der Kommisssioun ubelaangt, dass mer d'Missiounen vun der Kommisssioun, d'Kompetenze vun der Kommisssioun, d'Moyene vun der Kommisssioun missten iwwerdenken, well mer e Malaise gespuert hunn.

An dann nach eng Kéier: Wann Objektivitéit hei gefrot gëtt, da kann ee jo awer elo net esou maachen, wéi wann de Statsminister, deen de politesche Chef ass vun engem Service de Renseignement, wou mer eis jo awer allegeruerten eens sinn, dass ganz viles schifgaangen ass... Onofhängeg dovunner, wéi et am Detail war, mä ganz viles ass schifgaangen, an da seet de Statsminister hei, hie géif weder déi objektiv an nach déi subjektiv politesche Responsabilitéit duerfir unerkennen.

An da kënnt vun d'arselwechter CSV de Spriecher, de Gilles Roth, heihinner, an dee schwätzt eigentlech quasi nëmme vun der grousser Responsabilitéit, déi d'Kontrollkommisssioun do soll hunn. Ech mengen, dass do d'Saachen awer net méi openeeklassen. Dat ass esou, wéi wann de Polizist responsabel wär fir eng Strofdot, an de Brigang, deen hätt eigentlech näischt domadder ze dinn.

(Interruptions diverses)

Duerfir... Jo, jo. Majo.

(Interruption)

Jo, jo..., dat steet..., neen, neen, dat steet am Rapport, wien de Brigang ass.

(Interruption)

Duerfir mengen ech, dass een déi dote Liesaart net kann deelen. An duerfir verstinn ech eigentlech och net, dass d'CSV en fin de compte, no deene ville Sätzungen, wou kontrovers an och sachlech diskutéiert gouf, de Rapport net ugeholl huet. An ech bedauern dat eigentlech, well et der Aarbecht an der Kommisssioun vir-drin keng Rechnung gedroen huet.

D'Justice ass, mengen ech, awer och méi wéi eng Kéier hei, eigentlech zu Onrecht, net informéiert ginn, ni dem Fait, dass d'Kontrollkommisssioun oft am Däischteren tappe gelooss ginn ass. Eleng de Fait, dass haut sechs, siwen Enquêtes oder Enquêtes préliminaires lafen iwwer Faiten, déi jo awer och elo net nei op d'Tapéit komm sinn, wou op d'mannst de Statsminister, op d'mannst d'Leit am Renseignement Bescheid wusstes iwwer déi leschte Joren, meeschtens an de Joren 2006 bis 2010 dovunner Informatiounen kritt hunn, an dass eigentlech d'Justice elo eréischt konnt aktiv ginn, hir Aarbecht maachen, wou d'Enquêtékommisssioun déi Dossieren do weiderginn huet, dat weist, dass et awer do zu enger Verfehlung komm ass an datt doduerjer d'Justice behënnert ginn ass.

Wann haut d'Opnahm, déi mat lech gemaach ginn ass vum Här Mille mat där ominéiser Auer, wann dee Fait haut verjährt ass, dann huet dat eben och domadder ze dinn, dass dat net matzäiten der Justice bekannt gemaach ginn ass. A bei anere Faiten,...

(Interruption)

...wou elo nach Enquêté lafen, wäerte mer risikéieren, dass et do d'selwecht wäert goen, dass och do déi Faite risikéieren, herno verjährt ze sinn, an d'Justice eigentlech net méi op de Fong vun der Saach kann agoen.

Da komme mer awer och da bei déi politesche Responsabilitéit, déi hei ze droen ass. De Fait, dass mer haut sechs Enquêtes hunn, déi sech dréinen em déi cryptéiert CD, em déi illegal Écoutes, em dat Appartement, wou de Gérard Reuter dra logéiert war, em deen Autostrafic, em de Briefing 2006 an déi Presentatioun do, déi gemaach gouf, wou een nach net richtig weess, ob net nach aner Enquêté wäerten duerjer musse lancéiert ginn, em déi Missioun mat den Handgranaten, ech mengen, déi meescht heibanne wëssen, wat gemengt ass, an d'Operatioun „Katana“, dat weist, dass - jo! - eng stroferechtliche Responsabilitéit fir déi, déi dat dote verursaacht hunn, am Raum steet, dass d'Prescriptioun drot do herno mussen ausgeschwat ze ginn.

Mir hunn och héieren, dass d'Justice sech nach Froe stellt, ob net nach weider Enquêté wäerte mussen opgemaach ginn. D'Madame Woltz huet an der Kommisssioun gesot, dass dat doten eréischt kéint den Ufank sinn an datt finalement eng Rei vu Leit am Service de Renseignement wierklech dee Service esou gefouert hunn an hir Aktivitéiten esou gefouert hunn, dass et awer zum Schued vum Land war. An do waren et net déi Mannsten am Service de Renseignement: Et waren déi, déi eigentlech uewen dee Service géiert an dirigéiert hunn. A géint déi ass momentan dann och d'Justice amgaangen ze enquêtéieren. De Fait, dass dat net éischter konnt geschéien, ass en Deel och vun där politescher Responsabilitéit, déi muss diskutéiert ginn.

Wat soss déi politesche Responsabilitéit ubelaangt, deele mer déi Konklusiounen, déi de Rapport mécht, déi op Faite baséieren. De Premierminister hat säi Geheimdängscht iwwer Joren eigentlech net richtig am Grëff. Hie sot: „Ech wusst net vill.“ Op där anerer Säit huet een awer héieren, dass awer da bal all Mount e Briefing war. Da muss do net vill Sënnvolles geschwat gi sinn. D'Kontroll ass delegéiert ginn, um Niveau och vum Statsministère zum Deel.

D'Dysfonctionnement aus de Joren 2005 bis 2008 sinn awer och d'Resultat vun enger mangelnder Kontroll, vun enger mangelnder Emprise vum Statsministère, vum Ministère de tutelle op de Service de Renseignement. An hei hat ee wierklech d'Impressioun, dass, wann d'Kaz net doheem ass, d'Mais dann um Dësch

danzen. Dat ass dat, wat och an de Joren 2005 bis 2008 geschitt ass.

An de Premierminister ass awer am Laf vun deene Joren do iwwert déi Dysfunktionnement, déi haut am Rapport opgeléicht sinn, déi mer haut hei nach eng Kéier kuerz kënnen usträifen, informéiert ginn: iwwert déi illegal Écoutes, déi gemaach goufen; iwwert d'Appartement, wou den Här Reuter drasou; datt an déi eegen Täschen an eenzelnen Dossiere geschafft ginn ass.

An eigentlech hätt en och misse wëssen, datt d'Kontrollkommissioun net ëmmer vollstänneg informéiert ginn ass. Op jidde Fall, wann dat esou wichteg ass, datt een all Direkter dat ganz kloer gesot huet, dann hätt ee sech och eng Kéier doriwuer kënnen vergewësseren, ob dat war. Virun allem awer bei deene penibele Geschichten, déi hei op d'Tapéit komm sinn, mengen ech schon, datt de Premierminister sech méi Gedanken hätt kënnen doriwuer maachen, ob d'Kontrollkommissioun dat dote richteg traitéiert huet oder net.

Ech sinn eigentlech och anerer Meenung, wat d'disziplinäresch Moosnamen ubelaangt. Och do riskéiert et jo elo, deelweis ze spéit ze ginn, well och do lafe Prescriptionsdélaien. An och do, wann een elo seet - wéi d'Kommissioun dat festgehalen huet -, et muss géint eenzel Agente vläicht nach virgaange ginn, weess een net, ob haut nach Zäit duerfir ass.

Ech verstinn d'Argumentatioun vum Statsminister, datt ee seet: „Ech wollt de Service protegieren, andeems ech net alles wollt opbauen, andeems ech dat op eng aner, vläicht méi elegant Aart a Weis wollt léisen.“ Allerdéngs wësse mer, datt de Statut vum Fonctionnaire dozou awer och munneches seet. Mir wëssen och, datt de Code d'instruction civile (veuillez lire: de Code pénal) dozou munneches seet. An et huet een d'Impressioun, hei sollt awer munneches vun deem, wat opgetaucht ass an de Joren 2005 bis 2010, ënnert dee berühmten Teppesch gekiert ginn. Et sollt weder dem Parlament eppes gesot ginn nach der Justice eppes gesot ginn. Et sollt nëmme keen Tamtam gemaach ginn.

Duerfir ass dann och gehollef ginn, datt déi eenzel Leit, déi dat doten am Service ze veränderten hunn, op aner Plaze konnte placéiert ginn. Den Här Mille ass bei Siemens gaangen. En huet e Congé sans solde kritt. En huet awer nach en Avancement kritt als Premier conseiller de Gouvernement dee Moment, wou e scho fort war. Datt dat awer elo net grad ass, datt een am Schlechte sech getrennt huet, dat kann ee jo net grad behaupten.

Sandstone huet eng Ënnerstützung kritt. An et huet mech eigentlech gewonnert, datt hei de Statsminister, mengen ech, gesot huet, datt en eréischt vun där Firma gewost hätt a vun där Intentioun vum Här Schneider, fir esou eppes ze maachen, Enn 2012, woubäi eis awer...

(Interruption)

Dat hutt Der awer...

(Interruption)

Neen, neen, Här Statsminister, dat hutt Der awer virdrun hei...

(Interruptions)

Ma dat hutt Der awer virdrun hei gesot! Majo dach!

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ech hu gesot, ech hätt den Numm vun där Firma...

► **M. Claude Meisch** (DP).- Ah.

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- ...2012 fir d'Eischt...

► **M. Claude Meisch** (DP).- Ah!

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- ...héieren.

► **M. Claude Meisch** (DP).- Dat heescht, d'Intentioun woussst Der awer scho vill méi fréi?

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dat hunn ech jo erkläert!

► **M. Claude Meisch** (DP).- Majo dann ass et...

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ech hunn den Androck souwisou, dass Der mengen Erklärungen net nogelauschtert hutt!

► **M. Claude Meisch** (DP).- Oh dach! Dach. Mä ech hätt nach ganz viles dozou ze soen, mä ech fäerten, meng Riedezäit, déi erlaabt dat haut net, op all déi Detailler do anzegoen. Well an Ären Erklärungen, wou sécherlech net alles falsch ass, mä do misst een awer dann all Kéiers erëm eng Kéier dat komplett Bild zeechnen, fir et da wierklech och ganz richteg duerzestellen. Mä dat hu mer jo an der Kommissioun gemaach an ass esou am Rapport festgehalen.

Zu Sandstone awer waart Der absolut am Bild, datt déi Firma sollt gegrennt ginn. Dir hutt dat jo elo nach eng Kéier gesot. An Dir sidd och eng Zäit laang, dat geet op jidde Fall emol aus engem E-Mail-Verkéier ervir, dovunner ausgaangen, datt déi de Volet Intelligence économique fir de Lëtzebuurger Stat soll maachen. Datt also do schon et esou war, datt och herno eng Geschäftsbeziehung eigentlech téschent dem Service, dem Stat oder anere Ministären an där Entreprise do hätt solle sinn.

A wann een hei, Här Juncker, vill Leit ernimmt, wou ech net weess, ob et gutt ass, wa se hei esou op déi Aart a Weis ernimmt ginn, fir ze weisen, datt d'Responsabilitéit ëmmer ganz, ganz breet offensichtlech hei am Stat gespreekt ass - an Dir hutt e puermol den CSV-Stat hei erwähnt, wou Der jo weist, gewise wollt hunn, datt deen net ëmmer an all eenzelne Fall da géif zur Geltung kommen -, kéint ee jo och an et hätt een och am Rapport kënnen déi Verflechtungen däitlech maachen téschent Sandstone, hirem Haaptaktionär, där G.m.H. an Ärer Partei a Persounen, erausragende Persounen vun Ärer Partei.

Mä ech wollt dat eigentlech weder am Rapport gesinn, nach haut hei weider verdéiwen. Well, jo, et ass näischt Onanständeges, an engem Conseil d'administration ze sinn. Gradesou wéi et onanständeg ass (veuillez lire: wéi et net onanständeg ass), engem aneren ze soen, datt een e guddé Mataarbechter do vläicht kéint recommandéieren.

En aneren ass an de Wirtschaftsministère komm, entgéint de Recommendation vum Policedirekter an och dem Policeminister. Mä do muss jo also och e bëssen nogehollef gi sinn. A si hunn do eigentlech op deene Plaze weider, jo, hiert Onwiese kënnen dreiwien.

De Premierminister huet gesot, datt en dem Land kee Schued wollt zoufügen a duerfir op déi doten Aart a Weis probéiert huet, déi Elementer aus dem Service erauszekriegen. Wann téschent de Joren 2005 an 2008 vläicht eng Kéier duerchgegraff gi wär, mengen ech, wär mer net an där heiteger Situatioun! Do mengen ech wierklech, datt mer net an der Situatioun wäeren, datt mer haut x Dysfunktionnementer iwwer Joren a bal Jorzénkten hei missten opléichten, déi an deem Mooss dem Service an och der Reputatioun vun eisem Land schueden, wéi Der et grad richteg beschriwwen hutt.

Duerfir, d'Strategie, fir ze probéieren, alles ënner den Teppesch ze kieren, alles e bëssen „à la luxembourgeoise“ ze léisen an dem Land do duerjer kee Schued zouzefügen, déi ass nun awer emol voll an d'Box gaangen. An duerfir drot Der finalement och d'Responsabilitéit. An ech loosse et net gellen, datt hei esou gemaach gëtt, datt déi, déi elo probéiert hunn opzeklären an der Enquêtekommissioun, an déi, déi all hir Aarbecht an der Press gemaach hunn, datt déi elo d'Responsabilitéit dofir ze droen hunn - dat geet net!

Firwat ass d'Fro vun der politescher Responsabilitéit esou wichteg?

Et geet hei net ëm d'Persoun vum Jean-Claude Juncker. Et geet hei ëm d'Fonction, déi de Jean-Claude Juncker momentan occupéiert, nämlech déi vum Statsminister. An et geet ëm d'Vertrauen an déi Fonction, d'Vertrauen an dat Amt, wat d'Lëtzebuurger an déi Leit, déi hei am Land liewen, agéieren, mussen hunn. Et geet drëms, datt déi Institutioun an aner Institutioun kee Schued huelen. An et geet drëms, datt mer dat Vertrauen nees kënnen hierstellen, wat verluer gaangen ass. An ech mengen, datt mer all Dag am Land héieren, datt et e Stéck wäit verluer gaangen ass!

Duerfir ass et och normal, datt, wann ee Statsminister ass an a sengem Ressort awer ganz viles dernieftgeet, wéi et am Rapport dokumentéiert ass, datt een duerfir déi politesche Responsabilitéit muss iwwerhuelen. An Dir waart eigentlech, wéi Der virun e puer Wochen hei stoungt, méi kloer an där doter Fro. Dir hutt déi Dier do e Stéck méi wäit zougemaach, wat ech wierklech bedauern. Politesch Responsabilitéit iwwerhuelen an eng Demokratie, mengen ech, datt kann net ëmmer nëmme esou sinn, datt een heihinnerkënt a seet: „Ech maachen dat!“, an da geet ee sech erëm sätzen an et geet weider wéi bis ewell.

Mir hunn eng ganz Rei vun oppe Froen nach, déi sech haut stellen. Et weess keen, mat wat fir enger Geschicht d'Press oder anerer deemächst nach eng Kéier kënnen kommen. Et ass esou all gudden Dag an der Enquêtekommissioun gaangen. Ech weess net, ob do net nach iergendeppes kéint kommen. A kee weess et wahrscheinlech heibannen.

Mir wëssen net, ob déi Opnahm vun deem Briefing am Januar 2006 net awer iergendwann eng Kéier optaucht. Wat ass, wann déi cryptéiert CD dann awer eng Kéier entschlüsselt ass? Wéi gi mer domadder ëm? Wat si wierklech d'Hännergrënn, firwat de Gérard Reuter

an deem Appartement logéiert ginn ass? Wat sinn déi lëtzebuergesch Implikatiounen an der Affär Elf? A vill aner Froen, déi stinn nach op an déi kënnen eis eigentlech all Moment och erëm eng Kéier anhuelen.

Mä wa mer esou einfach virufuere wéi bis ewell, da wäerten déi dote Geschichten eis anhuelen a mir wäerte keng Rou fannen. A mir wäerten all Kéiers erëm gedriwwen ginn, well wann déi Leit, déi awer déi politesche Responsabilitéit hefir ze droen hunn, wann déi weider an hirer Fonction bleiwen, da wäerte se weiderhin och belaaucht ginn duerch dat, wat dann nach riskéiert ze kommen.

Duerfir brauche mer eigentlech eng Regierung, eng Regierungsequipe, déi net betraff ass vun all dësen Affären, déi sech den aneren Erausforderungen, an där gëtt et ganz vill hei zu Lëtzebuerg, mat voller Energie ka stellen, déi dem Stéllstand zu Lëtzebuerg kann en Enn maachen. Eng Regierung, déi eben net nëmme mat sech selwer a mat hiren Affäre beschäftegt ass. Eng Regierung, déi sech kann ëm de Chômage këmmern. Eng Regierung, déi sech kann ëm d'Statsfinanze këmmern. Eng Regierung, déi den Ëmbau vun der Finanzplaz an Ugrëff hält. Eng Regierung, déi de Logementsproblem attackéiert. Eng Regierung, jo, déi Lëtzebuerg aus der Kris féiert.

A vill Leit hu recht am Land, wa se engem soen: „Hu mer keng aner Problemer? Hu mer näischt aneschtens ze dinn, wéi de Service...“

(Interruptions diverses)

Jo, majo! Jo, ech weess dat. Ech ka mer och virstellen, firwat Der dat sot. Ech ka mer och ganz gutt virstellen, firwat Der dat sot! Mä d'Leit am Land hunn d'Gefill, datt et effektiv nach aner Problemer gëtt. An d'Antwort op déi Suerg vun de Leit: „Hu mer keng aner Problemer?“ däerf awer net sinn: „Jo, da kommt, da këmmere mer eis elo net méi ëm Bommeleeër an ëm Service de Renseignement an alles dat, wou d'Leit e bësse mengen: «Kommt, mer loosse et elo op der Säit!»“.

D'Antwort eigentlech, déi mer mussen drop ginn, dat ass: „Mir këmmere eis drëm. Mir klären et op, mir zéien e Schlusstréch an dann hu mer eng propper Situatioun fir e propperen Neistart, fir datt mer eis da wierklech och onbelaascht kënnen ëm d'Problemer vun de Leit hei am Land këmmern.“ Dorëms geet et an dorëms geet et och eiser Fraktioun, datt mer neit Vertrauen an d'Politik kriegen, datt mer neit Vertrauen an d'Institutiounen kriegen. An duerfir muss an eisen Aen och de Wieler deemächst eng Kéier d'Wuert kriegen, well hien et muss sinn, deen dat Vertrauen do nei verdeelt.

An deem Sënn hate mir den 13. Juni hei eng Motioun abruucht am Parlament, wou et eis eigentlech drëms gaangen ass, fir ze soen: „Kommt, mir zéien elo dee Schlusstréch do ënnert déi Affären a kommt, mir zéien och e Schlusstréch ënnert de politesche Stéllstand a mir traue eis, en Neufank ze maachen!“ Mir wollten deemools, mir hunn dat gefrot, d'Demissiou vun der Regierung. Déi Motioun ass hei leider net duerchgaangen.

Mir mengen zwar, dat eis Argumenter, déi mer deemools haten, eigentlech duerch dee Rapport nach confirméiert goufen a bekräftegt goufen. An dobäi ass jo awer nach en neie Fait derbäikom, nämlech, datt ee muss feststellen, datt d'Regierung keng Majoritéit méi huet, datt d'Regierungsmajoritéit zu deem Rapport eng aner Vue huet. An et ass net, datt ee sech enthalen huet an deen aneren huet derfir gestëmmt. Deen een huet derfir gestëmmt an deelt alles dat, wat am Rapport steet, deen aneren huet dergéint gestëmmt a mengt, wéi mer dat haut och leider nach eng Kéier hu missen héieren, datt d'Responsabilitéiten an deem Rapport komplett falsch verdeelt wäeren an datt et quasi d'Kontrollkommissioun wär, déi méi do zum Onwee gemaach hätt wéi de Premierminister.

A mir hunn eng Ausso vun der LSAP mëttlerweil, déi awer och kloer gesot huet, datt et zu engem Neufank muss kommen, déi Neiwahlen net méi wëllt ausschléissen. An et huet ee jo wierklech d'Impressioun, datt op d'mannst déi Partei schon amgaangen ass, sech dorobber ze preparéieren.

Also hu mer haut eng Regierung, déi net méi opgrond vun enger Majoritéit kann handelen, déi also handlungsonfäeg ass. Dat, nach eng Kéier derbäi, léisst ee wierklech zu darselwechter Schlussfolgerung kommen, datt et héich Zäit wär, fir de Wee fräi ze maachen an de Lëtzebuurger d'Wuert ze iwwerginn.

Mir hate gehofft, datt de Statsminister haut a senger Deklaratioun e Wuert géif soen iwwer seng Responsabilitéit. En huet eigentlech sämtlech Responsabilitéit ofgelehnt. Weder iwwerhält en déi objektiv nach déi subjektiv. En huet erkläert, firwat en dat aneschtens géif mengen. En hat gemengt, net muss selwer d'Konklusiounen dorauer ze zéien an dat dem Parlament ze iwwerloossen.

Meng Fraktioun hat den 13. Juni schon eng deementsprechend Motioun hei abruucht. Mir wëllen net nach eng Kéier déiselwech hei abréngen, well soss op eemol géif dat jo och ridicule ginn. Ech weess awer, datt d'Kollege vun deene Gréngen an aner Fraktiounen eng Motioun hunn, déi mir wäerte mat ënnerstëtzen, wann et dann dozou wäert kommen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun, mat hire Verrieder, ass an déi Kommissiounsaarbechte vun der Enquêtekommissioun onni virgefaasste Meenung eragaangen. Si ass an déi Sitzung eragaangen, ech selwer hunn déi Presidentschaft och an deemselwechte Gescht iwwerholl, onni an eng Oppositionslogik ze verfallen - d'LSAP ass net an der Opposition -, onni awer och ze mengen, et wär ee coüte que coüte un eng sougenannten „Koalitionsraison“ gebonnen. Et ass eis drëms gaangen, dass mer eng objektiv, eng propper Aarbecht an där Enquêtekommissioun gemaach kriegen an dass mer herno och sachlech Konklusiounen zéien.

Ech soen als President Merci fir dat Vertrauen, wat mer all d'Memberen, mengen ech, vun der Kommissioun bis zum Schluss entgéintbruecht hunn. Ech hat déi net ëmmer agréabel Aufgab, no de Huis-clos-Sitzungen ze probéieren eppes ze soen, onni awer ze vill ze soen am Numm vun der Kommissioun. An ech hu probéiert, dat esou richteg an esou objektiv wéi méiglech ze maachen. Merci also fir dat dote Vertrauen, wat Der mer entgéintbruecht hutt.

Konklusiounen zéie wëlle mer, dat schreift d'Gesetz eis vir. D'Fro vun der legislativer Aarbecht, deene Reformen, déi muss gemaach ginn, an d'Fro natierlech och vun de Responsabilitéiten, déi sech dann am konkrete Fall stellen.

Mir waren eis alleguerten eens bis hin zur Persoun vum Premierminister, dass mer missten eng Enquêtekommissioun maachen, dass mer missten op dat ganz staarkt a seelent Instrument vun enger parlamentarescher Enquête zréckgräifen, well mer der Meenung waren, dass mer et hei mat engem politeschen Dossier ze dinn hunn, deen net en einfachen Dossier ass, dee vu senger Envergere hier, wéi se deemools ze erkenne war - an déi Envergere ass och méi grouss ginn am Laf vun eiser Enquête -, et verlaangt, dass d'Chamber sech intensivst domadder befaasst, well hei grav Dysfunktionnementer an engem sensibelen, an engem wichtige Service vun Stat festgestallt si ginn. An déi Lëscht vun deenen Dysfunktionnementer ass en cours d'enquête nach weider an d'Luucht gaangen.

Wann ech de Premier virdrun a senger Explikatioun héieren hunn, hat ee bal den Androck: „Alles ass an der Rei. Reformen hate mer souwisou wëllen. Wat virkomm ass, mä Gott, do hunn ech déi néideg Reaktiounen gewisen.“ E fret sech, firwat mer kéinten zu där geckeger Iddi kommen, fir eng Enquêtekommissioun dozou hei anzusetzen!

Ech mengen also schon, dass een net kann einfach mat engem Wësch all déi fundamental Froen, déi sech awer hei stellen, déi Ablécker, déi mer kritt hunn a wierklech e schlechte Fonctionnement während laange Jore vun engem sensibelen Service vun deem Stat, dass mer dat klengriede kënnen an u sech och déi ganz Diskussioun hei op eemol verlagert kriegen op d'Roll vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun. Dat kann et net sinn!

Mir hunn eis och kritesch domadder beschäftegt. A mir hunn eis och hei kritesch an der Debat domadder ze beschäftegen. Mä eng Konfusioun ze maache vun der politescher Responsabilitéit vun der Exekutiv, hei an der Persoun vum zoustännege Minister, dem Statsminister, fir eng Verwaltung, déi net esou funktionéiert huet, wéi dat hätt misse sinn, an enger Kontrollförmig vun engem Parlament, déi vläicht net zu honnert Prozent esou duerchgefouert ginn ass, wéi et hätt kënnen sinn, dat ass eng Verméschung vu Responsabilitéiten, déi ee menger Usicht no net däerf maachen a wou mer eis eigentlech och an der Kommissioun eens waren, dass déi Responsabilitéiten do sech awer op verschidden Niveauen ofspillen, onni déi eng ganz wëllen ewechzeleeën.

Reforme si wichteg. Ech wëll duerfir awer op dee Punkt och agoen, dass mer eis net nëmme op déi Fro vun de politesche Responsabilitéiten hei beschränken. D'Aarbechte ware vill

méi vast, an déi Debatt hei verdéngt et eigentlech och, méi breet ausgeluecht ze ginn, wat déi Ausrichtung ugeet. Eis ass et dréms gaangen, dass mer och relativ schnell do Neel mat Käpp maachen.

Iwwer eng Reform vum Service de Renseignement ass net nëmme virun 2004 ellelaang während laange Joren diskutéiert ginn, mat ganz grouse Pausen derteschent, mä och zënter 2004 ass schonn zënter e puer Joer gewosst, dass do munches net esou leeft wéi et soll lafen. Duerfir huet de Premierminister, denken ech och, d'Kontrollkommissioun domadder befaasst, fir emol e Rapport ze maachen iwwert déi Aktivitéit vum deem Service, iwwert de Fonctionnement vum deem Service.

D'Commission de contrôle huet profitéiert, fir eng Rei vu Reformvorschläger der Regierung ze ënnerbreeden. An duerfir wëlle mir och elo, dass mer net méi laang Zäit verléieren, dass mer zumindest dee Volet vum Contrôle parlementaire, wou d'Schwaachstellen an den Texten an an der Praxis kloer gi sinn, dass mer dee Volet esou schnell wéi méiglech kënnen ëmänneren an dass dat net erakënn an déi ganz méi breet Diskussioun iwwert d'Neiausrichtung vum de Missioun vum Service, vum den Operatiounen, vum den Operatiounsmittel vum Service.

An duerfir hu mer an enger vun de leschte Kommissiounssitzungen decidéiert, dass ech den Opdrag géif kréien, fir eng Proposition de loi auszuschaffen, déi d'Gesetz vun 2004 iwwert de Service de Renseignement ëmännert op deene Punkten an deenen Artikelen, déi sech eleng mat dem Contrôle parlementaire befaassen.

Do si mer eis eens ginn, dass mer éischtens géifen d'Kompositioun änneren wëlle vun där Kommissioun, dass u sech d'Fraktiounen an d'Groupes techniques an Zukunft sollen dra vertraude sinn - dat heescht, also méi eng breet Zesummesetzung maachen - an dass d'Fraktiounen sollen déi Deputéierten eraussichen, déi an hiren Aen am meeschte gerüst sinn, am meeschten apte sinn, am meeschten Zäit och a Wësse kënnen investéieren, fir déi Kontrollarbecht do ze maachen. Dat ass ee wichtige Punkt, dee mer zréckbehalen hunn.

Mir hunn och zréckbehalen, dass mer wëilten déi Experten, op déi d'Kommissioun kann zréckgräifen, d'Kontrollkommissioun, dass d'Kommissioun och an Zukunft kann deene speziell Missioun ginn, fir och speziell Kontrolle kënnen am Service selwer auszuféieren. Dat kënnen Politiker ganz schlecht maachen. Dat kënnen nëmme Experte maachen, déi en Know-how och hunn, wéi e Service vu banne fonctionnéiert. Dat schéngt mer e ganz wichtige Punkt ze sinn.

Da leëe mer nei fest d'Organisationspflicht, déi besonnesch den Direkter vum Service, mä och den zoustännege Minister par rapport zu der Kontrollkommissioun hunn, a mir féieren och en neien Delikt an, eigentlech fir de Fall, wou wéssentlech géife wichtig Informatiounen vum Direkter der Kontrollkommissioun net zougestallt ginn.

2. Dépôt d'une proposition de loi

Dat sinn also déi Ännerungen, déi mer hei proposéieren. Déi fousse op engem Avis juridique, deen d'Kontrollkommissioun selwer virun enger Rei vu Méint an Opdrag ginn huet. Ech hu probéiert, dat an en Text ze faassen. Dat huet och Énnerschräfte fonnt vun alle Parteien a Sensibilitäten, déi an der Enquêtékommis-sioun vertraude sinn. Ech géif dann och hei profitéieren, fir am Numm vun all deenen, déi mat hei ënnerzeechent hunn, déi Proposition de loi, wat d'Deelreform vum Gesetz vun 2004 ugeet, och hei beim Chamberspräsident ze deponéieren.

6589 - Proposition de loi modifiant 1. la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État; 2. l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle.

3. 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (suite)

Ech wëll och net op den Detail agoen - de Premier huet dat gemaach. Ech weess, wann d'Leit de Rapport net gelies hunn, ass et immens schwéier eigentlech och dobaussen, dat ass kloer, sech e Bild iwwert déi ganz Situatioun ze maachen. Duerfir wëll ech och net op déi eenzel Punkten am Detail agoen.

Ech wëll e puer Saachen awer kloerstellen, well ech och gemierkt hunn, dass an der Opinion

publique, wat d'Aarbechte vun eiser Enquêtékommis-sioun ugeet, gewässermoossen eng Confusioun oft bestanen huet, oft geschürt och nach ginn ass vu baussen. Dat hei ass eng Enquêtékommis-sioun gewiescht iwwert de Fonctionnement vum Service de Renseignement, vun 1960 u bis haut, mat natierlech engem Fokus op dat besonnesch, wat déi lescht Joren an deem Service do fonctionnéiert oder och net fonctionnéiert huet.

Et war keng Enquêtékommis-sioun iwwert de Bommeleer, fir dat kloerzemaachen. An dat wollte mer och ni sinn. Mir si souwisou duerch d'Gesetz gehalen, ganz strikt ze fueren. A mir waren oft do no u de Grenzen. Vlächit souguer heiansdo driwwer, iwwert deem, wat mer eigentlech hätten dierften nofroen. Mir waren eis awer bewosst, dass dobausse kee verstanen hätt, wa mer op eemol all kriddeleg Fro praktesch net méi zougelooos hätten.

Wichtig war et, dass ee muss wëssen, dass mer eigentlech, soubal iwwer iergendee Fait d'Justiz enquêtéiert, no eisem eegene Gesetz vun den Enquêtékommis-siounen, déi Kommissioun net dierf weider parlamentaresch enquêtéieren op deeneselwechte Faiten. Mir konnten also an all deenen dote Froen, an dat sinn der méi ginn an der Zäit... Well, bal war e Fait bekannt, hu mir probéiert drop ze schaffen, huet natierlech och d'Justiz, de Parquet en Dossier drop ugefaangen. A scho war eigentlech eis Méiglech-keet, fir weiderzagoen, erëm an engem gewëssene Mooss beschränkt.

Esou dass ech mengen, dass mer esou wäit komm sinn, wéi mer konnte komme mat deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, mat deene gesetzleche Virgaben, déi mer och hunn. An duerfir ass et och richtig, dass mer elo de Moment eigentlech gesicht hunn, fir elo zu engem Ofschluss ze kommen. Och wa mer sécherlech net an all Fro bis an de leschten Detail konnte goen, esou gëtt dat Ganz awer, wat elo virläit, e Gesamtwuerbléck, deen et méiglech mécht, eng politesch an eng legal Appréciatioun vun der Situatioun ze maachen, wat, wéi gesot, den Objet vun eiser Kommissioun ugeet.

Als LSAP wëlle mer ganz kloer, dass d'Justiz elo och dee Relais iwwerhëlt vun där Enquêtékommis-sioun, dass d'Justiz, och wann elo d'Scheinwerfer vun der Aktualitéit net méi vlächit esou an deenen nächste Wochen op déi doten Affäre geluecht sinn, dass d'Justiz normal hir Enquêté weiderféiert a se och bis zum Enn féiert.

Ech mengen, et géif kee verstoen, wa mer an engem Joer hei géifen zesummesetzen an et géif erauskommen: „Majo déi Enquéten, déi lafen nach alleguer.“ Et ass also wichtig, dass also eng propper Aarbecht och gemaach gëtt op all deenen Dossieren, wou elo Enquéten opgemaach gi si respektiv wou Enquêtes préliminaires vum Parquet ordonnéiert gi sinn.

A wou ebe Prescriptioun ass, muss klasséiert ginn. Dat kann een net zefriddestellen. Dat kann ee sécherlech net zefriddestellen, mä et ass e Fait, dass eng Rei vu Faiten esou wäit zréckleien, dass et schwierig wäert ginn eigentlech fir d'Justiz, do voll kënnen op deene Punkten ze enquêtéieren, obwuel - obwuel! - wahrenscheinlech duerch eng Rei vu falschen Zeienaussoen, déi manifestement gemaach gi sinn, während eise sëllechen Enquéten, déi mer gemaach hunn, e puer vun deene Faiten, déi eigentlech prescrivéiert sinn, kënnen erëm oplewien duerch eventuell Plainten an Enquéten, déi gemaach gi weinst faux Témoignage.

Et ass also méiglech, dass awer eng Rei vu Saachen trotzdem nach ganz un d'Wourecht (veuillez lire: Liicht) wäerte kommen, opgrond vun elo widerspréchelechen Aussoe vu Zeien, déi ënner Eed alleguerten ausgesot hunn, a wou manifestement also Indizien do sinn, dass Meeneeder an enger ganzer Partie Fall hei am Laf vun deenen Enquêté vum eiser Kommissioun gemaach gi sinn. A selbsterständlech ginn all déi doten Dossiere weidergereicht un de Parquet. Et sinn der zu engem groussen Deel schonn en cours vun eisen Aarbechte gemaach ginn.

De Rapport vun deser Enquêtékommis-sioun ass an eisen Aen dat virleefegt Enn vun der Missioun vun deser Enquêtékommis-sioun, mä am Endeffekt muss d'Chamber dat nach en plénière constatéieren oder decidéieren, mä awer net en Enn vum Suivi vun den eenzelnen Dossieren, déi um Geheimdängscht hänken. Ech mengen, d'Kontrollkommissioun soll weider-schaffen. Déi huet entre-temps och, mengen ech, e ganz flotten Aarbechtsrhythmus kritt an huet sech eng Aarbechtsmethod ginn, déi wierklech weist, dass do och kann eng incisif Aarbecht gemaach ginn.

Mir wëlle jo, dass hir Befugnisse nach méi breet ginn, dass se aner Mëttele kritt, dass och déi Leit, déi hinne mussen zouschaffen, och déi Obligatioun gesetzlech verankert kréien, dass se all déi Informatiounen, déi se hunn, och iwwer Dysfonctionnement, mussen direkt un

déi Kontrollkommissioun weiderreechen. Also e wichteg Instrument bleibt d'parlamentaresch Kontrollkommissioun an där aler wéi dann an där neier Form.

Déi normal parlamentaresch Kontroll spillt natierlech och; all Mëttele, déi en Deputéierten huet, fir ze probéieren, Drock op eng Regierung ze maachen, Saachen erauszufannen. Selbsterständlech huet all Deputéierten, all Fraktioun huet déi dote Méiglechkeet och an Zukunft zur Verfügung.

A virun allem awer, mengen ech, muss ee sech seriö - an do ass och vill Zäit vergaangen, an dat hätt och eng Regierung kënné schonn am Virfeld maachen - sech seriö mat deenen alen Archiven ofginn. Et ass jo awer gewosst, dass déi Archiven do bestinn. Sécherlech weess net jiddwereen am Detail, wat do dran ass. Ech war ganz erstaunt, dass e fréieren Direkter, den Här Hoffmann, hei ënner Eed ausgesot huet, hie wär ni an deem Archiv gewiescht, a bal gemenkt, e kéint net genau soen, wat an deem Archiv do eigentlech läit. Dat fannen ech awer fir een, dee ganz laang Joren Direkter war vun enger dach klenger Verwaltung, zumindest eng ganz erstaunlech Ausso, déi een do huet mis-sen héieren.

Et bleibt, dass mer un déi Archive mussen er-goen. Déi al Archiven, déi, dat muss ee wëssen, och nach haut sporadesch vum Service consul-téiert ginn. An do stellt sech d'Fro, ob déi Archiven net och misste legaliséiert ginn iwwer Règlement grand-ducal. Esou wéi een déi infor-matesch nei Datebank muss legaliséieren.

An deem Règlement grand-ducal kéint een och da spezifesch Regele fir deen doten alen Archiv virgesinn, dee mer jo wëllen transferéiert hunn an eis Nationalarchiven, mat engem Experte-grupp, dee sech da soll mam Inhalt vun deenen Archiven do ofginn. Selbsterständlech awer ëmmer erëm garantéiert, dass all déi Leit, déi eng Nofro hunn, ob se an deem Archiv dra sinn, ob se an deem Fichier dra sinn a wat iwwer se drasteet, selbsterständlech muss permanent kënnen den Accès zu hiren eegenen Donnéeën hunn, wéi mer dat och probéiert hunn iwwert déi lescht Méint esou duerch-zezéien, bis hin zu deser Woch, wou mer och nach eng Keier eng Descente an déi al Archiven haten, fir eben, wéi gesot, esou Demandé kënnen nozekommen.

An d'Vigilance vum Parlament dierf an deem doten Dossier och no där heiter Debatt an eisen Aen net noloossen, och wann een dem Service de Renseignement muss eng Chance fir en neie Start ginn. De Service de Renseignement brauch eng Chance fir en neie Start. Mir sinn der Meinung, déi Direktioun, déi momentan en place ass, déi schéngt eis - bon, wie leet haut nach d'Hänn an d'Feier - uerdentlech ze sinn, kompetent Leit ze hunn, déi dat do wëllen och no rechtsstaatleche Prinzipie géieren. An et muss een, mengen ech, deenen och eng Chance ginn, dass deen dote Service kann och an Zukunft normal seng Aarbechten erëm maachen. Wat sécherlech a leschter Zäit ganz schwéier war. Wat awer net elo d'Schold vun der Enquêtékommis-sioun ass, denken ech.

Eis Enquêté huet eis en Abléck ginn an déi eenzel verschidde Perioden eigentlech och vun der Aarbecht vun deem Service de Renseignement. D'Ufanksperiod 1960, e ganz rudimentäre Gesetzestext, wou eigentlech de Statsminister grouse Meeschter war iwwert dat Ganz, alles organiséiert huet, guer keng Regel praktesch dra war, guer keng Kontrollmechanismen eigentlech virgesi waren. Eng Missioun, déi aller-déngs deemools eigentlech méi enk gestréckt war, wéi déi vum Gesetz vun 2004, well se ausschliesslech op d'Sécurité extérieure vu Lëtzebuerg ausgerichtet war.

An do kënnst eben, mengen ech, och den Hauptproblem hier. Wann een déi Aarbecht kuckt, déi vun 1960 gemaach ginn ass bis 2004, besonnesch an de 60er, 70er bis an d'80er Joren déck eran, dat war - dat schéngt deen ale Fichier ze beleëen - u sech awer eng Aarbecht, déi sech nëmme deelweis am legale Kader beweegt huet. Well awer kloer ginn ass duerch déi Nofroen, déi komm sinn, duerch déi Stéchprouwen, déi gemaach gi sinn, dass eng ganz Rietsch vu Fichieren drop hiweisen, dass mer de Kader vun der Sécurité extérieure vu Lëtzebuerg, wat d'Observatioun an de Fichage vun eenzelne Leit ugeet, iwwerschratt hunn. Esou dass mer do scho wierklech am Beräich vun klassische Verfassungsschutz dra sinn, wat eigentlech 1960 keng vun de Missiounen vum dem Service de Renseignement war.

Doniewent ass et sengerzäit nach keen Artikel am Code d'instruction criminelle ginn, deen eng Prozedur regelt, fir Kommunikatiounen of-zelauschten. Mir wëssen awer, dass dat monter gemaach ginn ass, och während där doter Zäit. D'Bréifgeheimnis ass net respektéiert ginn. D'Telefonseheimnis ass och net respektéiert ginn. An et ass keng legal Basis ginn, fir dat ze maachen, well mer u sech just den Artikel vun

eiser Verfassung hunn, dee seet: «Le secret des lettres est inviolable.» Est inviolable!

Dat heescht, et ass fir mech relativ kloer, mä dat schéngt och bis dato vill Leit net opgereegt ze hunn, dass, wann een elo kuckt einfach, obwuel mer déi dote Period net am Detail studéiert hunn, dass awer esou munches, wat während deene Jorzéngten do gelaf ass, ausserhalb vum legale Kader gelaf ass, ouni gesetz-lech Ofsécherung gelaf ass a sécherlech zu engem gudden Deel och contraire war zur Ver-flüchtung, déi Lëtzebuerg agaanen ass an inter-nationale Konventiounen - an notamment an der Europäescher Mënscherechtskonven-tioun, déi net eréischt zënter e puer Joer bes-teet, mä eigentlech déi scho laang Jorzéngten a Kraaft ass -, déi hätt eigentlech och misse vun deem fréiere Service de Renseignement respek-téiert ginn.

Esou dass een also muss soen, dass déi ganz Period net zefriddestellend ass, quitte dass déi, historesch gesinn, an enger Atmosphär vum Kale Krich ofgelaf ass, esou dass mer sécherlech eis Beuerteelung haut misste maache vlächit mat engem anere Brëll, wéi deem vun haut. Mä et bleibt awer, dass do Saache geschitt sinn, déi eigentlech och deemools hätte misse méi schockéieren, wéi se effektiv schockéiert hunn. Déi deemools net richtig waren, a se si sécher-lech mat der Zäit net méi richtig ginn, wann ee se duerch de Brëll vun haut kuckt.

Et ass och an der Vergaangenheet iwwer radikal Léisions diskutéiert ginn. Effektiv, an der Pe-riod '74-'79 - de Premier hat et bei enger anerer Debatt hei ervirgehuewen - war am Regie-rungsprogramm dran - dat war déi Koalitioun ouni d'CSV -, do war am Regierungsprogramm dran, dass de Service de Renseignement sollt ofgeschafft ginn. Dat war eng Fuerderung vu menger Partei. Mä Dir hutt och virgelies, wéi eis europäesch Verbündeten a besonnesch wéi d'NATO op dee Virstouss, dee probéiert gi war - dee probéiert gi war; et ass net, dass gesot ginn ass: „Dat do maache mer net.“, et ass probéiert ginn. -, mä et hätt praktesch kënnen zum Ausschloss vu Lëtzebuerg aus der NATO féieren, wa sengerzäit déi Regierung Thorn/Vouel respektiv Thorn/Berg dat do duerch-gefuert hätt. An esou huet déi Regierung down-ner ofgesinn, fir dat doten ze maachen. An de Courage, fir op en anere Wee ze goen, e schwierige Wee, fir u sech déi Fonctiounen vum Service de Renseignement deelweis an d'Police ze integréieren, dee wollt eigentlech sengerzäit kee richtig ginn. Esou dass dee Versuch dee-mools gescheitert ass.

Vu Reforme gëtt laang geschwat, an nach méi laang, wéi de Premier dat elo a senger Äntwert ugedeit huet. Ech hunn do an engem Koali-tionsaccord vu '94 eng Referenz fonnt op en Avant-projet de loi vun 1992. Dat war nach de Jacques Santer. En Avant-projet vun 1992, dee sollt d'Basis sinn da fir Diskussiounen a sollt zu enger Reform féieren. Mir wëssen, dass déi Re-form, wéi gesot, net '94 komm ass, och net an där Period komm ass, mä zum Schluss vun der Period drop, 2004.

Also, Fakt ass, dass u sech zwielef Joer laang - zwielef Joer laang! - gewosst war, dass eng Re-form misst kommen, an zwielef Joer gebraucht ginn ass, fir dass e Gesetz do war. An et war sécherlech net dee schappege Minister vun der Force publique, dee mat engem Brëif vun dräi Säiten, deen en deemools selwer verfaasst hat - duerfir huet en eng relativ gutt Erënnerung nach un deen dote Brëif -, dat ganz opgehale huet. Et war net en anere sozialistesche Min-ster. Et war nämlech den Här Fischbach, deen och als Justizminister ähnlech Bedenken hat, wéi deemools de Force-publiques-Minister.

Mir hunn eigentlech awer, Här Statsminister, ni driwwer diskutéiert. Dee Projet ass esou sang-und klanglos, wéi en op den Ordre du jour komm war, vum Regierungsrot erëm eng Keier, opgrond vun deem Courier vun zwee Ministe-ren, erëm erfogeholl ginn. An et huet, wéi ge-sot, da bis déi Period drop gedauert, bis en dann an enger anerer Form, ëmgeänneter Form, dann, ech mengen, 2003 op den Instan-zeweue geschéckt ginn ass. A kuerz virun de Wah-len, déi lescht Woch virun de Wahlen 2004, wou natierlech och d'Kompromissbereitschaft fir Amendemente ganz kleng war - dat kenne mer -, ass en dann och vun der Chamber ges-tëmmt ginn, mat de Stëmme vun CSV, DP an der ADR.

Et kann een also soen, dass do déi Reform net ganz ausgeprägt war, soss hätt et sécherlech net esou laang gedauert. A wat mech wierklech méi stéiert - an de Premier weess, dass dat e bësse mäin Dada ass -, et ass effektiv eng Fro, déi mer 2004 wierklech vill diskutéiert haten, wou jo anscheinend dann och awer d'Kon-trollkommissioun dat Joer drop higewisen huet.

Dat heescht, d'Ausféierungsbestëmmungen, wat d'Rechter vum Bierger par rapport zu där Datebank vum Service de Renseignement ugeet, dass déi ni geholl gi sinn, dass se bis

dato och kenger Kommissioun hei an der Chamber, wat den Engagement vun lech war bei den Debatten, presentéiert gi sinn, an dass mer elo 2004-2013, néng Joer drop, zwar anscheinend no dru sinn, fir e Règlement grand-ducal ze huelen, mä nach ëmmer keen hunn!

A wat dann, mengen ech, awer erschwerend derbäikënn, dat ass, dass u sech déi Kommissioun den Artikel 17 vum Dateschutzgesetz, eng Spezialkommissioun mat engem Magistrat un der Spëtzt, déi soll garantéieren, dass eng Kontroll vun där Datebank awer ka geschéien, dass déi weinst Streidegkeeten iwwer eng Clearance während darselwechter Zäit néng Joer net fonctionnéiert huet - net fonctionnéiert huet! - a wou och keen eigentlech déi dote Fro tranchéiere woult, tranchéiere konnt. Ech weess et net.

Si ass net tranchéiert ginn, bis elo ënnert dem Drock - dat wësse mer - vun deenen Evenementer an och deene villen Demanden, déi komm si vun einzelner Leit, dann elo e Modus vivendi schlussendlech fonnt ginn ass, fir awer deen Zougang zu där Datebank méiglech ze maachen, an och déi Demanden, déi vun de Bierger kommen, dass déi och kéinte behandelt ginn.

Dat bleift awer, menger Aschätzung no, keng gutt Gestiuon vun deem doten Dossier. Esou spréngt een eigentlech mat Froe vun Dateschutz net em. Dat muss ee méi seriö, méi intensiv maache wéi dat, wat eigentlech an deene leschte Joren op deem dote Plang geschitt ass.

Den Androck, deen een och kritt, wann ech och d'Aussoe vun de fréieren Direktoren kucken, och déi den Här Santer gemaach huet als fréiere responsabele Minister, dass et awer e Service ass, och wann de Premier elo eng Rei vun aneren Indicatione ginn huet, deen awer e bësse konnt à sa guise fonctionnéieren.

Där Verwaltunge ginn et sécherlech nach zu Lëtzebuerg. Dat hänkt dovunner of. Mä et war awer de Service, deen awer... ech muss soen, wou déi politesch Guidance awer relativ sporadesch war. Wa Guidance komm sinn, si se meeschtens an déi richteg Richtung gaang, déi ech op jidde Fall kéint mat ënnerschreien. Mä wat een awer feststellt, well ech och d'Aussoe vun Här Santer nach an Erënnerung hunn, wéi oft eigentlech déi Kontakter waren. Wann ech den Här Hoffmann kucken, bon, do ass et awer relativ weineg regelméisseg systematesch Kontakter ginn.

Wann Informatiounen sollte weidgereecht ginn, hu se dat selbstverständlech gemaach. Mä et waren awer keng regelméisseg Sitzungen, déi ëmmer och dann de Fonctionnement vum Service eigentlech zum Objet hatten. Et ass méi em den Austausch vun Informatiounen gaang, déi de Service hat, wéi em aner organisatiounel Froen.

Ech verstinn dat à la rigueur, bleiwen awer der Meinung, dass bei esou engem Service, deen net eng Verwaltung ass wéi all déi aner, dach awer e gewëssene Laisser-aller feststellen ass, wat och déi politesch Guidance vun deenen dote Servicer ugeet.

Ech mengen also och, dass een och mierkt, dass, och wann een déi eenzel Instruktiounen kuckt, d'Verhale kuckt vun den Direkteren, och par rapport zu eis an der Enquêtékommissioun, dass déi Servicer awer och virun allem geprägt sinn duerch déi jeeweileg Direktoren, déi se hatten, an hir Aart a Weis, fir un d'Aarbecht erunzegoen. Och déi Formation de base, déi se hate vum Militär, op Leit, déi eng aner universitär Formation hunn, do huet ee schonn en Ënnerschied gemierkt op eemol am Fonctionnement vun deem Ganzen.

An ech mengen, dass dat doten also e Punkt ass, wou an Zukunft och weider dru muss geschaff ginn. Esou e Service brauch eng regelméisseg Guidance politique. Organigramme mussen mat de politesche Responsabelen diskutéiert ginn an dann zesumme festgehale ginn. Dat dierf net um einfache Bréifverkeier hänke bleiwen. A wann e Minister selwer, dat versteeht een, dass e selwer net kann all déi Aarbecht maachen, da muss e säi Ministère esou organisieren, dass dat do méiglech ass.

De Premier huet selwer e bëszen eng nei Iddi hei lancéiert, fir esou e Beoptragte vum Service de Renseignement hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Bon, ech mengen, haut ass et och méiglech an der Organisatioun vun der Regierung, en héije Beamten einfach anzusetzen, deen exklusiv zum Beispill esou Saachen am Ministère géif verfolge. An dat ass, mengen ech, immens wichteg, dass also do och regelméisseg en dagdeeglechen Usprichpartner besteet, deen net niendrun nach sechs aner Saache mécht, fir also och kënnen déi doten Aarbecht ze maachen. Am Ausland gëtt de Problem geléist mat Beamtestatssekretären an Ähnlechme. Dat ass am Lëtzebuerg System e bësse méi schwéier.

Wat een och muss soen, wann ee méi wäit zrëckbléckt, dat ass ganz kloer awer déi Feststellung, déi mer an der Enquêtékommissioun maachen - an déi hu mer, mengen ech, eestëmme gemaach, och wann net jiddwereen d'Konklusiounen vum Rapport guttgeheescht huet -, dat ass manifestement, dass et och während laange Jorzéngten e Fichage politique ginn ass, dass also do dat duerchgezu ginn ass. Effektiv muss eréischt déi Aarbecht vun deem Expertegrupp weisen, wéi dat am Eenzelfall organiséiert war, wat do eventuell d'Kritäre waren, déi erugezu si ginn, a wéi déif déi Aflossnam och vläicht op d'Privatlieue vun de Leit war iwwer Observatioun, iwwer Oflauschteren an Ähnlechme.

Mä et ass evident, dass et während enger Zäit vu laange Joren hei zu Lëtzebuerg e politesche Fichage ginn ass, also zu Lëtzebuerg Spionage gemaach ginn ass. Dat war net de Regelfall, mä et waren awer och net nëmmer dräi, véier Niewefäll, wou et war. Et ass scho méi systematesch gemaach ginn, wéi een hätt vläicht kënnen hei unhuelen.

An duerfir ass et duebel wichteg, dass mer eis eens gi sinn, dass mer an dat neit Gesetz wëllen draschreien, dass et politesch Spionage zu Lëtzebuerg net dierf ginn, dass deen illegal ass. Mir mussen deen och enner Strof stellen. Dat schéngt mer selbstverständlech ze sinn. An op där anerer Säit, mengen ech, mussen mer d'Vergaangenheet an där doter Affär vollkommen och duerchkämmen an definitiv eis eng Meinung dozou maachen.

Wichtig ass et och, dass mer déi eenzel operationell Methoden -, dat war schonn e Virschlag, deen ech am Numm vun der LSAP 2004 gemaach hunn, deen net zrëckbehale ginn ass -, dass eenzel operationell Methoden, de Premier huet dat elo iwwerholl a senge leschte Virschléi, och definéieren am Gesetzestext selwer an all Kéiers eng speziell, eng ugepassten Autorisationsprozedur virgesinn. An dann natierlech och dierfir surgen, dass se respektéiert gëtt.

Ech mengen, wat een hei gemierkt huet oft, dat ass, dass et emol scho Regele gi sinn, oft net ugepasst, oft ass och gesot ginn, dass heiansdo nei Beamte se guer net matgedeele kritt hunn, wat fir eng Regele dass se eigentlech ze respektéieren hätten. Do wier et also al Classeure ginn, wou esou Instructions de service dra waren. Mä et ass eréischt am Juli 2012 ënnert dem Här Heck, wou e Code gemaach ginn ass, wou sämtlech Instruktiounen iwwerschaft gi sinn, vill neier derbäikomm sinn a Felder, wou et keng Instructions de service gi sinn, an déi elo voll a ganz stinn an déi och eng gutt Basis duerstellen, fir herno eis legislativ Aarbecht op deenen dote Punkten ze maachen. Mä virdrun ass et dat alles net ginn.

An dofir ass et, mengen ech, wichteg, dass, wa mer och nei Texter maachen, eis net zefridde ginn -, „Ah, elo hu mer en neien Text, elo ass alles an der Rei.“ -, mir mussen och Kontrollmechanisme virgesinn, fir sécherzestellen, dass déi Regele, déi mer festsetzen, och respektéiert ginn am dagdeegleche Fonctionnement vun deem Service, dass net erëm eng Kéier fräischaffend Kënschtler do kënnen maachen, wat se wëllen an deem Ganzen. Dat ass, mengen ech, en Hauptpunkt, dee mer am A ze behalen hunn.

Ab 2004 sollt alles besser ginn. Dat war d'Absicht, déi hei gesot ginn ass bei deenen Debatten, déi gesot ginn ass. Elo ass awer festgestallt ginn, dass grad nom Gesetz vun 2004 mer an déi Period erakomme vun 2004 bis 2009, wou mer eigentlech elo vläicht den Detail wëssen hei, dee mer net hu fir déi Period virdrun, mä wou mer elo mussen feststellen, dass et awer do net zu klengen Dérapagen, mä ech géif echt soen, et zu graven Dysfonctionnement komm ass.

Dat sinn och d'Aussoen, déi den aktuellen Direkter, den Här Heck, virun der Kommissioun gebraucht huet. Hien huet vu graven Dysfonctionnement geschwat a sengen Aen, déi während där Period vu véier, fénnef Joer, no der Mise en vigueur vun deem Gesetz geschitt sinn. Obwuel mer also e besseren Text hate wéi virdrun, ass et manifestement duerch d'Wierke vun enger Handvoll Leit... Net duerch d'Wierke vum ganze Service; ech mengen, dat behaupt hei keen. Dat muss een och dobaussen, mengen ech, kloerstellen. An deem Service huet jo och munches fonctionnéiert.

Mä an deem kriddelechsten Deel natierlech, an deem operationellen Deel, et ass jo do, wou Dérapagen am geféierlechste sinn, et ass do, wou eigentlech effektiv d'Biergerrechter am lichteste kënnen ugegraff ginn, wou een am lichtesten eigentlech och op enger Pente vun Delikter ass. Et ass an deem Beräich, grad an deem Beräich, deem kriddelechsten, do huet et net ronn gedréit während där ganzer Zäit, duerch déi Leit, déi mer kennen, déi Nimm, déi doruechter zirkuléieren. Alleguerete si se vun eis als Zeie gehéiert ginn. An et ass erauskomm,

dass kee vun deenen eigentlech propper dosheet an u sech alleguerete méi oder manner déif a Strofvergehen eigentlech mat implizéiert sinn, wou mer weinst der Prescriptioun allerdéngs net sécher sinn, ob déi kënnen ganz bis zu Enn och vun der Justiz verfollegt ginn.

Wat festgestallt ginn ass, et ass einfach, et sinn eigentlech an deem Service do e Grappvoll Agenten, déi sech vläicht fir Superspiounen geholl hunn, an, ech mengen, och zum Deel toleréiert vum deemolegen Direkter. Dat huet sech eréischt e bësse méi spéit erausgestallt, muss ech soen. Mä ëmmer méi ginn ech dat Gefill net lass, dass u sech och déi Dérapagé vun deene Leit, déi do op Operatione geschaff hunn, op eege Fauscht zum Deel geschaff hunn, awer och zum Deel mam Seege vum Direkter dat duerchgefouert hunn, bis op e gewësse Punkt zumindest. Dass dat natierlech net ka sinn, dass an engem Geheimdéngecht e klinge Geheimdéngecht no sengen eegene Regele, dat sinn net d'Regele vun engem Rechtsstat, fonctionnéiert. A genau dat ass awer während enger relativ laanger Zäitperiod geschitt.

Elo kann een driwwer spekuléieren an der Aschätzung: Wéi grav ass dat? Wéi grav ass dat net?

Ech menge schonn, dass et grav ass. Och dee Cumul vun Affären eigentlech, déi awer do eropgeschwämmt ginn ass duerch Informatiounen, déi an der Press publizéiert gi sinn, déi awer zu engem gudden Deel vun anere geliwert gi si fir d'Press an op deene mer eigentlech och als Kommissioun hei probéiert hunn ze schaffen; alles dat, mengen ech, weist, dass do Leit geschaff hunn, dass Tracen eigentlech, haut zumindest nach, vun all hiren Aarbechten an deem Service erméizefanne waren, dass déi intern Regele, déi awer deelweis bestanen hunn, regelméisseg ignoréiert gi si vun deenen dote Leit, ouni dass dat u sech zu iergendwelche Moossregele gefouert hätt vun hirer Direktioun.

An och Warnungen, déi intern vum Service - ech hat nach viru Kuerzem e Gespréich mat engem fréiere Mataarbechter -, Warnungen, déi eenzel Leit gemaach hunn, déi higewisen hunn den Direkter vum Service: „Pass emol op, déi dote sinn amgang, Saachen ze maachen. Esou kënnen mer net schaffen. Dat entsprécht net eise Regele.“, si vum deemolegen Direkter superbement ignoréiert ginn. Déi hunn net dozou gefouert, dass iergendwelch intern Moossnamen direkt an deem Service gemaach gi wärend géint dee Grapp vu Leit, vun deenen ech virdu gesot hunn, déi als Électrons libres an deem Service, méi oder manner, fonctionnéiert hunn.

Den zoustännege Minister wouss dat meeschtens net direkt! Ech hu keng Indizien, dass de Statsminister... Och wa sech heiansdo op de Statsminister beruff gëtt, weess ee jo ni, ob dat da wierklech esou war oder ob dat eng gutt Ausried war, eng gutt Formule war par rapport zu Driëtpersonen. E wouss meeschtens net direkt, wat geschitt.

Ech sinn och der Meinung, dass e sporadesch gutt reagéiert huet, gestoppt huet, mä, an en huet dat selwer ganz zum Schluss vu senger Interventioun virdrun och gesot, dass en awer net fir den néidege Suiivi vu sengen eegene Instruktiounen gesuergt huet. En huet net nogefrot: „Ma, ass et dann och wierklech esou geschitt? Wat ass dann elo schlussendlech erauskomm, wat ech deemools gesot hunn am Service? Ass drop reagéiert ginn? Ass dat gemaach ginn, wat ech deemools als Instruktioun ginn hunn?“

En ass am Fong net onbedéngt op de Fong vun de Saache gaangen. Virun allem och si keng generell Konklusiounen aus einzelner Feelverhale gezu ginn. Et ass bei der Reaktioun op de spezifische Fall an der Regel bliwwen. An dat kann een, soen ech ganz éierlech, net zefriddestellen, wann een d'Envergure vun deem ganzen Dysfonctionnement an deem Service während där Zäitperiod do kuckt.

Bon, de Premierminister, soen ech, war vläicht mat sengem Vertrauen net ganz eleng do. Och d'Kontrollkommissioun, dat schielt sech eraus, och wann ee mat de Membere schwätzt vun der éischerter Kontrollkommissioun, vun der zweeter Kontrollkommissioun, dass do och e gewëssent Vertrauen, bon, blannt Vertrauen, ech wëll et net vläicht gradesou ausdrécken, mä e Vertrauensverhältnis war tëschent deene Membere an der Direktioun vun deem Service, och par rapport selbstverständlech vum Statsminister, deen, wann hie seet: „Bon, ech hunn dat gemengt, et soll een dat esou regelen, esou arrangéieren.“, da spréngt vläicht net jiddwereen op a seet: „Här Statsminister, esou geet dat do net, ech gesinn dat ganz anescht.“

Bon, mir sinn, och wat d'Kompositioun vun där Kontrollkommissioun ugeet, wou d'Fraktiounschaffend dra sinn, Leit, déi also e gewëssene Status an eng Responsabilitéit hunn, si mer vläicht

an engem aneren Émgang wéi een dat soss op politeschen Tribüne gesäit. An do ass een och e bëszen de connivence, do ass een e bëszen an engem anere Verhältnis, wat och erkläert, firwat een, wa gewësse Léisunge proposéiert ginn, vläicht net mat där leschter Heftegkeet an där Sitzung do reagéiert, wéi een dat vläicht géif maachen, wann Informatiounen an engem aneren Zesummenhang, an enger anerer Enceinte komm wären.

Mä Fait ass et, a mir soen et och an deem Rapport vun der Enquêtékommissioun, dass an där nei geschafener Kontrollkommissioun, déi virun Neiland stoung, déi mat enger Ausnahm aus Leit zesummegeat war, déi och virdrun eigentlech sech ni mat der Problematik vum Service de Renseignement befasst hunn - et ware jo net si, déi d'Haaptredner waren an der Debatt vun 2004 -, dass et natierlech net evident war, déi Aarbecht do a vollem Émfang ze maachen, well dat heiten u sech jo eigentlech och keng gängeg parlamentaresch Aarbecht ass. Zemoles Enquêtes ze féiere mat einzelner Beamten zu prezisen Dossieren, ass eigentlech net déi gängeg Aarbecht an der Politik, wéi se sech mécht.

Ech froe mech och, ob dat och sengerzäit vun den Auteurs vum Gesetzestext wierklech gewollt war, dass déi doten Aarbecht sollt an déi absolut Déift, an déi eenzel Missiounen eragee vun deem Service, och wann een Artikel - et ass e bëszen e Widdersproch -, een Artikel an deem Gesetz dat dote méiglech mécht. Mä virdu steet deen Artikel, dee jo awer den Här Mille net midd ginn ass, eis ëmmer ze rappeléieren, fir ze soen: „Majo, ech als Direkter, ech dierf just, well soss sinn ech direkt an der Illegalitéit, ech maache mech strofbar, ech dierf am Fong d'Kommissioun nëmme iwwert déi allgemeng Aktivitéite vun deem Service informéieren. An dat hunn ech selbstverständlech gemaach. Jo, de Premierminister huet mer gesot: «So hinnen alles, wat s du och mir sees.», mä ech hu mech am Kader vum Gesetz beweegt.“

Dat war déi lescht Ausso, déi den Här Mille zu där doter Fro gemaach huet. A wann natierlech d'Kommissioun selwer vun dem Direkter, wat hiren Haaptinterlocuteur war, nëmme déi doten Informatiounen kritt, ass et net evident, wann net déi Informatiounen vum Service da selwer kommen, op eenzel Missiounen anzegoen! Well et ass schwéier ze roden eigentlech, wat fir eng Missiounen am Detail eigentlech esou e Service mécht, wann net virdrun een och selwer dann zumindest Indizie kritt, a wat fir eng Richtung dass déi Aarbechten an deenen einzelner Felder vum Service lafen.

Ech mengen, do ass sécherlech e feelende Bëss gewiescht an där Enquêtékommissioun (veuillez lire: Kontrollkommissioun), zumindest an deenen éischerter Joren. Och do huet sech munches awer am Laf vun de Jore verännert. An déi Rapporten, mengen ech, déi gemaach gi sinn, weisen awer, dass d'Kommissioun versicht huet, ganz seriö Aarbecht och ze leeschten.

De Problem ass - an dee stellt sech ganz kloer, och wat d'Aschätzung vum Verhale vum Statsminister ugeet als zoustännege Minister -, dee sech hei gestallt huet, ass, wann ee grav Dysfonctionnement feststellt, wann ee mierkt, dass Saache schifgelaf sinn, dass, wann ee selwer mierkt, den Direkter zeechent e Gespréich, e confidentiell Gespréich, wat e mat mir huet, op: Wéi reagéiert een dann? Schwéier ze soen!

De Statsminister huet et gemaach. Hien huet sech Zäit gelooss, fir ze reagéieren. En ass et Chrëschttag gewuer ginn, en huet gutt dräi Méint gewaart, ier en de President vun deemools vun der Kontrollkommissioun informéiert huet. An do sinn nach eng Kéier dräi Méint vergaangen, déi Woch vun de Wahle praktesch, wou dann eng Sitzung war vun der Kontrollkommissioun.

An déi Fro, déi sech ëmmer erëm stellt bei deene Saachen, ass: Ginn ech de Wee vun de legale Prozeduren oder probéieren ech déi dote Fro op eng aner Aart a Weis ze léisen?

Wa mer haut kucken, wat sech aus deem Ganzen erginn huet, mengen ech, si mer eis eens, de Premier huet dat och ugedeit, dass, wann een elo kuckt, wat elo awer vu Schued am Endeffekt entstanden ass fir vill Institutiounen, net nëmme fir de Service de Renseignement, wär et sécherlech méi richteg gewiescht, en anere Wee ze goen.

Et ass net einfach, sech mat héije Beamten ze streiden! Ech hunn et a mengem politesche Liewe matgemaach.

► **Une voix.** - Jo!



► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech war zimlech eleng...

► **La même voix.** - Jo!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...och déi Zäit. Ech hunn et gemaach.

(Interruption)

Dat war evident, dass ech wéisst, dass entweder dat geet esou oder esou. Ech hunn awer deemools d'Décisioun geholl: „Du kanns der dat net bidde loossen. Du kanns nëmmen de Wee vun der Öffentlechkeet goen. Du muss dee Risiko do agoen. Da geet et eben aus, wéi et ausget.“ Ech hat, mengen ech, och keen anere Choix. Ech hunn och keen anere Choix gesi fir mech.

De Statsminister huet, an engem anere Kontext, eng aner Décisioun geholl. Haut sti mer, mengen ech, dach zum Deel awer virun de Schierbele vun enger Krisegestioun, vun där sech erausgestallt huet, dass et eigentlech net déi richtig war.

Et muss een och heiansdo dee Wee goen, net vun - wéi géif ech soen? -, vun dem Licenciement déguisé oder eng Peine disciplinaire déguisée, déi eigentlech verbueden ass an eise Rechtssystem, mä da muss mer de Wee vun den normale Prozedure goen. Dat ass natierlech beim Service de Renseignement nach méi kriddelech wéi an anere Services. Do ass och liicht Chantage ze maachen. Ech ka mer dat ausmolen. Et gétt jo e puer Indicationen dran an deem Dossier, dass eenzel Ex-Agenten och emol, wa se dann e bëssen ënner Drock komm sinn, da gäre gesot hunn: „Majo, soss paken ech aus. Oder ech soen hei oder ech ginn an d'Öffentlechkeet.“, an esou virun an esou weider. Dat ass net einfach, déi doten Décisioun ze huelen.

Mä nach wie vor ënnerstinn déi Beamten och eise Disziplinarrecht, si ënnerstinn dem Statut vun der Fonction publique. An déi Regele sinn och ze respektéieren, ausser et si wierklech ganz, ganz grav aner Interessen, méi héich Interessen, déi dat doten onméiglech maachen. An, wéi gesot, all Préposé huet och nom Statut d'Obligation, wann en e Manquement zum Statut du fonctionnaire, also net onbedéngt en Delikt, mä nëmmen e Manquement zum Statut du fonctionnaire feststellt, ass e gehalen eigentlech, en Disziplinarverfahren ze maachen. Dat géllt natierlech an éischer Hisiicht fir den Direkter, géllt à la rigueur - ech hunn déi Affär awer net nogekuckt - och fir den zoustännege Minister, deen dann driwwer steet.

Bon, wéi kéinte mer et besser maachen? Mir hunn eng Rei vu Virschléi zréckbehalen an eise Rapport. Et muss fest Regele ginn. Et muss kohärent Regele ginn. Do ass munches vu Viraarbecht gelescht ginn an deene leschten zwee Joer.

Mir mengen och, dass mer eng Rei vun deene Regelen, déi elo nëmmen an enger Instruction de service sinn, déi also keen Effet juridique direct hunn, dass mer och déi sollten an e Gesetzestext kleeeden, fir deem Ganzen also och wierklech en direkten Effet ze ginn. Wéi zum Beispill d'Fro, dass Missionsrapporte muss gemaach ginn a répertoriéiert ginn. E Répertoire och vun de Quellen. E Répertoire, zu deem natierlech net jiddwieren Zougang huet. Dat ass eng Diskussioun, déi och momentan an Däitschland ganz intensiv gefouert gétt, well do och bei de Quellen zwar muss e Schutz sinn, mä awer och relativ vill Unfug geschitt, wat déi Fro vun de Quellen ugeet.

A fir mech, an deem schlëmmste vun alle Fäll, dat ass deen, dat schéngt mer awer ee montéierte Coup géint ee vun deenen héchste Magistraten an eise Land ze sinn, do ass jo grad déi Fro vun der Quell jo ganz speziell an deem Ganzen, wann een dee Rapport Kemmer do kuckt, wou op eemol vun anscheinend zwou ganz vertrauenswiderdege Quellen, déi eng vun där aner ganz kloer Nimm genannt hunn. An dann, no enger kuerzer Enquête, stellt sech eraus, dat wär alles falsch.

Ech verstinn do näischt méi eigentlech an deem Ganzen. An ech wär eigentlech och frou, wann do nach méi géif nogekuckt ginn, wéi eigentlech déi ganz Affär do, wéi an deem ganzen Dossier, wou dann op eemol den Numm vum Generalstaatsanwalt vun haut eragerutscht ass, wéi deen iwwerhaapt konnt esou zustane kommen, a wéi systematesch och Dossiere vun der Police oder Gendarmerie op eemol eriwwekkomm sinn an de Service de Renseignement, wat de Service de Renseignement domadder gemaach huet.

Dat bleibt, mengen ech - och net nëmmen zu Lëtzebuerg -, dee Fait do, deen Dossier do, bleift en eenzege Skandal! An ech soen lech,

och an anere Länner géif esou een Dossier net ouni iergendwelche Konsequenzen op nationalem Plang bleiwen.

Dat kann een elo hei gesi wéi ee wëllt. Dat ass fir mech eppes, wat net ze akzeptéieren ass. Dass mer dat einfach esou hinuelen, dat war dann eben esou an - hépp! -, da gi mer op deen nächsten Detaildossier weider. Dat bleibt eppes, wat net ze akzeptéieren ass a wou mer muss Konsequenzen zéien!

Ee Wuert wëll ech awer och soen zur fundamentalen Fro, et hätt een dat alles misse virzéien: Brauche mer e Service de Renseignement?

Bon, meng Partei ass historiesch gesinn, dat wësst Der, ëmmer ganz skeptesch gewiescht zu esou engem „Spätzeldéngscht“, wéi en och am Partiejargon genannt ginn ass. Mir sinn awer zur Meenung komm, éischters, well keen autonome Stat hei a ganz Europa kee Service de Renseignement huet - ech kenne kee Land an Europa, vun enger minimaler Gréisst, wat net en Usaz vun engem Service de Renseignement hätt -, also mengen ech schon, dass mer esou eppes brauchen.

Mir kënnen eis net ofkapselen vu Renseignements, vun Informationen, déi op internationalem Plang tëschent de Services de Renseignement ausgetoscht ginn. An déi och nëmmen tëschent de Services de Renseignement ausgetoscht ginn an déi net ausgetoscht gi mat anere Stellen. Déi net direkt un d'Justiz ginn an net direkt un d'Police ginn.

Et ass also wichteg, dass mer, mengen ech, esou eng Ulafstell behalen, dass mer eis do net erausbriechen aus deem internationalem Netz, wat op deem dote Plang besteet. Wat awer och eng Fro vun öffentlecher Sécherheet ass, déi een net däerf einfach op déi liicht Schëller huelen. Zemoos well mer eng grouss Finanzplaz sinn, well mer e grouse Wirtschaftszentrum sinn, ass de Risiko vu Wirtschaftsspionage och reell.

Dofir mengen ech, kënnen mer net einfach soen: „Dat doten ass eppes, oh, et ass e Luxus, op dee mer am Fong schnell kënnen verzichten.“ Ech mengen schon, dass mer esou eppes brauchen. Dee muss zum Deel aneschtens funktionéieren. E muss besser kontrolléiert ginn. E muss aner Regele kréien. Mä am Prinzip, mengen ech, sti mer eigentlech dozou, dass mer, wéi all aner souverän Staten an Europa, esou ee Service brauchen.

Net d'accord si mer à ce stade, fir iwwer eng Augmentatioun vun den Effekter ze diskutéieren. Ech mengen, elo wär emol wichteg, dee Service ze stabiliséieren, d'Vertrauen erëm hierzestellen. An da kann een no e puer Joer vläicht eng aner Diskussioun féieren. A mir sinn och net d'accord, dass mer eigentlech déi Missioun vum Service nach sollen ausbreede par rapport zu deene Missiounen, déi en haut huet. Mir missten déi Missiounen éischer prezisieren, e bësse méi aschränke par rapport zu deem, wat mer am Gesetz vun 2004 hunn, mä net onbedéngt déi Services do nach ausdehnen.

Ech mengen, ech brauch net méi op eis Virschléi anzegoen, déi mer gemaach hunn. Nach eng Kéier de Prinzip nees nach eng Kéier festhalen, dass eng extern Kontroll wichteg ass, mä dass eng intern Kontroll an engem Beräich vum Service de Renseignement déi eenzeg ass, déi eise Meenung no - an dat hu mer 2004 gesot, et ass net op eis gelauscht ginn -, déi kann effikass sinn. Wéi mer och mussen d'Artikelen 88-3, 88-4 vum Code d'Instruction criminelle nei formuléieren, wéi mer mussen eise Code pénal reforméieren, wat dat ganz Kapitel iwwert d'Delikt géint d'Statsécherheet ugeet an textuell Gesetzer och mussen änneren.

An, last but not least, ech mengen, och eist Gesetz vun 2011 iwwert d'Enquête parlementaire, muss mer, opgrond vun deenen Erfahrungen, déi mer elo gemaach hunn, bei der praktescher Emsetzung vun deem Text och an eenzelne Punkten adaptéieren.

D'Kapitel Responsabilitéiten. Ech hu gesot, dass mer iwwerzeegt sinn, d'Justiz wäert déi Enquête bis un en Enn féieren, do wou se dat kënnen maachen. Bei all déi Enquêtes, déi elo lafen, bei déi eng oder anerer Pré-enquête, déi ugekënnegt gi si vum Parquet, wou notament, wéi gesot, och déi dobäi ass ronderëm d'Pädophilie, „Katana“, „Sphinx“, wou sech awer elo, no den Aussoen och vum Parquet, erausgestallt huet, dass effektiv dat net nëmmen eng Affär vun deenen dräi war, mä et do manifestement zumindest awer eng méi oder manner offiziell Sitzung ginn ass, wou fënnf bis sechs Leit an och den Direkter mat bedeelegt war, wou decidéiert ginn ass, deen Dossier net integral un de Parquet weiderzeginn, mä en u sech nach „in house“ ze halen.

Wéi wäit herno dorobber enquêtéiert ginn ass, dat ass ganz richtig, ass net kloer. Manifestement ass do vun héichgestallte Membere vun

der deemoleger Direktioun, mam Chef vun den Operatiounen, decidéiert ginn, dass den Dossier emol, wat deen dote Volet ugeet, soll am Service weider traitéiert ginn, wat manifestement e Verstouss ass géint d'Gesetz vun 2004, wat de Service de Renseignement ugeet.

Ech hu gesot, Meeneeden zuhauf, mengen ech, an deem ganzen Dossier, d'Netweiderreeche vun Indicationen, déi kënnen zu engem Delikt oder zu engem Crime féieren, wou ech wëll betounen, dass dat zwar eng Obligation morale ass, déi besteet, awer och eng Kéier hei wëll soen, dass dat selwer keen Délit pénal ass, wann een dat net weidergëtt. Bon, haut hu mer Entrave à la justice, deen Delikt, deen zum Deel dat dote ka mat ofdecken. Mä u sech ass dat eng Obligation morale, wou s de eventuell deng Responsabilité civile engagéiers, mä wou u sech awer keng direkt Sanktioun drop ass. Dat mécht awer der Kaz kee Bockel.

Ech wëll drun erënnern, dass an eiser parlamentarescher Geschicht emol eng Kéier ee Minister wéinst Netdénouciatioun vun engem méiglechen Delikt hei vun der Chamber, sengerzäit mat de Stëmme vun der CSV a vun der DP, eigentlech gedirängelt ginn ass, fir seng Demission ze ginn, wat dann och herno zur Demission vun der Regierung an zu Neiwahle gefouert huet.

Disziplinaresch Verantwortung. Déi ass menger Usicht no ginn an enger ganzer Partie Fäll. An et ass do, wéi gesot, ee vun de Kritikpunkten, déi ee muss uféieren, firwat net méi systematesch hei och den disziplinaresch Wee gaange ginn ass ouni Contournementer.

Dat ass zum Deel nozevollzéien, ass awer menger Usicht no net richtig an där Envergure a mat där Systematik eigentlech, praktesch mat enger Ausnahm - dat ass déi Affär mat den Autoen -, wou soss a kengem anere Fall eigentlech, sief et den Direkter, sief et den zoustännege Minister eigentlech dee Wee ageschloen huet, fir disziplinaresch eigentlech géint eenzel Leit virzegoen.

Wat mer awer ganz kloer soen, dass mer der Meenung sinn, dass, nieft deem, wat elo beim Här Kemmer an d'Wee geleet ginn ass vum Wirtschaftsminister, och mir der Meenung sinn, dass och géint aner Leit, notament den Här Mandé an, wann dat juristescht méiglech ass, och géint den Här Mille, dee jo nach an engem Congé sans solde ass, missten och disziplinaresch Verfahren an d'Wee geleet ginn. Dat ass och eng vun de Konklusionen, déi mer gezunn hunn.

Woubäi - wëll ech nach eng Kéier soen - beim Fall vum Här Mandé mech manner opreegt, déi Aart a Weis, wéi en an de Service komm ass. Obwuel ech mengen, dass de Broch vun deem Vertrauensverhältnis tëschent dem fréieren Direkter, dem Här Mille, an dem Statsminister, vill mat där Entrée vum Här Mandé an de Service ze dinn huet. Et ass och den Här Mille, deen a senger éischer Ausso hei fir d'Éischt den Numm... hien huet den Numm Mandé lancéiert an Zesummenhang mat den Nimm vun zwee aneren Agenten, déi mer entre-temps ëmmer erëm an dem Dossier begéint hunn. A manifestement läit - dat ass eng perséinlech Aschtzung, déi ech hunn -, läit villes vun deem Vertrauensbroch, deen herno den Här Mille dozou bruecht huet, nach eigentlech inakzeptabel Saachen ze maachen, hänkt e bësse mat där Nominatioun do zesummen.

An ech weess net, ob de Premierminister selwer weess, dass am Organigramm schlussendlech, dee vum Service de Renseignement festgehal ginn ass - ech weess net, ob de Premier deen och guttgeheescht huet -, den Här Mandé herno stoung als „Relations avec le Ministère d'État“, also offiziell agesat ginn ass, e bëssen aus Trotz, dat hu mer erausfonnt bei den Dépositionne vun den Zeien, agesat ginn ass als offizielle Verbindungsmann mam Statsministère. Obwuel et esou ee Posten natierlech selbstverständlech eigentlech net direkt ginn huet an deem Service. An u sech, mengen ech, mussen do awer och Neel mat Käpp gemaach ginn, wat u sech deen Ex-Mataarbechter vun deem Service do ugeet.

Politesch Verantwortung. D'politesch Verantwortung ass an eise Ae ginn. Ginn, well et dach awer eng ganz Retsch vun Elementer an deem Dossier gétt, déi drop hiweisen, dass et zu enger Vernoléissegung vun der Opsichtsflucht vum zoustännege Minister par rapport zum Service komm ass, opgrond vun där spezieller Missioun, déi do de Service huet an déi Aart a Weis, wou en eigentlech muss méi kontrolléiert vläicht gi wéi aner Services dat beim Stat muss ginn.

Do huet sech zwar d'Haltung vum aktuelle Premierminister net, mengen ech, fundamental ënnerscheet vu senger Virgänger, mä et bleift awer, dass do dee regelméissege Suivi, déi regelméissege Kontroll net esou war, wéi et, a mengen Aen, muss sinn, an eise Ae muss sinn, fir esou ee Service. Et ass verpasst ginn an deem

Zesummenhang, eventuell, fir dat ze kompenséieren, fir eng ministeriell Usprichstruktur, Iwwerwachungsstruktur am Statsministère selwer opzebauen, fir dat dote kënnen opzefänken. Et ass an eise Ae verpasst ginn, wichteg Ausféierungsbestimmungen - et ass eigentlech nëmmen eng am Gesetz virgesinn, dat ass den Dateschutz - an Zäit vun elo dann néng Joer ze huelen.

Et ass och verpasst ginn an eenzelne Fäll - wou ee ka streiden, a wat fir enge Fäll dat ass, mä de Statsminister selwer huet dat och hei gesot -, de Parquet, d'Kontrollkommissioun an der Chamber ëmmer integral a schnell ze informéieren.

De Premierminister ass sécher och Affer, an engem konkrete Fall, vun engem méi wéi ondelikaten an inakzeptabele Behuele vun engem Direkter vun engem Service, mä de Premierminister ass awer och an anere Fäll responsabel.

Et sinn, an eise Aen, Feeler geschitt. Éischer Feeler par omission, wéi dass et aktiv, subjektiv falsch Akte gewiescht wäeren, déi gesat gi wäeren. An ech mengen, dofir muss ee geruedstoen. An de Premierminister huet et net haut, mä en huet et an enger viregter Deklaratioun gesot: „Wie kéint et aneschtens sinn, wéi hien als responsabele Minister?“

Dofir menge mer, dass d'Gravitéit eigentlech vun deene Faiten, déi festgestallt gi sinn, muss dozou féieren, dass de Premierminister seng politesch Responsabilitéit hei iwwerhëlt als zoustännege Minister. Net well en, an eise Aen, onéierlech ass, net well en, an eise Aen, inkompetent ass - dat ass en net -, mä well en, an eise Aen, hei zum Deel eng falsch Aschtzung gemaach huet an deem heiten Dossier a virun allem kann et, an eise Aen, net sinn, dass an deem ganzen Dossier vum Service de Renseignement schlussendlech, en fait, näischt geschitt.

Mir hunn eis sechs Méint an der Chamber intensiv domadder befaasst. Mir hunn dat gemaach a ganz ville Sitzungen. An der öffentlecher Meenung, an der Press, an de Medien, an de Gespréicher dobaussen ass dat doten, nieft aneren Themen, ee vun de groussen Theme gewiescht vun de leschte Méint. An d'Konklusioun wär no all deenen Aarbechten: „Et ass jo munches schifgaangen. Mä, mäi Gott, et si jo awer och eenzel Saache gemaach ginn. An Zukunft wëlle mer souwiso dann alles anescht an alles besser maachen an da fuere mer eigentlech esou weider wéi virun.“

Ech mengen éierlech, dass dobausse weineg Leit dat dote verstinn. Egal wat fir eng Décisioun d'Chamber hëlt, si mer eis sécher, vill Leit wäerten dat och contestéieren. Egal wéi mer am Endeffekt hei ofstëmmen.

Mä ech mengen, dass et, wann ech elo kucken, wat de Statsminister gesot huet a wat mer elo vu Fakten hunn, wa mer eis eens sinn, dass mer grav Dysfunktionementer haten a wann ech dann déi lescht Ausso vum Statsminister huelen, dee seet: „Passt op, deemno wéi streng dass mer hei si mat der politescher Verantwortung, wat gétt dat fir d'Ministère an Zukunft?“

Mä wat fir e Bild gétt dat dobaussen, wa mer elo géifen hei decidéieren: Politesch Verantwortung, mir gesinn et als Politiker aneschtens. Déi spillt net. Et gétt eigentlech keng objektiv politesch Verantwortung hei zu Lëtzebuerg.

Dann ass dat sécherlech vläicht e Fraifahrtsschäi fir Beamten. Mä et däerf awer och kee Fraifahrtsschäi fir Ministere ginn an Zukunft. Wann ech kucken, wat mat all deenen Hauptacteuren, déi Nimm, déi andauernd an den Dossieren erëmkommen a wou Enquête lafen, wou déi momentan dru sinn a wat mat deene Schlëmmes passéiert ass, wa mer vu Responsabilitéit vun de Beamte schwätzen!

Den Här Kemmer ass weider beim Stat, eréischt zënter véier Woche leeft en Disziplinarverfahre géint hien. Den Här Schneider huet aus fräiwëllege Stécker de Service verlooss a seng Firma gegrennt, wéi en dat während laangen, laange Méint virdu geplangt huet. En ass nach ëmmer Gérant vun där doter Firma. Den Här Mandé schafft weider beim Stat. Momentan weess keen esou richtig, fir wien e schafft a wat e schafft. An den Här Mille ass Chef vun der Sécherheet bei Siemens - och net sécherlech d'Trapen erofgefall mat deem Wiessel, deen e gemaach huet.

Wann een déi dote Fakte kuckt, an da soe mer gläichzäitig: Politesch, esou schlëmm war dat net, do maachen ech d'Housse drënner an da gi mer an d'Yakanz, dann ass et fäerdeg - ech mengen, dass dat net dee Message ass, dee mer als Chamber haut ze ginn hunn.

An ech mengen och ze wëssen, wa mer och emol iwwert déi Punkten do geschwat hunn, dass och de Statsminister eigentlech och eng

héich Usicht huet, wat déi politesch Responsabilitéit ueget. Dass déi politesch Responsabilitéit och souguer muss spillen, wann ee perséinlech vläicht keen direkte Feeler gemaach huet, mä awer Schued entstanen ass: Schued entstanen ass an engem Service, Schued entstanen ass dem Land, d'Reputatioun eigentlech vun deem ganze Land dorënner gelidden huet. A genau dat ass awer hei geschitt an deene leschte Méint.

Duerfir si mer als LSAP-Fraktioun der Meenung - an Dir kennt lech virstellen, dass deen Entschloss eis net einfach gefall ass -, dass mer eis och hei fir politesch Responsabilitéiten ausschwätzen. Mir hunn eng Motioun preparéiert, ënnerschriwwen vu Kollege vu menger Fraktioun, wou mer Referenz huelen op de Rapport vun der Enquêtékommissioun, Referenz huelen op d'Explikatioun vum Premierminister, d'Regierung opfuere, fir déi Recommendationen, déi mer an deem dote Bericht festgehalten hunn, ëmzesetzen, de Premier opfuere, déi voll Responsabilitéit, déi politesch Responsabilitéit an deem heite Kontext ze iwwerhuelen an d'Regierung opfuere, beim Statschef ze intervenéieren, fir dass de Wee fräi gemaach gëtt fir Neiwahlen.

Mir mengen, dass, an där Atmosphär vu Rumeuren, Ennerstellungen, wou een ëmmer méi héiert: „Et ass jo alles faul, et ass jo alles korrupt.“, e staarken Akt vum Statsminister, deen ech héich respektéieren, e staarken Akt vun der ganzer Regierung an e staarken Akt vun der Chamber wierklech wichteg ass, e Signal ass, fir och erëm Vertrauen hierzestellen, dem Vertrauen an eis Institutionen, déi staark gelidden hunn, eng Chance ze gi fir déi nächst Méint. A mir mengen, dass Neiwahlen, d'Opléisung vum Parlament de Wee dozou ass.

Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant les conclusions et recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État du 5 juillet 2013;

- considérant que la responsabilité objective du Premier Ministre, Ministre d'État est engagée du fait de divers dysfonctionnements graves apparus au sein du Service de Renseignement de l'État, notamment durant la période 2004-2008;

- considérant que le rapport fait également état de certaines omissions du Ministre d'État qui engagent sa responsabilité politique subjective;

- considérant que ces constatations ne sauront rester sans conséquences directes au niveau des responsabilités;

- considérant les explications fournies par le Premier Ministre lors des débats parlementaires;

invite le Gouvernement:

- à mettre en pratique les recommandations formulées dans le rapport de la Commission d'enquête;

- en ce qui concerne le Premier Ministre, à assumer pleinement la responsabilité politique des dysfonctionnements graves constatés;

- à demander au Chef de l'État de procéder à la dissolution de la Chambre des Députés et à l'organisation d'élections législatives anticipées dans le délai légal de trois mois.

(s.) Alex Bodry, Marc Angel, Ben Fayot, Claude Haagen, Lucien Lux.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här Président. Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun do e bësse weiderfuere, wou den Här Bodry opgehale huet. Mir hunn haut scho vill geschwat iwwer Institutionen, iwwert d'Zesummespill vun Institutionen, iwwer Responsabilitéiten. Doriwwer, wie wat wosst, wie wat net wosst, wien och nach eppes wosst, wien eleng eppes wosst.

An de Statsminister huet a sengen Ausféierunge gesot, hie wär der Meenung, wann een an Zukunft alles géif ze vill op d'gëlle Wo leeën, wann de Minister géif responsabel gemaach kënnen gi fir all eenzelne Feeler vun all eenzelne Beamten, da géife mer an Zukunft keng Leit méi fannen, déi bereet sinn, Minister ze ginn, oder si géife reieweis aus dem Amt gejot ginn.

Dat ass natierlech scho bal en Doutschlagargument. Mä de Contraire wier jo dann awer och wouer. De Contraire, dat géif jo heeschen: Wann ee kann de Minister vun allem entlaaschten a vun allem déchargéieren, just well een a senger Verwaltung och nach e fonnt huet, deen dorunner schëlleg ass, dat ass jo dat anert Extrem, wann dat géif goen. Jo, da fanne mer reieweis Kandidaten a Kandidatinnen, fir an

d'Regierung ze goen, well da ka jo kengem Minister méi eppes geschéien!

(**Mme Lydia Mutsch prend la présidence.**)

Natierlech huet de Statsminister do op e Virwurf reagéiert, dee kee gemaach huet. Et huet kee gesot, dass en, dass e Minister, dass de Statsminister säin Hutt misst huelen, well a senger Verwaltung een e Feeler gemaach huet. Dorëms geet et net. De Punkt ass, wann ee Kenntnis huet vu Saachen, déi schifgelaft sinn, wéi een da reagéiert an ob ee sech aktiv implizéiert huet, fir ze verhënnere, dass esou Saache kënnen geschéien. Dorëms geet et. Doriwwer diskutéieren mer. An dat wëlle mer bewäerten. Et geet natierlech net drëms, ze soen, dass de Statsminister muss demissionéieren, well iergendeen a senger Verwaltung e Feeler gemaach hätt.

Ech sinn ee vun deene 46 heibannen, déi net Member ware vun der Enquêtékommissioun. A wéi all déi Leit, déi eis haut nolauschten an nokucken, all déi interesséiert Biergerinnen a Bierger, baséieren a verloossen ech mech och op d'Aarbecht an op d'Konklusioun vum de Kollegen a Kolleginnen, déi an der Enquêtékommissioun geschafft hunn.

Ech wëll och duerfir e spezielle Merci un de Président vun der Enquêtékommissioun, den Här Bodry, riichten, dee wesentlech dozou bägedroen huet, dass déi Aarbecht bis zum Schluss konnt propper an anstännege a fair duerchgezu ginn. E ganz spezielle Merci natierlech och u mäi gréng Kollege François Bausch, de Rapporteur, deen och säint dozou bägedroen huet, fir an aller Fairness an Transparenz zu engem Bericht ze kommen, deen eigentlech net wierklech attaquabel ass.

An ech wonnere mech och duerfir, dass haut de Mëtteg d'Kollege vun der CSV, de Gilles Roth, op eemol d'Legitimitéit vun eenzelne Membere vun der Kommissioun a Fro stellen! Ech wëll awer hei just rappéléieren, dass de François Bausch eestëmmege an der Kommissioun uegeholl ginn ass. Wat sinn dat do da fir spéit Erkenntnisser vun de Kollege vun der CSV?

De François Bausch war Kandidat, fir Rapporteur ze sinn. Et sinn aner Leit och an der Kommissioun, an der Enquêtékommissioun Member, déi virun an der Kontrollkommissioun souzen, dat huet kee Mënsch gestéiert bei der CSV. Wéi kommt Der elo drop, fir elo op eemol hei, wann de Rapport fäerdeg ass, op eemol d'Legitimitéit vun engem, dee sech déi Méi gemaach huet, wéi de François Bausch sech se gemaach huet, fir déi Legitimitéit a Fro stellen ze kënnen? Dat ass dach net ganz seriö!

Dir sot och, d'Begrënnung wier, well do eng Rei Leit juge et partie à la fois wieren. Mä si si weder juge nach partie. Si si Parlamentarier. Si maachen hir Aarbecht an enger parlamentarescher Enquêtékommissioun. Si si keng Riichter. Si sinn net juge a si sinn net partie, well de SREL ass ënnersicht ginn. A mir hunn natierlech déi Leit an d'Kommissioun, an d'Enquêtékommis-sioun geschéckt, déi och duerch hir Kenntnissancen déi héchste Kompetenz haten, fir an där Kommissioun ze siéieren. An dat huet kee gestéiert, och net op Säite vun der CSV, bis haut de Mëtteg net. Duerfir kommt, mir vergiessen déi doten Argumenter! Déi Aarbecht vun der Kommissioun ass legitim a si ass och, an eisen Aen, seriö gemaach ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

(**Interruption**)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Jo, Här Weiler.

► **M. Lucien Weiler (CSV).** - Wann dat alles jo kee Problem war, wéi sou huet dann de Rapporteur eng Kéier muse vum der Sitzung erausgoen, net méi un der Sitzung deelhuelen, an Dir hutt de Rapporteur ersat?

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Majo, dat war net...

► **M. François Bausch (déi gréng), rapporteur.** - Dat huet awer guer näischt domadder ze dinn an dat wësst Der och ganz genau!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Entschëllegt, Här Bausch.

► **M. Lucien Weiler (CSV).** - Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng), rapporteur.** - Dat huet mat eppes ganz aneschtens ze dinn. Dat do, dat doten ass wierklech typesch! Typesch, wéi Dir fonctionnéiert!

► **Mme la Présidente.** - Här Braz, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift. Loosst lech et net esou einfach ewechhuelen!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Wierklech, Här Weiler, dat war net op Är Initiativ hin. Eischtsens, d'CSV huet dat net gefrot. Dat huet se guer net gestéiert. Et ass also net Äre Problem. Duerfir

wonnert et mech och elo, dass Der déi Fro stellt. Och do entdeckt Der spéit e Problem.

Zweetens...

► **M. Lucien Weiler (CSV).** - An der Kommissioun hunn ech d'Fro gestallt an Dir sidd jo...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - An dat Zweet, zweetens, koum d'Initiativ vum Här Bausch selwer...

► **M. François Bausch (déi gréng), rapporteur.** - Dat huet guer näischt heimadder ze dinn!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - D'Initiativ koum vum Här Bausch selwer, well en net wollt, dass e Wénkelaffektstrick vum Zeie Schneider och net e Millimeter Chance op Erfolleg sollt hunn. Dorëms ass et gaangen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - Ganz genau!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Eng reng prophylaktesch Mesure.

(**Brouhaha**)

An dass Der dat do Argument hei opwerft...

► **M. Lucien Weiler (CSV).** - Et ass awer net richtig!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Dach, et ass richtig. Neen, entschëllegt.

(**Brouhaha général**)

► **Mme la Présidente.** - Här Weiler, Dir kennt dem Riedner gären eng Fro stellen.

► **M. Lucien Weiler (CSV).** - Ech stellen d'Fro nach eng Kéier.

► **Mme la Présidente.** - Wann Der d'Wuert wëllt hunn, dann drot lech an op d'Riednerlëscht, wann ech gelift!

► **M. Lucien Weiler (CSV).** - Behaupt de Riedner, datt den Här Bausch deemools aus der Sitzung erausgaangen ass op seng eegen Initiativ, also op seng eegen Initiativ?

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Selbstverständlech. An ech ginn, Här Weiler...

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Lucien Weiler (CSV).** - Mir huelen den Text.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Här Weiler, an ech ginn lech och...

► **Une voix.** - Et war esou.

(**Interruption**)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech ginn lech och e ganz einfache Beleg dofir, Här Weiler. Här Weiler, da lauscht och no.

► **Une voix.** - Et ass jo total...

► **Une autre voix.** - Neen, waart.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Den Här Roth soll och heibanne bleiwen, da verpasst en näischt.

► **Une voix.** - Ooohhh.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech ginn lech e Beleg dofir. Eleng de Fait, dass den Här Bausch mech gefrot huet, fir en ze begleeden an déi Kommissioun, eleng dee Fait misst lech d'Antwort op Är Fro ginn. Ma well en dës le départ d'Intentioun hat, fir an der Kommissioun matzedeelen, dass opgrond vun där Plainte vum Här Schneider, dee jo eng ganz besonnesch Roll spillt an där ganzer Aarbecht hei, dass en dofir léiwer hätt, hie kéint d'Kommissioun verloossen. An en huet mech gebieden, en do ze ersetzen. Dat eleng beäntwert Är Fro iwwer seng Intentiounen deen Dag, wou en an déi Kommissiounssëtzung gaangen ass.

► **M. Lucien Weiler (CSV).** - Ech ginn lech den Text...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech wëll awer elo, wann Der erlaabt, Här Weiler, weiderfuere. Dir kritt herno nach eng Kéier d'Geleeënheet, d'Wuert ze huelen. Well ech zitieren lech och nach. Da sidd Der vläicht erëm motivéiert.

► **M. Lucien Weiler (CSV).** - Très bien.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Nieft deene villen interesséierte Biergerinnen a Bierger gëtt et der awer eng Partie, déi ganz speziell eis haut nolauschten. An dat sinn déi, déi och vum SREL observéiert gi sinn. Ech wëll do just een, stellvertredend fir se alleguieren, nennen: de Fraktiounssekretär vun deene Gréngen, den Abbes Jacoby, deen en onbescholtene Bierger ass an deen huet mussen entdecke mat vill Roserei, wéi de SREL, wéi staatlech Instance mat him an de scho méi laang zrëckleiede Joren ëmgesspronge sinn.

Hie war awer net deen Eenzegen. Aner Privatleit och. An net nëmme Privatleit. Och vill Associatiounen sinn observéiert ginn. Fir der nëmme e puer vun deenen ze nennen, ginn ech lech awer e puer Nimm: den OGB-L, d'Zäits-

chrëft „Forum“, d'Jeunesse ouvrière catholique, d'Ligue des droits de l'Homme, de Mouvement écologique, d'UNEL, d'ASTI, de CLAE, d'Fridensbewegung, Greenpeace, de Radio „Gréng Fluesfénkelchen“, d'Anti-Apartheid-Bewegung, awer och Parteien, wéi zum Beispill eng Lëscht, déi et emol mam Numm gouf „Alternativ Wier dech“, wat eng vun de Virleeferorganisatiounen vun der grénger Partei ass. Dat sinn natierlech alles staatzersetzend Elementer. Natierlech net.

Hannert deesen Associatiounen stinn a stoungen engagéiert Bierger, déi eis Gesellschaft wollten a wëllen no vir bréngen. Hire Turt war et, net stramm konservativ ze sinn, wéi de Statsminister sech ausgedréckt huet, an doduerch eng Gefor, wuel net fir de Rechtsstat, mä duerfir awer vläicht fir de Rietsstat waren.

Et sinn, fir elo méi no bei d'Period vun 2004 ze kommen an dat neit Gesetz vum SREL, awer och nach Froen, eng Fro zumindest, ze stellen. Dir hutt, Här Statsminister, ronderëm 2004, wa meng Informatiounen stëmmen, d'Décioun geholl, fir en Deel vun de Käertercher am Fichage politique zerstiieren ze loosse, notamment déi, wou Mandatsträger sollten dran erwähnt sinn.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat war net meng Décioun. Déi war vum Direkter vum Geheimdëngscht. Ouni mech ze informéieren, huet en déi Karteikaarten zerstiört. Dat ass eng Nuance.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Okay. Et ass bedauerlech, dass se zerstiört gi sinn.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, fannen ech och.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Well dat wier interessant gewiescht. Wa mer eis haut kënnen eens drop ginn, dass eng national Kommissioun soll agesat ginn, mat Historiker, och fir d'Opschaffe vun deem ganzen Archiv do, da wär et natierlech wichteg gewiescht, dass grad déi net zerstiört gi wieren, dass déi immobiliséiert gi wieren, neutraliséiert gi wieren, aus dem Zougrëff vum SREL geholl gi wieren. Bien entendu, dat wier richtig gewiescht. Mä dass se zerstiört gi sinn, ass wierklech méi wéi bedauerlech!

Komme mer awer bei de Rapport. 47 Sätzungen, ganz konstruktiv. Am Konsens ass do geschafft ginn. Et ass sech beméit ginn, op jiddweeren anzegoen. Notamment sinn zum Schluss eng ganz Rëtsch, ech mengen, acht oder néng Sätze praktesch, domadder verbruecht ginn, op Amendementsvirschléi ze reagieren. Also eng Konsensaarbecht, déi och deem entsprach hätt, dass dës Kommissioun am Konsens agesat ginn ass.

Et war e gemeinsame Wonsch, fir opzeklären, wat am SREL an de leschte Jore geschitt ass. Mä leider ass dee Konsens kuerz vum Schluss duerch d'Parteipolitik vun der CSV verlooss ginn. De Konsens ass zerstiört ginn, obwuel an der Kommissioun probéiert ginn ass, à charge an à décharge ze enquêtieren. An et ass och probéiert ginn, gemeinsam Konklusiounen ze zéien.

An domadder, Här Statsminister, duerch dee Vote de leschte Freideg vun de Verrieder vun der CSV, ass och scho leschte Freideg d'Koalitioun zerplatzt. Net haut eréischt, de leschte Freideg schon. Zënter dem 5. Juli huet d'Regierung keng Koalitioun méi hanner sech. Vun der Regierung am Allgemengen, awer vum Premier am Besonneschen, hätte mer och dofir schonn de leschte Freiden eng Reaktioun erwaart. Dat wier net méi wéi normal gewiescht.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Se hunn haut nach getaagt. Haut nach.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Jo, sécher.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Haut nach!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Jo, jo.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - D'Regierung ass nach ëmmer do!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Mä si huet keng Koalitioun méi hanner... Här Boden, kéint Dir lech dann am Escht virstellen, dass a méi groussen, entwéckelten Demokratien eng Koalitioun zerbrécht op engem Vote op enger eminent politescher Fro, an dass do de Regierungschef seet: „Ech zéie mech emol fënneg Deeg zrëck, fir e Buch ze liesen. An dann héiert Der vu mer.“ Dat ass dach net wierklech seriö, wat hei geschitt ass. Zënter fënneg Deeg ass d'Koalitioun geplatzt.

► **Une voix.** - Très bien!



► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Mir hu keng Reaktioun kritt, weder...

► **M. Fernand Boden** (CSV).- Mä et ass op 140 Säiten...

(Interruptions diverses)

► **Mme la Présidente**.- Erlaabt Der, dass den Här Boden lech eng Fro stellt?

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Här Boden, a mengem Demokratieverständnis ass dat net normal. D'Koalitioun ass viru fénnef Deeg zerbrach. A mir hu fénnef Deeg laang misse waarden, fir eng Reaktioun, net nëmme vum Premier, vun der ganzer Regierung, zu dëser Fro ze kréien.

► **Une voix**.- En hätt och wéinstens de Rapport kenne liesen.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- An en urgenté Regierungrot - en ass jo haut an der Mëttestonn zesummekomme - hätt och éischter kënnen zesummekomme wéi fénnef Deeg duerno. An dat hätt iwwregens och net verhënnert, dass da fénnef Deeg méi spéit nawell de Statsminister, en hätt sech garantiert där Debatt hei net wëllen entzéien, dass de Statsminister sech och där Diskussioun iwwer seng méi perséinlech Responsabilitéit am Kader vum SRELS-Dossier stellt.

De Rapport ass fir eis als gréng Fraktioun ganz kloer: Ouni verbal Kraftmeierei ginn d'Fakten an d'Responsabilitéite kloer opgedeckt. Déi eng, déi si bei de Parquet weidergeleet ginn a mussen méi spéit, vläicht, virum Riichter assuméiert ginn. Déi aner sinn hei an der Chamber.

Ech wëll virausschrecken, dass ech als Parlamentarier am Fong houfreg sinn op d'Kollegen aus der Enquêtékommissioun an och op d'Parlament. Op déi Aarbecht, déi do gemaach ginn ass. Oft gëtt nëmme vun der Kris geschwat; alles ass an der Kris, och d'Institutionen. Ech hat dat scho bei där Diskussioun ronderëm d'Responsabilitéit vum Luc Frieden gesot. Mä a Wierklechkeet hu mer och, do wou Kris dropsteet, oft funktionéierend Institutionen dran. Dat ass och haut de Fall. D'Chamber mécht hir Aarbecht, esou wéi d'Enquêtékommissioun am Opdrag vun der Chamber hir Aarbecht gemaach huet.

D'Commission d'enquête huet vum 3. Januar bis de 5. Juli, bannent sechs Méint, eng noutwendeg Aarbecht geleescht, an, wéi gesot, am Konsens bis bal zum Schluss.

Ech fannen och, dass d'Press hir Aarbecht mécht. Net nëmme, well RTL 92,5 den 19. November d'Informatioun public gemaach huet, dass e Gespréich tëscht dem Jean-Claude Juncker an dem Marco Mille opgeholl gi wier. Dat war jo den Ausléiser hei vun dëser Diskussioun.

Ech soen dat och wéinst all deem, wat duerno geschitt ass. Well d'Wourecht ass och, dass d'Investigatioun vum der Press, déi ouni Quellschutz net méiglech sinn, déi Informatiounen un d'Dageslicht bruecht hunn, déi och d'Aarbecht vun der Kommissioun virubruucht huet.

Et ware vill manner déi Leit, déi an d'Kommissioun geruff gi sinn zum Deel, fir auszesoen, déi d'Kommissioun virubruucht hunn. Do sinn der derbäi - domat mengen ech lech net -, Meeschtere vun der Manipulatioun. Et ass hire Beruff, ze desinforméieren, falsch Spure ze leeën. An dat hu se och an der Kommissioun, fir meng Begrëffer, gemaach.

Ouni d'Investigatiounsaarbecht vun der Press wier déi Kommissioun net esou wäit komm. Et ware manner d'Zeien, wéi d'Press, déi se virubruucht hunn. D'Zeien, déi geruff gi sinn, hunn nach éischter probéiert, d'Kommissioun hanner d'Licht ze féieren. Do also, wou kee Licht oder manner Licht ass.

Mir hu mat vill Intérêt, natierlech mat vill Intérêt, dem Jean-Claude Juncker an awer och dem Gilles Roth virdrun nogelasschert. De Kolleg Gilles Roth fiert hei weider, wou d'CSV e Freideg an der Enquêtékommissioun opgehale huet. Si ass, hunn ech d'Gefill, eis e bësse viraus. Si huet de Rapport no 47 Sätzungen, un deene se awer bedeelegt war, jo hei praktesch fir null an nichtig erkläert. Näischt méi ass an deem Rapport gutt. Näischt méi! Et ass e Ver-rass vun deem Rapport, deen hei gemaach ginn ass.

(Interruption)

Dir hutt virdrun och gesot, Dir hätt lech gewënscht, dass um Enn vum Rapport, an der Logik vun engem Contradictoire, och de Statsminister nach eng Kéier de Rapport hätt dierfe kucken. Ech sinn duerch d'Meenung, dass een an der Logik vum Contradictoire soll schaf-

fen. Jo, et ass just schued, dann hätt Der dat an der Kommissioun solle soen. Do huet d'CSV dee Virschlag leider net gemaach, dee mir ganz sécher ënnerstëtzt hätten.

Mat enger Remarque: net nëmme fir de Statsminister! Firwat soll nëmme de Statsminister dann an de Genoss komme vun enger méi kontraktiorescher Prozedur beim Ofschloss vum Rapport? Wat eppes ass, wat wierklech üblech ass, notamment am internationale Beräich. Ech erwähne just de Greco, deen eis jo net nëmme Freed gemaach huet a sengem leschte Rapport. Mä firwat hutt Der dee Virschlag an der Kommissioun net gemaach? Do hätt een duerch kënne driwwer diskutéieren. Awer net nëmme fir Are Statsminister, mä fir aner Leit och, déi an deem Rapport Erwähnung fannen.

D'Zil vun der Interventioun vum Gilles Roth, deen ech par ailleurs och schätzen - ech sot dat schonn, ech soen dat och nach eng Kéier hei -, ass awer en duebelt: D'Responsabilitéit vum Jean-Claude Juncker erfzespille respektiv ze verwässeren, an déi vun der Kontrollkommissioun eropzespillen. D'Resultat soll sinn: Déi zwee hu Feeler gemaach, an déi Feeler gläiche sech aus. Et huet kee vu béiden Ursach mam Fanger op deen aneren ze weisen.

An déi ënnerschiddlech Verfeelungen op een Niveau ze hiewen, dat ass an eisen Aen awer eng Damp- an Niwwelmaschinn. Et ass keng Auseanersetzung méi an der Saach, déi do ugefouert gëtt. Dat do ass Stëmmung gemaach. Stëmmung op vläicht déi virgezunne Wahlen, wou ech mengen, dass d'CSV se scho méi laang verënnert huet, wéi dat am All-gemeinge geduecht gëtt.

Et ass an eisen Aen intellektuell net éierlech. An et ass virun allem net richtig, wat do gesot ginn ass. Woufir? D'Feeler vun der Kontrollkommissioun maachen d'Feeler vum Jean-Claude Juncker weder ongeschitt nach dofir richtig. Émgedrëint och net. Ass de Jean-Claude Juncker manner responsabel, well d'Kontrollkommissioun Feeler gemaach hat? Neen, natierlech net.

De Jean-Claude Juncker muss sech fir seng Aart a Weis, de SREL ze féieren, hei veräntweren. Fir seng Décisiounen, a fir déi Décisiounen, déi hien net geholl huet, egal ob d'Kontrollkommissioun do niewendro gutt oder net gutt geschafft huet. Dat solle mer och diskutéieren. Mä et kann awer déi Responsabilitéiten net opweien an där Argumentatioun do. Dat maache mir net mat!

D'Responsabilitéit vum Jean-Claude Juncker ass iwwregens och net um selwechten Niveau wéi déi vun der Kontrollkommissioun. Den Här Juncker huet virdrun gesot a senger...

► **Mme la Présidente**.- Här Braz,...

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Jo.

► **Mme la Présidente**.- ...sidd Der d'accord, dass den Här Roth lech eng Fro stellt?

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Ech si ganz domat d'accord. Ech géif lech just bieten, Madame Präsidentin, esou lues am A ze behalen, wéi vill Riedezäit dat mech kascht, well...

► **Mme la Présidente**.- Dir sidd elo bei 16 Minuten.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Et ass gutt, Merci.

► **Mme la Présidente**.- An Dir hutt eng Stonn. Här Roth, wann ech gelift.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Fuert duer.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Zwou Saachen. Fir d'CSV war et ni esou, dass déi Responsabilitéiten op engem gläichen Niveau géife stoen. Mä ee vun de Reprochen, dat ass deen, dass déi zoustänneg Kontrollkommissioun net vun dem Statsminister informéiert gi wier. Or, si hat d'Mëttelen, fir selwer déi Informatiounen anzu-huelen.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Ech kommen herno nach dozou. Mä da si mer eis eens, dass dat dem Jean-Claude Juncker seng Responsabilitéit net méi kleng mécht, ob d'Kontrollkommissioun sech selwer nach Feeler virzeweisen huet oder net. Dont acte.

De Statsminister sot a sengen Ausféierungen e bëssen an darselwechter Logik, wou et em d'Archive gaang ass, et hätt jo kee verbuede kritt vun der Kontrollkommissioun, an d'Archiven ze goen. Dat ass richtig. Mä Dir krut et och net verbueden, Här Statsminister! Dir sidd de Ministere de tutelle. Dir waart och net an den Archiven. Voilà. Duerfir, et ass schonn e bësse speziell, wann een deem engen e Virwurf mécht, dee selwer op een zoutreff.

Den Ënnerscheid ass: Dir sidd responsabel och fir d'Archiven. Wat do schifleeft, ass och iergendwou dann um Enn Är Responsabilitéit. Dir hätt méi Grënn gehat, well Dir sidd wierklech de Responsable politique an de Ministere de tu-

telle. Dass d'Kontrollkommissioun méi oder manner diligent war, dat ass eng aner Diskussioun, eng aner Appréciatioun an eng aner Responsabilitéit.

Dofir fannen ech et éischter méi gelungen, dass Dir ouni Invitatioun ni an d'Archive kucke waart, wéi dass d'Leit vun der Kontrollkommissioun ni an d'Archive kucke waren, wéi eng Käertercher do leie respektiv net do leien.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministere d'État*.- Ass dat lech wierklech eeschtt gemengt, Här Braz?

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Jo, jo, absolut. Absolut!

(Interruption)

Ech äntwere just op de Virwurf, deen Dir formuliert hutt, Här Statsminister.

(Interruption)

An dat soen och déi gréng net eleng. Dat soen déi gréng net eleng. Dat soen och Leit vun der CSV, zum Beispill de Lucien Weiler als Rapporteur vum Projet de loi 5133, deen d'Gesetz vum 15. Juni 2004 fir de SREL sollt ginn. E Gesetzesprojet, deen déi gréng iwwregens net gestëmmt hunn, well mir hunn deemools scho fonnt, dass dat net eng zäitgeméiss parlamentaresch Kontroll duerch d'Chamber vum Geheimdengscht géif duerstellen.

An an deem Rapport schreift den Här Weiler: «Le Premier Ministre exerce l'autorité politique sur le Service; il est le supérieur hiérarchique de ses agents. Le Service en lui-même est une administration comme les autres: (...) et le Premier Ministre est politiquement responsable de son action devant la Chambre et le pays, comme l'est tout ministre pour les administrations sur lesquelles s'exerce son autorité.» Den Text ass vum Här Weiler; d'Betounung, déi war vu mir.

D'Responsabilitéit iwwert dat, wat de SREL mécht, an iwwert dat, wat am SREL geschitt, ass also net gedeelt. Si ass net verdeelt op de Ministere de tutelle an zu engem bestëmmten Deel op d'Kontrollkommissioun. D'Responsabilitéit, an esou gesäit d'Gesetz vum 2004 dat vir, läit eenzeg an eleng beim Ministere de tutelle.

Den Här Weiler huet awer och preziséiert, wat de Rôle vun der Kontrollkommissioun wier. Se sollt eng demokratesch Kontroll ausüben «au-delà de la 'surveillance quotidienne' exercée sur lui par le Premier Ministre». D'Kontrollkommissioun huet also keng Responsabilitéit iwwert dat, wat am Alldag am Geheimdengscht géif schifgoen. Dat war net gewollt. Et war ganz precis drop opgepasst ginn, dass d'Responsabilitéit eenzeg an eleng beim Ministere de tutelle läit an dass d'Kontrollkommissioun ganz kloer keng Responsabilitéit hätt iwwert d'Aktioun.

Esou war et geduecht. Esou ass et och an deene leschten néng Joer dofir gewiescht. An dofir kann een haut net probéieren, Responsabilitéiten, déi jiddwereen ze assuméieren huet, op een Niveau ze setzen. Et ass net déiselwecht Responsabilitéit, a se muss och net d'selwecht assuméiert ginn.

Dat gesot, zwee Reproché muss d'Kontrollkommissioun, besser gesot déi successive Kontrollkommissiounen, déi ab 2004 gewierkt hunn - an net nëmme hir Presidenten aus deene Kontrollkommissiounen, mä all hir Memberen, och déi vun der CSV, well och d'CSV hat Memberen zënter 2004 an de successive Kontrollkommissiounen - an zwee Reproché mussen déi sech scho gefale loosson an och akzeptéieren: Si hunn hiren Interlocuteurs ze vill vertraut, hunn en fait ausgeschloss, dass déi eppes anescht wéi d'Wourecht an zwar déi ganz Wourecht géifen zielen, wat eng gewëssen Naivitéit ass. Zweetens, si waren - an dat ass d'Konsequenz och e bësse vun deem éischten - net genuch proaktiv, obwuel se zum Deel d'legal Moyene gehat hätten.

Déi Reproché mussen akzeptéiert ginn. D'Kontrollkommissioun louch falsch, well se integral vertraut huet; wat fir eng Kontrollkommissioun net d'ideal Viraussetzung ass. Si ass do, fir ze kontrolléieren. Si huet drop vertraut, richtig a komplett informéiert ze ginn. Hiert Vertrauen hat se an d'Hänn vu vereedegte Beamten an och vum Statsminister geluecht. Si ass awer weder richtig nach komplett informéiert gi vu kengem vun hiren Interlocuteurs, och net vum Här Juncker.

Der Kontrollkommissioun virzeweisen, si hätt hir Missioun guer net wouergeholl, ass awer sécher falsch. E Bléck an de Joresbericht vum 2008 vun der Kontrollkommissioun geet duer, fir ze gesinn, dass d'Kontrollkommissioun do schonn eng ganz Rei Virschléi formuléiert huet, wéi d'Aarbecht vum SREL, besonnesch mat Bléck op déi demokratesch Kontroll duerch d'Kontrollkommissioun, kéint verbessert ginn.

D'Parlament soll awer lernfäeg sinn an déi noutwendeg Konklusiounen dorauer zéien. A si wäerte sech hoffentlech an der Form vum SREL-

Gesetz vum 2004 erëmfannen. Déi demokratesch Kontroll duerch d'Parlament wäert an Zukunft net méi esou si wéi an de leschten néng Joer.

Och Reprochen, awer ganz anerer, vun enger ganz anerer Qualitéit mussen sech d'Leit vun a ronderëm de SREL awer gefale loosson. Ech wëll net méi op déi Elementer aus dem Dossier agoen, déi besonnesch déi fréier Mataarbechter vum SREL betreffen. Eng Rei vun Illegalitéiten - supposéierten Illegalitéiten - beschreift dann d'Enquêtékommissioun an deem Volet. An ech verweise fir den Detail dovunner op de mëndlechen an och op de schrëftleche Rapport vum François Bausch. D'Enquêtékommissioun huet all relevant Informatiounen un de Parquet weiderginn. An déi gréng hu vollt Vertrauen an d'Justiz, dass dat gemaach gëtt, wat soll gemaach ginn.

Wat awer war an ass, dat ass natierlech d'Fro vun der Responsabilitéit vum Jean-Claude Juncker bei deene Faiten, a wéi e sech haut par rapport zum Rapport vum Parlament positionéiert huet. Och zu deenen Elementer, déi d'Responsabilitéit vum Jean-Claude Juncker betreffen, steet d'Äntwert am Rapport. De Premier wouss net alles, mä vill. Mä en huet net ëmmer gehandelt; wat awer richtig gewiescht wier.

Op de Säiten 110 an 111 gëtt d'Lëscht gemaach vun den Elementer. Ech liesen elo net déi zwou Säite vir. Mä fir déi Leit, déi am Detail d'Reproché vun der Kontrollkommissioun un de Statsminister wëlle kennen, déi fannen op der Sait 110 an op der Sait 111 vum Rapport all déi noutwendeg Informatiounen.

Et ass eng relativ laang Rei vu seriöse Reprochen un d'Adress vum Statsminister. Mat deene Faiten ass natierlech eng Zesummenaarbecht, déi op Vertrauen, op géigesäitegem Vertrauen und tëscht Institutionen, an eisen Aen net méi méiglech. Vill wichteg Informatiounen si vum zoustänneg Minister net un d'Kontrollkommissioun weidergaangen. Zum Beispill och wichteg Informatiounen an der Affär „Lissouba/Elf“, déi och hätte kënnen bei de Parquet weidergoen. De Parquet huet déi Informatiounen net kritt.

De Marco Mille huet trotz dem totale Vertrauensbroch, deen d'Ophuele vun engem Gespréich tëscht him an dem Premier hätt mussen duerstellen, keng perséinlech Konsequenzen erlieft, weder disziplinarescher nach penaler. D'Affär ass duerch d'Inaktioun vum Premier och verjährt mëttlerweil. Au contraire, de Marco Mille krut en Topjob an der Privatwirtschaft an ass am Congé sans solde.

Hätt de Premier - an en huet virdrun gesot, dat war ee vu senger Feeler, an dat ass och eis Appréciatioun, dat ass effektiv ee vun de Feeler vum Premier - hätt de Premier eng disziplinarescher Aktioun geholl, da wär en haut vläicht net am Congé sans solde. Da wär e vläicht an der Privatwirtschaft, mä net am Congé sans solde. An da wären och déi Elementer vläicht bei de Parquet weidergaangen.

A wat wichteg ass: Wier do eng disziplinarescher Aktioun intentéiert gi mat der Transmissioun vun den Informatiounen bei de Parquet, dann hätt dat och eng Signalwierkung gehat am Service. Dat hätt net nëmme de Marco Mille betraff, wann do duerchgegraff gi wier, mä do wär eng Signalwierkung och an dee ganze Service gaangen, och un d'Adress vun aneren, déi sech dann och vläicht éischter a Fro gestallt hätten an der Aart a Weis, wéi si hir Aarbecht am Service verricht hunn.

De Jean-Claude Juncker wollt Schued vum Service ofhalen - ech huelen em dat of, ech zweifelen net dorunner - besonnesch och an engem internationale Kontext. Déi Operatioun ass awer schifgaangen, a wéi! Dat, wat sollt verhënnert ginn, ass exactement dat, wat age-tratt ass mat enger Zweetchen nach uewen, am Carré oder souguer am Cube. Et ass e verheerend Resultat!

Eng Operatioun, déi also falsch war dës le départ, well se mat de falsche Moyene probéiert huet, Schued vum Service ofzehalen, well sech dobäi net un d'Regele vum Stat gehale ginn ass. Et wier besser gewiescht - an den Alex Bodry huet e Beispill genannt, wou e virun darselwechter Décisioun stoung -, et wier besser gewiescht, well et richtig gewiescht wier, och par rapport zu de Regele vum Stat, och fir sech net erpressen ze loosse vu kengem an duerch keen, dee Wee ze sichen. Mir hätte kee méi e schlecht Resultat erreicht. Mä fir d'Rechtsstaat-lechkeet zu Lëtzebuerg wär et dee bessere Wee gewiescht.

De Virwurf un de Jean-Claude Juncker, dee jo méi wéi eng Kéier am Rapport gemaach gëtt, deen den Här Juncker selwer duerch seng Ausso alimentéiert huet, en hätt ze wéineg Zäit gehat fir de Service, well et net seng éischt Prioritéit gewiescht wier, dat mag bei verschiddene Saache stëmmen, awer net bei allem. Am Rapport ginn eng ganz Rei Faiten opgeléicht, wou et

keng Fro war vun Zäit. Do sinn d'Fakte kloer, déi sinn och haut net falsch gemaach ginn.

Den Här Juncker huet jo haut näischt Neies gesot par rapport zu deem, wat an der Kommissioun gesot gi war. En huet sech sécher anescht erkläert. Mä d'Faiten, déi haut erwähnt gi sinn, sinn net nei. Ech hoffen emol - ech si jo net Member vun der Kommissioun -, dass Der der Kommissioun keng Faitë virenthalen hutt.

An do si Faiten dran, déi eng Décisioun verlaangt hätten. Déi waren lech bekannt. Et war keng Saach vun Zäit oder vun net genuch Intérêt, mä et war eng Fro vun der richteger Reaktioun viru Faiten, notamment an där Affär vum Marco Mille. Mä et ass net déi Eenzeg. Ech kommen herno nach zu anere Beispiller.

Wou et och vläicht zum Deel e Problem war vun Intérêt a vun Zäit, dat ass bei der lueser Ëmsetzung vun der Reform vun 2004. De Comité interministériel huet ni getaagt. Här Juncker, Äre Verweis, dass vill Ministere lafend informéiert gi sinn, ersetzt a mengen Aen net de Comité interministériel. Deen ass eng Obligation légale. Dee steet am Gesetz. Do steet net a Klammern „ausser de Premier gesäit sech vill mat senger Ministeren“. Dat ass eng Obligation légale. Déi ass net erfëllt ginn.

Et feelen eng Rei... Et feele Règlements grand-ducaux, déi d'Regele solle festleeë beim Opstellen a beim Bedreiw vum Datebanke vum SREL. Eng ganz sensibel Fro. Eng ganz sensibel Fro! De Règlement grand-ducal ass am Gesetz; néng Joer drop gëtt et en net. Dat ass eng méi wéi lues Ëmsetzung vum Gesetz a weist definitiv net genuch Intérêt fir eng sensibel Fro. Dat selwecht betrëfft d'Autorité de contrôle nom Artikel 17.

Dobäi kënn, an dat ass an eisen Aen de Fait, deen de Vertrauensbroch eigentlech consomméiert, wann dann nach e Fait noutwendeg gewiescht wier: Uganks 2008 huet de Premier, esou wéi et am Artikel 15 Paragraph 6 vum SREL-Gesetz vun 2004 virgesinn ass, d'Kontrollkommissioun gebieden, e generellen Avis ze schreiwen iwwert de Fonctionnement vum SREL. Eng ähnlech Beschreiwung wéi d'Missioun vun der Enquêtékommisssioun.

Där Aufgab ass d'Kontrollkommissioun och nokomm an huet de 24. Juni 2011 hire Rapport spécial mam Numm «Les activités et le fonctionnement du Service de Renseignement de l'État» beim Premier ofginn. An deem Rapport ginn eng Rei Modifikatiounen vum Gesetz ugeeregt. Fakt ass, de Premier huet deem Rapport, deen hie selwer ugefrot huet, keng Suite ginn. Déi Aarbecht vun der Kontrollkommissioun war wuel gutt gemaach, mä, nodréiglech betreucht, Beschäftigungstherapie.

D'Gravitëit läit awer net doranner. D'Gravitëit läit am Fait, dass de Premier zu deem Moment, wou en de Rapport ugefrot huet, iwwer eng ganz Rei Mëssstänn am SREL informéiert war, an dass en dat der Kontrollkommissioun net gesot huet. En huet se also op eng Rees geschéckt, ouni se mat deene wesentlechen Informatiounen, déi him zur Verfügung stoungen, ze équipéieren.

Do kann ee sech, Här Statsminister, beim beschte Wëllen net dovunner befreien, deen Terme „Perfidie“ ze gebrauchen. Et gehéiert awer eng Portioun Perfidie derzou, e Rapport unzefroe bei der Kontrollkommissioun, an all déi Informatiounen, déi Dir hutt, der Kontrollkommissioun net zur Verfügung ze stellen en vue vun hirer Aarbecht. Fir mech, als Member vun där Kontrollkommissioun, wier et e Vertrauensbroch gewiescht, dee consomméiert gewiescht wier. Dee Fait do ass an eisen Aen e speziell grave Fait.

En zweete besonnesch graven Episod, ass d'Affär „Katana“. Dat ass déi Affär, wou de SREL sech d'Recht erausgeholl huet, als Geheimpolizei ze agéieren an domadder a perfekter Illegalitéit, a wou probéiert ginn ass ënner anerem dem deemolege Procureur d'État, de Virwurf vun der Pädophilie unzehänken.

Dir sidd doriwwer op iergendeng Aart a Weis an d'Bild gesat ginn. Dir hutt, mengen ech, an der Kommissioun gesot, an engem Gespréich mam deemolegen Direkter vum SREL wär dat erwähnt ginn, déi Rumeur. An Dir hutt den heitege Procureur général d'État drop ugeschwat mat där flatzege Bemierkung, déi mëttlerweil jiddweree kennt.

Dat war entweder ze vill oder net genuch, besonnesch wou de Robert Bieber och net wierklech drop reagiert huet. En erkläert sech och a seet: „Ech hu gemengt, dat wär eng Remarque, eppes wéi e Witz gewiescht.“ Dir hutt jo u senger Reaktioun gemierkt, dass en dat net wierklech eescht geholl huet. An Dir hutt et dobäi si gelooss.

Et geet jo awer dobäi eendeiteg ëm Faiten, déi an de Kompetenzberäich vun der Police géife falen. An et geet dobäi ëm den ieweschte Magistrat am Land. A mir verstinn net, wéi Dir et konnt dobäi beloossen, dem Robert Bieber eng

Bemierkung ze maachen. Dir hat also d'Basisinformatioun. Déi ass awer esou grav, dass et net kann domadder duergoen, dass Der sot: „Majo, ech hunn déi Rumeur héieren, an ech hu se emol eng Kéier lassgelooss.“

Dass Der do de politeschen Instinkt net hat, fir ze soen: „Ee Moment, dat do ass awer esou e Konglomerat vu Faiten, dee muss ech awer verdéift wëssen. Wou kënn dat hier?“ Dat hutt Der net gemaach. Dir hutt d'Informatioun gehat, Dir hutt dem Robert Bieber se kommunizéiert, en huet net drop gelaut, an Dir hutt et dobäi si gelooss. Awer an enger Affär, déi wierklech eng seriö Gravitëit huet.

Fir eis ass et zumindest Instinktlosegkeet, politesch Instinktlosegkeet. Et war awer och vläicht méi e profunden Ausdrock vun Ärem Désintéret fir d'Aarbecht a fir d'Veefelunge vum SREL. Op jidde Fall...

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Madame Presidentin?

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- ...war et eng rechtsstaatlech Défaillance un der Spëtzt vun der Regierung.

► **Mme la Présidente**.- Här Braz, sidd Der d'accord, wann den Här Statsminister lech eng Fro stellt?

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Ma selbstverständlich.

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Madame Presidentin, Här Braz, ech hu mech entre-temps dru gewinnt, dass et relativ wéineg Wäert huet, op alleguer déi Virwërf, déi gemaach ginn, anzegoen, well et gëtt jo systematesch laanscht dat geschwat, wat ech als Äntwert ginn.

Mä an där Affär do huet den Direkter vum Geheimdëngscht mer gesot, eng Source vum Geheimdëngscht hätt dat gesot. Dat hunn ech dem Här Bieber gesot. Den Direkter vum Geheimdëngscht huet mer net gesot, dass de Geheimdëngscht den Här Bieber géif observéieren. Ech hunn en och net ugestallt, den Här Bieber ze observéieren. Ech hunn de Geheimdëngscht och net ugestallt, an där Affär Pädophilie ze enquêtéieren. Dat geet de Geheimdëngscht guer näischt un.

Ech hat och Grënn, dervun auszegoen, dass och d'Justiz géif iwwert déi Virgänger do informéiert ginn, opgrond vun deene reguläre Réuniounen, déi stattfonnt hunn tëscht dem Direkter vum Geheimdëngscht a Vertrieeder vum Parquet. Ob dat geschitt ass, weiss ech net. Jiddefalls ass sech och op der Justiz am Krees vum Parquet mat deenen Affäre beschäftegt ginn.

Mä sot net, ech hätt bewosst zougelooss, dass den Här Bieber géif observéiert ginn, wann en dann observéiert ginn ass. Dat gëtt jo ofgestriden. Ech weiss dat net.

(Interruption)

An ech hunn och net gesot kritt, dass den Här Bieber géif observéiert ginn. Duerfir géif ech lech bieden, net den Amalgam vun alle Saachen ze maachen an enger Affär, déi belaaschtend ass fir déi Concernéiert, och fir mech, well ech den Här Bieber zënter 40 Joer kennen. Zënter 40 Joer kennen!

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Här Juncker, dee Virworf, Dir hutt e virdrun och schonn an Ärer Ried zréckgewisen, dass Dir do een ugestallt hätt, géint den Här Bieber ze enquêtéieren, deen absurde Virworf huet keen lech gemaach.

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Neen, Dir weist e Virworf elo fir d'Zweet zréck, dee kee gemaach huet, well e vun enger Absurditéit ass, dass emol kengem heibannen dat géif an de Kapp kommen. Dee Virworf huet kee gemaach!

De Virworf, deen ech probéiert hunn ze formuléieren, Här Juncker, ass net deen, dass Dir do een ugestallt hätt ze enquêtéieren oder dass et lech egal wier. Mir fannen et net normal, dass, wann Dir déi Informatioun kritt, dass Der se net verdéift hutt, dass Der net probéiert hutt, erauszufannen: Ee Moment, wann de SREL, den Direkter vum SREL mir déi do Informatioun gëtt, da soen ech net just, okay, ech ginn dem Robert Bieber dat emol weider an da kucken ech, wéi e reagiert. A wann deen och net reagiert, da loosse mer et sinn.

Ech hätt gefrot: Ee Moment, kanns Du mer méi doriwwer soen? Wat leeft do genee? Wou kënn dat do hier? Wien ass déi Source? Wat ass do geschitt?

(Interruption)

Ma selbstverständlich! Et geet ëm de Procureur, entschëllegt, et geet awer ëm e ganz héije Magistrat am Land!

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo, ech weiss.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Et ass jo awer net eng Rumeur iwwer iergendee Beamten oder iergendee Bierger. Et ass dat, wat eis stutzeg mécht, Här Statsminister. A weist keng Reprochen zréck, déi mer net formuléiert hunn!

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här Braz - entschëllegt, Madame Presidentin -, de Geheimdëngscht dévoiléiert mir géintiwuer ni d'Identitéit vun enger Source. Ni!

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Ech hunn net gesot, Dir sollt no der Identitéit vun der Source froen. Ech hu gesot...

► **Une voix**.- Dir hätt dat jo vläicht kënnen eng Kéier nofroen.

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Gelifft?

► **La même voix**.- Dir hätt dat jo kënnen eng Kéier nofroen: Ass eppes drun oder...

(Interruptions)

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- De Geheimdëngscht, laut Gesetz, därf kengem géintiwuer d'Sourcen dévoiléieren.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Net d'Sourcen, Här Juncker! Wann esou e grave Fait ass, dann hätt ech awer gemengt, dass Dir als Statsminister dann nogefrot hätt: Ass eppes drun, oder maacht Der nach ëmmer, oder huet déi Source sech confirméiert? Et schéngt, wéi wann et eng Kéier an de Raum komm ass, Dir hutt dem Här Bieber et gesot, an dann, et ass riwwer.

► **Mme la Présidente**.- Här Braz, Dir hutt d'Wuert an adresséiert lech am beschten un d'Chamber!

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Wéisou soll ech dat seriö huelen, dee Virworf an déi Rumeur iwwert de Procureur d'État? Ech hunn et grav fonnt, ech hunn dem Procureur d'État dat gesot, ech hunn dat net eng Sekund gegleeft.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Här Statsminister,...

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ech gleewen net egal wat de Geheimdëngscht mir...

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- ...firwat soll den Direkter vum SREL déi Rumeur esou seriö huelen, dass en lech se weiderzielt?

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ma well den Direkter vum SREL gehal ass, mer esou eppes ze soen.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Mä wann et net seriö ze huelen ass?

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ma hien huet se seriö geholl, mä ech awer net.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Mä dat ass eben de Virworf an dat ass de Problem. Dat ass eben de Problem.

(Interruption)

All déi Faiten, Här President, Här Statsminister, déi begrënnen eenzel, awer och zesummegeholl de Vertrauensverloscht vun der grénger Fraktioun. Duerfir si mer och der Meinung, dass Är Responsabilitéit an der Zomm vun all den Elementer engagéiert ass an och an de leschte Joren net ëmmer assuméiert ginn ass vun lech.

A leschter Analys kann et fir eis och dofir nëmme zum Récktrëtt vum Statsminister kommen. Well zënter dem 5. Juli an dem separate Vote vun der CSV beim Ofschlossrapport vun der Enquêtékommisssioun d'Regierung och keng Majoritéit méi hannert sech huet, muss och d'Regierung sech zréckzéien an domadder de Wee fräi maache fir virgezunne Wahlen am Hierscht. Eng Agonie vun dëser Regierung bis zum Mee 2014 wier e morbiden Zeenario fir d'Land. D'Land brauch eng handlungsfäeg Regierung.

Mir hunn och dofir, Madame Presidentin, eng Motioun preparéiert,...

(Interruptions)

...déi och déposéiert gëtt vun de Kollege vun der DP, vun de Kollege vun der ADR...

(Interruptions)

► **Une voix**.- ...scho bei RTL!

► **Une autre voix**.- Jo, an dann!?

(Interruptions diverses)

► **Une troisième voix**.- Wien huet se dann dohi geschéckt?

(Interruptions)

► **Une quatrième voix**.- Dir net, neen, Dir net. Dir sidd et ni!

(Interruptions diverses)

► **M. François Bausch** (déi gréng), rapporteur.- Fir d'Éischt schécke mer et un d'Press an dann deele mer et aus.

► **M. Lucien Clement** (CSV).- D'Parlament huet Prioritéit, Här Braz.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Selbstverständlich!

► **M. Lucien Clement** (CSV).- Respekt vum Parlament.

► **M. Lucien Weiler** (CSV).- Respekt vum Parlament!

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Här Weiler! Här Weiler!

► **M. Lucien Weiler** (CSV).- D'Press kritt d'Motioun, mä mir kréie se net!

► **M. Xavier Bettel** (DP).- ...huet d'CSV ëmmer d'Prioritéit!

► **M. Lucien Clement** (CSV).- Jo, jo. Kuckt de Site vun RTL. Do kann ee se liesen...

► **Mme la Présidente**.- Här Braz, Dir hutt nach ëmmer d'Wuert an Dir kënn den Dépôt vun enger Motioun maachen.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Merci, Madame Presidentin. Ech déposéieren duerfir d'Motioun am Numm vun der grénger Fraktioun, och am Numm vun der DP-Fraktioun, vun de Kollege vun der ADR an och vum Kollege vun déi Lénk.

Déi Motioun geet op de Rapport vun der Enquêtékommisssioun an. Si verweist op allgemeng Prinzipien, déi an eisen Aen net respekéiert gi sinn, an duerfir entzéie mer dem Premier d'Vertrauen, awer och mat der Opfuerderung domadder verbonnen, déi Konsequenze perséinlech ze zéien, déi sech imposéieren.

Wann ech gelift, Madame Presidentin.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant le rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État adopté le 5 juillet 2013;

- considérant que la Commission d'enquête conclut dans son rapport «[...] que M. le Premier Ministre, en tant que supérieur hiérarchique du Service de Renseignement, avait une emprise limitée sur son service. Il a omis de continuer les irrégularités présumées des opérations entreprises par le Service à la Commission de contrôle parlementaire, voire aux autorités judiciaires.»;

- considérant que la Commission d'enquête en vient à conclure «[...] que la responsabilité du Ministre d'État est engagée.»;

- considérant que le respect de l'État de Droit, la séparation des pouvoirs ainsi que le bon fonctionnement et l'indépendance des institutions constituent les valeurs sur lesquelles est fondé le Grand-Duché de Luxembourg;

- considérant qu'il ressort du rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État que ces valeurs n'ont pas toujours été respectées dans l'action, la direction et la gouvernance politique du SREL;

- consciente que la confiance des citoyennes et citoyens dans les institutions de notre pays a été mise à mal au cours des derniers mois;

- soulignant que la responsabilité politique doit être assumée dans l'intérêt de nos institutions et dans le respect des principes démocratiques;

- considérant que les institutions démocratiques du pays doivent être fortes et déterminées pour faire face aux défis de taille auxquels le pays se trouve confronté sur le plan économique et social; retire sa confiance au Premier Ministre, Ministre d'État, chef du Gouvernement, et l'invite à assumer les conséquences personnelles qui s'imposent. (s.) Félix Braz, François Bausch, Gast Gibéryen, Claude Meisch, Serge Urbany.

Wann de Wee da sollt fräi gemaach ginn haut fir Neiwahlen, fir virgezunne Wahlen, wat méi richtig ass als Terminologie, dann huet déi Chamber, déi aus deene Wahlen erausgeet, vill Aarbecht. Net nëmme weinst der sozioökonomescher Situatioun vum Land an der europäescher Unioun, mä awer och, well se sech iwwert d'Zukunft vum SREL an iwwer eng besser parlamentaresch, demokratesch Kontroll vum SREL muss Gedanke maachen an och handelen.

déi gréng sinn net der Meinung, dass een de SREL ersatzlos sträiche kann. Géif een de SREL opléisen - duerfir géif et genuch Grënn -, misst een eng aner Instanz schafen, déi sech als Interlocuteur ënner anerem fir auslännesch Renseignementsdëngschter kéint presentéieren. Dat kéint nëmme en Dëngscht sinn, deen no bei der Police steet oder souguer der Police di-

rekt ennersteet. Fir déi gréng ass dat eng schlecht Optioun.

Bleift also nëmmen de Wee vun der fundamentaler Reform vum SREL. Dese SREL, wéi mer en haut kennen, muss ofgeschafft ginn, an en neie SREL, un der Wuerzel anere SREL muss geschafte ginn. Déi Proposition de loi, déi haut déposéiert ginn ass, ass fir eis e ganz gudden Ufank an déi dote Richtung.

Mir brauchen och eng intern Kontroll beim SREL, wat 2004 nach net gewollt war. An déi parlamentaresch Kontrollkommissioun muss och d'Leieren aus hirem Bilan zéien. Se muss wesentlech méi proaktiv ginn. Se muss och duerfir nach aner legal Moyene kréien. Et mussen net nëmme Presidente vun de Fraktiounen dra siégieren. D'Chamber soll fräi sinn, an déi Kommissioun ze entsenden, wie se fir richtig derfir hält. Et mussen kënnen Experten am Numm vun der Kontrollkommissioun schaffen am Service, fir Kontrolle kënnen ze maachen.

An duerfir ass och fir eis den Dossier SREL als gréng Fraktioun net zou. Et gëtt méi Méiglechkeeten, wéi d'Aarbecht ka weidergefuert gi ronderëm d'Reform vum SREL. Et sinn dräi Pisten opgewisen. Mir hunn eng Präferenz fir d'Pist vun der Commission spéciale, mä mat deenen aneren zwou Piste kann een och liewen.

Och d'Justiz wäert hir Aarbecht weidermaachen. Duerfir menge mer, dass ënnert dem Stréch de Rapport vun der Enquêtékommis-sioun och op déi dote Froen déi méiglech Äntwerte schonn opweist. Mir als gréng Fraktioun si bereet, op deen dote Wee matzoeen, a mir sinn och bereet, an deem doten Dossier weider Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Braz.

Den Här Bausch hat signaléiert, dass en d'Wuert freet fir e Fait personnel.

► **M. François Bausch** (déi gréng), *rapporteur.* - Wéinst Fait personnel, Madame Presidentin. Ech wollt just op dat zréckkommen, wat den Här Weiler virdu gesot huet, fir dat awer an de Kader ze setzen. Ech hu mech herno ageschriwwen, fir zu aner Saachen ze äntwerten.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Den Här Weiler huet hei behaupt, dass an där Sétzung, wou ech d'Sétzung verlooss hunn, dass dat wéinst dem Aspekt wär „juge et partie“, deen den Här Roth ugeschwat huet am Kontext vu menger Aktivitéit virdrun an der Kontrollkommissioun. Dat ass faktesch falsch.

An där Kommissioun do sinn ech erausgaangen net wéinst deem dote Problem, mä well den Agent Schneider eng Plainte um Civil géint mech gemaach huet, ganz geziilt natierlech gemaach huet virun där do Sétzung, wou hie selwer auditionnéiert sollt ginn. Dat war natierlech, fir d'Kommissioun ze beaflossen. An de Réckschloss war dovunner en Artikel, deen ech op mengem Blog geschriwwen hat. Dat hat guer näischt ze di mat menger Aktivitéit virdrun an der parlamentarescher Kontrollkommissioun. Ech wëll dat hei kloer soen, dass d'Faite richtig sinn.

Herno kommen ech drop zréck op déi aner Fro vum Här Roth, dass mer eis hei richtig verstinn.

► **Une voix.** - Très bien, très bien!

► **M. Lucien Weiler** (CSV). - Här President.

► **M. le Président.** - Här Weiler.

► **M. Lucien Weiler** (CSV). - Här President, just dozou. Den Här Braz huet virdrun hei ausgeféiert, dass an där Sétzung, iwwert déi mer elo schwätzen, a wou den Här Schneider gesot huet, nodeems dass den Här Bodry e begréisst hat, e géif wëllen Akt froen, dass en eng Assignatioun géint de Rapporteur gemaach hätt, wou en héije Schuedenersaz géif froen. En huet dat kloergestallt, dass d'Kommissioun dat wéisst. Mir hunn Akt dovunner geholl.

Den Här Braz huet virdu gesot, dass de Rapporteur deemools fräiwëlleg et de son initiative aus där Sétzung erausgaangen ass. Ech wëll lech soen, wéi dat gaang ass.

Mir hunn den Här Schneider héieren an der Kommissioun, an ech hu während där Sétzung mer déi Assignatioun do ugelies an ech hunn zur selwechter Zäit awer och déi Froen héieren, déi den Här Bausch gestallt huet. An den Här Bausch huet acht Froen hannerteneen un den Här Schneider gestallt! Dat war ee regelrechte Kreuzverhör, wéi déi Däitsch dat soen, wat den Här Bausch mam Här Schneider gemaach huet.

An du sinn ech intervenéiert an ech hu gesot: Här President, elo mussen mer awer oppassen, wat mer hei maachen! Hei ass eng Affär vum Här Schneider géint den Här Bausch, an elo ginn hei enner anerem och déi Faite mat an de Froe verschafft, hunn ech mech deemools geiergert a gesot, dat do kann net sinn. Mir mussen oppassen, a wéi engem legale Kader dass mer eis hei beweegen.

Dunn huet den Här Gibéryen sech d'Wuert gefrot an dann huet den Här Gibéryen gesot: Ech hunn déiselwecht Bedenken, fir esou hei weiderzefueren, wéi dat ass. An doropshin huet de President eng Interruption de séance gemaach. An an der Interruption de séance hu mer decidéiert, dass den Här Bausch während där Sétzung net méi sollt derbäi sinn, an e gouf dann ersat duerch den Här Braz. Et war net...

► **M. François Bausch** (déi gréng), *rapporteur.* - Well mer et selwer decidéiert haten.

► **M. Lucien Weiler** (CSV). - Et war net à l'initiative...

► **M. le Président.** - Här Bausch, da loosst den Här Weiler elo ausschwätzen!

► **M. Lucien Weiler** (CSV). - Et war net esou, wéi den Här Braz et hei wollt...

(**Interruptions diverses**)

► **M. Xavier Bettel** (DP). - Wat ännert dat do?!

► **M. Lucien Clement** (CSV). - Mä dass den Här Braz d'Wourecht net gesot huet!

► **M. Lucien Weiler** (CSV). - Den Här Braz huet virdrun hei behaupt, et wär de son propre initiative gewiescht, wou den Här Bausch d'Sétzung verlooss hätt. Ech wëll just soen, no aacht Froe sinn ech intervenéiert an hu gesot, esou kann et net goen. Den Här Gibéryen huet datselwecht gesot. Doropshin huet de President d'Sétzung ennerbrach, a während der Interruption de séance hu mer decidéiert, dass den Här Bausch net méi géif participéieren. Dat sinn d'Faiten!

► **M. le Président.** - Gutt. Elo freet den Här Bausch nach eng Keier d'Wuert. Ech ginn... Den Här Bodry.

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Ech ka se vläicht départagéieren. Si hunn allen zwee Recht an Onrecht.

Dat heescht, u sech war et esou, dass kann den Här Weiler net wëssen, dass virdrun den Här Bausch zu mir gesot huet, dass hie sech preparéiert hätt, dass do kéinte Problemer kommen, well dem Här Schneider säin Affekot do aktiv ginn ass. An du huet hie gesot: „Wann do iergende Problem ass, da sinn ech net méi an der Kommissioun, huelen ech net drun deel.“ Dofir huet hien u sech den Här Braz matbruecht. Et ass wouer, dass en du awer am Ufank an der Sétzung souz. Do ass effektiv op eng Interventioun vun lech, nodeems et zu engem relativ peinen Intermezzo komm ass, hutt Dir d'Wuert gefrot: „Mer mussen doriwwer schwätzen.“

Also, Dir hutt eigentlech allen zwee recht, wann ech dat dierf hei soen.

(**Interruptions**)

► **M. le Président.** - Jo, gutt. Den Här Bausch, an da fuere mer awer wann ech gelift virun. Jo.

► **M. François Bausch** (déi gréng), *rapporteur.* - Här President, den Här Bodry huet dat gutt geschildert. Ech wëll just nach eng Keier awer och drop hiweisen, dass dat guer näischt ze dinn huet mat menger Aktivitéit an der Kontrollkommissioun an dass den Här Schneider dat Zil erreecht huet, wat e wollt errechen, wéi en déi Plainte virum Civil gemaach huet. Dat war dat eenzeg Zil, wat do-bäi erauskomm ass. Mä, bon, dee Fall ass ofgeschloss. Et ass gekläert ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Gutt. Da fuere mer elo an der Reiefolg vun den ageschriwwene Riedner virun. An deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Téi. Téi vum Séi. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no 50 Kommissiounssitzungen huet d'Enquêtékommis-sioun e Rapport ugeholl, dee mer haut hei zur Diskussioun hunn. Ech wëll uganks vun eiser Säit aus dem Kolleeg Alex Bodry Merci soe fir déi gutt Presidentschaft, déi hien an där Kommissioun hat. Ech mengen, jiddweree konnt an där Kommissioun dat soen oder froen, wat e wollt. Et ass keen ageschränkt ginn a jiddweree konnt, mengen ech, dofir säi Bäitrag esou bréngen, wéi e wollt. An dat war gutt esou.

De Merci geet och un de Kolleeg François Bausch, dee sécherlech als Rapporteur keng

einfach Aarbecht hat, fir ee Rapport ze kréien, wou an deene leschten Deeg jo wierklech Wuert fir Wuert geschridd ginn ass, wéi et soll am Rapport festgehal ginn, an de Mataarbechter aus der Verwaltung, déi et guer net einfach haten, fir dat Ganz dann och nach zesummenezekréien.

Dofir mengen ech, war et wichtig, dass d'Kommissioun zesummekomm ass an dass mer do e Resultat kritt hunn. E Resultat iwwer e Sujet, wat keng einfach Missioun war. Ech mengen, mir hunn hei an der Enquêtékommis-sioun, déi an der Zäit eng gewëssen Dynamik entwéckelt huet, keen einfache Sujet gehat. Ech schwätzen do net eleng vum Geheimdénsgscht, mä ech schwätzen och vun der Persoun vum Statsminister Jean-Claude Juncker.

Et ass also och eng Diskussioun, déi um mënschleche Plang net esou einfach ze féieren ass an déi trotzdem awer d'Chamber, egal wou een hei an der Chamber sëtzt, an der Majoritéit oder an der Oppositioun, d'Chamber muss sech hirer Aufgab stellen, an d'Chamber huet sech och hirer Aufgab hei gestallt.

Virop eng generell Bemierkung iwwert de Geheimdénsgscht. Och wann de SREL an deene leschte Méint vill an der Kritik stoung, esou muss een awer soen, dass de Gros vun dem Service korrekt verlaf ass, an der Vergangeneheet an och haut, an dass virun allem déi aktuell Direktioun, dat war eis Impressioun an der Kommissioun, eng gutt Aarbecht mécht.

D'Aarbechte vun der Kontrollkommissioun hunn awer och kloer gewisen, dass och Lëtzebuerg e Geheimdénsgscht brauch. Eleng am Kader vun der Terrorismusbekämpfung gëtt et international géigesäitig Verpflichtungen, a Lëtzebuerg dierf do kee wäisse Fléck op der Weltkaart sinn, wou net alles gemaach gëtt, fir den Terrorismus ze bekämpfen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Dofir soe mir als ADR ganz kloer, dass mer an Zukunft e Geheimdénsgscht müssen hunn.

An, zweite Punkt, deen ass och schonn de Mëtteg hei ugeschnidde ginn, dass mer ëmmer méi feststellen, dass mer Wirtschaftsspionage hei zu Lëtzebuerg kréien. Wa mir keen eegene Geheimdénsgscht hunn, dann hu mer e Fleck op der Kaart, wou verschidde Leit, Acteuren, eng Fräizon hunn. An dat géif zur Konsequenz féieren, dass aner Servicer vun anere Länner géife sech hei zu Lëtzebuerg implantéieren an dann eis Aarbecht maachen, ouni dass mer eng Kontroll, ouni dass mer en Afloss drop hätten.

D'ADR trëtt dofir kloer fir d'Bäibehale vum Geheimdénsgscht an, och wann eng Rei vu Reforme sech opdrängen, déi zum Beispill an der Proposition de loi, déi de Kolleeg Alex Bodry de Mëtteg hei am Numm vun der Kommissioun deponéiert huet, alleguerten zréckbehale si ginn. D'parlamentaresch Kontroll muss onbedéngt méi staark a konkret ginn. Doriwwer eraus mussen och d'Finanze méi transparent an d'Astellungspolitik vum Personal méi kloer definiéiert ginn. Wat déi parlamentaresch Kontroll ubelaangt, mengen ech, fénnt een déi meeschte vun de Propositionen an der Proposition de loi vum Kolleeg Alex Bodry.

D'Aarbechte vun der Enquêtékommis-sioun, där hir Missiounen vun der Chamber kloer definéiert waren, hunn am Laf vun deene bal 50 Sitzungen eng Egedynamik entwéckelt. Séier huet sech erausgestallt, dass bäi Wäitem net alles esou am Geheimdénsgscht gelaf ass, wéi ee sech dat hätt kënnen wënschen. Lues a lues koumen ëmmer méi Dysfunktionementer un d'Dageslicht. A jiddweree an der Kommissioun huet sech gewonnert, wéi dat iwwerhaapt méiglech war, well de Geheimdénsgscht jo enner dem Responsabilitéit vum Statsminister an der parlamentarescher Kontroll steet.

De Rapporteur a meng Virriedner hu sech schonn intensiv mat deenen einzelen Dysfunktionementer befaasst, soudatt ech mech an deenen 20 Minuten, déi mer zur Verfügung stinn, méi op e puer eenzel Aspekter wëll konzentréieren.

D'Responsabilitéit vum Statsminister: D'Kommissioun kennt an hirem Rapport zur Konklusioun, dass dem Premierminister seng Responsabilitéit politique engagéiert ass.

Wat bedeit dat? Am Kader vun der Debatt, déi mer virun e puer Wochen hei an der Chamber haten iwwert de Finanzminister, den Här Frieden, am Zesammenhang mat den Aussoe vum Här Bieber, huet den Här Statsminister schonn deklaréiert, hie géif déi politesch Responsabilitéit an der Geheimdénsgschtaff iwwerhuelen. „Dat ass kloer an et kann och net aneschtens sinn. Et kënt soss keen a Fro.“, sot den Här Juncker deemools hei am Parlament.

D'Fro stellt sech awer: Wat ass mat politescher Responsabilitéit gemengt? De Kommissiounspresident huet zu engem gewëssen Zäitpunkt vun der objektiver an der subjektiver Responsabilitéit geschwat.

Geet et duer, wann ee seet: „Ech huelen déi politesch Responsabilitéit an da fuere mer weiter, wéi wann näischt geschitt wier?“ Oder verlaangt eng politesch Responsabilitéit och perséinlech politesch Konsequenzen? Muss ee Minister perséinlech Konsequenzen zéien, wann a senger Verwaltung Dysfunktionementer stattfonnt hunn? Oder muss hien och selwer direkt mat Schold un den Dysfunktionementer hunn, fir dass perséinlech politesch Konsequenze mussen gezu ginn?

Mat där Fro wëll ech mech méi beschäftegen. De fréiere Gesondheetsminister Johnny Lahure huet zum Beispill perséinlech politesch Konsequenze gezu fir Dysfunktionementer, déi net hie begaangen hat, mä déi a sengem Ministère geschitt sinn. Am Ausland, zum Beispill an Däitschland, ass dat Normalitéit, dass e Minister perséinlech politesch Responsabilitéit iwwerhëlt fir dat, wat a sengem Ministère geschitt, an demissionéiert an der Regel da relativ kuerzfristig.

Mä wat bedeit dat, wann de Statsminister hei an der Chamber, wéi dat virun dräi Wochen de Fall war, seet, hie wier politesch responsabel, an d'CSV awer an deene leschten Deeg ëmmer erëm deklaréiert huet, de Statsminister hätt keng Schold sech zoukomme gelooss a bräicht och dofir net ze demissionéieren?

Mä loosse mer emol kucken, ob déi Dysfunktionementer, déi am a ronderëm de Geheimdénsgscht geschitt sinn, ob dat Dysfunktionementer sinn, déi exklusiv vum Geheimdénsgscht geschitt sinn, ouni d'Wesse vum Statsminister oder mam Wëssen oder souguer mam Matwierke vum Statsminister geschitt sinn. De Statsminister huet erkläert, hien hätt net déi néideg Zäit gehat, fir sech mam Geheimdénsgscht ze beschäftegen. „Dat ass net meng Haaptaktivitéit.“, sot en. Dat mag sinn, dass hien duerch aner Aktivitéiten net genuch Zäit hat, fir sech mam Geheimdénsgscht esou ze beschäftegen, wéi dat hätt misse sinn. War dat awer esou? Oder war dat net esou?

Ech soe ganz kloer: Dat war net esou. De Statsminister huet sech wuel intensiv mam Geheimdénsgscht beschäftegt a woussst och genau, wat do gelaf ass. Mä eleng d'Zouginn, hien hätt sech net genuch ëm de Geheimdénsgscht bekümmert, wier eleng Ursach genuch fir politesch Konsequenzen. Ee Minister, deen zougëtt, dass e sech net genuch ëm seng Verwaltung bekümmert hätt, an deem Fall souguer eng Verwaltung, eng ganz wichtig Verwaltung, net genuch beschäftegt a kontrolléiert hätt, deen huet versot. An dee misse eleng scho wéinst esou enger egenerer Deklaratioun demissionéieren. Eleng dat geet duer.

Mä war et dann esou, dass de Statsminister sech net genuch ëm de SREL bekümmert huet? War dat net déi beschte vun de schlechtesten Entschëllegungen? Vill Leit reagéieren mënschlech a soen: „Jo, hien hat awer och vill Aarbecht, an et versteeet een, dass e sech net och nach konnt ëm de Geheimdénsgscht bekümmere.“

No 50 Sitzungen vun der Enquêtékommis-sioun ass awer ganz kloer, dass d'Realitéit eng aner ass; dass de Statsminister sech ganz intensiv mam SREL beschäftegt huet, dass hien iwwer bal alles Bescheed woussst an zum Deel och bedeelegt war. Hie woussst praktesch alles, wat do gelaf ass, souwuel wat korrekt wéi onkorrekt gelaf ass. An de Statsminister huet virun der Kommissioun och kloer den 13. Januar gesot: „An dofir hunn ech ëmmer insistéiert drop, mat wiessendem Erfolleg, relativ genau iwwert d'Operatiounen informéiert ze ginn, déi lafen. Dofir hunn ech agefouert, dass ech all Mount e Bericht kréien iwwert déi Operatiounen, déi lafen.“ A weider: „Ech hunn elo déi lescht Joren de Generalsekretär vun der Regierung gebiede, dass méi intensiv ze maachen. Deen huet elo e puermol an der Woch Kontakt mam Dénsgscht.“ De Generalsekretär vun der Regierung ass dem Statsminister seng Vertrauenspersoun, déi hien iwwer alles informéiert.

Opground vun Zeienaussoen si mer, doriwwer eraus, gewuer ginn, dass hie sécherlech iwwert déi meeschten Dysfunktionementer an d'Bild gesat ginn ass. De Statsminister woussst also, wat do gelaf ass. An dofir kann d'Entschëllegung, hien hätt sech net genuch kënnen mam Service beschäftegen, net ugeholl ginn.

E weidere Feeler vum Statsminister ass, wéi d'Aarbechte vun der Enquêtékommis-sioun gewisen hunn, dass, wéi ech elo grad gesot hunn, de Statsminister praktesch iwwer alles Bescheed woussst, hien huet awer weder d'parlamentaresch Kontrollkommissioun doriwwer informéiert nach d'Enquêtékommis-sioun. Dat, wat d'Enquêtékommis-sioun erausfonnt huet, ass se aus der Press an duerch aner Zeie gewuer ginn. Net awer vum Statsminister, obschonn dee bal alles woussst. Och hei muss een dem Statsminister e Feeler virwerfen, well hien hätt misse souwuel d'Kontrollkommissioun wéi d'Enquêtékommis-sioun iwwer all déi Dysfonc-

tionnement, déi him bekannt waren, informéieren.

Mä net nëmmen dës zwou Kommissiounen sinn net informéiert ginn, mä och de Parquet ass net iwwer stroferechtlech Dysfunktionnementer informéiert ginn, wéi dat déi gesetzlech Pflicht gewiescht wär. Et ass alles op déi bekannten „CSV-Manéier“ gemaach ginn: Et ass versicht ginn, et ënnert den Teppesch ze kieren.

Esou zum Beispill de Fall vum fréieren Direkter Marco Mille. Deen huet jo bekanntlech e Gespréich tëschent dem Statsminister an him op enger Auer enregistriert. Dësem Gespréich ass iwwerregens en anert Gespréich virusgaangen. A wann dat Gespréich net esou verlaf a geendegt hätt, wéi et verlaf a geendegt huet, wier dat nächst Gespréich och net op enger Auer zustane komm (veuillez lire: op enger Auer opgeholl ginn).

Dëst Gespréich ass iwwerregens den Ausgangspunkt vun där ganzer Affär. Mä wéi de Statsminister vun der Opnahm gewuer ginn ass, huet en net dat gemaach, wat am Fond normal gewiescht wär a wouzou hien och verpflichtet gewiescht wier, nämlech: Éischtens, de Parquet doriwier ze informéieren, fir dat den hätt kënnen stroferechtlech enquêtere loosse. Zweetens, déi parlamentaresch Kontrollkommissioun hätt e missen direkt informéieren. An drëttens wier et normal gewiescht, dat en Disziplinarverfahre géint den Här Mille an d'Weeër geleet wier ginn.

Vun all deem ass awer näischt geschitt. Au contraire! Den Här Juncker huet den Här Mille Premier Conseiller de Gouvernement genannt an him e Congé sans solde accordéiert, fir kënnen am Ausland bei enger grousser Gesellschaft eng nei Beschäftigung ze kréien. Doderch, dat den Här Juncker dës Informatioun esou laang fir sech gehalen huet an de Parquet eréischt elo mam Fall befaasst ginn ass, huet de Parquet misse feststellen, dat d'Frist, fir kënnen ze poursuivieren, vun dräi Joer ofgelaf ass an elo iwwerhaupt net méi ka vum Parquet poursuiviert ginn an d'Affär klasséiert huet misse ginn.

Och en Disziplinarverfahren als Fonctionnaire ass net méi méiglech. Den Här Mille huet also, Dank dem Här Juncker, d'Méiglechkeet elo, zu all Moment erëm an de Statsdëngscht als Premier Conseiller de Gouvernement zréckzekommen.

De Fall Schneider. Den Här Schneider spillt, niewent den Här Mille a Kemmer, eng Haaptroll an all deene festgestallten Dysfunktionnementer. 2008 ass praktesch, kann ee soen, am SREL dem Här Schneider seng nei Gesellschaft Sandstone gegrënnt ginn. Si krut e Kredit vun der SNCI vun enger Millioun. An d'GMH, eng sougenannt „dubiéis Gesellschaft“, wéi Zeien ausgesot hunn, ass mat dran als Aktionär geklommen. D'GMH, wou bekanntlech jo och bekannten CSV-Notabilitäten an där enger oder an där anerer Fonctioun sinn. Dës Gesellschaft sollt fir de SREL an de Stat schaffen, wat awer duerch d'Entwécklung vun 2000 un net méi duert geschéien.

De Fall Reuter. Iwwert de fréiere President vun der Cour des Comptes, vun der Chamber vum sengem Amt suspendéiert, gi mir vum Här Schneider gewuer, dat hie vum SREL eng Wunneng zur Verfügung gestallt kritt huet. Öffizelle Grond: Den Här Reuter hätt enorm finanziell Problemer, fir e sozial ze stabiliséieren, hätt en déi Wunneng zur Verfügung gestallt kritt.

Mä waren et wierklech déi finanziell Problemer vum Här Reuter, déi de SREL dozou beweegt hunn, dem Här Reuter eng Wunneng zur Verfügung ze stellen?

Et gëtt sécherlech vill Leit am Land, déi esou eng Hëllef bräichten, déi och finanziell schlecht dru sinn an eng Wunneng bräichten. Déi kréie jo warscheinlech net och vum SREL eng Wunneng zur Verfügung gestallt! Ech sinn iwwerzeugt, dat d'Grënn op engem aneren Niveau louchen. Esou zum Beispill huet een Zeien, den Här Schneider, den 12. Abrëll ausgesot iwwert den Här Reuter am Zesammenhang mat der Wunneng: „Dee Mann hat «Argumenter», fir gehollef ze kréien. An dat geet wäit an de Bommeeleer-Dossier. An ech mengen, dat ass eng...“ An dann hält en op mat schwätzen. „Net esou gutt Saach, fir hei...“, an dann hält en erëm op mat schwätzen.

Aner Zeie soen, den Här Reuter hätt hinnen Informatiounen ginn, eng Këscht voller Dokumenter, wou ech net wëll op den Inhalt heibannen drop agoen, an esou weider.

Dat a villes méi an déi Richtung schéngt mir d'Haaptursach ze sinn, firwat en hei zu Lëtzebuerg vum SREL eng Wunneng zur Verfügung gestallt kritt huet. Well de SREL awer gefaart huet, wann dat alles erauskéim, géif dat ee grouss Problem ginn, ass dofir no enger anerer Léisung gesicht ginn.

Zu deem Zäitpunkt seet de Statsminister, wier hien et gewuer ginn an hätt gesot, dat dat misst gestoppt ginn. Den Direkter Mille kontaktéiert dann den Här Schneider, deen zu deem Zäitpunkt schon net méi beim Geheimdëngscht war a seet zu deem: „Hei, kanns de mer e Gefale maachen? Kanns du, fir Distanz ze kréie vum Service de Renseignement, kanns du dat Appartement vum Här Reuter iwwerhuelen? Ech maachen dat mat dir an d'Rei, mä ech mengen, dat dat doten net gutt ass, fir dat nach méi laang weiderzemaachen.“ De Loyer ass du vum Här Schneider senger Firma Sandstone bezuelt ginn. D'Garantie bancaire leeft iwwerregens haut nach ëmmer op de Stat.

Mer kréien awer och vun Zeie gesot, dat dat net nëmme gemaach gi wier, fir, wann et eng Kéier eraus géif kommen, dat dann net de SREL an d'Schosslinn géif geroden. Dem Här Schneider seng Gesellschaft Sandstone sollt am Géigenzuch Opträg vum SREL kréien, fir iwwert dee Wee d'Loyeren ze kompenséieren. Dat war den Accord Mille/Schneider.

Du kouw d'Auerenaffär an den Här Mille ass gaangen, an deen neien Direkter wollt, zu Recht, näischt méi mat deem Handel ze dinn hunn. Vun Ufank 2009 u bis haut wunnt den Här Reuter nach ëmmer an där Wunneng. An den Här Schneider sot eis, hien hätt schonn dru geduecht, dem Statsminister eng Rechnung ze schécken, well de Statsminister hätt Bescheid gewosst.

Deen anere Fall vum Här...

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ass dat esou, wann deen dat seet?

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Här Juncker, Dir hutt de Mëtteg hei eng Ausso gemaach, dat war Äert gutt Recht. An ech zitéieren hei eng Ausso vum Här Mandé (veuillez lire: Här Schneider). Ech hu se net bewäert.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, jo.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Ech hunn Är net bewäert an déi hei net bewäert. Mä ech mengen, wann deen een eng Ausso ka maachen, kann och deen aneren eng Ausso maachen.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech och.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- De Fall vum Här Mandé. Den Här Mandé ass dee Polizist, deen iwwer laang Joren dem Statsminister säi Chauffeur war an deen de Statsminister, géint de Wëlle vum Geheimdëngscht, awer an desén - wéi soll ech soen? - transferéiert huet.

Et war ni esou richtig kloer, wat den Här Mandé sollt am Geheimdëngscht maachen. Den Här Mandé sot den 8. März virun der Enquêtékommisssioun, den Här Juncker hätt drop insistéiert, fir dat de SREL hie sollt huelen. Déi wollten awer net esou richtig. De Premier sot dunn zum Här Mille: „Dann huel en awer dach nëmmen.“

An dat seet den Här Mandé weider: „Voilà, dat do kennt Der lech elo leeën, wéi Der wëllt. Ech mengen, déi eng soen, e krut en octroyéiert, an déi aner soen, e krut en ënnergejubelt.“ Souwäit d'Zitat vum Här Mandé selwer.

Hie war den Informant vum Här Juncker am Spätzeldëngscht, huet hie gesot, esou wier hien och am Spätzeldëngscht genannt ginn. Wann dat gestëmmt huet, da war dat nach eng zousätzlech Informatiounsquell, déi de Statsminister iwwert d'Lafen an d'Geschehnisse am Geheimdëngscht hat.

Zu engem gewëssen Zäitpunkt war den Här Mandé am Geheimdëngscht, wéi hie selwer sot: „Jo, mä ech war du verbrannt. An et huet du missen eng nei Beschäftigung fir mech gesicht ginn.“ A weider seet den Här Mandé: „An dunn hunn ech gefrot fir en Détachement op Bréssel, ob do näischt méiglech wier. Well meng Liewensabschnittspartnerin, déi leeft zu Bréssel mat engem Kand, wat mer zesammen hunn, an du sot ech: «Et wier besser. Hues de näischt zu Bréssel?»“

An dunn ass den Här Mandé op Bréssel detachéiert ginn. Einfach esou. Ouni Aarbecht an ouni Büro. Den Här Mandé sot dozou: „Ma, ech sinn net rosen. Ech hu kee Büro, an dat stéiert mech net, da gëss de och net vermësst: Wou bass de? Wou ass en? Ass e schonn erëm fort? Kënnst en nach net?, an esou virun.“

Mir hunn den 12. Abrëll den Här Schneider gefrot, ob hie géif wëssen, wat den Här Mandé zu Bréssel géif maachen. An deen huet gesot: „Ech mengen, hie mécht näischt. Souwäit ech weess, mécht e guer näischt. Ech mengen, hien huet emol kee Büro. Hien ass véier Deeg an der Woch hei. An da geet hien zwee Deeg op Bréssel an da passt en do op säi Kand op. Hie mécht, souwäit ech weess, huet hien zwar e Posten, mä hien huet keng Aktivitéit.“

Den Här Juncker, do setzt Dir Ären eegene Spioun an de Geheimdëngscht, a wann en

dann do verbrannt ass, da gëtt en op Bréssel, ouni Aarbecht an ouni Büro, mat vollem Gehalt exiliéiert.

Just dës puer Beispiller, fir ze beweisen, wéi den Här Juncker d'Problemer léist: Fir all Dysfunktionnementer keng stroferechtlech Poursuiten, keng Disziplinarverfahren, keng Informatiounen un d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, keng Informatiounen un d'Enquêtékommisssioun.

Neen, dem Här Juncker seng Äntwert op all Dysfunktionnementer ass eng aner. Deen ee gëtt Premier Conseiller de Gouvernement...

► **M. le Président**.- Här Gibéryen, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- ...a kritt Congé sans solde. Jo. Deen anere kritt praktesch am SREL eng nei Gesellschaft gebaut, deen anere gëtt an den Ekonomiesministère geholl, deen anere kritt vum Stat eng Wunneng zur Verfügung gestallt an deen anere gëtt op Bréssel bei d'Frëndin geschéckt. Esou ginn d'Dysfunktionnementer vum Statsminister hei zu Lëtzebuerg geregelt!

Den Här Statsminister huet de Mëtteg gesot, mir missten oppassen, wa mer ee Minister géife responsabel maache fir all Dysfunktionnementer, déi an engem Ministère geschéien, da géifen d'Ministère schéinen Zäiten entgéintgoen.

Ech mengen, net all Dysfunktionnementer, mä déi Dysfunktionnementer, déi hei am SREL geschitt sinn, dat si keng Bagatellen. Dat si schwéier Dysfunktionnementer. A wat elo geschitt ass, dat de Minister keng Moosname géint e Fonctionnaire geholl huet, dat ass méi schlëm wéi dat anert, wat den Här Statsminister virun ugekënnegt huet. An dofir stëmmt d'ADR där Motioun selbstverständlech zou.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Gibéryen. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- Merci, Här President. Déi onofhängeg Deputéierte waren net Member vun der Commission d'enquête. Mir haten dat gefrot, mä dat ass ons net accordéiert ginn.

Par contre hu mer awer och misse feststellen, dat vun deenen 13 Membere vun der Commission d'enquête, aacht Memberen iergendwann an der Commission de contrôle vum Service de Renseignement waren. Dat heescht, do ass ee Juge et partie. Et ass jo verständlech, notament, wann ee Rapporteur ass a vun 2004 un an där Commission de contrôle sëtzt, dat ee sech e Blankoscheck ausschreift, ier et lassgeet. Dat schéngt mer ganz evident ze sinn, well ee soss net anescht ka weiderfuere. An et ass verständlech, dat deen Ablack och iwwer verschidde Missiounen, déi d'Commission de contrôle huet, dat doriwier net därer geschwat ginn.

Ech erënneren drun, dat an allen Dokumenter, déi mer virleien hunn, d'Commission de contrôle parlementaire bien entendu Informatiounen ka kréien iwwer „Opérations et situations spécifiques et d'entendre les agents du SREL“. Da kënnen Constaten operéiert ginn, Kontrolle gemaach gi vun den Écouter, all sechs Méint muss do e Rapport gemaach ginn, a si kann och verschidde Dossiere kontrolléiere loosse duerch Experten. Bref, si kann och, wann et muss sinn, op hir eegen Initiativ dem Minister, dem Statsminister verschidde Froe stellen an Aktivitéite renseignéiert kréien iwwert de Service de Renseignement.

Eng aner Dispositioun, déi drasteet, dat ass, dat, wat d'Kontabilitéit ugeet, do ass et esou, dat de Contrôle interne natierlech besteet an och de Contrôle vun der Cour des comptes. An d'Commission de contrôle parlementaire kuckt och iwwert d'Konten no. A wat mer gesinn hunn, dat ass, dat d'Commission de contrôle all Kéiers hiren Accord zu de Konte ginn huet an dat se och informéiert gouf iwwert den Dossier Cargolux. An dem Rapport vun der Commission d'enquête steet - Zitat: «La commission de contrôle n'a pas agi de façon proactive comme elle en avait la possibilité.»

Dat ass ëmmer richtig gesot. Dat heescht, dat d'Commission d'enquête selwer feststellt, dat d'Commission de contrôle eng ganz passiv Attitud an deene ganze Saachen hat, an dat haaptsächlech an där Zäit, wou d'Aktivitéiten an der Diskussioun waren, dat heescht zwëschen 2004 an 2009. Do waren am Ganze 37 Sitzungen, wou nimmools ee vun de Problemer vun den Dysfunktionnementer beschwat ginn ass, well soss hätt jo bal eppes missen an engem vun de Rapporten, déi deen Ablack hei der Chamber zougedelt gi sinn, gesot ginn.

Wat déi Dysfunktionnementer ugeet, do muss ee festhalen, dat déi sech konzentréieren op déi Period zwëschen 2004 an 2009 ënnert der

viregter Regierung, an och ënnert der Direktioun, wéi den Här Mille Direkter war. Vun do u gëtt et keng Affär méi, déi hei an der Diskussioun stoung. Dat muss een och esou festhalen.

Hei gëtt oft an dem Rapport geschwat: „sera transmis au parquet“. Mä all Kéiers, wann ech dann nogefrot hunn an nogekuckt hunn: Wou ass dann de Fait pénal? Well wann een eng Dénonciation pénale mécht, da seet d'Jurisprudence ganz kloer, et muss prezis gesot ginn, wat fir e Fait pénal a wat fir een Artikel vum Code pénal do violéiert ginn ass, well soss mécht een eng Dénonciation calomnieuse. An dat kann et dach net sinn, dat een esou eppes mécht a sech einfach baséiert: „Ech hu jo kee Problem, ech hunn d'Immunité parlementaire, ech kann esou eppes maachen.“ An dat ass dat, wat relativ batter ass, wann dat higesat gëtt, ouni dat iergendwéi eng Undeutung kënnst oder eng Pièce bâgeluecht gëtt, wou dann dee Fait pénal wier. An ech kommen duerno och nach op e puer Saachen zréck.

An der Affär Mille, do muss een éierlech soen, dat een d'Impressioun huet, dat déi ganz Zäit, wou den Här Mille Direkter war am SREL, dat do jiddwereen ongeféier gemaach huet, wat e gewollt huet, keng Kontroll war. Bref, dat ganz vill do gewuschelt ginn ass. An et ass och dorobberhin, wou sech munches hei an der Diskussioun erginn huet. An dat, wat e gemaach huet mat där Auer, mat där Écoute illégale, wann dat natierlech an d'Öffentlechkeet komm wier op engem Tribunal correctionnel oder um Tribunal administratif, dann hätte mer déiselwecht Debatt gehat deen Ablack wéi elo. Dofir muss ee sech ëmmer bedenken, dat, wann ee Prozesser ufänkt, dat dat natierlech och zu ganz villen Debatte ka féieren.

Do, wou ech méi kritesch sinn, dat ass an der Affär Schneider/Sandstone. An dem Rapport vun der Kommissioun gëtt eppes gesot, mat deem ech net kann, mat deem mer net kënnen d'accord sinn, dat ass, dat an Zukunft Leit, déi am öffentleche Secteur sinn, net méi dierfen an de private Secteur goe während dräi Joer, et seif dann, dat d'Regierung se dozou autoriséiert.

(*Interruption*)

Also, ech hunn hei gelies,...

► **Une voix**.- Neen!

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- ...esou wéi et hei.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*), *rapporteur*.- Am Sécherheetsberäich. Am Sécherheetsberäich!

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- Neen, neen, Dir hutt hei... Also, elo kann et vläicht sinn, dat et am Sécherheetsberäich ass,...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*), *rapporteur*.- Et steet esou do.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- ...mä ech wëll just nuren... Neen, neen, ech kann, ech hunn den Text gutt gelies. Dir hutt proposéiert,...

(*Interruptions*)

Neen, neen, Dir hutt... Ech soen lech direkt, wou d'Differenz läit, well Dir hutt gesot, dräi Joer am Secteur...

(*Interruption*)

...fir den normalen... a fir de Secteur vun dem SREL fënnf Joer.

(*Interruption*)

Do ass also eng Differenz gemaach ginn. An dofir ass dann du gesot ginn, dat wier...Ech liesen dat, wat am Rapport steet.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*), *rapporteur*.- Et steet net do.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- Elo ass dee vläicht séier, rubbel-zuck geschriwwen ginn.

► **Plusieurs voix**.- Ooohhh!

(*Interruptions diverses*)

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- Dat ka sinn. Mä et ass awer eng Saach, déi ee muss festhalen, dat mir op jidde Fall mat där net kënnen d'accord sinn an dat mer och héchstwahrscheinlech...

► **Une voix**.- Oh mei!

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- ...dat eenzegt Land, mat Ausnahm vu Frankräich, wieren, wou et esou eppes géif ginn. Mä a Frankräich gëtt et deen Délai vun dräi Joer,...

(*Interruption*)

...deen awer an der Praxis net respektéiert gëtt.

Da muss een och festhalen, wat déi Gesellschaft Sandstone ugeet, déi huet e Kapital vun 250.000 Euro. A si krut also e Prêt zougestanen, deen dat Véierfacht ausmécht vun hirem Kapital. An dat ass net en einfache Prêt, dat ass e Prêt participatif. Dat heescht, wou de Stat sech d'accord erkläert, fir gegebenfalls bis eng Milliouen Aktien an der Gesellschaft ze kafen. An doduerjer hat déi Gesellschaft och e Capital autoriséé.

Dat, wat een och muss festhalen, dat ass, dass am Juni 2008 an enger Réunion zesumme mam Här Krecké, dem deemolege Minister vun der Economie, dass do hien, de Minister vun der Economie, den Accord ginn huet a säi Soutien erkläert huet fir déi Grënnung vun der Gesellschaft. Dat muss een och festhalen. An dat geet jo och aus den Témoignagen ervir, déi hei gemaach gi sinn.

Da muss een och soen, dass téschent dem Här Schneider an dem éischte Conseiller de Gouvernement, dem Här Knebler, ganz vill Diskussiounen a Rivalitéite waren. An et ass verständlech, wann op eng Kéier am Ministère de l'Économie verschidden Interventiounen gemaach ginn a Prospektionsreese preparéiert ginn, an op där anerer Säit och nach um Niveau vum SREL, dass deen Ablack zwëschen deenen zwee Leit, dat heescht dem Här Knebler an dem Här Schneider, munch Diskussiounen wäerten zustane kommen.

Da gëtt an der Affär vun der Cargolux geschwat och, dass den Dossier misst un de Parquet transmettéiert ginn. Ech froen hei de Rapporteur: Wat ass d'Faute pénale?

► **M. François Bausch** (déi gréng), rapporteur.- D'Kommissioun!

► **M. Jacques-Yves Henckes** (Onofhängeg).- Neen, ech soe just nuren, hei steet...

► **M. François Bausch** (déi gréng), rapporteur.- Frot net mech...

► **M. Jacques-Yves Henckes** (Onofhängeg).- «Le rapport doit être transmis au parquet.»

► **M. François Bausch** (déi gréng), rapporteur.- Jo.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (Onofhängeg).- Wann also esou eppes transmettéiert gëtt, da muss ee soen, wat fir eng Faute pénale ass gemaach ginn.

Ech hu keng fonnt am Rapport. Dofir wëllt ech gäre vum Här Rapporteur, dass en ons dat vläicht seet, well da wier dat e bësselche méi kloer. Ech hunn op jidde Fall an all deem, wat do drasteet, keng eenzeg Faute pénale gesinn!

Dat heescht, wann esou eppes gemaach gëtt, ass dat dote manifestement eng Plainte pénale wäert. An ech géif mech net wonneren, wann an deenen nächsten Deeg esou eng géif beim Parquet alafen.

Déi aner Saach, desgläiche gëtt och vun enger Faute disciplinaire geschwat. Och do freet ee sech: Wou läit d'Faute disciplinaire? Well hei Avisen erauskomm sinn, déi absolut just nuren eng Problematik opgeworf hunn, ouni Suggestiounen ze maachen.

Eng aner Saach, déi mer och opgefäll ass, dat ass, hei gëtt geschwat am Rapport vun Allocation de primes et indemnités, do wier et eng Schwéngerei, dass do speziell Indemnitéite géife ausbezuelt ginn. Dat géif net am Gesetz stoen.

Ech hunn dann do mir erlaabt, fir den Artikel 13 Alinéa 2 vum Gesetz iwwert de Service de Renseignement ze liesen, an do steet dran: Indemnité spéciale. Si ka bezuelt ginn. Si muss deen Ablack just duerch Décision ministérielle soumis pour avis à la commission anti-cumul et ensuite au Conseil de Gouvernement. An de Conseil de Gouvernement huet déi guttgeheescht, wann een dem Rapport vun der Cour des comptes kann nogoen.

Dann an der Affär Reuter, do ass e ganz interessante Brëf vum Här Schneider un de President vun der Chamber. An do geet ganz kloer draus ervir, dass de Justizminister 2006 den Här Mille opgefuerdert huet, d'Resultat vun der Enquête un d'Police judiciaire an un de Parquet weiderzeginn, well et hei gaangen ass em Affär vu Crime organisé an am Ganzen 148 Milliouen US-Dollar. Do ass also och eng Condamnation viru Gericht komm. An et ass evident, dass den Här Reuter, deen hei mat implizéiert war, deen do huet missen hëllef, dass deen deen Ablack huet missen iwwert de Wee vun engem Logement, souguer mat Miwwelen, gehëllef kréien.

Dat sinn déi Donnéeën, déi sti schwaarz op wäiss, déi sinn och um Gericht debattéiert ginn. Do sinn och Condamnationen komm. Ech wëll just nure soen, dass, wann een esou Saachen an de Rapport setzt, da muss ee sech awer och d'Fro stellen: Wou leien d'Explikatiounen? Wou muss een higoen? An hei leien Explikatiounen ganz kloer vir an déi sinn och um Gericht behandelt ginn.

Da gëtt och gesot, dass mer ganz oft sollten Dénonciationen maachen un de Parquet. Ech wëll drop hiweisen, dass mer d'Gesetz géinnert hunn, well mer op eng Kéier erausfonnt hunn an der Chamber, dass, wa bis 2011 een eng Dénonciation gemaach huet weinst enger Activité illégale vun engem Fonctionnaire, dass en dann huet missen direkt soen, wat fir eng Infractioun et war an d'Beweiser dozou bréngen. Dat huet dann dozou gefouert, dass d'Gesetz huet misse géinnert ginn. An dat hu mer eestëmmege uegeholl, dass (veuillez lire: well) et soss net effikass war.

Ech wëll och drun erënneren, dass d'OECD an hirem Rapport gesot huet, dass dat doten onbedéngt misst géinnert ginn, well et an der Praxis - Zitat: «Dans la pratique, la communication d'informations au parquet est quasi inexistante selon le parquet (...) Non sanctionné pénalement par les textes, le non-respect de cette obligation n'a en outre, jusqu'à présent, jamais été sanctionné disciplinairement.» Dat heescht, dass ass alles eng Situatioun gewiescht bis 2011, bis mer d'Gesetz emgéinnert hunn.

Dann d'Affär vun de fënnf Autoen. Ech hu mer erlaabt, do e bësselchen ze kucken, wat d'Cour des comptes gesot huet an och wat herno approuvéiert ginn ass vun der Commission de contrôle. Do si fënnf Autoe kaaft ginn, mat engem Rabatt vu 15%. An déi si verkaf ginn un déi Leit, mä do ass e Boni vun 10% erausgesprongen. An dee Boni ass an d'Konte vun dem SREL erakomm an als Recette supplémentaire gebucht ginn an iwwerall approuvéiert ginn, souwuel vun der Cour des comptes wéi herno och vun der Commission de contrôle.

Elo kann ee soen, dass dat vläicht net ganz elegant ass oder dass dat sech net gehéiert. Mä ech froe mech just: Wou ass de Fait pénal? Do gesinn ech kee Fait pénal dran. A vu dass d'Commission de contrôle dat och guttgeheescht huet, huelen ech jo awer bal un, dass et misst an der Rei sinn.

Dann, wat d'Écoutes illégales ugeet, do ass effektiv, dass ass jo och gutt esou, dass do eng Enquête judiciaire um lafen ass. Mä wann ech awer richteg informéiert sinn, ass déi Enquête judiciaire eriwir. An déi Enquête judiciaire huet erbruecht, dass kee Fait pénal gemaach ass. Wat ech just bedauern, dass ass, dass dee Rapport vun der Police judiciaire nach bis elo net an der Chamber konnt hannerluecht ginn. Dat ass eppes, wou ee muss hei bedauern, dass dat heiansdo net ëmmer esou ganz séier geet.

Eng Saach, déi ganz vill Inconnuë fir mech bréngt, dat ass, wéi et erauskomm ass, déi Affär mat der Pädophilie vun dem Procureur d'État. Do muss ech éierlech soen, wann ech Procureur d'État wier, hätt ech eng Plainte gemaach beim Parquet weinst Violation vum Artikel 16 vum Code, vun dem Gesetz iwwert de Secret, iwwert de Service de Renseignement. An do sti bis fënnf Joer Prisons drop! Well esou eppes ass eng Schwéngerei, wann dat esou dénoncéiert gëtt an esou Saache spontan erauskommen.

Ech bedauere just, dass do an där Geschicht den Här Procureur d'État an deem Sënn, bis elo anscheinend, nach keng Plainte gemaach huet. Mä anscheinend sinn aner Leit, déi esou eng gemaach hunn.

Dann, wat d'Konklusiounen ugeet, ech mengen, do muss ee soen, dass d'Commission d'enquête vun dem SREL, dass déi ganz gutt Aarbecht gemaach huet. Do sinn exzellente Propositionen dran. E gudden Deel iwwerhuelen d'ailleurs déi Propositionen, déi a Frankräich gemaach gi sinn, wat d'Reform vun hirem Geheimdéngscht ugeet an déi de 15. Mee dëst Joer bekannt gemaach gi sinn. An dat schéngt ons och dee richtege Wee ze sinn, mat dem Organe interne d'audit, dass een d'Ministeren, dass de Statsminister kann eng Persoun delegéieren, dass d'Nomination vun engem Direkter vum SREL muss och vun der Commission de contrôle parlementaire gekuckt ginn.

Do, wou mer mat de Konklusiounen net kënnen d'accord sinn, dat ass mat deem, wat do steet ënner «Mise en place d'un code de déontologie». De Prinzip vum Code de déontologie ass absolut richtig, wann esou eppes geholl gëtt, well dat fanne mer an zeg internationalen Organismen, wou ähnlech Debatte sinn, dass do e Code de déontologie besteet an dass deen Ablack och Sanctions disciplinaires geholl ginn.

Dat, wat ech skandaléis fannen an inakzeptabel, dat ass, dass een dat soll elo mat Sanctions pénales verbannen. Mir wieren dat eenzeg Land an Europa, wat esou Sanctions pénales géint esou eppes géif virgesinn.

An da geet et souguer nach méi wäit! Am Rapport steet dran, da misst souguer den Abus de pouvoir vum Fonctionnaire sanctionnéiert ginn. Ech hunn nogekuckt a wat fir engem Land et esou eppes gëtt, den Abus de pouvoir vum Fonctionnaire. An ech hunn ee Land fonnt. An ech huelen un, dass den Här Rapporteur sech do inspiréiert huet: Et ass d'Volleksrepublik...

(Interruption)

Dat ass d'Volleksrepublik China.

► **Une voix.**- Oh mei!

(Hilarité)

► **M. Jacques-Yves Henckes** (Onofhängeg).- Déi huet effektiv 7.000 bis 8.000 Leit, wou de Pouvoir politique se sanctionnéiert, wa se en Excès de pouvoir gemaach hunn. Dat ass just e Wuert.

Ech sinn d'accord, Här Rapporteur, Dir hat...

► **M. François Bausch** (déi gréng), rapporteur.- Et ass net nëmme vu mir an deem Rapport, Här Henckes...

► **M. Jacques-Yves Henckes** (Onofhängeg).- Ech weess, mä ech huelen awer un, vu dass Dir lech ganz staark derfir gemaach hutt op e puer Plazen an der Öffentlechkeet, dass Der lech do vläicht inspiréiert hutt.

► **M. François Bausch** (déi gréng), rapporteur.- U China. Jo.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (Onofhängeg).- Voilà, mä dofir wollt ech dat just nëmme ervirsträichen, ze kucken, wou Der wëllt Lëtzebuerg hiféieren, wat déi stroferechtlech Bestëmmungen ugeet.

(Interruption)

Wat déi aner Konklusiounen ugeet, wéi gesot, do si mer ganz d'accord. An ech mengen, den Här Bodry huet hei als President vun der Kommissioun jo och e puer gutt Saachen, e puer Saachen explizéiert, wou ech him wollt félicitéieren, dass en do esou eng gutt Aarbecht gemaach huet. Mä deen ee Punkt, mat deem mer net kënnen d'accord sinn, dat ass dee vum Code de déontologie.

Ech mengen och, dass iwwert d'„Intelligence économique“, wéi dat genannt gëtt, do misste mer hei an der Chamber eng Debatt hunn. A Frankräich ass et esou, dass déi elo en Département ministériel gemaach hunn, deen nuren dat mécht. Do gëtt et also e ganze Ministère, deen indépendamment weider näischt mécht wéi Intelligence économique an och kuckt, dass d'Gefore géint verschidden Entreprisë kënnen ofgewiert ginn.

Wat d'Responsabilitéit ugeet, iwwert déi elo hei vill diskutéiert ginn ass, esou muss ech soen, dass een effektiv e puer Saache ka festhalen, net au niveau pénal, do gëtt et guer näischt festzhalen. Do ass et Blankoscheck, do ass guer näischt do. Wat verschidden administrativaiten ugeet, déi leien zwëschen 2004 an 2009. An do muss ech soen, dass déi Commission de contrôle, déi war net proaktiv. Den Här Statsminister war och net proaktiv. Bref, et ass Speck a Schwéngfleesch. An ech mengen, wat fir deen een da géllt, misst dann och fir deen anere gellen.

Dat gesot, wëll ech och soen, dass de Jean Colombera an ech, mir wäerten net déi Motioun hei stëmmen, weder dofir nach dogéint stëmmen. Mir wäerten aus Protest de Sall verloossen, well mer et inakzeptabel fannen...

(Interruptions)

...dass mer haut an enger Debatt wéi där heiten, déi Saach diskutéieren...

(Interruptions)

...dass hei an dem Rapport, och nach an där Motioun drasteet, dass ee muss mat alle Recommandationen vun der Commission de contrôle d'accord sinn. Mir kënnen awer mat verschiddene Saachen net d'accord sinn. Mir konnten ons Iddien, ons Suggestiounen an ons Remarques net an der zoustänneger Kommissioun matbréngen (veuillez lire: abréngen). An hei ass... Och, wann et elo hei zu Neiwahle kënn, da wësse mer alleguerten, dass déi ganz Lëtzebuurger Bevölkerung sech wierklech drop freet, fir elo eng schéin Debatt ze kréien, matzen an der Wahlcampagne, iwwert d'Bommeleer an de SREL, wat déi wierklech Problemer vum Land sinn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. An dann ass nach den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir kritt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vun där Debatt hei wëll ech nach eng Kéier de Standpunkt erkläere vu menger Organisation, déi Lénk, an dat ass een, deen e bëssen anescht ass wéi déi, déi virun hei erkläert gi sinn.

Dir wësst, dass déi Lénk traditionell a prinzipiell ass fir d'Ofschaffung vun deem Geheimdéngscht, deen zu deenen Excésen, eiser Meinung no, logescherweis féiert, duerch säin interne Funktionnement hier féiert, déi mer hei diskutéieren.

Dat ass eng Haltung, déi kënn aus geschichtlechen Erfahrungen hier. Ech muss soen, och aner Parteien, an der Zäit, hunn déiselwecht geschichtlech Erfahrung gehat. Mir hate grouss Diskussiounen, den Här Bodry huet et gesot, an der LSAP. De Robert Krieps war e Verfechter dovunner, fir de Geheimdéngscht opzuleisen, an d'Police mat wierkleche kriminellen Aktivitéite just ze befaassen. Mir haten eng Proposition de loi vun deene Gréngen, am Ufank vun hirem Geschicht, wou se och datselwecht fuerdere wéi ech haut an enger Motioun, déi ech eragerecht hunn, iwwert déi mer dann nach diskutéieren, wou ech froen, dass e Projet de loi soll ausgeschafft ginn iwwert d'Abolition vum Service de Renseignement.

Déi historesch Fichieren, déi mer konnte gesinn a wou hei Extraiten draus zitéiert gi sinn, déi beweisen, dass déi Befierchtungen, déi ëmmer op der Gauche an iwwert d'Gauche eraus a breede gesellschaftleche Kreesser bestanen hu géint d'Funktionnement vun Geheimdéngscht, dass déi Befierchtunge berechtigt waren.

Haut wësse mer et. Haut gesi mer et. Haut liese mer d'Nimm vun den Organisation. An dat waren net nëmme Organisation, déi op där enger oder anerer Säit am Kale Krich stoungen, mä dat waren och ganz vill aner Organisation, bis a kathoulesch Organisation eran. A wann hei gesot gëtt: „Oh, am Ufank waren et der 300.000, elo sinn et der nach 10.000.“, da kann ee sech och emol d'Fro stellen, wéi vill dass der vläicht verschwonnen sinn an der Zwëschenzäit. Well mer hu se jo och net all fonnt am Archiv!

Dann ass dat wierklech net d'Fro, déi sech hei stellt. D'Fro, déi sech hei stellt, dat ass, dass Dausende vu Leit zu Lëtzebuerg, iwwer Jorzéngten ewech, belästegt gi sinn an hirem politeschen a gesellschaftlechen Engagement, dat se haten.

An et muss ee sech wierklech d'Fro stellen: Ass déi Situatioun net och nach haut ginn?

Dat, wat mer gesinn hunn als Enquêtékommisioun, während deene sechs Méint, wou mer geschafft hunn, huet am Fong geholl e Schlaglicht an en donkelt Dëppe gehait. Mir konnten eng Kéier mat enger Täscheluucht erakucken. An ech muss soen, dat, wat ech do gesinn hunn, dat berouegt mech net.

D'Basis vum Geheimdéngscht, vum SREL, ass net de Code pénal. Dat muss ee ganz kloer soen. Ech liesen d'Instructions de service vun Geheimdéngscht. Do steet dran, dass et dem Geheimdéngscht drëm geet, déi politesch an ekonomesch Prioritéiten, déi vun der Regierung festgeluecht ginn, ze verfolge. Et sinn also politesch an ekonomesch Prioritéiten, déi am Geheimdéngscht eng Roll spillen. Net iergendwelch Geforen, déi eventuell, accessoirement, kënnen och derbäi entdeckt ginn. Neen, de Problem ass deen, dass dat en Déngscht ass, deen en Instrument, e politescht Instrument ass vun der Regierung.

Et gëtt vill vun Islamismus geschwat, vun der Gefor vun Islamismus. Ech géif soen, de Geheimdéngscht ënnersicht net den Islamismus, wat seng konkret Gefor zu Lëtzebuerg ugeet. Weinstens net prioritär. Et geet em e generelle Verdacht. Et geet em international Informatiounen, déi ee kritt, et geet em Lëschten, déi een huet. Ech kommen nach op Beispiller herno.

Fir et kloerzemaachen, vun Ufank un, a keng falsch Debatt zoueloossen: Mir vun déi Lénk si selbstverständlech der Meinung, dass een déi wierklech Gefore fir d'Liewe vun de Leit soll ofwieren, och an engem fréie Stadium soll ofwieren, wann et noutwendeg ass mat polizeileche Mëttel. An déi Mëttel bestinn. An et ass méiglech, dass ze maachen, och haut schon, och haut schon opgrond vun där Législatioun, déi mer hunn.

Wat mer awer net wëllen, dat ass eng „Gesinnungsschnüffelei“, wéi dat ee vun eisen Experte virun der Enquêtékommisioun, den däitsche Rolf Gössner, genannt huet, dee selwer perséinlech och Affer war vun dauernden, permanente Verfolgung vum Geheimdéngscht, vum Verfassungsschutz an Däitschland.

An ech mengen, do kënn et ganz vill drop un, wann ee vu Gesinnungsschnüffelei schwätzt, fir déi auszuschleissen, da mengen ech, da geet et mer net duer, wann e Minister sech dohinner



stellt a seet: „Ënner mir kënn dat net vir, ënner mir gëtt et keng politesch Spionage.“ Mä ech mengen, da wëll ech wëssen: No wat fir gesetzleche Virgaben an no wat fir operative Konzepter schafft esou ee Geheimdängscht?

A wann ech dann esou Formulierung lisen - mir hunn en deken Dossier kritt vum Här Heck, wou dat alles dran eis erkläert gëtt -, a wann ech dora lisen, dass do esou Konzepter dra sinn, wéi dass ee sech beweegt op engem politeschen, ideologeschen, konfessionellen oder philosopheschen Terrain, an dat ass erausgeholl aus dem besche Gesetz iwwert den Extremismus, a wann ech gesot kréien, dat ass de Cadre légal vun eiser Definitiou vum Extremismus - Extremismus, deen iwwereng net virgesinn ass am Gesetz, et geet do vum Terrorismus Rieds, net vum Extremismus oder Radikalismus -, wann ech dat da gesot kréien, stellen ech mer awer eng ganz Partie vum Froen. Wat ass do? Wat gëtt do wierklech ënnersicht? Gëtt do net einfach ënnersicht, wien ass veranlaagt, emol iergendwann eng Kéier sech an engem gewëssene Kontext an eng gewësse Richtung ze entwëckelen, wou en emol kéint an d'Geforgeroden, an terroristesch Aktivitéiten eranzege- roden?

Dat ass awer ongeféier déi Aart a Weis, wéi de Geheimdängscht virgeet, muss ee soen. De Premierminister huet geschwat vum Virtualitéit a Probabilitéit als Geschäftsweis vum Geheimdängscht. Virtualitéit a Probabilitéit, dat ass do, wou gesicht gëtt. Do gëtt net gesicht wéi eng Police sicht, déi sicht net no méigleche potenziellen Täter, neen, déi sicht no Virtualitéit a Probabilitéit. Do spillen och esou Begrëffer wéi „Radikalismus“ eng Roll.

Mir hu gesot kritt, dat wier eng operativ Kategorie vum Geheimdängscht. An de Radikalismus, laut där Definitiou, déi intern am Geheimdängscht gëllt, besteet doranner, wann ee seng moderat an allgemeng gedeelten Usichten duerch extrem Usichten ersetz. Dat wier déi Formulierung, hu mer gesot kritt, déi och soll an de Commentaire des articles vum Gesetz drakommen an déi elo schon am Geheimdängscht als intern Definitiou vum deem betruecht gëtt, wat Radikalismus ass.

Also Extremismus, Radikalismus, dat sinn also Begrëffer, no deene gëtt geschafft. Dat si Begrëffer, menger Meenung no, déi äusserst bedenklech sinn. A si sinn ëmsou méi bedenklech, well mer gewëssen Unhaltspunkte kritt hunn, wéi an der Praxis geschafft gëtt.

An ech wëll e schrecklech Beispill nennen, dat ass dat Beispill vum Här Taoufik. Den Här Taoufik ass 2003/2004 ausgewise ginn an Tunesien. En hat och déi bosnesch Nationalitéit an en ass ausgewise ginn opgrond vun Informatiounen vun auslänneschen Dängschter. Dat si mer och gewuer ginn an der Enquêtékommisssion, dass do bal ausschlieslech opgrond vun esou Informatiounen, déi auslännesch Dängschter geliwwert hunn, den Här Taoufik ausgeliwert ginn ass an Tunesien, wou dee Moment den Diktator, dee mer kennen, deen elo net méi do ass, do um Wierk war.

Den Här Juncker huet deemools gesot: „Sidd frou, dass en net méi am Land ass! Fra a Kanner si mat ausgewise ginn. Et soll kee soen, mir géife Familljen auserneerappen.“ Dat ass en Zitat, wat ech aus enger kierzlecher Publikatioun vum „Forum“ erausgeholl hunn. Den Här Taoufik ass an Tunesien schrecklech gefoltert ginn. Den Här Heck seet haut, Direkter vum Geheimdängscht, no zéng Joer Erfahrung op dem Gebitt vum Antiterrorismus géif e gewëssen Aschätzungen, wat d'Persoun vum Här Taoufik ugeet, haut méi nuanciert formulieren.

Et muss ee sech virstellen, do handelt et sech ëm e Mann, deen do gefoltert ginn ass, deen iwwereng net en islamischen Terrorist war, mä e Mitglied deemools war, ënner dem Ben Ali, an enger Organisatioun, an enger islamescher Organisatioun, déi haut an der Regierung

ass an Tunesien. Opgrond vu Verdächtungen, déi mat den Hoer erbäigeze waren, grëss-tendeels, ass dee Mann ausgewise ginn. An ech fannen, wann ee vun Dysfonctionnementen vum engem Service schwätzt, da géif ech soen, dat hei gehéiert un déi éischt Plaz vun den Dysfonctionnementen.

Mir hunn, zum Schluss vum eisen Aarbechten, eng Lëscht mat Organisatiounen kritt, déi gefouert ginn am elektronischen Archiv vum SREL, wat zënter 2004 besteet. Dat gëtt iwwereng och am Bericht vum der Enquêtékommis-sion dran erwähnt. Et geet doraus ervir, wann een déi Lëscht kuckt, da sëtzt do en zimlech breet gefächerten islamesche Milieu, deen ënner Observatioun steet. Dat ass eng Lëscht, deelweis besteet se aus ganz villen Organisatiounen, déi ginn aus dem Ausland gemellt.

An zu Lëtzebuerg och gëtt et eng ganz Partie vun Organisatiounen aus dem islamesche Milieu, déi ënnersicht ginn. Inklusiv, an dat war Géigestand vun enger Diskussioun, wéi mer déi Auditioun hate vum Här Heck, wou ech en dorop ugeschwat hunn - den Här Juncker a senger Auditioun ass och dorop ugeschwat ginn -, inklusiv esou Organisatiounen wéi d'ASTI an de CLAE, wou gesot gëtt, dat ass en Ëmfeld, wat mer ënnersichen, well do sech Leit alt ophalen, déi mat islamistesche Milieuen ze dinn hunn. Net, well mer d'ASTI oder de CLAE géife verdächtigen, selwer islamistesche Iddien ze vertrieben. Mä ech fannen dat awer äusserst bemierkenswäert.

Wann ee seet, de Geheimdängscht brauche mer, ma mer brauchen e Geheimdängscht, da wëll ech d'Fro stellen: Wa geféierlech Leit do sinn, ass do d'Police, geet déi net duer, fir déi eraschafte fir ze verhënneren, dass se schiedlech ginn? Firwat muss mer dee ganzen Donschkrees do nach hu vum geheimdängschtlechen Aktivitéiten, déi och nach ganz dacks mat internationalen Zusammenhäng eppes ze dinn hunn?

Mir hunn och e puer Indicationen kritt iwwer Rietextremismus, Lénkextremismus. Fantastesch ass jo, dass de kleng Lëtzebuurger Comité vu Solidaritéit mam Venezuela, dass deen op der Lëscht do steet! Et steet iwwereng och hannendrun, dee wier vun enger internationaler Säit aus gemellt ginn. Esou funktionéiert de SREL! Dat ass de SREL! An da wësse mer jo nach wahrscheinlech net alles.

Ech hunn Dossiere gefrot iwwert déi verschidenen Organisatiounen do. Dat ass net méi méiglech, well d'Enquête jo elo ofgeschloss soll ginn, wat ech kritisieren. Ob déi Lëscht do komplett ass, weess ech net. Op jidde Fall, wann ee seet: Mir maache keng politesch Spionage méi! - ech kann dat net bestätegen, no sechs Méint Enquête. Ech hunn zwar keng Unhaltspunkte fonnt, mä ech hunn awer och nëmmen dat gesinn, wat mer geliwwert ginn ass.

A wa gesot gëtt, et soll kee politesch Spionage méi virgesi sinn an deem neie Gesetz, dat soll ausgeschloss sinn, da froen ech mech awer: Wat heescht dat konkret? Ech wëll da wësse konkret, wat dat heescht, wa gläichzäitig Begrëffer wéi „Extremismus“ an dat Gesetz do erëm agefouert solle ginn. Wat ass da politesch? A wat ass extrem a radikal? Wou ass do den Ënnerschied?

E wichtegen Aspekt, mengen ech, an där ganzer Geheimdängschtaffär, dat ass, dass d'Geheimdängschter ganz staark international zesummeschaffen. Do ass e Floss vun Informatiounen a vun Datebanken, dee geschitt, deen ass grenzenlos. De Fall Taoufik huet et gewisen. En Terrorist, deen als Terrorist vum türkeschen Dängscht hei gemellt gëtt, deen ass och hei en Terrorist. Do gëtt och hei normalerweis en Dossier opgemaach an et ginn Nofuerschunge gemaach.

Firwat ass de Venezuela-Comité drop, zum Beispill? Den Här Bausch huet gesot, bis haut hu mer nach keng Äntwert kritt op déi Fro do. Dat ass awer eng normal Lëtzebuurger Organisatioun, déi sech asetzt fir d'Solidaritéit mat engem gewësse Land, deem seng Führung natierlech gewëssen internationale Servicer net passt. D'ClA ass natierlech net frou doriwwer, dass et hei e Venezuela-Comité gëtt. A vläicht ass et vun deem Service gemellt ginn. Ech weess dat jo net. Déi Saachen, déi mir agesinn hunn, déi si jo éischters klassifizéiert, an zweetens gi se och net all Detailer, déi se misste ginn.

Da kënn derbäi, dass déi Informatiounen vun deenen auslänneschen Dängschter, déi sinn och nach extra geschützt. Déi si méi geschützt wéi d'Renseignement vum Service de Renseignement zu Lëtzebuerg. A si sinn esou wäit immun, dass souguer virun de Gerichter se net däreife gebraucht ginn. A kee Gericht kann d'cidéieren, fir se ze gebrauchen. Sou steet dat am Gesetz dran.

Mir wëssen, dass beim Bommeleeër-Prozess d'Penalgericht déi dote Fro un d'Cour constitutionnelle gestallt huet, wéi et méiglech wier, dass esou e Prinzip iwwert de Lëtzebuurger Gesetz steet a virun allem iwwert dem grouse Prinzip vun den Droits de la défense an engem strofrechtleche Prozess.

Derbäi kënn dee ganzen Aspekt vun der Zesummenaarbecht bei Datebanken. Dat, wat de Snowden révéleiert huet, dat muss eis dach am héchste Mooss interpellieren! Dat si ganz einfach... Mir schwätze vum Artikel 88-3, do muss eng Kommissioun vum Riichter dat fir d'Éischt ënnerbreit kréien, an da schalte mer den Telefon ëm an da kréie mer dann déi Écoutes do erméiglecht. An a Wierklechkeet sinn dat elektronesch Datepäck, déi duerch den Internet dorëmmer zirkuléieren, déi kënnen egal wou an der Welt opgefaange ginn an déi och a Wierklechkeet opgefaange ginn!

A mer wëssen, et stoung en Artikel am „Monde“ virun e puer Deeg, dass a Frankräich et eng ganz grouss Administratioun gëtt, wou alles dat gesammelt gëtt. An do gëtt et eng Zesummenaarbecht mat den auslänneschen Dängschter. D'Fransousen an d'Preise schaffe mat den Amerikaner zesummen op deenen dote Gebidder.

An dat si jo dann awer Froen, déi sech do stellen. Wann et esou e Service gëtt, deen esou Informatiounen kritt, wat mécht en domat? Wie kontrolléiert dee Service? Wou gëtt e kontrolléiert? Wou ginn déi Saachen do kontrolléiert, déi Zougrëff do? An esou weider.

An an deem Sënn si mir der Meenung, dass Geheimdängschter, net nëmmen deen zu Lëtzebuerg, eng Gefor fir d'Demokratie sinn, dass se an enger Groz handelen, dass se Instrumenter an der Hand vum Regierung sinn, och heiansdo vun anere Regierungen, ouni wierklech parlamentaresch Kontroll.

Mir hunn duerfir déi Motioun erabruucht fir d'Abolitioun vum Geheimdängscht zu Lëtzebuerg.

En aneren Aspekt, dat ass dee vun der Protektioun vum wëssenschaftlechen a wirtschaftleche Potenzial, déi sougenannt „ekonomesch Intelligence“. Och do si vill Froen, déi sech stellen, a keng Äntwerten. Ech hu gefrot, mer sollten nach e Briefing kréien iwwert dat, wat en haut versteet ënner Intelligence économique.

Mir hu Briefinge kritt iwwer all méiglech Saachen, iwwer Terrorismus, mir hu Leit mat Bäert gewise kritt, ganz vill esou Saachen hu mer gewise kritt. Mä mir hunn net gewise kritt, zum Beispill, déi wichteg Notioun vum Renseignement économique, déi jo awer hei an eisen Dysfonctionnementen eng ganz kloer Roll spillt, wéi et dann domadder ass. Wéi ass et dann domadder? Wéi ass et haut? Mir wëssen, mir kennen alleguer d'Affär vum Nordirak a vu Cargolux aus den Zäite vum Mille a Schneider. Mä wësse mer dann, wéi haut geschafft gëtt? Ech weess et net, no sechs Méint Enquêtékommis-sion! Do bleift den Deckel drop.

An dobäi wiere sécherlech ganz vill Froen, déi sech do stellen. An enger privatisierter Economie wéi eiser, wem seng Interesse ginn do vertrieben an esou engem Geheimdängscht? A Frankräich ass et nach relativ kloer. Do sinn et déi staatlech Betriber, déi geschützt ginn. Wie gëtt hei geschützt? Géint wien? Dat si jo awer wierklech Froen, déi ee sech emol muss stellen, wann ee fënnt, dass mer e Renseignement économique hei brauchen. Fest steet op jidde Fall elo schon, dass et eng enk Kollaboratioun gëtt vum Ekonomiesminister mam Geheimdängscht.

Sandstone gëtt vill virgeworf, do wier Pantouflagemaach ginn, do wier aus dem SREL eraus eng privat Entitéit gegrennt ginn. Mä ech muss soen, déi hat och politesch Protektioun. Op jidde Fall am Ufank hat se dat. Den Här Krecké ass mam Fliger vum GMH, d'Muttergesell-

schafft vum Sandstone, geflunn. Dat ass bei der Enquête erauskomm. Dat huet den Zeie Knebler gesot. Den Här Santer ass am Verwaltungsrot vum GMH. An an enger Duechtergesellschaft, engem sougenannten „ethesche Finanzcomité“, fanne mer och den Här Juncker als Eierepresident zum Beispill erëm.

Fir ofzeschlëssen zu deem dote Punkt: Eisen däitschen Expert, deen hei war, den Här Gössner, huet als leschte Saz gesot an der Enquêtékommis-sion, hien hätt Angscht, dass déi Untersuchungen hei iwwert d'Dysfonctionne-gefen endegen domat, dass mer de Geheimdängscht géife legitimieren an nach weider verstärken.

A wann ech esou eng Formulierung am Rapport hei lisen, wou genau dat drasteet, ech zitéiere se elo net aus Zäitmangel, da weess ech, firwat ech mech nëmme beim Rapport enthalten hunn, firwat ech net derfir gestëmmt hunn. Well ech wëll net, dass hei aus där Enquête erausgeet, dass de Geheimdängscht herno méi staark dosteet, wéi e virun dron dostoung. Ech hu grouss Zweifel un der Kontrolléierbarkeet vum Geheimdängschter. All eis Gesprécher mat Leit aus Däitschland soen eis dat, dass dat net méiglech ass. An ech hunn et och selwer zum Deel hei konnten erfueren.

Ech mengen, au contraire ass et wichteg, dass Whistleblower geschützt ginn, amplaz dass se méi streng bestrooft solle ginn, wéi dat awer am Projet vum Här Juncker ugekënnegt ginn ass. An et ass jo kloer, et gëtt gesot, d'Press huet hei eng grouss Roll gespilt. Mä vum wem huet d'Press dann déi Informatiounen? Et muss een also déi, déi d'Informatiounen bréngen, an éischer Linn schützen. Dofir war ech och aus all deene Grënn dergéint, déi Enquête elo schon zouzemaachen. Ech mengen, eleng eng Enquêtékommis-sion kann eppes errechen!

Zur politescher Responsabilitéit. Den zoustän-nege Minister, fannen ech, huet gehandelt, wéi wann de SREL an engem rechtsfräie Raum wier. En huet zwar do am Fong geholl der Logik vum de Geheimdängschter no gehandelt, mä wann dat bis oprétt an opflitt, besonnesch wann een 18 Joer laang Chef vum deem Betrib war, dann huet dat eng politesch Konsequenz forcément, also, dann huet dat forcément politesch Konsequenzen!

Ech mengen awer, contrairement vläicht zu anere Leit, dass d'ganz Regierung d'Verantwortung hei ze droen huet. En Deel vum Budget vum SREL geet iwwert den Ausseminister. Den Ekonomiesminister ass en zentralen Deel vum eiselem Dossier. Och aner Ministerie si regelméisseg informéiert ginn. An am Bericht vum der Kontrollkommis-sion steet, dass de SREL eigentlech dofir do ass, fir Dängschtleeschungen ze maachen u Ministeren, déi am Fong geholl seng Clienté wieren.

Ech mengen wierklech, dass den CSV-Stat net d'CSV eleng ass, niewebäi bemierkt. An ech fannen, fir e wierklechen Neufank ze maachen, muss een e Paradigmewissel maachen, wat d'Demokratie ueget. D'Demokratie muss am-plaz vun der Geheimhaltung kommen. Mir mussen eis d'Fro stelle vum der Geheimhaltung als Regierungsprinzip op allen Niveauen. Mir haten d'Affär Cargolux hei, mir haten d'Affär Wickreng-Léiweng, mir haten d'Affär Bommeleeër, déi jorelaang sollt ënnerschloe ginn. De Geheimhaltungsprinzip als Regierungsprinzip muss a Fro gestallt ginn! A Fro gestallt gi mussen och déi Privatinteressen, déi de Stat domineieren. Domat muss och gebrach ginn. Mir brauchen eng aner Wirtschaftspolitik.

A ganz zum Schluss, Här President: Déi Lénk sinn der Meenung, dass mer net nëmmen Neiwahle brauchen, mä dass mer och eng ganz nei Politik brauchen!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Den Här Statsminister freet d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir debattieren elo iwwert de Rapport vum Geheimdängscht zënter zwou Auer haut de Mëtteg. Ech hu während bal zwou Stonnen zu deene Virwërf vum dem Rapport vum der Geheimdängschtkommis-sion geschwat. Ech sinn do op all déi Virwërf agaangen. Ech hunn erkläert, wou ech mengen, dass ech Feeler gemaach hätt. An ech hunn erkläert, firwat dass ech d'est an dat net gemaach hunn oder net konnt maachen.

Ech muss leider feststellen, dass déi Explikatiounen, déi ech ginn hunn, net op eng unanime, spontan Compréhension gestouss sinn. Ech stelle fest, dass d'Fraktioun vum de Grëngen ze-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



summe mat deene vun de Liberalen, plus den Här Urbany an den Här Gibéryen eng Motioun abruecht hunn, fir mer d'Vestrauen ze entzéien. Ech stelle fest, dass d'sozialistesche Fraktioun eng Motioun abruecht huet, déi erkenne léisst, dass se mat deenen Explikatiounen, déi ech hei ginn hunn, net averstane sinn, jiddefalls net dervun iwwerzeegt sinn. Ech stelle fest, dass déi meeschte Riedner, déi no mir geschwat hunn, net op dat agaange sinn, wat ech gesot hunn. Ech stellen och fest, dass eng iwweraus grouss Majoritéit vun dësem Haus duerch hir Fraktiounssprecher erkenne léisst, dass se mengt, et missten Neiwahlen oder virgezunne Wahlen hei am Land stattfannen.

Ech mengen, mir kënnen elo nach stonnelaang diskutéieren. Ech hätt mer ni virstelle kënnen, dass ausgerechent d'Sozialistesche Partei mer géif e Fouss stellen, hätt ech mer a 25 Joer Zesummenaarbecht net kënnen virstellen. Ech stellen awer fest, dass an der Motioun vun der Sozialistescher Partei net op dat agaange gëtt, wat ech gesot hunn, mä dat ënner Form vu Motioun kënn, wat souwisou geplangt war.

Well dat esou ass, sinn ech der Meenung, mä ech hunn näischt doriwwer ze soen, dass mer eis Debatt eigentlech kënnen ophalen. Ech convoquéieren d'Regierung fir muer de Moien zéng Auer a ginn duerno an de Palais, fir dem Grand-Duc Neiwahle virzeschloen.

4. Discours de M. le Président

► **M. le Président.** - Merci dem Här Statsminister. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, mir sinn um Enn vun enger laanger Sitzung ukomm. Normalerweis ass et Traditioun, dat de Chamberspräsident e Bilan zitt iwwer dat ofgelafent parlamentarescht Joer. Well mer haut awer e ganz laangen Dag hanner eis hunn, erspueren ech lech déi Ried. Ech erspueren lech och déi Zuelen, déi Der an deenen nächsten Deeg wäert zougestallt kréien.

Erlaabt mer trotzdem, well et déi lescht Sitzung ass, hei e grouse Merci auszeschwätzen, fir d'Éischt un d'Mataarbechter aus dësem

Haus, virop dem Generalsekretär Claude Friesen a sengen zwee Adjointen, Isabelle Barra a Benoît Reiter, de Mataarbechter aus de Fraktiounen a politesche Sensibilitäten, der parlamentarescher Press, dem Sécherheetspersonal. Mäi Merci geet och un d'Memberen aus der Regierung an deenen aneren Institutiounen aus dem legislative Prozess.

Ech mengen, no den Evenementer vun de leschte Wochen, Deeg a Stonne géif ech mer just erlaben, lech a jiddwerengem e puer erhuelsam Deeg an deenen nächste Wochen ze wënschen.

Ech soen lech Merci an d'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.58 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os} 43 (suite), 44 et 45

6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre Ier du Code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales p. 542

6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 542-548

Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany p. 549

6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification:

- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);

- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code de Commerce;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 549-551

6398 - Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme p. 551-552

6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques p. 552-554

Question élargie n°34 de M. Jacques-Yves Henckes sur l'échange d'informations fiscales entre le Luxembourg et les États-Unis p. 554-555

6181 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

3. du Code pénal;

4. du Nouveau Code de procédure civile p. 555-561

6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 561-562

6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État p. 562-586

Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry p. 576

Discours de M. le Président p. 586

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

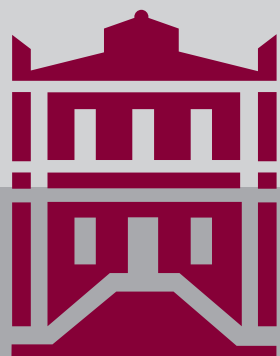




TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES 2012-2013

Compte rendu n°1

Clôture de la session ordinaire 2011-2012 et ouverture de la session ordinaire 2012-2013 p. 1

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Alexandre Krieps p. 1-2

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 2

Composition des commissions parlementaires p. 2

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 2

Discours de M. le Président p. 2

Ordre du jour p. 2-4

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État p. 4

6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy p. 4-9 p. 14

6445 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010 p. 9-10

6423 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovaquie, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011 p. 10-14

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 15

Communications p. 15-16

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 16

6450 - Proposition de loi

- portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat;

- portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 p. 16

6371 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur p. 16-17

6416 - Projet de loi portant approbation de l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010 p. 17-18

6401 - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail p. 18-19

Débat d'orientation sur l'amélioration du bien-être au travail p. 19-25

Questions urgentes n°2345 de M. Camille

Gira et n°2346 de M. Xavier Bettel sur les cartes d'identité p. 25-27

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 27-28

Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat) p. 28-33 p. 33-37

Dépôt d'une proposition de loi par M. François Bausch p. 33

Compte rendu n°2

Communications p. 38-39

6486 - Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales p. 39

Ordre du jour p. 39

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°183 du 13 novembre 2012 de Mme Tessy Scholtes relative au problème des septicémies et la meilleure façon de les prévenir voire de les guérir, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 39

- Question n°184 du 12 novembre 2012 de M. André Bauler relative à un audit sur la médecine du travail, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 39-40

- Question n°185 du 13 novembre 2012 de M. Henri Kox relative à l'exercice nucléaire du 5 et 6 décembre 2013 organisé dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 40

- Question n°186 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuelles écoutes qui auraient eu lieu à partir du centre d'instruction militaire dans le contexte de l'affaire «Bommeleer» et aux suites qu'il entend donner à ces révélations, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 40

- Question n°187 du 13 novembre 2012 de M. Eugène Berger relative à la volonté de la Commission européenne de suspendre l'application de la taxe européenne sur les émissions CO₂ aux compagnies aériennes jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à l'automne 2013, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 40

- Question n°188 du 13 novembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la disparité des primes de disponibilité entre les différents services de la Police grand-ducale (USP, Service de Police Judiciaire, commissariats d'intervention), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 41

- Question n°189 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuels abus dans le cadre de l'attribution des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et

- Question écrite n°2399 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 41-42

6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit p. 42-43

6419 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne p. 43-44

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur une éventuelle exploitation de gisements de gaz de schiste supposés au Sud du Luxembourg p. 44-46

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères p. 46-51

Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg p. 52-61 p. 62-64

Question élargie n°29 de M. François Bausch relative aux vols de nuit à l'aéroport du Findel p. 61-62

Compte rendu n°3

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 65-74

6320 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 6 octobre 2010 et

6321 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 10 mai 2010 p. 74

Motion de M. Félix Braz relative à une intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice p. 75

Hommage à Mme Vera Spautz p. 75

Communications p. 75

Ordre du jour p. 75

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Roland Schreiner p. 76

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 76

Heure d'actualité du groupe LSAP sur l'avenir de la société Cargolux et la stratégie gouvernementale en la matière p. 76-80

6393 - Projet de loi concernant les équipements sous pression transportables p. 80-81

6452 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 81-87

6103 - Projet de loi portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal p. 87-98

Hommage à la mémoire de M. René Hengel, Député honoraire p. 99

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 99

Communications p. 99-100

Ordre du jour p. 100

Dépôt d'une résolution par M. François Bausch p. 100

Résolution de M. François Bausch relative à l'instauration d'une commission d'enquête afin d'examiner les méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création p. 100

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°190 du 3 décembre 2012 de M. André Bauler relative à d'éventuelles pratiques de dumping social dans le secteur de la construction, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 100-101

- Question n°191 du 4 décembre 2012 de M. Claude Adam relative au fonctionnement de la Conférence nationale des élèves luxembourgeois (CNEL), adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 101

- Question n°192 du 3 décembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la rééducation orthopédique postopératoire, adres-

sée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 101

- Question n°193 du 3 décembre 2012 de Mme Anne Brasseur relative à la réaffectation de l'actuel bâtiment de la Bibliothèque nationale, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 101

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de la Police p. 101-105

Dépôt d'une proposition de loi par Mme Anne Brasseur p. 105

6421 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire p. 105-107

6444B - Projet de loi portant modification de l'article 24, paragraphe (2) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 107

6448 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2) la loi du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive p. 107-109

6386 - Proposition de modification du chapitre 9 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés et

6429 - Proposition de modification du chapitre 2 du Titre III «Des questions, des motions, des résolutions, des interpellations et des débats» du Règlement de la Chambre des Députés p. 110

Compte rendu n°4

6387 - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;
4. la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics;
5. le Code du Travail p. 111-122

Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux décisions de la Zone Euro sur la Grèce (suivie d'un débat) p. 123-128

6440 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011 p. 128-129

6491 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2011 p. 129

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 de la Cour des Comptes p. 129

Composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL) p. 130

Communications p. 130

Ordre du jour p. 130 p. 134

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget p. 130-133



6497 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation p. 134-136

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013
- Exposé: M. Luc Frieden, Ministre des Finances p. 136-138

6021 - Projet de loi concernant le surendettement et portant modification
1. de l'article 2016 du Code civil;
2. de l'article 536 du Code de commerce et portant abrogation
1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement;
2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile p. 138-144

6466 - Projet de loi portant approbation
- de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005
- de l'Acte final
ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1^{er} juillet au 31 octobre 2010 p. 144-149

Question élargie n°28 de M. Eugène Berger relative au changement de statuts auprès d'un prestataire de services du secteur socio-éducatif conventionné p. 149

Compte rendu n°5

6497 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation (suite)
et
6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013 (suite) p. 150-174

Communications p. 175

Composition de la Chambre des Députés p. 175

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 175

6509 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes p. 175

Ordre du jour p. 175

Dépôt d'une résolution par M. Ben Fayot p. 175-176

6499 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail p. 176-178

6373 - Projet de loi portant modification du Titre III du Livre IV du Code du Travail p. 178-179

6404 - Projet de loi portant modification:
1) du Code du Travail;
2) du Code pénal;
3) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
4) de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;
5) de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes;
6) de la loi du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;
7) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;
8) de la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
9) de la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles p. 179-181

6498 - Projet de loi portant modification de l'article L.211-11 du Code du Travail p. 181-182

6392 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la mise en œuvre de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie du 25 mai 2006, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2011 p. 182

6424 - Projet de loi portant modification de:
1) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs;
2) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 183

6366 - Projet de loi relative à l'activité de Family Office et portant modification de:
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme p. 183-185

6397 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/78/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant les directives 98/26/CE, 2002/87/CE, 2003/6/CE, 2003/41/CE, 2003/71/CE, 2004/39/CE, 2004/109/CE, 2005/60/CE, 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2009/65/CE en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers) et modifiant:
1. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
2. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
3. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
4. la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;
5. la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

6. la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative au prospectus pour valeurs mobilières;
7. la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;
8. la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché;
9. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
10. la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;
11. la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;
12. la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
13. la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif p. 185-186

Interpellation de M. Serge Urbany sur la nature des relations d'affaires entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Émirat du Qatar p. 186-192

6439 - Projet de loi sur les marchés publics de la défense et de la sécurité et portant transposition de la directive 2009/81/CE p. 193-194

Compte rendu n°6

Communication p. 195

Résolution de M. Ben Fayot relative au rôle des parlements nationaux dans la future union budgétaire, financière et économique p. 195-196

6160 - Projet de loi sur les services postaux p. 196-201

Question urgente n°2467 de M. Ali Kaes sur les perturbations sur la ligne Troisvierges-Luxembourg p. 201

6388 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie, le 16 mai 2005, et modifiant

- le Code pénal;
- le Code d'instruction criminelle;
- la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
- la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980; et
- la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine p. 201-203

6441 - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010 p. 203-204

6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg p. 204-207

6383 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 207

6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 207-211

Discours de fin d'année de M. le Président p. 211-212

Communications p. 213

Composition de la Chambre des Députés p. 213

Composition des commissions parlementaires p. 213

Ordre du jour p. 213
p. 214

Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot p. 213-214

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°194 du 29 janvier 2013 de M. Raymond Weydert relative à la réservation de terres agricoles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 214

- Question n°195 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à la prescription de l'antiacnéique «Diane 35» comme contraceptif, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 214

- Question n°196 du 30 janvier 2013 de M. Roland Schreiner relative à la lutte contre le bruit des autoroutes et des chemins de fer, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 214-215

- Question n°197 du 30 janvier 2013 de M. Claude Adam relative aux Assises de la réforme du lycée, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 215

- Question n°198 du 30 janvier 2013 de M. Roger Negri relative aux heures supplémentaires des pilotes d'aviation de ligne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 215-216

- Question n°199 du 27 janvier 2013 de M. Jean Colombera relative au test de dépistage de drogue «DrugWipe», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 216

- Question n°200 du 30 janvier 2013 de M. Fernand Diederich relative aux campagnes de sensibilisation en matière de sécurité routière pour les cyclistes et piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 216

- Question n°201 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à l'application de la norme DIN EN 590 pour gazole au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 217

6496 - Projet de loi
1. portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006 et
2. autorisant le Gouvernement à procéder aux engagements à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires au sein du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl» p. 217-218

6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique p. 218-223

6422 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011 p. 223-225

6488 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Clervaux p. 225-228

6453 - Projet de loi portant modification
1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours p. 229-230

6484 - Proposition de modification du chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés



6508 - Proposition de modification du chapitre 14 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés
et

6515 - Proposition de modification du Règlement relative à la procédure applicable aux grands projets d'infrastructure
p. 230-231

Motion de M. Ben Fayot relative à l'intervention militaire française «Serval» et à la mission militaire de l'Union européenne EUTM Mali
p. 231-232

Compte rendu n°7

Dépôt d'une proposition de loi par M. Camille Gira
p. 233

6444A - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse
p. 233-235

Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry
p. 235

Ordre du jour
p. 235
p. 254

6408 - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal
p. 235-237

Résolution de M. Alex Bodry relative à l'élargissement de la mission initiale de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État aux missions, à l'organisation, au mode de fonctionnement et au contrôle du Service de Renseignement
p. 237

Débat de consultation sur la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise
p. 237-250

6328 - Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant

1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
 2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse
 3. le Code de la sécurité sociale
- p. 250-253

6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»
p. 253-254

Hommage à la mémoire de M. Georges Wohlfart, Député honoraire
p. 255

Octroi du titre honorifique à un ancien Député
p. 255

Communications
p. 255

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
p. 255

6538 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
p. 256

Changements de composition des commissions parlementaires
p. 256

Ordre du jour
p. 256

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°206 du 26 février 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative au projet pilote du cimetière forestier dit «Bëschkierfecht», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
p. 256

- Question n°207 du 25 février 2013 de M. André Bauler relative à la reconnaissance de diplômes à caractère universitaire, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
p. 256-257

- Question n°208 du 26 février 2013 de M. Marc Angel relative à l'imminent début des travaux de revêtement de la Place de la Constitution par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'avancement des pourparlers du groupe de travail regroupant les responsables communaux et ministériels et planifiant le réaménagement de ce lieu de mémoire cher aux Luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
p. 257

- Question n°209 du 26 février 2013 de M. François Bausch relative à la révision de la loi du 4 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
p. 257

- Question n°210 du 26 février 2013 de M. Marcel Oberweis relative aux mesures de compensation environnementales dans la vallée de l'Alzette, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
p. 257

- Question n°211 du 26 février 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration de Henri VII, adressée à M. le Ministre d'État
p. 257-258

- Question écrite n°2462 de Madame Anne Brasseur relative au Conseil d'administration de l'établissement public «Radio socioculturelle», adressée à Madame la Ministre de la Culture
p. 258

- Question n°212 du 25 février 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'une photographie sur la carte d'identification de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
p. 258

- Question n°213 du 23 février 2013 de M. Jean Colombero relative à l'expulsion d'un élève du Lycée Technique Agricole, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
p. 258-259

- Question n°214 du 25 février 2013 de M. Fernand Etgen relative aux retards de l'enquête sur les causes d'un incident qui s'est produit en date du 6 février 2013 sur le tarmac du Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
p. 259

- Question n°215 du 25 février 2013 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la vente de produits de tabac dans les commerces se trouvant dans les hôpitaux, adressée à M. le Ministre de la Santé
p. 259

- Question n°216 du 23 février 2013 de M. Jean Colombero relative au test capillaire de drogues, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
p. 259-260

Question élargie n°30 de M. Robert Weber sur le suivi de la faillite d'une grande entreprise de construction luxembourgeoise
p. 260

Question élargie n°31 de M. Robert Weber sur la préretraite-solidarité
p. 260-261

Question élargie n°32 de Mme Anne Brasseur sur une nouvelle affectation de plusieurs bâtiments publics
p. 261-262

6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail
p. 262-267

6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
p. 268

5863 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution
et

6528 - Proposition de modification de l'annexe 4 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» du Règlement de la Chambre des Députés
p. 268

Dépôt d'une proposition de loi par M. Xavier Bettel
p. 269

6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012
p. 269-277

6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et portant

1. modification de la loi générale des impôts;
 2. abrogation de la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs
- p. 277-279

6470 - Projet de loi

- portant transposition

- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
p. 279

Heure d'actualité du groupe politique dégréng au sujet du récent scandale alimentaire autour de plats surgelés issus d'une production locale
p. 279-284

Compte rendu n°8

Motion de M. Félix Braz relative à l'intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice
p. 285-287

6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007
p. 287

6482 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010
p. 287-288

6504 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012
et

6505 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012
p. 288-290

6284 - Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves
p. 290-295

Hommage à la mémoire de M. Aly Schroeder, Député honoraire
p. 296

Communications
p. 296-297

6546 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988
et

6553 - Proposition de loi visant à modifier 1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003
et

2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques
p. 297

Ordre du jour
p. 297

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°217 du 19 mars 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'assurance volontaire prévue dans le cadre de la réforme de l'assurance pension, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
p. 297

- Question n°218 du 18 mars 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'offre de menus diététiques dans les cantines scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
p. 297

- Question n°219 du 18 mars 2013 de M. Roger Negri relative au logement encadré pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
p. 297-298

- Question n°220 du 19 mars 2013 de M. Henri Kox relative aux consultations publiques relatives à deux propositions de décision de l'ASN concernant le nucléaire français et l'impact éventuel sur la centrale

de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé
p. 298

- Question n°221 du 19 mars 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'exposition «iLux, Identitéen zu Lëtzebuerg», adressée à Mme la Ministre de la Culture
p. 298

- Question n°222 du 19 mars 2013 de M. Claude Meisch relative au centre de formation professionnelle ArcelorMittal à Differdange, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
p. 298-299

- Question n°223 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombero relative au «Plan Marshall» pour dynamiser l'économie luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
p. 299

- Question n°224 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombero relative au plan d'action nationale Démence, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
p. 299-300

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'audit de la santé au travail au Luxembourg élaboré par l'Université de Liège en collaboration avec la Division de la Santé au Travail et présenté par M. le Ministre de la Santé en décembre 2012 ainsi que sur les conclusions à en tirer
p. 300-303

Interpellation de M. Claude Adam sur la participation et la représentation des élèves au sein des écoles et des lycées luxembourgeois
p. 303-308

Question urgente n°2618 de M. François Bausch sur le sauvetage de Chypre par un prélèvement sur les comptes d'épargne
p. 308-310

6327 - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation
p. 310

6437 - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et
- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard
p. 310-311

6418 - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant:

- 1) le Code d'instruction criminelle;
- 2) le Code pénal;
- 3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses;
- 4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative;



5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 311-315

6534 - Projet de loi portant approbation
1. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse, signé à Cannes, le 15 mai 2011; et
2. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande, signé à Galway, le 9 juillet 2011 p. 315-316

Compte rendu n°9

6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg p. 317-323

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013)29 final) et à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013)28 final)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 323-325

Débat d'orientation sur l'état actuel de la viticulture p. 325-331

Dépôt d'une proposition de loi par M. Gast Gibéryen p. 331

Communications p. 332

Changement de composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL) p. 332

Ordre du jour p. 332

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°225 du 9 avril 2013 de Mme Diane Adehm relative au droit à l'oubli numérique, adressée à M. le Ministre de la Justice et à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 332-333

- Question n°226 du 8 avril 2013 de M. André Bauler relative au développement des friches industrielles à Wiltz, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 333

- Question n°227 du 9 avril 2013 de M. Ben Fayot relative au traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril par l'Assemblée générale de l'ONU, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères p. 333

- Question n°228 du 9 avril 2013 de M. Camille Gira relative à la gestion des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 334

- Question n°229 du 9 avril 2013 de M. Félix Eischen relative à un système d'aver-tissement qui détecte la circulation à contresens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 334

- Question n°230 du 9 avril 2013 de M. Gast Gibéryen relative à un récent jugement concernant le dossier «Saarautobunn», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 334-335

- Question n°231 du 9 avril 2013 de M. Roger Negri relative à la protection des masses d'eau souterraine, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 335

- Question n°232 du 9 avril 2013 de M. Fernand Etgen relative à la criminalité lourdement armée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 335

- Question n°233 du 8 avril 2013 de M. Jean Colombera relative à deux audits sur les «Transports intercommunaux du canton d'Esch» (TICE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 335-336

- Question n°234 du 9 avril 2013 de M. Alexandre Krieps relative aux examens médicaux pour arbitres, adressée à M. le Ministre des Sports p. 336

- Question n°235 du 9 avril 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évolution de la violence envers des personnes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 336

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet du risque d'une libéralisation et d'une privatisation du secteur de l'approvisionnement en eau p. 336-339

6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées p. 339-340

Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet des sanctions à disposition de l'Union européenne p. 340-343

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État p. 344-348

Débat sur l'état de la nation p. 348-358

Compte rendu n°10

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 359-371

Déclaration de M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes p. 371

Hommage à M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes p. 371-372

Hommage à Mme Marie-Josée Jacobs, ancienne Députée, ancienne Ministre p. 372-373

Hommage à M. Marc Spautz, ancien Député, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et Ministre aux Relations avec le Parlement p. 373

Communications p. 373

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 373

6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale p. 373-374

Ordre du jour p. 374

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Pierre Mellina p. 374-375

Changement de composition des organes de la Chambre des Députés p. 375

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 375

6467 - Projet de loi portant modification

- du Code du Travail
- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et

- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux p. 375-377

6503 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet
a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;

b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation;

c) l'institution d'un Conseil scientifique;

2) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 377-378 p. 398

6522 - Projet de loi portant création d'un lycée à Clervaux p. 378-380

6550 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat p. 380-382

6434 - Débat d'orientation sur la politique en matière d'emploi p. 383-398

6507 - Projet de loi portant modification:
1. de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection;
2. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 398-401

6330 - Projet de loi relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de

1) l'article 104 du Code civil;
2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;
3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003

et abrogeant

1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et

2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire p. 401-407

Compte rendu n°11

Question urgente n°2721 de M. André Bauler sur les épreuves en langue anglaise à l'examen de fin d'études secondaires p. 408

Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg p. 408-426

6501 - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 427

6506 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque des règlements internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936 p. 427

6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 427-428

Communications p. 428-429

Ordre du jour p. 429 p. 430-431

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel p. 429

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 429-430

6485 - Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce p. 431-433

6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier p. 433

6549 - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de

la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne p. 433

Heure d'actualité du groupe parlementaire DP et du groupe parlementaire déi gréng au sujet du rapport présenté à la presse luxembourgeoise quant à la prise de participation par des investisseurs qataris dans Cargolux p. 433-438

6380 - Débat d'orientation sur la neutralité d'Internet p. 438-445

Débat d'orientation sur la mobilité transfrontalière p. 445-453

Compte rendu n°12

Ordre du jour p. 454

Débat demandé par le groupe politique DP et le groupe politique déi gréng sur l'exercice par M. le Ministre Luc Frieden, Ministre de la Justice de 1998 à 2009, de ses responsabilités dans le contexte de l'instruction du dossier de l'affaire dite «Bommeleeeër»

Motion de M. Xavier Bettel relative à la présentation par le Gouvernement de sa démission au Grand-Duc

et

Résolution de M. Félix Braz relative au retrait de confiance à M. le Ministre Luc Frieden p. 454-467

Communications p. 467

Ordre du jour p. 467

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°236 du 18 juin 2013 de Mme Martine Mergen relative au futur de la médecine personnalisée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 468

- Question n°237 du 17 juin 2013 de M. Eugène Berger relative à la participation du Luxembourg au développement du programme «INDECT», adressée à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 468

- Question n°238 du 18 juin 2013 de M. Roger Negri relative à un accident mortel qui s'est produit le 10 juin 2013 sur la Collectrice du sud au lieu-dit «Biff», la sécurisation particulière de l'ouvrage d'art en question, ainsi que la sécurisation en général des bennes de camion, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 468-469

- Question n°239 du 18 juin 2013 de M. Henri Kox relative à une enquête indépendante concernant l'incendie du 7 juin 2013 à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 469

- Question n°240 du 17 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la vaccination obligatoire pour les élèves du Lycée technique pour professions de santé, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 469

- Question n°241 du 18 juin 2013 de M. André Bauler relative à l'offre complémentaire pour les enseignants du cycle 1 de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 469

Heure d'actualité demandée par les groupes politiques CSV, LSAP, DP et déi gréng sur les recommandations de la Commission européenne au Gouvernement en rapport avec le pacte de stabilité et de croissance p. 469-473

6532 - Projet de loi

1. portant approbation de l'accord dénommé «Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland über die Gewährung eines Finanzierungsanteiles für den Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier-Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West», signé à Luxembourg le 29 octobre 2012;

2. sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infra-



structure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West p. 474-478

6548 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012 p. 478

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le quatrième rapport de la Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI) p. 478-481

6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012 p. 482 p. 484

6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012 p. 482-483

6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets p. 483-484

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 484

Interpellation de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur touristique au Luxembourg p. 484-491

Motion de M. Félix Braz relative à l'invitation du Gouvernement à signifier au gouvernement turc l'attachement du Luxembourg au respect des droits de l'Homme et des libertés, de demander la libération de tous les manifestants pacifiques incarcérés et de s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants p. 491

Compte rendu n°13

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 492

Communications p. 492-493

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 327 final)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 493

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (EU) n°1151/2012, (UE) (...)/2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 265)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 493-494

Ordre du jour p. 494

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser p. 494

Dépôt d'une résolution par M. Claude Adam p. 494

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°242 du 1^{er} juillet 2013 de M. Eugène Berger relative à la mise sur écoute

d'institutions européennes par des services secrets américains, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères p. 494-495

- Question n°243 du 1^{er} juillet 2013 de M. Henri Kox relative au pacte logement avec les communes, adressée à M. le Ministre du Logement et à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 495

- Question n°244 du 30 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la construction d'éoliennes le long de la Moselle, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 495

- Question n°245 du 1^{er} juillet 2013 de Mme Anne Brasseur relative aux règlements d'exécution de lois en souffrance, adressée à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement p. 495

- Question n°246 du 2 juillet 2013 de M. Fernand Kartheiser relative au respect des droits de l'Homme en France, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères p. 496

- Question n°247 du 2 juillet 2013 de M. Gast Gibéryen relative aux allocations familiales, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 496

- Question n°248 du 2 juillet 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 496

Résolution de M. Claude Adam relative à la surveillance et à l'espionnage de la part des États-Unis p. 496-497

Question élargie n°33 de M. Marcel Oberweis sur l'indicateur du bien-être p. 497

6494 - Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac p. 498-504

Débat de consultation sur l'élaboration d'un nouveau plan hospitalier p. 504-510

6390 - Projet de loi concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant:

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

8. le Code de la sécurité sociale;

9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) p. 511-515

Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter p. 515

6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit p. 515-516

6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schiffange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration

6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1^{ère} phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les

communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3 p. 516-518

6479A - Projet de loi portant modification a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale p. 518-520

Débat d'orientation sur l'armée luxembourgeoise p. 520-527

Communications p. 527

6586 - Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 527-528

6587 - Proposition de loi portant modification de l'article 17 (3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets p. 528

Ordre du jour p. 528

6124 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 528-533

6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires) p. 533-537 p. 538

6426 - Projet de loi modifiant:

a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics p. 537-538

Motion de M. François Bausch sur la fermeture systématique de l'aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 6.00 heures p. 538-541

Compte rendu n°14

6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre Ier du Code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales p. 542

6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 542-548

Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany p. 549

6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification:

- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);

- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code de Commerce;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 549-551

6398 - Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme p. 551-552

6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques p. 552-554

Question élargie n°34 de M. Jacques-Yves Henckes sur l'échange d'informations fiscales entre le Luxembourg et les États-Unis p. 554-555

6181 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

3. du Code pénal;

4. du Nouveau Code de procédure civile p. 555-561

6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 561-562

6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État p. 562-585

Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry p. 576

Discours de M. le Président p. 586



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2751	Claude Adam	Transparence des frais liés à la consommation d'Internet mobile
2761	Claude Adam	Séminaire sur le rapport sur l'analyse des relations actuelles entre l'État et les Cultes
2814	Jean Colombera	Protection des données dans le secteur des services de soins
2816	Fernand Kartheiser	Diplôme de fin de stage des enseignants d'éducation physique
2834	Serge Wilmes	Site de Cinqfontaines et suites que le Gouvernement entend donner au rapport sur les spoliations des juifs pendant la Seconde Guerre Mondiale
2839	Marcel Oberweis	Programme Énergie intelligente pour l'Europe
2841	Fernand Etgen	Remboursement de subsides agricoles à l'Union européenne
2844	Claude Haagen	Traitement des demandes en relation avec un assainissement énergétique d'une maison d'habitation existante
2846	Jacques-Yves Henckes	Cartes de priorité et d'invalidité
2847	Jean Colombera	Collecte des déchets d'emballages d'origine ménagère
2850	Jean Colombera	Fermeture de la maternité du Centre Hospitalier du Nord
2851	Jean Colombera	Utilisation des clignotants dans un carrefour giratoire
2854	Eugène Berger	Participation du Luxembourg à la protection de la réserve naturelle Yasuni en Équateur
2855	Jean Colombera	Promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables
2856	Gast Gibéryen	Zone d'activité économique «Hinter der Berck» à Steinfort
2858	Viviane Loschetter	Avenir du projet «Job Coaching» de l'a.s.b.l. ATP
2861	Fernand Etgen	Indemnisation du dommage causé par des espèces comme le blaireau ou les corneilles

Question 2751 (28.5.2013) de M. Claude Adam (*déi gréng*) concernant la transparence des frais liés à la consommation d'Internet mobile:

Des clients d'un opérateur de téléphonie mobile viennent de m'informer que des factures exorbitantes leur ont été adressées suite à la souscription d'un premier abonnement pour smartphones à l'intention de leurs enfants. Dans l'un des cas, il s'agissait d'une formule avec SMS illimités, mais trafic data (Internet) payant et dans l'autre cas d'un petit forfait data. Les montants exorbitants provenaient donc d'un côté d'une utilisation intensive, mais souvent non intentionnée de la connexion Internet du téléphone et de l'autre côté d'un dépassement significatif du forfait data inclus. Cette erreur ne fut découverte qu'avec l'arrivée de factures allant jusqu'à 1.000 euros, voire plus. Le nombre de plaintes similaires auprès de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs démontre qu'il s'agit d'un problème assez fréquent.

La difficulté des nouveaux utilisateurs - jeunes ou âgés - de smartphones à maîtriser leur consommation d'Internet mobile est largement favorisée par le fait qu'ils ne découvrent l'impact financier de leur consommation que lors de l'envoi de la première facture. En général, les clients sont alors directement frappés par des notes élevées sur deux mois, car la première facture arrive en général vers le milieu ou la fin du deuxième mois. Pour les jeunes primo-utilisateurs, ce décalage rend évidemment très difficile la supervision par les parents.

Il existe pourtant une solution idéale qui a déjà fait ses preuves pour les frais de roaming. Les clients luxembourgeois bénéficient en effet d'un mécanisme de protection financière en matière de roaming au sein de l'Union européenne. Il s'agit d'un plafond de consommation de 50 euros par mois dans les pays de l'UE, combiné à une obligation pour l'opérateur d'informer les clients dès qu'ils arrivent à 80% du seuil prédéfini. Avec ce système, le client

peut donc décider en toute connaissance de cause soit de garder la limite par défaut, soit de la désactiver pour le mois en cours, soit de la relever pour tous les mois à venir. Or, il n'existe à l'heure actuelle pas d'obligation légale pour les opérateurs luxembourgeois d'appliquer un système similaire à leurs clients en matière de consommation nationale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est conscient du problème invoqué? Est-ce qu'il a déjà eu connaissance de tels cas de «mauvaise surprise» pour les primo-utilisateurs de smartphones?

2) Monsieur le Ministre est-il d'accord pour soit élargir le mécanisme de protection en matière de roaming à la consommation d'Internet mobile nationale, soit introduire une autre limite de consommation nationale combinée à un avertissement préalable des clients? Si oui, à quelle échéance? Si non, pourquoi?

3) Ne faudrait-il pas instaurer un plafond similaire pour le roaming hors Union européenne afin de rendre également transparent les frais de roaming en Turquie, aux États-Unis, etc.?

Réponse (17.9.2013) de M. Luc Frieden, Ministre des Communications et des Médias:

En tant que ministre et en tant que père d'enfants utilisateurs de smartphones, je suis tout à fait conscient des problèmes évoqués. J'attache d'ailleurs une grande importance à une bonne protection et information des consommateurs.

J'invite donc les opérateurs à rendre leur tarification aussi transparente que possible et les utilisateurs à s'informer au préalable et en détail sur les abonnements offerts.

Une partie des utilisateurs de smartphones ont un abonnement sur base d'un forfait mensuel sans limite d'utilisation. Pour eux la situation décrite ne peut pas arriver. Ensuite beaucoup de jeunes ont recours à une formule «prepaid». Dans ce cas la dépense ne peut jamais dépasser le montant payé d'avance. Finalement les opérateurs proposent des formules, pouvant différer de l'un à l'autre, permettant d'éviter les mauvaises surprises, comme par exemple le forfait avec limite mais bloqué à l'atteinte de la limite, et les utilisateurs peuvent toujours opter

pour une formule sans trafic data. En général les opérateurs cherchent aussi à informer les clients et certains offrent une application permettant de connaître à tout moment le montant dépensé.

La situation décrite peut cependant arriver si un utilisateur ou les parents d'un enfant souscrivent à un abonnement sans forfait ou avec un petit forfait non bloqué pour l'utilisation d'un smartphone. Cette formule peut par exemple être intéressante si on a l'intention d'utiliser l'appareil essentiellement pour téléphoner et pour naviguer en Wi-Fi. Certains appareils sont cependant configurés de façon à télécharger automatiquement des mises à jour de logiciels en connexion mobile. Il est aussi possible qu'un utilisateur se connecte à Internet par inadvertance ou qu'il se connecte sciemment à Internet sans être conscient du coût des opérations effectuées.

Si cela arrive, il est toujours utile de contacter l'opérateur. Certains opérateurs sont en effet disposés à ramener la facture à un niveau raisonnable ou à faire bénéficier l'abonné d'une note de crédit dans le souci de soigner la relation avec le client.

La deuxième question concerne l'opportunité de prévoir une obligation pour les opérateurs d'envoyer un message d'avertissement en cas de dépassement d'un certain seuil de dépenses pour les utilisations nationales, similaire à celle prévue par le règlement européen sur les tarifs d'itinérance (roaming). Il faut à ce sujet rappeler que le règlement européen s'applique directement aux opérateurs. S'il s'agissait d'une directive devant être transposée en droit national, la question aurait probablement été soulevée lors des débats sur la loi nationale. En effet, pour prévoir une obligation de ce type il faut légiférer. J'estime utile que le Luxembourg se dote d'une telle législation.

Sur le plan technique, il s'avère que la solution mise en place par les opérateurs dans le cadre du roaming n'est pas nécessairement transposable au trafic national. J'entends cependant inviter les opérateurs à mettre en place un tel système d'avertissements.

Finalement, en ce qui concerne la troisième question, les trois opérateurs consultés ont chacun intégré les dépenses encourues en roaming hors UE dans le système d'avertissement mis en place en application du règlement européen sur les tarifs d'itinérance à l'intérieur de l'UE. Ils offrent donc dès à présent le service revendiqué.

Question 2761 (4.6.2013) de M. Claude Adam (*déi gréng*) concernant le séminaire sur le rapport sur l'analyse des relations actuelles entre l'État et les Cultes:

Suite au débat d'orientation sur les futures relations entre l'État et les Cultes que j'avais initié en 2011, l'ancien Ministre des Cultes, Monsieur François Biltgen, avait chargé un groupe d'experts de rédiger un rapport sur l'analyse des relations actuelles. Par la suite, ce rapport était l'objet d'un séminaire, sous la tutelle du Ministre des Cultes, entre le groupe d'experts et les représentants des Cultes et des organisations laïques du Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quelles conclusions le Gouvernement tire-t-il du séminaire susmentionné?

2) Quand est-ce qu'un rapport de ce séminaire sera publié?

3) Quelles seront les étapes suivantes en vue d'une réforme des relations financières entre l'État et les Cultes?

Réponse (17.9.2013) de M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Cultes:

Monsieur le Député s'enquiert en substance des conséquences que le Gouvernement a l'intention de dégager du rapport des experts sur l'avenir des relations entre État et Cultes, ainsi que des différents séminaires subséquents à la publication du rapport.

Les questions mises en avant touchent bien plus que la gestion courante des affaires et visent des décisions politiques nouvelles que l'actuel Gouvernement ne peut aborder.

Les décisions à prendre relèvent du choix du prochain Gouvernement sur base de l'accord de coalition et du programme gouvernemental qui va en ressortir.

Question 2814 (15.7.2013) de M. Jean Colombera (*Onofhängeg*) concernant la protection des données dans le secteur des services de soins:

Anlässlich einer Pressekonferenz eines Heimpflege-Netzwerkes wurde mehrmals unterstrichen, dass die Handhabung von Patientendaten im elektronischen Patientendossier sicherer vor Missbrauch ist als die Akte auf Papier, allerdings hänge dies von den Rahmenbedingungen und der kontinuierlichen Kontrolle ab mit externer Auditierung.

Fragen:

1) Wird es einen Datenschutzbeauftragten im Gesundheits- und Sozialwesen geben und falls ja, wird dieser Beauftragte von unabhängiger Seite überprüft?

2) Gibt es jetzt schon einen Datenschutzbeauftragten bei allen Dienstleistern im Gesundheits- und Sozialwesen?

3) Welchen Spezialisierungsgrad muss ein solcher Beauftragter vorweisen?

4) Wie sehen die Audits aus und nach welcher internationaler Vorlage wird überprüft?

5) Gibt es bereits national eine Identitätskarte für das Pflegepersonal und medizinische Dienstleister, die einer „Health Professional Card (HPC)“ entspricht, um über Chipkarte die elektronische Patientenakte einzulesen?

6) Auf welcher offiziellen Webseite sind die genauen Vorgaben für die Handhabung des Datenschutzes im Gesundheits- und Sozialwesen und eventuelle Strafen bei Verstoß veröffentlicht?

7) Denkt der Minister nicht, dass es zunächst Strukturen für einen lückenlosen Datenschutz im Gesundheits- und Sozialwesen hätte geben müssen, ehe die Dienstleister sich in gewagte eSanté Projekte hineinmanövierten?

Réponse (3.10.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

1) und 2) Das Gesundheits- und das Sozialwesen unterliegen den generellen Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 2. August 2002 betreffend die Absicherung der Personen in Bezug auf die Behandlung von personenbezogenen Daten. Artikel 40 des besagten Gesetzes sieht die Schaffung von Datenschutzbeauftragten in allen Unternehmen und staatlichen Verwaltungen und Institutionen auf fakultativer Basis vor. Aus diesem Grund gibt es in verschiedenen Verwaltungen oder größeren Betrieben wie Spitäler heute schon Datenschutzbeauftragte, ohne dass man jedoch generell von der Existenz eines solchen ausgehen könnte. Die Novellierung des Datenschutzgesetzes von 2007 hat jene Bestimmung abgeschafft, laut welcher die Arbeit des Datenschutzbeauftragten von unabhängiger, also externer Seite überprüft werden sollte.

Zusätzlich hat die durch Artikel 60ter der Sozialgesetzgebung geschaffene e-Gesundheitsagentur Kompetenzen in diesem Bereich bekommen:

«(1) Il est mis en place une «Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé», désignée ci-après par l'«Agence» qui a pour missions:

(...) 2) la promotion de l'interopérabilité et de la sécurité dans la mise en place de systèmes d'information de santé, moyennant:

- la production et la promotion de référentiels contribuant à l'interopérabilité et à la sécurité des systèmes d'information de santé;

- la mise en oeuvre d'une convergence des systèmes d'information de santé grâce à l'implémentation des référentiels d'interopérabilité;

- la veille des normes et standards pour les systèmes d'information en santé;

- la collaboration avec les organisations internationales en charge de la standardisation dans le domaine des systèmes d'information de santé.

Zu diesem Themenbereich hat die Antwort auf die parlamentarische Anfrage n°2826 bereits Informationen enthalten (cf. *compte rendu n°13/2012-2013*).

3) Die Voraussetzungen für die Zulassung zur Funktion des Datenschutzbeauftragten sind in Artikel 40, Absatz 6 bis 9 des obengenannten Gesetzes festgelegt:

„(...) (6) Peuvent être désignés à la fonction de chargé de la protection des données les per-



sonnes physiques et morales qui sont agréées par la Commission nationale.

(Loi du 27 juillet 2007)

(7) L'agrément pour l'activité du chargé de la protection des données est subordonné à la justification d'une formation universitaire accomplie en droit, économie, gestion d'entreprise, sciences de la nature, ou informatique (...).

(8) Par dérogation au paragraphe précédent, les membres inscrits dans une des professions réglementées suivantes peuvent être agréés comme chargé de la protection des données sans autre condition: avocat à la Cour, réviseur d'entreprises, expert-comptable, médecin.

Un règlement grand-ducal peut ajouter à cette liste d'autres professions réglementées et assujetties à un organisme de surveillance ou de discipline, soit officiel soit propre à la profession et reconnu par la loi.

(9) La Commission nationale vérifie les qualités de tout chargé de la protection des données. Elle peut s'opposer à tout moment à la désignation ou au maintien du chargé de la protection des données lorsqu'il:

(a) ne présente pas les qualités requises pour la fonction de chargé de la protection des données; ou

(b) est d'ores et déjà en relation avec le responsable du traitement dans le cadre d'autres activités que celle du traitement des données et que cette relation fait naître un conflit d'intérêts limitant son indépendance.

En cas d'opposition de la Commission nationale, le responsable du traitement dispose de trois jours pour désigner un nouveau chargé de la protection des données.(...) »

4) Die in diesem Bereich erstellten Audits werden von den gängigen Auditoren nach ihren jeweiligen Gewohnheiten erstellt, die Kommission nationale de la protection des données (CNPD) hat eine eigene Auditmethode entwickelt, da zurzeit noch keine internationale Norm in diesem Bereich besteht. Die CNPD hat in den vergangenen Jahren regelmäßig die staatlichen Verwaltungen, welche große Datenmassen verwalten, wie das CTIE, das Centre commun de la sécurité sociale, das die Gesundheits- und Sozialversicherungsdaten der staatlichen Institutionen verwaltet, sowie die Inspection générale de la sécurité sociale, welche Statistiken auf Basis besagter Daten erstellt, in Sachen Datenschutz kontrolliert.

5) Es gibt derzeit keine nationale Identitätskarte für Pflege- und Dienstleistungspersonal. Die e-Gesundheitsagentur („Agence eSanté“) hat im Zusammenhang mit dem Zugang zur nationalen Austauschakte des Patienten („Dossier de Soins Partagé“) gangbare Lösungen erarbeitet, welche im Interesse des Patienten den Zugang des medizinischen Personals zu den gesammelten Daten ermöglichen und zu gleicher Zeit diesen Zugang konsequent gegenüber Nicht-befugten abriegeln.

Eine speziell für den Gesundheitssektor hergestellte Karte erscheint vom Kosten-/Nutzen-Verhältnis aus nicht sinnvoll. Die klare Erkennung der Person, welche auf Daten zugreifen möchte, kann mit gleicher Sicherheit durch andere elektronische Lösungen, wie etwa den Einsatz von LuxTrust-Karten oder den geplanten, nationalen elektronischen Ausweis („carte d'identité électronique“) erfolgen. Die nationale Plattform für Gesundheitsdaten wird diese Lösungen unterstützen.

6) Weitere Informationen zu allen gesetzlichen Grundlagen im Bereich Datenschutz finden sich auf der Internetseite der CNPD: www.cnpd.lu. Artikel 38 und 39 des abgeänderten Gesetzes vom 2. August 2002 betreffend die Absicherung der Personen in Bezug auf die Behandlung von personenbezogenen Daten regelt die Ahndung der Zuwiderhandlungen.

Des Weiteren unterliegen sowohl die Gesundheitsberufe, als auch deren Hilfspersonen, einer strafrechtlich geschützten Schweigepflicht. Bei Missachtung der beruflichen Schweigepflicht ist Artikel 458 des Strafgesetzbuches anwendbar und sieht schwere Haftstrafen vor. Auch an-

dere Straftatbestände, wie etwa das unrechtmäßige Eindringen in Informatiksysteme, sind gegebenenfalls anwendbar.

Zudem unterliegen sämtliche Gesundheitsberufe dem jeweiligen Ständerecht. Dieses verbietet jede Form des Bruchs der ärztlichen Schweigepflicht. Die disziplinarischen Strafen können hier bis zu einem lebenslangen Berufsverbot führen.

7) Dem Datenschutz muss im Gesundheitswesen ein besonderer Stellenwert zukommen, da es sich bei Gesundheitsdaten um sehr sensible persönliche Daten handelt.

Deshalb wird auch die nationale Austauschplattform für Gesundheitsdaten ein hohes Maß an Datenschutz gewährleisten, vergleichbar mit den in anderen sensiblen Bereichen angewandten Schutzmaßnahmen.

Kein elektronisches System wird eine totale Datensicherheit gewährleisten können. Der mit der Verbesserung des Datenaustauschs verbundene Nutzen für den Patienten darf hier jedoch, trotz der Sensibilität für Datenschutz, nicht aus den Augen verloren werden.

Es ist in der Tat wissenschaftlich anerkannt, dass die Verbesserung der Verfügbarkeit von Patientendaten, insbesondere durch die Vernetzung von Daten aus den verschiedenen Sektoren des Gesundheitswesens, einen wesentlichen Beitrag zur Patientensicherheit und zur Qualität der Gesundheitsdienstleistungen leisten kann.

Es kommt so zum Beispiel alljährlich zu vermeidbaren medikamentösen Interaktionen, welche im schlimmsten Fall zum Tod des Patienten führen können, weil dem verschreibenden Arzt nicht bekannt ist, dass ein anderer Arzt parallel dazu ein nicht mit diesem verträgliches Medikament verschrieben hat. Ein elektronisches Register der aktiven Medikation, wie von der nationalen e-Gesundheitsagentur angestrebt, könnte dies verhindern helfen.

Question 2816 (17.7.2013) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le diplôme de fin de stage des enseignants d'éducation physique:

An enger Affär em en „Diplôme de fin de stage“ vun engem Kandidat fir Sportprofessor, koomt et desléischt zu enger Rei vu Froen rondrëm déi applizéiert Prozeduren. Besonnesch eng Professoren-Gewerkschaft huet Zweifel souwuel iwwert déi prozedural Froen ugemellt wéi och iwwert d'Berechtigung vun deene schlussendlech getraffenen Décisiounen.

D'Regierung hat an dëser Affär en „Commissaire spécial“ genannt, dee seng Décisioun den 11. Mee 2012 dem Recteur vun der Universitéit Lëtzebuerg matgedeelt huet.

Dowéinst wollt ech der Madame Minister fir d'Héichschoulwiesen dës Froen stellen:

1. Am Zoch vun der Argumentatioun ass behaupt ginn, datt d'Litige-Kommissioun vun der Universitéit Lëtzebuerg hirer Aarbecht net respektiv net an deene richtegen Délaien nokomm wier. Wéi stellt sech d'Madame Minister zu deem Virwor? Huet si an der Tëschenzäit am Dialog mat der Universitéit eng Verbesserung vun de Prozedure gefuerdert oder schonn erreicht?

2. Och am Zesummenhank mat dësem Dossier ass de Verdacht vun enger politescher Bevurdelegung opkomm. Kann d'Madame Minister mir soen, wéi dacks an der Vergaangenheet schonn esou e Spezialkommissär vun der Regierung agesat gouf? Wat wore seng Aufgaben, a wéi engem geneeë Kontext gouf en agesat a wat wore seng Konklusiounen?

3. Fénnt d'Madame Minister et normal, datt den Avis vun der Spezialkommissär anescht ausfällt wéi déi fréier Décisiounen vun der Universitéit am selwechten Dossier? Den Här Spezialkommissär huet hei mat dem Argument „in dubio pro reo“ operéiert. Kann d'Madame Minister erklären, wou genee an dësem Fall den Dubium ze erkenne wor?

4. Déi Décisioun vum Här Spezialkommissär, déi den 11. Mee 2012 dem Här Recteur vun der Universitéit matgedeelt gouf, wor net begrënt. Hätt dës Décisioun net misse begrënt ginn?

5. Kann d'Madame Minister déi genee legal Grondlagen nennen, déi deene verschiddene Schrëtt an dëser Prozedur entsprechen, inklusiv der Nominatioun vun engem Spezialkommissär, der Auswiel vun der Persoun vum Spezialkommissär an der Begrënnung respektiv Netbegrënnung vu senger Décisioun?

Réponse (30.9.2013) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En réponse à la question parlementaire n°2816 de l'honorable Député Fernand Kartheiser, j'ai l'honneur de vous apporter les précisions suivantes:

Dans l'affaire citée, la commission des litiges de l'Université du Luxembourg a été saisie d'un litige concernant la décision prononcée par l'université dans le cadre de la partie théorique du stage pédagogique. La commission des litiges s'est prononcée sur la forme dont la décision a été émise. Or, l'appelant a introduit le recours en demandant une nouvelle appréciation de son dossier pour ce qui est de son contenu. L'affaire a été portée devant le Tribunal administratif et l'université a été déboutée. Par la suite, la commission des litiges de l'Université du Luxembourg n'a pas exécuté le jugement et n'a pas repris le dossier pour se prononcer sur son fond. Saisi par le plaignant suite à la non-exécution du jugement, le Tribunal a procédé à la mise en place d'un commissaire spécial. Cette procédure relève donc du pouvoir judiciaire et non pas de l'exécutif ou de l'université. Le commissaire spécial a ordonné à l'université de se mettre en conformité avec le jugement dans le délai d'un mois. Vu l'absence de mise en conformité endéans le délai, vu l'absence de pièces confirmant ou infirmant la décision de promotion et vu les délais encourus depuis le début de l'affaire, le commissaire doit juger en lieu et en place de l'université. L'instauration d'un commissaire spécial relève uniquement du pouvoir judiciaire, le commissaire spécial agissant en toute indépendance. Aucune influence n'a été exercée.

L'université s'est mise en conformité avec le principe du jugement en modifiant son règlement d'ordre intérieur. La commission des litiges est tenue de se prononcer également sur le fond des recours.

Question 2834 (7.8.2013) de M. Serge Wilmes (CSV) concernant le site de Cinqfontaines et les suites que le Gouvernement entend donner au rapport sur les spoliations des juifs pendant la Seconde Guerre Mondiale:

Cela fait 68 ans que la Seconde Guerre Mondiale est terminée et nombre de pays prennent les mesures nécessaires afin de sauvegarder les camps d'internement ou autres lieux de déportation des juifs, afin d'éviter leur déperissement. Ainsi, la caserne Dossin à Malines en Belgique a vu l'érection d'un musée et l'inauguration s'est faite en novembre 2012 en présence du Roi Albert II.

Le site de Cinqfontaines (Fünfbrunnen) est l'endroit au Luxembourg où plusieurs centaines de juifs, malades et âgés pour la plupart, ont été regroupés par l'occupant nazi. De là ils ont été envoyés en déportation vers les camps d'extermination.

Récemment une initiative privée a présenté un projet de mémorial sur ce site, afin de le préserver.

Au-delà de cette initiative actuelle, le projet d'ériger à Luxembourg-ville un monument national à la mémoire des juifs du Luxembourg assassinés pendant la guerre ne semble pas avoir progressé, ni d'ailleurs les autres recommandations du rapport sur les spoliations des juifs entre 1940 et 1945, datant d'il y a plus de quatre ans maintenant.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Est-ce que le Gouvernement entend prendre une initiative rapidement pour sauvegarder le site de Cinqfontaines et le transformer en lieu de mémoire pérenne?

- Est-ce que le Gouvernement a donné son accord pour financer, aux côtés du bourgmestre de la capitale un monument à la mémoire des juifs du Luxembourg assassinés pendant la Seconde Guerre Mondiale à Luxembourg-ville?

- Dans quel laps de temps le Gouvernement entend-il enfin donner une suite concrète à toutes les recommandations du rapport sur les spoliations des juifs entre 1940 et 1945?

Réponse (9.8.2013) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:

En réponse à sa question parlementaire concernant la sauvegarde de la mémoire des juifs victimes, au Luxembourg, du régime nazi, j'ai l'honneur d'informer Monsieur le Député que le Gouvernement est en train d'étudier ces questions ensemble avec les représentants de la communauté juive.

Question 2839 (13.8.2013) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le programme Énergie intelligente pour l'Europe:

Im Rahmen der Strategie 2020 und deren ehrgeizigen Zielen wie die erhöhte Energieeffizienz und die Nutzung erneuerbarer Energien unterstützt die Europäische Union die Entwicklung von hoch leistungsfähigen, kostengünstigen und nachhaltigen Energietechnologien. Dazu benötigt die Union eine wirksame und dynamische Technologie- und Innovationsstrategie, um ihre Wettbewerbsfähigkeit zu verschärfen und die Investitionen besser zu koordinieren.

Bei der Konzeptgründung der „Innovationsunion“ wurde in enger Zusammenarbeit mit den Mitgliedstaaten eine integrierte Forschungs- und Innovationsstrategie ausgearbeitet. Diesbezüglich wurde im Jahr 2007 das Innovationsprogramm „Intelligente Energie - Europa“ (IEE) in Angriff genommen, dessen Schwerpunkt im Bereich der Energieeffizienz und der Nutzung der erneuerbaren Energien liegt. Während der Zeitspanne 2007 bis 2013 stehen insgesamt 730 Millionen Euro zur Verfügung.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Wirtschaft und Außenhandel folgende Fragen stellen:

- An welchen Projekten hat sich Luxemburg im Rahmen des IEE-Programms beteiligt?

- Wie hoch waren die Zuwendungen aus europäischen Fördermitteln?

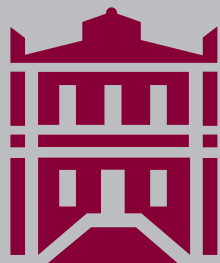
- Wurden Projekte aus der Programmstruktur (SAVE, ALTENER, STEER, Integrierte Initiativen) mit anderen förderfähigen Ländern gemeinsam durchgeführt? Falls ja, mit welchen Ländern?

- Wird beziehungsweise wurde ähnlich wie in anderen Mitgliedstaaten ein nationaler Informationstag „Intelligente Energie - Europa“ im Jahr 2013 durchgeführt?

Réponse (17.9.2013) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis betreffend das europäische Förderprogramm „Intelligente Energie - Europa“ kann ich Ihnen folgende Informationen liefern:

Während der Zeitspanne 2007-2013 hat Luxemburg sich im Rahmen des IEE-Programms an verschiedenen Programmen beteiligt, welche im entsprechenden Internetauftritt der Europäischen Kommission (<http://www.eaci-projects.eu/iee/page/Page.jsp>) aufgeführt sind. Die einzelnen Programme sowie die Projekterklärungen und, soweit öffentlich verfügbar, die entsprechenden Zuwendungen aus europäischen Fördermitteln an luxemburgische Akteure gestalten sich wie folgt:



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter





Projektname	Gegenstand	Zeitraum	Geschätzte EU-Fördermittel	Beteiligte Länder
Odyssee-Mure	Monitoring von Energieeffizienz in Europa	April 2013 - Sept. 2015	12.218 €	EU-26 (2 Länder nicht beteiligt) + Norwegen
Build-Up Skills	Verbesserung der Kompetenzen im Bauhandwerk im Hinblick auf die bis 2020 vorgesehenen energetischen Herausforderungen	Juni 2012 - Dezember 2013	319.104 €	EU-28 + Norwegen + Mazedonien
Concerted Action ESD	Implementationshilfe für die Richtlinie 2006/32/EG über Endenergieeffizienz und Energiedienstleistungen und zur Aufhebung der Richtlinie 93/76/EWG des Rates und für die Richtlinie 2012/27/EU zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG	2008 -	62.548 €	EU-27 + Kroatien + Norwegen
Concerted Action RES	Implementationshilfe für die Richtlinie 2009/28/EG zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG	2010 -	116.024 €	EU-27 + Kroatien + Norwegen
Concerted Action EPBD	Implementationshilfe für die Richtlinie 2002/91/EG über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden und für die Richtlinie 2010/31/EU über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden (Neufassung)	2007 -	134.981 €	EU-27 + Kroatien + Norwegen
EINSTEIN II - Expert-system for an INtelligent Supply of Thermal Energy in INdustry and other large scale applications (EINSTEIN II)	Entwicklung integrierter energieeffizienter Lösungen für die thermische Energieversorgung in Industrieunternehmen und für große nichtindustrielle Anwender	Juli 2010 - Dezember 2012	1.923.107 € (Gesamt-budget)	Belgien, Bulgarien, Deutschland, Frankreich, Italien, Irland, Luxemburg, Österreich, Slowakei, Spanien
Euro-Topten-Plus	Schaffung einer dynamischen Benchmark für die energieeffizientesten Produkte (Fernseher, Kühlschränke, Autos, uvm.)	Dezember 2008 - Dezember 2011	1.711.516 € (Gesamt-budget)	Deutschland, Finnland, Frankreich, Italien, Litauen, Luxemburg, Polen, Portugal, Rumänien, Spanien, Tschechien
Maximising Topten Communication on Top Runner Products (EURO-TOPTEN-MAX)	Weiterentwicklung von Euro-Topten-Plus	Januar 2012 - Dezember 2014	2.148.819 € (Gesamt-budget)	Belgien, Deutschland, Finnland, Frankreich, Großbritannien, Italien, Litauen, Luxemburg, Norwegen, Österreich, Polen, Portugal, Rumänien, Schweden, Tschechien, Zypern
Covenant of Mayors	Regionale/lokale Bewegung zur Verbesserung der Energieeffizienz und Nutzung erneuerbarer Energien	2008 -	Keine Angaben	4.799 Kommunen aus 50 Ländern (in Luxemburg: Beckerich und Luxemburg)

Ein nationaler Informationstag für die Präsentation des Programms „Intelligente Energie - Europa“ wurde in der Vergangenheit nicht durchgeführt. Derzeit wird davon ausgegangen, dass die potenziellen Akteure, die sich an diesen Projekten beteiligen, weitestgehend durch die von der Europäischen Kommission verteilten Informationen über das Programm informiert sind. Momentan wird allerdings geprüft, ob für kommende Programme eine gezielte Verbreitung von Informationen zum Programm sinnvoll und zielführend ist.

Question 2841 (14.8.2013) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **remboursement de subsides agricoles à l'Union européenne**:

Hier la Commission européenne a publié un communiqué de presse (IP/13/773) dans lequel elle annonce récupérer auprès du Luxembourg la somme de 279.000 euros, «correspondant à des dépenses irrégulières effectuées» au titre de la politique agricole commune. La Commission accuse le Luxembourg du «non-respect des règles de l'Union ou de l'inadéquation des procédures de contrôle des dépenses agricoles».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la nature plus précise des incidents amenant la Commission européenne d'agir de la façon?
- Quelles sont les parties prenantes au niveau national?
- Quel est le genre de la fraude commise, est-elle de nature intentionnelle?
- Est-ce que le montant à rembourser est en hausse ou en baisse en comparaison avec les années précédentes?

Réponse (11.9.2013) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

D'abord il y a lieu de préciser que dans le cadre du règlement (CE) n°1290/2005 du Conseil du

21 juin 2005 concernant le financement de la politique agricole commune la Commission européenne dispose de la possibilité d'organiser des contrôles sur place dans les États membres pour vérifier la conformité des dépenses effectuées dans le cadre des deux fonds agricoles FEAGA et FEADER.

Art 37(1) du règlement (CE) n°1290/2005:

«Contrôles sur place

1. Sans préjudice des contrôles effectués par les États membres conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales, de l'article 248 du traité, ainsi que de tout contrôle organisé sur la base de l'article 279 du traité, la Commission peut organiser des contrôles sur place dans le but de vérifier notamment:

- a) la conformité des pratiques administratives avec les règles communautaires;
- b) l'existence des pièces justificatives nécessaires et leur concordance avec les opérations financées par le FEAGA ou le FEADER;
- c) les conditions dans lesquelles sont réalisées et vérifiées les opérations financées par le FEAGA ou le FEADER.

.....»

Dans ce contexte, les services de la Commission européenne ont mené une enquête en février 2010 concernant l'axe 2, et plus précisément les mesures 212 (indemnités compensatoires) et 214 (mesures agro-environnementales) de notre plan de développement rural 2007-2013.

Dans son rapport final, la Commission européenne conclut que «l'octroi de l'aide au titre de cette mesure du développement rural financée par le FEADER au Grand-Duché de Luxembourg n'a pas été effectué en pleine conformité avec les règles communautaires pour les campagnes 2008 et 2009 pour les mesures agro-environnementales et pour la campagne 2008 pour la mesure Handicaps Naturels».

Ainsi, dans la décision d'exécution de la Commission du 13 août 2013 écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du FEADER la Commission a décidé d'une réduction (forfaitaire de 2%) pour les exercices 2009 et 2010 (campagnes 2008 et 2009) pour la raison suivante: «Contrôle insuffisant des animaux et de la traçabilité des contrôles, absence de vérification des contrôles sur places délégués et absence de comparaison des résultats des contrôles».

Il est important de préciser que le problème principal provient du fait que les États membres et la Commission européenne ont des divergences d'interprétation quant à certains aspects de la réglementation communautaire en vigueur dans la matière.

En effet, étant donné la nature très complexe de la matière, les autorités luxembourgeoises plaident souvent dans leurs prises de position face à des propositions de règlements communautaires de simplifier les textes et surtout d'y apporter suffisamment de simplicité administrative pour que les petits États membres tels que le Luxembourg puissent également parvenir à mettre en place un système de contrôle de la légalité et de la régularité des paiements sans devoir faire usage de moyens disproportionnés par rapport aux montants cofinancés par l'Union européenne. Il s'avère donc très difficile d'implémenter les procédures de gestion et de contrôle requises sans courir le risque d'avoir des divergences d'interprétation. Dans certains cas de divergences d'interprétation l'État membre peut même saisir la Cour de justice de l'Union européenne afin de trancher l'affaire.

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, en tant qu'organisme agréé, est la partie concernée au niveau national. La décision de la Commission n'entraînera pas de conséquences financières pour les agriculteurs.

Il est également important de souligner qu'il n'y a pas eu de fraude, mais comme déjà évoqué ci-devant, nous nous trouvons face à des divergences d'interprétation.

Concernant le montant de la réduction de 279.192,49 euros, il n'est pas possible de faire des comparaisons avec des années antérieures pour plusieurs raisons. D'abord il y a lieu de préciser que la Commission européenne établit un plan d'audit en fonction d'un certain nombre de critères et lequel prévoit de faire des missions de contrôle dans tous les États membres pour toutes les mesures que la Commission européenne juge indispensable à contrôler. Ensuite, ces missions de contrôle sont conduites de façon très irrégulière (il y a des années où on ne subit pas de missions et d'autres années où on peut subir plusieurs missions) et les procédures réglementaires (définies au règlement (CE) 1290/2005) déclenchées par une telle mission peuvent avoir des durées procédurales différentes (entre deux et quatre ans en général). Il en résulte que les décisions de la Commission infligeant un remboursement à un État membre ne peuvent être publiées une fois que la procédure résultant de la mission de contrôle est clôturée.

Enfin, il est à noter qu'il est extrêmement rare qu'à la clôture d'une mission de contrôle la Commission européenne n'inflige pas de correction financière. Ceci compte pour tous les États membres et souligne ce qui a été précisé ci-dessus quant à la complexité de la matière et aux divergences d'interprétation qui s'en déduisent!

Question 2844 (16.8.2013) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **traitement des demandes en relation avec un assainissement énergétique d'une maison d'habitation existante**:

Il me revient que dans le contexte du traitement des demandes pour une aide financière en relation avec un assainissement énergétique d'une maison d'habitation existante, l'Administration de l'Environnement affiche des retards importants. Ces retards atteindraient plus de huit mois et dépasseraient, dans certains cas, même les 15 mois. De nombreux demandeurs, auxquels on ne communiquerait aucune date exacte quant au traitement de leur demande, risquent ainsi de se retrouver, sans en être responsable, dans des situations financières critiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer ces retards dans le traitement des demandes en relation avec un assainissement énergétique d'une maison d'habitation existante?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ces retards de traitement respectivement de paiement?
- Par quels moyens Monsieur le Ministre envisage-t-il de résoudre ce problème à court terme?

Réponse (26.9.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Il est vrai que l'Administration de l'Environnement accuse un certain retard pour ce qui est du traitement des demandes d'aides financières en relation avec l'assainissement énergétique d'une maison existante.

Ce retard est dû en bonne partie au fait que l'Administration de l'Environnement était confrontée, courant 2012, à un nombre très élevé de demandes de subvention, en particulier pour ce qui est du régime d'aides pour les voitures à faibles émissions de CO₂. En effet, l'an dernier quelque 11.000 primes CAR-e pour un montant total de 12,8 millions d'euros ont été accordées.

Grâce à un renforcement temporaire du service des économies d'énergie de l'Administration de l'Environnement par des agents externes, le retard mentionné ci-dessus, qui avoisinait 15 mois au début de l'été, a déjà pu être réduit à environ neuf mois. D'ici la fin de l'année en cours il aura été entièrement résorbé. Depuis janvier 2013, quelque 2.800 subsides pour un montant de 15 millions d'euros ont été accordés dans le cadre du régime d'aides «prime House». À cela s'ajoutent plus de 7,5 millions d'euros pour la prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de sources renouvelables, et 4.200 primes CAR-e pour un montant de 4,5 millions d'euros.

Question 2846 (16.8.2013) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant les **cartes de priorité et d'invalidité**:

La loi du 23 décembre 1973 a créé des cartes de priorité et une carte d'invalidité. Les détenteurs d'une carte d'invalidité B et C bénéficient de la gratuité des transports publics et de l'exonération de la taxe sur les véhicules automobiles.

Suite à la loi qui a augmenté les taxes sur les véhicules automobiles, les demandes pour obtenir une carte de priorité ont explosé ainsi que le relève la réponse de Monsieur le Ministre de l'Intérieur suite à ma question parlementaire n°1862 (cf. comptes rendus n°10/2011-2012 et n°2/2012-2013). En 2011, elles ont atteint le nombre de 82.937!

Le Gouvernement s'est mis d'accord pour «établir de nouveaux critères d'admission plus clairs et plus précis». Or, ceux-ci sont restés secrets.

Dans ce contexte, j'entends poser les questions suivantes:

- 1. Quel est le nombre actuel des cartes de priorité A, B et C?
- 2. Quels sont les nouveaux critères d'admission? Quand seront-ils mis en pratique?

Réponse commune (30.9.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de la Santé*, et **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Le sujet faisant objet de la question parlementaire du 16 août 2013 reprise sous rubrique fut déjà traité dans le cadre de la question parlementaire n°1862 du 16 janvier 2012 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes à laquelle une réponse commune fut donnée par les départements de l'Intérieur et à la Grande Région et de la Sécurité sociale.

Depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 31 août 2013, 3.188 dossiers ont été transmis au Contrôle médical de la sécurité sociale dans le cadre de l'octroi des cartes d'invalidité. Jusqu'à ce jour, 2.557 dossiers, établis sur base d'un certificat médical, ont été traités. 631 dossiers sont restés sans suite. Au courant de cette période, ont été attribuées 1.048 cartes A, 1.179 cartes B et 132 cartes C. Le nombre de refus se chiffre à 198 unités.

Un groupe de travail, regroupant des représentants des départements des Transports, de l'Intérieur et à la Grande Région, de la Santé et de la Sécurité sociale, du Contrôle médical de la sécurité sociale et de la Cellule d'évaluation et d'orientation, fut instauré en 2012 sur décision du Conseil de Gouvernement en vue de l'élaboration de nouveaux critères donnant droit aux services du Novabus.

Comme les travaux de ce groupe n'ont pas encore été clôturés, il m'est, à ce stade, impossible de me prononcer davantage au sujet du deuxième point de la question parlementaire sous objet.

Question 2847 (19.8.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant la **collecte des déchets d'emballages d'origine ménagère**:

Die Bürgerbeteiligung bei der Wertstoffsammlung durch Valorlux ist nach Meinung des Ministers zu einem ansehnlichen Erfolg geworden. Auffallend ist es allerdings, dass die Liste der Wertstoffe, die eingesammelt werden, beispielsweise in der blauen Plastiktüte, restriktiver erscheint als das in der deutschen Grenzregion der Fall ist. So werden durch die A.R.T. in der Grenzregion Trier eine ganze Reihe mehr Plastikstoffe entsorgt und möglicherweise weiterverwertet als dies von der nationalen Valorlux-Gesellschaft angeboten wird. Als Beispiel seien nur die allorts in auffallend großen Mengen anfallenden Joghurt-Becher erwähnt.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass die Wertstoffsammlung in Luxemburg im Vergleich zum deutschen Grenzgebiet noch ausbaufähig wäre?

2) Wenn ja, wird es dann zukünftig zu einer Erweiterung der Art von Wertstoffen kommen, die im Rahmen der blauen Plastiksäcke eingesammelt werden, um die Recyclingfähigkeit auszubauen?

3) Falls es sich herausstellen sollte, dass es weitere Plastikstoffe gibt, die recyclingfähig sind, und dass dies in der Grenzregion umgesetzt wird, denkt der Minister nicht auch, dass Valorlux der Umwelt zuliebe dieses Service-Upgrade umsetzen sollte?

4) In den Instruktionen der A.R.T. Trier wird empfohlen, die Plastikverpackungen nicht zu spülen, um nicht noch weitere Ressourcen (Wasser) zu verschwenden, derweil Valorlux dies in ihren Anweisungen als Leitlinie vorgibt. Aus welchen umwelttechnischen Gründen soll in Luxemburg das Material ausgespült werden?

Réponse (1.10.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

1. Da für das deutsche Grenzgebiet keine statistischen Daten zur Vergleichbarkeit vorhanden sind, können Luxemburg und Deutschland nur aufgrund der bei Eurostat vorliegenden Daten miteinander verglichen werden. Diese Daten zeigen, dass Deutschland und Luxemburg in etwa identische Recyclingquoten bei den Wertstoffen haben. Neben Deutschland, Österreich, Belgien, Dänemark, Schweden und den Niederlanden gehört Luxemburg zu den führenden Nationen in der Europäischen Union betreffend die Wertstoffsammlung und das Recycling.

Einen Ausbau der Wertstoffsammlungen in Luxemburg wird es aufgrund legaler Bestimmungen, wie sie im Abfallwirtschaftsgesetz vom 21. März 2012 festgelegt wurden, geben:

- Spätestens im Jahre 2020 ist die minimale Recyclingquote von 50% bei Haushaltsabfällen und haushaltsähnlichen Abfällen zu erreichen.

- Ab dem 1. April 2014 ist die separate Sammlung von Bioabfällen verpflichtend.

- Ab dem 1. Januar 2015 muss mindestens die separate Sammlung der Abfallkategorien: Glas, Papier/Kartonagen, Plastik und Metalle gewährleistet sein.

2. Eine Erweiterung der Art von Wertstoffen der im Rahmen der von der A.s.b.l. Valorlux organisierten PMG-Sammlungen (blaue Plastiksäcke) eingesammelten Verpackungsabfälle wird es nach dem heutigen Kenntnisstand nicht geben.

3. Zwischen dem „blauen Sack“ in Luxemburg und dem „gelben Sack“ in Deutschland gibt es allerdings einen wesentlichen Unterschied. Dadurch, dass in Deutschland viele verschiedene Materialien gemischt eingesammelt werden, kommt es zu hohen Verschmutzungsgraden. So werden von den im „gelben Sack“ eingesammelten Verpackungen bis zu 75% einer thermischen Behandlung zugeführt und nicht recycelt. Demgegenüber lag Ende 2012 in Luxemburg der Verschmutzungsgrad der im „blauen Sack“ eingesammelten Verpackungen bei nur 14,94%.

Im Allgemeinen ist aber zu sagen, dass in Luxemburg komplementär zu den PMG-Sammlungen weitere Wertstoffe (Papier/Kartonagen, Glas, Metalle, Elektroschrott, organische Abfälle) über Holsammelsysteme, Depotcontainer respektive über die Recyclingzentren eingesammelt werden.

Gemäß Artikel 19 des Abfallwirtschaftsgesetzes vom 21. März 2012 sind Produzenten im Rahmen der erweiterten Herstellerverantwortung verpflichtet, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, um die legal festgelegten Sammelquoten zu maximieren.

Im Rahmen seiner Akkreditierung vom 16. Mai 2011 ist Valorlux verpflichtet, die über die öffentlichen Sammelsysteme eingesammelten Verpackungen einer zentralen Vermarktungsstelle zuzuführen. Dies bedeutet außerdem eine Harmonisierung der Annahmepalette der einzelnen Verpackungsabfälle in den Recyclingzentren der Gemeinden und der Gemeindeverbände die sich der Zentralvermarktung anschließen. Harmonisierte Annahmekriterien der Verpackungsabfälle in den Recyclingzentren werden es in Zukunft erlauben, eine bessere und kohärente landesweite Öffentlichkeitsarbeit zu gewährleisten.

plementär zu den bestehenden Systemen plant die Valorlux A.s.b.l. in Zusammenarbeit mit dem Handel, ab Herbst 2013 ein Pilotprojekt durchzuführen, bei dem sogenannte „RE-box“-Wertstoffinseln bei den Supermärkten aufgestellt werden und wo Verpackungen aus Kunststoff (Becher, Blister und Folien) getrennt abgegeben werden können.

4. Was die Reinigung der Verpackungen betrifft, so ist es prinzipiell nicht notwendig, zum Zwecke der Verwertung restentleerte Verpackungen zu spülen. Restanhaftungen von Milchprodukten, Fisch oder Fleisch können eher zu Geruchsproblemen oder hygienischen Problemen führen, insbesondere während der warmen Sommermonate.

Deshalb sollten, wenn aus hygienischen Gründen eine Spülung sinnvoll ist, folgende Empfehlungen beim Spülen respektiert werden:

- minimale Wassermengen reichen meistens aus;

- wenn vorhanden, kann die Reinigung auch mit einem Rest Spülwasser erfolgen;

- in der Geschirrspülmaschine findet sich meist noch ein Restplatz, wo die leeren Verpackungen mitgespült werden können.

Question 2850 (26.8.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant la **fermeture de la maternité du Centre Hospitalier du Nord**:

Es kursieren Gerüchte, dass demnächst im „Centre Hospitalier du Nord“ die Abteilung der „Maternité“ geschlossen wird. Das wäre nach Wiltz ein herber Schlag für den Norden.

Frage:

- Kann der Minister bestätigen, dass die „Maternité“ in Ettelbrück geschlossen wird und wenn ja, warum?

Réponse (29.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Angebliche Gerüchte über eine bevorstehende Schließung der im „Centre Hospitalier du Nord“ (CHdN) angesiedelten Maternité, zu deren Sprachrohr sich der Herr Abgeordnete macht, entbehren jeder Grundlage und sind völlig unbegründet.

Demnach beabsichtigt weder das Gesundheitsministerium noch die Leitung des CHdN die Abteilung der „Maternité“ des CHdN in Ettelbrück zu schließen.

Question 2851 (26.8.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant l'**utilisation des clignotants dans un carrefour giratoire**:

Bezugnehmend auf die Antwort betreffend den Irrgarten und den Kreisverkehr (*question parlementaire n°2804 - cf. compte rendu n°13/2012-2013*) gibt es in Frankreich eine Regelung, nämlich, dass der Fahrer im Kreisverkehr den rechten Blinker betätigen muss, um den Kreisverkehr zu verlassen und den linken Blinker betätigen muss, um von der ersten in die zweite oder dritte Spur zu wechseln. Bei Nichtbeachtung dieser Vorschrift wird der Autofahrer zur Kasse gebeten. Diese Maßnahme hat die Unfälle stark reduziert.

Frage:

- Wie sieht die Regelung in Luxemburg aus und gibt es Bußgelder zu bezahlen bei einer eventuellen Missachtung der Regelung?

Réponse (27.9.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les règles de circulation applicables aux intersections à sens giratoires, notamment en cas de changement de direction ou de voie de circulation.

D'emblée, il y a lieu de relever que les règles de circulation applicables dans les giratoires ne diffèrent pas de celles qui régissent la circulation sur les autres parties de la voie publique.

En ce qui concerne la situation où un conducteur a l'intention de quitter le giratoire pour s'engager sur une chaussée adjacente, il s'agit en l'espèce d'un changement de direction et, selon l'article 134 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), le conducteur «...doit indiquer clairement son intention et suffisamment à temps au moyen soit de la main, soit de l'indicateur de direction, lorsque le véhicule en est muni. L'indication doit montrer la direction de la manœuvre; elle doit être donnée pendant toute la durée de celle-ci et cesser dès que la manœuvre est terminée».

Cette même disposition est applicable au conducteur qui a l'intention de changer de voie de circulation que ce soit à l'intérieur d'un giratoire ou ailleurs sur la voie publique.

Le non-respect de cette règle est sanctionné par un avertissement taxé de 74 euros.

Question 2854 (27.8.2013) de **M. Eugène Berger** (*DP*) concernant la **participation du Luxembourg à la protection de la réserve naturelle Yasuni en Équateur**:

Il ressort d'un article de presse que le projet qui visait à protéger la réserve naturelle Yasuni (Équateur) vient d'être arrêté par le Gouvernement équatorien. Le Gouvernement luxembourgeois avait soutenu ce projet par le biais du fonds «climat et énergie».

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel montant a été investi par le Gouvernement dans le projet susmentionné?

- En quoi consistent les résultats de cet investissement?

- Au vu du fait que l'initiative vient d'être arrêtée, est-il prévu de recouvrer les sommes investies?

- Est-ce que des quotas d'émissions ont été crédités au Luxembourg pour cet investissement? Dans l'affirmative, ce crédit pourra-t-il être maintenu après l'arrêt du projet en question?

Réponse (1.10.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Le Gouvernement du Luxembourg a contribué à hauteur de 1.000.000 euros en date du 15 janvier 2013 au fonds «Ecuador Yasuni ITT Trust Fund» géré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette contribution a fait l'objet d'un accord administratif «standard administrative arrangement» entre le Gouvernement du Luxembourg et le PNUD en novembre/décembre 2012.

La contribution luxembourgeoise a été déposée dans le fonds Yasuni ITT dont le capital, censé provenir de la contribution internationale comme contrepartie au compromis de l'Équateur de ne pas exploiter les réserves de pétrole du gisement ITT, est destiné à être investi dans des projets en faveur du développement des sources d'énergies renouvelables et de la reforestation.

L'accord administratif prévoit dans son article 5 une procédure de remboursement au cas où le Gouvernement de l'Équateur déciderait de reprendre la prospection pétrolière dans le parc national Yasuni.

Si la décision du président Correa du 15 août 2013 de renoncer à l'initiative Yasuni ITT est confirmée par le parlement national de l'Équateur, le Gouvernement du Luxembourg a l'intention de demander le remboursement de sa contribution conformément à l'accord administratif.

L'investissement en question est destiné à soutenir la volonté du Gouvernement de l'Équateur de renoncer à la prospection pétrolière dans un des endroits les plus riches en diversité biologique au monde et n'est pas crédité de quotas d'émissions.

Question 2855 (28.8.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant la **promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables**:

Kürzlich wurde vom Minister ein Plan vorgelegt für die Energieversorgung in Luxemburg. Neben traditionellen Beschaffungsmethoden, soll auch die heimische Produktion mit alternativen, nachhaltigen Energieformen ausgebaut werden. Allerdings fällt auf, dass die Solarenergie, die von Privatleuten, kleineren und mittleren Betrieben bevorzugt wird, weniger von staatlichen Unterstützungsmaßnahmen profitieren soll. Die Investition in Windkraft und Biomasse ist eher größeren Erzeugern vorbehalten, sodass die private Eigenproduktion abnehmen wird.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass durch den vorgestellten Plan die Solarstromerzeugung weniger attraktiv werden wird?

2) Wieso kommt es zu einer Verlagerung der Subsidien von kleineren Haushalten zugunsten größerer Investoren und Aktiengesellschaften?

3) Denkt der Minister nicht, dass der Effekt des Konsums oder der Reinvestition ersparter Energiebudgets durch Haushalte einen größeren Kick für die nationale Wirtschaft haben würde als die Unterstützung größerer Aktiengesellschaften?

4) Ist das nicht das falsche Signal und wäre eine dezentralisierte und populäre Energieproduktion nicht die intelligentere Variante gewesen?

Réponse (26.9.2013) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur*:

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Jean Colombera betreffend die Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen, kann ich Ihnen folgende Informationen liefern:

Der Regierungsrat hat in seiner Sitzung vom 10. Mai 2013 beschlossen, die Einspeisetarife für erneuerbare Energien einer Reform zu unterziehen, um deren Entwicklung in Luxemburg auf eine neue Grundlage zu stellen. In dieser Reform ist vorgesehen, die Einspeisevergütung für Windkraftanlagen, für Biogas- und Biomasseanlagen sowie für Wasserkraftanlagen zu erhöhen. Die Einspeisevergütung der Fotovoltaik wurde an die stark gesunkenen Installationskosten angepasst, um jedwede Überförderung zu vermeiden und um die Auswirkungen auf den Strompreis für gewerbliche und private Kunden abzumildern zu können. Die Einspeisevergütung wird durch eine Umlage über den Stromtarif finanziert und es erscheint mir als fundamental wichtig, die Wettbewerbsfähigkeit der Energiepreise für die Industrie und das Gewerbe in Luxemburg zu garantieren, um lokale Arbeitsplätze nicht zu gefährden sowie die Attraktivität für Ansiedlung neuer Unternehmen zu erhalten. Des Weiteren scheint es mir wichtig, die Entwicklung der Strompreise im Hinblick auf die tendenziell steigende Problematik der Energiearmut im Auge zu behalten.



Was die Solarstromerzeugung angeht, so habe ich besonders darauf geachtet, dass die Bürger weiterhin die Möglichkeit haben, Fotovoltaikanlagen auf Ihrem Eigenheim zu installieren und damit einen eigenen Beitrag zur dezentralen Energieversorgung zu leisten.

Question 2856 (30.8.2013) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **zone d'activité économique «Hinter der Berck» à Steinfort:**

- Pourquoi Monsieur le Ministre accepte-t-il la création, l'aménagement et l'exploitation d'une ZAE «Hinter der Berck» à Steinfort aux frais du contribuable, et ceci seulement pour l'utilisation d'une seule parcelle pour le compte d'une société immobilière, alors qu'il vient justement de créer la ZARO Grass d'une superficie de 28,1 hectares?

- Pourquoi le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a-t-il reclassé une zone verte en zone artisanale, sachant qu'ainsi il a permis à une société immobilière un accès à son terrain à travers l'ancienne forêt communale? Une telle décision ne correspondrait-elle pas à satisfaire un intérêt particulier au détriment de l'intérêt général?

- Au cas où des immeubles classés monument national se trouvent à proximité d'un PAP contenant des halls de production d'une certaine hauteur, ceux-ci ne devraient-ils pas bénéficier d'un périmètre de protection permis et prévu par la loi, respectivement les halls ne devraient-ils pas être dissimulés par une plantation d'arbres?

Réponse (2.10.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1. En ce qui concerne la «création» de la zone d'activité économique sise au lieu-dit «Hinter der Berck» à Steinfort.

La zone d'activité économique sise au lieu-dit «Hinter der Berck» à Steinfort figurait déjà en tant que «zone artisanale» dans le plan d'aménagement général (dénommé ci-après «le PAG») de la commune de Steinfort, approuvé en date du 5 mai 1983 par le Ministre de l'Intérieur.

La zone d'activité économique à caractère régional sise aux lieux-dits «Mieserech, um Knäppchen et Burwiss» à Grass, quant à elle, n'a été créée qu'en 2008 suite à l'adoption du projet de modification ponctuelle du PAG de la commune de Steinfort en date du 16 décembre 2008.

Lors de l'adoption du nouveau PAG de la commune de Steinfort («Mouture 2004»), approuvé en date du 25 mars 2010 par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, une extension de faible envergure (10,5 ares) de la zone d'activité économique sur une parcelle classée en zone verte a été approuvée en vue de garantir un accès vers une parcelle partiellement enclavée.

Ce reclassement a été effectué en vue d'assurer la jonction de la parcelle enclavée avec le CR106 (rue de Hobscheid), ce qui évite de faire passer le trafic par le chemin vicinal qui se situe à l'est de la parcelle précitée.

Dans ce contexte, il convient également de relever que, lors de l'adoption du nouveau PAG de la commune de Steinfort, une surface d'approximativement 19,4 ha, classée sous l'ancien PAG en tant que zone d'activité économique et adjacente à la zone d'activité «Hinter der Berck», a été retirée du périmètre d'agglomération.

Il est partant inexact d'affirmer, comme le laisse sous-entendre l'honorable Député Monsieur Gast Gibéryen sans nuance, que le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région aurait «accepté la création» d'une zone d'activité économique (qui fonctionne en tant que telle depuis 1983)

en sachant qu'une zone d'activité économique régionale d'une envergure considérable (28,1 ha) se situe à quelques kilomètres.

En effet, la zone d'activité économique sise au lieu-dit «Hinter der Berck» n'a connu aucune expansion significative (en l'occurrence moins de 2% par rapport à la surface totale de la zone) et le reclassement opéré n'a fait que contribuer au développement et à la viabilisation de celle-ci.

2. En ce qui concerne «l'aménagement» de la zone d'activité économique sise au lieu-dit «Hinter der Berck» à Steinfort.

Une fois que la modification ponctuelle du PAG a été approuvée, la parcelle, désormais classée en zone d'activité économique, peut être exécutée par un plan d'aménagement particulier. Cette exécution est prévue par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (dénommée ci-après «la Loi»).

En effet, l'article 25, alinéa 1 de la Loi dispose que «le plan d'aménagement particulier précise et exécute les dispositions réglementaires du plan d'aménagement général concernant une zone ou une partie de zone».

Le Ministre ne peut dès lors plus juger de l'opportunité de l'établissement d'un plan d'aménagement particulier sur les fonds concernés mais il lui appartient dorénavant uniquement, en sa qualité d'autorité de tutelle, de vérifier la légalité du projet lui soumis et ceci notamment par rapport aux objectifs consacrés par l'article 2 de la Loi.

Il y a finalement lieu de relever que le plan d'aménagement particulier en question a été initié par une personne privée et que les frais de publication du plan d'aménagement seront récupérés par la commune auprès de cette personne.

Partant, les frais relatifs à l'élaboration du plan d'aménagement particulier n'incombent pas à la collectivité, contrairement à ce qu'affirme l'honorable Député Monsieur Gast Gibéryen.

Réponse (2.10.2013) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture:*

En ce qui concerne l'immeuble classé monument national

En l'espèce, l'immeuble classé monument national bénéficie de la protection qu'apporte le classement de toute la parcelle sur laquelle l'objet est implanté, ainsi que de la route qui sépare cette parcelle des nouveaux aménagements en cours. De la sorte, un périmètre de protection est donné. Il faut encore remarquer que la villa protégée tourne le dos à ces aménagements et que le front principal de l'édifice donne sur un jardin généreux, bénéficiant donc de la même protection, ainsi que sur des champs qui ont vocation à rester inconstructibles.

Réponse (2.10.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En ce qui concerne l'accès à travers l'ancienne forêt communale

Il est exact qu'en date du 3 juillet 2007 le Ministre ayant l'environnement naturel dans ses attributions a accordé une autorisation de défrichement portant sur quelque 25 ares boisés dans l'intérêt de la viabilisation de fonds dûment classés en tant que zone d'activité par le PAG communal en vigueur, dont quelque dix ares en vue de la création d'un accès.

L'autorisation fut accordée à l'époque à l'administration communale en tant que représentant de l'intérêt général et non pas à un particulier privé et fut liée à l'exécution de mesures compensatoires, telles que prévues par l'article 13 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ces mesures compensatoires ont été mises en œuvre selon les règles de l'art. Le reclassement de cette infime bande de terrain dans le cadre de la procédure d'approbation du PAG de la commune de Steinfort, tout

comme les approbations ad hoc des Ministres de tutelle n'en furent que la conséquence logique.

Question 2858 (30.8.2013) de **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*) concernant **l'avenir du projet «Job Coaching» de l'a.s.b.l. ATP:**

Le service «Job Coaching» de l'a.s.b.l. ATP (association d'aide par le travail thérapeutique pour personnes psychotiques) a débuté ses services en 2009 en tant que projet FSE et prendra fin le 31 décembre 2013.

L'importance d'un service de «Job Coaching» pour personnes souffrant de troubles psychiques est reflétée par les chiffres de fréquentation du service, en constante augmentation depuis sa création.

La cessation des activités suite à l'absence durable de soutien financier engendrera inévitablement l'arrêt des suivis en cours ainsi que l'absence d'un service compétent pour tout demandeur d'emploi présentant des troubles psychiques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'un service de soutien et de suivi en vue de l'intégration professionnelle des personnes souffrant de troubles psychiques s'impose afin de promouvoir les chances de ces personnes déjà suffisamment en difficultés?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il est de la responsabilité nationale de garantir le bon fonctionnement d'un service de soutien et de suivi, aussi bien pour les personnes concernées que pour leurs potentiels employeurs?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils la possibilité de pérenniser le service «Job Coaching» d'ATP en prenant le relais du soutien financier du FSE à partir de janvier 2014?

Réponse commune (3.10.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

L'Association d'aide par le travail thérapeutique pour personnes psychotiques (ATP) a.s.b.l. est soutenue financièrement à la fois par le Ministère de la Santé et le Ministère du Travail et de l'Emploi, respectivement l'Agence pour le Développement de l'Emploi.

En 2008, ATP a introduit une demande de cofinancement par le Fonds social européen (FSE) pour le projet «Job Coaching» pour les années 2009 et 2010, candidature qui a été retenue par le comité de sélection.

En 2010, ATP a introduit un deuxième projet pour les années 2011-2013 pour un budget initial de 675.000 euros - intitulé «Job Coaching 2» - qui est une évolution du premier projet sur base des connaissances acquises. Celui-ci a également été retenu par le comité de sélection pour un cofinancement par le FSE.

En août dernier l'Autorité de gestion du FSE a lancé un appel à candidatures pour un cofinancement de la part du FSE pour les années 2014 et 2015. Cet appel a été publié dans les quotidiens luxembourgeois et tous les bénéficiaires, y compris ATP, ont été informés par l'Autorité de gestion sur la possibilité de prolongation des projets en cours au-delà du 31 décembre 2013. Rappelons dans ce cadre que le programme opérationnel actuel du Fonds social européen couvre la période 2007-2013 avec l'option de prolongation jusqu'au 31 décembre 2015, option qui a été prise par l'Autorité de gestion en accord avec la Commission européenne.

À ce jour, nous devons constater qu'aucune demande n'a été soumise pour une éventuelle prolongation du projet «Job Coaching 2» de la part d'ATP. Ceci est d'autant plus regrettable que des fonds communautaires sont encore disponibles.

Toutefois, l'Autorité de gestion du FSE a pris contact avec la direction d'ATP en vue d'un éventuel cofinancement par le FSE. Ceci permettrait avant tout la continuation du soutien aux personnes qui en ont le plus besoin et serait dans l'intérêt du personnel encadrant engagé dans ce projet. Cette solution, étant certes une prolongation temporaire, permettrait à tous les acteurs d'avoir le temps nécessaire pour viabiliser le projet tant au sein d'ATP qu'au niveau du financement public.

Le soutien aux personnes qui en ont le plus besoin, notamment en vue d'une intégration professionnelle durable de toute personne qui est à la recherche d'un emploi, a toujours occupé une place prépondérante dans nos politiques. Il en sera autant dans le futur.

Question 2861 (2.9.2013) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant **l'indemnisation du dommage causé par des espèces comme le blaireau ou les corneilles:**

Dans la dernière édition du «De Lëtzeburger Bauer» du 30 août 2013, l'on relate que le dommage causé par des espèces comme le blaireau ou les corneilles n'est plus indemnisé faute de base légale précise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits évoqués ci-dessus? Dans l'affirmative, combien de demandes ont été mises en suspens avec l'argumentaire susmentionné?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ces dégâts devraient être supportés entièrement par l'État?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le refus de prendre en charge ces dégâts constitue une violation des dispositions de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse?

- Monsieur le Ministre veut-il mettre en cause ces principes?

- Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour débloquer la situation?

- Dans quels délais les demandes afférentes seront-elles traitées pour satisfaire aux obligations légales de l'État?

Réponse (3.10.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

1) L'Administration de la Nature et des Forêts a informé le Ministre en été 2013 de sa décision de maintenir les demandes en relation avec les dégâts blaireaux/corvidés en suspens estimant qu'il y a absence de base légale. Au 26 septembre 2013, 51 demandes sont en suspens.

2) Les animaux vivant à l'état sauvage n'étant pas la propriété de l'État, ce dernier n'a aucune obligation légale de supporter ces dégâts. Néanmoins, dans un souci de protection de ces espèces, le Ministre estime opportun de supporter les frais relatifs à ces dégâts.

3) Le blaireau et les corvidés n'étant pas des espèces chassables, la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse n'est pas d'application.

4) Vu la réponse sous 3), ces principes ne sont pas d'application.

5) Les paiements en suspens seront traités selon les disponibilités budgétaires en se basant sur la loi budgétaire.

6) Faute de moyens budgétaires suffisants seulement une dizaine de demandes ont pu être traitées en date de ce jour. Les demandes subsistantes seront traitées dès aboutissement des procédures budgétaires nécessaires. Une demande de dépassement a été introduite à cet effet.

